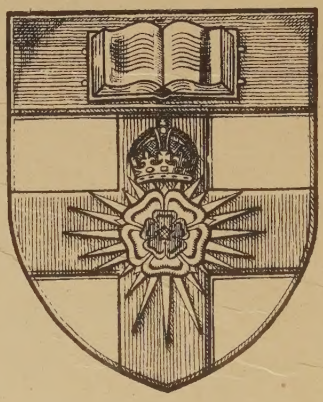
PR LC3 —
Revue



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

CINQUIÈME ANNÉE

N° 17

JANVIER 1955

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

1955

TOUS DROITS RÉSERVÉS

HIMMLER

Nous avons enfin une biographie sérieuse de Henri Himmler (1), du personnage le plus énigmatique qui ait figuré parmi les dirigeants du III[e] Reich. L'auteur, M. Willi Frischauer, qui nous a déjà donné une étude sur Goering, ne semble pas avoir épargné sa peine pour recueillir une documentation aussi complète que possible sur l'ancien chef de la Gestapo.

Parti, comme étudiant en sciences agronomiques, de très modestes commencements, Himmler s'est élevé à l'un des postes les plus importants de la hiérarchie nazie. Il y a disposé du pouvoir le plus absolu, le plus terrifiant aussi qui se puisse imaginer, d'un pouvoir tel qu'on a pu se demander, dans l'ambiance du nazisme, s'il n'était pas parvenu à tenir Hitler lui-même entre ses mains. Personne, en tout cas, n'a été plus redouté que lui par amis et ennemis. C'est seulement après avoir dévoilé les faits quasi incroyables qui témoignent de l'incompréhensible ascendant que Himmler exerçait sur ses collègues que l'on a su et compris à quels abîmes d'infamie le régime hitlérien a pu conduire l'Allemagne. Et pourtant, selon toute apparence, Himmler se classait parmi les êtres d'aspect falot et insignifiant. Il n'avait ni l'insolent et faux prestige de Goering, ni l'indéniable pénétration d'esprit de Goebbels.

M. Frischauer prend place parmi les meilleurs connaisseurs du III[e] Reich et de son histoire. Il en a étudié à fond les origines et les arrière-plans. Il a eu accès à nombre d'archives qui n'ont pas été encore publiées. Il a également beaucoup voyagé en Allemagne, en Autriche et en d'autres pays pour questionner les personnes qui ont le mieux connu Himmler dans l'intimité, en particulier sa veuve, son frère et d'anciens *S. S.* Ajoutons qu'en Allemagne une sorte de conspiration du silence s'est organisée autour de ce nazi compromettant, comme autour du III[e] Reich en général. Le reniement de saint Pierre s'est reproduit maintes fois outre-Rhin.

Peu de gens osent, en effet, avouer qu'ils ont connu et fréquenté Himmler. D'autres ne manquent pas de soutenir que Himmler n'était pas responsable des horreurs qui ont été commises en son nom. Bien

(1) *Himmler, le mauvais génie du III[e] Reich*, par Willi Frischauer, Odam Press, London, 1953.

des officiers *S. S.* ont tenté de se disculper eux-mêmes en rejetant sur Himmler l'accusation dont ils étaient l'objet. Le général Karl n'a-t-il pas essayé de blanchir ainsi la mémoire des *S. S.*, malgré ce qui a été révélé de leurs méfaits ? Que de *S. S.* qui, désireux d'entrer dans l'Armée européenne, souhaitent aujourd'hui qu'on enterre la mémoire de Himmler aussi profondément que son cadavre !

Il a donc fallu se donner beaucoup de mal pour reconstruire, pierre à pierre, sa biographie et son portrait. Remercions M. Frischauer d'avoir tenté cette périlleuse entreprise. Son ouvrage s'agrémente, si l'on peut dire, de photographies étonnamment suggestives. On ne saura jamais trop, à une époque où les Allemands feignent l'oubli, de quel terrible passé ils sont revenus.

Arrêté par les Anglais après la défaite et l'effondrement du régime, Himmler, trompant leur vigilance, s'est empoisonné. Voici la traduction du passage qui relate sa mort :

A 9 h. 15, la voiture amenant le prisonnier arriva au quartier général. Le premier à sortir fut le colonel Murphy. Austin ne savait pas qui était le prisonnier. Comme pour le questionner, il porta ses regards sur le colonel Murphy, qui secoua la tête. Austin eut à peine le temps de réfléchir avant de voir émerger de la voiture un être singulier. Vêtu d'une chemise kaki et d'un pantalon, enveloppé d'une couverture militaire, ses yeux de myope clignotant de perplexité, l'homme trébucha en se dirigeant vers le sergent-major qui lui saisit le bras pour le faire entrer par la porte dans la maison. « Il n'avait pas de moustache, me dit Austin, mais je l'ai tout de suite reconnu. » D'un geste prompt, il dirigea le prisonnier vers une chambre toute préparée. « Nous l'avons fouillé auparavant », dit le capitaine C. J. L. Wells, le médecin militaire qui arrivait avec lui. « Mais nous ferions mieux de l'examiner une fois de plus... »

Montrant au prisonnier un lit vide, Austin lui dit : « voici votre lit, déshabillez-vous ». L'homme le mesura d'un froid regard. « Il ne sait pas qui je suis, murmura-t-il de derrière sa couverture. » « Oh si, répliqua Austin, vous êtes Himmler. Mais, encore une fois, voilà votre lit. Déshabillez-vous. » Lentement, Himmler se mit à enlever son pantalon, puis sa chemise. « Et maintenant, où est ce poison » se demanda Austin à lui-même quand le médecin militaire et le colonel descendirent en vue d'un examen plus attentif. Toutes les parties du corps nu furent examinées. « Ouvrez la bouche », commanda le capitaine Wells. Docilement, Himmler ouvrit la bouche. « Levez-vous et venez à la lumière. »

Himmler passa alors sa langue sur ses dents. Le capitaine Wells se déclara non satisfait et se préparait à introduire deux doigts dans la bouche de Himmler quand celui-ci rejeta sa tête en arrière, en se cramponnant aux doigts du docteur pour les abaisser, et broya une petite fiole de poison. Il l'avait mise dans sa bouche plusieurs heures auparavant. Le colonel et Austin se précipitèrent sur lui. Quand Himmler tomba, Austin lui fouilla la gorge tandis que le colonel lui relevait les pieds bien haut pour lui faire rendre le poison. « Ce fut, me dit Austin, une lutte terrible ; nous essayâmes la respiration artificielle. Vains efforts. » Un quart d'heure après, Himmler était mort. Austin jeta une couverture sur lui et le laissa (1).

(1) Voir le volume : *Prélude*, p. 10.

*
* *

Telle fut la fin de Henri Himmler. Il n'est pas inutile de savoir que son grand-père, ancien soldat de fortune, avait combattu en Grèce et racontait volontiers ses aventures à l'enfant. Quant au père, il était professeur d'histoire. Son savoir lui avait valu la place de précepteur auprès du prince Henri de Bavière, le futur parrain de Henri Himmler.

L'enfant semble s'être occupé de ses ancêtres et de questions sociales. On voit apparaître de bonne heure, chez lui, le désir de revenir sur le passé et d'en dégager les grandes lignes qui conduisent vers l'avenir. Il rêvera plus tard d'un État fondé sur l'organisation des *S. S.*, en particulier sur le culte des ancêtres et l'exaltation de la race allemande. Il chargera même un certain major Bergmann de faire des recherches sur sa généalogie et ses ascendants, imitant en cela l'exemple de Goering, qui croyait sentir couler dans ses veines le sang des Wittelsbach. L'origine « aryenne » de la famille de Himmler était-elle sûre et à l'abri de toute suspicion ? Ce qui est certain c'est que ses parents ont vécu à Landshut jusqu'en 1919 et qu'à l'âge de 18 ans, désappointé et mécontent, déprimé sans doute par la défaite de son pays, le jeune Himmler entra à l'École d'agriculture de Munich.

C'est en 1925 qu'il entendra parler, à Landshut, de la réorganisation du parti hitlérien. On sait que Hitler y a procédé, avec une vigueur renouvelée, au lendemain du putsch manqué de Munich et aussitôt après sa sortie de prison. Himmler entre alors au parti où il jouera bientôt le rôle d'informateur pour le *Völkischer Beobachter*, le journal des Hitlériens.

Dans les mois de loisir qui avaient précédé son entrée au parti, Himmler avait étudié en amateur les sciences naturelles et surtout l'histoire allemande. Il ne tardera pas à rencontrer deux compagnons bien connus de Hitler : Walther Darré et Alfred Rosenberg. Il retrouve dans leurs théories plus ou moins abstruses ses propres idées. Tout en supposant que ces théories ne pouvaient guère aider Himmler à clarifier ses pensées, Willy Frischauer croit devoir les résumer, trahissant ainsi sa connaissance quelque peu insuffisante de l'idéologie national-socialiste. Il parvient toutefois à une conclusion que nous pouvons admettre, à savoir que Himmler ne fut jamais un profond penseur, et lui accorde plutôt des qualités pratiques.

L'élément doctrinal qui semble surtout avoir séduit Himmler, c'est l'idée d'une aristocratie nouvelle telle que la formulait Walther Darré. Himmler se donnera donc comme tâche de former cette aristocratie destinée à remplacer l'ancienne, d'instruire les jeunes hommes qui y seront admis, de les préparer à leur mission qui consistera à porter bien haut, en Allemagne et dans le monde, la bannière de la race nordique.

Quel était le conseil de Darré ? Se débarrasser de tous les éléments non conformes à l'idéal des Nazis. Ne retenir que des hommes issus directement du sol allemand, des gars vigoureux, de solides et sains paysans,

des fils de fermiers. Le paysan-soldat, tel que Darré croyait l'avoir découvert dans l'histoire primitive des Germains, représentait l'avenir de la race triomphante (1). Chacun d'eux devait être blond et fournir les preuves de son authenticité nordique. Les arguments que faisait valoir Darré relevaient d'une période de l'histoire germanique que Himmler connaissait bien mieux que le *Mythe du XX^e siècle* de Rosenberg. Darré rappelait, en particulier, le souvenir de l'empereur Henri I^er, qui avait vécu au x^e siècle. Il estimait que l'on pouvait, de ce règne, dégager un enseignement précieux pour l'Allemagne moderne. « Vous êtes, vous aussi, un Henri », disait Darré à Himmler. Cette belle leçon d'histoire devait porter ses fruits.

C'est alors qu'Himmler décide de mettre Hitler au courant des théories émises par Darré. Il se fait fort, si on lui en donne le pouvoir, de former cette poignée d'hommes qui perpétuera dans le monde, et pour toujours, la race nordique. C'est eux qui seront l'obstacle sur lequel viendra se briser la race juive qui couvre l'Allemagne et la condamne à une prompte décadence. Cette aristocratie sera le vivant symbole et la garantie éternelle de la grandeur allemande.

Il est important de voir comment ces rêves se sont formés dans la cervelle de ces hommes à demi cultivés, dépourvus de vrai sens politique et prêts à tout pour donner réalité aux schémas qu'ils devaient à une imagination déréglée. Mettre à leur service les capacités techniques du travail allemand, orienter l'immense appareil industriel que l'on sait vers de telles perspectives, il y avait là de quoi tourner tant de faibles cervelles.

Hitler, très préoccupé à cette époque par les fins pratiques qu'il poursuivait à Berlin, où le parti nazi luttait en vue d'être fortement représenté au Reichstag, se trouvait tout disposé à suivre Himmler, Darré et Rosenberg. En 1929, au lendemain des années de crise par lesquelles avait passé le Parti, les frères Strasser étant destinés à disparaître tôt ou tard, Hitler nomme, le 6 janvier, Himmler chef des *S. S.*, des Gardes Noirs. Dans l'entourage du Führer, on ne prenait cependant guère Himmler au sérieux. On était même convaincu que les *S. A.*, les Chemises Brunes, auraient vite fait de submerger l'aristocratie *S. S.* Une minorité seulement entrevoyait les motifs qui inspiraient Hitler. Quant aux ambitieux, ils ne demandaient qu'à s'introduire dans le sillage du nouveau chef.

Le fait que Darré était ministre de l'Agriculture n'était nullement dû au hasard. Au moment où il accueille avec joie le compagnonnage enthousiaste de Himmler, il sait ce qu'il veut. C'est dans les grandes cités industrielles, pense-t-il, que se prépare la décadence de l'Allemagne. C'est là que triomphe le Juif. Il y a donc identité entre la paysannerie et la future aristocratie. On verra dès lors cette pseudo-aristocratie de

(1) Voir nos *Doctrinaires de la Révolution allemande*, pp. 319 à 327.

brutes paysannes se déchaîner dans les villes, y insulter et y tourmenter les éléments juifs. Les chefs nazis les utilisent individuellement ou en groupe. Les mots-slogans seront : Race, Obéissance, Sacrifice. Ce seront là les principes essentiels qui guideront les *S. S.*

Ils ne signifiaient rien en eux-mêmes. Il fallait savoir par quelle méthode on formerait cette aristocratie du Sang, du Sol et de la Race. Grand était l'embarras de Himmler. C'est alors que Darré, grâce à la fertilité de son imagination, vint à la rescousse. Il porte toute son attention sur le problème de la procréation, de la perpétuation de la Race pure, du mariage. C'est le choix de l'épouse qui détermine l'avenir. L'État nazi devra donc : 1° Munir ces jeunes aristocrates de garanties solides pour leurs aptitudes et pour leur caractère ; 2° Classer les jeunes filles en deux catégories : celles qui auront la permission de se marier et d'avoir des enfants, celles qui seront déclarées indignes de cette mission ; 3° Éduquer les jeunes hommes en vue du choix à faire pour leur mariage. C'étaient là les éléments d'une dictature *ad hoc*.

L'État n'étant pas encore prêt en vue de cette belle réalisation, Himmler concentre son attention sur les *S. S.* et publie, en 1931, l'ordre sur le mariage n° 65. Il codifie toute la théorie de Darré et devient le premier prophète de la nouvelle religion biologique. Le terme de « biologie autoritaire » pouvait merveilleusement s'appliquer à cette tentative singulière.

Citons le texte de l'ordre en question :

« 1° La *S. S.* est une association d'hommes allemands d'origine nordique et dont la sélection sera opérée suivant des considérations spéciales.

« 2° D'accord avec la conception que le National-Socialisme se fait du monde, on reconnaîtra en fait que l'avenir de notre peuple dépend de la sélection, celle-ci devant maintenir un sang pur et sain sur le plan social et héréditaire. Je décrète par conséquent que tout membre individuel de la *S. S.* qui désire se marier devra obtenir une « approbation de son mariage ».

« 3° Cette approbation sera accordée ou refusée uniquement en accord avec les principes de la santé raciale et héréditaire.

« 4° Tout *S. S.* qui a l'intention de se marier devra obtenir l'approbation maritale du chef des *S. S.* Un office racial sera organisé à cet effet. Tout refus signifie exclusion.

« En conclusion, disait Himmler, la *S. S.* a conscience d'avoir pris une décision de grande importance. Le ridicule, le mépris ou les malentendus ne nous touchent pas. L'avenir est à nous. »

Enchanté de voir ses projets ainsi réalisés, Darré se laisse nommer chef de l'*Office social*. Rosenberg approuve avec enthousiasme. Mais, à part Rosenberg, Himmler et Darré, les trois apôtres de la nouvelle religion biologique, bien peu de nazis, même parmi les plus fanatiques, se déclareront pour le système. On peut d'avance se figurer à quels drames a pu

donner lieu l'application de ces principes. Willi Frischauer ne nous épargne aucun détail sur l'examen médical qui devait précéder la fameuse approbation matrimoniale (1). Le plus clair de l'affaire c'est que Himmler était, d'un seul coup, devenu le grand responsable de l'avenir du régime.

***

« S'il avait vécu, il serait devenu, tôt ou tard, le *Führer* de l'Allemagne. » Willi Frischauer affirme qu'il a entendu cent fois exprimer cet avis en Allemagne. Ce qui était en cause, c'était la fameuse « Bête blonde » de l'avenir dont Nietzsche, si souvent mal compris, avait évoqué le spectre et que bien peu de gens, dans le public, connaissaient ou attendaient. Ce qu'on ignorait surtout, c'est qu'elle existait en la personne de Heydrich, le futur gouverneur de la Tchécoslovaquie conquise, la future victime aussi de vengeances plus que légitimes.

Willi Frischauer nous raconte à la suite de quelles circonstances Heydrich est devenu, à partir de 1931, le second de Himmler. Himmler le charge d'organiser son service de sécurité. Heydrich possédait un talent d'organisateur tout à fait remarquable. C'est lui qui donnera à la *S. S.*, restée encore amorphe entre les mains de Himmler, sa véritable organisation (2). Le cadre étant consolidé, Himmler pouvait considérer les *S. S.* comme un Ordre Sacré, sur lequel planerait désormais le souvenir auguste des *Vikings* ou celui de l'*Ordre Teutonique*, évocations historiques bien faites pour solliciter et encourager le fameux *Drang nach Osten* qui devait un jour entraîner Hitler et l'Armée allemande reconstituée dans l'aventure russe.

Étant donnée la conception du système, une pédagogie appropriée devenait nécessaire. Elle devait aboutir à la création des *Junker-Schulen* dans lesquelles désormais seraient formés les membres de cette élite nouveau modèle. Les conseils de Heydrich furent ici précieux pour Himmler. Quand, vers 1933, la situation se précise, quand il apparaît à tous les esprits informés que la *Wehrmacht* nouvelle a en horreur les bataillons de *S. A.* commandés par Roehm et qu'une grande tragédie se prépare, Himmler et Heydrich se consultent. Ils sont d'avis que mieux vaut se rallier à l'armée que de jouer le rôle d'appendice aux *S. A.* de Roehm.

Chose curieuse, quand Hitler devient chancelier du Reich le 30 janvier 1933, il nomme Himmler au simple poste de président de la Police de Munich, fonction modeste à côté de celles qu'avait remplies Himmler en compagnie de Heydrich. Himmler s'incline devant les ordres du *Führer*. Goering avait été nommé ministre sans portefeuille et son décret du 28 février 1933 *Pour la protection de la Nation et de l'État* avait aboli

(1) Voir en particulier p. 33.
(2) Voir les détails pp. 39-40.

toutes les libertés civiles du peuple allemand. De Munich, où il se sent mis de côté, Himmler envoie toutefois ses observateurs à Berlin. A Munich ses *S. S.* sont maîtres de la rue. C'est à ce moment qu'en vertu du décret promulgué par Goering, on installe près de Munich le premier camp de concentration : celui de Dachau. Ce sera, pour Himmler, l'occasion de se signaler par un succès retentissant, à titre de président de la Police munichoise.

Il déclare officiellement que les citoyens indociles seraient rééduqués dans les camps et préparés à reprendre leur place dans la Communauté allemande. Tout Allemand qui propagera des informations, même exactes, sur les camps, sera sévèrement puni. Or, Himmler se rendra bien vite compte qu'il était impossible de détecter tous les anti-Nazis, la moitié de la population étant hostile au régime. Le véritable but sera donc de terrifier, par la menace du camp de concentration, tous ceux qui essaieront de lutter contre le pouvoir national-socialiste.

Une fois Dachau organisé, les camps se multiplient à la surface du Reich. Comme 8 millions d'électeurs avaient voté contre Hitler en 1933 et que les Juifs étaient les ennemis déclarés du III^e^ Reich, les Social-démocrates, les Communistes et les Juifs étaient les clients désignés d'avance pour les camps. Willi Frischauer, qui a lu de près l'ouvrage d'Eugène Kogon, donne force détails sur lesquels point n'est besoin d'insister. De toutes manières, la légende suivant laquelle la population allemande aurait ignoré l'existence des camps se trouve pour toujours démentie.

Dès lors, Himmler n'attendra plus que l'occasion de se rendre à Berlin. Heydrich et Himmler savaient bien que, les *S. A.* mis de côté, les *S. S.* prendraient leur place et gagneraient en prestige. En attendant, Hitler, rendant justice aux efforts de Himmler et de son coadjutateur Heydrich, va leur ouvrir le chemin des grandes fonctions. Il se garde encore de convoquer Himmler à Berlin, redoutant un conflit entre Goering et lui. Mais, reconnaissant les services que Himmler lui a rendus comme président de Police en Bavière, ceux que Heydrich peut porter à son compte grâce à l'espionnage politique qu'il a organisé en Allemagne du Sud, il nomme Himmler chef de la Police dans toutes les régions de l'Allemagne, sauf en Prusse, où Goering demeure maître de ses fonctions. Himmler se trouvera momentanément sous les ordres de Frick, ministre de l'Intérieur, ce qu'il n'avouera jamais, n'admettant de n'être subordonné que directement à Hitler.

Le résultat si impatiemment attendu ne se fera pas longtemps attendre. L'organisation *S. S.* va croître démesurément en influence et en prestige. D'importantes réorganisations ont lieu, celle surtout qui introduit dans la Police le *Service de Sécurité* dirigé par Heydrich. Les longs bras de la *S. S.* vont fermement saisir tout l'ensemble policier du III^e^ Reich, y compris cette fois la Prusse. En mars 1934 le réseau organisé par Himmler, luxueusement réinstallé à Munich, couvre toute la surface de la nation.

Himmler aura, avec Hitler, l'entretien si ardemment souhaité. Il lui explique la situation. Hitler l'écoute et suit ses conseils. Il arrange le différend entre Goering et Himmler. Dès lors, ce dernier n'aura de cesse qu'il soit parvenu à prendre pied à Berlin. Mais il se trouve comme accablé par la somme de pouvoirs qui vient de se concentrer sur sa tête. Il en souffre. Il avoue à son frère Gebhard que chaque nerf, en son cerveau, mène une existence séparée et s'applique à le tourmenter. Il se fait masser pour se mettre physiquement en état de supporter une charge aussi écrasante.

C'est à ce moment qu'éclate la tragédie du 30 juin 1934. Hitler fait de Himmler son coadjuteur dans cette sanglante aventure. Ce nouveau lien avec le *Führer* lui vaut une balle qu'il reçoit dans le bras à la place du dictateur. Il se considérera dès lors comme « le frère de Hitler par le sang ». Après le bain de sang de juin, il le sera doublement et l'heure de son plus grand triomphe va sonner. C'est l'occasion à saisir aux cheveux. S'étonnera-t-on de le voir, à ce moment capital de sa destinée, hésitant, plein de doutes, incapable de se décider ? Il est écrasé par le caractère unique de sa fonction. Il se sent seul devant elle. C'est Heydrich qui le talonne de près, qui l'éperonne de ses conseils, alors que Himmler ne voit partout que difficultés et dangers.

Le parti était comparable à une vaste firme composée de multiples sections, chaque chef ou directeur veillant jalousement sur son domaine propre. Ce que Himmler veut construire, dans la folie des rêves qui le hantent, c'est une sorte d'ordre sacré. Or, Heydrich s'occupe, pendant ce temps, de problèmes plus urgents. Il a les yeux fixés sur l'Autriche. Himmler, lui, emploie ses vacances en Bavière, en y parlant en public de ses *S. S.* Il se fait le prophète d'un nordisme expansif et agressif. Il suit de près la propagande anti-juive de Julius Streicher. Il fonde *Das schwarze Korps* (La Corporation noire), dont les colonnes dénonceront les victimes des *S. S.* Sous sa direction, la Gestapo s'attaque à toutes les Communautés religieuses. Qui ne connaît aujourd'hui les arguments auxquels elle a eu recours ? (1). L'école de meurtre rituel s'organise ainsi dans tout le Reich.

***

Avant d'aborder la seconde guerre mondiale, essayons de pénétrer un peu plus avant, avec Willi Frischauer (2), dans l'intimité de l'énigmatique personnage. Il était, en Allemagne, connu comme tel. Dans son entourage, on le considérait, non seulement comme ignorant et naïf, mais encore et surtout comme un être insensible et froid, indifférent aux horreurs perpétrées en son nom. Se révèle-t-il nanti d'une sorte de double nature ? Extérieurement n'a-t-il pas l'air d'un insignifiant maître d'école ?

(1) Voir notre étude *Hitler et le christianisme.*
(2) Voir les chap. VII et VIII.

Non certes. C'est à l'âme, c'est à la vraie mentalité qu'il faut aller pour se faire de lui une idée approximative.

Willi Frischauer le dépeint comme fanatique, hypnotisé par ses conceptions, totalement dépourvu d'imagination. On peut démontrer assez aisément que ses décisions les plus révoltantes troublaient grandement son esprit inflexible. S'il avait été plus intelligent, il aurait été capable de suggérer des compromis pour les problèmes qu'il avait à résoudre. Mais les limites de ses capacités intellectuelles se trouvaient rétrécies par l'incroyable étroitesse de ses préjugés. Ses décisions étaient toujours celles qui s'accordaient rigoureusement avec le peu de lumières qu'il possédait. Elles lui coûtaient régulièrement maux de tête et crampes d'estomac.

Il faut cependant revenir à l'effroyable responsabilité qui pesait sur lui. « Laissez faire Himmler », répondait Hitler devant les questions les plus graves, qu'il s'agisse des Juifs, des catholiques ou des membres suspects du parti. C'est ainsi que Himmler était devenu malgré lui le tuteur, apparemment solide, de l'arbre nazi. Il n'y avait que son orgueil et son autorité pour le soulager quelque peu en face de la gravité des décisions à prendre.

Himmler n'était donc nullement insensible. Il ressentait les affres de la mauvaise conscience. Mais, pour en triompher, il se jetait à corps perdu dans les affaires de l'État et de sa fonction. Il réalisait son immense culpabilité en y trouvant l'éperon, l'aiguillon nécessaire. C'est pour cette raison qu'il s'était élevé à un pouvoir qui excédait ses capacités.

Aussi le verra-t-on bientôt prendre part aux réunions les plus importantes des chefs nazis. Le voici qui aborde les problèmes de politique extérieure en compagnie des dirigeants les plus réputés. Il considère la défiance que Hitler manifeste à l'égard des traités internationaux comme une protection pour l'Allemagne. Il craint une attaque venant de l'Est. Le 2 juillet 1936, à Quedlinburg, il fait l'éloge de son empereur préféré, de Henri I^er^ qui a conclu, rappelle-t-il, un armistice avec son principal adversaire et s'en est servi pour préparer la bataille finale. En fait, la démonstration historique de Himmler a pu conduire Hitler au pacte germano-soviétique de 1939. Il s'occupe d'ailleurs très activement de l'*Ausland-Organisation* du parti nazi. Il envoie partout ses espions. On peut lire, dans l'ouvrage de Willi Frischauer, quelques détails qui éclairent le fameux procès de Toukhachewsky et des généraux russes (1). Himmler n'en revenait pas moins à ses *S. S.* et fondait l'organisation *Lebensborn* (Fontaine de vie) qui devait s'occuper du problème familial dans la mesure où sa solution devait faire des *S. S.* la grande source de vie et d'expansion germanique dans le monde (2).

(1) Voir p. 92-94.
(2) Voir p. 7 à 104.

***

Willi Frischauer étudie avec soin l'attitude qui fut celle de Himmler dans la conquête de l'Autriche et les événements qui eurent, en Tchécoslovaquie, la mort de Heydrich comme conclusion.

Plus intéressante nous apparaît la part que Himmler a prise à la préparation de la guerre générale. Ce sont ses entretiens avec Hitler qui l'ont convaincu qu'il y avait lieu de se préparer plus activement en vue des hostilités prochaines. Sans hésiter, Hitler avait exigé que les *S. S.* allassent au front et prissent part à la lutte. Il s'agissait donc de les entraîner et de les former militairement. C'est à cette occasion que sera créée l'organisation *Waffen S. S.* Himmler s'est consacré à cette préparation avec enthousiasme. Période terrible que celle-là, où le nom d'Oswald Pohl, sadique bourreau, se trouve lié à celui de Himmler (1).

D'après le récit de Willi Frischauer, ce sont les chefs *S. S.*, Heydrich et Himmler, qui ont provoqué à Gleiwitz l'incident destiné à justifier l'attaque allemande de 1939 contre la Pologne. Personne n'était plus fermement décidé que Himmler à faire disparaître tous les Juifs de Pologne. Ce que signifie ce massacre, Willi Frischauer nous le montre en 4 chapitres saisissants (2). Cette effroyable guerre-éclair contre la Pologne servait admirablement les secrets desseins et les ambitions de Himmler. Il se voyait abordant en glorieux héros le champ de bataille à côté de ses orgueilleux *S. S.* Il demeure toutefois prudemment dans son train spécial, derrière les lignes, consultant les cartes, suivant les opérations et s'informant au sujet des millions de Juifs à supprimer.

C'est là qu'il recevra l'ordre, signé de Goering et de Keitel, de faire revenir dans le Reich tous les Allemands de nationalité et de race, de supprimer aussi, en pays étranger, tous les éléments de la population qui pouvaient constituer un danger pour le Reich. Directive archi-secrète, qui n'a pas été publiée à ce moment-là, mais qui comblait les vœux de Himmler, maintenant chargé de préserver la race germanique, le vrai *Volkstum* ! Il s'agissait, au fond, de purger l'Est allemand de tout élément étranger. Après la Pologne, ce devait être le sort de la Russie.

Cette fois, toute la machinerie montée en vue de la conquête, de l'intégration dans l'Europe germanique et d'une hégémonie totale de l'Allemagne en Europe, allait travailler à plein. Avec le service *Lebensborn* (Fontaine de Vie) d'un côté et, de l'autre, les fours crématoires, le système mis en œuvre par Himmler et consorts devait alimenter la vie allemande d'énergies neuves et distribuer la mort collective aux peuples étrangers. Il n'y avait, pour Himmler, qu'une ombre au tableau : les succès retentissants de Heydrich, organisateur étonnant, infiniment mieux doué que Himmler pour l'œuvre de conquête et de massacre

(1) Voir p. 116-123.
(2) Chap. XII, XIII, XIV, XV.

savamment réglée. Quant à la campagne de Russie, déjà projetée, elle devait libérer l'Est en y laissant 30 millions de Slaves. On sait à quel désastre elle a conduit le IIIe Reich.

Tout cet affreux système construit et manié par les Himmler et les Heydrich aboutissait, on le voit, à une sorte de *thanatologie*, à une science du meurtre collectif organisé. C'est cela qu'il faut bien comprendre pour se faire une idée approximative de ce qu'ont perpétré contre l'Humanité les chefs du IIIe Reich. A la lumière de certaines révélations, il apparaît que le châtiment qu'a subi le peuple allemand a été à peine à la hauteur de ses crimes, de ses cruautés et de ses lâchetés. Toute la sinistre histoire des expériences médicales auxquelles les Allemands ont procédé dans les camps de la souffrance, de la torture et de la mort, se déroule ici sous nos yeux. Science du meurtre, union étroite entre intelligence et technique et impitoyable cruauté, c'est bien cela : la mort scientifiquement préparée et savamment distribuée. C'est de cette abominable synthèse, unique sans doute dans l'Histoire de l'Humanité, que Himmler était responsable. Il faudra un jour traduire ce XVe chapitre de Willi Frischauer, intitulé : « *Thanatologie et Science du Meurtre.* »

***

Quelle a été l'attitude de Himmler à la fin de la guerre et en vue du désastre qui devait fondre sur le grand Reich ?

C'est l'époque des entretiens avec le comte Bernadotte au sujet des prisonniers norvégiens et suédois. Le comte Bernadotte fait de Himmler le portrait suivant : « Il avait l'air du typique fonctionnaire sans importance... On aurait passé auprès de lui dans la rue sans le remarquer le moins du monde. Il était petit, bien bâti et avait les mains fines, extrêmement soignées. Il n'était pas sans humour. Sa conversation était amusante et il avait fréquemment recours à des plaisanteries. A coup sûr, il n'y avait rien de diabolique dans son aspect ; ni aucune trace de dureté dans son regard. Il donnait l'impression d'une personnalité très vivante et capable de grands enthousiasmes. »

Donc, rien du monstre qu'on évoquait communément à l'étranger quand on parlait de lui. La monstruosité était dans le cerveau, dans la pensée, dans une conception pseudo-scientifique des méthodes à employer pour assurer l'avenir de la pure race allemande aux dépens des populations livrées au massacre. Himmler se trouvait d'ailleurs sous la sinistre influence du Pr Karl Gebhardt, qui le conseillait en matière de racisme et se trouvait être le vrai responsable des abominables expériences auxquelles les médecins allemands procédaient dans les camps de concentration. Pour le reste, Himmler en était toujours au même point. Il trouvait refuge dans ses malaises, ses crampes et ses souffrances pour excuser son inactivité, surtout son indécision dans les jours critiques. Certains de ses conseillers, comme Schallenberg, l'ont supplié d'offrir un armistice aux

Alliés occidentaux. Les Alliés, pensait-on, se débarrasseraient de Hitler grâce à lui et Himmler deviendrait alors le *Führer* de la nouvelle Allemagne. On a peine à croire à pareilles sottises. Mais Himmler résistait, prétextant qu'il ne pouvait rien faire sans Hitler. Il se trouvait pris entre sa loyauté envers Hitler et son désir de sauver l'Allemagne. Il ne découvrait naturellement aucune issue à pareil dilemme. Pendant que des Allemands tentaient de prendre contact avec les Alliés occidentaux, Himmler s'en référait obstinément à Hitler.

Il ne consentira à risquer une démarche en son propre nom que quand il croira Hitler mort. « Il est peut-être déjà mort, aurait dit Himmler au comte Bernadotte, et dans une telle occurrence je me considère comme libre d'agir. Je veux sauver la plus grande partie possible de l'Allemagne à l'égard de l'invasion russe. » Et il aurait ajouté : « Je ne suis nullement préparé à capituler dans l'Est... je resterai toujours l'ennemi juré du bolchevisme. » Ces propos ne sont-ils pas l'écho direct des derniers articles de Goebbels dans *Das Reich* ? A ce moment la détresse du sinistre personnage paraît avoir été totale. N'empêche qu'il entretenait encore des illusions sur son avenir et celui de l'Allemagne. Il se trouvera bientôt devant la capitulation sans conditions. Sa mort, telle que l'étude de Willi Frischauer la relate dans son introduction, suivra de près celle de Hitler.

En lisant l'étude de Willi Frischauer, le lecteur se persuadera aisément que l'intérêt du volume réside moins dans la série des faits biographiques ou des événements qu'il expose que dans les aperçus qu'il contient sur la psychologie du personnage et sur son attitude en face des situations, souvent inattentudes, devant lesquelles il s'est trouvé placé. Passer de cette redoutable auto-suggestion qu'a été le racisme à des réalisations aussi effroyables que celles de la thanatologie dans les camps de concentration, et cela avec toutes les indécisions, les hésitations, les doutes et les atermoiements d'un caractère faible et d'un esprit médiocre, c'est cela qui stupéfie le lecteur. Car cette psychologie n'est nullement le fait d'une nature éminente, supérieure ou singulière. Elle était courante dans l'Allemagne du III^{e} Reich. Et l'on se demande, malgré soi, et non sans angoisse, ce qui en est resté et ce qui en reparaîtra peut-être dans l'Allemagne divisée du temps présent.

Edmond Vermeil.

LA DIRECTION DES SERVICES DE L'ARMISTICE A VICHY

II. — PROBLÈMES POSÉS PAR L'OCCUPATION (1)

Nous allons passer en revue les principaux problèmes qui ont été posés au Gouvernement français par suite de l'occupation d'une partie du territoire par les troupes allemandes et italiennes, problèmes dont l'étude et la négociation avec les autorités d'occupation incombèrent entièrement, au moins dans les premiers mois, à la *Direction des Services de l'Armistice.*

Ces problèmes, étant par leur nature des plus divers, ne pouvaient être traités qu'en liaison étroite avec le ou, plus souvent, les ministères intéressés, au cours de conférences interministérielles, dans lesquelles le représentant de la *D. S. A.* s'appuyait sur l'autorité de la vice-présidence du Conseil (2), pour que les décisions prises restent dans le cadre des stipulations de la Convention d'Armistice.

(1) Voir la première partie de cet article « Organisation. Problèmes militaires », dans le n° 14 d'avril 1954 de la *Revue d'Histoire de la Deuxième guerre mondiale.*

Nous n'étudions pas ici les problèmes particuliers à l'Alsace et à la Lorraine qui ont fait l'objet de l'article de M. Pierre Cézard, paru dans le n° 5 de la revue de janvier 1952.

Rappelons simplement que l'action de la *D. S. A.* s'est exercée dans ce domaine de deux manières complémentaires.

D'une part, elle a recueilli toutes informations utiles sur les actes d'annexion perpétrés dans ces deux provinces par les autorités allemandes pour ensuite susciter et étayer les protestations du Gouvernement français. D'autre part, elle s'est efforcée de protéger par tous les moyens en son pouvoir les personnes et les biens des Alsaciens et des Lorrains repliés dans le reste de la France contre les investigations et les exigences des Commissions allemandes.

Nous avons vu, au chap. I, dans quelles conditions cette deuxième action s'est exercée en particulier par l'intermédiaire des officiers de liaison français placés auprès des délégués de la Croix-Rouge allemande.

En ce qui concerne les protestations, on constatera en se reportant à l'étude précitée, que la *D. S. A.* a fait tout le possible dans le domaine qui était de son ressort mais, comme l'écrit M. Cézard : « Seules les protestations solennelles largement diffusées non seulement en France mais à l'étranger, auraient pu, sinon arrêter, du moins freiner les mesures d'annexion prises par les Allemands. » Cette large diffusion, constamment réclamée par la *D. S. A.*, était du ressort du Gouvernement qui n'a pas cru pouvoir affronter les risques qu'elle comportait à l'époque.

(2) Après le départ du général Weygand.

LA LIGNE DE DÉMARCATION

Définie par l'article 2 de la Convention d'Armistice, la ligne de démarcation avait pour objet initial de séparer « militairement » la zone occupée par les troupes allemandes de la zone demeurée libre. Or, les autorités allemandes lui ont donné progressivement et abusivement le caractère d'une limite administrative, économique et même politique — d'une véritable frontière en un mot — dont l'autorité allemande se servit vis-à-vis du Gouvernement français comme « du mors dans la bouche d'un cheval ».

Les mesures restrictives prises par les autorités allemandes ont porté sur la correspondance d'une zone à l'autre, ainsi que sur la circulation des personnes y compris les hauts-fonctionnaires de l'État, empêchés de se rendre à Paris, et les fonctionnaires des départements coupés en deux, empêchés d'exercer leurs fonctions sur toute l'étendue de leur ressort au point que certaines modifications provisoires de limites administratives durent être adoptées. L'exportation vers la zone libre des produits en excédent dans la zone occupée fut interdite et les mouvements de fonds dans le même sens rigoureusement prohibés pendant les premiers mois de l'occupation. Ces mesures illégales, outre la gêne considérable qu'elles opposaient à l'activité gouvernementale, étaient particulièrement mal supportées par la population française pour laquelle elles constituaient une odieuse brimade dont elle souhaitait ardemment être libérée.

La *D. S. A.* put obtenir quelques atténuations de détail à ce régime draconien en agissant, suivant les cas, à Wiesbaden ou à Paris. C'est ainsi qu'elle put faire admettre aux autorités allemandes l'institution d'un courrier non contrôlé entre le délégué général à Paris et le Gouvernement, ainsi que le rétablissement de certaines communications téléphoniques et télégraphiques officielles. Un contingent réduit de correspondances administratives et commerciales fut admis ainsi que des envois limités de fonds d'une zone à l'autre. Quant à la correspondance privée, outre l'envoi de télégrammes dits d'état-civil, elle fut limitée à l'échange de ces ridicules cartes imprimées d'avance qui commençaient par la formule : « Je ne suis pas tué. »

De même un *modus-vivendi* acceptable put être établi pour la circulation des populations frontalières dans une zone de 10 km. de part et d'autre de la ligne de démarcation. Les questions de détail, qui se posèrent par la suite, furent réglées au cours de réunions hebdomadaires entre les délégués des Divisions militaires et des *Feld-Kommandanturen* limitrophes. En fait, le régime de la circulation des personnes d'une zone à l'autre ne cessa, dans les premiers mois, de se resserrer pour les Français, tandis qu'il était imposé aux autorités françaises de laisser entrer librement en zone libre les ressortissants allemands ou les étrangers patronnés par l'Ambassade l'Allemagne avec la coupable complicité de M. de Brinon.

Ce fut encore bien pis après le 13 décembre 1940 et dans les premières

semaines du Gouvernement de l'amiral Darlan, après le 26 février 1941. La ligne de démarcation devint une frontière presque fermée où la surveillance était draconienne, en particulier après le remplacement en mars des postes de garde militaires par des postes de douaniers qui tirèrent sans pitié — et souvent sans sommation — sur les malheureux qui essayaient de franchir la ligne. Les *Ausweis* furent refusés presque systématiquement aux membres du Gouvernement, aux hommes politiques, aux préfets, aux fonctionnaires, aux militaires des Armées de Terre, Mer et Air et aux hommes de 18 à 45 ans.

Cette situation, qui rendit impossible l'action du Gouvernement en zone occupée, paralysait la vie économique et sociale de la nation et menaçait de créer deux France, ne s'améliora qu'en avril 1941, lorsque l'amiral Darlan se décida à reprendre sous une forme nouvelle, et d'ailleurs atténuée, la politique inaugurée par M. Laval après Montoire.

Le régime qui s'est établi à partir d'avril-mai 1941 est, à peu de choses près, le régime demeuré en vigueur jusqu'en novembre 1942 : la carte familiale imprimée fut remplacée par une carte ordinaire ; le contingent des correspondances administratives et commerciales fut augmenté et la circulation dans les deux sens des marchandises et des valeurs librement assurée. Quant aux personnes, elles purent obtenir plus facilement l'autorisation de se déplacer d'une zone à l'autre, grâce à la délivrance d '« Ausweis » dans certaines conditions bien définies mais que la *D. S. A.* réussit peu à peu à humaniser. Toutefois, l'autorité allemande garda toujours la possibilité de fermer à nouveau partiellement ou même totalement, la ligne de démarcation et ce fut là un de ses moyens de pression les plus puissants sur le Gouvernement français.

LES RÉFUGIÉS ET LES ZONES INTERDITES

Le problème dont la solution s'imposa avec le maximum d'urgence après l'armistice fut le problème des réfugiés. Plus de 6 millions de réfugiés : Hollandais, Luxembourgeois, Belges et Français, avaient été refoulés par l'avance allemande dans le coin sud-ouest de la France où ils étaient menacés de mourir de faim. Or, la remise en place de ces populations était rendue très difficile du fait que de vastes étendues de territoires étaient dévastées, du fait que les voies de communication et les ouvrages d'art étaient détruits et du fait enfin que les moyens de transport n'étaient plus en place ou étaient utilisés par les troupes d'occupation.

Au cours d'une conférence qui eut lieu à Paris, le 8 juillet, entre le délégué français pour les réfugiés, le préfet Marlier, et le délégué du Grand Quartier général de l'Armée allemande, ce dernier fit une critique acerbe — et combien justifiée ! — de la responsabilité entière des autorités civiles et militaires françaises, quant à l'incohérence avec laquelle s'étaient faites les évacuations, et imposa un plan parfaitement logique de rapatriement : La France occupée était divisée en 4 régions délimitées et

numérotées du sud au nord. Les rapatriements devaient s'effectuer dans cet ordre, chaque région située plus au nord ne devant être réoccupée que lorsque la région limitrophe au sud aurait été remise en état.

Le retour des réfugiés, suivant ce plan, commença aussitôt, par voie ferrée et par route, à une cadence s'accélérant avec la remise en état des moyens de communications si bien qu'au 1er novembre 5 à 6 millions de réfugiés avaient réintégré leurs foyers. A cette date, les autorités allemandes, considérant que les rapatriements devaient être achevés, supprimèrent les facilités qu'elles avaient jusque-là accordées pour les franchissements collectifs de la ligne de démarcation et il fallut batailler pendant plusieurs mois pour obtenir que ces facilités fussent prolongées jusqu'au rapatriement des 100.000 réfugiés qu'il restait encore à rapatrier dans les zones Sud et Centre.

Mais un problème bien plus grave avait surgi dans l'intervalle. Lorsque l'état des rapatriements permit d'entrevoir la fin de la remise en place des régions Sud et Centre, les autorités allemandes déclarèrent que le retour dans les zones Nord et Est était « réservé » jusqu'à nouvel ordre. Ceci revenait à créer une nouvelle ligne de démarcation, dite ligne Nord-Est, marquée par la Somme, l'Aisne et la ligne Vouziers-Saint-Dizier-Chaumont-Dôle, nullement prévue par la Convention d'Armistice. De ce fait, 250.000 réfugiés de cette zone « réservée » ou « interdite » demeuraient bloqués en zone libre tandis que 4 à 500.000 se trouvaient également immobilisés en zone occupée, non interdite.

A quoi correspondait l'institution de cette ligne Nord-Est ? Les Allemands n'ont jamais voulu donner d'explications aux protestations réitérées qui leur furent présentées à ce sujet : parfois ils ont allégué des « nécessités militaires », parfois aussi, ils ont laissé percer l'aveu : « Raisons politiques. »

Il paraît certain que dans l'euphorie de la facile victoire de 1940, il y eut, du côté allemand, une arrière-pensée d'annexion, sans doute longuement mûrie (1). Le régime appliqué aux territoires situés au nord et à l'est de la ligne Nord-Est laissa apparaître nettement ce plan d'annexion. Sans parler de l'Alsace et de la Lorraine qui subirent une véritable annexion de fait, ce fut, pour le Nord et le Pas-de-Calais, le rattachement au Commandement allemand de Bruxelles et l'intégration complète dans le système économique belge, soutenu par une intense propagande dans les journaux belges d'inspiration allemande. Ce fut, pour la zone Est, la grande entreprise de colonisation de l'Ostland dont nous parlerons plus loin.

Quoi qu'il en soit, la ligne Nord-Est devint bientôt aussi imperméable

(1) Rappelons-nous que le tracé de la ligne nord-est est celui-là même que, dix ans avant la guerre, le Pr Banse (professeur de Sciences militaires à l'Université de Brunswick) préconisait comme frontière militaire de l'Allemagne, dans des ouvrages qui faisaient autorité. Dans sa partie est, cette ligne correspondait à la frontière la plus occidentale qu'avait connu le Saint-Empire romain-germanique. Elle n'avait donc pas été tracée à la légère par les protagonistes du Grand Reich.

que la ligne de démarcation et, pendant des mois, les Allemands se montrèrent d'une intransigeance absolue en ce qui concernait ses facilités de franchissement. La détente d'avril-mai 1941 apporta elle-même peu d'amélioration à cette situation. Les concessions de détail obtenues peu à peu au cours de l'année 1941 pour certaines catégories de personnes bien délimitées : familles dont le chef n'avait jamais quitté la zone, métallurgistes, démobilisés, puis chefs et propriétaires d'entreprises agricoles ou industrielles, furent fréquemment accordées sous une forme officieuse, à la suite de négociations poursuivies en sous-main à Paris, sans publicité, comme si la *C. A. A.* eût craint d'alerter sur cette question les hautes autorités du Reich. Aucune concession ne fut, en fait, obtenue dans ce domaine par l'intermédiaire de Wiesbaden.

Enfin brusquement, le 18 décembre 1941, tous les postes allemands qui gardaient la ligne Nord-Est furent supprimés et le contrôle aboli, sans qu'aucune notification en ait été faite au Gouvernement français. Les autorités allemandes précisèrent un peu plus tard que la zone Nord-Est demeurait interdite aux personnes qui n'étaient pas munies d'*Ausweis* spécial pour s'y rendre, mais la suppression du contrôle rétablit *ipso facto* une circulation normale des personnes avec le reste de la zone occupée (1).

Une troisième ligne de démarcation, créée au cours de l'année 1941, limita la circulation des personnes dans une bande assez étroite tout le long de la côte de Dunkerque à Hendaye. La surveillance de cette ligne — dont les raisons militaires se comprenaient — devint plus stricte à partir de mars 1942. Le Gouvernement français se refusa à accéder à une demande allemande tendant à faire contrôler par les agents de la S.N.C.F. les voyageurs à destination de la zone côtière interdite.

RÉTABLISSEMENT DES COMMUNICATIONS

Nous avons vu qu'une Délégation spéciale avait été instituée à Paris pour promouvoir directement le rétablissement des communications. Les travaux furent menés rondement tant sur les voies ferrées que sur les routes et sur les voies navigables. En ce qui concerne ces dernières, les grands courants de trafic étaient rétablis dès le mois de mai 1941. En ce qui concerne les voies ferrées, sur 523 ouvrages d'art détruits, 417 étaient réparés définitivement et 56 l'étaient provisoirement à la date du 1er janvier 1942.

(1) La suppression des postes militaires de garde a, sans doute, correspondu au besoin d'effectifs qui s'est fait sentir pour le haut-commandement allemand au début de la première campagne d'hiver dans l'Est. Il semble aussi que l'intérêt de cette ligne ait bien diminué pour les dirigeants du Reich à mesure que se réduisaient les chances d'une victoire totale leur permettant de tailler à leur guise le Grand Reich dans l'Europe de demain. Mais le fait que la ligne nord-est n'avait pas été supprimée montrait bien qu'à Berlin — où l'on n'abandonne jamais complètement une idée — on se réservait la possibilité de la faire revivre le jour où une évolution favorable de la situation aurait permis de reprendre les grands desseins primitifs.

Quant au matériel roulant : sur les 450.000 wagons que comportait le parc d'avant-guerre, 25.000 furent illégalement affectés à l'Alsace-Lorraine et 85.000 furent gardés par l'Allemagne à titre de prêt imposé. Le parc qui eut dû, après ces amputations, se maintenir à un chiffre supérieur à 300.000 fut en fait constamment réduit depuis l'Armistice à un chiffre moyen de 240.000, en raison des livraisons qui furent imposées par la suite, et surtout, de l'utilisation abusive par la *Reichsbahn* des wagons pour les rotations entre la France et l'Allemagne. La situation du parc de locomotives ne fut pas plus brillante.

En ce qui concerne les transports routiers, l'article 13 de la Convention d'Armistice imposait de remettre en territoire occupé les moyens automobiles « correspondant » aux conditions normales du temps de paix. L'application stricte de ces dispositions, étant donné les destructions qu'avait subies le parc automobile, eut conduit à remonter en territoire occupé la totalité des véhicules en bon état rassemblés dans les parcs de la zone libre, sans égard pour les besoins de l'économie de la zone libre, ainsi que de ceux de l'Armée et des camps de Jeunesse. De longues et difficiles tractations permirent, de réduction en réduction, de limiter cette remontée à un chiffre voisin de 58.000 véhicules utilitaires. Certaines réquisitions temporaires faites par des *Feldkommandanturen* avaient fait craindre que le Commandement allemand ne mit la main sur ce matériel. En fait, sur les interventions répétées de la *D. S. A.*, les réquisitions en territoire occupé furent toujours limitées et le parc automobile français fut bien plus durement saigné par des achats effectués, soit directement avec le consentement du Gouvernement qui ne sut pas résister à certaines pressions, soit par divers intermédiaires sans scrupule qui n'hésitèrent pas à faire le jeu de l'ennemi.

LE RÉGIME DES TERRITOIRES OCCUPÉS

Jetons maintenant un coup d'œil sur le régime établi par l'armée allemande en territoires occupés et passons en revue quelques-uns des grands problèmes qui s'y sont posés.

L'organisation réalisée par l'armée allemande après l'Armistice comprenait : sous les ordres du chef de l'Administration militaire allemande en France, toute la France occupée à l'exception des départements du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi que de ceux d'Alsace et de Lorraine. Cette zone était divisée en 5 districts. Ce chiffre fut, par la suite, ramené à 4. En principe, il existait une *Feldkommandantur* au chef-lieu de chaque département et une *Kreis-Kommandantur* au chef-lieu de chaque arrondissement. Les rapports entre autorités allemandes et françaises s'établirent donc : à Paris, entre le chef de l'Administration militaire en France et le délégué général du Gouvernement français à Paris. (Une partie des pouvoirs du Commandement militaire passa après mai 1942 à la Gestapo) ; dans les départements, entre les Feldkommandants et les

préfets ; au bas de l'échelle entre les *Kreiskommandants* et les maires.

On peut caractériser ces rapports en disant que, d'une façon générale, ils furent à cette époque empreints d'une certaine correction extérieure, ce qui n'empêcha pas l'Administration allemande de prendre sur l'Administration française une emprise de plus en plus tâtillonne, dépassant souvent, aux échelons inférieurs, les exigences venues de Paris, elles-mêmes fréquemment abusives par rapport aux dispositions des Conventions en vigueur (aussi bien les Conventions de La Haye que celles d'Armistice).

Par contre, les commandants des troupes de passage furent souvent beaucoup plus exigeants, surtout dans le domaine des réquisitions, et peu scrupuleux quant à l'observation des règlements établis par l'Administration allemande elle-même. Il faut rendre cette justice aux *Feldkommandanturen* qu'elles s'employèrent parfois à faire respecter les règlements, mais virent souvent leur autorité méconnue par les commandants des troupes de passage.

L'emprise de l'Administration allemande sur les différents services de l'Administration française se fit sentir progressivement et à tous les échelons, soit sous l'impulsion directe des services allemands de Paris, soit sur l'initiative des *F. K.* ou même des *Kommandanturen* locales. Les domaines dans lesquels se manifesta cette emprise, furent des plus variés (1). Les fonctionnaires français furent, tout d'abord, surpris et intimidés par ces demandes inopinées : livrés à eux-mêmes, n'ayant que des liaisons très précaires avec le délégué général à Paris, lui-même mal relié au Gouvernement, n'ayant souvent pas encore reçu le texte de la Convention d'Armistice et connaissant mal les limites de leurs obligations vis-à-vis de l'occupant, ils cédèrent trop souvent sous la menace, au cours des premiers mois de l'occupation. Cette attitude motiva l'envoi par le général de La Laurencie, qui avait remplacé M. Noël, dès le mois d'août, comme délégué général à Paris, d'une circulaire aux préfets dans laquelle étaient rappelées les limites des droits de l'occupant. Cette circulaire fut complétée au mois d'octobre, sur la demande de la *D. S. A.*, par une enquête sur les abus de pouvoir dont les autorités allemandes se rendaient coupables.

(1) Citons au hasard :

— des demandes de comptes rendus périodiques à adresser par la gendarmerie ou par des autorités françaises diverses, concernant : la vie économique du pays, l'état d'esprit des populations, les écoles, le fonctionnement des bibliothèques publiques et aussi des enquêtes détaillées de nature économique ou agricole ;
— l'interdiction d'augmenter les salaires sans autorisation et le contrôle des prix ;
— des interventions dans la censure française des films et des livres aussi bien que dans le budget des communes de plus de 5.000 habitants ;
— la prétention de soumettre à une autorisation préalable la nomination de certains fonctionnaires ;
— la communication de listes d'associations d'anciens combattants, de fonctionnaires ou de personnalités marquantes, avec enquête sur les personnes : position militaire, appartenance à un parti politique, etc.

Tout cela, bien entendu, appuyé par des menaces de sanctions personnelles ou collectives.

Mais, là-dessus, survint l'entrevue de Montoire et la mise en application de la politique dite de « Collaboration ». Interprétant mal l'esprit même de cette politique, trop de fonctionnaires, troublés d'ailleurs par les excès de la propre propagande de Vichy, se laissèrent parfois entraîner à déférer à des exigences — même nettement abusives — des autorités d'occupation.

Un redressement s'imposait, auquel la *D. S. A.* travailla activement. Il fut marqué par l'envoi à tous les ministres d'une circulaire rédigée par la *D. S. A.* et signée par l'amiral Darlan, alors vice-président du Conseil, en date du 7 juin 1941, dans laquelle il était prescrit à tous les fonctionnaires « de ne pas donner suite aux ordres des autorités d'occupation s'ils les jugent incompatibles avec les textes des traités en vigueur, sans en référer au préalable à leur département ministériel ou, s'il y a lieu, au Gouvernement ». Ces directives permettaient à un fonctionnaire, sollicité d'obtempérer à une exigence abusive d'une autorité allemande, de se retrancher derrière le Gouvernement qui, lui — par la *D. S. A.* — pouvait agir sur Wiesbaden ou sur Paris.

Encore fallait-il faire admettre, par l'autorité allemande, le principe de la responsabilité des fonctionnaires français vis-à-vis du seul Gouvernement français, à l'exclusion des autorités allemandes. Ce principe, après bien des discussions très épineuses, fut enfin admis officiellement par la *C. A. A.* — sous certaines réserves il est vrai — par lettre du 20 novembre 1941. Ce document capital permit, par la suite, à la *D. S. A.* d'étayer beaucoup plus fortement que par le passé les protestations répétées contre les nombreuses exactions commises par les autorités d'occupation.

Ce serait une grosse erreur de croire que ces protestations soient toujours demeurées platoniques. L'Allemand joint, en effet, au culte de la force, un curieux souci de la légalité, qu'il interprète d'ailleurs avec une rare habilité dans le sens qui lui est le plus favorable. Il n'en demeure pas moins que ce souci de la légalité le rend très vulnérable aux arguments juridiques, à condition que ceux-ci soient adroitement présentés, de manière à ne lui laisser nul échappatoire, et étayés sur des faits contrôlés et indéniables. Sans doute, finira-t-il par faire jouer le *Faustrecht*, s'il estime que son intérêt vital est en jeu, mais il ne le fera, généralement, qu'en dernier ressort.

Ce complexe a permis, bien souvent, de gagner des délais ou d'amenuiser une exigence abusive au point de la rendre inoffensive, parfois même, de faire renoncer l'adversaire à ses prétentions. Par exemple, la *D. S. A.* obtint de la *C. A. A.* le retrait de certaines enquêtes que les *F. K.* avaient voulu imposer aux préfets, ainsi que l'interdiction faite aux autorités d'occupation d'adresser directement des demandes de renseignements aux autorités françaises de la zone libre. Là où après de longues discussions il ne fut pas possible de faire renoncer les autorités allemandes à leurs prétentions, il fut prescrit aux autorités françaises de ne donner les renseignements demandés que dans la mesure où ils étaient de notoriété publique ou de nature officielle.

Ces résistances n'allèrent pas, bien entendu, sans parfois des sanctions graves ou des contraintes envers les représentants français, parfois aussi sans des demandes de révocation ou de déplacement auxquelles le Gouvernement avait trop souvent la faiblesse de souscrire. Sur les instances de la *D. S. A.*, la vice-présidence, en octobre 1941, attira l'attention des différents ministères sur la nécessité d'accorder des dédommagements aux fonctionnaires de la zone occupée, objets de sévices ou de sanctions de la part des autorités allemandes, à l'occasion de l'exercice de leur charge.

LE RÉGIME PARTICULIER AU NORD ET AU PAS-DE-CALAIS

L'emprise allemande sur l'administration française s'est fait sentir avec une particulière dureté dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais rattachés aux autorités allemandes de Bruxelles par l'intermédiaire du chef de l'*Oberfeldkommandantur* de Lille, le général Niehof, dont l'autorité s'exerça toujours avec une sévérité implacable. Indépendamment des immixtions déjà citées pour le reste de la zone occupée, le commandement allemand de Bruxelles refusa systématiquement d'autoriser la mise en application dans le Nord et le Pas-de-Calais de très nombreux textes de lois et arrêtés pris par le Gouvernement français ; en outre, ces deux départements furent dotés d'un régime économique particulier entièrement axé sur la Belgique. Les *Comités d'Organisation économiques* notamment, qui fonctionnaient à Paris, sous le contrôle allemand, ne furent jamais reconnus par l'*Oberfeldkommandantur* de Lille. Si bien que, pendant les années 1940 et 1941, les deux départements, isolés de Paris par le mur de la ligne Nord-Est, eurent l'impression d'être complètement séparés de la Mère-patrie.

L'unité ne fut sauvée que grâce au patriotisme du préfet régional de Lille, M. Carles qui sut à la fois se faire accepter par le général Niehof et demeurer en contact avec Vichy dont il suivit les directives et à celui des industriels du Nord, qui rétablirent en sous-main avec les organismes économiques de Paris, une liaison qui, officiellement, n'existait plus.

De son côté, la *D. S. A.* multiplia les interventions à Wiesbaden, dont celles du 24 octobre 1940, du 7 mars et du 20 août 1941 revêtirent une forme plus solennelle, pour obtenir la fin de ce régime d'exception. Aucune réponse ne fut donnée aux deux premières interventions. A la suite de la troisième intervention, la *C. A. A.* répondit, le 2 octobre 1941, en s'avouant incompétente, mais en indiquant qu'elle avait saisi de la question l'*Oberkommando de la Wehrmacht.*

En fait, les Allemands, constatant le peu de résultats de leurs efforts pour créer dans les deux départements du Nord un mouvement centrifuge, semblèrent se lasser à la longue et, s'ils n'accordèrent aucune satisfaction de principe, ils laissèrent s'établir une situation de fait qui sauvegarda à peu près l'unité nationale, d'autant plus qu'à partir du 18 décembre 1941 le mur de la ligne Nord-Est s'écroula lui-même virtuellement.

LA LUTTE CONTRE LES ABUS DE POUVOIR

Les immixtions abusives de l'autorité allemande furent également très nombreuses dans l'exercice de la justice française. Elles se traduisirent principalement par des demandes de communications de dossiers dans des affaires intéressant exclusivement la justice française ou même par le dessaisissement de ces affaires au profit des tribunaux allemands, par des pressions abusives, des représailles et parfois même des contraintes sur les magistrats français, enfin par des interventions impératives en faveur d'individus poursuivis par la justice française pour des délits caractérisés (fréquemment dans des affaires de marché noir soutenues en sous-main par des Allemands).

Après bien des interventions, la *D. S. A.* put obtenir, en janvier 1942, la reconnaissance par la *C. A. A.* que les autorités judiciaires allemandes « devaient s'abstenir de toute ingérence directe dans le domaine de la juridiction française ». Mais cette déclaration était accompagnée de réserves qui en atténuaient beaucoup la valeur. Les abus continuèrent et le ministère de la Justice ne montra malheureusement pas la même fermeté que celui de l'Intérieur pour imposer aux magistrats la ligne de conduite prescrite par la vice-présidence.

Une question très grave, en raison de ses répercussions possibles, fut celle de la réquisition de la Gendarmerie ou de la Police française ou même de simples civils pour assurer des services d'ordre purement militaires (1).

La *D. S. A.* ne cessa de protester énergiquement à Wiesbaden et à Paris contre cet emploi de Français, absolument contraire à la Convention de La Haye, incompatible avec la Convention d'Armistice et qui, en outre, soumettait des citoyens français à un code de justice militaire étranger, en cas de négligence dans leur service. Le Commandement militaire allemand en France répondit, en juillet 1941, aux démarches de la Délégation générale en rejetant tous les arguments présentés et en donnant à l'article 52 de la Convention de La Haye l'interprétation la plus étroite compatible avec la lettre de ce texte.

La *D. S. A.* eut plus de succès dans ses interventions contre l'emploi abusif de la police française à des opérations intéressant exclusivement la police allemande, tels que le contrôle des voyageurs franchissant la ligne N.-E., l'accompagnement des cercueils des otages exécutés, les arrestations de Juifs ou de communistes, ou soi-disant tels, pour le compte allemand, la désignation forcée d'otages. A la suite de protestations réitérées, le Commandement militaire allemand voulut bien reconnaître par note, en date du 27 février 1942, qu' « il n'était pas désirable que les autorités et la police françaises aient à porter aux yeux de la population française la responsabilité d'opérations de nature à compromettre la

(1) Garde de terrains d'aviation ou de dépôts ; surveillance des câbles téléphoniques ; service de guet ; garde de points sensibles ; action contre les aviateurs ou parachutistes britanniques.

considération et l'autorité dont elles jouissent auprès de cette population ».

L'institution, à partir du 1er juin 1942, du nouveau régime qui dessaisissant l'*Oberbefehlshaber* de ses pouvoirs de police, les remit entre les mains du *S. S. Brigadeführer et général de la Police* Oberg, dépendant directement du chef de la Sûreté allemande à Berlin, remit complètement en question les faibles garanties qui avaient été obtenues dans ce domaine.

LA RÉQUISITION DES TRAVAILLEURS

Jetons maintenant un simple coup d'œil sur l'évolution de la grave question de la réquisition des travailleurs avant que le Gouvernement de M. Laval, à partir de septembre 1942, en soit venu à en assumer lui-même l'écrasante responsabilité. Cette question, dont la *D. S. A.* a eu à s'occuper jusqu'au printemps 1942, époque à laquelle elle est entrée dans sa phase purement politique, a revêtu depuis l'Armistice des aspects bien différents.

Initialement, il ne s'était agi que de réquisitions locales pour des travaux divers au bénéfice des troupes allemandes de passage. Ce genre de réquisition étant reconnu par la Convention de La Haye, le Gouvernement français ne put protester qu'en alléguant la gêne qu'elle occasionnait pour l'agriculture et pour des travaux d'une importance vitale pour la reconstitution des régions dévastées. Dans le Nord, cette réquisition se fit au début sous la forme de « rafles », procédé contre lequel la *D. S. A.* présenta d'énergiques protestations et auquel les autorités allemandes renoncèrent.

Bientôt, l'organisation allemande Todt vint s'implanter en France occupée pour procéder à d'importants travaux militaires sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique. Or, dès le mois de février 1941, les départements de la zone occupée, ceux de l'Ouest en particulier, reçurent des instructions des autorités allemandes en vue de mettre immédiatement à la disposition de l'Organisation Todt un certain nombre de spécialistes, ce personnel devant être fourni obligatoirement, quelles que fussent les disponibilités en main-d'œuvre de la région et les travaux auxquels elle était employée. En vue d'éviter cette réquisition massive de main-d'œuvre française nécessaire en zone occupée, le Gouvernement accepta que des Commissions allemandes vinssent faire du recrutement dans les camps de travailleurs étrangers de la zone libre (Espagnols en particulier), sous cette réserve toutefois, que les embauchages seraient volontaires.

*
* *

C'est dès les derniers mois de 1940 que les autorités allemandes, par des offres alléchantes de salaires très élevés, par la diffusion d'affiches, de tracts et de films de propagande et par une action directe sur les chômeurs, s'efforcèrent d'envoyer le maximum possible de main-d'œuvre en Allemagne. Certaines autorités françaises, dans le but, il est vrai, de

contrôler ces embauchages, avaient cru bon d'établir une sorte de collaboration entre les bureaux d'embauche allemands et les offices français de travail. C'était s'engager sur une pente des plus dangereuses.

Un redressement fut opéré, non sans difficulté, sur l'initiative de la *D. S. A.*, et, à partir du mois de mars 1941, les organismes français du travail furent invités à ne se prêter en aucune manière aux mesures de propagande destinées à favoriser ces embauchages, ceci en vue d'éviter que les autorités allemandes ne pussent en rejeter la responsabilité sur l'Administration française.

Cette position de « neutralité » fut formellement réaffirmée le 3 octobre 1941 à une réunion interministérielle qui fut convoquée à cet effet sur les instances de la *D. S. A.*, à la suite de la nouvelle manœuvre allemande qui consista, à partir du mois de juin, à accroître le nombre des ouvriers disponibles et à augmenter du même coup les possibilités de recrutement. Ceci se faisait en imposant : soit une augmentation des heures de travail dans les usines, soit une diminution du nombre des usines en activité. En dépit des efforts déployés par M. Benoist-Méchin, qui présidait la réunion, pour faire adopter son point de vue de « collaboration », les 7 autres ministres et sous-secrétaires d'État présents, dont les services avaient été préalablement « chauffés » par la *D. S. A.*, furent unanimes à réclamer dans cette affaire la « neutralité » du Gouvernement. M. Jacques Barnaud lui-même, que la Vice-Présidence avait désigné comme rapporteur et qui s'était montré initialement peu enclin à prendre à son compte la thèse de la *D. S. A.*, s'était rallié finalement à ce point de vue.

Malheureusement, le projet de circulaire interministérielle, rédigée par la *D. S. A.* pour entériner les vœux exprimés au cours de la réunion du 3 octobre, ne fut pas accepté dans sa forme par l'amiral Darlan, et subit toute une série de remaniements à la suite de nouvelles conversations du chef du Gouvernement avec MM. Benoist-Méchin et Barnaud. Un dernier projet édulcoré, mais contenant cependant l'essentiel des directives à donner aux différents ministères pour les inviter à résister aux pressions allemandes et à maintenir strictement les services français en dehors des opérations de recrutement, fut enfin présenté à la signature. Il fut retourné avec cette mention approximative : L'amiral donne son accord à ce projet, mais, pour des raisons d'opportunité, les directives exprimées ci-contre ne feront pas l'objet d'une circulaire. Elles seront diffusées verbalement.

En réalité, l'amiral qui se sentait déjà à cette époque en délicatesse avec les hautes autorités allemandes, ne voulait pas courir le risque de la réaction brutale qui n'aurait pas manqué de se produire si les Allemands avaient eu connaissance d'un tel document portant sa signature. Cette lâcheté ne pouvait pas manquer de porter ses fruits. Les pressions allemandes se faisant de plus en plus fortes, il y avait trop de gens à Paris, ou intéressés à donner satisfaction à l'occupant, ou intimidés par ses menaces, pour que, d'un ministère à l'autre, en l'absence de directives fermes du Gouvernement, on ne lâchât pas du lest.

Petit à petit, les thèses collaborationistes triomphèrent à leur tour et, dès le 14 mars, dans l'espoir de limiter la « réquisition », le Gouvernement avait la faiblesse d'accepter l'installation en « zone libre » de bureaux d'embauchage allemands, nettement séparés encore, il est vrai, des services français.

Le retour au pouvoir de M. Laval, le 18 avril 1942, emporta les dernières barrières. Le 18 mai, le chef du Gouvernement décidait d'entrer délibérément, sur le terrain de la main-d'œuvre, dans la politique de collaboration et, le 22 mai, au cours d'une réunion au Majestic avec les représentants des autorités allemandes, parmi lesquels le Gauleiter Sauckel, étaient précisées les modalités du concours que les autorités françaises devaient apporter au recrutement des travailleurs français pour l'Allemagne. La suite est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'insister sur ce chapitre, probablement le plus infamant qui ait été écrit par le Gouvernement de Vichy et auquel la *D. S. A.* ne fut plus en aucune manière mêlée.

LES RÉQUISITIONS MATÉRIELLES

A côté de la réquisition des personnes, les réquisitions matérielles :

L'article 18 de la Convention d'Armistice était ainsi libellé : « Les frais d'entretien des troupes « d'occupation » allemandes, sur le territoire français, seront à la charge du Gouvernement français. »

En application de cet article la France occupée eut à supporter, outre les réquisitions immobilières et mobilières pour le logement des troupes et des services, qui furent bien souvent abusives, les prestations en nature destinées au ravitaillement de l'armée allemande. Dans le calcul de ces prestations les autorités allemandes inclurent indûment non seulement les troupes « d'occupation », mais encore les troupes « en opérations » qui, au début surtout, lors des préparatifs d'attaque contre l'Angleterre, furent très nombreuses sur le territoire français et sur lesquelles nous n'avions aucun contrôle.

L'énormité de ces prestations, sur lesquelles les réclamations présentées par la *D. S. A.* n'obtinrent jamais que de faibles réductions, imposa par contre-coup à la population française le rationnement que nous avons connu, d'autant plus qu'elles furent encore dépassées, surtout dans les premiers mois, par des réquisitions abusives opérées par les troupes de passage ou même par certaines *Kommandanturen* et par les achats fructueux et généralisés effectués par les soldats allemands avec leur mark à 20 francs — et ils étaient payés 2 marks par jour !

A partir de décembre 1940, un régime régulier de prestations en nature fut établi et mis à la charge des services du ravitaillement français, quitte, pour lui, à répartir les charges comme il l'entendrait entre la zone occupée et la zone libre. Quant aux « frais d'entretien des troupes d'occupation », ils furent fixés par l'Allemagne au chiffre astronomique de 400 millions de francs par jour, chiffre dans lequel étaient comptées toutes les prestations

en nature. Ce chiffre, sur les protestations répétées du Gouvernement français, fut ramené à partir de l'été 1941, à celui plus modeste de 300 millions, mais, seulement à titre d'acompte !

Indépendamment de ces prestations, si l'on peut dire « régulières », de nombreuses réquisitions non prévues contribuèrent encore à épuiser le pays. Nous avons dit un mot des réquisitions automobiles. Citons encore la réquisition de 67.000 chevaux qui nous fut imposée — contre paiement — en février 1942, pour les besoins de la campagne d'hiver en Russie.

LES EXÉCUTIONS

Il nous faut maintenant ouvrir le chapitre le plus tragique de l'occupation : celui des condamnations et surtout des exécutions capitales qui ont creusé, entre la population française et l'armée d'occupation, un fleuve de sang qui ne pouvait plus être comblé.

Dans la lutte engagée avec les autorités d'occupation, et notamment avec le Commandement militaire allemand en France, à propos des arrestations et condamnations, la *D. S. A.* eut un rôle prépondérant. Elle fut secondée avec dévouement et intelligence, tantôt par la Délégation française de Wiesbaden, tantôt par la Section du Contentieux de la Délégation générale à Paris. Sans se lasser, elle s'employa et bien souvent réussit à arracher nos malheureux compatriotes à la prison ou à la mort.

Contrairement à ce qui eut été normal, ce n'est pas au début de l'occupation que l'on eût à enregistrer des incidents graves. C'est peu à peu, au fur et à mesure que se firent sentir les lourdes réquisitions et que se multiplièrent les abus et les vexations de tout ordre — d'ailleurs beaucoup plus administratifs que personnels — que l'exaspération monta parmi la population et que les appels de la radio de Londres trouvèrent un terrain plus favorable. De mois en mois, les sabotages et les attentats se multiplièrent.

Certes, les condamnations furent nombreuses pendant cette période et nombreuses aussi les peines collectives, absolument contraires à la Convention de La Haye et contre lesquelles la *D. S. A.* ne cessa de protester, mais les condamnations à mort furent relativement peu nombreuses : 34 exécutions seulement avant le mois de juillet 1941 et appliquées pour des motifs leur donnant au moins une apparence de justification.

C'est à partir du mois d'août 1941, après leur entrée en campagne contre la Russie bolcheviste, que les autorités allemandes, qui jusque-là avaient ménagé le communisme en France au point de contrecarrer fréquemment l'action répressive des préfets, décida de passer à de très graves mesures de répression contre les communistes et les Juifs qu'elles feignirent de rendre responsables de toutes les manifestations de caractère anti-allemand. Or, le 21 août, un officier de marine allemand était assassiné en plein Paris sans que l'auteur de l'attentat ait pu être découvert. A la suite de cet attentat, l'autorité allemande décida de considérer comme

otages tous les Français alors incarcérés et de fusiller, en cas de nouvel attentat, autant d'otages que la gravité de l'acte commis le comporterait.

Depuis lors, les exécutions se multiplièrent d'une façon affolante, soit à la suite de condamnations dont le principal motif fut la détention d'armes, lesquelles n'étaient souvent que des armes de panoplies, soit au titre d'otages parmi lesquels les communistes et les Juifs ne furent pas seuls à l'honneur. Les chiffres suivants sont suffisamment éloquents pour n'avoir pas besoin d'être commentés : 1.478 exécutions depuis l'Armistice jusqu'en octobre 1942, parmi lesquelles 793 comme otages pour 44 attentats ayant entraîné mort ou blessure d'un membre de l'armée allemande ; 195 pour détention d'armes ; 134 pour « terrorisme » ; 103 pour espionnage ou « complicité » d'espionnage ; 84 pour communisme ou propagande communiste ; 30 pour gaullisme ou propagande gaulliste, etc. (1).

Le résultat des interventions de la *D. S. A.*, dans le domaine des condamnations à mort jusqu'en octobre 1942, peut être synthétisé comme suit : En 1940-41, sur 207 interventions, 159 atténuations ou remises de peine. En 1942 : sur 188 interventions, 44 atténuations ou remises de peine. Sans compter d'innombrables interventions pour des condamnations moins importantes et dont beaucoup obtinrent une atténuation des peines infligées.

L'OSTLAND

Nous avons déjà eu l'occasion de faire allusion à l'*Ostland* à propos du retour des réfugiés dans la zone Nord-Est. C'était un organisme civil allemand dont le but était, théoriquement, d'exploiter les terres abandonnées ou mal cultivées. Dès les derniers mois de 1940 cette organisation s'installa en France occupée et commença à implanter dans la zone réservée de l'est des cultivateurs allemands, tchèques ou polonais dans des fermes que leurs propriétaires n'avaient pu rejoindre par suite de l'interdiction opposée au retour des réfugiés. Il convient de noter que les terres ainsi prises en charge n'étaient généralement pas « abandonnées », mais avaient été mises en culture par des gérants ou des voisins.

Cette main-mise se développa dans des proportions inquiétantes au cours des six premiers mois de 1941. Les départements les plus touchés furent les Ardennes, l'Aisne (pour la partie située en zone interdite), la Somme, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle et les Vosges. Dans le département des Ardennes, le plus éprouvé par le fléau de l'évacuation des populations, cette main-mise s'étendit à 50 % des terres cultivables. Elle ne fut pas

(1) Pour comprendre la monstruosité d'un tel martyrologe qui sera d'ailleurs combien largement dépassé par la suite, qu'il nous suffise de rappeler qu'au cours des années d'occupation de la Rhénanie et de la Ruhr, en dépit de nombreux sabotages et attentats qui coûtèrent la vie de bien des Français, il n'y eut qu'une seule exécution capitale pour sabotage caractérisé : celle de Schlagetter, dont l'Allemagne nationale-socialiste a fait, depuis lors, un héros national.

limitée aux fermes dont les exploitants n'étaient pas rentrés. Dans bien des cas, des exploitants présents se virent placés dans l'alternative, ou d'évacuer leur ferme prise par l'*Ostland*, ou d'accepter de n'y travailler qu'à titre de salariés.

Les protestations formulées par la *D. S. A.* ou à l'instigation de la *D. S. A.* étaient d'autant mieux fondées que le prétexte invoqué par l'*Ostland* pour s'emparer des exploitations était que les terres n'étaient pas cultivées ou étaient mal cultivées, alors que, dans le même temps, les autorités militaires allemandes empêchaient le retour de ceux qui, normalement, auraient dû les exploiter. Néanmoins, les protestations présentées, tant à Paris qu'à Wiesbaden, demeurèrent sans réponse.

En mai 1941, l'arrière-pensée d'annexion apparut nettement dans cette réponse qui nous fut donnée par la *C. A. A.* : « L'affaire de l'Administration des biens agricoles par la Société Ostland dépend entièrement de la question de la zone interdite ; or, cette question de la zone interdite est d'ordre politique. »

Sur l'initiative de la *D. S. A.*, une réunion interministérielle eut lieu le 8 juin à l'effet d'étudier les mesures qui pourraient être envisagées pour lutter systématiquement contre l'*Ostland* et lui enlever, autant que possible, toute occasion de se développer. De cette réunion sortirent deux actions sur deux plans différents : — L'une sur le plan français, dirigée par le ministère de l'Agriculture, en vue d'aider, de conseiller et de coordonner l'action des agriculteurs pour enlever à l'*Ostland* tout prétexte à de nouvelles saisies et être prêts à reprendre l'exploitation de toute terre qui serait abandonnée par la Société allemande ; — L'autre sur le plan des négociations avec les autorités allemandes, qui furent conduites par M. Barnaud.

Le 19 juin 1941, M. Barnaud reçut de M. Abetz l'assurance que les autorités allemandes étaient disposées à remettre peu à peu les exploitants français en possession de leurs fermes et que l'ordre avait été donné à la Société *Ostland* de cesser de prendre en charge tout nouveau domaine. De ces assurances seule la seconde passa dans la réalité : à partir de ce moment, sauf quelques saisies isolées, l'*Ostland* se stabilisa dans la situation acquise, mais aucune terre ne fut rendue après la moisson ainsi que la promesse en avait été faite.

En décembre 1941, M. Barnaud recueillait encore de la bouche du négociateur allemand cet aveu : « Que la question de l'*Ostland* était subordonnée au règlement des questions de principe d'ordre politique et militaire et qu'aucune décision n'avait encore été prise sur ces plans politiques et militaires » (1).

Depuis lors, la question n'a plus évolué de façon appréciable jusqu'à la fin de l'occupation.

(1) Cette réponse montre combien toutes les questions relevant de l'exécution de la Convention d'Armistice étaient étroitement imbriquées, de par la volonté de l'occupant, et combien celui-ci pouvait jouer de ce fait pour obtenir des concessions.

AUTRES INTERVENTIONS DE LA « D. S. A. »

La *D. S. A.* intervint encore dans une multitude d'affaires intéressant des individus ou des collectivités et se rapportant à des déprédations, à des saisies arbitraires ou à des voies de fait, parfois à temps pour empêcher le mal de se commettre ou pour faire rendre justice aux intéressés, le plus souvent, malheureusement, pour protester après coup contre un acte d'oppression, de sauvagerie ou de vandalisme irréparable. Le principe adopté par la *D. S. A.* était de ne laisser passer aucun abus important sans « marquer le coup » vis-à-vis des autorités allemandes et sans le « ficher » dans les archives d'une Section du Contentieux, instituée à cet effet, en vue d'être en mesure de le produire, étayé par les témoignages les plus précis qu'il soit possible, le jour où il serait permis de penser à un règlement de comptes.

L'une des interventions les plus efficaces de la *D. S. A.* eut lieu à l'occasion du projet de la création d'un champ de tir dans les Ardennes. Les autorités allemandes avaient prévu l'organisation d'un vaste champ de tir pour l'aviation de bombardement aux confins des départements de l'Aisne et des Ardennes. Ce champ de tir devait avoir une superficie de 130.000 ha. et nécessiter l'expulsion des populations de 116 communes habitées par 36.000 habitants. Au début de décembre 1940, les préfets intéressés avaient déjà reçu le préavis pour l'évacuation des populations qui devait être terminée avant la nouvelle année. La *D. S. A.* fut heureusement saisie à temps de la question et fit présenter par la Délégation française à Wiesbaden une énergique protestation faisant ressortir le caractère inhumain du projet. En dépit de la tension qui succéda peu après au coup d'état du 13 décembre, la *C. A. A.* fit bientôt connaître que le projet était abandonné.

PROBLÈMES POSÉS PAR L'OCCUPATION ITALIENNE

Les problèmes posés par l'occupation italienne ne présentaient pas la même envergure que ceux posés par l'occupation allemande du fait que la zone occupée se réduisait à quelques enclaves d'une superficie totale de 800 km² habitées par une population de 28.000 habitants, avec un seul centre important : la ville de Menton. Toutefois, cette occupation se présenta très rapidement sous un jour grave, du fait du Décret du Duce, en date du 30 juillet 1940, qui fixa unilatéralement le régime qui serait imposé au territoire occupé en application des articles de la Convention d'Armistice. Or, ce décret qui confiait l'administration des territoires occupés à des commissaires civils italiens était basé sur le principe, absolument contraire aux Conventions en vigueur, que le pouvoir « légal » en territoire occupé passe aux mains de l'occupant. C'était « en droit », l'instauration dans la zone italienne d'un régime analogue au régime de fait que les Allemands avaient institué en Alsace-Lorraine.

En outre, l'action des autorités occupantes et la propagande exercée sous leur couvert manifestaient une volonté d'emprise totale et une arrière-pensée certaine d'annexion. Cette volonté était marquée par l'interdiction faite aux fonctionnaires français de rentrer en zone occupée, par l'obligation faite aux populations occupées de se servir pour leur correspondance de timbres italiens, par le déplacement des poteaux frontières, par l'italianisation complète de Menton...

Le Gouvernement français chargea immédiatement le président de la Délégation française à Turin, l'amiral Duplat, de protester énergiquement contre l'interprétation abusive de la Convention d'Armistice faite par le Décret du Duce. Il fut répondu simplement que ce décret ne pouvait être et ne serait pas discuté.

Tous les problèmes posés par l'occupation italienne dérivent de ce décret qui ouvrait la porte à tous les abus. Le Gouvernement français ayant protesté contre le principe même du décret, et maintenant cette protestation, décida de traiter ensuite chaque problème objectivement en ayant en vue seulement le bien des populations.

Une conférence réunit, le 16 décembre 1941, à Vichy, les représentants de la *D. S. A.*, de la Délégation de Turin, des divers ministères intéressés et les préfets des départements en partie occupés pour faire le point des problèmes posés et décider de la ligne de conduite à suivre pour assurer, en zone occupée, le meilleur fonctionnement des services publics et les conditions d'existence les plus favorables aux populations.

De nombreux problèmes épineux furent soulevés au cours des années suivantes, et prirent souvent la forme tracassière particulière à l'exercice du pouvoir des autorités italiennes. Les plus importants de ces problèmes concernèrent les relations frontalières et le régime de la ville de Menton. En ce qui concerne les relations frontalières, nous avons vu qu'un *modus vivendi* fut trouvé en échange des facilités accordées par nous, pour le ravitaillement des troupes italiennes. En ce qui concerne Menton, le problème du retour des réfugiés s'est posé avec une grande acuité du fait de la mauvaise volonté italienne, des destructions causées par la guerre, de la cherté de la vie due au change italien, enfin de l'action italianisante très déprimante pour des Français. En raison de ces difficultés, sur 15.000 citoyens français résidant à Menton avant la guerre, seuls 500 étaient rentrés le 1er octobre 1941. Le Gouvernement estimant à juste titre qu'il était désirable d'encourager les retours en vue d'opposer un front à la propagande italienne, décida, en septembre 1941, d'accorder une indemnité spéciale aux réfugiés qui rentreraient à leur domicile. Mais, en dépit de ces avantages, peu de réfugiés demandèrent à rentrer.

La propagande italienne a eu malgré tout, sur la population française demeurée en zone occupée, aussi peu de succès que la propagande allemande en Alsace et en Lorraine.

CONCLUSION

En terminant cette étude, il est permis de se demander si la *D. S. A.* a bien rempli la mission pour laquelle elle avait été créée.

Cette mission qui lui avait été nettement définie par le général Weygand peut se résumer ainsi : « Vis-à-vis de l'adversaire : veiller à ce que les exigences allemandes et italiennes n'excèdent pas les stipulations des deux Conventions d'Armistice ; ne laisser passer aucune infraction sans chercher à s'y opposer, à en obtenir réparation ou tout au moins à marquer que cette infraction était imposée par un Diktat, de par la loi du plus fort.

« Vis-à-vis des autorités françaises : veiller à ce que, soit par ignorance, soit par peur ou excès de zèle, les différents services français n'aillent pas au delà des obligations imposées par les Conventions d'Armistice. Assurer, au contraire, l'exécution loyale des stipulations précises de ces Conventions afin de ne pas donner à l'adversaire un prétexte à les rompre ou à en aggraver les clauses. »

On peut dire que, dans ces deux domaines, la *D. S. A.*, sous l'impulsion de ses premiers animateurs, en particulier le général Kœltz et son chef d'état-major le lieutenant-colonel Marty (1), a parfaitement rempli sa mission, dans la mesure où elle a été soutenue par l'autorité du Gouvernement lorsqu'une décision importante était à prendre ou lorsqu'il fallait faire marcher des ministères non militaires.

Vis-à-vis des Délégations de Wiesbaden et de Turin, le rôle de la *D. S. A* consista essentiellement à donner aux négociateurs français des directives fermes sur lesquelles ils puissent s'appuyer dans les discussions avec les négociateurs allemands et italiens. Il arriva souvent que dans le feu d'une négociation difficile, et sous la pression de leurs adversaires, les chefs de Délégations pressassent la *D. S. A.* de leur permettre de céder sur tel ou tel point. L'examen de la question dans l'atmosphère plus sereine du Thermal à Vichy et en fonction de répercussions qui souvent échappaient aux Délégations, permettait alors à la *D. S. A.* de soumettre à l'approbation du Gouvernement une décision raisonnable tenant compte des possibilités du moment.

Les rapports furent plus délicats avec la Délégation de Paris en raison de la double dépendance du délégué général. Celui-ci, en effet, relevait de la *D. S. A.* pour les questions se rapportant à l'application des clauses de la Convention de l'Armistice et directement du chef de l'État pour toutes les questions politiques et pour l'administration des territoires occupés.

Contrairement à ce qui eut été logique ou même de simple bon sens, la Délégation eut trop tendance, au lieu de se retrancher derrière la *D. S. A.* vis-à-vis de ses partenaires allemands, à mener d'autorité les négociations, même sur des questions se rattachant étroitement à l'exécution des clauses

(1) Ce dernier demeura chef d'état-major sous les directeurs suivants, le général Bourget et l'amiral Bourragué.

de la Convention d'Armistice. Les autorités allemandes jouèrent souvent de cette tendance pour essayer d'obtenir par Paris des concessions de fait dont elles n'avaient pas pu obtenir la reconnaissance du principe à Wiesbaden. Cette situation s'aggrava considérablement à partir du moment où M. de Brinon prit lui-même la direction de notre Délégation générale et où MM. Jacques Barnaud et Benoist-Méchin furent respectivement chargés, pour le compte de la Vice-Présidence du Conseil, des Négociations économiques et politiques avec les autorités allemandes.

Placée hors-circuit des questions importantes, de nature économique ou politique, mais qui avaient des incidences profondes dans le domaine de l'application des clauses de la Convention d'Armistice, la *D. S. A.* ne put souvent intervenir que trop tardivement pour limiter les répercussions fâcheuses de décisions prises à la légère par des négociateurs insuffisamment renseignés ou même délibérément engagés dans la politique de collaboration.

Vis-à-vis des ministères militaires, une collaboration normale s'établit bientôt, après les incompréhensions qui avaient motivé les accrochages du début. Il n'en fallut pas moins soutenir quelques luttes toujours pénibles contre la tendance normale du ministère de la Guerre à ne pas appliquer certaines stipulations précises des Conventions d'Armistice alors que ces manquements, sans apporter de résultats d'une réelle valeur, risquaient d'être payés très cher dans d'autres domaines plus importants.

Les rapports avec le ministère de la Marine furent toujours plus difficiles du fait de la « politique » particulière menée par ce ministère à partir de Mers el-Kébir et de sa dépendance de l'amiral Darlan.

C'est vis-à-vis des ministères civils que le rôle de la *D. S. A.* fut capital. Au lendemain de l'Armistice, ces ministères se trouvèrent dans un état de désorganisation inimaginable à la suite de l'exode qu'ils avaient suivi depuis Paris. En outre, les communications avec la capitale étaient pratiquement interrompues. C'est donc au délégué général qu'il appartint de remettre un peu d'ordre dans les différents services parisiens.

Il eut été hautement désirable que ces services n'eussent de rapports avec les autorités allemandes que par l'intermédiaire du délégué général, appuyé lui-même sur la *D. S. A.* Les choses prirent un tour très différent, surtout lorsque chaque ministère ayant réorganisé son échelon de Paris voulut, lui-même, négocier directement ses propres affaires avec les autorités allemandes par l'intermédiaire de son représentant à Paris. Pour obtenir une facilité particulière pour leur département, ces hauts fonctionnaires étaient trop souvent tentés de faire des concessions de principe dont les répercussions sur d'autres terrains ne leur apparaissaient pas. Ils faisaient ainsi inconsciemment le jeu des autorités allemandes très expertes dans la méthode de l'infiltration. La *D. S. A.* estima de son devoir d'éventer dès leur apparition toutes les tentatives allemandes pour arracher des concessions aux fonctionnaires français de tous échelons en territoire occupé, de manière à pouvoir protester contre tous les abus de pouvoir et

à éviter toute concession partielle qui eut été au delà des obligations imposées par la Convention d'Armistice.

Les bases d'une collaboration sur ce terrain avec les ministères avaient été jetées dès les derniers jours de juillet 1940 par une circulaire signée du général Weygand. En fait, les différents départements ministériels y répondirent de façon très inégale. Par exemple, une collaboration très confiante put s'établir avec M. Terracher, secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, avec l'échelon de Vichy du ministère de l'Intérieur et le représentant de ce ministère auprès de la Délégation générale à Paris, avec le cabinet Alsace-Lorraine du ministère de la Justice et avec le conseiller juridique du ministère des Affaires Étrangères, M. Basdevant ; au contraire, certains organismes se montrèrent toujours réfractaires aux directives de la *D. S. A.* L'intervention de la Vice-Présidence du Conseil, en dépit de la circulaire du 7 juin 1941, fut souvent impuissante à faire fléchir ces résistances.

Des observateurs superficiels ou prévenus pourront peut-être objecter que l'action de la *D. S. A.* a été illusoire puisqu'en fait le Gouvernement du Reich a progressivement imposé sa volonté au Gouvernement français.

Ces arguments ne tiennent pas quand on examine de bonne foi la réalité des faits. Sur bien des points les autorités allemandes ou italiennes ont renoncé à leurs prétentions ou tout au moins les ont sensiblement réduites lorsqu'on a su leur faire valoir des arguments sérieux et qu'elles ont senti de la fermeté dans l'attitude des représentants français. Là même où il n'a pas été possible de s'opposer indéfiniment à leurs exigences, l'action de la *D. S. A.* a eu un effet comparable à celui d'une « action retardatrice », et sans doute n'était-il pas indifférent dans bien des domaines de gagner du temps ; que l'on réfléchisse seulement à l'utilité du temps gagné de décembre 1940 au printemps 1942 sur la question capitale de l'envoi des travailleurs en Allemagne. Et l'on reste confondu devant les abandons qui eussent été consentis dès 1940 si la *D. S. A.*, forte des instructions du général Weygand et appuyée dans les premiers mois sur sa haute autorité, n'avait pas constamment veillé à ce que les Conventions d'Armistice ne fussent pas dépassées.

Enfin, lors même que le Diktat allemand ou italien prenait une forme telle que son exécution ne pouvait être ni atténuée ni retardée, il était utile, pour l'avenir, qu'une protestation ait été enregistrée et que l'abus ait été fiché en vue du règlement de comptes à prévoir un jour ou l'autre.

En toute occasion, la *D. S. A.* a eu, en outre, le mérite de proposer au Gouvernement — dans le sens de la mission que nous avons définie ci-dessus — des décisions étayées sur les meilleurs arguments tirés des textes des Conventions en vigueur, de l'observation objective des faits eux-mêmes, ou de l'étude des précédents historiques. Elle n'a encouru en aucune façon la responsabilité des décisions « politiques ». Elle a tout ignoré de la genèse

des grandes décisions ; d'autres ont été prises sans qu'elle ait été consultée ; beaucoup ont été arrêtées dans un sens contraire à son avis ; de même elle ne porte aucune responsabilité de la déviation donnée à la politique de Montoire.

***

Sans entrer ici dans la discussion sur le bien ou mal fondé de l'Armistice, mais en partant de cet Armistice même, comme d'un fait, on peut dire qu'il y avait place, si le Gouvernement de Vichy avait voulu le comprendre, pour une politique d' « attente » permettant à la France de se reconnaître, de respirer et de travailler en silence à sa libération.

Cette politique d'attente avait été celle du général Weygand qui a écrit dans son livre *Rappelé en Service* :

« La politique de l'Armistice ne se limitait pas à la discussion et à la signature d'une Convention. Elle avait son prolongement obligé dans son exécution qui pouvait être guidée et dominée par deux conceptions diamétralement opposées.

« L'une, considérant l'Armistice comme la consécration d'une défaite définitive, menait à la résignation et à la servitude. L'autre, considérant l'Armistice pour ce qu'il était, n'y voyait qu'une suspension d'armes, permettant d'attendre que les Alliés soient prêts et de mûrir la revanche, préservait dans le présent la ferveur et la dignité nationales et réservait l'avenir. C'était celle des gens de cœur et, grâce à Dieu, il n'en manque pas dans notre pays de France. »

C'est dans cet esprit qu'a travaillé l'équipe des officiers attachés à la *Direction des Services de l'Armistice* dans des conditions souvent pénibles. Sous leur couvert, d'autres officiers de l'état-major de l'Armée et des états-majors des Régions purent se consacrer, parallèlement au travail d'organisation de l'Armée d'Armistice, à la tâche difficile du sauvetage et du camouflage de la plus grande quantité possible de matériel.

Ces obscurs efforts, bien que momentanément indépendants de ceux simultanément accomplis au grand jour par les Forces de la France libre, en liaison avec les Alliés, pouvaient et devaient un jour les rejoindre pour concourir au but commun à tous les Français qui avaient le cœur bien placé :

Libérer le Pays du joug de l'envahisseur.

Il n'a pas dépendu de la *D. S. A.* que cette conjonction des efforts n'ait pas pu se réaliser en novembre 1942.

M. Catoire.

POINTS DE VUE SUR L'ÉCONOMIE DE GUERRE AUX ÉTATS-UNIS

Deux visions fort différentes de l'effort économique des États-Unis durant la seconde guerre mondiale nous sont offertes en trois ouvrages. Celui de Chandler et Wallace (1) est un recueil d'études, souvent déjà publiées ailleurs, et qui émanent d'économistes et d'administrateurs ; ceux-ci exposent les expériences de la période 1939-1945 (auxquelles ils ont souvent été associés intimement) et cherchent à en dégager des éléments d'une théorie générale de la mobilisation économique, en même temps que des leçons applicables à la nouvelle période qui commence en 1950. L'ouvrage de Scitovsky, Shaw et Tarshis (2) n'est que le développement du dernier article du recueil de Chandler-Wallace. C'est donc l'œuvre de techniciens, qui envisagent les problèmes économiques et administratifs en eux-mêmes ; ils tiennent compte, assurément, des facteurs politiques, mais sous leur aspect le plus général, comme de pressions ou de résistances anonymes.

Eliot Janeway (3) est tout au contraire un chroniqueur politique qui voit toute l'histoire à travers les coulisses de Washington. Ce sont les rivalités de personnes et de clans qui encombrent toute la scène, les problèmes et difficultés techniques apparaissant comme des occasions de manœuvres, des aliments à ces multiples conflits qui s'entrecroisent. Ajoutons que M. Janeway, qui a bénéficié de beaucoup de confidences et d'indiscrétions, qui a l'esprit vif, agité, et très porté à un certain genre de spéculations philosophiques à l'usage des journalistes, ne prend jamais le temps d'éclairer sa lanterne et de nous dresser un tableau des forces, dont il nous montre le jeu. Il est par conséquent, assez difficile à suivre, même pour le critique de l'*Economist* (4). Néanmoins, son témoignage est des plus précieux, justement parce qu'il s'écarte beaucoup des très nombreux ouvrages des techniciens.

(1) Lester V. Chandler et Donald H. Wallace, *Economic Mobilisation and Stabilization*, New York, Holt, 1951, 610 p., Bibliographie et Index.

(2) Tibor Scitovsky, Edward Shaw et Lorie Tarshis, *Mobilizing ressources for war*, New York, Toronto, London, Mc Graw-Hill, 1951, 284 p. Index.

(3) Eliot Janeway, *The struggle for survival (a chronicle of economic mobilization in World War II)*, New Haven, Yale University Press, 1951, 382 p. Note bibliographique et Index.

(4) Voir son compte rendu du 6 septembre 1952.

***

Rappelons d'abord en quelques mots le point de départ. En 1939, la production de guerre représentait moins de 2 % de la production totale des États-Unis, et occupait moins de 2 % de la main-d'œuvre. Tout, ou à peu près, était à faire si les États-Unis voulaient devenir « l'arsenal des démocraties ». Il est vrai que l'économie américaine sortait d'une grave dépression, et disposait d'énormes ressources inemployées ; elle comptait, par exemple, près de 7 millions de chômeurs. Il ne faudrait pas croire pourtant que les intentions de Roosevelt de donner aux États-Unis un rôle de soutien actif de l'Angleterre et de la France, fussent généralement bien accueillies. En fait, elles furent combattues à la fois par les conservateurs, qui voyaient d'un mauvais œil toute augmentation des dépenses publiques, et par les *New Dealers*, qui craignaient que le développement des dépenses militaires se fît au détriment de leurs programmes favoris. Aussi Roosevelt, pour aboutir, dut-il se montrer prudent ; il s'appliqua à paraître défendre une politique de juste milieu, aussi éloignée de celle des alarmistes — qu'il laissait soigneusement exposer leurs vues avec la plus grande publicité — que des isolationnistes et des pacifistes (1). Ainsi, au début de 1939, grâce à la campagne du sous-secrétaire à la Guerre, Louis Johnson, réclamant des milliards pour la Défense nationale, put-il obtenir 525 millions sans difficulté. En même temps Roosevelt se servait des commandes de l'Angleterre et de la France pour mettre l'industrie de guerre américaine en état de produire en grand (2), sans avoir à demander de crédits au Congrès pour cela.

Malgré ces habiletés, l'année de la *drôle de guerre* fut perdue pour la mobilisation économique américaine ; M. Janeway (3) en donne d'abondantes preuves. Comment expliquer ce temps perdu ? Parce que, évidemment l'opinion publique américaine, plus encore que celles de France et d'Angleterre, se laissa aller alors à une totale inconscience du danger ; parce que, d'autre part, les élections présidentielles approchaient, paralysant le gouvernement et donnant le pas aux combinaisons de politique intérieure. Mais M. Janeway met aussi en relief la responsabilité personnelle de Roosevelt ; et c'est pour lui une occasion d'affirmer une de ses théories favorites, à savoir que Roosevelt croyait moins à une préparation méthodique préalable qu'à la force d'impulsion du peuple américain, une fois que celui-ci aurait pris conscience du péril.

La défaite de la France en juin 1940 vint secouer brutalement l'inertie américaine. Une des premières réactions qu'elle amena fut ce qu'on a appelé la formation du cabinet d'unité nationale, expression naturellement impropre dans le cadre constitutionnel des États-Unis : il s'agit en fait du renouvellement des ministères de la Guerre et de la Marine, où

(1) JANEWAY, *op. cit.*, p. 31.
(2) *Ibid.*, p. 37.
(3) *Op. cit.*, pp. 72-101.

Roosevelt nomma trois Républicains : le secrétaire Henry Stimson et le sous-secrétaire Robert Patterson à la Guerre, le secrétaire Knox à la Marine, dont le nouveau sous-secrétaire, Forrestal, seul, était démocrate. M. Janeway consacre un chapitre à expliquer qu'il s'agissait là d'une manœuvre de politique intérieure destinée à assurer à Roosevelt, sa 3e élection présidentielle. Quoi qu'il en soit, ce remaniement apparut aux yeux de l'opinion américaine — et aussi étrangère — comme un signe éclatant de la volonté des États-Unis d'empêcher la victoire de l'Axe. Et peut-être aussi frappante apparaît la décision hardie du Président de faire procéder aux opérations préliminaires de la conscription en pleine période électorale, le 16 octobre 1940 (1). Désormais, l'opinion publique était mobilisée, l'énorme machine américaine était lancée.

Le terme de machine évoque d'ailleurs ici une image singulièrement trompeuse : celle d'une organisation parfaitement déterminée à l'avance, où chacun a sa place marquée, et qui travaille suivant un plan vers un objectif déterminé avec précision. Or, aucune de ces conditions ne se trouvait alors réalisée, et c'est un des problèmes les plus intéressants et les plus difficiles de cette étude que d'essayer de comprendre pourquoi. Dès 1939, Bernard Baruch, conseiller officieux du Président, avait élaboré un plan de mobilisation économique totale, et d'économie de guerre intégralement dirigée. Ce plan fut mis de côté, et c'est un acte que M. Janeway reproche constamment au président Roosevelt. Mais quelles purent être les raisons profondes de celui-ci, en dehors des combinaisons de la politique au jour le jour ? C'est d'abord que les États-Unis n'étaient pas en guerre, et que le pays de la libre entreprise n'était psychologiquement prêt à accepter une telle discipline que si ses enfants eux-mêmes étaient au feu. Ajoutons à cela que les ressources de l'économie américaine étaient loin d'être toutes employées, et que même les plus fervents partisans de l'aide aux Alliés pouvaient escompter que cette marge de sécurité suffirait à la fois pour assurer la défense américaine, envoyer aux Anglais ce qu'ils demandaient, et continuer la politique d'amélioration sociale du *New Deal*, devenue la politique « du beurre *et* des canons ». On pouvait d'autant mieux le penser qu'on ne disposait pas d'un programme d'ensemble dont on aurait pu chiffrer au moins en gros le coût en matières premières, en main-d'œuvre, en installations industrielles, etc. Et les essais pour établir ce programme se heurtaient aux militaires, toujours méfiants à l'égard d'une intrusion des civils, et invoquant soit les secrets stratégiques, soit la franche impossibilité de prévoir ce qui peut être nécessaire pour gagner une guerre. A partir de la campagne de France, autorisations de dépenses données par le Congrès et commandes se succédèrent en cascade, sans coordination, et les pénuries localisées qui en résultèrent (dans le domaine de l'acier, de l'aluminium, du cuivre, des machines-outils, des transports ferroviaires) ne purent être palliées qu'au

(1) *Op. cit.*, p. 176.

fur et à mesure qu'elles se présentaient effectivement, c'est-à-dire, plus tard qu'il n'eût été désirable. M. Janeway multiplie sur ce point les exemples d'imprévoyance des autorités responsables. Ils s'expliquent aisément si l'on songe que celles-ci, n'ayant pas d'éléments de calcul, ne pouvaient qu'essayer de deviner ce dont elles auraient besoin. Ce n'est que peu à peu, et principalement sous l'influence des administrateurs européens de l'économie de guerre, le Français Jean Monnet et l'Anglais Arthur Purvis (1) que les autorités américaines en vinrent à l'idée que les États-Unis devaient intensifier fortement leur effort de guerre, et, corrélativement, donner à leur économie une organisation d'ensemble en vue de cet effort. C'est en juillet 1941, seulement que le principe d'un programme d'ensemble fut adopté. Ce programme, connu sous le nom de *Victory Program*, vit le jour en novembre 1941 : il prévoyait, jusqu'au 30 septembre 1943, une dépense totale de l'ordre de 150 milliards de dollars.

Bien avant cette date, le besoin s'était fait sentir de nouveaux organes administratifs pour diriger et coordonner l'effort de guerre. Baruch et les partisans de l'économie de guerre totale réclamaient un organisme unique centralisant tous les pouvoirs, un *czar* ou un *dictateur* à la mobilisation économique. C'est ce dont Roosevelt ne voulait pas ; d'abord pour des raisons personnelles, parce que c'eût été se dessaisir d'une part considérable de son autorité et se résigner à jouer un rôle d'apparat ; puis parce que — à part le Président, élu direct de la nation — la plupart des hommes d'envergure capables de remplir un tel poste représentaient plus ou moins l'un ou l'autre des grands groupes d'intérêts, et qu'il fallait éviter de donner à l'un d'eux une place prépondérante, sous peine de compromettre l'unité nationale et par là même l'effort de défense. Ainsi s'explique en grande partie l'histoire très embrouillée et souvent absurde en apparence des différents organes administratifs qui, successivement ou simultanément, essayèrent de diriger ou de coordonner l'économie de guerre américaine.

Au mois de mai 1940, Roosevelt avait institué la *National Defense Advisory Commission (N. D. A. C.)*, organisme purement consultatif sans autorité réelle. Il fallut dès janvier 1941 en venir à des organes plus efficaces ; on divisa alors les reponsabilités entre l'*Office of Production Management (O. P. M.)* dirigé à titre égal par Knudsen, représentant des industriels, et le leader syndicaliste Sydney Hillmann — et en avril l'*Office of Price Administration and Civilian Supply (O. P. A. C. S.)* confié au *New Dealer* Leon Henderson. Encore la responsabilité pour les achats, les priorités et la production était-elle divisée entre le tandem Knudsen-Hillmann (qui parvint à vivre en bonne intelligence) et les secrétaires à la Guerre et à la Marine. Puis, le 28 août 1941, apparut un nouvel organisme qui semblait devoir centraliser effectivement l'économie de guerre : le *Supply, Priorities and Allocation Board (S. P. A. B.)* :

(1) Chandler et Wallace, p. 67.

mais l'*O. P. M.* et l'*O. P. A.* (*Office of Price Administration* qui remplaçait l'*O. P. A. C. S.*, en perdant la charge de satisfaire les besoins civils) subsistaient, et celui qui prenait la tête du *S. P. A. B.*, Donald Nelson, ne semble pas avoir eu l'autorité nécessaire pour s'imposer. Aussi bien, l'organisation lourde et compliquée du *S. P. A. B.* n'était-elle pas à la mesure de la crise décisive qui approchait.

*
* *

Les quelque dix mois qui s'écoulent entre décembre 1941 et octobre 1942 constituent à bien des égards la période cruciale. Tout d'abord les progrès simultanés de la production de guerre et de la production pour les besoins civils amènent vers la fin de 1941 ou le début de 1942, l'économie américaine au plein emploi de ses ressources (1). Désormais, tout développement de la production pour les besoins de la guerre ne peut se faire qu'au détriment de la satisfaction des besoins civils. Or, justement, le *Victory Program* vient de donner une idée de l'ampleur des objectifs proposés à l'effort de défense. On ne peut plus désormais, éviter ni reculer le moment où s'impose une direction générale de l'économie en fonction des besoins nouveaux.

Mais justement l'attaque japonaise contre Pearl Harbour provoque l'entrée en guerre officielle des États-Unis, créant ainsi les conditions politiques et psychologiques nécessaires pour résoudre le problème qui, de toute façon, se serait posé avec acuité. Le président Roosevelt, conformément à sa manière, stimule l'énergie nationale en publiant des objectifs supérieurs même à ceux du *Victory Program* : 60.000 avions pour 1942 et 125.000 pour 1943, 45.000 chars d'assaut pour 1942 et 75.000 pour 1943, etc. En même temps, il obtient du Congrès le vote de l'*Emergency Price Control Act* (janvier 1942), arrête la production d'automobiles pour les besoins civils, afin de consacrer entièrement les usines intéressées à la production de guerre (2), etc. Surtout, il se résoud à créer le *War Production Board* et à donner au chef de ce nouvel organisme les pouvoirs effectifs nécessaires pour diriger ou contrôler l'ensemble de l'économie de guerre — et de l'économie tout entière. Il se résignait par là à déléguer une grande partie de son autorité, voire à se désigner un successeur.

Et pourtant, malgré ces mesures spectaculaires et qui semblent, au moins sur le plan administratif, devoir être définitives, l'année 1942 apparaît dans son ensemble comme une période de tâtonnements et d'incertitudes. Pourquoi ? C'est ici qu'apparaît le mieux la différence de point de vue entre M. Janeway et les techniciens dont les études ont été groupées par MM. Chandler et Wallace. Selon M. Janeway, l'institution du *War Production Board*, parfaite en son principe (puisque conforme au

(1) Chandler et Wallace, p. 317.

(2) Selon M. Janeway, c'est là l'aboutissement d'un plan de Walter Reuther, leader du Syndicat des Ouvriers de l'Automobile de Détroit.

fameux *Plan Baruch*), était viciée au départ par la nomination à sa tête de M. Donald Nelson, qui nous est présenté comme un homme n'ayant ni la capacité, ni la volonté de se servir des immenses pouvoirs à lui échus. La nomination de Donald Nelson est attribuée, par M. Janeway, aux intrigues de Harry Hopkins, qui s'appliquait à éliminer de l'entourage du Président tous les personnages de premier plan (il s'agit ici, en particulier, du juge Douglas). Une autre raison, qui ne paraît contestée par personne, nous semble plus significative : Knudsen, jusque-là chargé de diriger la production de guerre, ne croyait pas à la possibilité de réaliser le programme publié par le Président ; Nelson, lui, y croyait alors — c'était, autrement dit, un optimiste, et comme tel, il paraissait l'homme de la situation ; mais en même temps cette disposition d'esprit allait le porter à sous-estimer les difficultés, et donc à ne pas insister sur l'emploi des moyens propres à les résoudre.

La responsabilité personnelle de Nelson apparaît engagée, à tout le moins, dans la faillite du système des priorités, dont il avait la charge depuis le début. Dès 1940, les autorités militaires avaient reçu le droit de délivrer des priorités à leurs fournisseurs pour les produits finis dont ceux-ci avaient besoin pour exécuter leurs commandes ; c'était à un moment où l'on ne pensait pas que les demandes urgentes pourraient un jour dépasser les disponibilités, et où il s'agissait uniquement, croyait-on, de gagner du temps, de faire passer certains besoins avant les autres. En conséquence, plusieurs organismes reçurent le droit d'émettre des priorités, sans limitation de quantité, sans coordination entre eux ni contrôle central. Il en résulta, dans ce domaine étranger à la monnaie, un des plus parfaits exemples du mécanisme et des effets de l'inflation ; les priorités trop largement accordées furent bientôt totalement dévaluées ; on créa — nous n'entrerons pas ici dans les détails — des superpriorités qui suivirent bientôt le même chemin, jusqu'à n'être plus, a-t-on dit, que de simples « permis de chasse ». Il en résulta une anarchie complète, une désorganisation totale de la production ; et l'œuvre d'Henry Kaiser, par exemple, la construction des *Liberty Ships*, ne s'effectua que grâce à une violation systématique de toutes les règles en vigueur (1). Dès novembre 1941, en conséquence, on superposa au système des priorités simples, pour certaines industries, le *Production Requirements Plan (P. R. P.)*. Suivant ce plan, l'entreprise dont la production était jugée essentielle recevait, pour chaque trimestre, une priorité d'ensemble destinée à lui assurer les quantités adéquates de tous les matériaux nécessaires. C'était une première coordination, destinée à éviter que l'activité d'une usine fût paralysée par le manque d'une seule matière première ou d'un seul demi-produit, alors que tout le reste se serait trouvé en surabondance (les cas en étaient fréquents). Mais cette coordination n'était effectuée qu'au stade de l'entreprise ; et chaque patron,

(1) JANEWAY, pp. 246-253.

ayant déjà l'expérience des pénuries, se trouvait naturellement porté à surestimer ses besoins, afin de se constituer des stocks dépassant les nécessités immédiates. Il en résulta donc une aggravation des « goulots d'étranglement » et du désordre général.

Mais désormais se posait un problème beaucoup plus vaste, et où les considérations techniques allaient se heurter fréquemment à de puissantes forces politiques : celui de la stabilisation générale de l'économie. Le détournement d'une partie de la production des besoins civils vers les besoins militaires, et le pouvoir d'achat supplémentaire créé par la production de guerre, devaient aboutir à un excédent de la demande sur l'offre évalué pour 1942 à 17 milliards de dollars (1) ; cette année-là, la somme des revenus disponibles était de 66 % supérieure au niveau de 1939 (2). Durant l'année 1941, l'indice des prix à la consommation s'éleva de 10 %, et celui des denrées alimentaires de 20 % ; au contraire, le taux des salaires et revenus ne varia guère jusqu'au printemps de 1941, mais les salaires s'élevèrent de 10 % environ à partir de ce moment jusqu'à la fin de 1941 (3). Aussi le contrôle des prix parut-il s'imposer à l'Administration, à la fois pour éviter la course des salaires et des prix qui nuirait au moral des civils et à l'effort de guerre, pour ne pas accroître le coût de la guerre, et pour prévenir une inflation qui entraînerait après la guerre, une crise de déflation correspondante (4). Mais l'*Emergency Price Control Act* de janvier 1942 ne comportait pas de contrôle des salaires, et les dispositions concernant les prix agricoles, en elles-mêmes très libérales, prévoyaient en outre, que les décisions du Contrôle des Prix en ce domaine seraient subordonnées à l'accord du secrétaire à l'Agriculture. L'esprit même du *New Deal* était en contradiction avec l'effort de stabilisation, et lui ôtait une bonne part de son efficacité.

Le 28 avril 1942, L'*Office of Price Administration (O. P. A.)* lança la *General Maximum Price Regulation (G. M. P. R.)* fixant comme plafond, pour presque tous les objets de consommation courante, les prix pratiqués au mois de mars précédent. Mais ce règlement simple en principe, se révéla difficile à appliquer et facile à tourner : on multiplia notamment les produits qui échappaient à la règle en présentant une légère différence avec ceux vendus antérieurement. Et l'administration du contrôle des prix dut se lancer dans l'énorme tâche de fixer elle-même en détail les prix d'un grand nombre de produits. Pourtant, malgré son imperfection technique, la *G. M. P. R.* semble n'avoir pas été dépourvue d'effet, puisque l'augmentation des prix à la consommation, qui était de 1,1 % par mois, entre décembre 1941 et avril 1942 passait à 0,6 % par mois, d'avril à octobre 1942. Mais les salaires augmentaient en moyenne de 0,6 % par mois, dans la première période et de 1 % dans la

(1) Chandler et Wallace, p. 274.
(2) Id., p. 319.
(3) Id., pp. 325-327.
(4) Id., p. 279.

seconde (1). Et le *War Production Board*, ne se souciant que du développement de la production, poussait en fait aux augmentations de salaires. La seule formule de limitation sur laquelle on parvint à se mettre d'accord — la *Little Steel Formula* du 16 juillet 1942 — autorisait les hausses de salaires dans les cas où ceux-ci n'avaient pas augmenté de 15 % entre janvier 1941 et mai 1942 — et aussi pour éliminer des inégalités ou des salaires anormalement bas. Les dirigeants des organisations agricoles en tirèrent argument pour faire de l'agitation en faveur d'un relèvement des prix-plafonds pour l'agriculture. Le mécanisme de l'inflation accélérée paraissait donc prêt à se déclencher.

Cette fois l'ensemble de l'opinion prit conscience du danger, et le Président se résolut à une action énergique. Il obtint le vote, le 2 octobre 1942, du *Stabilization Act*. Celui-ci assignait au Président la tâche de publier avant le 1er novembre « un ordre général stabilisant les prix, salaires et rémunérations affectant le coût de la vie », autant que possible au niveau du 15 septembre 1942, avec pouvoir d'autoriser des dérogations en cas de besoin. Pour appliquer cette loi fut créé l'*Office of Economic Stabilization (O. E. S.)*, confié au juge de la Cour Suprême James Byrnes. On peut considérer cette date comme le tournant décisif. Jusqu'alors les problèmes de production avaient été l'essentiel ; désormais, ce sont les répercussions de l'effort de guerre sur l'économie qui passent au premier plan. On peut remarquer incidemment que M. Janeway qui avait traité les premiers avec beaucoup de détail, ne consacre que quelques pages à la fin de son livre à l'histoire que nous allons aborder maintenant ; il semble que pour lui l'ère des difficultés soit close avec l'ère des intrigues, et avec l'effacement des industriels devant les fonctionnaires de carrière. Cela illustre bien les limitations de son point de vue.

A l'automne de 1942, le tournant se manifeste dans tous les domaines à la fois. Le 13 octobre, le *War Production Board* déclare officiellement que les objectifs de production envisagés — en gros, ceux du *Victory Program* — ne sont pas réalisables (2). Mais la question était posée depuis longtemps, et on savait déjà qu'il fallait planifier méthodiquement les programmes en fonction de l'ensemble des ressources à utiliser. C'est à cette préoccupation que répondit l'établissement du *Production Executive Committee*, confié à Charles E. Wilson (18 septembre 1942), et qui dut assumer la redoutable tâche de contrôler les commandes des militaires (3). En même temps, on venait à bout de l'anarchie des priorités grâce au *Controlled Materials Plan (C. M. P.)*, proposé par Ferdinand Eberstadt, et adopté finalement le 2 novembre 1942. Le principe du *C. M. P.* était de contrôler l'emploi, à tous les degrés de transformation, des matières premières essentielles (il s'agit toujours des mêmes : l'acier, le cuivre et l'aluminium) ; d'où le caractère « vertical » de ce plan, opposé au

(1) Chandler et Wallace, p. 338.
(2) Id., p. 91.
(3) Id., pp. 97-103.

caractère « horizontal » du *P. R. P.* L'avantage essentiel du *C. M. P.* était d'empêcher les industriels de constituer des stocks au delà de leurs besoins immédiats. Aussi un conflit se produisit-il entre Eberstadt, qui avait la faveur des militaires, et Wilson, qui se présentait comme champion des industriels. Mais nous laisserons ce point de côté, car en fait l'action de Wilson et l'application du *C. M. P.*, loin de se contrarier, se conjuguèrent pour assurer l'exacte correspondance entre les objectifs et les possibilités, condition nécessaire à la fois de l'efficacité de l'effort de guerre et de la stabilité de l'économie américaine.

Mais le problème des salaires et des prix était encore loin d'être résolu. L'*Office of Price Administration* était violemment critiqué, notamment par les industriels dont on voulait stabiliser les prix, alors que salaires et prix agricoles étaient loin d'être bloqués. En décembre 1942, Leon Henderson, directeur de l'*O. P. A.*, dut démissionner. Entre octobre 1942 et avril 1943, le niveau d'ensemble des salaires industriels s'éleva de 3 %, et le coût de la vie de plus de 4 %. Une fois de plus, l'inflation menaçait d'emporter les digues. Une menace de grève des mineurs vint rendre le péril plus frappant. C'est alors que le président Roosevelt lança, le 8 avril 1943, l'ordre *Hold the line* qui « gelait » en principe les prix et les salaires, et en fait, enlevait à l'Administrateur des Prix le pouvoir d'accorder des augmentations. La position des contrôleurs des prix se trouvait ainsi considérablement renforcée, puisque les pressions des groupements d'intérêts n'avaient désormais plus à s'exercer sur eux, mais sur le gouvernement lui-même. Dans l'été de 1943, un programme de « subventions de baisse » *(rollback subsidies)* de 400 millions de dollars permit de ramener les prix agricoles à un niveau compatible avec celui de la stabilisation générale. Enfin la fixation des prix officiels n'était pleinement efficace que si on évitait le développement de marchés « noirs » pour les produits, où la demande était trop supérieure à l'offre. Dans cette intention, 10 programmes de rationnement furent établis au cours de l'année 1942, notamment pour le sucre et pour la gasoline. Et, grâce aux travaux préliminaires accomplis, en mars 1943 fut institué le rationnement des aliments tout préparés, de la viande, et des matières grasses, utilisant le système des « points ». Cette fois le problème se trouva pratiquement résolu : la hausse du coût de la vie ne dépassa pas 1 % jusqu'à la fin de la guerre.

La dernière difficulté à se présenter fut celle de la main-d'œuvre. A l'automne de 1943, le plein emploi était pratiquement atteint, le recrutement du personnel pour les forces armées continuait, cependant que les événements militaires faisaient espérer une fin rapide de la guerre, incitant ainsi un certain nombre de travailleurs à revenir à leurs occupations de paix. Or, il y avait déjà depuis longtemps des pénuries de main-d'œuvre en certaines régions, notamment le Nord-Est et la Côte Pacifique. Cependant, tout ce qu'on fit fut d'essayer de répartir les commandes en tenant compte des disponibilités ouvrières. Aucune direction autoritaire de la main-d'œuvre ne fut tentée, et cela peut-être parce que les syndicats

ouvriers n'avaient pas été assez étroitement associés à l'effort de guerre, et qu'on redoutait leur opposition.

Les chiffres publiés par M. Robert Mossé (1) donnent la mesure du succès de l'effort de guerre américain. A ne considérer que les résultats globaux, on peut donc croire justifiée l'impression que donnent dans l'ensemble, les études de techniciens réunies par Chandler et Wallace : à savoir que presque toujours les mesures nécessaires furent prises au fur et à mesure qu'elles s'avéraient nécessaires, et que, dans l'ensemble, l'économie de guerre américaine fut bien administrée. M. Janeway au contraire, s'applique à démontrer qu'on aurait gagné beaucoup de temps, épargné beaucoup d'efforts et de désordres en adoptant d'emblée le *Plan Baruch*, c'est-à-dire, en effectuant dès 1939, ce qu'on fit en 1942. On pourrait tirer de son ouvrage une sévère critique du gouvernement de Roosevelt ; mais ce serait méconnaître la thèse que M. Janeway avance dans son chapitre initial : à savoir que Roosevelt était convaincu, et avec raison, qu'aux États-Unis, on pouvait obtenir les résultats bien supérieurs en déchaînant, même anarchiquement, des énergies nationales vers un objectif donné, qu'en soumettant d'un coup le pays de la libre entreprise à une mobilisation scientifique à l'allemande. Mais tous nos auteurs se retrouvent d'accord pour dire que les États-Unis ne peuvent plus se fier désormais à ce qui leur a réussi durant la seconde guerre mondiale : ils ont eu alors tout le temps de passer du pied de paix sur le pied de guerre, parce que le premier choc a été subi par leurs alliés ; et d'autre part, ils n'ont jamais eu à se préoccuper sérieusement d'une possibilité d'invasion. Désormais, ils auraient à faire face dès le premier jour à une guerre totale, et leur territoire se trouverait immédiatement menacé. En outre, ni économiquement, ni psychologiquement, ils ne se retrouveraient dans la situation de 1939, et la politique financière de facilité suivie pendant la seconde Guerre Mondiale en deviendrait beaucoup plus périlleuse (2). Un bon nombre d'articles du recueil de Chandler et Wallace sont consacrés justement à étudier les nouveaux problèmes ainsi posés et à en rechercher les solutions (3). Ce que nous avons aperçu de la façon dont l'économie de guerre américaine s'est organisée est de nature à inspirer des doutes sur les chances d'application des systèmes établis à l'avance.

J. Nere.

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* (octobre 1953). Cet article est un point de départ indispensable pour toute étude de l'économie de guerre américaine.

(2) Chandler et Wallace, pp. 541-542.

(3) Nous avons laissé de côté, dans ce compte rendu, purement historique, les travaux essentiellement doctrinaux qui représentent une bonne moitié du recueil de Chandler et Wallace. Ils sont d'ailleurs pleins d'intérêt et méritent largement l'étude.

APERÇUS SUR LA PSYCHOLOGIE ET LE COMPORTEMENT DES RESSORTISSANTS DES DIVERSES NATIONALITÉS DE DÉPORTÉS AU CAMP DE CONCENTRATION DE NEUENGAMME

Si le camp de Neuengamme, situé dans la banlieue de Hambourg, a connu une notoriété moindre que celui de Buchenwald, c'est que la proportion des Français qui y ont séjourné était assez faible et surtout que peu de rescapés en sont revenus.

L'étude particulière que nous entreprenons à propos de ce camp nous semble valable pour l'ensemble des autres (même si le brassage de diverses nationalités n'y était sans doute pas absolument semblable), tant l'Allemagne avait mis méthodiquement au point un système d'extermination identique dans ses grandes lignes pour tous les camps.

Pour rédiger ces quelques notes, nous avons cherché dans nos souvenirs et interrogé quelques camarades survivants sur des points particuliers ; mais il ne faut pas oublier qu'à Neuengamme (comme dans la plupart des autres camps), nous ne disposions ni de papier, ni de crayon, ni d'aucun moyen de consigner nos impressions, en supposant même que nous ayons eu, à ce moment, la force de le faire.

Ayant passé deux mois (décembre 44-janvier 45) à la *Schreibstube* (1), nous avons pu voir la façon dont étaient rédigées les fiches signalétiques : nationalité, date et lieu de naissance, profession, domicile, date de l'arrestation sans motif indiqué, camps précédents, et la mention : une, deux ou trois étoiles suivant la gravité des cas. La profession, à laquelle les chefs *S. S.* attachaient une grande importance, était signalée sur la fiche de façon très lisible.

Bien que le brassage des nationalités fût soigneusement entretenu par les dirigeants *S. S.*, aussi bien sur les chantiers que dans les blocs et les chalits pour empêcher la constitution de groupes susceptibles de se révolter, notre travail fut grandement facilité par le fait que chaque détenu portait obligatoirement un triangle (cousu à gauche sur la poitrine et sur la face droite de la culotte), qui, par sa couleur et la lettre inscrite

(1) *Schreibstube* = secrétariat.

à l'intérieur, indiquait sa nationalité. Les étrangers au Reich (plus de 80 %) portaient dans ce triangle rouge, l'initiale de leur pays d'origine. Le triangle des Allemands « politiques », rouge également, ne comportait pas d'initiale. Les triangles verts étaient réservés aux détenus Allemands et signalaient qu'ils relevaient du droit commun. Les indications données par les triangles étaient souvent erronées, et faussées par le fait que les *S. S.* soumettaient les vrais « politiques » à la férule des « verts » qui, à Neuengamme, détenaient les postes de commande de l'administration des détenus (1).

D'autre part, tous les non-Allemands n'étaient pas tous des politiques ; on comptait, parmi les Slaves, beaucoup de « droit commun » (surtout Ukrainiens), évacués du front est ; parmi les Occidentaux, des « droit commun », des trafiquants, ou même des « gestapistes » franco-belges « brûlés », passaient, grâce au triangle rouge, pour des politiques, et se fabriquaient un passé de résistants auquel ils finissaient par croire eux-mêmes. Nous soulignons qu'à Neuengamme, en particulier, c'étaient les « droit commun » verts ou les faux rouges, qui donnaient le ton à cette société extraordinaire.

Après ces données sommaires, mais indispensables, nous allons tenter de déterminer la psychologie et le comportement particulier de chaque nationalité, en tenant compte de ses réactions d'ensemble aux constantes du camp (la faim, la peur, le travail forcé, la souffrance, la terreur, la mort) et sans oublier que ces constantes avaient engendré chez les bourreaux et même chez les victimes, le respect de ceux qui avaient résisté au régime du camp, le respect des anciens qui arboraient comme une décoration, un matricule inférieur à 1000 (2) et le respect de la force qui conduisait les dirigeants du camp, malgré les préjugés racistes des Nazis, à accorder quelques égards à un splendide boxeur martiniquais.

1° Réactions a l'atmosphère générale du camp

Nous devons signaler une sorte d'accoutumance générale, après le terrible premier contact, accoutumance facilitée par la façon dont se répandaient les bonnes nouvelles de l'extérieur ou les bobards à mesure de la déroute allemande. Nous signalerons que la soif de nouvelles était surtout une obsession occidentale ne concernant que les Franco-Belges et les Allemands politiques.

2° Réactions a la faim

Il semble que les internés, quelle que fut leur nationalité, supportaient d'autant plus mal la famine qu'ils étaient plus âgés. Beaucoup de conver-

(1) Voir de Bouard, Mauthausen, dans *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* (juin-septembre 1954).

(2) Le signataire de ces lignes, entré au camp en juillet 1944, portait le n° 37378 ; le chiffre de 65000 fut aperçu en mars 1945.

sations des Occidentaux (à part les Allemands mieux nourris) étaient consacrées à des recettes de cuisine. Nous ne pensons pas que les Russes aient eu le même comportement. La faim a pu momentanément transformer beaucoup d'hommes honnêtes en voleurs du pain des camarades, mais chez les rescapés la vraie nature a rapidement repris le dessus.

3° Réactions a l'absence de vie sexuelle normale

Les sujets de galanterie n'étaient jamais abordés, probablement en raison du délabrement physique général, et bien que les Slaves aient lancé contre les étrangers d'affreuses injures d'inspiration sexuelle. Nous n'avons pas eu l'occasion d'observer des faits particuliers concernant les « roses, 175 » (1), c'est-à-dire les pédérastes allemands, internés comme tels. Nous ne pouvons considérer comme faisant partie de la société concentrationnaire, certains *Kapos* ou *Vorarbeiter*, admis au « pouf » et qui aimaient à conter leurs exploits à leur retour dans la chambrée, à un auditoire restreint de germanophones.

4° Réactions au travail

Ayant travaillé près de quatre mille heures dans des conditions souvent affreuses sur une vingtaine de chantiers ou d'ateliers, avec des voisins étrangers constamment renouvelés, il nous a été facile de faire de multiples observations sur la psychologie des différentes races de détenus. Sur le plan du travail forcé, il semblerait *a priori* que chaque individu ait cherché à produire le moins possible. Si cette déduction est vraie pour les Occidentaux et les Français en particulier, elle n'est pas valable pour les autres nationalités.

a) Les Slaves travaillaient par automatisme, plutôt bien que mal, mais savaient aussi se reposer sans danger, grâce à un sens extraordinaire de l'esprit d'équipe. Seuls les Russes ne prenaient jamais de risques et, lorsqu'ils étaient en groupes, préféraient travailler à plein rendement. Ils détestaient les Français pour leur « tirage au flanc » qu'ils ne parvenaient pas à comprendre et ne se gênaient pas pour les injurier pour la plus grande joie des gardes-chiourmes. Très orgueilleux collectivement, beaucoup plus que les Polonais, les Russes considéraient comme une infériorité le fait de ne pas travailler. Leur manque de subtilité — intellectuels mis à part — les empêchait de constater qu'ils travaillaient pour l'ennemi, même s'il s'agissait de corvées stupides et de brimades.

Ils avaient, d'autre part, un instinct exceptionnel sans qu'on puisse discerner s'il était le fait de leur race ou de leur plus grande expérience des camps. En plein jour, on les voyait souvent, après un arrêt observé en toute sûreté, se remettre au travail avec ardeur, sans raison apparente.

(1) N° 175 du Code allemand, punissant ce délit.

On voyait alors surgir un quelconque gradé porteur de schlague, que pourtant ils n'avaient pas pu voir venir.

b) L'Allemand travaillait par besoin, par nature, mais il ne dénigrait pas l'indolence, calculée ou non, des Latins. Il la déplorait sans tirer gloire de sa nette supériorité en ce domaine. C'était une activité machinale comme s'il avait voulu apaiser son angoisse explicable ; mais ce caractère reste valable pour l'Allemand, d'une manière générale, vivant dans des conditions normales, qui se donne tout entier à son travail par amour du travail, sans réfléchir aux résultats futurs de son effort.

c) Les Latins « en faisaient » le moins possible et de façon raisonnée. Les Nazis voyaient dans cette paresse flagrante une preuve supplémentaire de leur « supériorité », alors qu'entre Latins, nous tirions gloire, au contraire, de notre attitude ; l'émulation dans l'improductivité (sabotages en terme pénal) donnait lieu à des plaisanteries parfaitement inaccessibles aux Allemands et aux Slaves, mais très perceptibles aux Roumains, d'autant plus que ceux-ci, à Neuengamme, étaient plutôt des intellectuels imprégnés de culture française que des travailleurs manuels.

5° Réactions aux corvées et brimades

Au cours des appels biquotidiens en plein air où des milliers de déportés restaient figés pendant des heures, nous avons pu constater que les Français étaient incapables de se discipliner pour changer subrepticement de place et éviter les files extérieures 1 et 5, trop exposées au vent et aux coups, puisque nous étions disposés par rangs de 5. Par contre, les Slaves étaient les maîtres du terrain dans l'art de « caramboler » avec une effarante brutalité, Occidentaux et Balkaniques.

C'est également au cours des appels que nous avons pu faire des observations sur le comportement des cadres subalternes, écrasés par le poids de leurs responsabilités aux yeux des *S. S.*, terrifiés à l'idée de perdre les avantages de leur situation : travail presque nul, tabac, suppléments de nourriture, un lit pour eux seuls. Ces sous-agents de la terrible discipline nazie devenaient aussi brutaux et haïssables que les *S. S.* eux-mêmes, qu'il s'agisse des Allemands ou des Polonais. De fréquentes pendaisons officielles éliminaient les moins habiles, des Polonais querelleurs, notamment. Nous insistons sur le fait qu'il y eut proportionnellement moins d'exécutions pour raisons disciplinaires parmi les dizaines de milliers de bagnards que parmi les centaines d'internés gradés.

Au cours des appels, la brutalité des chefs détenus était aggravée par la terreur qu'ils avaient de se tromper dans leurs comptes.

Également au cours des appels, nous avons pu constater que la brimade supplémentaire imposée par le *Mützen ab*, exercice collectif ridicule qui consistait à obliger les milliers de détenus à claquer, au même dixième de seconde, leur casquette le long de la cuisse droite et à la

remettre sur commandement dans les mêmes conditions de temps tout en rabattant immédiatement le bras, ne suscitait des commentaires ironiques que chez les Occidentaux. L'exercice ne pouvait évidemment réussir du premier coup ; les maladroits se partageaient dans toutes les nationalités.

Dans l'exercice collectif aussi grotesque *Augen links*, *Augen recht* (yeux, gauche...), imposé avant 1944 au cours des pendaisons, les Latins eux-mêmes n'avaient plus envie de rire parce que ce mouvement silencieux était très facile à contrôler par les *S. S.*

Nous avons pu constater également le don d'ironie des Français, au cours d'une brimade, un dimanche après-midi. Il fallut, par un froid intense, transporter des briques à mains nues, par un millier d'entre nous, sous la menace d'une dizaine de *S. S.*, schlague à la main, et revolver au ceinturon. Nous dûmes ensuite les rapporter à l'endroit initial. Français et Belges furent les seuls à trouver la force de plaisanter, tandis qu'un évangéliste allemand (étiquette violet) récitait des psaumes dans l'effarant cortège. Les Slaves affichaient naturellement une impassibilité exaspérante.

6° Formations de clans

Dans la société concentrationnaire, il se formait des clans qui n'étaient pas purement nationaux ; le grand nombre de décès quotidiens et les mutations constantes de paillasses, de chantiers, de blocs, défaisaient chaque semaine ces petits groupes formés parce que la plupart des concentrationnaires sentaient qu'ils ne pourraient pas survivre s'ils restaient isolés ; dans le clan, ils ne possédaient plus d'autre volonté que celle de ce clan. Souvent des Franco-Belges ont été imbriqués dans des équipes où se trouvaient des Allemands politiques d'une camaraderie irréprochable. D'une manière générale, les clans occidentaux étaient purement défensifs et n'avaient pas d'autre objectif que l'échange de nouvelles et d'histoires de résistance. Chez les Slaves, il s'agissait surtout d'améliorer l'ordinaire et d'organiser des rapines dans des réserves de pommes de terre.

Dans la constitution des clans, le parti communiste était, en la circonstance, le plus remarquable ciment animé d'un esprit d'équipe exceptionnel ; la non-connaissance des langues était probablement la raison unique de l'absence de contacts secrets entre les membres des partis communistes de chaque nation. En outre, il y avait assez peu de communistes occidentaux à Neuengamme (1).

(1) A Buchenwald, des relations constantes ont existé entre les communistes de toutes les nations, et particulièrement entre les responsables français et allemands du Comité clandestin ; à Mauthausen, les communistes de différentes nationalités, ne parlant pas la même langue, arrivaient à se comprendre par traductions successives. *(N. d. l. R.)* cf. de Bouard, *art. cit.*

7° Vie spirituelle et morale et comportement psychologique particulier de chaque nationalité

a) Les *Allemands* politiques. Nous avons connu le poète communiste Heitgres, l'écrivain républicain Christian Maier, et des militants sociaux-démocrates. Ils parlaient beaucoup de politique, ébauchaient un monde où l'Allemagne, débarrassée théoriquement du nazisme, serait l'égale des autres nations. Ils n'avaient, par conséquent, aucun sens des responsabilités nationales. Entrés au camp, avec un terrible ressentiment contre les tortionnaires germaniques, nous ne pensions pas y vivre en contacts constants avec les Allemands, qu'il s'agisse des politiques étiquetés en rouge, des pasteurs *(Bibelforscher)* en violet, des réfractaires au régime (asociaux, Autrichiens, anti-Nazis, curieusement associés sous l'étiquette noire de paresseux), des pédérastes en rose, etc., jusqu'aux criminels d'étiquette verte. La plupart des politiques ou des religieux étaient des camarades impeccables. Chez presque tous existait le même amour de la musique, même la plus horrible à notre ouïe, même la *Wacht am Rhein* exécutée par la grotesque fanfare des internés. Aucun Allemand n'a jamais nié la joie indéfinissable que cette musique lui procurait. Nous constations cet amour de la musique même au cours des exécutions capitales. Notre système nerveux était tellement affaibli que beaucoup ne pouvaient retenir leurs larmes au bout de 7 ou 8 répétitions consécutives de la *Wacht am Rhein*, véritable supplice chinois. Les Prussiens y trouvaient un plaisir renouvelé ; les Russes semblaient ne pas entendre.

Nous n'avons jamais rencontré d'Allemands optimistes à la manière franco-belge. Ils ne se sentaient pas coupables sur le plan de la collectivité nationale, des horreurs concentrationnaires. Ils prévoyaient que Hitler, vainqueur ou vaincu, leur sort ne serait pas enviable. Notre insuffisance de vocabulaire philosophique a réduit beaucoup la portée de nos conversations avec eux, mais il en ressort que, de l'avis d'indéniables anti-Nazis du camp, le peuple allemand ne serait pas coupable humainement de l'aventure hitlérienne, il le serait tout au plus devant l'histoire et sur le plan métaphysique.

b) Les *Belges.* Ils étaient fort sympathiques, toujours prêts à se dévouer pour les Français. Leur optimisme était souvent enfantin. Combien de fois avons-nous entendu dire, non sans raison : c'est une information belge ! Flamands et Wallons se détestaient ouvertement. Ceux-là préféraient les Français aux Wallons qui affichaient leur amour pour la France, fondé sur d'anciens événements sportifs. Les clans franco-belges étaient efficaces, car une émulation salutaire animait chaque fraction nationale soucieuse de l'emporter sur l'autre.

c) Les *Français* étaient surtout obsédés par leurs aventures passées. Plusieurs poursuivirent une certaine vie religieuse et nous avons vu des prêtres confesser des chrétiens, dans les latrines, loin des regards *S. S.*, au milieu du respect général même des faux politiques Ukrainiens,

automatiquement favorables à toute action secrète, interdite par les Nazis. Lorsque des Français organisèrent un culte protestant clandestin, des Allemands rouges et verts demandèrent à le suivre et nous conseillèrent les meilleures cachettes, malgré les réticences visibles de leurs compatriotes politiques.

C'étaient les Français qui affichaient le meilleur moral. Notre esprit goguenard surprit bien des étrangers. Pour nous, la victoire finale ne faisait aucun doute, parce que nous trouvions que les chefs militaires alliés commettaient un peu moins de bêtises que ceux de l'Axe. Cette attitude des Français se permettant de critiquer les chefs d'armées stupéfiait les Allemands, tous respectueux du haut commandement quel qu'il soit. La confiance française en la victoire finale était unanime.

Nous étions une des rares nationalités (Anglo-Saxons exceptés, surtout Américains, à peine représentés à Neuengamme) où le mélange des catégories sociales s'effectuât facilement dans ces circonstances dramatiques. Le tutoiement était instantané entre patrons, ouvriers, instituteurs, curés, paysans, commerçants, ne cherchant pas à s'éviter. C'est probablement pour les mêmes raisons que notre nation nous a paru la moins xénophobe de toutes. Notre méfiance envers l'Allemagne en général est explicable. Il nous était reproché, avec raison, un bavardage incessant. Le Français a besoin de parler, même dans le style « Café du Commerce » comme le Russe et l'Allemand ont besoin de travailler et de se remuer. Peu importait que les nouvelles fussent vraies ou non, mais il fallait discuter.

Autre défaut : les Français n'hésitaient pas à étaler le spectacle de leurs divisions politiques et à chercher, parmi leurs compatriotes, les responsables de 1940 ; peu songeaient à attribuer la défaite à une supériorité mécanique et numérique nazie.

d) Les *Luxembourgeois* étaient plus d'une vingtaine, ce qui apparaît proportionnellement considérable, et se montraient différents des Belges. Ils avaient tous été pris dans des affaires d'espionnage, et leur moral était excellent, mais silencieux, ce qui était le cas de tous les agents de renseignements déportés estimant s'en être tirés ainsi à bon compte. Ils arboraient une neutralité stricte et prudente entre Français et Allemands. Possédant les deux langues, ils réussissaient à se procurer mystérieusement des avantages substantiels. Bons camarades, bons travailleurs, ils évitaient les conversations politiques. On pourrait leur reprocher une extrême prudence au chantier ; ils se méfiaient des Français évidemment trop imprudents dans le sabotage et le « tirage au flanc » collectif.

e) Les *Hollandais* étaient extrêmement malheureux et pessimistes. Très attachés à leur foyer qu'ils devinaient détruit, à leurs familles dont ils étaient sans nouvelles comme tous, ils ne purent s'adapter à l'ambiance de Neuengamme. Habitués à une forte nourriture, ils succombaient rapidement d'inanition. La plupart périrent dans l'épouvantable kommando de Husum, où les *S. S.* en envoyaient beaucoup parce qu'il s'agissait de travaux de drainage. Ils semblaient attendre

avec résignation une mort inévitable, soutenus par un vif esprit religieux.

f) Analogue était le cas de 10 ou 12 *Suisses* ; une certaine ferveur religieuse les différenciait des Luxembourgeois impénétrables, mais ils n'avaient pas le même moral. Comme les Hollandais, ils étaient habitués à une saine nourriture chez eux. Ils ne se permettaient aucune compromission avec les Allemands qui recevaient des colis.

g) Des *Scandinaves* arrivèrent à Neuengamme en 1945, après les grandes rafles nazies dans l'administration et la police. Il s'agissait de Norvégiens et de Danois soumis à un régime moins dur, et recevant des colis Croix-Rouge envoyés par le Gouvernement suédois et dont ils n'avaient pas le droit de nous faire profiter. Ils réussirent cependant à nous en faire parvenir des bribes, dont la répartition clandestine était fort délicate. Ils ne travaillaient pas et gardaient leurs cheveux, au contraire de nous tous. Ils supportèrent les brimades que leur firent subir les gradés *S. S.* au début de leur séjour (printemps 45) avec une grande dignité et un flegme méprisant. Les Norvégiens avaient été les premiers arrêtés, car ils sont plus dynamiques que les Danois, habitués à bien vivre et hypnotisés depuis longtemps par leurs dangereux voisins.

h) Peu d'*Italiens*. Le climat de Neuengamme hâtait leur mort. On comptait des ingénieurs et des ouvriers spécialisés pris dans des affaires de sabotage en Allemagne. Bien qu'il n'y eût pas, à notre connaissance, de politiques et de résistants purs, leur courage était très élevé. Souffre-douleurs des kapos, la rumeur les accusait à tort de porter des poux, alors que tous les déportés en étaient infectés. Les brimades dont ils furent l'objet (jets de lance d'eau froide, etc.) nous les firent prendre en pitié à une époque où les Français avaient contre les Italiens les préventions que l'on devine. Tous se sentaient condamnés physiquement et se préparaient à mourir avec une grandeur surprenante.

i) Les *Espagnols* étaient des déserteurs de la *Division Condor*, des marins pris dans des rafles, ou tout simplement des suspects (1). Seuls les Russes pouvaient les égaler en matière de ressentiments accumulés ; ils donnaient l'impression de survivre pour savourer leur vengeance future. Parmi eux, vivait un nègre Guinéen, bénéficiant d'avantages inexpliqués et qui se trouvait là, à la suite d'une odyssée aussi extraordinaire qu'incompréhensible. La qualité essentielle des Espagnols était leur mépris de la mort ; ils ne recherchaient aucun contact et étaient très peu sociables.

j) Les *Baltes* représentaient, au camp, la minorité la plus malheureuse après les Juifs ; dénués de tout espoir, bafoués par les Russes, méprisés par les Polonais, dédaignés et ignorés par toutes les autres nationalités qui ne comprenaient pas leur langue, ils représentaient les éléments de la bourgeoisie lettone et lithuanienne, probablement impliqués dans les

(1) Soulignons qu'à Mauthausen, les milliers d'Espagnols déportés avaient une origine très différente (voir art. cit. de Michel DE BOUARD).

affaires politiques. Nous n'avons aucun élément d'appréciation sur eux, car à l'époque où nous travaillions au fichier de la *Schreibstube*, plus d'un millier étaient déjà passés au crématoire. En août 1944, nous les avons vus obligés de rester accroupis, le bras gauche tendu, la main droite brandissant un vase de nuit où refroidissait une soupe infecte, tandis que les *S. S.* prenaient des photos, avec des éclats de rire grotesques.

k) Il serait inexact de généraliser le mépris agressif que nous témoignaient les *Russes*, car il y eut des exceptions, dans la classe intellectuelle surtout. Les francophiles étaient des médecins ayant vécu en France pendant leur jeunesse. La méconnaissance totale des langues constituait pour nous tous un obstacle insurmontable, mais dès que le contact était établi, le climat s'améliorait rapidement. Très pillards — la majorité ukrainienne était d'origine pénale — ils n'attaquaient cependant pas les polyglottes très bien repérés par eux. Autant qu'il nous a été possible d'en juger, il existait une opposition fondamentale entre leurs conceptions et les nôtres, et surtout, de part et d'autre, une méconnaissance réciproque totale. Tout chez les Russes était uniforme ; malgré le bariolage des populations et même des langues, ces peuples semblent bien avoir été fondus dans le même creuset. Il n'y avait pas besoin du « R » pour les reconnaître, d'autant plus qu'ils dépassaient souvent 30 % de l'effectif concentrationnaire. Dans les rares moments où nous n'étions pas en rangs, au travail, lorsque chacun de nous regagnait son bloc après la rupture des rangs, les Russes se glissaient silencieusement vers des rendez-vous mystérieux. Ils avaient une extraordinaire organisation collective de ramassage d'aliments supplémentaires, et faisaient preuve d'un remarquable esprit d'équipe. Fumeurs invétérés, ils avaient fait de la cigarette une monnaie à fluctuations quotidiennes, selon l'offre et la demande en tartines de pain *(Zulage)*, distribués lors de certains travaux pénibles. Une véritable bourse s'établissait entre les baraquements, dans les rares minutes de liberté, et parfois les *S. S.* fonçaient à coup de matraque, les traitant de Juifs. Les Russes disparaissaient prestement. Les victimes étaient toujours des badauds occidentaux, n'ayant pas grand-chose à troquer, sinon des guenilles de morts.

Nous n'avons jamais ressenti autant le dynamisme passionné des Russes que lors du naufrage des navires, dans la baie de Lübeck, en mai 1945. Entassés dans les soutes effroyables, sur un monceau de cadavres nauséabonds, ils entonnèrent un chœur prodigieux avant de périr par milliers. Sentaient-ils la mort proche ? Probablement, mais ils ne donnaient nullement l'impression de la redouter, et en entendant leur voix grave qui nous hante encore, il nous a semblé comprendre quelques instants l'âme russe insaisissable, multiforme ; l'individu est noyé dans la masse qui seule est mystique.

l) Les *Polonais* avaient une réputation assez désastreuse parce qu'on n'a jamais insisté sur le fait qu'une grande majorité des vrais patriotes avaient été exterminés, et que beaucoup de Polonais du

camp avaient été ramassés dans les prisons. Tirer de leur comportement des conclusions sur la psychologie polonaise serait donc injurieux pour la mémoire des victimes de cette nation. La racaille minoritaire polonaise de Neuengamme avait un goût prononcé pour les places subalternes et ses intrigues compliquées se retournaient contre leurs auteurs, souvent mythomanes, et qui exaspéraient tous les détenus par leurs informations toujours mauvaises, pour flatter les gardiens qui les utilisaient. Plusieurs furent lapidés à la libération par les Russes qui les exécraient.

m) Les *Tchèques*, techniciens chevronnés de la résistance aux Nazis, constituaient une minorité agissante et fort sympathique. Jouant habilement le double jeu et parlant allemand, ils avaient gagné la confiance des *S. S.* et en tiraient le maximum. Ils faisaient profiter les Occidentaux des quelques avantages et des suppléments qu'ils s'étaient procurés dans des conditions inconnues. Il est probable qu'ils avaient organisé un groupe de choc dont ils avaient formé les cadres en secret.

n) D'importantes fractions balkaniques complétaient cette Europe en réduction qui s'explique par l'infernal brassage de peuples auquel procédait la Gestapo !

1. Les *Grecs*, instruits comme les Roumains, mais parfois chapardeurs, étaient des négociants pris dans des rafles ou des affaires d'espionnage ; intelligents, discutant très volontiers, d'esprit critique, ils dominaient les Yougoslaves (généralement paysans capturés dans les maquis) par leur culture. Évidemment cette infime minorité n'était pas toute la Grèce, mais il est curieux de remarquer que sur 4 ou 5 rencontrés en chantier, deux d'entre eux, à plusieurs mois d'intervalle, me blaguèrent gentiment parce que je voulais m'informer de l'heure.
2. Les *Yougoslaves*. Tout à fait différents de leurs voisins grecs, d'une extraordinaire endurance physique, ils se montraient brutaux et exclusifs, rappelant un peu les Russes, mais beaucoup moins défavorables aux Français que ceux-là.
3. Les *Hongrois* étaient très nombreux à Neuengamme (U : Ungarn). Mais le fait que parmi eux se trouvaient des Juifs obligés de porter une étoile jaune supplémentaire, fausse le problème. A Noël 1944, il n'existait plus de Juifs hongrois qui étaient plus spécialement marqués. Les autres, de rapports agréables, attachaient de l'importance à leur religion catholique qui les rapprochait des Latins. Ils n'aimaient pas les peuples voisins, mais n'est-ce pas valable pour tous les Balkaniques ou peuples d'Europe Centrale ? Ils ne semblaient pas avoir du ressentiment contre leurs geôliers, mais haïssaient les Russes.
4. Nous ne pouvons rien dire des *Slovaques* (SL) traités à part des Tchèques par les Nazis et mieux qu'eux. Aussi les Tchèques se méfiaient-ils

des Slovaques. Tous ces Slovaques partirent à l'automne 1944, pour une destination inconnue de nous.

5. Les *Roumains* ont laissé un souvenir très sympathique ; ils formaient une élite intellectuelle, imprégnée de culture parisienne, se montraient très liants, charmeurs même. Si l'un d'eux, Nicolas, qui parlait un français impeccable et qui était chef de bloc du baraquement disciplinaire, frappait durement les hommes — surtout les Slaves — en souriant, il expliquait sa brutalité en disant qu'il voulait éviter qu'un autre frappât plus fort.

o) Les *Juifs*. Les rares survivants à notre arrivée atteignaient la désolation la plus profonde ; assurés de leur mort prochaine, ayant tout perdu au monde, ils étaient comme morts avant la mort. Plusieurs se suicidèrent après avoir conté le sort affreux de leurs compatriotes. Il nous fut rapporté qu'au moment de certaines fusillades massives, ils voyaient, sans un geste de recul, tomber les corps sur lesquels ils tomberaient eux-mêmes dans quelques instants.

p) Quelques *Nord-Africains* ne résistèrent pas au froid d'octobre. Ils se blottissaient près des Français.

q) Une trentaine d'*Anglo-Canadiens*, arrêtés pour évasion, se montraient flegmatiques, souriants, parfaits camarades, Leur moral était excellent ; ils recherchaient la compagnie des Français. Ils ne parlaient jamais de leurs exploits militaires.

Il manque à cette étude des observations concernant les *Albanais*, les *Bulgares*, les *Finlandais* et les *Turcs* dont nous avons aperçu des fiches à la *Schreibstube*, mais que nous n'avons pas rencontrés suffisamment.

Quant aux *Autrichiens*, ils étaient englobés dans les sujets du Grand Reich et l'administration nazie les étiquetait sous le triangle brun ou noir d'asocial ou de paresseux. Certains étaient affublés d'une étiquette verte, peut-être fausse. Ils étaient capables d'esprit et de gaieté. L'image qu'on avait d'eux était faussée par leur méfiance explicable.

Il serait certes injuste de généraliser et de tirer des conclusions définitives sur la psychologie des nationalités d'après le comportement de leurs ressortissants dans un camp de concentration. On peut constater que les transformations psychologiques étaient plus sensibles, dans une communauté aussi hétérogène, chez les peuples qui ne se regroupaient pas étroitement ; ces modifications, dans ce cadre inhumain, survenaient aussi chez chaque individu. Il serait intéressant de savoir si elles se sont prolongées après le retour au foyer.

Louis MAURY,
Correspondant de la Commission de la Déportation pour le département de l'Eure,
ex-déporté.

DOCUMENTATION

LES TRAVAUX SUR L'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN GRANDE-BRETAGNE [1]

Les travaux sur l'histoire de la seconde guerre mondiale sont favorisés par des circonstances sans doute uniques dans l'histoire contemporaine. La capitulation sans condition et l'occupation totale des pays vaincus ont permis la capture de leurs archives dans une très large mesure. Les procès intentés aux criminels de guerre devant les instances nationales ou internationales ont encore enrichi notre connaissance de témoignages écrits et oraux. Pour tous les États vaincus, la catastrophe et l'effondrement consécutifs à la défaite ont mis à jour les documents dans une proportion bien supérieure à la première guerre mondiale.

Les États vainqueurs ont, au contraire, conservé la libre disposition de leurs archives publiques et les possibilités d'étudier l'histoire de la seconde guerre mondiale dépendent en grande partie dans chaque pays de l'attitude adoptée par les Gouvernements sur ce problème.

La Grande-Bretagne étant la seule grande puissance victorieuse qui ait participé à la guerre durant toute sa durée, la contribution des historiens anglais à la connaissance de ce conflit est de toute première importance. Les problèmes de l'histoire de la seconde guerre mondiale se posent en Grande-Bretagne d'une manière relativement simple : la Grande-Bretagne n'a connu ni la défaite ni l'occupation et ses conséquences (collaboration, résistance, déportation), comme la plupart des pays européens. Ni l'entrée dans la guerre, ni sa conduite n'ont posé de problèmes conservant aujourd'hui encore une résonance politique comme aux États-Unis. La fin de la guerre n'a été suivie ni de grands procès de responsabilité, ni de commissions d'enquête. L'étude de la guerre peut donc être abordée dès maintenant sans soulever passions ou querelles.

Cela explique sans doute dans une large mesure pourquoi le Gouvernement anglais a pu entreprendre une grande publication destinée à présenter l'histoire de la seconde guerre mondiale du point de vue

(1) Cette courte étude n'a pas pour objet de dresser une bibliographie des travaux darus dans ce domaine en Angleterre ; elle tente seulement d'indiquer les directions de recherche et d'en dresser le bilan.

britannique : elle constituera le bilan de l'effort et des expériences d'une nation mobilisée tout entière pour la première fois dans l'histoire.

La présentation de cette collection soulignera quelle part prépondérante cette histoire officielle tiendra dans toute étude future touchant à l'histoire de la guerre pour l'Angleterre. Mais les autres aspects de celle-ci : action des Alliés, des Neutres et des Ennemis retiennent aussi l'attention des Anglais : tout cet aspect est cependant laissé à la recherche privée. Il y a donc deux groupes de travaux qui se poursuivent parallèlement et d'une manière indépendante, avec une ampleur et des moyens d'ailleurs très inégaux.

I. — *L'effort entrepris sous les auspices du Gouvernement* est à la fois le plus cohérent et le plus prometteur : la publication de l'*History of the second world war* a été confiée au *Cabinet Office* (1). Le problème fondamental d'une telle entreprise était celui de la documentation. Les archives publiques sont fermées à la recherche privée pour la période 1939-1945 sauf dans des cas exceptionnels. On a autorisé les auteurs d'histoires régimentales à prendre connaissance de certaines archives militaires et certains hauts personnages, comme Sir Winston Churchill, ont obtenu le droit de reproduire des pièces datant de leur passage au pouvoir.

Les équipes d'historiens professionnels chargés de rédiger les volumes de l'histoire officielle ont obtenu l'autorisation de consulter toutes les archives publiques et jouissent d'une liberté absolue pour l'organisation et la présentation de leurs volumes, sans pouvoir cependant donner les références complètes des documents consultés (2). La collection devrait être achevée dans les quelques années à venir et comprendra alors environ 80 volumes. Son architecture est à première vue compliquée mais elle s'explique par des raisons pratiques. On pouvait en effet envisager deux types de plans. Le premier aurait conduit à présenter une histoire générale de la guerre englobant tous les problèmes dans leur déroulement chronologique. Ce plan synthétique avait été recommandé par un comité consultatif d'historiens. Mais il a été abandonné en faveur d'un plan plus analytique dicté avant tout par des considérations pragmatiques. La documentation était en effet concentrée dans les divers départements ministériels ainsi que dans les bureaux des différents services armés. Dès avant la fin de la guerre, ces organismes avaient préparé des études confidentielles pour dresser le bilan de leurs efforts et de leurs expériences : on disposait ainsi dans chaque domaine d'une étude de base facilement utilisable pour une future publication. Ce sont ces considérations qui l'ont emporté car elles permettaient une publication plus rapide. Mais cette

(1) Nous remercions très vivement les autorités du *Cabinet Office* d'avoir très aimablement répondu à toutes nos questions. La couverture de chaque nouveau volume porte une liste imprimée indiquant les volumes publiés dans la série.

(2) Voir l'introduction du volume de Hancock et Gowing : *British War Economy* et le compte rendu de François Crouzet dans la *Revue d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, n° 7, juillet 1952, p. 41-52.

articulation autour des « services » pouvait être dangereuse si elle conduisait à concevoir les différents volumes comme une histoire administrative du département où l'on puisait les archives. En fait, les volumes ne sont jamais conçus de cette manière et ils sont centrés autour d'un sujet, sauf dans les cas exceptionnels où le développement d'un « service » présente un intérêt particulier (services sociaux, services médicaux).

La collection se présente ainsi sous forme de séries (militaire, médicale, civile), elles-mêmes divisées en sections.

A) *Les questions militaires* seront traitées dans deux séries distinctes. La première *(Preliminary or Popular Histories)* comprendra une douzaine d'ouvrages ; elle couvrira l'ensemble de la guerre vu sous l'angle de chacun des grands services armés : il y aura deux volumes pour l'amirauté, six pour l'armée, trois pour l'aviation. Ce sera donc une série courte présentant l'action de chaque arme pour l'ensemble de la guerre (1).

L'autre série, placée sous la direction du Pr J. R. M. Butler, sera beaucoup plus importante ; 4 millions de documents ont été consultés rien que pour le *War Office*, dont un tiers est constitué par les journaux d'opérations des unités.

Une première étape a consisté en la rédaction de 92 *blue books* retraçant l'histoire des diverses campagnes : cette tâche sera achevée en 1956.

Ainsi la rédaction des volumes définitifs ne sera-t-elle pas terminée avant une dizaine d'années. La série comprendra environ 30 volumes groupés en 3 sections. La première étudiera d'une manière chronologique la stratégie d'ensemble en 6 volumes *(Grand Strategy)*. Aucun de ces volumes n'est encore paru mais cette section sera sans aucun doute l'une des parties essentielles de la collection. La seconde section sera la plus importante par le nombre des volumes (une vingtaine). Elle présentera les divers théâtres d'opération sous tous leurs aspects : certains volumes seront consacrés à des campagnes proprement dites *(The Campaign in Norway, France and Flanders)*, un volume étudiera la défense du Royaume-Uni ; un autre groupe sera consacré à l'ensemble d'un théâtre d'opérations (*The War in the Mediterranean and the Middle East*, en 6 volumes, *The War against Japan* en 4 ou 5 volumes, *Victory in the West* en 2 ou 3 volumes). Enfin, un dernier ensemble sera organisé autour des opérations sur mer (*The War at Sea*, en 3 volumes) et dans les airs (*The Strategic Air Offensive*, en 2 ou 3 volumes). La publication de cette série n'est pas encore très avancée, car le travail n'a commencé qu'en 1948 : 4 volumes seulement ont paru (2) : comme ils traitent tous de la

(1) Les volumes consacrés à la marine et à l'aviation présentent une histoire suivie (*The Exercice of British sea Power 1939-1945*, en 1 ou 2 volumes ; *The History of the R. A. F., 1939-1945*, en 3 volumes). Au contraire, le caractère discontinu des opérations terrestres a motivé à côté d'un volume général *(Arms and the Men)* une histoire par campagne *(The Campaign in Italy, Norway, The commandos, Dieppe, North West Europe, Five Ventures)*.

(2) *The Campaign in Norway* avec une Introduction générale, *France and Flanders 1939-1940*, les premiers volumes de *War at Sea* et de *The War in the Mediterranean and Middle East*.

période 1939-1940, ils présentent un intérêt particulier pour le public français. Ces volumes ont également suscité un intérêt très vif en Grande-Bretagne. Le dernier paru (*The War at Sea*, vol. I) a été commenté abondamment dans toute la presse anglaise. Le public a ainsi appris non sans quelque surprise que les messages de l'Amirauté avaient été décodés par les services allemands jusqu'en août 1940 et que le plus grande confusion régnait dans les relations entre le premier Lord de l'Amirauté et ses amiraux ainsi qu'entre les différents amiraux. Ce manque de coordination aurait été responsable du passage dans l'Atlantique de la flotte française envoyée en septembre 1940 à Dakar et l'amiral North, limogé pour cette faute, a manifesté l'intention d'obtenir sa réhabilitation en se fondant sur les décisions rendues publiques dans ce volume. Ces controverses permettront sans doute dans de nombreux cas de préciser certains points de détail et de compléter ainsi ces ouvrages que certains comptes rendus considèrent comme objectifs mais par trop narratifs et souvent imprécis en ce qui concerne les responsabilités des dirigeants civils et militaires. Enfin la dernière section traitera en 4 volumes les problèmes du Gouvernement militaire et de l'administration des territoires libérés ou occupés (*General Principles*, *Italy*, *The Far East*, *North West Europe)*. Il reste donc beaucoup à faire avant que les séries militaires soient achevées : on ne peut envisager d'entreprendre des travaux de synthèse que sur les rares sujets où l'on possède déjà des ouvrages basés sur les archives des deux adversaires, comme c'est le cas pour la bataille de Norvège.

B) *Les séries civiles* sont, au contraire, beaucoup plus avancées. Cela s'explique sans doute par l'urgence de dresser dès la période de guerre un inventaire des ressources, des expériences et des problèmes économiques et sociaux en vue de résoudre les problèmes pressants de l'immédiat après-guerre. C'est en effet toute la vie économique et sociale de la Grande-Bretagne durant la guerre qui sera étudiée dans cette série qui rappelle l'effort tenté après la première guerre sous la direction de la fondation Carnegie. Mais ici aussi l'aide gouvernementale a permis d'élargir la conception et de présenter toute l'organisation complexe d'une nation moderne en guerre. La série, placée sous la direction du Pr Hancock, comprendra 3 sections et environ 30 volumes. L'introduction envisage les problèmes d'ensemble en 4 volumes *(British War Economy*, *British War Production*, *Problems of Social Policy*, *Statistical Digest of the War)*. Les deux autres sont consacrées l'une aux questions dites générales, l'autre, sous la direction du Pr Postan, à la production de guerre.

Les 15 volumes de la série générale traiteront de la plupart des aspects de la vie du pays durant la guerre : organisation des services civils (*Civil Defense*, *Education*, *Food*, en 3 volumes (dont un publié) *Financial Policy Studies in the Social Service* ; problèmes des matières premières *(Coal*, *Oil)*, enfin problèmes des activités économiques privées *(Agriculture*, *Civil industry and Trade*, *Manpower*, *Works and Buildings*, *Shipping*, *Inland Transport)*. Enfin, deux volumes seront consacrés

au blocus (*Economic Blockade*, vol. I (1939-1941), vol. II (1941-1945)).

La dernière section étudiera d'une manière plus précise les problèmes de la production dans le cadre de la conduite de la guerre, en 8 volumes. Les aspects généraux feront l'objet d'un volume *(Administration of War Production)* ; un second volume étudiera les questions du financement *(Contracts and Finance)*. La question capitale des matières premières sera abondamment traitée à la fois sous ses aspects administratifs *(The Control of Raw Material)* et dans le cadre des fournitures importées des diverses parties du monde *(North American Supply, Sudies of Overseas Supplies)*. L'industrie de guerre proprement dire sera présentée dans 3 volumes concernant le développement des fabrications d'armement *(Design and Development of Weapons)* et la marche des usines *(Factories and Plants, Labour in Munition Industries)*. Les deux grandes sections de la série civile seront ainsi complémentaires puisque, indépendamment des renseignements généraux fournis par les volumes de l'introduction, on trouvera, dans la première un volume sur la main-d'œuvre et dans la seconde un volume sur le travail dans les usines de guerre.

Les deux grandes séries militaires et civiles seront complétées par une série médicale d'une quinzaine de volumes placée sous la direction de Sir Arthur S. Mac Nalty. Ici encore la série comprendra 3 sections : la première présente les problèmes cliniques généraux *(Medecine and Pathology, Surgery)*. La seconde retracera l'histoire des services médicaux des 3 armes à la fois sous leur aspect administratif et dans leur action en campagne (respectivement en 2, 3 et 5 volumes pour la marine l'aviation et l'armée). Les services civils feront l'objet de la troisième section qui étudiera les services de secours, la condition sanitaire de la population civile ainsi que les progrès de la recherche médicale et comprendra un volume de statistiques (1).

Cet immense travail collectif que nous nous sommes efforcés de présenter brièvement est loin d'être achevé : une vingtaine de volumes seulement ont paru et il est encore trop tôt pour avoir une idée d'ensemble de la collection. Mais il est hors de doute que cette histoire officielle placera la Grande-Bretagne au premier plan des pays pour la production historique concernant la seconde guerre mondiale. Les méthodes adoptées tentent de concilier l'indépendance scientifique et le patronage officiel avec la régularité et la qualité de la publication. Il y a cependant un domaine où ces conditions n'ont pu être réalisées, celui des relations internationales. Il y a là une lacune importante puisque aucun volume n'est consacré à l'action de la diplomatie britannique durant la guerre (2). Dans ce domaine, les règles du secret traditionnel l'ont

(1) Cette section est très avancée : ont paru *The Emergency medical services* (vol. I et II), *The Civilian Health and medical services* (vol. I et II), *Medical Research*.

(2) Rappelons qu'en ce domaine le Foreign Office contribue à deux publications : *Documents on British Foreign Policy 1919-1939* et édition anglaise des *Akten zur Deutschen Auswartigen Politik 1918-1945*.

emporté. On sera pour le moment réduit à quelques bribes puisées çà et là dans divers volumes. Par exemple, le problème des relations anglo-grecques en 1940- et 1941 est évoqué dans le volume I de la guerre en Méditerranée à propos de la question de l'envoi du corps expéditionnaire anglais sur le sol grec. De même, de nombreux aspects des relations anglo-américaines seront abordés principalement aux points de vue économique et militaire. Outre cette lacune considérable, le caractère principalement analytique de la collection laissera la place dans l'avenir à de nombreux travaux de synthèse : sur l'organisation et l'évolution du Gouvernement de guerre, sur les transformations de la société, etc.

II. — Mais il est encore trop tôt pour se lancer dans cette voie. D'un autre côté, le très grand intérêt pour les questions de la guerre diminue dans une large mesure avec les années qui passent. Cela semble particulièrement vrai chez les étudiants. Si l'on considère les facilités données aux jeunes historiens anglais pour étudier l'histoire contemporaine dans une Université comme Oxford, on est surpris de constater combien peu d'entre eux présentent des travaux sur la guerre. Les problèmes qui les attirent, parce qu'ils posent les grands dilemmes nationaux, se placent de ce côté de la Manche avant l'entrée en guerre : ce sont, par exemple, la question de l'attitude devant les problèmes de Mandchourie et d'Abyssinie, le problème de la responsabilité de Stanley Baldwin dans le retard apporté au réarmement, Munich. Ou alors, les problèmes de la guerre sont examinés à la lueur des événements postérieurs : le penchant au jugement moral et à l'histoire revue après coup font apparaître certaines tendances déformatrices ou dangereuses au point de vue historique. Cela est assez net dans le volume de Chester Wilmot sur *The Struggle for Europe* et dans le dernier volume des *Mémoires* de Churchill.

Cependant les historiens anglais travaillent encore beaucoup sur l'histoire de la guerre : ils s'intéressent à la fois au rôle de leur pays dans le conflit et, peut-être plus encore, puisque ce terrain leur est abandonné complètement, aux divers aspects de la guerre dans les autres pays. Le bilan de cet effort est plus difficile à dresser car, à l'exception de l'effort cohérent fourni par *The Royal Institute of International Affairs*, il s'agit d'efforts dispersés. *The Royal Institute* publiait avant la guerre un *Survey of International Affairs* annuel en plusieurs volumes dont des volumes de documents. Ce système a été maintenu jusqu'à l'époque de mars 1939 et repris pour l'année 1947. Il ne présente plus d'intérêt maintenant pour les années de la guerre ; aussi n'a-t-il été maintenu que pour deux volumes *(The six months preceding the outbreak of the war, The first two years of the war)*. L'effort pour la période de la guerre se porte sur une série d'études. Les unes sont consacrées à des problèmes régionaux (*The Middle East in the War, Hitler's Europe* avec un volume de documents) ; une autre aux relations entre les 3 grands Alliés *(America, Britain et Russia, their cooperation and conflit 1941-1946)*. Ce sont donc 8 volumes

qui feront la synthèse provisoire de problèmes d'ensemble qui ne trouvaient pas leur place dans l'histoire officielle.

Les autres ouvrages ne s'inscrivent pas dans un effort d'ensemble. Beaucoup ont été écrits dans les années suivant immédiatement la guerre et sont maintenant dépassés : souvenirs de diplomates, réflexions d'économistes, récits du procès de Nuremberg. La contribution la plus intéressante reste sans doute la série d'essais de Sir Lewis Namier.

Si l'on s'en tient aux ouvrages récents, il apparaît que l'intérêt est concentré, d'une part, sur les problèmes anglais et, d'autre part, sur les différents problèmes du nazisme. Dans la première catégorie, *The Second World War* de Sir Winston Churchill est maintenant complet en 6 volumes. Ces mémoires de guerre représentent un ensemble unique à la fois par la rapidité avec laquelle il a été achevé et par l'importance de la documentation qu'il révèle particulièrement dans le domaine de l'histoire diplomatique. Mais il ne suppléera que très incomplètement à la carence de l'histoire officielle. Les débats récents à la Chambre des Communes ont conduit le premier ministre à donner des précisions nouvelles sur deux points : le pacte atomique avec Roosevelt en 1943, le problème de Gibraltar en 1940.

Les travaux consacrés à l'Allemagne sont très nombreux. Dans certains cas d'ailleurs, il s'agit d'ouvrages écrits en allemand et paraissant en anglais : ce fut le cas pour les notes de Gœbbels *(Goebbels Diaries)* ou pour les *Mémoires* de von Papen. La plupart de ces ouvrages ne sont pas directement consacrés à la guerre mais ils y touchent en étudiant un aspect du nazisme. Il faut naturellement faire exception pour les ouvrages de critique militaire de Liddel Hart et pour les très nombreux livres consacrés aux questions d'espionnage dont les Anglais sont très friands (Wilhelm Hoetl : *The Secret Front* ; Paul Leverkühn : *German military Intelligence*). Parmi les ouvrages généraux consacrés au nazisme, la première place par le nombre sinon par la valeur revient aux biographies des grands chefs nazis. Hitler a été de loin le plus favorisé grâce à l'étude de A. W. Bullock : *Hitler, a study in tiranny*. Viennent ensuite Gœbbels (Hagen : *Evil genius*, Semmler : *The man next to Hitler*), *Gœring et Himmler* par Frischauer.

Les deux ouvrages les plus intéressants appartiennent à deux domaines très différents. Le livre de J. Wheeler-Bennet, *The Nemesis of power : the german army in politics 1918-1945* contient toute une partie consacrée à l'armée et à son rôle durant la guerre. Le livre de G. Reitlinger, *The Final Solution*, étudie dans son ensemble la question juive de 1939 à 1945.

Le bilan des efforts en cours est donc très encourageant : grâce aux efforts des historiens officiels et des chercheurs privés, la connaissance de la seconde guerre mondiale progresse régulièrement au point de devenir plus facile à étudier pour l'Angleterre que ne l'est encore, quarante ans après, celle de la première.

Jacques GRUNEWALD,
Londres.

COMPTES RENDUS

ÉTUDES ET DOCUMENTS

DUROSELLE (J.-B.), *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours.* Études politiques, économiques et sociales, collection publiée sous le patronage de la *Fondation nationale des Sciences politiques*, Paris, Dalloz, 1953, 744 pages.

Le livre de J.-B. Duroselle se propose modestement « d'être un manuel d'enseignement supérieur. Il est destiné principalement aux étudiants des Instituts d'études politiques, des Facultés des Lettres et de Droit ». (Introduction, p. 1.) Mais les étudiants ne seront pas seuls, croyons-nous, à lui réserver l'accueil que méritent son information sûre et son agréable présentation. Il séduira certainement cette partie du public qui persiste à préférer aux certitudes définitives élaborées par l'esprit partisan les mises au point provisoires qu'il appartient à l'historien d'établir de temps en temps (1). Pour les lecteurs de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, qui s'intéressent à l'histoire diplomatique, l'ouvrage de J.-B. Duroselle constituera désormais la synthèse la plus récente — puisqu'achevée en mars 1952 — et un instrument de travail indispensable.

Les deux premières parties d'un récit qui en comporte trois sont, respectivement, consacrées à « La paix illusoire (1919-1933) » (2) et à « L'époque d'Hitler (1933-1945) » (3). Bien qu'il ait, de propos délibéré, limité son exposé à l'étude des relations internationales, J.-B. Duroselle ne s'interdit pas de souligner, à la suite de P. Renouvin et de M. Baumont, les liens qui existent entre la diplomatie, d'une part, la politique intérieure des États, les faits économiques et sociaux, d'autre part. En outre, si l'Europe occupe, comme il sied, le devant de la scène, les autres continents n'en sont pas, pour autant, négligés.

Mais c'est surtout dans la troisième et dernière partie de l'ouvrage : « Le deuxième après-guerre (1945-1951) » (4) que J.-B. Duroselle, décrivant les phases de la *guerre froide*, a l'occasion de montrer le rôle de moins en moins important tenu par l'Europe dans le conflit dressant l'un contre l'autre les deux « blocs » formés autour des États-Unis et de l'U. R. S. S. Sans doute, les chapitres consacrés à cette période si proche de nous ne peuvent-ils pas être fondés, comme l'observe l'auteur, sur des documents d'archives, sur des mémoires. Ils sont donc destinés à vieillir vite (5).

(1) Le volume de J.-B. DUROSELLE complète heureusement les ouvrages historiques précédemment parus dans la collection : l'*Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, de J. DROZ, et la synthèse de F. PONTEIL, *Histoire générale contemporaine.*

(2) P. 7 à 174.

(3) P. 175 à 470.

(4) P. 471 à 659.

(5) Les événements se sont précipités à une telle cadence, au cours de cette brève période, que l'historien qui les relate est contraint à une concision qui risque parfois de

Néanmoins, ils offrent un répertoire commode de « faits établis : dates des grandes réunions, communiqués publiés, discours... » (p. 474).

Il convient d'indiquer enfin que l'ouvrage est accompagné d'une « bibliographie choisie » (1) appelée à rendre les plus grands services, non seulement aux étudiants, mais à tous les chercheurs. Sans être exhaustive, elle n'omet rien d'essentiel. Quelques signes conventionnels simples permettent de distinguer, pour chaque question et pour chaque période, les recueils de documents, les mémoires et les ouvrages de synthèse. De courtes notices renseignent sur le contenu et la valeur des livres et des articles mentionnés.

Notons, pour terminer, que deux index (des noms de personnes et des noms géographiques) dressés avec un soin particulier, facilitent le maniement de cette histoire diplomatique dont les qualités dépassent celles que l'on attend d'un manuel d'enseignement supérieur, même excellent.

Jean SIGMANN.

John A. LUKACS, *Les grandes puissances et l'Europe orientale* (American Book Company, New York, 878 pages, bibliographie et cartes).

Ce volume, qui se présente comme le plan d'un cours d'histoire de l'Europe centre-orientale est en réalité une histoire diplomatique de l'Europe centre-orientale pendant la seconde guerre mondiale. M. Lukacs, jeune universitaire hongrois, qui a quitté son pays en 1946, réside maintenant aux États-Unis où il est professeur. Son livre dénote une vaste connaissance des langues slaves et orientales, cependant, il écrit aussi l'anglais avec facilité.

Dans cet ouvrage, il traite des pays qui se trouvent entre l'Allemagne et la Russie : la Finlande, l'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Bulgarie et la Grèce. Il montre d'abord comment ils se constituèrent dans leur forme contemporaine à l'issue de la première guerre mondiale, comment ils hésitèrent un temps entre la démocratie et différentes formes de Gouvernement autoritaire et comment ils se virent ensuite pris dans les mailles de la politique des grandes puissances ; ils y perdirent finalement leur indépendance ; ce fut là le résultat d'un imbroglio diplomatique dont la Grande-Bretagne et les États-Unis ne surent ni se tirer, ni tirer les petits pays de l'Europe centrale. M. Lukacs en voit la cause dans la diplomatie à courte vue des Occidentaux qu'on en veuille faire porter la responsabilité aux Munichois anglo-français ou, plus tard, aux Américains qui, désireux de ne pas laisser la politique influer sur la stratégie militaire, s'opposèrent à une intervention vigoureuse en faveur des pays victimes de l'agression communiste.

M. Lukacs passe tour à tour en revue chacun de ces pays. Ce procédé nous empêche de suivre dans un même chapitre les relations de la Pologne avec les grandes puissances, par exemple ; par contre, il a l'avantage d'offrir une vue plus panoramique et globale des événements internationaux. L'auteur a donc recours, dans sa présentation, à un grand nombre de

trahir sa pensée ; cf. p. 498 : « En octobre (1946), après l'échec du parti socialiste unifié aux élections. » Sans doute l'auteur songe-t-il aux élections municipales berlinoises. Mais le lecteur pressé pensera peut-être qu'il s'agit d'élections concernant, sinon l'Allemagne entière, du moins la zone soviétique. Toujours à propos de Berlin, l'auteur use, en certains endroits (notamment p. 493, 495, 547) du terme de *zones* alors qu'il s'agit simplement des secteurs, c'est-à-dire des groupes de quartiers occupés par les 4 puissances.

(1) P. 665 à 704.

divisions dont certaines ne dépassent pas un paragraphe et qui mettent en lumière le rôle des divers pays ou les différentes prises de position à l'intérieur d'un pays donné au cours d'une crise donnée. Cela tient un peu des revues de presse que l'on trouve dans les magasines hebdomadaires et mensuels, mais ici les nouvelles sont passées au crible.

M. Lukacs s'intéresse surtout à l'histoire diplomatique ; il ne se permet aucune incursion dans d'autres domaines si ce n'est pour définir leurs rapports avec le thème principal. Par suite le livre ne traite pas de tous les aspects de la réalité historique. En particulier, toute allusion à des sujets militaires ou économiques y est réduite au minimum. Même la convention franco-polonaise de 1939 qui, sans nul doute, eut des conséquences diplomatiques, n'apparaît que dans une brève mention (p. 224). Un aspect de l'économie de guerre aussi significatif que la *loi prêt-bail* est à peine cité. Des questions comme l'opinion publique, les causes sous-jacentes de la guerre ou la politique intérieure ne se trouvent pas non plus étudiées bien à fond, alors que on traite des mouvements de résistance en Europe centrale. Cependant M. Lukacs, bien qu'il ne se soit pas livré à des enquêtes semi-officielles (comme l'équipe Langer-Gleason) et n'ait pas eu accès à des documents secrets, a exploité toutes les sources possibles. Il tente de décrire les événements à grands traits et d'une manière directe. Il se lance rarement sans en avertir le lecteur dans une interprétation qui pourrait sembler influencée par son orientation personnelle ou par un point de vue national. S'il critique Roosevelt (« incroyable naïveté », « s'est trompé dans ses jugements » (p. 661), sa critique est équitable et sans passion. Si sa présentation de la politique des Soviets les montre prêts à donner le pas aux considérations politiques sur les considérations militaires (p. 610), il le fait clairement et appuie ses arguments sur des textes. Il n'essaie jamais de forcer les conclusions par des artifices logiques ou un appel à des réactions sentimentales.

M. Lukacs ne traite pas de toutes les années écoulées depuis 1900. 80 % de son ouvrage ont pour objet la période comprise entre 1938 et 1945, et son introduction de 100 pages ne vise qu'à donner une vue générale sommaire de la période 1917-1938 ; son épilogue (1946-1952) sort du cadre de cette revue.

La période qui va de 1934 à 1937 et dont les événements principaux sont la mort de Barthou, le pacte naval anglo-germanique, la remilitarisation de la Rhénanie et qui se caractérise d'une façon générale par le déclin du prestige de la France, M. Lukacs la considère comme l'ère de la *Révolution diplomatique*, comparable au renversement des alliances au XVIII^e siècle. C'est de cette révolution qui bouleversa les accords de Versailles et de Locarno que procédèrent l'*Anschluss* et la crise tchèque. La crise de Munich est scrupuleusement étudiée dans ses détails (p. 130-189). M. Lukacs est d'avis que, dans l'ensemble, les Anglais se montrèrent plus défaitistes et moins désireux de s'engager que les Français. Il n'approuve pas l'action de Bonnet mais admire son intelligence : « quoi que l'on puisse dire sur Georges Bonnet — et il fut certainement pour l'apaisement — il jugea clairement de la situation ; il prévit l'éventualité d'un conflit Russo-Polonais qui mettait la France et la Grande-Bretagne dans une situation sans issue (p. 156) ». Dans son étude sur Munich le point le plus intéressant est le chapitre « jugement rétrospectif sur les accords de Munich où M. Lukacs se permet une interprétation révisionniste. Il ne tente pas de justifier Munich sur le terrain de la morale et il reconnaît que ces accords qui mirent en lumière « la faiblesse, la lassitude et l'hypocrisie occidentales » firent un mal irréparable. Mais d'un point de vue pratique, il pense que l'affaire se solda par un bénéfice à peu près égal pour Hitler et pour les

Alliés occidentaux. Si l'Allemagne en obtint une base stratégique pour ses opérations contre la Pologne, la France et l'Angleterre y gagnèrent le temps et l'occasion de resserrer leurs liens au cours de l'année 1939. Toutefois l'auteur trouve ses effets les plus sûrs dans les coups qu'il porte à la théorie selon laquelle « la Russie, après Munich, se détourna de la politique de sécurité collective et fut prête à répondre à d'éventuelles avances allemandes tandis que en 1938, la Russie se serait certainement rangée contre l'Allemagne ». M. Lukacs a la conviction que la possibilité d'une intervention russe et l'importance de celle-ci restent du domaine de la conjecture. Il fait remarquer que non seulement l'Union soviétique évita toujours toute déclaration nette sur la manière dont elle entendait intervenir, mais encore qu'elle invoqua son manque de frontière commune avec la Tchécoslovaquie pour justifier sa non intervention.

Puis M. Lukacs s'attache à rendre compte des événements qui menèrent à la guerre. Ici aussi nous trouvons une mine de renseignements sur les manœuvres diplomatiques mais fort peu sur les causes essentielles et déterminantes de la guerre, fort peu sur les préparatifs stratégiques et militaires, fort peu sur les personnalités mêmes des protagonistes. Les causes politiques et diplomatiques qui déterminèrent la campagne d'Hitler contre la Russie sont amplement étudiées : il fallait que ce point fût examiné en détail étant donné que les pays centre-orientaux se trouvaient engagés à fond dans les campagnes de 1941-1945. L'analyse de leur situation politique est très juste et il serait difficile de trouver ailleurs une étude plus approfondie du rôle joué par l'Europe centrale pendant la guerre. L'idée directrice en est fréquemment répétée : la perte de l'Europe centre-orientale est due à ce que l'Occident — les États-Unis en particulier — ne sut pas comprendre toute son importance stratégique et ne prit pas de mesures décisives pour empêcher la Russie de remplir le vide politique laissé par la défaite de l'Allemagne. Alors que Staline savait bien ce qu'il voulait, l'Occident trouvait qu'il était « difficile, inopportun et peu nécessaire » de définir clairement ses buts de guerre.

M. Lukacs a bien montré à quel point le début du printemps 1944 fut décisif : l'offensive russe se préparait et Churchill ne parvenait pas à obtenir des États-Unis l'assurance qu'ils maintiendraient des forces d'occupation en Europe après la guerre ni qu'ils appuieraient un effort militaire dans les Balkans. C'est dans ces conditions que Churchill se trouva contraint de négocier avec la Russie l'accord sur le partage des sphères d'influence, qui fut à l'origine du règlement en Europe centrale après la guerre. M. Lukacs voit en Churchill le seul homme d'État occidental qui eût pu répondre à la pression russe, et il présente comme il convient l'échec dramatique de la conception churchillienne qui ne put s'imposer devant l'idée américaine de « gagner la guerre et rentrer chez soi ». Bien que son ouvrage ait été écrit avant la parution du volume VI des *Mémoires* de Churchill. M. Lukacs vient confirmer le bien gardé de son sous-titre, *Triomphe et Tragédie* ; qui plus est, il est plus churchillien que Churchill, car il a la conviction que, dans ses *Mémoires*, Churchill sans doute mû par des raisons politiques, a minimisé la vigueur de sa foi dans une campagne balkanique menée aux dépens du débarquement sur les côtes de la Manche.

Après 1944, à Yalta et à Potsdam, M. Lukacs voit l'Europe centre-orientale condamnée sans appel en face d'une Amérique indifférente et ignorante. Il s'exprime avec causticité sur la façon dont l'accord sur les sphères d'influences fut dévoilé lors de la publication des mémoires de Hull en 1948 : « ce n'était pas la première ni la dernière fois que les hommes d'État et les ambassadeurs des pays centre-orientaux purent lire, parmi les pages que le *Ladies'home journal* ou le *Saturday evening Post* consacrent

à la littérature rose et au délassement des familles, des mémoires publiés par tranches qui leur apprirent, bien des années plus tard et dans l'amertume de leur exil comment on avait démembré leur pays et réglé son sort ». (p. 626). On ne fit rien à Potsdam pour considérer le règlement de comptes centre oriental. En fait, le président Truman refusa délibérément de le prendre en considération et c'est ainsi que « les Occidentaux passèrent pratiquement par profits et pertes le sort des pays de l'Europe centre-orientale ».

Le texte est documenté de façon très complète, bien que les notes soient répétées à la fin du livre et disposées d'une manière qui les rend difficiles à consulter rapidement. On y trouvera une bonne bibliographie, quelques tableaux fort utiles, plusieurs cartes (également portées en appendice) et un index bien fait.

A. Funk,
Université de Floride.

Karl Birnbaum, *La conférence de Casablanca (14-24 janvier 1943), examen préliminaire de ses origines, de son déroulement et de ses résultats*, Historika Studier, Stockholm, 1952, pp. 9 à 60.

En janvier 1943, Roosevelt et Churchill, accompagnés de leurs conseillers et des chefs militaires, se rendirent à Anfa, banlieue Sud de Casablanca, afin d'y conférer sur les buts de guerre des Alliés, le déroulement de la guerre et la question politique nord-africaine. Bien qu'aucun compte rendu officiel de la conférence n'ait été publié à ce jour, un bon nombre de ceux qui y ont participé, tels que, par exemple, Elliot Roosevelt (fils du président Roosevelt), Harry Hopkins, le général Arnold, l'amiral King, Winston Churchill, le général Giraud, le général Catroux et d'autres encore, se sont livrés au sujet de ces conversations à des commentaires plus ou moins détaillés. Par conséquent, les grandes lignes de ces négociations apparaissent fort clairement à quiconque veut se donner la peine d'entreprendre des recherches en recourant aux sources. C'est ce que M. Birbaum a fait pour nous. Il a analysé et classé la matière imprimée et nous présente une relation chronologique de la conférence qui est très exacte sur les points les plus importants. Bien que M. Birnbaum ait eu recours aux sources principales qui s'offraient à lui au moment où il rédigeait son ouvrage, il convient toutefois de noter qu'il ne fait pas allusion à *Aventure diplomatique (Adventure in Diplomaticy)* de Kenneth Pendar, *La guerre et la diplomatie en Afrique du Nord (War and Diplomacy in North Africa)* de John Mac Vane, ou à *La bissectrice de la guerre* de Richard et Sérigny. Les mémoires de l'amiral de la flotte King publiés depuis la parution de l'article de M. Birnbaum, contiennent aussi quelques détails qui viennent s'ajouter à l'histoire de la conférence. Il faut toutefois reconnaître que les indications apportées par ces auteurs ne modifieraient pas sensiblement les grandes lignes de cet article.

M. Birnbaum passe en revue les négociations qui précédèrent la conférence, l'organisation et le déroulement de ces rencontres et enfin les trois centres d'intérêts majeurs de la Conférence : 1) La stratégie mondiale ; 2) Le conflit Giraud-de Gaulle et 3) La capitulation sans conditions. Tous ces points sont traités avec compétence et l'auteur de cette critique ne voit rien à redire à l'ensemble des conclusions qu'en tire l'auteur. Cependant il convient de ne pas oublier que les historiens américains chargés de composer *L'armée des États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale (The United States Army in World War II)* ont eu accès aux procès-verbaux des réunions de la conférence des chefs d'états-majors *(Joint and combined*

chiefs of Staff) et que par conséquent on peut attribuer à leurs conclusions une certaine autorité en matière militaire.

Sur les relations de Gaulle-Giraud, nous trouvons un bref résumé des négociations entre les deux généraux qui précédèrent l'arrivée du général de Gaulle à Anfa, mais l'auteur n'apporte rien que ne puisse savoir quiconque a lu Soustelle ou Catroux. Les commentaires de M. Birnbaum sur la politique des États-Unis restent un peu trop brefs. Il n'explique pas suffisamment la singulière attitude du président Roosevelt envers la *France Combattante* et il simplifie à l'extrême les rapports du président des États-Unis avec Giraud et de Gaulle. Il nous rend le service de montrer qu'on ne peut se fier en toute occasion en tant que source valable ni au livre d'Elliot Roosevelt *(As he saw it)* ni à celui du général Giraud *(Un seul but la victoire)* mais il aurait pu nous être plus utile encore s'il avait entrepris une critique complète de ces deux ouvrages. Il se réfère aussi au livre de M. Root, *De Casablanca à Katyn*, mais il ne détermine pas la confiance qu'on peut lui accorder (il ne faut s'en servir qu'avec une extrême prudence) et il ne prend pas non plus en considération certaines idées riches en conséquences sur la politique américaine que l'on peut y trouver. La manière dont M. Birnbaum traite des conversations Giraud-Roosevelt est trop peu détaillée et semble se fonder entièrement sur le texte du mémorandum d'Anfa tel qu'il fut publié. Il ne semble pas bien connaître le petit ouvrage révélateur intitulé *Vicissitudes d'une victoire* par Crusoe (Lemaigre-Dubreuil) (1). M. Birnbaum laisse en fait une impression fausse lorsqu'il déclare que les discussions Giraud-Roosevelt aboutirent à un accord sur les fournitures d'armes américaines et sur l'équipement d'une armée française de 300.000 hommes (p. 46). Il est vrai que Roosevelt fit une promesse de ce genre mais elle fut démentie par la suite (avec le consentement de Roosevelt) par le comité des chefs d'états-majors et l'armée de 300.000 hommes dont il avait été question fut considérablement réduite. Le général Marshall qui, en sa qualité de chef d'état-major des forces armées américaines, aurait été chargé de mettre cet accord à exécution n'en entendit même parler que plus tard.

Dans ses commentaires sur les buts de guerre des Alliés, M. Birnbaum établit fort justement que le président Roosevelt n'annonça pas la résolution d'obtenir « la capitulation sans conditions » sous l'inspiration du moment dans la dernière conférence de presse. Cette politique avait été discutée sous tous ces aspects aux États-Unis avant le départ du Président. C'était un plan mûrement réfléchi qui, il faut le reconnaître, causa quelque surprise au premier ministre Churchill. Les conclusions de M. Birnbaum s'accordent en général avec celles du Pr McNeill, dont l'ouvrage récent *Amérique, Grande-Bretagne et Russie*, publié sous les auspices du *Royal Institute of International Affairs*, mérite d'être consulté par tous ceux qui s'intéressent aux conférences des grandes puissances pendant la seconde guerre mondiale.

A. Funk.

Georges Castellan, *Le réarmement clandestin du Reich (1930-1935)* (vu par le 2e Bureau de l'état-major français), Plon, Paris, 1954, in-8°, 571 p.

Dans le désarroi des esprits causé par notre effondrement en 1940, il n'a pas manqué de Français qui, cherchant à expliquer les événements,

(1) Ce dernier aspect de la Conférence d'Anfa sera entre autre éclairé par la publication du livre de Marcel Vigneras, *Le réarmement des forces françaises* et par un article de l'auteur du présent examen critique, *Le mémorandum d'Anfa* qui doit paraître dans un prochain numéro du *Journal d'Histoire moderne*.

ont pensé que notre Gouvernement avait été mal informé du réarmement allemand, donc surpris. Les enquêtes auxquelles il a été procédé après la Libération ainsi que de nombreux écrits ont dissipé cette erreur à peu près complètement. Il restait pourtant à montrer dans un exposé systématique, continu, strictement objectif, que les informations et les renseignements recueillis par notre Etat-Major, portés par lui à la connaissance du commandement, présentés par ce dernier au Gouvernement, ont été exacts, amplement suffisants et sont, en outre, parvenus à leur adresse dans des délais convenables.

Deux écrivains ont accompli cette tâche. Je ne sais s'ils se sont entendus pour se la partager, mais on constate que le premier, M. Georges Castellan, agrégé d'histoire et docteur ès lettres, a choisi la période du réarmement clandestin et encore fragmentaire du Reich dont le terme est marqué le 16 mars 1935 par le rétablissement du service militaire obligatoire, et que le second, le général Gauché, a montré ce que *Le Deuxième Bureau au travail* avait connu du réarmement massif de 1935 à 1940, période pendant laquelle il fut chef de ce bureau. Ainsi se présente au public une étude d'ensemble sans solution de continuité.

Je ne m'occuperai ici que du premier de ces ouvrages : *Le réarmement clandestin du Reich*. Son sous-titre : *Vu par le deuxième bureau de l'état-major français*, indique clairement que l'auteur s'est proposé d'énumérer les faits tels que le deuxième bureau les a appris et d'indiquer dans quels délais ils sont venus à sa connaissance. Cette conception de son étude lui a été presque imposée. En effet, il s'est basé uniquement sur les archives du Deuxième Bureau. Pour être irréfutable et complète, la démonstration qu'il s'est proposée appellerait des notes marginales mentionnant pour chaque fait découvert sa corroboration par un document allemand. Malheureusement les archives de l'*O. K. W.* sont actuellement à Washington, inaccessibles de par la volonté de leurs détenteurs. Toutefois la plupart des faits en question sont devenus par la suite patents, publics, de sorte que la vérification sur documents authentiques, aussi désirable qu'elle soit dans une étude historique, perd très souvent de son importance. M. Castellan a du moins confronté les renseignements français et ceux des documents allemands qui ont été produits à Nuremberg d'une part, et d'autre part les documents britanniques publiés par le *Foreign Office*. Les premiers sont particulièrement précieux car ils fournissent une justification indiscutable à ce qui a été avancé par le Deuxième Bureau, mais ils sont forcément discontinus. Quant aux seconds ils sont eux-mêmes des renseignements dont l'intérêt est seulement de constater qu'ils recoupent les nôtres. Dans ces deux sources étrangères M. Castellan n'a rien trouvé qui infirmât notre propre documentation. Les historiens pourront trouver intérêt à se reporter à des mémoires allemands tels que ceux de Guderian, de Heinkel, etc., et à vérifier l'exactitude des informations recueillies par le Deuxième Bureau.

L'auteur a dressé un tableau détaillé de ses sources, c'est-à-dire des archives du Deuxième Bureau de 1920 à septembre 1939 qui sont conservées au *Service historique de l'Armée*. Elles présentent des lacunes, car les archives du *S. R.* ont été détruites et en outre un certain nombre de cartons d'archives du Deuxième Bureau ont été perdus et détruits en 1940. Toutefois, c'est pour la période postérieure à 1936, donc au travail de M. Castellan, qu'il existe des trous dans la suite des documents.

L'ouvrage comprend essentiellement deux parties principales. Dans la première intitulée « L'appareil militaire », l'auteur examine successivement les budgets militaires, le haut commandement, l'armée de terre, l'aviation (la marine, qui constitue un domaine nettement séparé, n'a pas été étudiée), la collaboration de l'Armée allemande avec l'Armée rouge, la tactique, le

moral. La seconde partie est consacrée au « Potentiel militaire », c'est-à-dire le potentiel économique, les fabrications de guerre, les forces paramilitaires, la mobilisation, l'armée et la nation armée, la stratégie. Dans des « Conclusions » d'une trentaine de pages, M. Castellan, s'élevant en historien au-dessus de ses recherches, examine d'un côté « les incidences des discussions de Genève sur le réarmement du Reich » et d'un autre côté « les incidences des renseignements de l'état-major sur l'attitude de la France à la Conférence ». Il cite les jugements que l'attaché militaire d'alors a portés dans ses lettres du 17 mai et du 5 décembre 1933 sur la reconstitution de l'armée allemande dont les buts n'apparaissaient que trop clairement, conclusions que devait reprendre avec toute son autorité le général Weygand dans son rapport sur l'état de l'armée du 10 février 1934.

On lit dans la préface écrite par le général Weygand en tête de ce livre que le Deuxième Bureau « peut avec fierté revendiquer la paternité » des documents qu'il a produits. Le Deuxième Bureau a en effet toujours exploité avec un grand bon sens et une parfaite objectivité la multitude de renseignements qui lui étaient fournis par le *S. R.*, les attachés militaires et les autres sources habituelles. L'imagination, nécessaire dans la recherche du renseignement, doit être sévèrement contrôlée quand on passe à son exploitation. C'est une règle qui ne doit pas être oubliée. Or, s'il est vrai qu'en 1939 un important informateur ne s'en est pas soucié en se lançant dans des prophéties chimériques (1), on peut dire que le Deuxième Bureau a toujours gardé solidement les pieds sur la terre et que ses synthèses, toujours empreintes de bon sens, ne se sont jamais écartées des réalités. Tout ce qu'il a avancé s'est vérifié ; il est équitable de lui rendre cet hommage.

Il est regrettable que pour des raisons commerciales l'éditeur de M. Castellan n'ait consenti à imprimer son ouvrage qu'après avoir supprimé une quarantaine de pages de son texte, des tableaux, la presque totalité des notes et 318 pages de documents inédits. La possibilité du recours à un exemplaire complet dactylographié qui a été déposé à la Bibliothèque générale de la Sorbonne ne satisfera qu'à demi les historiens, surtout ceux qui ne sont pas parisiens.

Il était indispensable que cette étude fût entreprise ; louons M. Castellan de l'avoir menée à bien avec rigueur, objectivité et clarté. Son livre prend place au meilleur rang des travaux historiques sur le réarmement du Reich.

G. Renondeau.

Général J. Boucher, *L'armée blindée dans la guerre*, Payot, 270 pages, 1953.

Cet intéressant ouvrage, bien construit et sérieusement documenté, constitue vraiment l'histoire de l'arme blindée, depuis sa naissance jusqu'à nos jours, voire jusqu'aux proches lendemains. Il ne fait pas double emploi, malgré un titre très voisin, avec *La guerre des blindés* du major Eddy Bauer, livre déjà ancien, également excellent, qui, en fait, exposait, dans leur ensemble, les opérations du second conflit mondial.

Le général Boucher s'est volontairement limité à l'étude de la nouvelle arme dont l'action a si profondément marqué la forme de la dernière guerre. Il y consacre trois parties très cohérentes bien que d'inégale extension.

(1) Ces erreurs de jugement se trouvent dans une note datée du 17 septembre 1939 ; c'est dans l'ouvrage du général Gauché qu'elles sont rapportées.

Dans la première, il retrace la genèse de l'arme blindée. Dans la troisième, il essaie d'en prévoir l'évolution possible au cas d'un conflit relativement prochain. Ainsi encadrée, la seconde Partie, de beaucoup la plus importante, examine un certain nombre de manœuvres caractéristiques, judicieusement choisies dans les différentes phases des opérations, de 1939 à 1945, chez les principaux antagonistes. Ces exemples constituent une suite bien liée. Elle fait apparaître au lecteur les modifications progressivement survenues au cours du second conflit mondial dans la composition et dans l'emploi des grandes unités de chars.

Cet ouvrage, objectif et sérieux, quelque peu didactique, sera précieux, non seulement pour l'histoire, mais pour les professionnels de l'art militaire — en raison des éléments d'information mis à leur disposition.

On sait gré à l'auteur d'être revenu aux origines déjà lointaines et trop oubliées des chars, chez les Français et les Anglais, au cours du premier conflit mondial, de nous avoir rappelé les conceptions initiales des créateurs de l'arme : le colonel Estienne, en France, le colonel Swinton en Angleterre, en les situant dans l'ambiance de la guerre d'alors, réduite par la puissance du feu à prendre la forme figée d'une guerre de siège — d'avoir présenté, les doctrines des différentes armées européennes de l'entre-deux guerres et déterminé avec exactitude la situation respective des éléments blindés dans les corps de bataille appelés à s'opposer en 1939.

Il serait trop long, de citer en détail les manœuvres décrites par le général Boucher, de 1916 à 1918, dans la Première Partie ; en Pologne, sur le front occidental, sur le front oriental, dans le désert et en Extrême-Orient, dans la Seconde Partie. Ces manœuvres se recommandent toutes au lecteur, non seulement par l'opportunité de leur choix mais par l'abondance et la sûreté des informations rassemblées. Nous devons apprécier ce considérable travail aussi rigoureux que précis, inspiré par la lecture attentive et critique de toutes les sources actuellement connues. Chaque grande phase de la guerre est résumée et interprétée ensuite par l'auteur. Nous y mesurons avec lui les réactions du terrain, des combattants et de l'armement. Nous voyons successivement les chars combattre en liaison étroite avec l'infanterie pendant la première guerre, puis au cours de la deuxième, dans le cadre de grandes unités motorisées autonomes. Ils sont progressivement astreints, à nouveau, à se lier intimement à l'action de toutes les armes dans la bataille générale.

Dans sa dernière partie, le général Boucher nous fait entrevoir, avec prudence, le dernier état de la question, le sens probable de l'évolution de la technique du char, de l'organisation des unités, de l'emploi des blindés, auxquels il croit pouvoir assurer une survie encore longue

L'arme blindée dans la guerre est donc une excellente synthèse. Les professionnels et les historiens y trouveront des renseignements nombreux, précis et sûrs — éclairés par une analyse intelligente et raisonnée.

Au surplus, le général Boucher est par sa carrière un chef averti des problèmes qu'il aborde. Il a commandé, en 1920, la 5e D. I. M. au sud de Namur, à la 9e Armée, puis ultérieurement, en juin 1940, la 240e Division légère d'infanterie. Il a été arrêté par les Allemands en 1944 et interné en Allemagne — son livre nous prouve qu'il n'a pas cessé de suivre attentivement la guerre des chars chez les divers belligérants.

Colonel de Cossé-Brissac,
Chef du Service historique de l'Armée.

Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten, t. I : *Der Weg zum Kriege, 1938-1939*, Verlag Herder, Freiburg und Verlag Karl Alber, Freiburg München, 1953, XII-474 pages.

Histoire mondiale du temps présent par les documents — telle pourrait être la traduction du titre de la collection que lance le Pr Freund de l'Université de Kiel. Au tome I, que nous analysons ici, et qui est intitulé *La marche vers la guerre* doit succéder un tome II qui nous mènerait de 1939 à 1942 et un tome III intitulé : *Guerre mondiale et bouleversement mondial*, qui nous conduirait jusqu'au seuil de l'actualité ; après quoi la collection serait complétée par des volumes annuels.

Son but est double : d'une part, constituer un répertoire des documents les plus caractéristiques, classés dans un ordre méthodique et chronologique — d'autre part, grâce à un commentaire, qui relie entre eux les différents textes, constituer aussi un récit suivi de l'évolution politique du monde contemporain.

L'entreprise est audacieuse et, dans un avant-propos courageux, l'auteur dénonce la « superstition » de ceux qui croient que nous sommes incapables d'écrire l'histoire de notre temps. Abordant la question délicate du choix qu'il s'agit de faire parmi les documents, il déclare : « que celui qui ne possède pas le courage du choix ni la force de se décider s'abstienne de tout travail de rédaction historique ».

L'auteur, lui, a choisi : 190 documents qui s'échelonnent de mars 1938 à mars 1939 (à l'exception de 3 documents qui sont de juillet 1939), nous montrent comment se dessina pendant ces douze mois la marche vers la guerre. Bien entendu, aucun de ces documents n'est inédit et ils sont empruntés aux grandes collections ou aux mémoires déjà publiés. Les deux collections les plus largement mises à contribution sont la collection allemande : *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik 1918-45* (Baden-Baden, 1950) à laquelle plus de 70 pièces sont empruntées — et la collection anglaise : *Documents of British foreign Policy* (Londres, 1947) à laquelle 40 pièces ont été empruntées. Puis viennent le livre jaune français (2 pièces citées), le livre blanc polonais (4 pièces), les archives secrètes du comte Ciano (4 pièces), la publication russe dénommée en allemand : *Dokumente und Materialen aus der Vorgeschichte des 2. Weltkinges* (1948), avec 3 pièces citées, etc. Naturellement, bien des documents cités figurent par ailleurs dans la collection française : *Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse*. Nous avons dressé une table de concordances qui permet de retrouver aisément au volume II de cette collection *L'Allemagne et la Tchécoslovaquie, 1937-1938*, 22 des 190 documents utilisés. C'est ainsi que la pièce 16 produite par M. Freund (rapport du ministre allemand à Prague en date du 21 mai 1938) est la pièce 93 de la collection française ; les pièces 82, 83, 84 (échange de lettres entre Chamberlain et Hitler), sont les pièces 342, 343, 344 ; la pièce 108 (protocole de la première rencontre à Munich) est la pièce 411, etc.

Les seules légères erreurs de références que nous avons relevées concernent le *Livre Jaune*. Pour un motif dont nous n'avons pu percer le secret, des documents empruntés au *Livre Jaune* sont tantôt indiqués par la page où ils se trouvent, tantôt par le numéro qu'ils portent ; cette double méthode ne peut que multiplier les risques d'erreurs et de fait il y a 3 inexactitudes : deux concernant les pages (la lettre de M. Bonnet à M. de Ribbentrop, du 21 juillet 1939 est à la page 228 et non 239) et une concernant les numéros (la lettre de M. de Ribbentrop à M. Bonnet, du 13 juillet 1939 porte dans le *Livre Jaune* le n° 163 et non le n° 210). Mais grâce aux dates, tout cela peut aisément se rectifier.

Les *Mémoires* les plus souvent cités sont ceux de MM. Bonnet et Coulondre, et le journal de Neville Chamberlain, d'après la biographie de Keith Feiling. La matière du volume est répartie en deux parties, dont chacune est articulée en 6 chapitres. La première partie intitulée *La fin de la Tchécoslovaquie* va jusqu'à la conférence de Munich et groupe 111 documents ; la seconde, qui comprend 79 documents va jusqu'à l'établissement du protectorat allemand sur la Tchécoslovaquie et s'intitule : *L'oscillation de la guerre entre l'Est et l'Ouest.*

En voulant signaler les documents les plus intéressants, nous ressentons à notre tour l'angoisse du choix ; relevons cependant les pièces 13 (procès-verbal de la visite de M. Daladier à Londres, les 28 et 29 avril 1938), 25 (le fameux article du *Times* du 3 juin 1938 préconisant un plébiscite des Sudètes), 33 (mémorandum du général Beck déconseillant une action militaire entre la Tchécoslovaquie), 40 (la manière dont Lord Runciman a été circonvenu par la propagande sudète), 90 (protocole des conversations franco-britanniques du 25 septembre 1938), 110 (le rapport d'Hubert Masaryk sur la manière dont on notifia à la délégation tchèque les accords de Munich), 148 (les plans stratégiques d'Hitler contre la France dès 1938), etc.

Dans l'ensemble, l'auteur nous semble avoir eu la main heureuse dans le choix des 190 documents destinés à illustrer l'évolution politique de douze mois chargés d'histoire ; nous regrettons cependant que son histoire de la « marche vers la guerre » ne commence qu'au lendemain de l'*Anschluss* (qui n'est mentionné qu'en une demi-ligne) — ce qui ne permet pas d'y faire figurer un document pourtant essentiel pour la pleine compréhension de la politique extérieure d'Hitler : le célèbre protocole Hossbach qui relate la réunion secrète du 5 novembre 1937 au cours de laquelle Hitler exposa, à ses principaux collaborateurs civils et militaires la nécessité pour l'Allemagne de résoudre la question de « l'espace vital » ainsi que la question d'Autriche et celle des Allemands de Tchécoslovaquie.

Une disposition typographique différente sépare fort distinctement les documents cités du texte qui les enrobe et les relie. Comme ce texte est en caractères plus petits, il occupe finalement dans l'ensemble du volume, une place au moins égale sinon supérieure à celle des documents. Souvent d'ailleurs, il résume le document lui-même. Il constitue tout le chapitre premier qui ne comprend, il est vrai, que deux pages, mais deux pages auxquelles il nous paraît difficile de souscrire. Il est en effet intitulé : « Le berceau des guerres mondiales » et comporte une charge à fond contre la Tchécoslovaquie : « La Tchécoslovaquie semblait comme créée pour susciter des guerres mondiales. L'objet de la politique tchèque était de maintenir l'Allemagne dans un état d'impuissance. » « La Tchécoslovaquie est comparée à un poignard qui menace le flanc de l'Allemagne. » Aussi « un Reich allemand qui voulait se comporter en grande puissance devait presque naturellement s'efforcer d'écarter le poignard qui était dirigé vers un flanc vulnérable de l'Allemagne ».

Fort heureusement, cette diatribe s'arrête à la page 5 et le reste du texte intercalaire est rédigé avec une sérénité, une objectivité et un sens des nuances du meilleur aloi, si bien que, n'était la langue, on oublierait facilement la nationalité de l'auteur. Hitler n'est nullement flatté et M. Freund souligne à plusieurs reprises sa duplicité. Il montre aussi la vanité de la mission de Lord Runciman « submergé par les criailleries des Sudètes », dont, à partir du 12 septembre 1938 le soulèvement a été « méthodiquement organisé » mais qui fit long feu. Il signale aussi les grandes réserves que le secrétaire d'État Weizsacker formulait à l'égard de la venue de Chamberlain en Allemagne, venue qui constituait à ses yeux un triomphe trop éclatant pour Hitler.

En conclusion, malgré les quelques réserves que nous avons formulées, le livre de M. Freund constitue un ouvrage de référence de maniement commode et un récit circonstancié de la politique internationale de l'entrée d'Hitler à Vienne à son entrée à Prague.

A. Meyer,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Guide to captured German documents. Prepared by Gerhard L. Weinberg and the W. D. P. staff under the direction of Fritz T. Epstein (War Documentation project. Study nº 1. Prepared... with the Bureau of applied social Research, Columbia University), *Maxwell Air Force Base, Alabama*, déc. 1952 (Research Memorandum, nº 2, vol. 1), in-4º, 90 pages.

On ne saurait surestimer l'intérêt que présente pour la recherche historique ce *Guide des documents allemands* dont l'établissement a exigé de patients et laborieux efforts. Le *War Documentation Project* s'est en effet donné pour tâche de recueillir le plus d'informations possible sur ce que sont devenues et le lieu où ont été déposées les sources documentaires allemandes, « librement accessibles », dispersées par la guerre. Le terme *captured documents*, nous dit la préface de ce recueil, ne doit pas être pris dans son sens strictement juridique mais comme une expression générale. Il s'agit de tout le matériel documentaire allemand qui, soit par capture, confiscation, achat, don, mesure de préservation, etc., fut transféré hors des territoires allemands pendant et depuis la deuxième guerre mondiale.

A mesure que les informations affluaient concernant ces dépôts de documents, il a paru utile de dresser un bilan des données actuellement établies. Les difficultés que le *War Documentation Project* a rencontrées pour recueillir ces renseignements — difficultés qu'aucun chercheur n'aurait pu surmonter par ses propres moyens — justifient amplement la publication de ce guide, établi sous la haute direction de Mr. Philip E. Moseley, directeur de l'Institut russe de la *Columbia University*.

Dans une *Introduction générale*, Mr. Fritz Epstein rappelle les circonstances qui ont amené l'entreprise de ce travail :

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les documents et archives des administrations allemandes, des organisations militaires, des groupements politiques ou privés furent dispersés ou détruits en grand nombre. Aucun inventaire d'ensemble des archives subsistantes, aucun répertoire des dépôts où elles ont été versées n'existent encore. On sait peu de choses sur la quantité considérable d'entre elles qui tombèrent aux mains des ennemis orientaux de l'Allemagne — et cette ignorance durera vraisemblablement longtemps encore. Une quantité plus grande encore, semble-t-il, de ces documents est, dès à présent, conservée dans les fonds classés des Puissances occidentales. D'où le travail préliminaire — il présente encore d'inévitables lacunes — auquel s'est livré le *W. D. P.*, tout au moins en ce qui concerne les documents et archives dont la consultation n'est pas libre *(not unrestricted)* aux chercheurs privés.

Le *W. D. P.* s'est donc efforcé de réunir toutes les informations, imprimées ou non, concernant les documents allemands « non techniques ». En conséquence, il s'est livré, d'une part, au dépouillement des ouvrages et périodiques contenant soit des textes allemands, soit des citations s'y référant, soit des informations sur le lieu où ces documents sont déposés ; d'autre part, il s'est fait communiquer l'inventaire détaillé des documents

conservés dans les plus importants dépôts des États-Unis et d'Europe occidentale — il nous paraît toutefois que la prospection des dépôts britanniques laisse encore à désirer même dans un inventaire préliminaire. En revanche les inventaires qu'ont établis le *Hoover Institute and Library* et la *Library of Congress* sont particulièrement précis et riches. La « bibliographie » du Guide doit également beaucoup à l'aide reçue des *Archives nationales américaines*, du *Yiddish Scientific Institute (YIVO)*, du *Centre de documentation juive contemporaine de Paris*, ainsi qu'aux informations reçues de notre *Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale* et de l'*Institut national de Documentation de guerre d'Amsterdam*.

De ces listes, les documents utilisés pour les procès de crimes de guerre et de collaboration ont été écartés. Enfin, sont seuls signalés les dépôts non astreints aux « restrictions de sécurité » établis par les Gouvernements ; c'est-à-dire que tous les documents mentionnés dans ce Guide sont accessibles au public, sous la seule réserve, quant à leur communication, de la réglementation établie par les dépôts d'archives où ils sont conservés.

Le régime hitlérien au cours de sa phase d'expansion territoriale avait confisqué systématiquement dans les territoires occupés toute la documentation intéressante pour ses services secrets et pour sa propagande. Beaucoup de ces documents ont été détruits ou sont à nouveau inaccessibles. Les auteurs du *Guide* ont cherché à établir la liste des publications allemandes faites d'après ces documents et l'ont ajoutée à leur enquête, sans, bien entendu, prendre position quant à leur authenticité.

Il va de soi que — quelque précieuse qu'elle s'avère déjà pour la recherche historique — cette enquête n'a pas la prétention d'être autre chose qu'un rassemblement provisoire d'informations recueillies dans une période de temps relativement brève. Il est impossible, reconnaissent les auteurs, d'entreprendre dès maintenant un examen détaillé et analytique exhaustif de ces sources. Des informations plus précises et plus détaillées, à mesure que s'opérera l'inventaire de ces archives dans les dépôts qui les conservent, seront réunies et publiées par la suite, en supplément à ce guide.

Quoi qu'il en soit — et malgré d'inévitables lacunes — cet ingrat et énorme travail présente, dès maintenant, un intérêt de premier ordre pour tous ceux qui ont à utiliser pour leurs recherches ces documents allemands, et ne pourra que stimuler une exploitation plus grande d'un immense matériel documentaire jusqu'à présent négligé, en raison, bien souvent, de l'ignorance de son existence même, des lieux où il se trouve, ou des conditions auxquelles on y peut accéder.

F. Debyser.

Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers. The Soviet Union 1933-1939, Washington, Government Printing Office, 1952, in-8°, CII-1.034 pages.

Il est dommage que la politique américaine de 1903 à 1939 soit, du fait de l'isolationisme, si vide, car aucun pays ne publie actuellement des documents diplomatiques avec un rythme aussi rapide que les États-Unis. Dans ce gros volume, excellemment présenté et classé, avec un admirable index, la part consacrée aux affaires politiques proprement dites est relativement mince. L'ouvrage se divise essentiellement en trois groupes de questions : 1° L'observation de la situation soviétique par les diplomates américains ; 2° Les relations commerciales entre les États-Unis et l'U. R. S. S. ; 3° Le problème de la situation personnelle des nombreux Américains résidant alors en Union soviétique comme ingénieurs ou techniciens.

Sur le premier point, le recueil donne d'intéressants rapports de William Bullitt, ambassadeur de 1933 à 1936, de Joseph Davies, ambassadeur en 1937 et en 1938, de George Kennan, secrétaire d'ambassade à Moscou de 1933 à 1937. Ainsi, les grands procès de 1936, 1937 et 1938 sont décrits en détail. Le passage essentiel est le récit de la visite d'adieu que Davies, nommé en Belgique, fit à Molotov, alors président du Conseil des Commissaires du Peuple, visite au cours de laquelle, à la grande surprise du diplomate américain, Staline en personne entra dans la pièce. Pour la période antérieure à 1939, c'est le seul cas d'une rencontre privée entre Staline et un ambassadeur étranger. Pourquoi cette démarche spéciale de Staline, et cette attitude ostensiblement amicale ? Sans doute parce qu'il n'y avait alors pratiquement aucun différend grave entre les deux pays ; mais aussi parce que Staline voulait essayer d'obtenir des États-Unis un appui économique plus important, et notamment la construction d'un cuirassé par une firme américaine. Les négociations sur ce point avaient échoué (1). Pour les faciliter et obtenir d'importants crédits Staline se déclarait prêt à payer aux États-Unis une large part des dettes du Gouvernement Kerinski. Cette rencontre du 5 juin 1938 est une preuve de plus de la volonté soviétique, souvent exprimée, de renforcer considérablement l'Armée rouge pour pratiquer au besoin une politique isolationniste. Staline « dit que les éléments réactionnaires en Angleterre, représentés par le Gouvernement Chamberlain, étaient déterminés à suivre une politique de renforcement de l'Allemagne et à placer ainsi la France dans une position de dépendance continuellement croissante à l'égard de l'Angleterre ; tout cela dans le dessein ultime de renforcer l'Allemagne contre la Russie (2). » Après le départ de Davies, les rapports de caractère politique sont très rares et il y en a très peu pour la période de l'été 1938.

A partir de 1936, les Soviets entreprirent de fermer leur territoire de façon plus rigoureuse aux étrangers. Le tourisme se ralentit, de nombreux techniciens furent arrêtés, de nombreux consultats fermés ; les citoyens russes, craignant d'être arrêtés, rompaient leurs relations sociales avec les étrangers. L'ouvrage comprend, sur ce point, de très intéressants rapports dont on peut tirer la conclusion que les Américains ont beaucoup moins souffert que les autres de ces restrictions. Ainsi, pour 2 ou 300 Allemands arrêtés, on ne comptait que 2 ou 3 Américains.

J.-B. DUROSELLE,
Faculté des Lettres de Sarrebrück.

(1) Voir les documents des pp. 462 à 503.
(2) P. 572.

LA GUERRE A L'OUEST

T. K. Derry, *The Campaign in Norway* (*Her Majestys Stationery Office*, London, 1952, *History of the Second World War*, United Kingdom Military Series, pp. xvi-289, 35 shillings).

L'ouvrage de T. K. Derry est le premier (1) publié dans la série d'études militaires de l'Histoire du Royaume-Uni pendant la deuxième guerre mondiale. Cette histoire intéressera aussi bien le grand public que les spécialistes d'histoire militaire, déclare l'éditeur dans sa préface. Mais le livre de T. K. Derry est une étude historique sérieuse et bien documentée. L'érudition et l'attitude objective de ce dernier inspirent confiance.

Le livre se compose d'un compte rendu des plans britanniques et allemands sur la Norvège durant l'hiver 1939-40 et d'un compte rendu de l'invasion allemande et de la réaction britannique, suivis par des chapitres sur les opérations en Norvège (de Narvick et du secteur méridional), deux chapitres de stratégie générale et un chapitre de conclusions.

T. K. Derry décrit les divers plans élaborés par les Alliés pour s'assurer le contrôle du port libre de glaces, Narvick, par où passait le minerai de fer suédois destiné à l'Allemagne ainsi que le contrôle du gisement de fer lui-même. Ces plans enfermaient l'espoir de pouvoir créer ensuite un nouveau front dans le sud de la Scandinavie. Au début, le prétexte d'aider la Finlande fut utilisé pour tenter de s'assurer l'aide ou la complicité de la Norvège. Plus tard, après la capitulation de la Finlande, on pensa qu'une riposte allemande à la pose de mines britanniques dans les eaux norvégiennes entraînerait la collaboration de la Norvège.

Pendant que les Anglais faisaient des plans pour débarquer sans opposition, les Allemands préparaient une rapide occupation des ports norvégiens par la force. Les Anglais étant devancés, leur état-major se trouva sérieusement handicapé par le fait que tous les plans antérieurs étaient basés sur des débarquements ne rencontrant pas de résistance.

Même quand il devint clair que les Anglais étaient sur le point d'être devancés et qu'il importait de débarquer de toute urgence des troupes en Norvège avant que les Allemands s'y établissent (leurs premiers débarquements eurent lieu le 9 avril), les seules unités britanniques capables d'agir rapidement ne furent pas employées. L'Amirauté espérait forcer les gros navires de guerre allemands, dont la présence en mer était signalée, à livrer bataille. Elle décida donc qu'il n'était pas question d'engager les navires britanniques dans des tâches non strictement navales. Par suite, 5 navires de guerre, qui étaient prêts à embarquer des troupes pour la Norvège, reçurent l'ordre de rallier la flotte (2).

T. K. Derry estime que cette décision « qui entraînait l'abandon d'une expédition militaire soigneusement étudiée » fut prise par l'Amirauté seule. Le commandant en chef de la *Home Fleet*, dont les forces étaient déjà suffisantes pour affronter n'importe quelle concentration navale allemande, ne

(1) Cf. article de Y. Grünewald, p. 58.

(2) C'étaient le croiseur *Aurora*, d'abord destiné à escorter jusqu'à Narvick un grand transport à bord duquel s'étaient embarquées des troupes le 7 avril et 4 autres croiseurs, transportant 4 bataillons d'abord destinés à Stavanger et Bergen. Le 8 avril toutes ces troupes furent remises à terre.

fut pas consulté. « Ainsi, les mesures prises pour s'assurer le bénéfice classique d'une rencontre décisive en mer, but qui ne fut pas atteint, nous privèrent de notre meilleure chance pour rétablir la situation sur terre »

Des assauts directs pour reprendre à l'ennemi Narvick et Trondheim furent envisagés durant la deuxième et la troisième semaines d'avril. Le projet d'attaque sur Trondheim *(opération Marteau)* fut abandonné ; la responsabilité en revient à l'Amirauté, qui craignait les attaques aériennes sur la flotte. On lui substitua des débarquements en des points non défendus, au nord et au sud de Trondheim, à Namsos et Aandalsnes — qui furent d'ailleurs évacués, environ quinze jours plus tard. A Narvick, en revanche, l'Amirauté insista vigoureusement pour que la ville fût soumise à une attaque directe.

A Narvick, l'amiral de la flotte, Lord Cork, commandait les forces navales, le général Mackesy les forces terrestres. Malgré la nécessité d'une étroite coopération entre eux, ils avaient reçu des instructions entièrement différentes. En effet, le général Mackesy reçut du ministère de la Guerre des instructions écrites, en date du 10 avril. Il avait l'ordre de débarquer, de créer une base à Harstad, puis d'établir un plan pour forcer les Allemands à évacuer Narvick. Il ne devait pas tenter de débarquer en cas d'une opposition. Lord Cork, de son côté, n'avait pas reçu d'instructions écrites, pour la Norvège, mais avait été mis au courant de la situation oralement les 10 et 11 avril, d'une manière plus ou moins officieuse, par le premier Lord de la Mer, lors d'une réunion du Comité de coordination militaire et par M. Churchill, dans sa voiture, durant le parcours des bâtiments de l'Amirauté à la Chambre des Communes (pp. 146-7). Apparemment, il fut prié de s'emparer de Narvick rapidement et sans trop tenir compte du prix de l'opération.

Entre le 15 et le 21 avril, puis au début de mai, après un autre message de M. Churchill demandant qu'on passe à l'action, le général et l'amiral discutèrent de la possibilité d'un débarquement direct à Narvick en face d'une résistance que ne manquerait pas d'opposer la garnison allemande. En avril, Lord Cork insista pour qu'un assaut immédiat fut organisé à l'improviste. Le général Mackesy rejeta fermement cette proposition du fait même qu'il la considérait comme une tentative désespérée. Lord Cork fit valoir que les canons de ses navires de guerre pouvaient protéger l'assaut ou tout au moins briser l'esprit de résistance allemand par le volume de leur feu. La principale objection du général était que ses troupes seraient exposées au feu de mitrailleuses cachées. Il était impossible pour des canons de marine, étant donné leur trajectoire horizontale, de neutraliser ces mitrailleuses, vu la nature du terrain. Il n'avait pas de péniches de débarquement et ses troupes devraient débarquer de canots sans protection. De plus, une neige épaisse couvrait le sol ; ses soldats n'avaient ni skis, ni raquettes et seraient donc incapables de progresser (les Chasseurs alpins n'arrivèrent dans ce secteur que le 28 avril). Le général Mackesy estimait donc qu'une tentative de débarquement entraînerait la destruction de ses troupes. T. K. Derry étudie cette controverse impartialement. Tout en comprenant l'impatience de Lord Cork, il fait remarquer que le général Mackesy était soutenu par un grand nombre d'officiers supérieurs présents, aussi bien ceux de la flotte que de l'armée. Il est difficile de dire qui avait raison. M. Churchill critiqua la conduite du général à l'époque ainsi que plus tard — notamment dans la première partie de ses *Mémoires de guerre*. La remarque de M. Churchill sur son attitude, à savoir : « Si nous comparons cet état d'esprit avec... la vigueur presque frénétique... qui avait valu aux Allemands leur brillant succès, le sérieux handicap que nous rencontrons est évident » (1), sous-

(1) *W. S. C.* (3e édit.), vol. I ,fin du chap. XXXIV, p. 556, édition anglaise.

entend une sévère critique. Du moins, il est certain que le doute ainsi jeté sur les qualités du général Mackesy en tant que soldat est injustifié.

Par la suite, Lord Cork reçut le commandement à la fois des forces terrestres et navales. Au début de mai, il ordonna que soit préparé un plan d'assaut direct, ce que fit le général Mackesy. Ce plan souleva de vives objections de la part des autres officiers supérieurs de l'armée, présents devant Narvick, et fut abandonné. Après que le général Auchinleck eut remplacé le général Mackesy, Narvick fut pris suivant les méthodes recommandées à l'origine par le général Mackesy : c'est-à-dire des méthodes comportant la capture au préalable des péninsules séparées, par le Rombaksfjord au nord et le Beisfjord au sud, de celle de Narvick.

Ce que Derry appelle « le premier des débarquements que la stratégie des Alliés devait si largement utiliser dans les années suivantes et le premier usage des péniches de débarquement qui devaient être l'un des principaux instruments de la victoire » (p. 199) furent faits par des troupes françaises, sous la direction du général Béthouart. A la différence de ses collègues britanniques, mais comme le général allemand, Dietl, le général Béthouart était familiarisé avec les campagnes d'hiver en montagne et connaissait la Norvège. Dès son arrivée sur le théâtre des opérations à Narvick (28 avril) le général Béthouart avait proposé l'opération suivante : un débarquement sur le rivage du Herjangsfiord, au nord de la presqu'île d'Oyjord qui commande la face nord de la presqu'île de Narvick elle-même, dont elle est séparée par un fjord large de 2 kilomètres environ, débarquement suivi par un mouvement vers le sud pour s'emparer de la presqu'île d'Oyjord. Les objections du général Mackesy, sans doute moins fondées que celles qu'il avait faites à un débarquement brusqué sur Narvick, retardèrent l'adoption de ce plan qui ne fut finalement exécuté que pendant la nuit du 12 au 13 mai, par une claire visibilité due au soleil de minuit. Après s'être emparé d'Oyjord, le général Béthouart prépara la traversée du Rombaksfjord, séparant la presqu'île d'Oyjord de celle de Narvick. Des unités de la légion étrangère et des troupes norvégiennes débarquèrent pendant la nuit du 27 au 28 mai, protégées par un bombardement qu'effectuèrent 8 navires de guerre britanniques et deux batteries françaises de 75 près d'Oyjord. Dans la zone choisie pour le débarquement, les mitrailleuses allemandes ne pouvaient être montées à l'abri des canons de marine.

C'est en Norvège que l'armée britannique fut, pour la première fois pendant la deuxième guerre mondiale, engagée dans un combat sérieux. Les problèmes posés furent, sous bien des aspects, semblables à ceux qui allaient prendre une telle importance au cours de la participation britannique à la guerre, c'est-à-dire les problèmes de la conduite d'actions combinées par les trois armes. T. K. Derry souligne l'importance du profit qu'on pouvait tirer de cette campagne pour les opérations à venir.

Les plans préliminaires furent rares et sans originalité — malgré le fait que des opérations britanniques en Norvège eussent été envisagées depuis quelques mois et qu'une action allemande y fût considérée comme probable (pourtant le service anglais de renseignements se montra insuffisant et ne put fournir d'informations précises sur les intentions allemandes).

Une liaison est à établir entre le manque de plans élaborés à l'avance et une structure défectueuse du commandement. Les opérations combinées devaient être, par la suite, préparées et menées à bien par des groupes d'officiers désignés pour tel ou tel but précis. Mais pour la Norvège, il n'y eut pas d'état-major combiné. A Narvick, le général Mackesy et l'amiral Lord Cork, qui ne s'étaient jamais rencontrés avant d'atteindre le théâtre des opérations, avaient été munis d'instructions incompatibles, et envoyaient leurs rapports, l'un au *War Office*, l'autre à l'*Amirauté*. C'est le Comité

des Chefs d'état-major lui-même (composé des chefs militaires des trois armes) qui, de Londres, contrôlait directement ce qui se passait dans le secteur. Le Cabinet intervenait fréquemment dans la conduite des opérations. Ces deux organismes étaient préoccupés par bien d'autres soucis que les opérations de Norvège. Les ordres qu'ils donnaient étaient transmis séparément par le ministère de la Guerre, l'Amirauté et le ministère de l'Air. Il n'existait pas d'état-major unique responsable de la réunion des renseignements, des préparatifs administratifs et de la rédaction des ordres transmis. T. K. Derry fait observer que la « leçon d'après laquelle notre système de commandement devait rendre possible la plus étroite collaboration des forces des trois armes fut dûment apprise — ce fut peut-être la plus importante des leçons apprises en Norvège.

Une autre leçon capitale fut celle de la nécessité impérieuse d'une couverture aérienne pour des forces navales opérant près d'une côte hostile, aussi bien que pour des forces terrestres. Pendant l'automne de 1939, M. Churchill avait envisagé de forcer l'entrée de la Baltique. Dans la campagne de Norvège, au contraire, les premières expériences du danger constitué par les bombardiers à base terrestre amenèrent l'Amirauté à décider que des unités navales de surface ne pouvaient être risquées dans le Skagerak ou le Kattegat. Les Allemands purent ainsi contrebalancer leur faiblesse navale par leur puissance aérienne et amener des renforts par Oslo. L'absence de navires de surface ne fut pas compensée par d'autres méthodes : du 10 avril au 13 mai, 1,57 % seulement des renforts allemands amenés par mer furent stoppés par les sous-marins et les mines.

T. K. Derry conclut que « en fin de compte, nous n'aurions pu défendre la Norvège ». L'importance de la campagne fut de montrer que courage et improvisation ne pouvaient remplacer un équipement adéquat, une soigneuse préparation — et une couverture aérienne.

R. A. C. Parker,
Université de Manchester.

Major Ellis, *The War in France and Flanders (1939-1940)*, Londres, 1953, xviii-425 pages, gr. in-8°.

Le major Ellis a réussi une synthèse très habile, après avoir dépouillé un nombre considérable de documents alliés ou allemands, minutes officielles, journaux et mémoires. Le point de vue britannique sur la campagne de 1940 est ici, pour la première fois, longuement développé.

Dans les six mois précédant l'ouverture des hostilités, non seulement l'organisation de l'armée anglaise dans son ensemble, mais encore la composition du corps expéditionnaire britannique lui-même furent radicalement modifiées. Et si le corps expéditionnaire de 1914 n'était pas plus important que celui de 1939, il était en revanche beaucoup plus entraîné, suivant des plans qui n'avaient guère changé depuis 1905.

Le titre de l'ouvrage du major Ellis est trop général : c'est uniquement du point de vue anglais que la guerre de 1939-40 est envisagée, et le *BEF* était trop réduit pour jouer un rôle décisif dans une campagne où, en face de 136 divisions allemandes, la France en mettait en ligne plus de 100, la Belgique 22 et la Grande-Bretagne 14 seulement. Mais sous cet angle particulier, le major Ellis donne certainement une analyse aussi complète que possible. Il rappelle le rôle joué par la marine britannique : pendant les premières semaines de la guerre, elle établit avec succès un barrage d'environ 7.000 mines dans le Pas-de-Calais ; après la perte de trois de leurs sous-marins, les Allemands ne tentèrent plus d'intervenir dans la Manche

jusqu'en juin 1940. Une place importante est réservée aux opérations aériennes. Il semble hors de discussion que la *R. A. F.* ait fait tout ce qu'on pouvait attendre d'elle, étant donné le nombre d'escadrilles engagées dans la bataille. Ses pertes en chasseurs et bombardiers légers *Battle* et *Blenheim* ont été extrêmement sévères : 931 appareils détruits en mission ou au sol, surtout en mai 1940. Ses bombardiers lourds au contraire, attaquant dès la nuit du 15 au 16 mai, des objectifs industriels dans la Ruhr, par représailles au terrible bombardement de Rotterdam le 14 mai, étaient alors moins vulnérables. On peut en tirer la conclusion que la *R. A. F.* manquait d'appareils construits pour coopérer étroitement avec les unités au sol. Dès le début des opérations apparut une divergence dans la politique aérienne des Alliés : le Gouvernement français, disposant de forces aériennes réduites, était opposé au bombardement d'objectifs en Allemagne, par crainte de représailles. L'Angleterre au contraire, bien équipée en radar, en artillerie anti-aérienne et en chasseurs, estimait que, dès le début d'une offensive allemande à l'ouest, il faudrait immédiatement attaquer l'Allemagne par bombardiers lourds. C'est pour des missions de ce genre qu'avaient été construits la plupart de ses bombardiers et non pour coopérer avec les forces terrestres, et ceci explique dans une certaine mesure pourquoi les demandes réitérées de renfort en aviation, formulées par le commandement français, ne furent pas satisfaites sauf par l'engagement, le 17 mai, de 10 escadrilles supplémentaires de chasseurs de la *R. A. F.*, à partir de bases françaises ou anglaises.

Mais c'est aux opérations terrestres qu'est naturellement consacrée la plus grande partie du volume. De 160.000 hommes à la fin de septembre 1939, le contingent britannique en France était passé à la fin d'avril 1940 à près de 400.000 hommes, ne formant toujours qu'une très modeste partie des armées alliés. Il se trouva donc placé sous le haut commandement français et le major Ellis ne cache pas les méfiances réciproques qui opposèrent certains des commandants d'armée. Par exemple, il apparaît clairement que le commandement britannique n'accepta pas sans hésitation de passer, le 12 mai 1940, sous les ordres du général Billotte, commandant le premier groupe d'armées. Les généraux britanniques semblent avoir eu moins confiance dans son jugement et avoir été beaucoup moins disposés à accepter ses ordres que ceux du général Georges dont ils dépendaient jusqu'alors (1).

De son côté, le haut commandement français ne paraît pas avoir mis en doute les qualités professionnelles de Gort, mais plutôt ses intentions et sa bonne foi. Par exemple, lorsque Gort préparait la contre-attaque d'Arras le 19 mai, il demanda à Billotte, pour disposer de réserves, que des divisions britanniques sur l'Escaut soient remplacées par des divisions françaises, déjà durement éprouvées. L'état-major du général Billotte pensa que cette demande cachait un projet d'évacuation britannique (2). De même, lorsque le général Weygand rencontra le roi des Belges à Ypres le 21 mai, Gort prévenu trop tard n'arriva qu'après l'entrevue et le haut commandement français pensa qu'il s'était volontairement abstenu. Il y eut donc absence de confiance mutuelle, non sur le champ de bataille mais au niveau le plus élevé.

L'un des points les plus controversés de la campagne du *BEF* est la question du repli britannique. Aurait-il pu s'opérer vers le sud, c'est-à-dire sur la Somme, suivant les plans d'abord établis ?

(1) « General Billotte moved slowly and gave few orders. There were days on end when Lord Gort heard nothing from him ; more than once, in a critical situation, he had to be asked for instructions or for the endorsement of a course of action proposed » (p. 144).

(2) Général G. Roton, *Années cruciales*, Paris, 1947 (p. 207).

Dès le 19 mai, avant même d'avoir achevé son repli sur l'Escaut, lord Gort faisait téléphoner à Londres par son chef d'état-major, le général Sir Henry Pownall, qu'il y avait lieu d'envisager la possibilité d'une retraite sur la côte et d'une évacuation du corps expéditionnaire. Le 20, le général Ironside, chef d'état-major général, apporta l'ordre du Cabinet britannique au corps expéditionnaire de se déplacer vers le sud-ouest par Béthune et Arras sur Amiens, pour venir se placer à gauche de l'Armée française. La thèse de lord Gort est que, le 20 au matin, son flanc droit étant déjà tourné et son flanc gauche menacé, la seule décision possible était une retraite vers la côte. Le major Ellis, à l'appui de cette thèse, cite le journal de guerre du groupe d'Armées allemandes A, à la date du 20 mai : « La possibilité d'un encerclement du groupe d'Armées alliées du Nord commence à prendre forme. » Il estime que les dispositions prises par lord Gort en dépit des ordres de son Gouvernement contribuèrent finalement à empêcher cette « possibilité d'encerclement ». Il reconnaît cependant implicitement que l'attitude du commandement britannique pendant ces journées cruciales ne fut pas des plus claires. En effet, la contre-attaque britannique d'Arras le 21 mai n'était, dans l'esprit de lord Gort, qu'une opération très limitée. Mais ne pouvait-elle faire naître chez les Français, le légitime espoir d'arrêter, alors qu'il en était peut-être temps encore, l'avance des divisions blindées allemandes ? De fait, apprenant le 20 mai par les généraux Ironside et Pownall le mouvement vers le sud de la *force Franklyn*, le général Billotte décidait immédiatement d'y associer deux divisions françaises à partir de Cambrai. Mais l'objectif britannique n'était que de renforcer les défenses d'Arras sans offensive sérieuse vers le sud, laissant peut-être échapper ainsi la dernière occasion de couper l'avance allemande.

Dès lors, le plan Weygand d'une double offensive venant du Nord et du Sud ne fut jamais sérieusement envisagé par le commandement britannique. Ses liaisons avec le haut commandement français, déjà précaires, furent encore momentanément amoindries par la disparition tragique du général Billotte en attendant que — après un délai de trois jours — la nomination du général Blanchard à la tête du groupe d'armées du Nord fût confirmée par le général Weygand. Il devenait aussi de plus en plus clair, et notamment dans le secteur britannique, que les décisions n'étaient plus prises au niveau le plus élevé, mais sur place, suivant les circonstances. Au moment même où le général Weygand essayait de monter sa double attaque, la plus puissante selon lui devant venir du Nord, lord Gort expliquait, dans un message à son Gouvernement, qu'il n'avait pas assez de munitions pour une offensive sérieuse. Le 25 mai, à 18 heures, il prenait la décision la plus grave de toute sa campagne : sans attendre ni même demander l'autorisation du haut commandement français, il ordonnait aux 5e et 50e divisions britanniques d'abandonner la préparation de l'attaque prévue vers le sud pour le 26 et de se porter immédiatement sur le flanc gauche anglais qu'une nouvelle brèche risquait de séparer de l'armée belge. Il est probable que lord Gort évita ainsi d'être encerclé, car cette brèche entre Menin et Ypres fut fermée juste à temps. Quelques heures plus tard, l'armée de von Bock aurait coupé de la mer le corps expéditionnaire pris dans un mouvement en pince, une branche remontant du sud-ouest vers Dunkerque et l'autre venant de l'est par le front belge submergé. Mais, les 5e et 50e divisions étant les seules réserves disponibles, leur déplacement signifiait l'abandon de tout espoir de couper l'avance allemande et de reconstituer un front continu.

Le major Ellis rend d'autre part, hommage à la première Armée française. Très durement éprouvée depuis le 10 mai, réduite à la valeur de 8 divisions et quelques éléments du corps de cavalerie, elle tenait, au moment

de la décision de lord Gort, un front de plus de 60 km. le long de la Sensée et du canal du Nord, par Condé, Valenciennes et Douai, c'est-à-dire le fond de la poche où étaient enfermées les Armées alliées. L'auteur reconnaît le rôle vital qu'elle joua avec succès dans cette phase de la campagne, et pour lequel on ne lui a pas toujours donné assez de crédit.

Ce qui aida enfin la manœuvre britannique fut une décision assez surprenante, prise par l'ennemi, d'arrêter momentanément l'avance de ses blindés. Le major Ellis montre que le responsable fut, non pas Hitler comme l'ont soutenu les chefs militaires allemands, mais bien Rundstedt. Hitler visitant le front le 25 mai, *approuva* l'ordre d'arrêter les panzers sur la ligne du canal, mais l'ordre lui-même avait été donné le 24 par Rundstedt. Après le départ d'Hitler, Rundstedt en publia une nouvelle version : « Par ordre du *Führer*... la ligne générale Lens-Béthune-Aire-Saint-Ouen-Gravelines (ligne du canal) ne sera *pas* dépassée. » Cet ordre d'arrêt surprit les commandants de divisions ; leurs journaux de guerre montrent combien ils furent désappointés par « les ordres d'Hitler » de faire halte. Ce fait fut, plusieurs années après, cité à tort comme un exemple du rôle néfaste joué par le *Führer* au cours de la campagne.

Le major Ellis consacre enfin une importante partie de son ouvrage à *l'opération Dynamo* c'est-à-dire à l'évacuation du *BEF* par Dunkerque (1). C'est le 26 mai, peu avant 19 heures, que l'Amirauté britannique envoya le signal indiquant que l'opération allait commencer. On a beaucoup écrit sur l'évacuation de Dunkerque et, presque inévitablement, souvent dans une perspective fausse : pour l'observateur mal informé, tout n'était que confusion, les troupes semblant agir surtout de leur propre initiative. A un tel observateur, le succès final de l'opération apparaît comme un triomphe de l'improvisation. Le major Ellis montre combien cette thèse est erronée. Du côté britannique, la première réunion considérant la possibilité d'une évacuation avait été présidée à Douvres par l'amiral Ramsay dès le 20 mai. La marine avait donc eu six jours pour préparer ses plans d'évacuation. Une des faiblesses de l'organisation de *Dynamo* fut l'impossibilité d'établir un bon système de communications entre les différentes plages d'embarquement, reliées seulement par voitures ou motocyclettes. Mais, s'il y eut un certain flottement dans les premiers jours, jusqu'à la fin les unités s'embarquèrent suivant des ordres détaillés, reçus par écrit. La poste aux armées continua même à distribuer lettres et paquets aux unités attendant de s'embarquer. En fait, confusion et absence de plan n'étaient qu'apparentes. Lorsque les opérations cessèrent au matin du 4 juin, des unités françaises, fortes d'environ 40.000 hommes, qui avaient protégé les dernières phases de l'évacuation, déposèrent les armes. Leur excellente discipline fut remarquée par le commander H. R. Troup qui, de la jetée centrale dirigeait les dernières opérations. Le major Ellis rappelle que la disproportion observée entre le nombre de Français et de Britanniques évacués s'explique surtout par le fait que l'embarquement des troupes françaises ne fut autorisé par le général Weygand que le 29 mai. Dans les trois premiers jours de l'opération, plus de 58.000 soldats britanniques avaient déjà été embarqués. Mais à partir de ce moment, l'embarquement se fit sur pied d'égalité : 140.000 Britanniques et 139.000 Français et Belges.

Cet embarquement d'un tiers de million d'hommes, exemple classique de collaboration des trois armes, occupe une place unique dans l'histoire navale. C'est avec raison que l'historien anglais salue cette opération à

(1) Le point de vue britannique sur l'évacuation a été présenté dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nos 10-11 de juin 1953, par le commander M. G. Saunders.

laquelle participèrent 765 navires britanniques dont un tiers appartenaient à la marine de guerre.

Après avoir rappelé le sort des unités britanniques envoyées sur la ligne Maginot, notamment la 51e division qui, après une longue retraite, fut presque entièrement capturée le 12 juin dans la région de Saint-Valery-en-Caux, le major Ellis en vient à conclure qu'à chaque instant, du point de vue britannique, l'étude de la campagne de 1940 montre que l'échec militaire est dû essentiellement à la politique menée dans les années précédant la guerre. Jusqu'au dernier moment, le Gouvernement britannique avait envisagé de participer à une guerre éventuelle sur mer et dans les airs, deux divisions seulement servant avec l'armée française comme témoignage presque symbolique de coopération sur terre. Le programme de réarmement correspondait donc à des forces terrestres très réduites et, par suite du changement de politique opéré au printemps de 1939, le *BEF*, même pour sa taille modeste, était faible en blindés et canons anti-chars.

D'autre part, cette campagne prouva, après bien d'autres, que des armées alliées ne sont pas fondues en un tout simplement par la désignation d'un commandant suprême. Les décisions prises par ce dernier ne sont pas toutes également critiquées par l'historien britannique. Par exemple, il estime que la décision d'avance sur la Dyle était discutable. D'après certains, les Alliés tombaient dans un piège allemand car, une fois la percée réalisée, les panzers avaient plus de place pour achever leur manœuvre sur les arrières alliés. Mais le major Ellis soutient qu'en fait les Allemands auraient peut-être été mieux servis si les Alliés n'avaient pas franchi la frontière franco-belge. A l'Armée belge, toute résistance aurait paru sans espoir et les Allemands auraient pu atteindre la frontière française en quelques jours, alors qu'il leur en fallut 18, pour briser la résistance belge et ainsi découvrir la gauche britannique. Ils n'atteignirent le secteur côtier de la frontière française que le 29 mai, alors que le rembarquement était commencé. Donc, même en laissant de côté les promesses faites à la Belgique, il semble que la décision d'avancer sur la Dyle fut raisonnable, bien que sa valeur soit annulée par les erreurs relatives à la 7e et à la 9e armées, l'une inutilement aventurée dans une avance qui gâchait ce qui aurait pu constituer de précieuses réserves, l'autre, relativement faible, dont la position en pivot devait faciliter la percée fatale des armées de Runstedt.

Dans l'ensemble cependant, les jugements qu'il porte sur le haut commandement français sont défavorables. Ce dernier fut « battu non seulement par la supériorité du nombre et de l'équipement mais par la rapidité des mouvements ennemis, par sa propre inaptitude à penser à l'avance et à évacuer rapidement des territoires qui ne pouvaient pourtant plus être défendus avec succès » ... Par contraste, les éloges qu'il décerne à lord Gort peuvent paraître un peu exagérés. Mais on ne peut que souscrire à la dernière conclusion du major Ellis : en ce qui concerne la Grande-Bretagne, la campagne de 1940 ne constituait pas un échec définitif. L'efficace collaboration des forces aériennes, terrestres et navales avait empêché l'ennemi de détruire le corps expéditionnaire. La campagne devait avoir pour effet immédiat de fortifier l'unité et la résolution britannique et de consolider les fondations sur lesquelles seraient construites les forces de la victoire finale.

Ajoutons que ce très important ouvrage est abondamment illustré et muni d'un index. Une quarantaine de cartes et de croquis de situation en facilitent la lecture. Il offre en appendices une étude de la manœuvre allemande, un tableau détaillé des forces britanniques engagées et l'original des textes français et allemands cités.

H. MONTEAGLE.

MÉMOIRES

Édouard Herriot, *Jadis*, t. II : *1914-1936*, Flammarion, 650 pages, Paris, 1952.

Mémoires ou Journal ? Peu importe, après tout... En cheminant à travers ces quelque 650 pages, l'historien traversera de façon commode, et toujours agréable, le quart de siècle qu'ouvrit la première guerre mondiale. Toutefois, avec ses immenses exigences, que l'auteur connaît lui-même, il regrettera, ici et là, trop de discrétion : à titre d'exemple, le beau chapitre qu'il aurait tant voulu lire sur les relations européennes du président Herriot, où est-il ? Il regrettera aussi de fermer le livre à la date du 26 janvier 1936...

Dans la perspective conduisant à 1939, le présent ouvrage apporte, sur quelques problèmes, des éléments de mise au point. Laissons de côté, en dépit de leur intérêt général, les confidences et les textes inédits concernant les entretiens de Chequers de 1924 et les origines de Locarno. Mentionnons encore, moins brièvement, la « question russe ». Édouard Herriot, depuis son voyage et son livre de 1922, n'a pas cessé de l'examiner, et de travailler à l'amitié, puis à l'alliance soviétique. Nous le voyons ici, entre 1934 et 1936, d'abord au ministère (Doumergue), puis à la présidence de la Chambre, dans un rôle important, mais non voyant, celui d'officieux : à la fin de février 1934, c'est à lui que Dovgalesky expose, « à titre personnel et confidentiel », les conditions de l'entrée de son pays à la *Société des nations*, ainsi que le projet de pactes régionaux d'assistance mutuelle (p. 391-392) ; à lui que sont données, un mois plus tard, des précisions (p. 401). Alphand complète du reste son information (p. 408). Ce n'est pas sa faute si, encore au début d'avril, le Président du Conseil « ne semble pas pressé » de voir réaliser le rapprochement avec la Russie, tandis que Louis Barthou « recherche ou accepte des délais » (p. 403-404). Dans l'entr'acte qui suit la disparition de Barthou et l'éclatement du ministère Doumergue, nous voyons Édouard Herriot un moment (novembre) pressenti comme intermédiaire entre le Japon et la Russie (p. 483). Le 4 avril 1935, « sous l'impression des mauvais renseignements venus d'Allemagne », il reprend son effort, va voir l'ambassadeur Potemkine, « discute avec lui les modalités d'un accord franco-russe » (p. 523). Laval, lui, se montre réticent : selon la très juste expression de l'auteur, s'il veut traiter avec les Soviets, « ne fût-ce que pour soutenir la Petite Entente et pour éviter un accord germano-russe, il redoute l'action éventuelle d'une armée bolchevik sur l'armée française, il n'a pas encore admis l'automatisme de l'alliance » (p. 523). La politique Laval l'emportera.

Indubitablement, le témoignage historique le plus important de l'ouvrage concerne les problèmes des réparations en 1932 et ceux du désarmement en 1934. Chef du gouvernement en 1932, Édouard Herriot se renseigne sur son collègue Franz von Papen, qu'il rencontrera sous peu : l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Vienne, M. de Peyerimhoff, Hesnard, le lui dépeignent sous des éclairages inégalement flatteurs (p. 303 à 315, *passim*). Nous voici à Lausanne. Sur les conversations franco-allemandes de ce printemps, le témoignage du Premier Français paraît en même temps que celui du chancelier allemand (1). Le Français s'arrête pratiquement au 30 juin,

(1) Franz von Papen, *Der Wahrheit eine Gasse*, Munich, 1952 (p. 198-214). Compte rendu dans cette revue, n° 13, janv. 1954.

l'Allemand examine l'ensemble de la conférence, jusqu'au 9 juillet : première disparité, à laquelle d'autres s'ajoutent. Il semble bien que, dès le premier contact personnel, le 16 juin, Papen ait exposé à son interlocuteur les grandes lignes d'un plan auquel il se tiendra, avec des variations dans les modalités, durant la conférence : son ministère représente un moment unique — la dernière expérience constitutionnelle, la première chance d'une emprise sur les nazis — dans la dérive allemande vers la misère et l'aventure ; l'intérêt commun de l'Europe est de prolonger ce moment, et de l'utiliser ; pour cela, il faut annuler les réparations, opérer un rapprochement politique, particulièrement entre la France et l'Allemagne. Édouard Herriot n'a pas été aussi fortement influencé que le veut Papen, mais il a été intéressé : au conseil de cabinet qu'il préside le 18, ses collègues admettent avec lui « l'idée d'une transaction ou financière ou économique ou politique » (p. 328), tandis que Laboulaye confère avec Bülow sur la sécurité et d'éventuelles conversations d'état-major (p. 329). Papen se serait couvert du côté britannique, en évoquant dans une lettre à Macdonald, le 21, l'idée d'un pacte consultatif avec l'Angleterre, la France et l'Italie (cela d'après ses *Mémoires*). Il aurait précisé ses offres à la France, le 24 : le gouvernement du Reich « encadrerait » les réparations dans « un large programme de restauration européenne ». il offrirait un pacte consultatif, valable pour toutes questions européennes, il obtiendrait, même réduite à « une formule sur le papier », la fameuse égalité des droits qui permettrait de « conclure un accord dans les limites admises par les deux états-majors », sur la question du désarmement (p. 338-339 et 342). Est-ce le 16 déjà que le chancelier allemand a réclamé, comme couronnement d'une grande négociation, l'abrogation de l'article 231 du traité de Versailles (1) ? Est-ce le 24 qu'il a suggéré « la création d'une sorte d'état-major général » franco-allemand (d'après ses *Mémoires*) ? En tout cas, un projet de déclaration a été rédigé par Laboulaye — projet oublié, dirait-on, par Édouard Herriot, et que nous voudrions bien connaître. Le 27 juin, point de rebroussement. Pour le Français, la délégation allemande est revenue de Berlin « complètement changée », intransigeante sur le problème des réparations. Pour l'Allemand, l'interview qu'il a donné à Stéphane Lauzanne, monté en épingle, façonné par le journaliste, a fait croire à une alliance imminente entre la France et l'Allemagne et produit l'effet d'une bombe. Aujourd'hui, on peut avancer une interprétation plus large encore. Le papier de Lauzanne a inquiété le Président du Conseil français, et une large fraction de l'opinion publique, en fortifiant le soupçon d'un projet d'alliance franco-allemande dirigé contre la Russie — ce qui était bien vu —, et il a inquiété le Premier anglais, ainsi que le peuple britannique, en révélant une orientation nouvelle de la politique extérieure de la France. Édouard Herriot a craint de s'être déjà laissé entraîner trop loin. Il a déclaré à son partenaire allemand qu'il convenait de mettre au courant Macdonald. La démarche eut lieu le 27, elle s'accompagna d'une confidence française sur la proposition réitérée, faite par Papen, d'une alliance militaire, Macdonald se montra « indigné » (p. 345) et reçut aussitôt Papen, auquel il exposa la thèse française, à savoir la priorité d'un paiement résiduel des réparations. Le chancelier allemand s'obstine encore le 28, dans une séance anglo-franco-allemande, et le 29, dans un entretien privé avec Herriot, où la question russe s'insinue. En vain. Reprise officiellement, la revendication concernant l'article 231 augmente le trouble. Pourquoi Édouard Herriot l'omet-il, de même que la suggestion britannique, à partir du 5 juillet, d'une sorte de pacte consultatif franco-anglais —

(1) Camille Bloch et Pierre Renouvin, La genèse et la signification de l'article 231 du traité de Versailles, dans *Revue de l'histoire de la guerre mondiale*, octobre 1952.

« l'accord de confiance », qui devait être signé à Paris, au lendemain même de la conférence (1) ?

Ainsi échoua la première grande offensive menée par l'Allemagne à la fois contre le système politique occidental et contre la Russie. Succès diplomatique de la France, succès négatif, que l'historien cherchera sans doute à mettre en rapport avec l'évolution accélérée de l'Allemagne dans les mois décisifs qui ont suivi Lausanne.

De portée beaucoup moins considérable, les propositions de Hitler à la France, le 19 janvier 1934, sur le désarmement, coïncidèrent chronologiquement avec celles de la Grande-Bretagne. Édouard Herriot refait l'historique des examens auxquels procédèrent les responsables de la France, jusqu'à la célèbre note du 17 avril. Il a d'ailleurs participé de manière active à ce grand chapitre de politique, en tant que ministre d'État et président, avec André Tardieu, d'une Commission spéciale, dite des Invalides. L'histoire est bien connue dans ses grandes lignes, mais l'auteur nous apporte quelques textes nouveaux. Il n'accepte pas la critique formelle adressée par M. François-Poncet (2) à la note du 17 avril (p. 410-411).

F. L'Huillier.

Winston S. Churchill, *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale*, VI. *Triomphe et tragédie*, trad. franç., 2 vol., in-8° carré de 420 et 451 pages et 12 cartes, Paris, Plon, 1954.

S'il est vrai qu'un certain recul est nécessaire à l'historien, ces deux derniers volumes s'éloignent de l'histoire plus encore que les précédents (3). Au reste, pour apprécier cet ensemble monumental, convient-il toujours de garder en mémoire, et son titre général, et sa présentation par l'auteur lui-même, dans la préface au premier volume : « *Je ne prétends point qu'elle soit de l'histoire, car c'est à une autre génération qu'incombera d'écrire l'histoire de notre temps, mais j'affirme avec confiance qu'elle apporte à cette histoire une contribution qui ne manquera pas d'être utile à l'avenir.* »

Simple témoignage donc, mais sur une période décisive, du débarquement anglo-américain (6 juin 1944) à la défaite électorale de Churchill (28 juillet 1945). Témoignage qui s'ajoute à bien d'autres (sauf du côté russe) mais qui est d'importance par la masse des documents, souvent inédits ou peu accessibles, tirés d'archives officielles, ou privées, cités en cours d'exposé ou placés en annexes. A chaque page foisonnent les précisions chiffrées et significatives : sur l'effort allié en Normandie, les résultats de la guerre sous-marine, les ravages exercés à Londres par tous les V (V 1 et V 2 surtout), les mesures de protection prises contre eux et qui annihilent, avant toute mise en action, les V 3, enfin l'ampleur des fournitures à la Russie, et le détail, au jour le jour, des décisions militaires sur les différents fronts. Récit très éloigné de toute sécheresse énumérative, et qui s'éclaire de remarques suggestives et de commentaires dont la brièveté n'exclut pas la pertinence. Ainsi sur la dispersion excessive des forces allemandes à l'Ouest, qui rappelle la faute identique commise par les Français en 1940 (1-8), ou encore sur l'accord stipulant l'entrée en guerre des Russes contre le Japon, qui est conclu sans la participation britannique ; Churchill en rejette donc toute la responsabilité sur les Américains, mais en

(1) Sur les réparations à Lausanne, voir Et. Weill-Raynal, *Les réparations allemandes et la France*, t. III, Paris, 1947, p. 682-711.

(2) André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, Paris, 1946, p. 174.

(3) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 13, janv. 1954.

ajoutant que, pour lui, le problème était « lointain et secondaire » et que « nous aurions été mal venus de les contrecarrer, sauf pour quelque raison extrêmement solide ». L'index copieux qui termine le dernier volume fait de l'ouvrage un instrument de travail indispensable, non seulement pour l'histoire de la deuxième guerre mondiale, mais pour celle de toute la période contemporaine. Témoignage d'une valeur encore accrue par la personnalité du témoin, sa naturelle curiosité, sa culture (1), son talent littéraire reconnu par la plus haute des distinctions académiques, le prix Nobel, et par l'ampleur de son activité gouvernementale étendue aux champs les plus divers.

Mais l'intérêt majeur du livre n'est pas là. Et le titre le souligne : *triomphe* donc évocation de la victoire commune, mais aussi *tragédie*, et c'est l'histoire d'une coalition qui menace de se disloquer, suivant une constante historique, dès que le succès est en vue. Cette tragédie nous place à l'origine des problèmes internationaux, les plus importants de l'heure actuelle : en bref de la querelle entre Occidentaux et Soviétiques. Déja, les précédents volumes mentionnaient, à diverses reprises, les frictions survenues entre Alliés surtout pour la question des fournitures à la Russie, les convois en direction de l'Arctique, le ton peu amène de certaines lettres soviétiques, et l'ouverture du deuxième front. Mais, se pose, maintenant que l'écroulement ennemi est proche, un problème plus vaste et plus difficile : le partage de l'Europe entre les vainqueurs. Partage qui dépendait des résultats obtenus par la stratégie alliée. C'est pourquoi on retrouve un Churchill hostile au plan *Anvil Dragoon* (débarquement dans le Midi français) comme il avait été hostile au déclenchement prématuré d'*Overlord* (débarquement en France). Son idée maîtresse reste de frapper le *ventre mou* de l'Europe, mais en se servant de l'armée d'Italie, en portant Alexander dans la plaine danubienne, par la trouée de Liubliana, afin de prévenir l'avance russe en ces régions. Mais il se heurte à l'avis des chefs de l'état-major mixte, à la répugnance des Américains qui confondent Europe centrale et Balkans, et pour lesquels ce dernier terme est synonyme de guêpier. Et plus tard, la charge pour presser Eisenhower d'entrer à Berlin et à Prague avant les Russes, afin de fixer, le plus à l'Est possible, la limite extrême de l'expansion soviétique. Souci qui rappelle ceux d'un autre âge, celui du Congrès de Vienne, et d'un autre Britannique, Castlereagh. Malgré l'appui du maréchal Smuts, dont les lettres citées sont d'un grand intérêt, surtout si on les rapproche d'un discours célèbre qui fut largement utilisé par la propagande allemande pendant l'occupation, Churchill doit s'incliner et n'est suivi que sur un point : Trieste est occupée de justesse par les forces anglo-américaines. Il est vrai qu'il avait sur ce point l'acquiescement américain. Alors que, trop souvent, les illusions de Roosevelt et sa confiance en une Russie apaisée, entrée dans le concert mondial, freinaient ou contrariaient la stratégie militaire ou politique de Churchill. Roosevelt ne propose-t-il pas un jour (1. 67) de faire arbitrer par les Russes le différend anglo-américain sur l'éventualité d'une offensive en direction du Danube ? Et l'humour ne semble pas avoir de place dans cet étrange projet. Dans quelle mesure cette politique, que les faits actuels peuvent qualifier de prévoyante, a-t-elle pu contribuer au « durcissement » des Russes ? Le problème reste ouvert, et la solution définitive ne peut intervenir qu'après confrontation avec les documents russes. C'est dire qu'elle n'est pas toute proche.

(1) Au milieu des plus graves soucis, Churchill trouve toujours un instant d'évasion vers un poète aimé, comme Rupart Brooke, dont il va saluer la tombe au prix d'un détour (11-49-50). Vers le passé glorieux de l'armée britannique, quand il visite en pèlerin le champ de bataille de Balaklava, en Crimée (11-49). Ou lorsqu'il consacre quelques heures à la contemplation d'un paysage.

Un effort décisif pour fixer les limites d'expansion est fait par Churchill à la Conférence de Moscou (octobre 1944). Il le narre avec une sincérité où pointe même ce qu'on peut nommer *fair play*, mais qui est très voisin du cynisme (I-235). Sur une « demi-feuille de papier », le premier anglais inscrit les pourcentages d'influences attribués aux Russes et aux Anglais dans les pays d'Europe centrale et balkanique ; en Roumanie, 90 % d'influence russe ; en Grèce, 90 % d'influence britannique, égalité pour la Yougoslavie et la Hongrie, et, pour la Bulgarie, 75 % d'influence russe. Tout de suite, le gros crayon bleu de Staline approuve. Mais, par la suite, l'application de ces principes n'ira pas sans difficultés. D'autant plus qu'à la Conférence de Yalta, sous l'influence de Roosevelt, on en revient au principe des élections libres, et de l'établissement de gouvernements démocratiques dans les pays libérés. Principes qui s'éloignent d'un réalisme trop cynique, mais sans mener à la justice. Sans doute, l'accord de Moscou permet l'action britannique en Grèce, la défaite en ce pays des forces communistes abandonnées par les Russes au moment décisif. Mais, ailleurs, sont submergées les dernières traces d'influence occidentale. Et la marée soviétique s'étend à toute la Hongrie et même un moment à la Yougoslavie, sans souci du principe d'égalité posé à Moscou. Il est vrai que sur le chef du Gouvernement yougoslave persistaient à Londres des illusions qui ne pourraient être qualifiées de prescience qu'après la rupture entre Staline et Tito. Ce dernier, en effet, reçu par Churchill à Naples en août 1944, lui avait déclaré que son intention n'était pas d'introduire le régime communiste en Yougoslavie (1-93), mais il avait toutefois décliné l'invitation de répéter publiquement cette déclaration. Il est vrai que pendant les mois suivants la question royale et la question d'Istrie enveniment les rapports entre Alliés et Yougoslaves.

Mais la question de Pologne est celle qui contribue le plus au refroidissement des rapports entre Alliés et Russes. Peut-être par les pourcentages de sa « demi-feuille de papier » où la Pologne ne figurait pas, Churchill avait-il espéré pour ce pays un meilleur sort, au prix de larges abandons balkaniques ? Les circonstances de l'écrasement de la révolte polonaise à Varsovie (août 1944), sans intervention des forces russes toutes proches (1-131-149) avaient éveillé à Londres et dans tout l'Occident une vive indignation et des suspicions à l'égard de Moscou. Mais il faut dire qu'elles n'empêchent pas la reprise de négociations sur le problème polonais, en particulier à la Conférence de Yalta. Celle-ci fixe même la frontière orientale de la Pologne à l'ancienne ligne Curzon, concession importante aux Russes, mais qu'il était difficile de leur refuser par suite du caractère même et des origines de cette ligne. Mais elle n'accepte pas formellement, pour la frontière occidentale, la ligne Oder-Neiss. Enfin, elle pose mais de manière assez équivoque, le principe de la fusion, en un même Gouvernement, de tous les mouvements polonais de résistance. On sait la suite dont les étapes sont marquées ici, non sans amertume : l'impossibilité d'établir en Pologne un Gouvernement d'union nationale ; la protection exclusive donnée par les Russes aux communistes de Lublin, le guet-apens tendu aux dirigeants polonais non-communistes (avril 1945) et la transformation de la Pologne, après la Roumanie, en État satellite. Tous ces faits restent aujourd'hui matière à controverses passionnées où se croisent accusations réciproques, soit de mauvaise foi, soit de complaisance à l'égard d'anciens alliés des nazis. Ce n'est point encore l'heure, ni le lieu de trancher. Mais on peut, pour l'appréciation de ce lamentable épisode d'une guerre entreprise pour le salut de la Pologne, faire la part de quelques faits et surtout de quelques sentiments. Parmi eux le déclin des forces d'un Roosevelt qui a pu encourager les Russes à précipiter leur action, pour bénéficier du préjugé favorable que gardait à Staline

le président des États-Unis ; l'anti-communisme déclaré et vigilant d'un Churchill conjugué avec la méfiance congénitale des Russes, attestée, en mars 1945, par le ton violent de leurs récriminations lors des contacts établis à Berne par les chefs militaires alliés et un général des S. S. ; les traits éternels de la mentalité polonaise, si anarchique et si rebelle à tout impératif d'unité nationale ; enfin et surtout, les différences d'interprétation, à l'Est et à l'Ouest, des vocables les plus courants dans les négociations de l'époque : démocratie, liberté des élections, Gouvernement représentatif, indépendance. On s'accordait sur des mots, et non sur leur sens. Deux idéologies, deux mondes, unis un instant, se séparaient. En tout cas, le mérite de Churchill est d'ouvrir largement le dossier de l'Occident : on souhaiterait que le dossier de l'Est offrît, en réplique, une documentation comparable.

Grand livre, donc, riche de faits, de textes utiles, mais aussi de sujets de réflexions. On veut espérer que la phrase mise en exergue, pour servir de thème : *Comment les grandes démocraties triomphèrent et se trouvèrent, de ce fait, en mesure de recommencer les sottises qui avaient manqué, de si peu, leur coûter la vie,* ne trouve pas sa pleine signification.

Henri CALVET.

Adolf HITLER, *Libres propos sur la guerre et la paix*, recueillis sur l'ordre de Martin BORMANN, Paris, 1952, in-8°. — *Hitler's Table talk 1941-44*, London, 1953, in-8°.

Nous possédons maintenant trois éditions des *Propos de table* de Hitler : une allemande, une française et une anglaise. Cette abondance de biens n'est pas pour nous aider car on reste perplexe devant ces trois éditions qui ne sont pas tout à fait semblables sans être absolument différentes.

L'édition allemande du Dr Picker qui n'est pas complète (ne s'étendant que du 21 juillet 1941 au 31 juillet 1942) a été établie non d'après l'original, mais d'après les doubles que le Dr Picker avait conservés. Les propos y sont classés dans un ordre logique.

L'édition française, qui est l'œuvre de M. François Genoud, s'étend, elle, du 5 juillet 1941 au 12 mars 1942. Un second volume vient de paraître (1). Elle a été établie d'après l'original et les propos y sont donnés dans l'ordre chronologique. Le texte français présente des variantes assez considérables par rapport au texte allemand : la fantaisie du traducteur ou le manuscrit original, en la possession de M. Genoud, est-il différent des doubles tenus par le Dr Picker? Il faut d'ailleurs noter que M. Genoud nous parle de « rectifications » faites par Bormann sur l'original. On eût aimé que ces « rectifications » eussent été imprimées en italiques.

L'édition anglaise est complète. Elle suit de très près l'édition française. On y retrouve par suite les mêmes variantes par rapport à l'édition allemande. L'index est très supérieur à celui de l'édition française. Enfin l'éditeur anglais, en produisant un photostat de deux pages de l'original, et en nous signalant que certains textes publiés par le Dr Picker avaient été supprimés par Bormann dans l'original nous parait plus sérieux que M. Genoud déclarant tout net que l'édition allemande est truffée d'erreurs et de déformations volontaires.

Il convient d'insister sur la prudence avec laquelle on doit utiliser cette source historique. Certes, M. Genoud nous dit qu'Hitler parlant devant les auditeurs de son choix, n'avait aucune raison, s'adressant à eux, de masquer sa pensée ou de la déformer. Sans doute. Mais Hitler pouvait aussi se vanter.

(1) Il en sera rendu compte dans un prochain numéro de la revue.

De fait beaucoup de ses allégations sont parfaitement invérifiables : l'historien peut les accepter s'il veut, mais sans preuves. Je crains que cet acte de foi soit particulièrement difficile devant l'énormité de certains chiffres.

Ainsi ces 5 milliards de marks que Hitler dit le 16 août 1942 avoir été le montant du budget militaire pour 1934-35. Chacun sait qu'en mars 1934 les budgets militaires allemands ont été augmentés. Mais les vrais chiffres étaient plus modestes : 654 millions pour l'armée de terre, 236 pour la marine, 160 pour l'aviation (civile) et 50 pour la défense passive. Sans doute peut-on accepter les dires d'Hitler quand celui-ci exprime ses opinions du moment : ainsi quand il dit (11 août 1942) qu'il accepterait une paix blanche avec l'Angleterre si celle-ci la lui proposait. Mais cela n'allait-il pas sans qu'il le dise ?

André Scherer,
Londres.

Hesse (Fritz), *Das Spiel um Deutschland*, München, Paul List Verlag, 1953, in-8°, 443 pages.

L'ouvrage de Fritz Hesse qui, à Londres, fut à la fois chef du bureau du *D. N. B.* et attaché de presse à l'ambassade du Reich, puis à Berlin membre de la *Dienststelle* (Bureau) *Ribbentrop* (1), est bien dans la ligne de l'abondante production allemande d'apologies personnelles. Mais, à la différence d'un grand nombre de ses devanciers, Fritz Hesse ne cherche pas à prendre figure de « résistant » — les « résistants » ou soi-disant tels lui semblent avoir été plus candides qu'intelligents. Ce qu'il tient à mettre en évidence, c'est sa perspicacité, son jugement infaillible. De son étonnante faculté de prévision, il fournit des preuves surabondantes... mais fragiles : car ceux-là même dont il invoque le témoignage sont, pour la plupart, disparus. Le récit de ses entretiens avec Ribbentrop, Schulenburg, par exemple, est d'une lecture attachante ; écrit par un journaliste de talent (2), il suscite cependant la défiance de l'historien (3).

Celui-ci, toutefois, aurait tort de négliger, de parti pris, l'ouvrage de Fritz Hesse qui renferme, en particulier sur les relations germano-britanniques de 1935 à 1939, des indications intéressantes. C'est ainsi que Fr. Hesse attribue un rôle décisif dans la crise de mars 1936 au roi d'Angleterre. Edouard VIII aurait menacé Baldwin d'abdiquer si le Gouvernement

(1) Sur la *Dienststelle Ribbentrop*, on pourra se reporter à l'ouvrage d'Erich Kordt, *Nicht aus den Akten*, Stuttgart, 1950, et au compte rendu que nous lui avons consacré, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 4, octobre 1951, p. 60-65.

(2) Journaliste de formation, Fr. Hesse sera, pendant la guerre, chargé dans la *Dienststelle Ribbentrop*, de rédiger des comptes rendus de presse et de faire des synthèses de rapports d'informateurs.

On sait que les historiens alliés qui, après 1945, ont assumé la charge d'éditer *Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse*, ont dû renoncer à publier dans leur intégralité la masse des papiers de la *Dienststelle Ribbentrop*. Ainsi qu'ils l'ont expliqué (*Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse*, t. I : *De Neurath à Ribbentrop*, Paris, Plon, 1950, Introduction générale, p. IX), ils se sont mis d'accord pour que les comptes rendus de presse, les rapports des informateurs et les commentaires rédigés par la *Dienststelle Ribbentrop* ne soient retenus que là où l'influence de ces documents sur la politique allemande est clairement prouvée. Fr. Hesse, autant par amour-propre d'auteur non publié que par esprit de dénigrement systématique, voit dans cette attitude des historiens alliés la preuve de leur partialité et de leur incompétence (note de la p. 18).

(3) Fr. Hesse paraît attacher peu d'importance à la chronologie. Des indications intéressantes, mais non datées, perdent toute signification, surtout lorsqu'elles se rapportent à des crises diplomatiques.

britannique prenait, à l'instigation de la France, une attitude énergique conduisant à la guerre. Bien plus, il n'aurait pas hésité à téléphoner lui-même à son ami, l'ambassadeur du Reich von Hoesch, pour lui faire connaître sa prise de position. En sa double qualité de journaliste et d'attaché de presse, Fritz Hesse avait noué avec les milieux conservateurs britanniques des rapports étroits facilités par ses sympathies d'homme de droite pour l'Angleterre de Baldwin et surtout pour celle de N. Chamberlain, si compréhensive à l'égard des aspirations allemandes. Il est incontestable qu'il a été très lié, notamment, avec George Steward et avec Sir Horace Wilson, respectivement chef du Service de presse et conseiller du premier ministre (1).

Pendant la crise de septembre 1938, il aurait suggéré à Sir Horace Wilson, d'intervenir auprès de Mussolini pour provoquer la médiation italienne qui devait aboutir à la Conférence de Munich. Après l'occupation de Prague, Fritz Hesse a apprécié mieux qu'aucun diplomate allemand le revirement de l'opinion publique britannique. Toutefois, il a tendance à imputer ce revirement moins au récent coup de force hitlérien qu'aux menées d'hommes tels que Churchill, Eden et Amery. Derrière le « parti de la guerre » en voie de formation, il voit se profiler l'ombre inquiétante du président Roosevelt. Aussi conseille-t-il à Ribbentrop (2) d'agir sur la presse allemande pour qu'elle cesse d'attaquer inconsidérément la Grande-Bretagne dont le Gouvernement n'a pas renoncé définitivement à l'idée de négocier avec le Reich. C'est précisément à ce moment que Sir Horace Wilson, agissant par-dessus la tête de l'ambassadeur Dirksen et du conseiller d'ambassade Theo Kordt (3), fait part à Fritz Hesse d'une proposition de pacte défensif anglo-allemand d'une durée de vingt-cinq ans, assorti d'un prêt financier à l'Allemagne, contre l'engagement de n'entreprendre aucune action susceptible de déclencher un conflit. Cette ouverture officieuse aurait été bien accueillie par Ribbentrop mais rejetée par Hitler, persuadé que les Anglais bluffaient en affirmant être prêts à soutenir militairement la Pologne (4). Avec raison, semble-t-il, Fritz Hesse insiste sur l'influence que les souvenirs de Godesberg et de Munich ont exercée sur les décisions ultimes de Hitler dans l'été de 1939.

Sur les derniers jours de la paix, Fr. Hesse n'apporte que peu d'éléments nouveaux. Il convient de signaler toutefois les procédés utilisés par l'entourage de Hitler pour le confirmer dans sa résolution de régler par la force la question polonaise. Le 26 août, la radio aux ordres de Gœbbels avait joué le *Deutschlands Lied*, signal convenu pour provoquer en Pologne l'insurrection de la minorité allemande. Au cours de la répression qui s'ensuivit, 4.850 Allemands auraient péri (5). Les services de renseignements ayant fait

(1) On trouvera à la fin du volume deux lettres, l'une de G. Steward à Mme Hesse (18-7-1946), l'autre de Sir Horace Wilson (13-1-1948) à l'auteur même, qui confirment l'existence d'anciennes relations personnelles (p. 437 et 438). Sur l'attitude de ces personnalités et sur celle de l'opinion publique britannique au cours de l'année 1938, Fr. Hesse a rédigé des rapports que l'on trouvera dans l'édition allemande non abrégée des *Akten zur deutschen auswärtigen Politik*, Imprimerie Nationale, Baden-Baden, Bd. I, 1950, p. 43-45, p. 45-46 ; Bd. II, 1950, p. 318, p. 792 ; Bd. IV, 1951, p. 265, p. 272.

(2) Cf. les derniers rapports cités à la note précédente.

(3) Il s'agit du frère d'Erich Kordt, auteur de l'ouvrage cité *supra* (n. 1), p. 13.

(4) Le 20 août 1939, Sir Horace Wilson assure à Fr. Hesse que la Grande-Bretagne est déterminée à tenir ses engagements à l'égard de la Pologne. Le Gouvernement Chamberlain, on le voit, n'a, à la veille de la seconde guerre mondiale, laissé échapper aucune occasion de faire savoir aux représentants officiels et officieux du Reich, qu'il ne fallait pas compter sur un nouveau Munich.

(5) Ce chiffre, selon Hesse, aurait été établi à la suite d'enquêtes menées après la fin de la guerre germano-polonaise.

état de 50.000 victimes, un certain Berndt, représentant du *D. N. B.* auprès de Hitler, jugea ce nombre trop faible ; il lui ajouta un zéro avant de le communiquer au Führer (1). Notons enfin que Fr. Hesse, qui juge sans indulgence les mérites de Neville Henderson, estime que l'ambassadeur britannique a commis une lourde erreur, en nouant, par l'intermédiaire du Suédois Dahlerus, d'ultimes négociations avec Gœring qui, selon Hesse, était incapable d'exercer la moindre action sur Hitler dans le domaine de la politique extérieure.

La guerre venue, Fr. Hesse entre dans la *Dienststelle Ribbentrop* ; il est plus particulièrement chargé de renseigner le ministre des Affaires étrangères sur les questions britanniques. Il a certainement vu et entendu beaucoup de choses. Ce qu'il en a retenu est destiné moins à éclairer la politique extérieure du Troisième Reich qu'à exalter le rôle de l'auteur et à tourner en dérision les diplomates de la vieille école (2) qui se sont efforcés, après la guerre, de présenter la *Wilhelmstrasse* comme une pépinière de « résistants ». Fr. Hesse a sans doute été naguère traité de haut par les Weizsaecker, les Erich Kordt. Aujourd'hui, celui qu'ils devaient considérer comme un diplomate amateur leur prodigue rétrospectivement de sévères leçons de diplomatie. Fr. Hesse insiste, non sans lourdeur, sur la vanité des efforts entrepris pour réaliser contre Hitler une entente avec les Anglo-Saxons, déterminés à imposer au Gouvernement allemand, quel qu'il fût, un nouveau Versailles.

C'est la résistance allemande, dans son ensemble, aussi bien celle des diplomates que celle des militaires, que Fr. Hesse s'efforce visiblement de discréditer dans un chapitre (p. 330-372) consacré au 20 juillet 1944. La tentative de putsch du 20 juillet a, on le sait, donné lieu, tant en Allemagne qu'à l'étranger, à une abondante littérature ; elle reste et restera sans doute enveloppée de mystère : les principaux acteurs ont été exécutés, leurs papiers saisis et probablement détruits. Fr. Hesse, qui a connu la plupart des conjurés, et se trouvait, le 20 juillet, aux côtés de Ribbentrop, à proximité du grand quartier général de Hitler en Prusse orientale, serait en mesure de contribuer à apporter quelque lumière sur cette ténébreuse affaire, si son parti pris n'était aussi systématique. De son exposé, nous retiendrons d'abord que, contrairement à la majorité de ses devanciers, il minimise le rôle de l'élément civil, qu'il s'agisse de Goerdeler ou de von Hassel. Le putsch, ainsi que la révolution politique qu'il devait, en cas de succès, provoquer, auraient été préparés surtout par certains cercles de l'armée. En second lieu, Hesse souligne que l'opposition militaire ne constituait pas un bloc uni : elle aurait comporté trois groupes au moins, ne s'accordant que sur la nécessité de renverser Hitler et son régime : des membres du grand état-major rassemblés par le général Wagner, auraient rêvé de porter au pouvoir le plus populaire d'entre eux, le maréchal Rommel ; un deuxième groupe d'officiers généraux dont le chef était Beck aurait estimé nécessaire, en revanche, une fois Hitler abattu, d'accorder dans le futur Gouvernement une place prépondérante à des civils comme Goerdeler

(1) Fr. Hesse note que Ribbentrop ne répugnait pas, lui non plus, aux falsifications. Lorsque le nombre des victimes allemandes eut été arrêté à 4.850, il l'arrondit à 50.000.

(2) Fr. Hesse ne se contente pas, avec une complaisance inlassable, d'opposer sa perspicacité à la candeur des diplomates « résistants ». Il se targue encore d'avoir, dans les derniers jours de la guerre, sauvé la vie d'hommes politiques internés en Allemagne. Il est toutefois fâcheux qu'après avoir cité les noms de L. Blum, d'Éd. Herriot, il ajoute celui du président Vincent Auriol... qui, dès 1943, avait rejoint le général de Gaulle !

et von Hassel ; de jeunes officiers auraient formé, sous la direction de Stauffenberg, un troisième groupe en relations avec l'ancien ambassadeur à Moscou, von der Schulenburg ; en accord avec celui-ci et contrairement aux autres conjurés qui n'envisageaient une capitulation que sur le front occidental, ils n'auraient pas exclu la possibilité de s'entendre avec l'U. R. S. S. Considérant comme certains les bruits qui ont circulé sur des tentatives soviétiques en vue de négocier une paix séparée avec l'Allemagne, Hesse assure que c'est le dernier sondage de la diplomatie russe qui a précipité la décision de Stauffenberg d'en finir avec Hitler. Dans la première quinzaine de juillet 1944, l'ambassadeur japonais Oshima serait venu annoncer au *Führer* que le *Tenno* était prêt à jouer le rôle de médiateur entre l'Allemagne et l'U. R. S. S. Averti par von der Schulenburg de cette démarche nipponne qu'on ne pouvait imaginer avoir été effectuée sans l'assentiment de Moscou, Stauffenberg se serait alors résolu à passer à l'exécution. Homme du Sud mais partageant les préjugés des officiers prussiens de son groupe qui n'avaient pas oublié qu'à deux reprises — sous Frédéric II puis en 1813 — la Prusse avait été sauvée par une politique d'entente avec la Russie, Stauffenberg aurait voulu que ce fût l'opposition, et non Hitler, qui négociât avec Staline le rapprochement salvateur. Dans ces perspectives, la date du 20 juillet choisie par Stauffenberg s'explique parfaitement. Mais quelle est la valeur du témoignage de Hesse (1) ?

Dans son dernier chapitre (« Das Ende », p. 373-431), l'exposé de l'auteur n'est plus celui d'un témoin plus ou moins suspect, mais d'un acteur. En janvier 1945, il soumet à Ribbentrop un plan de négociations avec les puissances occidentales : l'Allemagne promettrait, à l'intérieur, de renoncer aux pratiques de la dictature, et, à l'extérieur, de s'engager dans la voie de la coopération internationale. Les Alliés, de leur côté, lui assureraient des « frontières équitables » et lui accorderaient le droit de choisir librement la forme de son Gouvernement. Pour prouver la sincérité de sa conversion, le Gouvernement de Berlin supprimerait immédiatement les camps de concentration et arrêterait toute poursuite contre ses adversaires politiques. Ribbentrop aurait présenté ce plan à Hitler qui l'aurait accepté dans la conviction que Roosevelt et Churchill le repousseraient. Effectivement, les propositions allemandes reçurent un accueil peu encourageant, tant du Vatican que des agents occidentaux, officiels ou officieux, en Suisse et en Espagne. C'est alors que Ribbentrop envoya Hesse en Suède. De la mi-février au début de mars 1945, ce dernier eut de nombreux contacts avec des hommes d'affaires ou des hommes politiques suédois, et avec des représentants des organisations juives américaines. Ses interlocuteurs accueillirent avec faveur ses promesses de sauver de l'extermination les internés politiques et raciaux des camps de concentration. Mais ils ne lui laissèrent aucun espoir sur la possibilité d'une capitulation séparée avec les Anglo-Saxons.

Ce dernier épisode, relaté avec une excessive complaisance par l'auteur, porte le témoignage d'une adhésion un peu tardive aux vues de cette opposition — celle des diplomates de la *Wilhelmstrasse* et celle des militaires comme Beck — dont la candeur a été soulignée précédemment à

(1) Sur les offres de l'ambassadeur Oshima, l'auteur fait état de confidences de Ribbentrop et de von der Schulenburg. En ce qui concerne l'attitude de Stauffenberg, il dit avoir été renseigné par le conseiller d'ambassade Trott. Mais von der Schulenburg et Trott ont été victimes de la répression qui a suivi le 20 juillet. Quant à Ribbentrop, il a été exécuté à l'issue du procès de Nuremberg.

longueur de pages. S'il était, en effet, utopique d'imaginer en juillet 1944 que les Occidentaux renonceraient à exiger de l'Allemagne une capitulation générale et inconditionnelle, n'était-il pas insensé, en février-mars 1945, de caresser l'espoir qu'ils se montreraient plus accommodants ?

Fritz Hesse ne paraît avoir eu conscience ni de sa conversion, ni de cette contradiction.

Jean Sigmann,
Faculté des Lettres, Strasbourg.

Kesselring, *Soldat bis zum letzten Tag*, 1953, Athenäum Verlag, Binn (475 pages, 22 cartes, 24 photos).

Comme le veut le genre même des mémoires militaires, il s'agit à la fois d'une autobiographie, d'un plaidoyer *pro domo* (on sait que Kesselring, condamné à mort en 1947, mesure transformée en détention perpétuelle, a été récemment libéré) et d'une défense de l'armée. A la dernière page nous lisons : « J'ai pu difficilement me décider à écrire ce livre. Je l'ai finalement fait pour... participer à la rédaction véridique d'une bonne partie d'histoire allemande, pour édifier un monument à nos remarquables soldats allemands et pour contribuer à ce que la guerre soit connue dans sa totalité et dans sa gravité de manière à ce qu'elle soit effectivement reléguée au rang d'*ultima ratio* des peuples. »

L'autobiographie, rédigée fort sobrement, commence en 1904, date à laquelle le jeune Kesselring (né en 1885), quitte le lycée de Bayreuth pour entrer au 2e régiment d'artillerie bavarois, alors en garnison à Metz. Il fait la première guerre mondiale dans divers états-majors successivement sur le front russe et sur le front occidental. La décomposition de l'armée allemande en 1918-1919 lui a laissé un souvenir amer, ce qui l'amène à dire qu'en 1945 on n'a heureusement pas assisté à un spectacle pareil.

En 1922, il entre au ministère de la *Reichswehr* et en 1933 passe à celui de la *Luftwaffe* dont il devient le chef d'état-major. Il commande une flotte aérienne lors de la campagne de Pologne, puis lors de la campagne de France, à la suite de laquelle il est nommé maréchal. Il dirige avec Gœring les grandes attaques aériennes contre l'Angleterre pendant l'été 1940 mais reproche à Hitler de n'avoir pas préparé l'invasion de l'île par une opération combinée de l'armée, de la marine, et de l'aviation qui, selon lui, eût pu parfaitement réussir. Il participa aussi, jusqu'en novembre 1941, à la campagne de Russie et croit que, la prise de Moscou eût été possible si l'on n'avait pas couru plusieurs lièvres à la fois

Puis Hitler le transféra sur le théâtre d'opérations méridional avec le titre de *commandant en chef Sud*, un Sud qui englobe à la fois l'Italie, la Méditerranée et l'Afrique. Mais jusqu'en 1943, il n'y est pas seul à commander, car il doit tenir compte du *Commando Supremo* italien et de Rommel avec lequel il s'entend mal et auquel il reproche d'avoir brusqué les Italiens, tandis que lui s'appliquait à les ménager. Après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, l'invasion de la Sicile et la chute de Mussolini, c'est à Kesselring qu'incombe la défense de la Péninsule. Elle lui a valu une réputation militaire non usurpée puisqu'il y a obligé les Alliés à une campagne longue, pénible et extrêmement meurtrière. C'est probablement cette habileté dans la défense qui a amené Hitler, le 8 mars 1945, à choisir Kesselring pour remplacer von Rundstedt à la tête des armées du front de l'Ouest. Avec son sang-froid habituel Kesselring fait face à la situation de son mieux mais sans illusions. A la fin d'avril, il est nommé *détenteur du pouvoir exécutif* pour la zone sud, tandis que Dönitz l'est pour la zone nord. Le 2 mai, il

engage par radio avec les Américains les pourparlers de capitulation et le 6 mai, il se rend à eux.

Dans son long récit, les opérations en Italie occupent une place de choix. Quelques traits de duplicité ne manquent pas de sel. C'est ainsi qu'au lendemain de la chute de Mussolini, Kesselring a un long entretien avec Badoglio puis avec le roi : tous deux lui confirment la résolution italienne de continuer la lutte aux côtés de l'Allemagne ; Badoglio lui précise qu'il ne peut lui dire où se trouve le Duce « car seul le roi le sait » tandis que de son côté le roi lui déclare que « seul Badoglio le sait ».

Une brève mention est faite du corps expéditionnaire français dont Kesselring note l'aptitude au combat en montagne. Par contre, sous la mention *Bandenkrieg* tout un chapitre est consacré à la lutte contre les *partisans* et l'on comprend que l'auteur y ait longuement insisté puisqu'il a été condamné à mort à propos de mesures prises contre ceux qu'il appelle les *candidats à la mort*. En vrai militaire de carrière, Kesselring éprouve de la répulsion pour les *combattants sans uniforme* dont l'action dit-il est contraire aux stipulations des conférences de La Haye. S'il reconnaît qu'il y avait parmi eux des hommes valeureux, il souligne la présence d' « éléments criminels » qui « volaient, pillaient, assassinaient où et quand ils pouvaient » et conclut qu'à leur égard, « il fallait agir militairement, non sentimentalement ». S'il a pris contre eux des mesures énergiques, il ajoute qu'il n'hésitait pas non plus à prendre des mesures « draconiennes » envers les troupes allemandes qui avaient molesté l'habitant. Il énumère aussi toutes les mesures prises pour la sauvegarde des villes et des œuvres d'art et revendique pour lui d'avoir sauvé des griffes d'Himmler les Juifs de Rome.

Les passages les plus intéressants du livre concernent les rapports de Kesselring avec Hitler et le commandement suprême de la *Wehrmacht (O. K. W.)*. Il semble bien que d'une part Kesselring ait joui de la confiance d'Hitler et de l'*O. K. W.* et que d'autre part il ait gardé à leur égard une certaine indépendance qui, sans aller jusqu'à refuser d'exécuter les ordres reçus, l'amenait, comme il le dit, lui-même, à les interpréter de façon fort personnelle. Au début de juillet 1944, pour avoir les mains libres en Italie il alla trouver Hitler en personne et lui dit entre autres : « Il s'agit de savoir si vous, mon *Führer*, après Stalingrad et Tunis, vous pouvez encore vous permettre de perdre deux armées. De mon point de vue, j'en doute d'autant plus que, si j'adopte vos conceptions, le chemin vers l'Allemagne s'ouvre aux Alliés, tandis que si la liberté d'action me reste assurée, je puis garantir que je retarderai notablement l'avance des Alliés et qu'ainsi je créerai pour 1945 des conditions de lutte qui viendront s'insérer dans le cadre d'ensemble de votre conduite de la guerre » (p. 294). Hitler accepta.

L'attentat du 20 juillet 1944 — auquel on sent que Kesselring est hostile — n'eut pas d'écho en Italie ; en effet, dit-il, « le lien du serment était trop fort ; Hitler, en tant que personnalité magique était trop omniprésent, et il était trop peu connu dans ses actions criminelles pour que l'idée d'une conspiration ait pu prendre corps » (p. 299).

Du 10 mars au 12 avril 1945, Kesselring eut quatre entrevues avec Hitler qui, à la dernière encore, se montra optimiste au point que Kesselring se demande si cette attitude répondait à un sentiment profond ou était de la comédie. Il résume ainsi les quatre entrevues : « Malgré les revers subis, je n'ai jamais essuyé de reproches.

« Hitler écoutait mon exposé sans m'interrompre, montrait la plus grande compréhension pour les questions que je soulevais et se décidait presque toujours dans le sens de mon exposé. Sa force intellectuelle présentait un étonnant contraste avec son état physique » (p. 386).

Cette attitude personnelle d'Hitler n'empêche pas Kesselring de formuler des critiques à l'égard du parti nazi. Personnellement, il reste fidèle à la conception de von Seeckt c'est-à-dire à celle d'une armée se tenant à l'écart de la politique. C'est pourquoi à la fin de son livre, il préconise le maintien du serment du soldat, serment qui « confère à l'obéissance la valeur d'un impératif catégorique » (p. 425). Il n'y a là rien d'étonnant de la part d'un homme qui, à la première page de ses mémoires, se dépeint comme un « soldat corps et âme ». Sans méconnaître qu'il peut y avoir dans cette conception une certaine grandeur nous constatons qu'elle entraîne parfois chez Kesselring une certaine étroitesse. Épris de *Soldatentum* il est dur pour ceux qui ont « flanché » ; s'il n'a guère d'orgueil personnel, il participe à l'orgueil collectif de ceux qui ont tenu jusqu'au bout et, dans sa défense du soldat allemand, il englobe les SS dont il note qu'après leur reddition « ils ne furent pas toujours traités humainement » (p. 421).

A. Meyer.

Mlle L. E. Winkel, *De ondergrondse pers 1940-1945 (La presse clandestine, 1940-1945)*, Institut national de Documentation de Guerre, Monographies n° 6, La Haye, 1954, 414 pages, fac-sim., sommaire en anglais.

Ce livre important de Mlle Winkel, collaboratrice de l'*Institut national de Documentation de guerre* à Amsterdam, contient un aperçu alphabétique et raisonné de 1.193 spécimens différents de la presse clandestine néerlandaise, variables en forme, contenu et étendue. Autant que possible, l'auteur nous raconte tout ce qu'elle a pu ramasser sur les origines, le tirage et les rédacteurs de chaque périodique. Le résultat est une publication fort intéressante. Dans une introduction d'une soixantaine de pages, Mlle Winkel a tiré les conclusions de ses recherches. La première feuille clandestine néerlandaise parut le jour de la signature de la capitulation des forces néerlandaises, le 15 mai 1940. C'était le *Bericht n° 1, van de Geuzenactie (Information n° 1 de l'Action des Gueux)*, écrit à la main et distribué en 5 exemplaires. Bientôt d'autres feuilles suivirent, comme le *Bulletin* (1.200 exemplaires) en juin 1940 et le périodique *Madjallah* de l'association des étudiants indonésiens en Hollande, le *Perhimpoenan Indonesia*.

Une date importante fut le 25 juillet 1940, jour où M. Frans Gœdhart, maintenant membre socialiste du Parlement, écrivit, sous le pseudonyme Pieter't Hoen, son premier *Nieuwsbrief (Lettre de nouvelles)*, un appel passionné à la résistance contre l'occupant. Le premier numéro de *Vrij Nederland (Libres Pays-Bas)*, une des éditions les plus populaires pendant l'occupation, parut le 31 août 1940, anniversaire de la reine. Autant qu'on sait, 62 feuilles différentes parurent en 1940, avec une circulation approximative de 57.000 exemplaires au 1er janvier 1941. Ces feuilles de 1940 combattaient surtout le *N. S. B.*, le parti national-socialiste néerlandais de l'ingénieur Mussert.

En 1941 la presse clandestine prit un grand développement, provoqué par la grande grève politique de février 1941 (1), et par les possibilités toujours plus restreintes d'expression libre. *Het Parool* devint, en 1941, le principal journal clandestin. Ce journal, qui existe encore, de tendance socialiste, était issu du *Nieuwbrief de Pieter't Hoen*. Les Allemands commencèrent une répression sévère contre la presse clandestine et cherchèrent en vain le *Führer* de la résistance néerlandaise, qui n'existait pas du tout, parce que la plupart des groupes illégaux travaillaient indépendamment et sans contact avec Londres. Cependant la presse clandestine se développa

(1) Cf. B. A. Sijes, *De Februari-staking*, La Haye, 1954, compte rendu, *infra*, p. 101.

rapidement. *Het Parool* parut chaque semaine depuis août 1941, *Vrij Nederland* une fois par mois depuis décembre 1941. Le nombre total des périodiques illégaux en 1941 fut ± 120.

En 1942, ce nombre diminua un peu jusqu'à 96, mais probablement les éditeurs de quelques petites feuilles avaient décidé de suspendre leurs publications, parce que les grandes feuilles comme *Het Parool, Vrij Nederland et De Waarheid* (depuis novembre 1940, journal du parti communiste clandestin) pouvaient être distribuées à travers tout le pays. D'importants nouveaux journaux dans cette année furent *De Oranjekrant (Journal d'Orange), De Vrije Kunstenaar (L'artiste libre)* et *Christofoor (Jeunes catholiques)*. Ce fut aussi en 1942 que les premières feuilles clandestines parvinrent au Gouvernement néerlandais à Londres.

Un bon réseau de communications avec l'Angleterre se développa en 1943 et toutes sortes de publications parvinrent alors à Londres, quelquefois sous forme de microphotos arrivées en Angleterre par la voie de la Suisse. En 1943, la résistance aux Pays-Bas fut très active. Les médecins et les étudiants, par exemple, protestèrent contre le régime allemand et en avril-mai il y eut des grèves dans le pays.

C'était la tâche de la presse clandestine de donner l'inspiration et la direction de ces activités et, en même temps, de donner les nouvelles tant désirées. Au mois de mai 1943 les autorités allemandes réquisitionnèrent tous les appareils de radio en possession particulière. La presse clandestine devait prendre la place de la radio pour des milliers de familles hollandaises.

Cent cinquante nouveaux périodiques furent publiés en 1943, avec une circulation de 55.000 à 100.000 numéros. *Trouw*, le journal calviniste, commença sa publication en 1943, comme la feuille très informée *Je maintiendrai*, qui défendait un socialisme de dénomination « personnaliste » (le premier président du Conseil d'après guerre, le Pr Schermerhorn, appartenait à ce cercle). En décembre 1943, le nombre total d'exemplaires de feuilles clandestines était probablement de 450.000 ; et dans ce nombre de 450.000 sont comprises seulement les grandes feuilles d'opinion. De cette façon la population presque entière pouvait être servie en nouvelles.

Dans les premiers mois de 1944 la presse clandestine donna des instructions pour la population civile néerlandaise, provenant du *B. B. C.* et de *Radio Oranje* à Londres. En juillet 1944, un mois après le débarquement des Alliés en France, le *Grand Conseil de la Résistance* fut créé, composé surtout de représentants des principales feuilles clandestines. Ces feuilles se préoccupaient déjà des grands problèmes d'après guerre, comme la restauration éventuelle des partis politiques, les relations futures avec l'Indonésie et l'annexion de territoires allemands. Après septembre 1944, quand la grande misère aux Pays-Bas commença avec la faim, le froid et les razzias des civils, on avait plus que jamais besoin de nouvelles réconfortantes. La presse clandestine continua son travail, quelquefois dans des conditions incroyables, Il n'y avait plus d'électricité, de gaz ou de transport. Les chemins de fer étaient en grève permanente depuis le 17 septembre 1944, sur l'ordre du Gouvernement à Londres.

Quels étaient les responsables de cette presse clandestine ? Les éditeurs et les directeurs des feuilles clandestines provenaient de toutes les classes de la population. Un réparateur de bicyclettes, par exemple, prépara une feuille, à laquelle coopéraient un professeur de l'Université, deux futurs professeurs et un futur ministre (1). L'impression se faisait dans des caves, dans des

(1) *Accu-vonken*, auquel coopéraient le Dr H. Brugmans (maintenant professeur-recteur du Collège d'Europe à Bruges), le Dr A. N. J. den Hollander, le Pr-Dr M. Valkhoff et M. J. G. Suurhoff (maintenant ministre des Affaires sociales).

églises, sur des greniers et même dans des meules. Pour bien transmettre les nouvelles, il était nécessaire d'écouter très attentivement les émissions de la radio anglaise et de bien connaître l'anglais, le français et l'allemand. Il y avait des erreurs, quelquefois assez comiques quand-même. Ainsi, après la mort de Roosevelt, la presse clandestine orthographia le nom de son successeur Truman comme M. Crewman, Threman, Froomen, Struwmann et d'autres variantes encore.

Les Allemands ne réussirent jamais à briser la presse clandestine. Modeste à ses débuts, elle crût énormément. Ce fut une gageure presque incroyable de fournir des nouvelles quotidiennes une population, harcelée par la faim et le froid, « Que serait-il devenu des Pays-Bas, si la conscience nationale n'avait pas parlé depuis la capitulation jusqu'à la libération dans la presse clandestine ? C'était un chœur de 1.200 voix, mais accordé sur un seul accord clair et nécessaire : la résistance contre l'usurpateur ».

C. T. de Jong,
La Haye.

B. A. Sijes, *De Februari-staking, 25-26 Februari 1941 (La grève de février, 25-26 février 1941)* Institut national de Documentation de Guerre, monographies n° 5, La Haye, 1954, in-8°, 237 pages, ill., cartes, rég.

M. Sijes, collaborateur de l'*Institut national de Documentation de Guerre* à Amsterdam, à qui nous devons déjà deux études intéressantes sur l'histoire de la deuxième guerre mondiale aux Pays-Bas, a enrichi la littérature néerlandaise avec une publication excellente sur la grève spontanée de février 1941 (1).

Cette grève politique ne fut pas la première manifestation aux Pays-Bas contre les autorités d'occupation : déjà le 29 juin 1940, anniversaire du prince Bernard des Pays-Bas, beaucoup de Néerlandais avaient signé les registres de félicitation au Palais-Royal, comme avant guerre, et avaient porté d'une façon démonstrative des œuillets blancs, fleurs favorites du prince. Le résultat avait été la démission du maire de La Haye et la déportation en Allemagne du généralissime Winkelman, commandant en chef des forces armées pendant la campagne de mai 1940. Depuis cet événement la résistance de la population, surtout contre le *N. S. B. (Parti national-socialiste néerlandais)* de Mussert, augmentait de jour en jour. Aux mois d'août et de septembre 1940 il y eut des bagarres à La Haye entre la population et les « soldats noirs » de Mussert, à l'automne des rixes à Amsterdam.

Au commencement d'octobre 1940, les autorités allemandes ordonnèrent les premières mesures anti-sémites : l'obligation aux fonctionnaires de signer une déclaration de naissance « aryenne ». La plupart des fonctionnaires signèrent, parce qu'on n'avait pas encore l'habitude de cette sorte de méthodes. Au 28 novembre 1940, la presse publia la communication de la démission des fonctionnaires juifs. Les Universités de Leyde et de Delft, qui avaient pris le parti des Juifs, furent fermées. Les étudiants y avaient fait grève pour montrer leur sympathie pour les professeurs juifs. A Leyde, le Pr Cleveringa avait tenu, le 26 novembre 1940, un discours devenu fameux dans lequel il protestait contre la démission du professeur juif E. M. Meyers, juriste de réputation internationale.

Le 8 janvier 1941, il fut interdit aux Juifs d'aller aux cinémas : le

(1) Surtout B. A. Sijes, *De razzia van Rotterdam. 10-11 november 1944 (La razzia de Rotterdam. 10-11 novembre 1944)*, Institut national de documentation de guerre, monographies, n° 4, La Haye, 1951.

10 janvier, enregistrement forcé ; le 15 février : *Numerus clausus* pour des étudiants juifs. La population néerlandaise, tolérante et libérale par tradition, repoussait nettement la discrimination entre deux groupes de sujets néerlandais Juifs et non-Juifs. On cherchait son espérance dans des bruits optimistes de grandes défaites allemandes... « Le bruit fut comme un mur, derrière lequel la population se retranchait et se sentait à l'abri. Sans les bruits, la vie serait insupportable » (p. 19).

Le mois de février 1941 fut un mois d'exploits rebelles contre le système haï du national-socialisme. A Amsterdam surtout la tension était immense. D'une part, il existait un vif mécontentement social, d'autre part, il y avait la haine politique contre le *N. S. B.* et leurs maîtres allemands. Les ouvriers étaient mécontents des menaces d'envoi en Allemagne et des mesures insuffisantes prises pour les chômeurs. Le 17 février 1941 les ouvriers du *Nederlandsche Scheepsbouw Maatschappij (Société néerlandaise de Constructions maritimes)* commencèrent une grève parce que la direction essayait d'envoyer quelques employés en Allemagne. Après cette grève des ouvriers métallurgistes, le commissaire du Reich aux Pays-Bas, le Dr Seyss-Inquart, annula les mesures coercitives pour le travail en Allemagne. Les ouvriers avaient maintenant la conviction d'avoir remporté une réelle victoire. C'est ici que M. Sijes trouve une des causes profondes de la grève générale politique qui allait suivre. Ce fut surtout le Parti communiste néerlandais (C. P. N.) illégal, qui joua un rôle important dans les origines de cette grève. Le P. C., qui suivait la politique étrangère russe, était à ce moment « neutre » dans le conflit mondial des forces dites « impérialistes » et se tournait d'une part, contre le fascisme allemand, mais pareillement contre ce qu'il appelait l'impérialisme franco-anglais et contre la « réaction orangiste ». L'analyse de M. Sijes de la tactique et des motifs communistes est particulièrement pénétrante.

« Il n'y avait, écrit M. Sijes, dans la première moitié de février 1941 aucune ville néerlandaise où les contrastes politiques fussent aussi graves qu'à Amsterdam. Presque chaque jour il y avait des combats sanglants entre national-socialistes, aidés par des militaires allemands, et leurs adversaires. La police néerlandaise se tenait à l'écart, mais essayait d'aider les patriotes. Une vraie bataille se livra le 11 février dans le vieux quartier juif, aux environs du Waterlooplein ; un national-socialiste, H. Koot, y fut tué. Le 22 février suivant le *Ordnungspolizei* allemand arrêtait quelques centaines de Juifs, en représaille. D'une façon odieuse et cruelle les Juifs étaient maltraités, assemblés et déportés au camp de Schoorl, première station sur la route vers Mauthausen. Il n'y eut que deux survivants après la guerre. L'événement fit une impression inoubliable sur les spectateurs. Bientôt le parti communiste prépara la grève. Le mardi 25 février 1941, était le jour convenu. La grève commença aux chemins de fer, où elle n'eut pas de succès. Mais bientôt les communistes réussirent avec les ouvriers des tramways municipaux et des grands docks, bientôt suivis par d'autres ouvriers. Les communistes n'avaient fait que donner le premier branle à une manifestation nationale spontanée de protestation. Le 25 février 1941 à Amsterdam fut comme un jour de fête : en chantant, les ouvriers quittèrent les usines et les fonctionnaires leurs bureaux. En dehors d'Amsterdam la grève n'eut pas, le 25 février, le même succès éclatant, sauf à Weesp et à Hilversum.

La grève fut une grande surprise pour les Allemands. Ils furent sans réaction le premier jour, raison principale pour que de si grandes masses de grévistes aient pu marcher à leur aise et sans pertes dans les rues d'Amsterdam. Dans le soir le *S. S. Totenkopf Bataillon* entrait dans la ville.

Le 26 février la grève se désintégrait. Une partie considérable du personnel des tramways reprenait le travail. Les entreprises municipales faisaient la même chose. Mais dans les entreprises particulières la situation restait comme le jour précédent. Et en dehors d'Amsterdam la grève venait de commencer : elle devint presque générale à Haarlem, Weesp et Hilversum. Mais, comme on avait pu s'y attendre, la contre-attaque allemande, ordonnée par Himmler et Rauter, commençait. Il n'y avait plus de mollesse ; les militaires allemands tiraient immédiatement ; ils arrêtèrent plusieurs dirigeants de la grève. Le général Christiansen, commandant de l'Armée allemande aux Pays-Bas, reçut le pouvoir exécutif dans la province de Hollande septentrionale.

Le résultat inévitable fut la rupture de la grève le 27 février. Tout le travail reprit à Amsterdam. La répression et les arrestations commençaient. La ville d'Amsterdam devait payer une amende de 15 millions de florins, Hilversum deux millions et demi et Zaandam un demi-million. Il y eut même des projets de déportation de presque toute la population néerlandaise en Pologne, déportation qui devait commencer le 20 avril 1941, anniversaire du Führer (1).

M. Sijes parvient aux conclusions suivantes. La grève de février 1941 ne fut pas la naissance de la résistance néerlandaise, mais elle porta la résistance à un niveau beaucoup plus haut d'unanimité. Les grévistes mirent au pilori et révélèrent l'anti-sémitisme des Allemands. Les ouvriers furent les dirigeants par excellence des événements et ils symbolisèrent le plus clairement le sentiment anti-allemand. La grève fut spontanée ; en tant qu'il y eut une préparation organisée, elle se limita à l'activité du Parti communiste. Le Parti communiste n'avait pas d'influence ni sur le caractère ni sur l'étendue de la grève. La grève n'eut pas de résultats tangibles, mais elle stimulait énormément l'attitude résistante du pays ; elle stimula la presse illégale et elle manifesta les contrastes insurmontables entre les nationaux-socialistes et le reste de la population. Et, en dernier lieu, cette grève fut en Europe « The boldest till the strikes that followed the Allied invasion of the continent » (2).

C. T. de Jong,
La Haye.

(1) Félix Kersten, *Klerk en beul (Commis et bourreau)*, Amsterdam, 1948 (en néerlandais), p. 62 sq.

(2) Gerald Reitlinger, *The final solution. The attempt to exterminate the Jews of Europe, 1939-1945*, London, 1953, p. 331.

RÉSISTANCE

Raymond Brugère, ambassadeur de France *Veni, Vidi, Vichy... et la suite. Témoignages (1940-1945)*, Paris, Les Deux-Rives, 1953, 205 pages, in-8°.

Le petit volume de M. l'ambassadeur R. Brugère est assurément parmi ceux que retiendront les historiens désireux de compléter par des observations prises sur le vif les plaidoyers trop souvent guindés des grands protagonistes d'une période si troublée. Ambassadeur à Belgrade pendant la « drôle de guerre », M. Brugère démissionna dès le 17 juin pour ne pas risquer de servir un Gouvernement qui, fût-il présidé par le vainqueur de Verdun, signerait la capitulation de la France. Il revint en France au mois d'août 1940 et fréquenta les milieux diplomatiques de tous pays qui s'agitaient autour de Vichy, jusqu'au moment où son opposition notoire au nouveau régime lui valut d'être interné au camp de Saint-Sulpice puis à Évaux où il fréquenta dans des conditions que l'on devine les plus notables des détenus politiques du Gouvernement Pétain. Évadé avec eux après le débarquement de juin 1944, il gagna l'Algérie et, de retour à Paris, devait être pendant trois semaines secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. De tous ces postes d'observation, du contact avec tant de personnalités de toutes tendances, il a ramené des observations précieuses, notant un propos, relevant une attitude, critiquant une affirmation et rappelant avec un discernement remarquable ce que les intéressés auraient souvent aimé voir oublier. Ses informations sur le jeu diplomatique des ambassadeurs accrédités auprès de Vichy, sur l'amiral Leahy en particulier, sur les réticences du Gouvernement des États-Unis en face de la France libre, même après la Libération de Paris, sont les plus révélatrices. Il ne se borne pas cependant aux observations faites dans les sphères internationales et on trouve, à côté d'aperçus sur les aspects les plus désintéressés de la résistance, sur le maquis de Lorris par exemple, des indications sur les intrigues politiciennes qui commencèrent dès la réunion de l'Assemblée consultative d'Alger ou qui entourèrent d'après lui la naissance du *M. R. P.* Les dernières pages de l'ouvrage sont consacrées, en annexe, à la reproduction de notes diplomatiques, de lettres, d'articles, de pamphlets, qui précisent son action personnelle. On y trouvera même sous le titre « pour une réorganisation du ministère des Affaires étrangères » un éloge du personnel de ce service, opposé aux « gens du dehors », en des termes aussi chaleureux que sont sévères ceux que M. R. Brugère emploie pour les généraux de Vichy.

J. Vidalenc,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Charles W. Thayer, *Entre le whisky et le caviar (Hands across the caviar)*, traduction de L. Rollet, Paris, Hachette, 1954, coll. « Choses vues, choses vécues », 224 pages.

Le lieutenant-colonel Thayer est un diplomate de carrière, spécialiste des affaires russes, qui passa sept ans à Moscou avant la guerre et qui, à l'automne 1944, fut mis à la disposition de l'*O. S. S.* (1) et envoyé près de Tito. La guerre finie, il alla en Autriche et, enfin, en Corée. La plus grande partie du livre raconte ses aventures en Yougoslavie où il retrouve son ami,

(1) Services secrets américains.

le diplomate anglais Fitzroy Mac Lean, que Churchill avait envoyé en mission près de Tito dès 1943. Ces aventures, le colonel les conte avec beaucoup d'humour. Il connaît très bien le russe, un peu le serbo-croate : il eut donc des rapports directs aussi bien avec les maquisards yougoslaves qu'avec les officiers soviétiques qu'il rencontra après la Libération de Belgrade. Et ces rapports ne manquèrent ni de piquant, ni de pittoresque. Malicieux, le colonel Thayer, s'il reconnaît les qualités de ses Alliés slaves (il sait, en particulier, apprécier la valeur du maréchal Tito) n'hésite pas à insister sur leurs travers : il note surtout l'orgueil des Russes, leur raideur, leur respect de la hiérarchie et du protocole, leur souci du prestige, leur entêtement, leur extrême méfiance, et aussi — le titre l'indique — la facilité avec laquelle ils avalent d'énormes quantités de vodka et en font avaler aux autres (jusqu'à leur faire perdre l'équilibre). Il est sévère sur l'attitude de l'Armée soviétique lors de la « libération » des Balkans et ne cache point les brutalités, les viols, les pillages (les Russes convoitaient surtout les jeeps). Le ton, badin et bon enfant, empêche la raillerie d'être méchante, mais n'empêche pas la critique de rester dure.

Le livre du colonel Thayer nous renseigne plus sur l' « atmosphère » de la Yougoslavie au moment de la libération de Vienne, lorsqu'il fallut organiser les quatre zones, de la Corée, lors des discussions autour du 38e parallèle, et sur la psychologie des Russes, parmi lesquels le colonel Thayer a des amis — comme ce bon général Kisiliev qui lui prêta son avion pour aller de Belgrade à Bucarest — des partisans serbes, des généraux américains (tant à Vienne qu'à Séoul), qu'il ne nous renseigne sur les événements militaires proprement dits. Mais les anecdotes sur Tito, sur Koniev, sur Clark ou Gruenther sont à la fois savoureuses et pleines d'enseignement pour un historien.

La lecture de cet ouvrage sera utilement complétée par celle du livre de Fitzroy Mac Lean, *Diplomate et franc-tireur*, plus riche en renseignements historiques (1).

Marie Granet.

René Picard, *L'ennemi retrouvé*, p. 1953, 19 × 12, Perroux, Mâcon, 348 pages.

M. René Picard a fait partie d'un groupe de prisonniers de guerre français qui se sont évadés de Hongrie, ont réussi le bel exploit de rejoindre la Slovaquie et se sont agrégés aux groupes de partisans locaux en lutte contre les Allemands. Leur chef était le capitaine de Lannurien. Entrés en rapport avec des groupes dirigés par les Russes, ils livrèrent, côte à côte, des combats de guerillas dans ce pays accidenté, trouvant presque toujours un accueil amical chez la population paysanne. Au cours de l'hiver 1944-45, ils rencontrèrent l'armée russe du général Malinovsky, puis furent rapatriés par Odessa et la Méditerranée.

Le récit — il s'agit des aventures personnelles de l'auteur — est vivant mais manque de dates et d'explications précises : l'auteur suppose connus des faits qu'il serait indispensable de connaître minutieusement pour mieux comprendre le détail de ses aventures (origine et organisation de la résistance slovaque, des maquis, modalités de l'intervention russe, etc.). Aucune carte n'accompagne le texte et il est difficile de suivre les opérations, les noms des villages slovaques étant peu familiers aux lecteurs français.

Marie Granet.

(1) Cf. le compte rendu de H. Michel dans le n° 9 (janvier 1953) de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

Mrs. Joan FULLER, *Madeleine*, Corréa, Paris, 1953, 285 pages.

La biographie de Nora Inayat-Kahn par Mrs. Joan Fuller est d'une lecture exaltante à bien des égards. La courte vie de cette jeune fille, indienne de grande famille par son père, américaine par sa mère, née en Russie, élevée à Paris, où elle a longuement travaillé la psychologie à la Sorbonne, la musique à l'École normale, est tout animée d'un idéal spirituel et moral qui a fait d'elle un être rayonnant.

Ayant quitté la France en 1940, dans des conditions dramatiques, la famille de Nora s'installa à Londres où Nora s'engage en novembre 1940 dans les *Auxiliaires féminines des Forces Aériennes Britanniques*. Après un stage d'une année, elle fut convoquée au *S. O. E. (Special Operations Executive)*. Ayant accepté l'offre de servir dans cet organisme, elle suivit la filière qui, à travers des exercices aussi nombreux que variés (culture physique, morse, radio, etc., dont beaucoup visaient à accroître la maîtrise de soi-même), devait faire d'elle un opérateur-radio en pays occupé (1). Elle est enfin déposée en *Lysander* (juin 1943) en France et se met immédiatement au travail : envoyée pour aider le réseau *Buckmaster-Prosper*, elle fut rapidement en rapport avec le groupe de l'École d'agriculture de Grignon, M. Vanderwynckt, le Pr Balachowsky. Elle avait aussi pour compagnon de lutte un officier australien, Antoine et les Garry. Le groupe de Grignon fut décapité en juillet 1943 par toute une série d'arrestations et c'est alors que Nora entra en relations avec d'autres, tels que Vaudevire, M. Pierre Viennot qui lui évita par sa présence d'esprit une arrestation certaine avenue Mac-Mahon. Elle retrouva aussi des amies d'enfance et émit plusieurs fois de Suresnes où elle avait passé son adolescence. Toute cette période est passionnante car, outre les personnalités avec lesquelles Nora se trouve en contact, c'est toute la vie trépidante et dangereuse d'un radio clandestin qui revit à travers les anecdotes parfois amusantes, mais toujours un peu angoissantes du fait des risques encourus. On a souvent l'impression d'une corde très tendue dont on craint la rupture brutale et sèche : cette rupture a lieu le 13 octobre 1943, par suite d'une trahison, l'arrestation se fait dans des conditions mouvementées. Après un séjour avenue Foch, Berlin ordonna de l'envoyer immédiatement en Allemagne, vers le 25 novembre : elle séjourna à Karlsruhe, puis pendant plusieurs mois à Pforzheim, où elle fut la première prisonnière politique. Elle devait y demeurer jusqu'en septembre 1944, les fers aux pieds, au secret, dans un isolement total, et des conditions très pénibles, Enfin, le 12 septembre 1944 elle fut conduite avec trois autres femmes au camp de Dachau où on les fusilla.

Mrs. Joan O. Fuller n'a pas hésité à se lancer dans une enquête difficile, longue et minutieuse. Elle a interrogé tous ceux qui, de près ou de loin, ont approché « Madeleine » : camarades de réseau, résistants parisiens, et même les Allemands qui l'ont interrogée, tels Kieffer et Ernst, de l'avenue Foch, puis gardée, tel le directeur de la prison de Pforzheim, Krauss et même celui qui l'a convoyée de la prison à Dachau, cette fois sans pouvoir l'isoler de ses trois compagnes. Une liste exhaustive des témoins avec commentaires et explications des renseignements donnés, figure en annexes.

O. ROUTIS.

(1) Les nombreux détails concernant l'entraînement des membres du *S. O. E.* rappellent et complètent, si besoin en était, ceux donnés par Jeckyll TERRILL qui retrace dans *Odette agent S 23* l'aventure de Mrs. Odette Sansom Churchill et par Bruce MARSHALL dans *Le lapin blanc*, celle de « Shelley » (Yeo Thomas).

NOTES ET NOUVELLES

ÉTATS-UNIS

Le *Department of State bulletin* du 24 août 1953 annonce la publication récente (1er août 1953) du volume III des Documents diplomatiques américains relatifs aux événements de 1935, consacré entièrement à la Question d'Extrême-Orient et donne une brève analyse de ce qu'il contient (1).

Cette année 1935 est marquée par un resserrement de l'emprise japonaise sur la Chine du Nord qui ne laisse pas d'inquiéter les représentants diplomatiques américains au Japon et en Chine. La correspondance relative à cette situation est rassemblée dans les chapitres intitulés *The Far Eastern Crisis* (pp. 1-507) et *Political developments in Japan and efforts to improve relations with the United States* (pp. 821-876).

Parmi les documents les plus significatifs, il faut relever une dépêche de Mr. Grew, ambassadeur à Tokio, datée du 27 décembre 1934, dans laquelle le diplomate dénonce les « rêves d'Empire » japonais. Il estime que les éléments militaires sont parfaitement capables de forcer la main à leur Gouvernement quittes à « commettre un hara-kiri, en raison de leur conception mal comprise du patriotisme » et termine son avertissement en exhortant « again and again » le Gouvernement de Washington à se préparer « à faire face à toute éventualité en Extrême-Orient ».

A Washington même, le chef de la division d'Extrême-Orient au département d'État, M. Stanley K. Hornbeck, dans un long memorandum du 3 janvier 1935, exprime ses vues sur ce que doit être la position des États-Unis à l'égard du Japon, puissance avec laquelle « il y a plus de possibilité de guerre qu'avec tout autre pays ». Il recommande une politique qui consisterait : 1° A agir avec justice et sympathie en « good neighbour » ; 2° A parler sans éclat de voix [to speak softly] ; mais 3° A se munir d'un bon gourdin [to carry à big stick]. Sa conclusion est que « nous devons nous hâter de posséder une marine telle qu'aucune autre puissance ne pense sérieusement à nous attaquer ; et nous devrions laisser entendre que, bien que dépourvu de tout désir belliqueux et de toute raison de s'attaquer à d'autres puissances, le peuple américain loin d'être « trop fier pour se battre » dans certaines situations déterminées serait au contraire « trop fier pour ne pas se battre ».

Le 6 février 1935, Grew examine à fond les problèmes de la surpopulation et du manque de ressources naturelles du Japon. Il craint que la politique militaire nipponne n'entraîne ce pays à un choc formidable [tremendous clash] avec les puissances occidentales, conflit qui aboutira inévitablement à l'écrasement du Japon ; mais celui-ci, assure-t-il, se relèvera au bout d'une

(1) *Foreign relations of the United States*, 1935, vol. III ; *The Far East*, Washington, Govt Print. Office, August 1953, in-8°, CVII-1.128 p.

ou deux générations. Pour détourner le Japon de la guerre, l'ambassadeur suggère qu'on lui ouvre des marchés dans les pays contrôlés par les puissances occidentales, tout en continuant d'affirmer avec une fermeté accrue la politique américaine et en essayant de limiter l'emprise des militaires sur le Gouvernement nippon.

Le 27 mars 1935, Mr. Hornbeck, du *State Department*, signale à nouveau la « volonté d'hégémonie » du Japon en Extrême-Orient. Les Japonais désirent atteindre coûte que coûte leurs objectifs « même au prix d'une guerre ». Plus pessimiste que Grew, il juge qu'aucune concession américaine ne peut être efficace, et que seule une préparation militaire adéquate des États-Unis peut décourager le Japon de recourir à des actes offensifs.

Le 3 mai 1935, nouvelle mise en garde de Grew insistant sur le fait que « l'élément militaire est le seul qu'il faille prendre en considération dans les affaires japonaises ».

En Chine, le ministre (puis ambassadeur) américain Nelson T. Johnson, étudie longuement (dépêches des 1er mai et 10 juillet 1935) dans quelle mesure la politique japonaise est déterminée par le problème démographique nippon. Il conclut, lui aussi, que « l'Armée japonaise est résolue à réduire la Chine à sa volonté, quelques conséquences qui en résultent ».

En fin d'année, les manœuvres nippones en vue de l'établissement d'un régime « autonomiste » en Chine du Nord (nov.-déc. 1935) donnent lieu à des représentations officielles du Gouvernement britannique à Tokio. Mr. Hornbeck, de son côté, fait un résumé de la situation pour le Gouvernement américain (memorandum du 2 décembre). Il conclut en réaffirmant que c'est l'Armée qui dicte la politique du Gouvernement japonais et que les protestations demeureront sans effet si elles ne s'appuient sur la force. Le secrétaire d'État Hull envoie, néanmoins « for the record » une déclaration exprimant la désapprobation du Gouvernement américain (5 décembre 1935). Enfin, dans un memorandum du 3 janvier, l'ambassadeur américain en Chine passant en revue les événements survenus au cours du second semestre, constate avec inquiétude que la situation du pays devient de plus en plus précaire, non seulement en raison de la pression japonaise, mais aussi de la croissance du mouvement communiste, et, enfin, de la détérioration de plus en plus rapide des finances et de l'économie chinoises.

F. Debyser.

Jacques Freymond, *De Roosevelt à Eisenhower. La politique étrangère américaine (1945-1952)*, Études d'Histoire économique, politique et sociale, n° 6, Librairie Droz, Genève, 1953, 154 pages, in-8°.

Des 6 chapitres de l'ouvrage de M. J. Freymond seul le premier, consacré à la préparation de l'après-guerre, renferme des indications concernant directement la seconde guerre mondiale. Elles sont nécessairement sommaires mais il n'est pas sans intérêt de voir les jugements somme toute sévères portés par un neutre sur les méthodes de la diplomatie des États-Unis au moment précis où ce pays se trouvait appelé à jouer un rôle majeur dans une coalition singulièrement disparate. On trouvera aussi plusieurs appréciations intéressantes sur l'absence de formation véritable du personnel diplomatique des États-Unis, en particulier dans le chapitre final *Nationalisme contre internationalisme* qui insiste sur l'incompatibilité des tendances isolationnistes ou protectionnistes avec les prétentions à une direction des affaires mondiales.

J. Vidalenc.

HOLLANDE

A. G. VROMANS, *Chronologie van de gebeurtenissen aan het begin van de Pacific-oorlog (Chronologie des événements au commencement de la guerre du Pacifique)*, Amsterdam, novembre 1953, 29 pages.

Cet ouvrage du capitaine de vaisseau en retraite A. G. Vromans, préfacé par le Pr I. J. Brugmans de l'Université d'Amsterdam, est la première publication parue par les soins de l'Institution *Les Indes néerlandaises dans la deuxième guerre mondiale*, qui a pour objet la publication des riches matériaux qui se trouvent dans la collection indonésienne de l'*Institut néerlandais de Documentation de Guerre* (1). M. Vromans, spécialiste de la chronologie de la deuxième guerre mondiale, nous a présenté dans sa publication une vue extrêmement intéressante sur sa méthode de travail, en donnant les résultats d'une étude minutieuse des événements du 6 jusqu'au 8 décembre 1941 dans leur succession chronologique. Il me semble nécessaire de donner un exemple, choisi arbitrairement, de cette méthode chronologique :

LONDRES	BATAVIA	TOKIO	HAWAÏ	WASHINGT.	Ailleurs	Événement
Dimanche 7/12 21.30	05.00	—	—	—	Mer de la Chine du Sud. Lundi 8/12, 05.00.	Le sous-marin néerlandais 0-16 termine le « shadowing » d'un bateau de transport japonais, qu'il avait commencé pendant la nuit.
± 21.30	± 05.00	—	—	—	Batan Island. Lundi 8/12, ± 05.30.	490 Japonais sont débarqués sur Batan Island (Baski Channel sous Luzon) (premier débarquement des Japonais dans les Philippines).
± 21.30	± 05.00	—	—	—	Aparri (Luzon). Lundi 8/12. 05.30.	Attaque aérienne japonaise sur la station de T.S.F. d'Aparri (Luzon du Nord).
21.43	05.13	—	—	—	—	L'Amirauté britannique donne l'ordre de commencer les hostilités contre le Japon.

De cette façon nous suivons la première phase de l'attaque japonaise d'une minute à l'autre. En présentant les événements successifs dans leur ordre chronologique l'auteur parvient à nous donner une image « objective » d'un fait aussi controversé que l'attaque japonaise sur Pearl Harbour parce qu'il s'abstient de tout jugement, en ne donnant que les faits. Ainsi se forme un calendrier historique, sur lequel on peut lire les événements. Elle laisse le jugement à l'historien.

Dans l'Introduction, qui précède la chronologie proprement dite, M. Vromans donne les conclusions de son étude sur l'attaque japonaise. Ces résultats sont très intéressants : la guerre du Pacifique commença par une « déclaration de guerre économique » : la rupture des relations com-

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 12, octobre 1953, p. 104.

merciales avec le Japon par les États-Unis et la Grande-Bretagne, suivie par des mesures identiques aux Indes néerlandaises les 25, 26 et 28 juillet 1941. Aux Indes néerlandaises on a d'ailleurs fait plus de progrès dans la préparation à la guerre que chez les voisins de Malaisie et des Philippines (1). Malheureusement il n'existait pas d'alliance politique avec la Grande-Bretagne, et cette lacune était grave. Un autre défaut était que chaque décision importante n'était pas prise par le Gouvernement à Batavia, accoutumé cependant à la direction des affaires aux Indes néerlandaises depuis mai 1940, mais par le Gouvernement néerlandais en exil à Londres, très médiocrement outillé et agissant sans parlement.

Un autre résultat remarquable des recherches de M. Vromans est la conclusion que la « guerre chaude » ne commença pas à Pearl Harbour. La première mine japonaise fut placée le 6 décembre à l'est de la Malaisie. Ces mines furent placées par le mouilleur de mines japonais *Tatsumiya Maru*, qui partit de Hainan le 3 décembre 1941 (heure de Tokyo) et arriva sur son théâtre d'opérations le 6 décembre au soir (heure de Tokyo). On pense que cette région d'opération se trouvait près des îles de Tioman. Après avoir mouillé des mines, le *Tatsumiya Maru* retourna, le 7 décembre, à la baie de Camranh (côte est de l'Indochine), où il arriva le 9 décembre.

Le premier coup de feu fut tiré dans le golfe de Siam le 7 décembre à 17 h. 50 (heure de Batavia — 6 décembre, 23 h. 50 heure, de Pearl Harbour), quand un croiseur japonais tira sur un avion *Hudson* anglais à 112 miles nord de Kotabharu et 100 miles nord-est de Patani. En même temps, à Singapour, le 7 décembre à 2 h. 00 (6 décembre, 19 h. 00 Greenwich Mean Time), un avion de reconnaissance anglais parti de Seletar (Singapore Island) dans la direction de l'Indochine, ne revint jamais : probablement, il a été descendu ; d'autre part, un avion anglais prit contact avec la flotte japonaise dans la mer de Chine du Sud, le 7 décembre à 17 h. 20 (heure de Batavia — 7 décembre, 9 h. 50, heure de Londres).

La première voix alliée après l'attaque japonaise fut une réaction néerlandaise à Batavia : « Le Royaume prend les armes contre le Japon. » La première décision gouvernementale de déclarer la guerre au Japon fut approuvée par la reine Wilhelmine, avant que les États-Unis ou la Grande-Bretagne aient fait cette démarche.

C.-T. DE JONG.

La prétendue trahison d'Arnhem (15-9-1944).

Est-il vrai que l'agent néerlandais Christiaan Lindemans *(King Kong)* a fait, au 15 septembre 1944, des communications aux Allemands concernant l'attaque imminente des Alliés sur Arnhem grâce à ses contacts antérieurs avec le Quartier général du Commandant des Forces néerlandaises (2) ? Cette question a été examinée minutieusement par la *Commission*

(1) C'est un fait assez peu connu que des sous-marins, des avions et des troupes indo-néerlandaises vinrent à l'aide de la Malaisie britannique tout de suite après l'attaque japonaise et à la demande des autorités anglaises. Un détachement de troupes indonésiennes, commandé par des officiers néerlandais et spécialisés dans les combats de guerilla dans la jungle, arriva à Singapour en janvier 1942 et combattit avec succès. Le général A. E. PERCIVAL loue « The loyalty and wholehearted co-operation of our Dutch allies » dans son livre *The War in Malaya*, London, 1949, p. 217 et *passim*.

(2) Col. O. PINTO dans le *Sunday Dispatch* (Londres) d'avril et mai 1950. Cp. Chester WILMOT, *The struggle for Europe*, p. 503, n. 1 et Jean VIDALENC dans la *Revue d'hist. de la deux. guerre mond.*, n° 14, p. 53-4.

d'Enquête parlementaire néerlandaise, qui est arrivée à la conclusion suivante (1) :

Christiaan Lindemans (12 octobre 1912-20 juillet 1946), surnommé *King Kong* à cause de sa force physique extraordinaire, avait travaillé pour le service secret anglais *(M. I. 9)* pendant quatre ans, jusqu'au mois de mars 1944. Son travail illégal comme passeur, aux Pays-Bas, en Belgique et en France, avait été important. Il voyageait régulièrement entre Rotterdam et les Pyrénées, où il connaissait tous les refuges. Lindemans était un homme à peu près sans aucune perception de peur, ce qui explique probablement qu'il ait échappé toujours aux Allemands. « C'était un homme très remarquable, mais il a succombé dans la résistance, aux tensions extraordinaires dans lesquelles il a vécu, dans les *ups et downs* de la vie de résistance (2). »

Au mois de mars 1944, Lindemans offrait, en Belgique, ses services aux Allemands à condition que sa « fiancée » et son frère Henk, qui avait été arrêté en décembre 1943, seraient libérés par les autorités allemandes (3). Après que cette condition eût été acceptée, *King Kong* travailla pour les Allemands. Le 3 septembre 1944, jour de la libération de Bruxelles, *King Kong* recevait de ses chefs allemands l'ordre de rester à Bruxelles, de prendre contact avec le service secret anglo-canadien et de s'offrir comme agent, en se référant à ses activités antérieures pour les services alliés. Après avoir pris ce contact, Lindemans devait scruter les plans du service secret canadien concernant la Hollande et ensuite retourner aussi vite que possible à travers les lignes pour communiquer le résultat de ses recherches au service allemand.

Déjà, le 4 septembre, Lindemans avait pris contact avec un des chefs du service secret allié, le capitaine anglais Baker. Il fut accepté comme agent. Le 15 septembre 1944 Lindemans traversa les lignes près d'Eindhoven, avec l'instruction du service secret allié de se rendre à Eindhoven et d'avertir les groupes de résistance néerlandaise dans cette région de se tenir tranquilles, de ne plus compter sur des armes provisoirement et de retenir tous les aviateurs alliés qu'ils cachaient. Au lieu d'aller à Eindhoven, King Kong se présenta chez le commandant allemand Kiesewetter, chef du *Abwehr III-F*, à Driebergen. Au commandant Kiesewetter il communiqua qu'une grande flotte aérienne anglaise était prête et que les Alliés attaqueraient Eindhoven le 17 septembre. Il n'a absolument pas annoncé aux Allemands qu'une attaque sur Arnhem était imminente, parce qu'il ne connaissait pas et ne pouvait pas connaître ce projet (4).

Le 16 septembre Lindemans quitta Driebergen et se rendit dans un car allemand à Eindhoven pour prendre contact avec la résistance néerlandaise, comme le service allié le lui avait ordonné en Belgique. Il réussit, mais les résistants ne se fiaient pas à lui à cause d'un télégramme envoyé le 14 septembre par le Commandant de Graaf, du service secret néerlandais, avertissant que Lindemans était peut-être au service des Allemands. En conséquence de ce télégramme, les résistants, après avoir reçu ses communications, l'enfermèrent dans une cave de charbon. Dans cette

(1) *Comm. d'Enq. Parl. Néerl.*, vol. IV : *Les Services secrets néerlandais à Londres*, Imprimerie d'État, 1950, p. 686-705.

(2) Commandant K. DE GRAAF devant la *Comm. d'enq. parl.*, vol. IV C, 57415.

(3) H. J. GISKES, *Abwehr III F* (trad. néerl.), Amsterdam, 1949, p. 231 sq. GISKES devant la *Comm. d'enq. parl.*, vol. IV C, 17540 ; J. SCHREIEDER devant la même *Comm.*, vol. IV C, 17184 sq.

(4) GISKES, *Abwehr III F*, p. 274. Déclarations devant la *Comm. d'enq. parl.* de Giskes (IV C, 17546) ; L. EINTHOVEN (IV C, 79355 sq.) ; général VAN HILTEN (IV C, 79410 sq.).

cave Lindemans fut retrouvé le 19 septembre par ses chefs alliés et ramené à un centre allié en Belgique. Aux environs du 23 septembre il vint pour la première fois au Quartier général du Commandant des Forces néerlandaises (le prince des Pays-Bas), qui se trouvait à ce moment dans le palais de Rubens. Preuve de plus que *King Kong* ne pouvait absolument pas avoir entendu quelque chose sur l'attaque d'Arnhem dans le Quartier général néerlandais, comme l'a prétendu le colonel Pinto (1). D'ailleurs les atterrissages aériens furent préparés en Angleterre et pas en Belgique. Lindemans avait reçu ses ordres à Anvers d'un capitaine anglais de 24 ans (Baker), qui ne savait certainement rien de l'attaque sur Arnhem.

Lindemans resta donc en liberté entre le 19 septembre et le 28 octobre 1944 et passa son temps à visiter ses nombreuses amies. Mais le 26 octobre un collaborateur néerlandais, Cornelis Verloop, agent au service des Allemands, fut arrêté. Pendant l'interrogatoire Verloop avoua au colonel Pinto que *King Kong* avait travaillé pour les Allemands. Après cette confession le colonel Pinto effectua l'arrestation de *King Kong* à Chateau Wittouck, le 28 octobre 1944. Lindemans fut questionné deux fois en Angleterre par les autorités anglaises et ensuite remis aux autorités néerlandaises. Avant le commencement de son procès Lindemans se suicida en prenant une dose excessive de luminal le 20 juillet 1946.

Il y a donc une certitude presque absolue que Lindemans n'a pas trahi les opérations alliées à Arnhem, dont il ne savait rien. Le Quartier général du *Heeresgruppe B* du maréchal Model fut déplacé à Oosterbeek le 15 septembre, deux jours avant l'attaque alliée. Si les Allemands avaient su que l'attaque alliée était imminente précisément dans cette région, il aurait été absurde de déplacer leur Q. G. deux jours d'avance. Le maréchal Model et les généraux von Wühlich et Christiansen ont avoué après la guerre qu'ils furent complètement surpris par les opérations aériennes. Il n'y eut pas de préparations spéciales des Allemands à Arnhem. Le *II SS Panzer Korps* venait d'arriver seulement au Nord-Est d'Arnhem. Ce corps comprenait la *9e SS Panzer Division* « *Hohenstaufen* » et la *10e SS Panzer Division* « *Frundsberg* ». Ces deux divisions, très mutilées, étaient retirées de France pour être réorganisées. Les deux divisions SS blindées sauvèrent les Allemands à Arnhem, mais ce fut une circonstance entièrement accidentelle (2).

C.-T. DE JONG.

ITALIE

UNE PUBLICATION ET DES CHIFFRES OFFICIELS SUR LA GUERRE DES PARTISANS

La présidence du Conseil des Ministres de la République italienne publie dans *Documenti di vita italiana*, numéro d'avril 1954, un bref et intéressant résumé de l'activité des Partisans en Italie établi d'après le rapport du *Service des Commissions chargées de l'attribution de la qualité de Partisan* (3).

(1) L. EINTHOVEN devant la *Comm. d'enq. parl.*, IV C, 79361 ; même déclaration par A. G. KNIGHT, IV C, 79458 et sq. Devant la *Commission d'enquête* le colonel PINTO ne maintint plus son assertion que Lindemans avait communiqué aux Allemands les opérations alliées à Arnhem. Cf. t. IV C, 62507.

(2) Général VAN HILTEN devant la *Comm. d'enq. parl.*, t. IV C, 79418 sq.

(3) *Dati sulla lotta partigiana... Un breve e chiaro consuntivo sulla lotta partigiana a cura del « Servizio Commissioni Riconoscimento qualifica Partigiani » presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri.*

En voici les grandes lignes :

Bien que visant un but commun, la guerre des partisans a revêtu des aspects divers selon les différentes régions de l'Italie. On peut examiner séparément son action dans les secteurs suivants : Naples, Rome et Latium, Italie centrale jusqu'au sud de la ligne gothique ; Italie septentrionale, depuis la ligne gothique ; résistance à l'étranger.

1° *A Naples.* — La lutte contre les Allemands a pris un caractère de révolte populaire. Dès la fin de septembre 1943, la ville fut soumise à une « formidable pression » de la part de l'armée allemande. L'envahisseur avait envisagé de déporter toute la population mâle valide et de détruire les installations portuaires. Personne à Naples ne répondit à l'appel du Service obligatoire du Travail, et, le 27 septembre, quelques groupes de jeunes résistants armés attaquèrent des soldats allemands. La révolte s'étendit rapidement à toute la ville ; d'abord désordonnée, puis bientôt avec des objectifs précis. Après quatre jours de durs combats, les *Volontaires de la Liberté* parvinrent à mettre en déroute la garnison ennemie qui dut quitter Naples.

2° *A Rome.* — La guerre des partisans commença le 9 septembre 1943, après la déclaration d'armistice, quand des groupes de civils se joignirent spontanément aux troupes régulières qui résistaient aux Allemands sur la *via Ostia*, de la Magliana à la porte Saint-Paul. Même après la capitulation des troupes régulières, des civils continuèrent de combattre en différents points de la ville. Même situation dans la région des *Castelli Romani*. C'est alors que naquit le *Comité de Libération nationale* (1), organe administratif de Gouvernement, ayant pour objet de préserver l'unité nationale et à côté duquel se constitue le Front militaire clandestin de la Résistance groupant des éléments appartenant aux Forces armées, y compris des carabiniers et des gardes des finances ; but : boycotter l'organisation allemande, troubler son ravitaillement, organiser des sabotages, récupérer les armes abandonnées par l'armée, attaquer les patrouilles ennemies, couper les communications téléphoniques et ferroviaires, etc.

3° *En Italie centrale.* — Le premier rassemblement important de partisans se fit dans les Abruzzes, plus exactement dans la zone de Teramo, où de nombreux jeunes citadins prirent le maquis dans la montagne, s'unissant à des soldats débandés ou à des évadés des camps de concentration. Ils opposèrent, jusqu'en fin septembre 1943, une résistance acharnée aux attaques allemandes conduites en force.

En Toscane, les premiers foyers de résistance surgirent le long de l'Apennin, tandis qu'en Ombrie et dans les Marches, la résistance devint rapidement très active grâce à la présence d'officiers qui étaient en mesure de procurer plus facilement des armes et d'assurer la protection des lieux de rassemblement. En Ombrie, des régions entières furent nettoyées par les forces allemandes tandis que, dans les Marches, des positions s'organisaient pour une défense à outrance. C'est ainsi que commença la guerre de « bandes », qui, faute de coordination — comme ce fut le cas en Italie septentrionale à partir de 1944 — étaient surtout livrées à l'initiative individuelle.

4° *En Italie septentrionale.* — La guerilla suivit immédiatement la déclaration d'armistice. Dans l'Apennin Ligure, le développement du mouvement fut plus lent mais, dès le début, se créa une bande partisane, d'origine citadine, qui se distingua par le « sérieux » de son organisation et de ses méthodes, ce qui fournit, par la suite, des cadres à la région tout

(1) Cf. l'article de G. Vaccarino dans *Cahiers d'histoire de la guerre*, n° 3 (févr. 50).

entière. Au Piémont, le mouvement naquit d'un rassemblement dans la région de Cuneo de militaires débandés provenant de la IVe armée et ayant emporté armes et matériel. Cette première formation fut dispersée au mois de septembre 1943 par une action en force des Allemands. La résistance n'en continua pas moins, grâce à des poignées de combattants dispersés. Il en est de même dans les montagnes de Lombardie où ce sont encore des soldats débandés qui constituèrent les premiers noyaux de résistance.

Dans le Veneto, en revanche, situation très particulière. Dès le 9 septembre 1943, se constituèrent sur le Carso, deux « bataillons » de volontaires et la lutte prit une violence telle que les Allemands en firent mention dans leur communiqué du 22 septembre. De même en Émilie, où l'action des formations de plaine rivalisait avec les « brigades » de montagne.

En Italie du Nord [poursuit le rapport], la lutte partisane présenta des caractères qui la différenciaient très nettement de ceux qu'elle avait dans le reste du territoire. A Naples, la Résistance avait eu un caractère insurrectionnel, à Rome elle se concrétisa surtout en une action de défense de la ville ; dans l'Italie centrale, elle affecta un caractère de rébellion ; en Italie septentrionale, par contre, la lutte partisane présente deux phases nettement caractérisées : *a)* la phase de « guerre de bandes », au cours de l'hiver 1943 et au début du printemps 1944 où prédominait l'initiative individuelle appuyée par les juntes militaires au sein du *C. L. N.* ; *b)* La phase militaire qui commença le 9 juin 1944 avec la création du *Comando generale* du Corps des Volontaires pour l'Italie occupée, qui se donna pour objectif de transformer les actions individuelles en un vaste mouvement d'ensemble. Dépendant du *Comando generale* furent créés des commandants militaires régionaux ayant pour mission la formation de commandements opérationnels locaux, de vallée, de secteur, etc. La formation graduelle de ces commandements militaires constitua, au cours de l'été 1944, le signe le plus sûr du point de maturité que la Résistance avait atteint en Italie du Nord. A la guerilla de bandes, se substitua le combat ouvert destiné à affaiblir la résistance de l'ennemi, à ouvrir la voie aux troupes de libération, à favoriser l'insurrection des cités du Nord, telles que Bologne, Turin, Milan, Gênes. »

5° *Le mouvement de résistance à l'étranger* fut l'œuvre de soldats de l'armée régulière qui, après l'armistice, se regroupèrent autour d'un certain nombre d'officiers valeureux ayant repoussé l'ordre allemand de se rendre.

« En Corse, notre armée, conservant ses formations régulières, combattit aux côtés des troupes françaises. Dans les îles de Leros, en Crête, en Eubée, à Corfou, à Céphalonie, les garnisons résistèrent héroïquement. En Grèce, Macédoine orientale, Albanie, Montenegro, Dalmatie, Yougoslavie, France, les formations italiennes participèrent vaillamment aux mouvements de résistance locaux. »

Tel est le tableau succinct de la Résistance établi par les Commissions officielles italiennes. Suivent les chiffres de « partisans » et « patriotes » reconnus comme tels par ces mêmes commissions, à savoir :

1° *Partisans*

Combattants survivants	240.969	
— tués	44.720	
— mutilés	21.168	
TOTAL	306.857	306.857

Report		306.857
2° *Patriotes*		
TOTAL	124.813	124.813
3° *Civils*		
Tués	9.980	
Mutilés	412	
TOTAL	10.392	10.392
TOTAL GÉNÉRAL		442.062

Ajoutons que 151.041 dossiers n'ont pas été retenus par les Commissions.

Un deuxième tableau donne le *Relevé des pertes de l'Armée, de la Marine et de l'Aéronautique dans la guerre contre les Allemands du 8 septembre 1943 au 8 mai 1945.*

Ces pertes s'élèvent aux chiffres suivants :

1° *Armée*

1° *Territoire national « et Corse »* [sic] : tués : 3.482 ; blessés : 6.847 ; disparus : 2.821 ; soit au total : 13.151.

2° *Hors du territoire national :* tués : 17.452 ; blessés : 4.818 ; disparus : 16.350 ; total : 48.220.

2° *Marine*

Pertes en hommes (total : 4.177)

—	en navires de guerre	445 unités	(389.000 t.)
—	marine marchande	915 —	(901.619 t.)

3° *Aéronautique*

Tués : 40 ; blessés : 26 ; disparus : 79 ; total : 138 hommes.

F. DEBYSER.

A. ANZANY, Un anno di resistenza nell'Ossola (*Movimento di liberazione*, n° 26, sept. 53).

Cet article, qui est la Seconde Partie d'une étude consacrée à la Résistance dans la région des lacs subalpins, est une esquisse des grands traits de la lutte qui opposa les partisans aux néo-fascistes appuyés par les Allemands. La plupart des épisodes relatifs ont eu pour objet la liberté des communications ferroviaires entre Milan et le Simplon. Coups de main, opérations de nettoyage, sabotages se succédèrent, avec des alternatives diverses de septembre 1943 à août 1944. Les passages les mieux venus traitent de la désertion des garde-voies tchécoslovaques enrôlés par les Allemands et d'une curieuse convention en 9 articles faisant la part du feu entre les maquisards et le commandement de la *Wehrmacht*, convention ébauchée le 10 août 1944 et ratifiée dix-huit jours plus tard.

G. BOURGIN.

I Documenti diplomatici italiani, VII^e série, 1922-1935 (31 octobre 1922-26 avril 1923), Roma, Libreria della Stato, 1953, in-8°, LVIII.

Voici encore une nouvelle série attaquée par nos collègues italiens : elle concerne la période du fascisme. Et c'est à M. Ruggero Moscati que nous devons la réunion et la publication des 752 documents réunis dans

ce volume. Il est aussi soigneusement préparé que les premiers ; les sources sont toujours à peu près les mêmes, à la réserve de l'Ambassade de Londres et de l'Office de presse, qui y ont été utilisées. La matière rassemblée s'étend de l'avènement du fascisme à la signature de la paix de Lausanne. On trouvera dans ce volume l'écho de réactions provoquées dans les capitales étrangères par l'avènement du fascisme, des pièces utiles pour l'histoire des relations de l'Italie avec la Hongrie, l'Autriche de Mgr Seipel, la Roumanie, la Tchécoslovaquie. Les relations avec l'Angleterre et la France sont correctes, encore que pour le second pays les négociations d'un accord économique ne doivent pas aboutir. Avec Washington, les relations, au moins au début, n'ont pas été bonnes. Les rapports avec la Yougoslavie s'expriment dans des documents nombreux ; de même, le problème plus général de l'Allemagne (occupation de la Ruhr, réparations, dettes).

G. Bourgin.

Mack Smith, Origini del fascismo (*Occidente*, janvier-février 1953).

Considérations sur la révolution fasciste qui transforma l'Italie libérale en Empire totalitaire. Mack Smith se demande si le libéralisme, qui fut la charte du *Risorgimento*, n'a pas ouvert la voie au fascisme et s'il n'y a pas de rapports de causes à effets entre la politique de Cavour et l'impérialisme de Mussolini. Les défauts de la Constitution, la carence du système parlementaire, les ingérences de la couronne en marge du Statut (notamment en mai 1915) auraient créé le climat dans lequel s'effectua la prise du pouvoir par le fascisme en octobre 1922. Au cours de cet article, d'autres questions sont posées pour expliquer l'éclosion du fascisme ; la valeur de l'aspect anecdotique de l'individualisme factieux et de la rébellion latente contre les autorités (expédition de Garibaldi, condamnations de Mazzini, hostilité des catholiques et des paysans à l'Italie unifiée, brigandage politique en Italie du Sud) ainsi que la puissance des traditions régionalistes et municipales. L'impérialisme fasciste, selon M. Smith, dériverait directement des idées politiques de Crispi qui, dès 1887, estimait que l'Italie avait besoin d' « un bain de sang » pour démontrer la maturité de sa conscience nationale. Mussolini serait le continuateur direct du ministre mégalomane de Humbert Ier et de ses adeptes, d'Annunzio formant le maillon de la chaîne (exaltation de la guerre, coup de main sur Fiume). La faiblesse des traditions libérales du *Risorgimento* serait cause de l'établissement facile de la dictature en octobre 1922, dictature qui conduisit l'Italie à la ruineuse alliance avec l'Allemagne et ne sut pas faire de la Péninsule une grande puissance.

C. Vidal.

Carlo L. Ragghianti, Partito d'azione e polizia fascista (*Occidente*, janvier-février 1953).

Présentation d'un tableau assez complet de la police secrète mussolinienne de 1922 à 1943, inspiré par le volume de G. Leto, *Ovra* (Bologni, 1953) dont nous avons donné un compte rendu (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 9, pp. 54-56). C. R. Ragghianti cependant, contrairement à G. Leto, nie que la guerre d'Abyssinie ait été populaire. Il rassemble aussi quelques faits pour démontrer que l'antifascisme n'avait pas langui à la veille des événements de 1939-40 et que le *Parti d'action* ne fut pas uniquement le fruit des défaites militaires de l'Axe. D'après ses souvenirs personnels, l'auteur nie les subsides que la *Banca commerciale* aurait accordés

aux promoteurs de l'*Italia libera* après le désastre d'El Alamein. La résistance se serait alimentée en utilisant les sommes abandonnées par les organismes fascistes et nazis ou en ayant recours à des emprunts (celui de Florence, en juin 1944, réunit 5 millions de lires). Tout cela aurait échappé aux services d'information de l'*Ovra*.

C. VIDAL.

Documenti relativi all'attivita politica e militare del reppresentante del Partito d'Azione nei suoi rapporti congli alleati (*Il Movimento di liberazione in Italia*, nov. 1953).

Mme Bianca Ceva publie deux documents élaborés à Rome par le *Comité de Libération nationale* en 1944 pour fixer les objectifs de l'insurrection populaire. L'auteur, en commentant ces textes, présente les caractères généraux de l'historique de la Résistance italienne après l'Armistice du 9 septembre 1943. Pour des raisons d'ordre militaire et géographique, l'action des partisans aurait eu une plus grande efficacité dans les provinces du nord, en raison d'un contrôle allemand moins efficace qu'à l'arrière des grandes lignes de défense tenues par la *Werhmacht* dans le centre de la Péninsule.

Dans la plaine du Pô, il y eut une rébellion larvée contre la République néo-fasciste de Mussolini ; dans la zone des étapes allemandes, on n'enregistra que des actes de sabotage contre les moyens de transport.

G. BOURGIN.

M. MAGISTRATI, Berlino 1937 : Campo di maggio (*Rivista di Studi politici internazionali*, oct.-déc. 1953, p. 525-546).

Cet article jette une lueur nouvelle sur les origines de l'alliance italo-allemande qui enchaîna le destin de Mussolini à celui d'Hitler. La lecture de ce reportage sur le voyage de Mussolini en Allemagne, au mois de septembre 1939, fournit quelques renseignements précieux sur les débuts de la tragique idylle italo-allemande : visite de von Blomberg au *Duce* (juin 1937), décision prise par le chef des Chemises noires de rendre au *Fuhrer* la visite de Venise du 14 juin 1934, contacts personnels entre Himmler et Bocchini pour assurer la sécurité des deux dictateurs. Si l'on en croit l'auteur, le roi Victor Emmanuel III semble avoir été tenu à l'écart des négociations ayant précédé le voyage de Mussolini. Ce dernier, accompagné d'une suite nombreuse (plus de 100 personnes !) s'arrêta à Munich, Mecklembourg, Berlin et Essen. Au cours de ses pérégrinations, il fut frappé par la précision des défilés et des parades et par la force de la discipline allemande ; à Essen, il fut saisi d'admiration pour la puissance et la capacité des industries de guerre du Reich. Mussolini revint de son voyage convaincu de l'invincibilité de la *Wehrmacht* et de l'estime que nourrissait Hitler à l'égard de son génie politique. Désormais, le *Duce* était décidé à associer son pays au sort de l'Allemagne et de son *Führer* et à s'inspirer des traditions de Crispi à l'égard de la France.

Quelques épisodes curieux de ce voyage sont narrés avec humour par M. Magistrati. Le défilé des Chemises brunes au pas de l'oie à Nuremberg inspira à Starace le disgracieux « pas romain ». Il note que 12, parmi les 20 convives assis à la table centrale, lors du banquet de la Chancellerie de Berlin, devaient finir devant un peloton d'exécution ou se suicider. Mussolini, lors de son discours au Champ de Mai, parlant pour la première fois en

allemand, aurait prononcé des phrases incompréhensibles rendues encore plus étranges par un incident technique de transmission.

Ces souvenirs sont à verser au dossier de l'histoire anecdotique de l'Axe Berlin-Rome. Du voyage de Mussolini à Berlin, l'histoire retiendra deux conséquences importantes : l'abandon de la *S. D. N.* par l'Italie et l'adhésion de Rome au pacte antikomintern.

C. VIDAL.

Trenta anni di vita e di lotte del P. C., Quaderno deuxième série, Rinascita a cura di Palmiro Togliatti, 1953, 260 pages.

Cette publication, œuvre collective du parti communiste italien, a pour objet beaucoup plus de célébrer le court passé de ce parti que d'en exposer scientifiquement l'histoire, mais les documents qu'il renferme et les écrits d'auteurs variés qui appartiennent à la culture et au journalisme communiste qu'il réunit, constituent tout de même une contribution importante à l'histoire du parti. Aussi bien, ce livre est en 5 parties, munies chacune d'une introduction, ces divisions correspondant aux phases essentielles de la vie du parti. Il va de soi que dans l'examen du développement de celui-ci, une place réduite est faite aux autres partis qui ont été, en même temps que le P. C., les adversaires du fascisme. Par ailleurs, tout ne figure pas dans ce recueil de documents. C'est ainsi, que malgré leurs efforts pour les retrouver et les publier, manquent les actes du procès de Gramsci, condamné par le Tribunal spécial.

Les divisions évoquées sont les suivantes : de 1921 à 22, formation du P. C. jusqu'à l'avènement du fascisme ; 1923-29, résistance au fascisme, clandestinité du P. C., émigration ; 1929-39, crise économique, déroute de l'opportunisme de droite : guerres d'Éthiopie et d'Espagne, effort pour créer un mouvement antifasciste ; 1940-46, lutte contre la guerre, contre le fascisme ; 1947 et après, défense de la démocratie et de la paix.

On trouvera des pages excellentes sur la scission de Livourne et la genèse du parti, et des aveux objectifs sur les déficiences d'activité du P. C. ; d'une façon générale, l'analyse économique et sociale est intelligemment effectuée, mais on estime injustifié l'éloge unilatéral donné aux seules forces communistes dans la guerre et dans la chute du fascisme.

G. BOURGIN.

G. NELSON, *Il nuovo Américano di Roma*, Milan, Longanesi, 1951, 418 pages, in-16, relié toile.

Sous ce titre énigmatique, l'auteur de l'*Américano di Roma* évoque la tragédie Bellomo. Le général Bellomo, commandant de la place de Bari, fut arrêté le 28 janvier 1944 pour avoir abattu ou fait abattre un prisonnier anglais de choix, le capitaine Playne, filleul de la reine. Condamné à mort par un tribunal militaire anglais, le général italien fut exécuté le 11 septembre 1945. Les faits reprochés au général Bellomo s'étaient déroulés à Torre Fresca, le 30 novembre 1941 ; à l'issue d'une tentative d'évasion manquée, le capitaine Playne fut abattu et son collègue, le lieutenant Cook, blessé.

L'affaire s'ébruita et motiva une enquête de la Croix-Rouge internationale qui recueillit des versions contradictoires. Après le débarquement allié, le général Bellomo fut dénoncé aux autorités anglaises par des témoins du drame et le témoignage du lieutenant Cook détermina la conviction des juges. Si l'on en croit G. Nelson, le procès n'aurait pas fait pleine lumière sur les circonstances de l'assassinat du capitaine Playne.

C. VIDAL.

FRANCE

Dans le numéro de juin 1953 de la *Revue de Défense nationale*, le colonel Rogé a consacré à « Jean Moulin, héros et martyr de la résistance », des pages empreintes d'une sobre émotion. Il a rappelé les faits principaux de cette vie de devoir, au service de la Patrie et de la République, et mis fortement l'accent sur l'œuvre du Délégué général en France du général de Gaulle. Grâce à lui non seulement une coordination, au moins théorique, s'est établie entre les mouvements de résistance et des services nouveaux ont été créés, mais surtout l'assurance fut définitivement donnée qu'il n'y avait pas divergence entre la France libre et la résistance intérieure, que celle-ci serait « gaulliste ».

L'arrestation de Moulin à Calluire aurait mérité plus de détails et une mise au point ; déplorons par ailleurs l'ambiguïté que peut provoquer le chiffre de 500.000 déportés français au printemps 43 ; il est excessif et il met en outre sur le même plan, déportés politiques et « raciaux » avec les partants au titre du *S. T. O.*

H. Michel.

Dans un article du numéro de janvier 1953 de la *Revue de Défense nationale*, M. Maxime Mourin étudie, à grands traits, comment a été décidée par les Alliés la « reddition sans condition » de leurs ennemis. On sait que la décision fut prise lors de la Conférence de Casablanca, en janvier 1943, bien qu'elle n'ait pas figuré dans le procès-verbal. En fait, la décision du président Roosevelt avait été établie antérieurement et le Cabinet de guerre britannique avait approuvé le président des U. S. A. Toutefois Churchill, à la veille de l'invasion de l'Italie, aurait été moins absolu sur l'opportunité de la déclaration.

Mais, pour Roosevelt, « l'Allemagne était un bloc dont il était vain d'attendre l'effondrement de l'intérieur » et la décision fut confirmée à la Conférence *Trident* à Washington, en mai, quelques concessions furent faites aux Italiens, mais trop tardivement pour hâter leur revirement.

Cependant Staline, en constituant le *Comité national de l'Allemagne libre*, semblait soutenir une politique différente ; Eisenhower préférait aussi une attitude moins rigide. Mais à Téhéran, fin novembre, Roosevelt maintint son point de vue et Churchill confirma son accord avec lui dans un discours du 22 février 1944. Aucune dérogation ne fut même admise, malgré la demande de Cordell Hull et de Gromyko, en faveur des satellites de l'axe. Il fallut une initiative de Staline le 1er mai 1944 pour que possibilité fût laissée aux satellites de se racheter en cessant leur aide au Reich hitlérien.

En somme, Roosevelt fut le défenseur inlassable de l'exigence de reddition sans conditions. M. Mourin estime qu'il a ainsi prolongé la guerre, mais il reconnaît aussi que cette décision contribua à maintenir jusqu'à la victoire l'entente précaire entre l'U. R. S. S. et les Anglo-Saxons et qu'une politique contraire aurait pu paraître aux Allemands comme une marque de faiblesse.

Quant au Japon l'assurance du maintien du trône et de la dynastie aurait pu contribuer à réduire, avant le jet de la bombe atomique, la volonté nippone de lutter jusqu'au bout.

H. M.

LE DÉBARQUEMENT EN PROVENCE LE 15 AOUT 1944

La célébration du X[e] Anniversaire de la Libération a donné lieu dans la presse à l'expression de beaucoup de souvenirs. C'est ainsi que, dans *Le Monde* du 13-8-54, le colonel Rigaud a exposé comment il fut le premier à prendre pied entre deux rochers séparant les plages du Canadel et du Rayol, à 0 h. 5 dans la nuit du 14 au 15 août ; il devait, d'un point donné, émettre des feux verts pour faire débarquer les patrouilles de sécurité, puis les 810 volontaires du groupe de commandos d'Afrique.

Les combats de ces commandos, Jean Delvigne les a évoqués dans *Le Figaro* du 14-15 août 54. Il rappelle l'escalade de la paroi rocheuse du cap Nègre par les hommes du capitaine Ducournau, le débarquement des commandos du colonel Bouvet entre le Canadel et le Lavandou, la prise d'*assaut* de 5 blockhaus de la batterie de Mauvanne (le 18 août) et la prise du fort du Coudon (712 m.) le 20 août, à la suite de l'escalade, par une escouade dirigée par Ducournau, de la face ouest, que son abrupt rendait apparemment inaccessible. Les souvenirs de combattants ont le mérite de mettre le lecteur au cœur même de l'action et dans l'ambiance, toute exceptionnelle, du moment.

Le récit de l'amiral Lemonnier, « Sur l'assaut du 15 août en Provence » (*Figaro littéraire* du 14-8-54) est un peu différent. Il mêle à des anecdotes personnelles, très significatives d'ailleurs, des explications sur l'ensemble des opérations dans lesquelles l'amiral exerçait le commandement de la flotte française. On apprend ainsi pourquoi fut choisie, pour le débarquement, la région entre Saint-Raphaël et Saint-Tropez (la région à l'ouest du Rhône était trop éloignée des avions basés en Corse et il importait d'être hors de portée des batteries de Marseille et de Toulon). Le commandement allemand aurait été entièrement surpris par cette décision.

Heure par heure, l'amiral suit la progression des opérations, telle qu'il la suivait à son poste de commandement. La parfaite connaissance que les marins français possédaient des plages de Provence facilita grandement l'action alliée (à la différence du débarquement en Normandie, les Français avaient participé au *Planning*).

Aussi bien, étant donnée l'absolue maîtrise de la mer et de l'air, le succès complet fut payé à peu de prix : un millier de tués dans les forces de terre (3 % de l'effectif débarqué), 25 navires d'assaut hors d'usage (2 % des engins employés), 50 planeurs perdus sur 500 utilisés.

Ainsi est mis justement en valeur le rôle de la marine française, heureusement remise au combat, sans qu'il soit question de certaines défaillances jusqu'à la dernière heure de ceux demeurés dans la métropole. Resterait à traiter du combat de ceux qui, à terre, préparaient le débarquement et il est regrettable que l'amiral Lemonnier ne dise pas un mot de la Résistance. Une note sinistre : les Américains envisagèrent froidement d'incendier toutes les forêts de Provence, pour y voir plus clair dans le dispositif ennemi ! Un détail piquant : les comptes rendus des opérations, rédigés à l'avance par les correspondants de guerre, furent envoyés aux journaux avant que le débarquement n'ait commencé.

H. M.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Fabre-Luce (Alfred). — *Histoire de la Révolution européenne, 1919-1945*, Paris, Domat, 1954, in-8°, 353 p.

Montée des fascismes ; Déclin de la République française ; l'Aventure ; Deux résistances.

*Hierl (Konstantin). — *Schuld oder Schicksal? Studie über Entstehung und Ausgang des zweiten Weltkrieges*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1954, in-8°, 100 p., c.

*Moltke (Kai). — *Krämer des Krieges. Die 5e Kolonne der Monopole*, Berlin, Dietz, 1953, in-8°, 464 p. [Éd. originale en langue danoise sous le titre : « Krigens Kremmen. »]

Les Trusts internationaux fauteurs de la deuxième guerre mondiale et instigateurs d'une troisième guerre.

*Thomson (David). — *World history from 1914 to 1950*, London, Home Univ. Library, n° 228, 1954, in-8°, 256 p.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

*Borton (Hugh), and others. — *A selected list of books and articles on Japan in English, French and German* ; revised and enlarged ed., Cambridge, Harvard Univ. Pr., 1954, in-8°, 286 p. Avec une section nouvelle concernant la 2e guerre et l'occupation du Japon.

Epstein (Fritz T.). — Zur Quellenkunde der neuesten Geschichte. Ausländische Materialien in den Archiven u. Bibliotheken der Hauptstadt der Vereinigten Staaten, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1954, pp. 313-326. Les documents nazis dans les Archives et Bibliothèques des U. S. A.

*Greenfield (Kent Roberts). — *The Historian and the Army*, New Brunswick, N. Y., Rutgers Univ. Press, 1954, in-8°, 93 p.

L'auteur est directeur général de l'équipe d'historiens chargée de la rédaction des quelque 100 volumes de *U. S. Army in World War II*.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

Boeninger (Hildegard). — Hitler and the German generals, 1934-1938, *J. of Central Europ. Aff.*, avr. 1954, pp. 19-37.

Boisdin (M. de). — Une entrevue avec le général Heinz Guderian, *Écrits de Paris*, juin 1954, pp. 61-65.

*Boscolo (Armando). — *Fame in America*, Milano, ed. europee, 1954, in-16, 204 p.

Souvenirs de captivité à Casablanca, puis au Texas, d'un officier italien fait prisonnier en Tunisie.

*Bowers (Claude Gernade). — *My mission to Spain ; watching the rehearsal for World War II*, New York, Simon and Shuster, in-8°, 453 p., port. front.

L'auteur a été ambassadeur des États-Unis à Madrid de 1933 à 1939.

Brandt-Peltier (Louis). — Churchill jugé par lui-même ou faiblesse d'un fort (suite), *Écrits de Paris*, avr.-mai 1954, pp. 69-79, 57-66.

Sur l'accord Churchill-Staline du

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

9-10 oct. 1944, relatif à l'institution de « zones d'influence » dans les Balkans.

Buchheim (Hans). — Zu Kleists « Auch Du warst dabei », *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1954, pp. 177-193.

Étude critique approfondie de l'ouvrage de Peter Kleist.

*Caillou (Alan), Major. — *The world is six feet square*, London, Davies, 1954, in-8°, 214 p.

L'auteur, fait prisonnier comme espion en Tunisie, s'échappe d'Italie après la chute de Mussolini.

*Carew (Tim). — *All this and a medal too*, London, Constable, 1954.

Souvenirs d'un parachutiste. Combats en Birmanie, Malaisie et Java.

*Carli Ballola (Renato). — « *1953* » *Processo Parri. Pref. di A. Greppi*, Milano, Ceschina, 1954, in-8°, 205 p.

Procès en diffamation intenté par F. Parri au « Meridiano d'Italia », qui l'avait accusé d'avoir joué « double jeu » pendant la Résistance.

*Carocci (Giampiero). — *Il campo degli ufficiali*, Torino, Einaudi, 1954, in-16, 269 p.

Souvenirs de captivité d'un officier italien déporté en Allemagne après l'armistice du 8 sept. 1943.

*Current (Richard N.). — *Secretary Stimson. A study in statecraft...*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1954, in-8°, x-272 p.

Delmas (Claude). — Une grande figure de la Résistance. Il y a dix ans mourait Marc Bloch..., *Figaro littéraire*, 12 juin 1954, p. 9, col. 1-5.

*De Rossi Dell'Arno (G.). — *Pio XI e Mussolini*, Roma, ed. Corso, 1954, in-8°, 195 p.

Enfurth (Waldemar). — Generaloberst a. D. Halder zum 70. Geburtstage (30 juin 1954), *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, juin 1954, pp. 241-252.

Vue d'ensemble sur la carrière du général.

Forste (Erich), Admiral a. D. — Pflicht und Treue. Grossadmiral Raeder, *Nation. Eur.*, juin 1954, pp. 67-68. Jugement sur l'amiral.

*Gatti (Armand) et Joffroy (Pierre). — *La vie de Churchill*, Paris, Éditions du Seuil, 1954, in-8°, 304 p.

*Gaulle (Charles de). — *Mémoires de guerre*. Ier vol. : *L'appel, 1940-1942*, Paris, Plon, 1954, in-8°, 683 p., cartes h. t.

*Gentile (Benedetto). — *Giovanni Gentile. Dal discorso agli Italiani alla morte, 24 giugno 1943-15 aprile 1944*, Firenze, Sansoni, 1954, in-8°, 110 p. Discours et articles.

Giannini (Amedeo). — Sükru Saracoglu (Profili di uomini politici), *Riv. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1954, pp. 104-107.

Giannini (Amedeo). — Ivanoe Bonomi (Profili di uomini politici), *Riv. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1954, pp. 100-104.

Giannini (Amedeo). — Vittorio Emanuele Orlando, *Riv. di Studi polit. internaz.*, avr.-juin 1954, pp. 317-326.

**Giovanni Gentile. A cura di V. Vettori, sotto gli auspici del Centro Nazionale Gentiliano*, Firenze, La Fenice, 1954, in-8°, 247 p.

Recueil d'essais par différents auteurs sur la pensée « gentilienne » et son influence politique.

Goering's unpublished interview, *U. S. News*, 14 mai 1954, p. 55-58.

Interrogatoire de Goering par la presse américaine, lors de son arrestation en mai 1945.

Görlitz (Walter). — Sinn des letzten Widerstands. Ein Nachwort zum Traunsteiner Prozess, *Fortschritt*, 8 juill. 1954, p. 3, c.

Au sujet du procès contre le generalleutnant Theodor Tolsdorff devant le tribunal de Traunstein. Le sens des derniers combats (mars-mai 1945).

Grimm (Hans). — Rudolf Hess, 60 Jahre alt, *Wiking Ruf*, mai 1954, pp. 8-10.

Rudolf Hess en prison. Profession de foi nationale-socialiste dans les lettres à sa famille.

Haye (Henry). — La fin d'une ambassade, *Écrits de Paris*, avr. 1954, pp. 55-68.

Extraits des mémoires de l'ancien ambassadeur du Gouvernement de Vichy à Washington.

*Hernandez (Jesus), ancien membre de l'Exécutif du Komintern. — *La Grande Trahison*. Traduct. de P. Berthelin, Paris, Fasquelle, 1953, in-8°, 257 p.

Mémoires d'un militant communiste,

membre du gouvernement Caballero, réfugié en U. R. S. S. avant d'être expulsé du parti. Guerre d'Espagne, le Komintern pendant la guerre, etc.

*Hielscher (Friedrich). — *Fünfzig Jahre unter Deutschen*, Hamburg, Rowohlt Verl., 1954, in-8°, 483 p.

Mémoires d'un opposant au national-socialisme.

*Hierl (Konstantin). — *Gedanken hinter Stacheldraht. Eine Lebenschau*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1954, in-8°, 159 p.

Mémoires de captivité de l'ancien chef du service du Travail.

*Hitler (Adolf). — *Libres propos sur la guerre et la paix, recueillis sur l'ordre de Martin Bormann, version française de François Genoud.* II : *Période 24 mars 1942-29 nov. 1944*, Paris, Flammarion, 1954, in-8°, 368 p.

*Ickes (Harold L.). — *The Secret diary of Harold L. Ickes.* Vol. II : *The inside struggle, 1936-1939*, New York, Simon and Shuster, 1954, in-8°, 759 p.

*Kallay (Nicholas). — *Hungarian Premier; a personal account of a nation's struggle in the Second World War.* Foreword by C. A. Macartney, New York, Columbia Univ. Press, 1954, in-8°, 555 p., cartes.

L'auteur justifie son attitude vis-à-vis des Alliés et des Puissances de l'Axe (1942-1944).

*Kudrevatykh (L.). — *Za godom god* [*Une année après l'autre*], Moskva, Sovetskij pisatel, 1953, in-16, 334 p.

Carnet d'un correspondant de guerre : sur les divers fronts soviétiques ; cent jours passés au Japon occupé (déc. 1945-mars 1946).

*Marshall (Bruce). — *Only fade away* London, Constable, 1954.

Souvenirs d'un officier. France, 1917 ; Italie, 1944.

**Maxim Litvinof. Notes for a journal.* With an introduction by E. H. Garr, London, Deutsch, 1954.

Buts et méthodes de la politique soviétique, 1926-1941 (d'après des documents sortis de Russie par la Suède).

Miksche (lieutenant-colonel). — Les papiers de Rommel, *R. Défense nat.*, févr. 1954, pp. 184-197.

Rommel en Afrique du Nord.

Mordal (J.). — Erwin Rommel, *R. de Paris*, juil. 1954, pp. 98-113.

*Nu (Thakin). — *Burma under the Japanese; pictures and portraits.* Edited and translated by J. S. Furnivall, New York, St. Martin's Press, 1954, in-8°, 160 p., ill.

Souvenirs personnels du Premier Ministre de Birmanie sur l'occupation japonaise et les années de guerre.

*Pohl (Gerhard). — « *Bin ich noch in meinem Haus?* » *Die letzten Tage Gerhart Hauptmanns*, Berlin, Lettner Verl., in-8°, 114 p.

Les derniers jours du grand dramaturge dans une Allemagne envahie (janv. 1945-6 juin 1946).

*Quaroni (Pietro). — *Ricordi di un ambasciatore*, Milano, Garzanti, 1945, in-8°, 186 p.

Rencontres avec Tchitcherine, Litvinov, Beria, Staline, Trotski, Bevin, Tito, Léon Blum, etc...

*Reynolds (Quentin). — *The Amazing Mr. Doolittle. A biography of Lieut.-Gen. James H. Doolittle*, London, Cassell, 1954, in-8°, 313 p.

Le général Doolittle commandait la 8e U. S. Air Force.

Ruge (Friedrich), vice-admiral. — With Rommel before Normandy, *U. S. Naval Instit. proceed.*, juin 1954, pp. 613-619, phot.

Faiblesse de la défense côtière de l'Atlantique lors du débarquement, par l'ex-conseiller naval de Rommel.

*Scaroni (Silvio). — *Con Vittorio Emanuele III. Introd. di R. Segàla*, Milano, Mondadori, 1954, in-8°, 141 p.

Souvenirs de l'aide de camp du roi de 1933 à 1935. Jugements de Victor-Emmanuel sur les hommes politiques du régime.

*Schacht (Dr). — *Mémoires d'un magicien.* T. I : *De Bismarck à Poincaré.* T. II : *De Hitler au monde nouveau.* Traduit de l'allemand par P.-Ch. Gallet, Paris, Amiot-Dumont, 1954, 2 vol. in-8°, 275 et 324 p.

Schneider (Charles). — Il Primo responsabile del terrorismo aereo fu Winston Churchill, *Noi*, 1er mai 1954, p. 103.

Le premier bombardement de population civile fut exécuté, le 11 mai 1940, sur la cité universitaire de Fribourg,

d'après le général Rumpf et les déclarations de Sir Reginald Padget.

SEAGREN (Leonard W.), First Lieut. U. S. Air Forces. — The Last Fuehrer, *U. S. Naval Inst. proceed.*, mai 1954, pp. 523-537, portr.

L'amiral Doenitz. Article biographique visant à le réhabiliter.

SIRJAEV (B.). — Porucik (Le lieutenant Nikolaj Segeevic D.), *Znamja Rossii*, New York, nº 107, 15 mai 1954, pp. 5-10.

Souvenirs sur un membre de « l'Armée russe de libération ». (Armée Vlasov.)

*SPEARS (Maj.-Gen. Sir Edward L.). — *Assignment to catastrophe*, London, Heinemann, 1954, 2 vol. in-8º. Vol. I : *Prelude to Dunkirk*, 336 p., pl. h. t. Vol. II : *Fall of France*, XIII-333 p., pl. et cartes h. t.

*SUSMEL (Edoardo e Duilio). — *Opera omnia di Benito Mussolini. Dalla marcia di Ronchi al secondo congresso dei Fasci (14 sett. 1919-20 maio 1920)*, vol. XIV, Firenze, la Fenice, 1954, in-8º, 531 p.

*TASCA (Angelo) [Angelo ROSSI]. — *In Francia nella bufera*, Parma, Guanda, 1953, in-16, 259 p.

Souvenirs de l'auteur : en France de 1940 à la Libération.

TCHENKELI (Major Alexis D.). — In memory of Colonel Prince Amilakvari Commanding officer of the 13th Brigade of the Free French Foreign Legion. Death of a hero, *The Voice of free Georgia*, avr. 1954, pp. 17-30, ill.

TREVOR-ROPER (H. R.). — Martin Bormann, *Monat*, mai 1954, pp. 168-177.

*TURCHETTI (Corrado). — *Tredici mesi alla ventura*, Milano, Gastaldi, 1954, in-8º, 311 p.

Les Italiens en Éthiopie en 1940 par un ancien gouverneur de l'A. O. I.

*UDET (Ernst). — *Ein Fliegerleben.* Neu hrg. mit einem Nachwort von Jürgen Thorwald, Berlin, Ullstein, 1954, in-8º, 184 p.

*WILLOUGHBY (Maj.-Gen. Charles A.), CHAMBERLAIN (John). — *Mac Arthur, 1941-1951*, New York, Mac Graw Hill, 1954, in-8º, XIII-441 p., pl. et cartes h. t.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

ALATRI (Paolo). — I documenti diplomatici italiani, 1922-1935. Vol. I (31 ottobre 1922-26 aprile 1926), *Rinascita*, mars 1954, pp. 202-205.

Les réactions étrangères à l'annonce de l'avènement du fascisme, d'après la correspondance des agents diplomatiques italiens.

BRUGEL (J. W.). — Blick in Nazi-Dokumente, *Rote R.*, avr.-mai 1954, pp. 93-105.

Le IIIe Reich et la Suisse d'après les documents diplomatiques.

CASTELLAN (G.). — Aspect militaire de l'Anschluss, *R. hist. mod. et cont.*, mars 1954, pp. 61-79.

*CASTELLAN (Georges). — *Le réarmement clandestin du Reich, 1930-1935, vu par le 2e Bureau de l'état-major français.* Préf. par le général WEYGAND, Paris, Plon, 1954, in-8º, 571 p.

« Confidentiel, Chef-Sache. » Procès-verbal du 23 mai 1939, *Documents*, mars 1954, pp. 311-318.

D'après la revue *Der Ruf.*

Procès-verbal d'une séance à la Chancellerie prouvant la préparation effective de la guerre par Hitler, dès mai 1939.

Die geheimen Abkommen zum Antikominternpakt, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avr. 1954, pp. 193-202.

Les clauses secrètes du pacte antikomintern concernant les relations germano-soviétiques, présentées avec une introduction et des notes par Gerhard. L. Weinberg.

**Documents on British foreign policy, 1919-1939. 3e series. Vol. VII. 15 August 1939-3 Sept. 1939.* Edited by E. L. WOODWARD and Rohan BUTLER, assisted by Anne ORDE, London, H. M. S. O., 1954, in-8º, 645 p.

*PESSO (Elio). — *Irredentismo e opzioni nell'Alto Adige. Le trattative italo-germaniche per gli accordi del 1939*, Firenze, Stabtip. A. Francolini, 1954, in-8º, 34 p.

La question du Haut-Adige dans le cadre des relations germano-italiennes avant la guerre.

POPOV (M. V.). — Krakh gitlerovskogo

plana napadenija na SSSR iz Irana (La faillite du plan hitlérien d'agression contre l'U. R. S. S. en partant d'Iran), *Iranskij Sbornik* (Moscou), 1953, pp. 5-40.

La « 5e colonne allemande » en Iran de 1933 à 1944 et les variations de la politique extérieure iranienne.

Rimscha (Hans von). — Die Baltikumpolitik der Grossmächte, *Hist. Z.*, avr. 1954, pp. 281-311.

La question balte et les origines de la deuxième guerre mondiale.

Salvemini (Gaetano). — I Precedenti diplomatici dell'ultima guerra. Astutti e malfattori, *Mondo*, 1er juin 1954, pp. 13-14.

Le double jeu de Staline ; le double jeu de Chamberlain (d'après *Diplomatic prelude* de Sir Louis Namier).

Siemens, Vizeadmir. a. D. u. Boehm, Generaladmir. a. D. — Zeugen, *Nation-Eur.*, mars 1954, p. 35.

Témoignages tendant à prouver que Hitler n'a jamais voulu la guerre avec la Grande-Bretagne.

Willard (C. et G.). — L'U. R. S. S., la Finlande et les États baltes en 1939-1940, *Pensée*, avr. 1954, pp. 30-44.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Carlyle (Margaret), edit. — *Documents on International Affairs, 1939-1946*. Vol. II : *Hitler's Europe* (Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs), London, Oxford Univ. Press ; Cumberledge, 1954, gr. in-8°, xx-362 p., index.

C. r. dans *Times Literary sup.*, 23 juil. 1954.

*Elsbree (Willard H.). — *Japan's role in Southeast Asian nationalist movements 1940 to 1945* (Issued under the auspices of the International Secretariat Institute of Pacific Relations), London, Allen and Unwin, 1954, in-8°, 182 p.

*Görlitz (Walter). — *Der zweite Weltkrieg 1939-1945 in Stichworten*, Hagen, Breschke, 1953, in-8°, 80 p.

**Lettere di condamnati a morte della Resistenza Europea*. A cura di P. Malvezzi e G. Pirelli. Pref. di T. Mann, Torino, Einaudi, 1954, in-8°, 702 p.

*Methuen (Lord Paul Ayshford). — *Normandy diary; being a record of survivals and losses of historical monuments in North-Western France, together with those in the island of Walcheren and in that part of Belgium traversed by Twenty-First Army Group in 1944-1945*, New York, British Book Centre, 1954, in-4°, 288 p., ill., carte.

LE COMMANDEMENT

Hitler (Adolf). — Zu Hitlers Ostpolitik im Sommer 1943. Auszug aus der Ansprache des Führers an die Heeresgruppenführer am 1.7.43. Abends, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1954, pp. 305-313.

Extrait d'un discours inédit de Hitler adressé aux chefs de l'armée de l'Est.

*Pogue (Forrest C.). — *The Supreme Command : European theatre of operations*, Washington, Gov. Print. Off., 1954, in-8°, 607 p., ill.

(U. S. Army in World War II.)

Stacey (Colonel C. P.). — The Canadian-American Joint Board on Defence, 1940-1945, *International Journal* (Toronto), Spring 1954, n° 2, pp. 107-125.

Stauber (Hans). — Die Vorbereitung des Feldzuges im Westen 1940, *Allg. schweiz. milit. Z.*, juill. et août 1954, pp. 521-528 et 599-614.

Essai de synthèse d'après des volumes publiés récemment.

Tippelskirch (Kurt von). — Hitlers Kriegsführung nach dem Frankreichsfeldzug im Hinblick auf « Barbarossa », *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, avr. 1954, pp. 145-157.

L'ARMEMENT ET LA TECHNIQUE

Bauer (Eddy). — Grandeur et décadence de la Panzerwaffe, *R. Défense nat.*, févr. 1954, pp. 143-160.

Belot (R. de). — Kriegsmarine et Luftwaffe, *R. mar.*, mai 1954, pp. 586-604.

Rapports des deux armes au cours de la guerre. Mise au point de Wilhelm Hadeler, dans *R. mar.*, sept. 1954, pp. 1202-1203.

Brou (W.), major. — Les ports artificiels, *L'Armée, la Nation*, 1er août 1954, pp. 2-12, cartes, ill.

Technique des ports artificiels utilisés pour le débarquement de Normandie.

Ducci (Camillo), Gen. di div. — Considerazioni sulla sorpresa nella campagna di Francia del 1940, *Riv. militare*, mars 1954, pp. 283-299.

Geissel (Hubertus). — Infanteristische Erfahrungen im Winterkrieg 1941-42, *Frontsoldat*, no 6, 1954, pp. 179-182, ill.

Ravitaillement, armement, vêtements et lutte contre le froid.

Konrad (Rudolf). — Die Zukunft des Gebirgstruppe und von der Geländegängigkeit eines Heeres, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, juin 1954, pp. 278-287, c.

Exemples tirés de la deuxième guerre mondiale.

Lehbrink (Hellmut). — Heerespionniere in Norditalien, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, avr. 1954, pp. 170-175, carte.

Moore (Rufus J.). — Operation Pluto, *U. S. Naval Inst. proceed.*, juin 1954, pp. 647-658, graph., phot.

L'établissement des pipe-lines sous la Manche pour le ravitaillement en carburant des forces alliées opérant sur le continent (6 juin 1944-28 févr. 1945).

*Senger u. Etterlin (F. von). — *Taschenbuch der Panzer, 1943-1954*, München, J. F. Lehmann, 1954, in-16, 217 p., ill., tableaux.

Photographies et caractéristiques des blindés construits par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Suède, l'U. R. S. S. et les États-Unis de 1943 à 1954.

Weller (Col. Donald M.). — Salvo-Splash ! — The development of naval gunfire support in World War II. Part. I, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, août 1954, pp. 839-849.

OPÉRATIONS

*Accart (Colonel). — La Royal Air Force dans la campagne de Norvège, 6 avr.-8 juin 1940, *Forces aériennes fr.*, juill. 1954, pp. 54-78, cartes, ill.

D'après l'ouvrage de Norman Mac Millan.

Assmann (Kurt), Vizeadmiral. — Normandie 1944. Zum 10. Jahrestag der alliierten Landung, *D. Soldaten Ztg.*, 2 Juni-Nr 1954, p. 12.

Bauer (Eddy). — Correspondance : à l'origine de Pearl-Harbour, *R. Défense nat.*, mai 1954, pp. 592-594.

Sur l'enquête faite par une mission japonaise à Tarente en mai 1941, concernant les torpillages effectués dans la rade par les avions britanniques.

Beatty (Frank E., vice adm.). — Another version of what started war with Japan, *U. S. News and World Rep.*, 28 mai 1954, pp. 48-50.

L'auteur, ancien adjoint du secrétaire à la Marine Knox, conteste partiellement les conclusions de l'amiral Theobald sur « le Secret de Pearl-Harbour ».

Belot (de), amiral. — L'enfer d'Iwo Shima, *Hommes et Mondes*, août 1954, pp. 53-63, carte.

Benirschke (Hans). — Das Grab in der Normandie (6 Juni 1944), *Gegenwart*, 5 juin 1954, pp. 361-362.
Le débarquement.

Benoist (Marc). — Politique et stratégie : Pearl Harbour, *R. mar.*, juin 1954, pp. 762-780, carte, ill.

Les démonstrations navales américaines dans le Pacifique et les causes du stationnement de l'U. S. Pacific Fleet à Pearl Harbour.

*Bloemertz (Gunther). — *Ciel de mort. Récit.* Traduit de l'allemand par Olivier Séchan, Paris, Éditions Fleuve Noir, 1954, in-16, 256 p.

Combats aériens en France et en Belgique de 1940 à 1945.

*Blond (G.). — *D'Arromanches à Berlin*, Paris, Fayard, 1954, in-8o, 128 p., 200 phot.

*Bouvet (Col. G.-R.). — *Ouvriers de la première heure.* Préf. du maréchal Juin, Paris, Berger-Levrault, 1954.

L'épopée des *Commandos d'Afrique* et leur débarquement en Provence racontés par leur chef.

Broggi (Giovanni), magg. — La Battaglia di Mortain-Falaise (7-20 agosto 1944), *Riv. militare*, avr. 1954, pp. 375-401, cartes.

*Bryan (J.), Lieut.-Com. — *Aircraft carrier*, New York, Ballentine Books, 1954, in-8o, 215 p.

Mémoires d'un officier aviateur amé-

ricain dans le Pacifique, de janvier à mai 1945.

Crosia (commandant). — *Marseille 1944, victoire française*, Paris, Éditions Archat, 1954, in-8°.

*Davin (D. M.). — *Crete (Official history of New Zealand in the Second World War, 1939-1945)*, London, Oxford University Press, 1953, 547 p.

« Les Débarquements », *R. de la France libre*, n° 69, 18 juin 1954.

Numéro spécial contenant des articles divers : Commémoration de l'appel du général de Gaulle ; discours prononcé à Londres le 18 juin 1944 ; Radio « La France libre » ; Pierre Vienot ; les F. N. F. L. en juin 1944 ; la 2e D. B. ; la 1re D. F. L. ; etc...

Diaz de Villegas (José). — Ante Leningrado [souvenirs de la « Division Azul »], *Ateneo*, n° 56, 15 janv. 1954, pp. 3-4.

Djurickovic (Bosko). — Pljevaljska bitka (La bataille de Pljevleje), *Vojnoistoriski Glasnik* (Beograd), n° 6, déc. 1952, pp. 3-25.

Dominici (Mariano), col. — Operazione « Avalanche », *Riv. militare*, janv. 1954, pp. 5-24, cartes.

Considérations sur le débarquement de Salerne.

Drevon (cap. de corvette). — Malte dans la guerre en Méditerranée (1940-1943), *R. Défense nat.*, mars 1954, pp. 326-335.

Fagalde (général). — Odyssée d'une division française. La 21e division dans les Flandres en mai-juin 1940, *R. milit. suisse*, mars et mai 1954, pp. 114-129 et 225-243, cartes.

Grenfell (Russell). — The Pursuit of the Bismarck, *Times*, 9 juin 1954, p. 5.

Lettre à l'éditeur. Rectification d'une assertion du capitaine Roskill, dans *The War at Sea*, au sujet des rôles respectifs de l'Amirauté et de la Home Fleet.

Grujic (Perisa). — Borbe 16. vojvodjanske divizije u Istocnoj Bosni-period januar-februar 1944 (Combats de la 16e division de Vojvodine en Bosnie orientale, janv.-févr. 1944), *Vojnoistoriski Glasnik* (Beograd), n° 6, déc. 1952, pp. 25-60.

Grujic (Perisa). — Borbe 16. vojvodjanske divizije u Sedmoj ofenzivi (od marta dokraja juna 1944 god.) (Combats de la 16e division de Vojvodine, lors de la 7e offensive mars-juin 1944), *Vojnoistoriski Glasnik* (Beograd), n° 3, mai 1954, pp. 34-60.

*Hayn (Friedrich). — *Die Invasion. Von Cotentin bis Falaise*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1954, in-8°, 200 p. (Die Wehrmacht im Kampf. Bd. II.)

Heidkämper (Otto). — Die Abwehrschlacht in Ostpreussen in den Krisentagen des Januar 1945. (Vom Standpunkt der Heeresgruppe Mitte ausgesehen.), *Wehrkunde*, juill. 1954, pp. 221-231, carte.

*Heidkamper (Otto), general, chef d. Generalstabes d. 3. Panzer Armee. — *Witebsk. Kampf und Untergang der 3. Panzer Armee*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1954, in-8°, 176 p., c. (Die Wehrmarcht im Kampf. Bd. I.)

Heinz (Georg). — Die Höhe 233 bei Samoschje. Nachtgefechte im Waldaigebiet Oktober 1941. Nach Tagebuchnotizen, *Frontsoldat*, juill. 1954, pp. 205-206, c., ill.

Helfrich (C. E. L.), amiral. — La bataille de la mer de Java, *R. mar.*, août-sept. 1954, pp. 1011-1021 et 1111-1130, cartes, ill.

Hewitt (admiral H. Kent). — Planning and executing operation Anvil-Dragoon, *U. S. Naval Inst., proceedings*, juill. et août 1954, pp. 731-746 et 897-927, cartes, phot.

Le débarquement de Provence (15 août 1944), sa préparation et son exécution, par le commandant de la « U. S. Eight Fleet ».

Heydel (Hugo). — Sicherungsstreitkräfte im Westeinsatz 1939-1943, *Marine Rundsch.*, avr. 1954, pp. 55-66, c., ill.

Iachino (A.). — La Battaglia per il golfo di Leyte, *Riv. maritt.*, avr., mai 1954, pp. 5-26 et 295-319, cartes.

**Iwo Jima, amphibious epic. (with bibliography)*, Washington, Gov. Print. Off., 1954, in-8°, VI-253 p., ill., 21 cartes h. t. (Marine Corps Monograph.)

*Jars (Robert). — *La campagne d'Italie, 1943-1945.* Préf. du maréchal A. Juin, Paris, Payot, 1954, in-8°, 245 p., cartes et plans. (Coll. de mémoires... pour servir à l'histoire de la guerre.)

JUIN (Alphonse), maréchal. — La bataille de Rome en 1944. La manœuvre du Garigliano, *Hommes et mondes*, juin 1954, pp. 311-320, carte.

*KOLESNIK (A. D.). — Stalingradskaja bitva (La bataille de Stalingrad), *Moskva* (*Goskultprosvetizetat*), 1953, in-8°, 92 p., schémas. (Bibliotecka. « V promosc lektoru », n° 1.)

KÖNIG (Walter), oberltn. — Deutsches Flugmeldedienst am Kanal, 1940-1944, *Wehrkunde*, avr. 1954, pp. 119-123, c.

**Krigen I Norge 1940 : Operasjonene i Glaamadalföret, Trysil og Rendalen.* By Den Krigshistoriske Avdeling. Foreword by Johannes SCHLOTZ, Oslo, Gyldendal Norsk Forlag, 1953, 349 p., ill., carte.

KUTZNER (G.). — Kurland-Tagebuch, 1944, *Wiking-Ruf*, mai 1954, pp. 5-7.

Journal de campagne d'un soldat en juin 1944.

LÉDERREY (col. E.). — La retraite du 11e C. A. allemand de Bjelgorod par Charkov, sur le Dniepr, *R. milit. suisse*, août 1954, pp. 361-375, cartes.

LEMONNIER (amiral). — L'assaut du 15 août en Provence, *Figaro litt.*, 14 août 1954, pp. 1, 5 et 6, ill.

*LEMONNIER (amiral). — *Paisible Normandie*, Paris, La Colombe, 1954, in-8°.

Le débarquement.

*LEONI (Mario). — *Sangue di marinai*, Milano, Ed. Europea, 1954, in-16, 236 p.

L'action des sous-marins italiens dans l'Atlantique et des contre-torpilleurs en Méditerranée.

*LODGE (O. R.). — *Recapture of Guam...* — Washington, Gov. Print. Off., 1954, in-8°, VII-214 p., ill., pl., carte. (Marine Corps Monograph.)

MOHR (W. H.). — Alliierte Vorbereitungen zur Landung in der Normandie, *Marine Rundsch.*, mai 1954, pp. 87-91.

MORDAL (Jacques). — Le « Mythe » du front continu, *R. Défense nat.*, mars 1954, pp. 298-303.

Notamment au cours de la bataille de France de 1940.

Operation Neptune (Pictorial), *U. S. Naval Inst. proceedings*, juin 1954, pp. 672-686, carte, photos.

Suite de photographies représentant les diverses phases du débarquement sur les plages normandes (juin 1944).

PALLOTTA (Pietro), ten. col. — Una difficile manovra difensiva. Dal Mareth ad Enfidaville, *Riv. militare*, févr. et mars 1954, pp. 133-143 et 300-307.

PANTENIUS (Hans-Jürgen). — Luftlandetruppen, *Geopolitik*, juin 1954, pp. 332-342, c.

L'action des troupes aéroportées pendant la bataille d'Arnhem (17-30 sept. 1944).

PICKERT (Wolfgang), Gen d. Flackart. — Einige Lehren aus der Normandieschlacht, *Wehrkunde*, mars 1954, pp. 70-78, c.

*PIKUL (Valentin). — *Okeanskij patrue. Roman* [Une patrouille dans l'Océan, Roman], Moskva, Molodaja Gvardija, 1954, in-8°, 844 p.

La guerre dans la mer de Barentz et sur le front finno-soviétique.

*PODEWILS (Clemens). — *Don und Wolga*, München, Hausch-Verl., 1953, in-8°, 176 p.

Les combats entre Don et Volga.

*RICHARDS (Denis), SAINT G. SAUNDERS (Hilary). — *The R. A. F. in the war.* Vol. II : *The Fight avails, 1941-1943.* Vol. III : *The Fight is won, 1943-1945*, London, H. M. S. O., 1954, in-8°.

ROBERTS (M. R.), brig. — Brief outline of the Burma campaign 1941-1945 (with sketch-map), *Army Quart.*, juill. 1954, pp. 180-187.

ROSKILL (S. W.). — The War at Sea, *Spectator*, 11 juin 1954, pp. 707-708.

Lettre à l'éditeur. Controverse avec R. Grenfell au sujet de la poursuite du *Bismarck*, mai 1940.

RUDNIKI (Klemens), gen. — 2. Korpus w bitwie o Monte Cassino (Le 2e corps à la bataille du Mont-Cassin), *Zycie* (Londres), 16 mai 1954, n° 20, p. 2.

*RUDNYJ (Vladimir). — *Gangutcy.* [Ceux de la presqu'île de Hanko], Moskva, Mol. gvardija, 1953, in-8°, 718 p.

Défense héroïque de la presqu'île par les marins soviétiques pendant la guerre finno-germano-soviétique, 1939-1944.

Russell (maj. gen. H. D.). — More light on Pearl Harbor, *U. S. News*, 7 mai 1954, pp. 30-32.

Commentaires et critiques du livre de l'amiral Theobald.

Saje (Francek). — Borbe N. O. V. Slovenije od juna 1943 do kapitulacije Italije [Combats de l'armée populaire de libération de Slovénie de juin 1943 à la capitulation italienne], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), nº 3, 1953, pp. 1-33.

Sakota (Slobodan), colonel. — Pripremes i prve ustanicke borbe u Hercegovini, 1941 [Les premiers combats des partisans en Herzégovine, 1941], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), nº 1, 1954.

Sakota (Slobodan). — Razvoj ustanka i borbe u Hercegovini jula i avgusta 1941 god [La résistance et la lutte pour la libération en Herzégovine, juill. et août 1941], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), nº 2, 1954, pp. 1-24.

Santoro (Guiseppe), gén. — Le Operazioni aeree sul fronte russo (luglio 1941-maggio 1943), *Riv. aeronautica*, juin 1954, pp. 613-638, phot.

L'aviation du corps expéditionnaire italien (C. S. I. R.).

Santoro (Guiseppe). — Le Operazioni aeree nell'Africa Orientale Italiana (11 giugno 1940-27 nov. 1941), *Riv. aeronautica*, janv., févr., mars, avr., mai 1954, pp. 7-20, 137-145, 249-260, 383-402, 492-507, phot.

Extraits du vol. II de *L'Aeronautica italiana nella II guerra Mondiale*, en cours de publication.

Schacht (Gerhard). — Eben-Emael, 10 mai 1940. *Wehrwissenschaft. Rundsch.*, mai 1954, pp. 217-230, c., graph.

Scheibert (Horst). — Wir sollten Stalingrad befreien, *Frontsoldat*, mai 1954, pp. 134-137, c., ill.

La poussée de la 6e division blindée pour sauver les 200.000 hommes encerclés à Stalingrad en décembre 1942.

Schellong (C.). — Langemarck. Eine Division der ehemaligen Waffen-S. S., *Wiking-Ruf*, avr. 1954, pp. 5-7.

La Légion des combattants volontaires flamands.

*Smith (Robert Ross). — *The Approach to the Philippines*, Washington, Office of the Chief of Military History, Dept. of the Army, 1953, in-8º, 623 p.

Les opérations dans le sud-ouest du Pacifique, par un officier d'état-major de Mac Arthur.

Standley (adm. William H.). — More about Pearl Harbor, *U. S. News*, 16 avr. 1954, pp. 40-46.

Extrait d'un livre à paraître : *Admiral Ambassador to Russia.*

*Tel Pukhovskij (B. S.). — *Velikaja pobeda sovetskoj armii pod Stalingradom* [La grande victoire de l'armée soviétique à Stalingrad], Moskva, Gospolitizdat, 1953, in-8º, 168 p.

Thate (Horst). — Panzerschlacht auf der Krim, *Frontsoldat*, juill. 1954, pp. 206-208, ill.

Mai 1942.

*Theobald (Rear Admiral Robert A.). — *The Final Secret of Pearl Harbor. The Washington contribution to the Japanese attack.* Foreword by Fleet-adm. Halsey and Vice Admiral Kimmel, New York, Devin-Adair, 1954, in-8º, 220 p.

Texte publié également dans *U. S. News and World Report*, avr. 1954.

L'auteur accuse Roosevelt d'avoir délibérément provoqué l'agression japonaise et caché aux exécutants américains l'imminence de l'attaque.

*Thompson (H. L.). — *New Zealanders with the Royal Air Force.* Vol. I : *European theatre. September 1939-December 1942*, Wellington, War History Branch Department of Internat. Affairs, 1954, in-8º, xxiv-408 p., ill. (Official History of the Second World War, 1939-1945.)

Tippelskirch (Kurt von). — Operativer Überblick über den Feldzug in Polen 1939, *Wehrwiss. Rundsch.*, juin 1954, pp. 252-268, carte.

*Tunickij (Aleksandr). — *Vstretimsja na Volge. Povest* [On se rencontrera sur la Volga], Moskva, Molodaja Gvardija, 1953, in-16, 203 p.

La vie des combattants soviétiques sur le front de Moscou.

Vanwelkenhuisen (Jean). — Les parachutistes allemands en 1939-1940, *L'Armée, la Nation*, 1er mars 1954, pp. 14-20 ; 1er avr. 1954, pp. 3-14 ; 1er mai 1954, pp. 14-25, cartes, ill.

L'attaque des Pays-Bas par le corps

aéroporté allemand (mai 1940) : La Haye-Moerdijk-Rotterdam. La capture des ponts de Veldwezlt et de Vroenhoven (10 et 11 mai 1940).

VULLIEZ (A.). — A propos de l'affaire du « Laconia », *R. mar.*, avr. 1954, pp. 499-509.

Complément de l'article de J. MORDAL, sur le même sujet, dans la *R. mar.* de févr. 1954.

W dziesiata rocznice bitwy o Monte Cassino [Pour le 10e anniversaire de la bataille du Mont-Cassin], *Orzel Bialy* (Londres), 15 mai 1954, nº 20, ill.

WEITERSHAUSEN (Frhr. v.). — Die Verteidigung und Räumung von Sewastopol im Mai 1944, *Wehrwissensschaftl. Rundsch.*, mai 1954, pp. 209-217, c.

WILKINSON (com. Burke). — Tirpitz tale, *U. S. Naval Inst. proceedings*, avr. 1954, pp. 475-583, phot.

Attaque du *Tirpitz* par les British X crafts.

WITZIG (Rudolf), major a. D. — Die Einnahme von Eben-Emael, *Wehrkunde*, mai 1954, pp. 153-158, carte.

10-11 mai 1940.

YOKOI (Rear admir. Toskiyuki), with the assistance of Roger PINEAU. — Kamikazes and the Okinawa campaign, *U. S. Naval Inst. proceed.*, mai 1954, pp. 505-513, phot., carte.

Le vain sacrifice des pilotes des avions-suicide. Médiocrité des résultats obtenus dans la campagne d'Okinawa.

ZANTKE (Siegfried). — Der Luftangriff gegen Gorkij, ein grosser Erfolg der operativen Luftkriegsführung 1943, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, mai 1954, pp. 230-334.

Juin 1943.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*BÉGUIER (lieutenant-colonel). — *Les étapes d'un régiment breton*, Paris, Berger-Levrault, 1954, 194 p.

*BELL (A. C.). — *History of the Manchester Regiment. First and Second Battalions, 1922-1948*, Altrincham (Cheshire), John Sherratt, 1954.

*BICKERSTETH (A. C.). — *Odtaa. Being extracts from the diary of an officer who served with the 4/10th Gurkha Rifles in Manipur and Burma*, Aberdeen, The Aberdeen University Press, 1953, in-8º, 258 p.

*DAVY (brigadier G. M. O.). — *The Seventh and three enemies*, London, Heffer, 1954.

Historique du 7th Queen's Own Hussars, 1939-1945, en Afrique du Nord, en Birmanie et en Italie.

*FOSTER (major R. C. B.). — *History of the Queen's Royal Regiment.* Vol. III : *1924-1948*, London, Gale and Polden, 1954, 593 p.

*GATES (maj. L. C.), GRIFFIN (maj.-gen. J. A. A.), editor. — *The History of the Tenth Foot, 1919-1950...*, compiled by major L. C. Gates, Aldershot, Gale and Polden, 1953, in-8º, XII-355 p., pl. h. t.

*GUNNING (Hugh). — *The Borderers in battle. The War Story of the K. O. S. B.'s, 1939-1945*, Berwick-upon-Tweed, Martin's Printing Works, 1948, in-8º, 287 p., pl. h. t.

The History of the Polish guards. Suppl. hebdomadaire de *Ostetnich Wiadomosci*, (Mannheim), nº 18-19, 16 mai 1954, 8 p., ill.

Dans les rangs américains.

*JERVOIS (brigadier W. J.). — *The History of the Northamptonshire Rt., 1934-1948*, The Regimental History Committee, 1953, in-8º, 448 p., c. et pl. h. t.

*JONES (wing-cmdt Ira) (« Taffy »). — *Tiger squadron. The Story of 74 Squadron, R. A. F., in Two World' Wars*, London, W. H. Allen, 1954, in-8º, 295 p., pl. h. t.

*KOCH (Horst-Adalbert). — *Flak. Die Geschichte der deutschen Flakartillerie*, Badnauheim, H. H. Podzun, 1954, in-8º, 240 p., ill.

*LANZ (Hubert), general d. Gebirgstruppen. — *Gebirgsjäger. Die I. Gebirgsdivision, 1935-1945*, Badnauheim, H. H. Podzun, 1954, in-8º, 344 p., c., ill.

*LORENZELLI (Dante). — *La Divisione « Superga » nella tormenta, 1940-1943*, Roma, Tip. regionale, 1954, in-8º, 197 p.

Notamment les combats de cette division, sacrifiée par les Allemands, en Tunisie.

*MC DOUGALL (Murdoch C.). — *Swiftly*

they struck. The story of nº 4 Commando. With a foreword by Lord Lovat, London, Odhams Press, 1954, in-8º, 208 p., ill.

*Nichols (Lester M.). — *Impact; the battle story of the Tenth Armored Division*, New York, Bradbury, Sayles, O'Neill, 1954.

La *Tiger Division* en France, Belgique, Luxembourg et Allemagne, 1944-1945.

*Poolman (Kenneth). — *The « Kelly ». Foreword by Admiral the Earl Mountbatten of Burma*, London, Kimber, 1954, in-8º, XII-219 p., ill.

Destroyer chef d'une flottille ayant combattu dans la mer du Nord, en Grèce et en Crète.

*Rissik (David). — *The D. L. I (Durham Light Infantry)*, Published by the Regiment, 1954, in-8º, 352 p., cartes h. t.

*Stevens (lieut.-col. G. R.). — *The 9th Gurkha Rifles.* Vol. II : *1937-1946*, Published by the Regiment, in-8º, 355 p.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Altmark-Saken 1940 : Aktstykker i det Kgl. Utenriksdepartements arkiv. Ed. by Reidar Omang, Oslo, Guldendal, 1953, in-8º, 399 p.

Recueil de documents officiels relatifs à l'affaire de l'Altmark ; cf. l'analyse de ces documents dans *International Affairs*, avr. 1954, pp. 223 et suiv.

Anchieri (Ettore). — Dal Convegno di Salisburgo alla non-belligerenza italiana, *Il Politico*, avr. 1954, pp. 23-43.

La politique extérieure de l'Italie à l'égard de l'Allemagne d'après les vol. XII et XIII (8e série) des documents italiens.

Bourbon (Xavier de). — Les accords franco-britanniques de 1940, *R. Deux Mondes*, 1er juill. 1954, pp. 3-19.

Documents on German foreign policy, 1918-1945 (from the archives of German Foreign Ministry. Vol. VIII : *The War Years, sept. 4, 1939-mar. 18, 1940*), Washington, Gov. Print. Off., 1954, in-8º, LXXXVI-974 p., cartes, facsim.

Voir l'analyse de ce recueil dans *State Dep. Bull.*, 28 juin 1954, p. 1005.

Hitler's truce proposal to Greece. An episode of 1940, *Times*, 17 mai 1954, p. 5.

Déclaration de l'amiral Argyropoulos à la Chambre grecque lors du débat sur Chypre, faisant allusion à une proposition d'Hitler faite par l'intermédiaire d'un agent diplomatique à Madrid.

Hogan (captain W. C.) and Hogan (Phyllis J.). — Soviet faith. A case study of Poland, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, août 1954, pp. 869-881, carte.

Attitude de Staline à l'égard de la Pologne, du partage de 1939 à la conférence de Potsdam.

Mourin (Maxime). — Les tentatives de décrochage de la Hongrie dans la deuxième guerre mondiale, *R. Défense nat.*, janv. 1954, pp. 65-77.

Las Promesas que Churchill hizo de devolvernos Gibraltar, *A. B. C.* (Madrid), 21 mai 1954, p. 1.

Voir aussi *Times*, 21 et 22 mai, p. 4 et 5.

Texte de la Note publiée par le « Bureau d'information diplomatique du ministère des Affaires étrangères » de Madrid, citant un certain nombre de documents sur les « offres » faites par Churchill pendant la guerre au sujet de Gibraltar et du Maroc français et les réponses britanniques.

*Rossi (A.) [Angelo Tasca]. — *Le pacte germano-soviétique. L'histoire et le mythe*, Paris, coll. de la Revue *Preuves*, 1954, in-16, 114 p.

Réponse au livre de J. Bouvier et J. Gacors : *La vérité sur 1939.*

*Rougier (Louis). — *Les accords secrets franco-britanniques. Histoire et imposture*, Paris, Grasset, 1954, in-16, 256 p.

Silla. — Autentici o falsi i documenti segreti di Mussolini. Continua la nostra inchiesta sui documenti del Duce, *Noi*, 15 avr., 1er mai 1954, pp. 55-65 et 121-125, facsim.

L'organe néo-fasciste met en doute l'authenticité des « documents secrets » de Mussolini.

*Thayer (Charles W.). — *Entre le whisky et le caviar.* Trad. de l'anglais par L. Rollet, Paris, Hachette, 1954, in-8º, 224 p.

Mission militaire anglaise en 1942 chez Tito.

*Vernoux (M.), général. — *Wiesbaden, 1940-1944*, Paris, Berger-Levrault, 1954.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

D. L., Major ehem. Kdr. einer Prop.-Abt. — Wehrmacht und Propaganda Rückblich und Ausblick auf die psychologische Kriegfürung. *Militärpol. Forum.*, mai 1954, pp. 33-39.

Les bataillons de propagande dans les pays occupés pendant la deuxième guerre mondiale.

*Flicke (W. F.). — *Agenten funken nach Moskau. Sondergruppe « Rote Drei ». In freier Bearbeitung dem Tatsachen nach erzählt*, Kreuzlingen, Neptun-Verl. (1954), in-8°, 348 p.

La Centrale d'espionnage soviétique en Suisse pendant la deuxième guerre mondiale.

*Montagu (Ewen). — *L'homme qui n'existait pas.* Récit traduit de l'anglais par Arlette Rosenblum, Paris, Julliard, 1954, in-8°, 240 p.

Services secrets britanniques à Tanger.

*Pape (Richard). — *Poursuivi par la mort.* Traduit de l'anglais par Élisabeth Aveling, Paris, Gallimard, 1954, in-8°.

Services secrets britanniques en Allemagne.

**Rendez-vous 127. The diary of Madame Brusselmans, September 1940-1944.* Transcribed by Denis Hornsey. With forewords by Sir Basil Embry and Carl Spaatz, London, Benn, 1954, in-16, 172 p.

L'organisation des évasions de prisonniers en Belgique.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

Nirenstajn (Alberto). — Appunti sul grande sterminio. I, *Il Ponte*, juin 1954, pp. 887-899 (à suivre).

La persécution des Juifs sous le régime hitlérien, d'après les procès, les témoignages, etc...

*Reichmann (Eva G.). — *Die Flucht in den Hass. Die Ursache der deutschen Judenkatastrophe*, Frankfurt, Verl. d. Frankfurter Hefte, 1954, in-8°, 320 p.

*Romaskin (P. S.). — *Voennye prestupleinija imperializma* [Les crimes de guerre de l'impérialisme]. Moskva, Gosjurizdat, 1953, in-8°, 440 p.

Cf. pp. 115-440 : Les crimes de guerre des impérialistes pendant la deuxième guerre mondiale. Le problème de la responsabilité pénale des criminels de guerre. Les tribunaux internationaux des impérialistes anglo-américains, « protecteurs des criminels de guerre ».

Die Tekufe vun letzten Churben, *Yivo Bleter*, wol. 37, pp. 1-324 (en yidich).

Numéro spécial consacré à l'anéantissement des Juifs par les Allemands.

**Tragédie de la déportation, 1940-1945. Témoignages de survivants des camps de concentration allemands, choisis et présentés par Olga Wormser et Henri Michel*, Paris, Hachette, 1954, in-8°, 512 p.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALBANIE

Frank (major). — Partisanenkampf in Albanien, *Allg. Schweiz. mil. Zt.*, avr.-mai 1954, pp. 356-365.

Après la capitulation italienne de 1943.

ALLEMAGNE

*Burkhart Muller-Hillebrand, generalmajor. — *Das Heer 1933 bis 1945. Entwicklung des organisatorischen Aufbaus.* Mit einem Geleitwort von Generaloberst a. D. Franz Halder, Darmstadt, E. S. Mittler u. Sohn, 1954, 3 vol. in-8°.

E. D. B. — Spaten zur Hand. Gedanken über der Rad [Reichsarbeitsdienst], *Nation-Eur.*, févr. 1954, pp. 45-51.

**Ein Almanach der von Deutschland und seinen Verbündeten in ersten und zweiten Weltkriegverlichenen Orden und Ehrenzeichen*, München, Schlild-Verl., 1954, in-8°, 59 p., ill.

Cf. *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, avr. 1954, p. 192.

Freund (Michael). — Der 30 Juli 1934. Versuch einer Deutung, *Gegenwart*, 19 juin 1954, pp. 394-397.

Bibl., p. 397.

Importance historique de l'assassinat de Röhm.

**Heereseinteilung 1939. Bearb. von Generalleutnant a. D. Friedrich Stahl*, Badnauheim, H. H. Podzun, 1954, in-8°, 180 p.

Hierl (Konstantin). — Arbeitsdienst. Kritische Gedanken, *Nation-Eur.*, févr. 1954, pp. 39-42.

Par le chef du service du travail dans le IIIe Reich.

Hofer (Walther). — Der 20. Juli 1944. Geschichte und Vermächtnis, *Schweiz. Monatsh.*, juill. 1954, pp. 205-215.

Bibl., pp. 213-215.

Hofer (Walther). — Der 20. Juli. Über einige Neuerscheinungen, *Monat*, juill. 1954, pp. 401-405.

Aperçu sur diverses publications concernant le 20 juill. 1944.

*Hornstein (Erika). — *Andere müssen bleiben. Aufzeichnungen aus der dunklen*, Köln, Kiepenheuer u. Witsch., 1953, in-8°, 328 p.

L'entrée des troupes soviétiques dans un petit village des bords de l'Elbe au printemps 1945.

Laternser (Hans). — Das deutsche Offizierskorps und das Kriegsrecht. Aus der Verteidigungsrede für Gen.-Feldmarschall Ritter von Leeb, *Militärpol. Forum*, avr. 1954, pp. 15-21.

*Leber (Annelore). — *Das Gewissen steht auf. Lebensbilder aus dem deutschen Widerstand, 1933-1945*, Berlin, Frankfurt, Mosaik-Verl., 1954, in-8°, 240 p.

Soixante-quatre portraits de martyrs de la Résistance allemande avec notices, biographies et données documentaires.

**Rangliste des Deutschen Heeres 1944. Dienstalterliste T der Generale und Stabsoffiziere nach dem Stand vom 1.5.1944 und Stellenbesetzung der Kommandobehörden und Divisionen am 10.6.1944*, Badnauheim, H. H. Podzun, 1954, in-8°, 200 p.

*Seemen (Gerhard von). — *Die Ritterkreuzträger, 1939-1945*, Badnauheim, Podzun-Verl., 1954, in-8°, 260 p., ill.

Stadtmüller (Georg). — Deutschland antwortet... Soldaten gegen Hitler, *Christ unterwegs*, avr. 1954, pp. 11-13.

Au sujet de la collection consacrée à la résistance militaire et dirigée par le général Hermann von Witzleben.

Stieff (Helmuth), generalmajor. — Ausgewählte Briefe von Generalmajor Helmuth Stieff (hingerichtet am 8.8.1944), *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1954, pp. 291-305.

Choix de lettres d'un général allemand qui combattit sur le front germano-soviétique et prit une part active à la conjuration du 20 juillet.

*Wischnitzer (Mark). — *Die jüdische Wanderung unter der Nazi-Herrschaft, 1933-1939*. Dans : *Die Juden in Deutschland, 1951-1952. Ein Almanach*, hrg. v. H. Ganther, Frankfurt a. M., Neuzeit-Verl., 1953, in-8°, pp. 14-65.

**Zur Geschichte der kommunistischen Partei Deutschlands. Eine Auswahl von Materialien und Dokumente aus den Jahren, 1914-1946*. Hrg. vom Marx - Engels - Lenin - Stalin-Institut bei dem Z. K. der S. E. D., Berlin, Dietz, 1954, in-8°, 206 p., ill.

AUTRICHE

Stein (lieut.-col. Oswald). — Unconditional surrender in Austria, *J. of the Royal Un. Service Institution*, mai 1954, pp. 262-266.

BULGARIE

*Pozolotin (M.). — *Bor'ba bolgarskogo naroda za svobodu i nezavisimost v period vtoroj mirovoj vojny* [La lutte du peuple bulgare pour sa liberté et son indépendance pendant la deuxième guerre mondiale], Moskva, Gospolitizdat, 1954, in-16, 152 p.

L'entrée en guerre de la Bulgarie. L'opposition et le rôle du parti communiste ; l'insurrection de septembre 1944 et la libération par l'armée soviétique.

Young (commander Edgar P.). — Bulgaria in World War II. Resistance and liberation, *New World R.*, mai 1954, pp. 31-36.

CHINE

*Nikiforov (V. N.). — *Gomin'danovskie reakcionery-predateli kitaja, 1937-1945* [Les réactionnaires du Kuomintang sont les traîtres de la Chine, 1937-1945], Moskva, Mosk. un-t, 1953, in-8°, 247 p., ill., carte.

DANEMARK

*Bertelsen (Aage). — *October 43.*

Translated from the Danish by Milly Lindholn and Willy Agtby, New York, Putnam, 1954, in-8°, 246 p.

L'occupation allemande et la résistance au Danemark.

ÉTATS-UNIS

**Army battle casualties and nonbattle deaths in World War II, final report, Dec. 7, 1941-Dec. 31, 1946*; prepared by the Statistical and Accounting Branch, Office of Adjutant General... Washington, Gov. Print, Off., 1954, in-fol., [3]-118 p.

Comprend les pertes des Army Air Forces.

**Engineers of southwest Pacific, 1941-1945.* Vol. II : *Organization, troops and training*, Washington, Gov. Print. Off., 1953, in-4°, xviii-330 p., ill., tableaux, cartes.

*Fforde (J. S.). — *The Federal Reserve system, 1945-1949...*, Oxford, Clarendon Press, 1954, in-8°, ix-351 p.

Un chapitre sur l'activité de la Federal Reserve Bank de 1933 à 1945.

*Manly (Chesly). — *The Twenty-Year revolution from Roosevelt to Eisenhower*, Chicago, Regnery, 1954.

Politique intérieure et extérieure des États-Unis depuis 1933.

*Rowland (Buford), lieut.-com., Boyd (Williams B.). — *U. S. Navy Bureau of Ordnance in World War II*, Washington, U. S. Gov. Print., Off. 1954, in-8°, 552 p., appendice.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

*Aron (Robert). — *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954, in-8°, 650 p.

Bromberger (Marry). — La rencontre Pétain-Comte de Paris, *Paris-Presse*, 31 janv. 1954.

Entrevue du 6 août 1942 au château de Charmeil.

Chary (P.). — Villes ouvertes et destructions d'ouvrages, *R. Défense nat.*, avr. 1954, pp. 447-459.

En France, au cours de la campagne de 1940.

*Mollard (Raymond). — *Adieu les gars*, Paris, Aimé Brachet, 1954, in-8°, 256 p.

Vie quotidienne des volontaires de la Résistance.

Montigny (Jean). — M. Raoul Nordling et la libération de Paris, *R. Deux Mondes*, 15 sept. 1954, pp. 200-219.

Revol (gén. J.). — I : Le maquis du Vercors. II : Encore le maquis du Vercors et les limites de la guérilla, *R. milit. suisse*, févr. et juill. 1954, pp. 77-86 et 301-312.

Wasilewsk (Tedensz), col. — Polski ruch podzienmny we Francji w latach, 1940-1944... [Le mouvement de résistance clandestine polonaise en France de 1940 à 1944], *Bellona*, Londres, janv.-mars 1954, pp. 28-37.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Fenelon (K. G.). — *Britain's food supplies...*, London, Methuen, 1952, in-16, ix-212 p., c. sur p. de garde, diagr.

Ressources, ravitaillement, rationnement, distribution pendant la deuxième guerre mondiale (pp. 36-109).

*Ferguson (S. M.) and Fitzgerald (H.). — *History of the Second World War. Studies in the Social Services*, London, H. M. S. O., 1954, in-8°, ix-367 p.

HONGRIE

Weidlein (Johann). — Ungarns Frontwechsel im Kriege, *Geopolitik*, juill. 1954, pp. 412-422.

Les fluctuations de la politique de la Hongrie pendant la deuxième guerre mondiale.

ITALIE

Alagiani (P.), S. I. — Di Ritorno delle prigioni sovietiche, *Civiltà Cattolica*, 5 juin, 17 juill., 7 et 21 août 1954.

Un aumônier italien fait prisonnier sur le front russe en décembre 1942 et libéré douze ans plus tard.

Amendola (Giorgio). — Nel X anniversario della Resistenza. Les condizioni della Resistenza romana, *Rinascita*, mars 1954, pp. 190-195.

*[Autori Vari.] — *La Resistenza a Ome-*

gna, Novara, Tip. Stella Alpine, 1953, in-8°, 67 p., phot.

Barbieri (Orazio). — La Leggendaria liberazione di Firenze al opera del popolo fiorentino, *Rinascita*, juill. 1954, pp. 457-460.

La part prépondérante des éléments communistes dans cette libération.

Bobbio (Roberto). — Silvio Trentin, *Il Ponte*, mai 1954, pp. 702-704.

Article suivi de pages inédites de Silvio Trentin : « Dal'abdicazione della Francia o la fine di un mondo », écrites en France en octobre 1940.

Bonazzi (Enrico). — Aspetti della Resistenza nel Bolognese, *Rinascita*, avr. 1954, pp. 274-277.

[Cadorna (Raffaele).] — Una lettera del generale Cadorna, *Mov. di liber. in Italia*, janv.-mars 1954, pp. 122-125.

Mise au point à l'occasion de la publication par Luigi Longo d'un recueil des principaux articles et documents émanant du P. C. I. au cours de la lutte pour la libération.

*Caleffi (Piero). — *Si fa presto a dire fame*. Pref. di F. Parri, Milano, ediz. « Avanti », 1954, in-16, 201 p.

Souvenirs d'un « partisan » du parti d'action. Lutte contre les Allemands, déportation à Mathausen.

Cavalli (F.), S. I. — Ricordando l'opera di Pio XII per la salvezza di Roma; *Civiltà Cattol.*, 5 juin 1954, pp. 491-506.

Efforts de Pie XII pour obtenir des belligérants qu'ils accordent à Rome le statut de « ville ouverte ».

Della Pergola (Giogio). — Il 12 giugno 1944 à Firenze. Radio Cora e le fuciliazione di Cercina, *Ponte*, juin 1954, pp. 899-905, phot.

Le sacrifice de partisans italiens opérateurs d'un poste de radio clandestin en contact avec le Q. G. d'Alexander.

Donadei (Mario). — L'Estato di Badoglio, *Mondo*, 21 août 1954, pp. 13-14.

Souvenirs d'un élève parachutiste sur la chute de Mussolini et les combats des 9-10 septembre 1943 (bataille de Rome).

**L'Esercito italiano tra la 1ª et la 2ª guerre mondiale. Novembre 1918-giugno 1940*, Roma, Ministero della Difesa, Stato maggiore, Esercito Ufficio storico, 1954, in-8°, 354 p., cartes h. t.

L'armée italienne en 1918. L'organisation de l'armée de 1919 à 1925, de 1925 à 1934. L'armée pendant la guerre d'Éthiopie ; à la veille de la deuxième guerre mondiale ; les forces coloniales.

La Giunta Esecutiva dei Partiti antifasciti nel Sud (gennaio-aprile 1944), *Mov. di liberaz. in Italia*, janv.-mars 1954, pp. 41-121.

Activité de la Commission exécutive du Congrès de Bari. Textes divers et procès-verbaux des discussions.

*Giuntella (Vittorio E.). — *Un capo della resistenza in Piemonte : Ignazio Vian, il difensore di Boves*, Roma, Tip. mutilatini di guerra, 1954, in-8°, 88 p.

Grau (G.). — Le problème du mazout pour la Marine italienne (1939-1943), *R. mar.*, avr. 1954, pp. 425-435, ill., tableaux, graph.

Tableaux de l'évolution des stocks et des missions de guerre des grands bâtiments.

*Guerrini (Libertario). — *Il Movimento operaio empolese dalle origini alla guerre di Liberazione*. Pref. di R. Scapini, Firenze, edit. Rinascita toscana, 1954, in-8°, 355 p.

L'opposition ouvrière au fascisme, puis la guerre partisane sous la direction communiste dans la région d'Empoli.

*Iacometti (Alberto). — *Uomini et donne al bivio*, Milano, ed. Macchia, 1954, in-16, 194 p.

Épisodes de la Résistance du P. S. I. en Italie.

In memoria di Dante Livio Bianco, *Il Ponte*, avr. 1954, pp. 564-619.

Articles de Luigi Einaudi, Garosci, Agosti, Brosio, Felici, Lippmann, Mila, Garrone, Calamandrei sur l'homme politique et le « maquisard » de la brigade Carlo Rosselli, opérant en conjonction avec le « groupement Alpin Sud ».

**Lettere di condannati à morte della Resistenza italiana (8 settembre 1943-25 aprile 1945)*. Quinto ediz. riveduta e ampliata a cura di P. Malvezzi e G. Pirelli. Pref. di E. Enrique Agnoletti, Torino, Einaudi, 1954, in-8°, 379 p., pl. h. t.

Levi (Alessandro). — Per una storia

del Fascismo, *Ponte*, déc. 1953, pp. 1627-1634.

Réflexions sur le livre de Luigi Salvatorelli et Giovanni Mira : *Storia del Fascismo*, 1952.

*Livio Bianco (Dante). — *Guerra partigiana*, Torino, Einaudi, 1954, in-8°, XVI-480 p.

Vingt mois de lutte partisane dans la région de Cuneo ; journal, lettres, écrits, rapports par un ancien commissaire pol.

*Longo (Luigi). — *Sulla via dell'insurezzione nazionale*, Roma, ediz. di cultura sociale, 1954, in-8°, XLVIII-486 p.

L'action du parti communiste italien dans la Résistance.

Luraghi (Raimondo). — Momenti della lotta antifascista in Piemonte negli anni 1926-1943, *Mov. di liberazione in Italia*, janv.-mars 1954, pp. 3-40.

Lussu (E.). — Silvio Trentin. Nel X anniversario della morte, *Mondo operaio*, 20 mars 1954.

Omaggio francese a Silvio Trentin, *Il Ponte*, mai 1954, pp. 721-724.

Lettres de Françoise Arduin, Jean Cassou, Jean-Pierre Vernant, Jeanne Calbaviac Daste, en hommage au résistant italien, l'un des organisateurs de la Résistance militaire de Toulouse.

**Ora e sempre resistenza. A cura di Luisa Sturani*, Torino, A. N. P. I. provinciale, tip. impronta, 1954, in-8°, 40 p.

Sacrifice des partisans de la région de Turin.

*Pratolini (Vasco). — *Il mio cuore a Ponte Milvio*, Roma, ed. Cultura Sociale, 1954, in-16, 167 p.

Souvenirs romancés, dont une partie sur la guerre, l'occupation et la libération de Rome.

Schlegel (Julius). — Come fu salvato il Tesoro di Monte Cassino, *Borghese*, 23 avr. 1954, pp. 277-280.

Souvenirs du lieutenant-colonel autrichien, qui, d'accord avec les moines de l'abbaye, organisa le sauvetage des œuvres d'art.

*Secchia (Pietro). — *I Comunisti e l'insurrezione, 1943-1945*, Roma, ediz. di cultura sociale, 1954, in-8°, XXXVI-510 p.

L'action du parti communiste dans la Résistance. D'après les articles parus dans les numéros clandestins de l'*Unita* et de la *Nostra Lotta*.

Il Secondo Risorgimento d'Italia, Milano, Centro ediz. di Iniziativa, 1954, in-4°, 342 p.

Commémoration du dixième anniversaire de la Libération par divers chefs de la Résistance italienne (F. Flora, L. Longo, F. Parri, R. Cadorna, etc...).

Spampanato (Bruno). — 14 aprile 1944. Perché fu ucciso Giovanni Gentile, *Noi*, 1er mai 1954, pp. 67-68.

Storia del Reggimento volontari Friulani Tagliamento, 1943-1945, *Noi*, 15 avr. 1954, pp. 66-68.

Combats contre les bandes titistes de volontaires italiens de la région d'Udine.

*Sturani (Luisa). — *Fazzoletti rossi*, Roma, ed. cultura sociale, 1954, in-8°, 211 p.

Histoire de deux jeunes alpins, qui, après le 8 septembre, mènent la lutte des partisans dans le Piémont.

*Volpi (Franco), Dosserra (Giampaolo), Brissa (Ettore). — *Decennale della Resistenza*. N° unico a cura di « Universita Nuova », Pavia, tip. dell'Industria grafica pavese, 13 mai 1954, in-fol., 15 p., phot.

Suite d'études : l'espérance de 1944 ; l'antifascisme de la nouvelle génération ; unité de la Résistance ; la lutte dans la montagne, etc.

JAPON

**Imperial Japanese Navy in World War II. Graphic presentation of Japanese naval organization and list of combatant and non-combatant vessels lost or damaged in the war*, Washington, Govern. Print. Off., 1954, in-8°, 11-279-22 p.

(Military History Section : Japanese operational monograph series.)

*Johnston (B. F.), Hosoda (Mosabure), Kusumi (Yoshio). — *Japanese food management in World War II*, Stanford, Stanford Univ. Press, 1953, in-8°, XII-283 p.

Importance du blocus (ravitaillement alimentaire et pétrole) sur l'issue de la guerre et la capitulation du Japon.

Lettere di soldati giapponesi, *Borghese*, 18 juin 1954, pp. 598-600.

Extraits d'un recueil publié par un

comité d'étudiants de l'Université de Tokio, à la mémoire de leurs camarades morts à la guerre.

*Van Aduard (E. J. Lewe). — *Japan : From surrender to peace...* Foreword by John Foster Dulles, New York, Praeger, 1954, in-8°, 351 p., ill.

Le Japon de 1945 à 1951. Par un Hollandais, membre des services diplomatiques.

PAYS-BAS

De Jong (Louis). — La Resistenza olandese dal 1940 al 1945, *Ponte*, juill.-août 1954, pp. 1179-1189.

*Winkel (Lydia E.). — *De Ondergrondse pers 1940-1945. With an English Summary*, S' Gravenhage, Nijhoff, 1954, gr. in-8°, 414 p., facsim. (Ministerie van ondenwijs, Kunsten en Wetenschappen. Rijk-instituut voor Oorlogsdocumentatie Monografieen, n° 6.)

La presse clandestine aux Pays-Bas sous l'occupation.

POLOGNE

Clabisz (Kazimierz), maj.-gen. — The Polish Armed forces in World War II. Special suppt. of the *Ostatnie Wiedomosci* (Mannheim), 16 mai 1954, 4 p., ill.

Dabrowski (T.), col. — Przygotowania w dziale kwaterunkowym w r. 1939 oraz przygotowania w dziale pienieznym [Les préparatifs faits en 1939 en ce qui concernait le cantonnement et la trésorerie], *Bellona* (Londres), janv.-mars 1954, pp. 44-53.

D'après les notes du général K. Masny.

*Duncan (Michael). — *Underground from Posen.* Foreword by Nixel Somerset, London, Kimber, 1954, in-8°, 192 p.

Helsztynski (Stanislaw). — Miasto i powiat Gostyn' w czasie okupacji hitlerowskiej 1939-1945 [La ville et le canton de Gostyn au temps de l'occupation hitlérienne, 1939-1945], *Prz-Zachodni*, 1954, n° 1-2, pp. 120-127.

En Posnanie.

*Mendelson (Natan). — *Femmes de Varsovie*, Paris, La Pensée moderne, 1954, in-16, 288 p.

Mozdzenski (L.). — Wklad polskiej marynark handlowej do wysilku sojusznickiego w II wojnie s'wietowej [L'apport de la marine marchande polonaise à l'effort allié dans la deuxième guerre mondiale], *Bellona* (Londres), janv.-mars 1954, c. 1, pp. 3-17, carte.

Serwanski (Edward M.). — Przymusowa sluzba Polakow z Gornego Slaska w armii hitlerowskiej [Le service forcé des Polonais de Haute-Silésie dans l'armée hitlérienne], *Przegl. Zachodni*, mars-avr. 1954, n° 3-4, pp. 430-470.

**The Unseen and Silent. Adventures from the Underground Movement narrated by Paratroopers of the Polish Home Army.* Translated from the Polish by George Iranek Osmecki, New York, Sheed and Ward, 1954, in-8°, 350 p., ill.

ROUMANIE

La Romania accusa Churchill di averla consegnata ai Russi, *Noi*, 15 avr. 1954, p. 78.

Les diverses protestations soulevées chez les exilés roumains par l'aveu de Churchill dans ses Mémoires concernant la façon dont, le 9 octobre 1944, à Moscou, il livra à Staline la « sphère d'influence » roumaine. D'après « *Romania, organo degli esuli romeni* », Roma.

Comnène (N. P.). — Riflessioni su un doppio errore, *Riv. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1954, pp. 87-90.

Sur le même sujet que la notice précédente.

SUISSE

*Guisan (Henri), general. — *Gespräche. Zwölf Sendungen von Radio Lausanne, geleit. von Major Raymond Gafner*, Bern, A. Scherz, 1953, in-8°, 211 p., ill. h. t.

Les décisions de l'état-major suisse pendant la deuxième guerre mondiale.

Leppa. — Die Schweiz während des Weltkrieges, *Wiking-Ruf*, juin 1954, pp. 13-15.

TCHÉCOSLOVAQUIE

**Julius Fucik (po slucaj 10 godini ot negotovata smart)* [J. Fucik, héros national tchécoslovaque. Articles de

T. Pavlov et de G. Karaslavov, écrits à l'occasion du 10e anniversaire de sa mort], Sofia, Nacionalen komitet za zascita na mira, 1953, in-16, 24 p.

U. R. S. S.

*Absaljamov (Abdurakhman). — *Orljata. Roman* [Les Aiglons. Roman traduit du tartare], Moskva, Sov. pisatel, 1953, in-8°, 583 p., ill., couv. ill.

La jeunesse tartare à la guerre ; dans la mer de Barentz, sur le front finnois, à Stalingrad.

*Anisimov (Oleg). — *The German occupation in Northern Russia during World War II : Political and administrative aspects*, New York, East European Fund, 1954, in-4°, 37 p. polycop.

(Research programm on the U. R. S. S. Mimegraphed series, n° 56.)

B-ov (M.). — Neskol'ko myslej o partizanskoj vojne w t. n. Reikhskomissariate Ostland v 1942-1945 gz [Quelques réflexions sur la guerre de partisans sur le territoire de Reickskommissariat Ostland], *Pereklicka* (New York), n° 30, août 1954, pp. 7-11.

Busse (Theodor). — Die Krim im Zweiten Weltkrieg, *Wehrkunde*, juin 1954, pp. 180-186, c.

*Garthoff (R. L.). — *How Russia makes war*, London, Allen and Unwin, 1954, in-8°, 605 p., pl. h. t.

*Gilmore (Eddy). — *Me and my Russian wife*, New York, Doubleday, 1954, in-8°, 313 p.

Souvenirs d'U. R. S. S. pendant et après la guerre. La moitié du volume est consacrée aux années 1941, 1942, 1943. Récit intéressant du raid allemand sur la base de Poltava.

**Der grosse Vaterländische Krieg der Sowjetunion, 1941-1945*. Reihe Geschichte u. Philosophie. H. 15. Redaktion R. Sommer, Berlin, Rütten u. Loening, 1954, in-8°, 206 p.

*Heyer (Friedrich). — *Die orthodoxe Kirche in der Ukraine von 1917 bis 1945*, Köln, Braunsfeld, R. Müller, 1953, in-8°, 259 p., c.

(Osteuropa und der Deutsche Osten.)

*Karov (D.). — *Partizanskoe dvizenie v SSSR v 1941-1945 gg* [Le mouvement de partisans en U. R. S. S., de 1941 à 1945], München, Institut po izuceniju istorii i kultury SSSR, 1954, in-8°, 121 p., schémas et cartes h. t.

(Issledovanija i materialy. Serija I, n° 11. Résumé en français.)

*Maks (Leon). — *Russia by the back door*. Translated from the Polish by Rosamond Batchelor, New York, Sheed and Ward, 1954, in-8°, 264 p.

Souvenirs d'un résistant polonais (1939-1944) qui a passé la frontière russe clandestinement, voyagé en Sibérie pour accomplir une mission de renseignements.

Osipov (cap. A.). — K voprosu ob istorii Rossijskogo osvoboditel'nogo dvizenija perioda II-oj mirovoj vojny [Contribution à l'histoire du Mouvement russe de libération nationale pendant la deuxième guerre mondiale], *Suvorovec* (Buenos-Aires), n° 3 (240), 27 févr. 1954.

Additions à l'article de Nesin, paru dans le n° 235.

Voir aussi *Casovoi*, nos 278, 280, 282, 294.

Russkaja nacional-socialisticeskaja partija, *Protiv tecenija* (New York), sb. 2, 1954, pp. 85-91.

Le parti national-socialiste russe, créé, en 1941, par B. Kaminski, chef des partisans antibolchéviques dans la région Orel-Brjansk. Traduction d'un rapport allemand secret, dont l'original est conservé à Washington.

*Samarin (Vladimir D.). — *Civilian life under the german occupation 1942-1944*, New York, Research Program on the U. R. S. S., 1954, in-4°, 90 p. polyc.

(Mimeographed series, n° 58. Texte en langue russe.)

L'auteur séjourna surtout à Voronej et à Orel.

YOUGOSLAVIE

**Borbe u Srbiji 1942 god* [Les combats en Serbie durant l'année 1942], Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslavenske narodne armije, 1953, in-8°, 544 p.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu jugoslovenskih naroda. Tom. I, kn. 3.)

Les partisans yougoslaves communistes contre les forces allemandes et le gouvernement de collaboration de Nedic.

Borbe u Sloveniji 1942 godine [Les combats en Slovénie durant l'année 1942], Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne Armije, 1953, in-8°, 507 p., errata, facsim., carte, h. t.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu jugoslavenskih naroda. Tom. VI, kn. 2.)

Les partisans slovènes contre l'occupant italien et allemand.

Hotic (Mesud), colonel. — Borbe oko Bugojna 1942 godine [Les combats autour de Bugojno (Bosnie) en 1942], *Vojnoistorijski Glasnik* (Belgrade), n° 1, 1953, pp. 51-64.

*Kladarin (Duro). — *Slom cetvrte i pete okupatorsko-kvislinske ofanzive* [L'échec des quatrième et cinquième offensives de l'occupant et de ses Kissling], Zagreb, Kultura, 1954, in-8°, 379 p., facsim., cartes dans le t. et h. t.

Partisans de Tito contre Allemands et Italiens.

Narodnooslobodilacki rat [La guerre de libération nationale], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 5, oct. 1953, 83 p.

Nemacke snage na teritoriji Jugoslavije u toku N. O. R. (1943) [Les forces armées allemandes en Yougoslavie pendant la guerre de libération nationale, 1943], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 6, 1952, pp. 80-93, n° 1 ; 1953, pp. 72-94.

Perezanovic (Teodosije). — Borbe prve proletarske brigade u petoj ofanzivi (od 21 maja do 14 juna 1943 god.) [Combats de la 1re brigade prolétarienne, lors de la cinquième offensive du 21 mai au 14 juin 1943], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 3, 1954, pp. 34-59.

Pregled brigade Narodnooslobodilacke vojske Jugoslavije [Les brigades de l'Armée de libération nationale de Yougoslavie], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 2, avr. 1954, pp. 92-126, tableaux.

Rogé (Henri). — Le coup d'État de 1941 en Yougoslavie, *Hommes et mondes*, avr. 1954, pp. 80-97.

Stambolic (Slobodan). — Okupacija Srbije 1941 godine [L'occupation de la Serbie en 1941], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 4, 1954, pp. 49-67.

Stambolic (Slobodan). — Operacije 1 armije za oslobodenje Slavonskog Broda [Les opérations de la Ire armée lors de la libération de Slavonski Brod.], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 2, avr. 1954, pp. 25-57.

Trgo (Fabijan), Marusic (M.). — Borbe 26 divizije za oslobodjenje Stona i unistenje dijelova 369 diviziju kod Vukova Klanca [Combats livrés par la 2e division pour la libération de Ston et l'anéantissement des éléments de la 369e division à Vukov Klanac], *Vojnoistoriski Glasnik* (Belgrade), n° 2, avr. 1954, pp. 58-87.

*Trucco (Giovanni). — *Nell'ombra di Tito*, Milano, Ceschina, 1954, in-8°, 181 p., XXIX tabl.

Souvenirs d'un officier d'alpins sur l'occupation italienne en Yougoslavie de 1942 à 1944.

Tsvetkovitch (D.). — Le coup d'État yougoslave de 1941, *Hommes et mondes*, juill. 1954, pp. 572-575.

Réponse de l'ex-ancien président du Conseil yougoslave à l'article de Henri Rogé, publié dans la même Revue (numéro d'avril).

Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu jugoslovenskih naroda. Tom. III, IV, VII [Recueil de documents sur la guerre de libération des peuples yougoslaves], *Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske narodne armiji* (Beograd), 1953, 1954.

III. Les combats au Monténégro, fasc. 4.

IV. Les combats en Bosnie-Herzégovine, fasc. 7-8.

VII. Les combats en Macédoine, fasc. 3.

Septembre 1954.

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1954

ARTICLES.

N°s

Boüard (M. de) : *Mauthausen*. 15-16

Cain (Julien) : *Avant-Propos sur le système concentrationnaire allemand* 15-16

Catoire (M.) : *La direction des services de l'armistice à Vichy* (I) 14

Collenot (R.) : *Les communistes chinois et le conflit mondial*. 13

Funck (A.) : *L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis*. 13

Hoop (J. M. d') : *La politique française du réarmement allemand, 1933-1939* 14

Jeannin (P.) : *La Suède pendant la guerre*. 13

Medlicott (W. N.) : *De Munich à Prague*. 13

Tillion (Germaine) : *Réflexions sur l'étude de la Déportation*. 15-16

Vidalenc (J.) : *Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest*. 14

Wormser (Olga) : *Le travail concentrationnaire dans l'économie de guerre allemande* 15-16

DOCUMENTATION.

Granet (Marie) : *La déportation au Procès international de Nuremberg*. 15-16

Jong (C.-T. de) : *Études et recherches sur la Déportation en Hollande* 15-16

Michel (H.) : *Les travaux de la Commission d'histoire de la Déportation* 15-16

Poliakov (L.) : *Le Centre de documentation juive contemporaine* 15-16

Vivier (R.) : *La déportation en Indre-et-Loire* (Statistique). . 15-16

Willequet (J.) : *L'Univers concentrationnaire et la Belgique*. 15-16

X... : *Les travaux de la Commission générale d'enquête sur les crimes allemands en Pologne*. 15-16

COMPTES RENDUS.

Allemagne :

Bayle (Dr F.) : *Psychologie et éthique du national-socialisme. Étude anthropologique des dirigeants S. S.* (J. Sigmann). 14

Nos

BLUCHER (W. VON) : *Deutschland Weg nach Rapallo* (J. GRUNEWALD) 13

BULLOCK (A.) : *Hitler, a Study in tyranny* (H. MONTEAGLE). 14

FOERSTER (W.) : *Generaloberst Ludwig Beck. Sein Kampf gegen den Frieg* (G. RENONDEAU) 15-16

FRANK (H.) : *Im Angesicht des Galgens* (J. NEVEUX) 15-16

GORLITZ (W.) : *Der Zweite Weltkrieg, 1939-1945* (F. L'HUILLIER) 14

GORLITZ (W.) und QUINT (H.) : *Adolf Hitler, Eine Biographie* (F. L'HUILLIER) 13

KLEIST (P.) : *Auch du warst dabei ! Ein Buch des Aergernisses und der Hoffnung* (J. SIGMANN) 15-16

LANGOTH (F.) : *Kampf im Oesterreich* (J. SIGMANN) 14

NANIER SIR LEWIS : *In the Nazi era* (H. CALVET) 15-16

OWEN (W. VON) : *Mit Goebbels bis zum Ende* (A. MEYER) . . 13

PAPEN (Fr. VON) : *Der Wahrheit eine Gasse* (F. L'HUILLIER). 13

RAHN (Rudolf) : *Ruheloses Leben* (A. SCHERER) 13

REMER (E.) : *20 Juillet 1944* (G. PAULINE) 13

SIGMANN (J.) : *Qu'est-ce qu'un Nazi* (A. MEYER) 15-16

TAYLOR (T.) : *Sword and Swastika. Generals and Nazis in the 3th Reich* (A. MEYER) 14

THORWALD (J.) : *Wen sie verderben wollen* (R. COLLENOT) . . 13

VERMEIL (E.) : *L'Allemagne contemporaine, sociale, politique, culturelle, 1890-1950.* Tome II : *La République de Weimar et le IIIe Reich* (A. MEYER) 15-16

WHEELER-BENNET (J. W.) : *The Nemesis of Power. The German army in Politics, 1918-1945* (A. MEYER) 15-16

WICKERT (E.) : *Dramatische Tage in Hitlers Reich* (J. NEVEUX) 14

Benelux :

BARBEY (F.) : *La Belgique d'Albert Ier et Léopold III* (J. WILLEQUET) 14

MILLER (J. K.) : *Belgian Policy between two Wars* (J. WILLEQUET) 14

TEMPEL VAN DEN (Dr) : *Nederland in London* (C.-T. DE JONG). 14

Déportation :

ALCAN (L.) : *Sans armes et sans bagages* (O. WORMSER) . . . 15-16

ANTELME (R.) : *L'espèce humaine* (O. WORMSER) 15-16

Bureau de renseignements de la Croix-Rouge néerlandaise : *Auschwitz* (C.-T. DE JONG) 15-16

BURNEY (C. H.) : *The Dungeon Democracy* (M. GRANET) . . . 15-16

Nos

DEBRISE (G.) : *Cimetière sans tombeaux* (M. GRANET). . . . 15-16

DEBRISE (G.) : *Week end à Dachau* (M. GRANET). 15-16

FRANQUEVILLE (R.) : *Rien à signaler, deux ans à Oranienbourg* (O. WORMSER) 15-16

GARIN (J.-P.) : *La vie dure* (O. ROUTIS). 15-16

KOSSAK (S.) : *Du fond de l'abîme, Seigneur* (O. ROUTIS). . . 15-16

LAKS (S.) et COUDY (R.) : *Musique d'un autre monde* (O. WORMSER). 15-16

LARS TO : *Vi ventet* (G. RENONDEAU). 15-16

LENGYEL (O.) : *Souvenirs de l'au-delà* (O. ROUTIS). 15-16

REITLINGER (G.) : *The final solution* (L. POLIAKOV). 15-16

ROUSSET (Dr J.) : *Chez les barbares* (O. WORMSER). 15-16

Témoignages sur Auschwitz (O. WORMSER). 15-16

États-Unis :

CHAMBERLIN (W. H.) : *America's second Crusade* (J. VIDALENC). 13

DEANE (J. R.), HAZARD, etc. : *Negotiating with the Russians* (R. PORTAL). 13

KENNY (G. C.) : *The Mac Arthur I knew* (G. RENONDEAU). . 13

MAC CANN (K.) : *Un général sans képi* (M. GRANET). 13

MARSHALL (K.) : *Mon mari, le général Marshall* (R. COLLENOT) 13

SMITH (L.) : *American Democraty and military Power* (H. MONTEAGLE). 13

The Forrestal diaries (Général LESTIEN). 13

Grande-Bretagne :

Lessons of the British war economy (F. CROUZET). 13

WINDSOR (Duc DE) : *Histoire d'un Roi* (H. CALVET). . . . 13

WINSTON CHURCHILL (Sir) : *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale.* Tome V (H. CALVET). 13

La guerre sur mer :

ALEXANDRIS (Contre-Amiral) : *To naftikonn mas kata linn polemikinn periodonn, 1941-1945* (Alc. MARGARITIS). . . 13

LEPOTIER (C.-A.) : *Raids sur mer* (A. DE BELOT). 13

LOCKHART (Bruce) : *The marines were there* (R. JOUAN) . . . 13

SCHAEFFER (Heins) : *U. 977. L'odyssée d'un sous-marin allemand* (R. JOUAN). 13

STANDORF (C. F. A.) : *Force Mulberry* (R. JOUAN). 13

Nos

Italie :

ALEXANDER : *The Italian Campaign* (R. VILLATE). 14
DELZELL (G.) : *Il fuoruscitismo italiano dal 1922 al 1943* (C. VIDAL). 14
LINKLATER (E.) : *The campaign in Italy* (R. VILLATE). . . . 14
SALVEMINI (G.) : *Mussolini diplomatico* (C. VIDAL) 14
SETTIMELLI (E.) : *Edda contro Benito* (G. BOURGIN). 14
TOSCANO (M.) : *Una mancata intesa italo-sovietica del 1940-1941* (G. BOURGIN) 14

Moyen Orient :

CAVALIERE (Silla) : *La politica egiziana dal 1936 al 1951* (M. GRANET) 14
Great Britain and Egypt, 1914-1951 (G. RENONDEAU). . . . 14
PESENTI (G.) : *Fronte Kenya* (C. VIDAL). 14
PUAUX (G.) : *Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et du Liban* (M. GRANET). 14
ROMMEL (M.) : *La guerre sans haine* (G. RENONDEAU). . . . 14

Opérations militaires :

CLARKE (B. C.) : *The Eleventh at War* (Général LESTIEN). . . 14
LUDOVICI (D.) : *La conquête de la Crète par les airs* (G. RENONDEAU). 14
MENU (G.) : *Lumière sur les ruines* (R. VILLATE). 14
MORDAL (J.) : *La bataille de Casablanca* (R. JOUAN) 14
The Army Air Forces in World War II. Torch to Point Blank (R. VILLATE). 14

Résistance :

CARBONNIÈRES (Alix DE) et COSTE (A.) : *L'assaut de Brest (août-septembre 1944)* (H. WAQUET). 13
DANSETTE (A.) : *Leclerc* (M. GRANET). 13
FEDOROV (A.) : *L'obkom clandestin au travail* (A. FOURNIER). 13
JUBELIN : *Marin de métier, pilote de fortune* (H. MICHEL). . . 13
MARSHALL (Bruce) : *The white Rabbit* (M. GRANET). 13
MAYRAN (C.) : *Larmes et lumière à Oradour* (G. BOURGIN). . 13
MORDANT (Général) : *Au service de la France en Indochine* (Général LESTIEN). 13
SCHREIEDER (J.) : *Das war das Englandspiel* (F. BOUDOT). . 13

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. DEBYSER et de la Bibliothèque internationale contemporaine.

De juillet à octobre 1953 13

N°s
D'octobre 1953 à janvier 1954 14
De janvier à avril 1954 15-16

NOTES ET NOUVELLES.

Allemagne 14
Belgique 13
France 13-14, 15-16
Italie 13-15-16
Yougoslavie 13

Le gérant : Henri MICHEL.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 2937 – 2-1955
ÉDIT. n° 23.922 Dépôt légal, 1er trimestre 1955 IMP. n° 606

L'ÉVOLUTION DES ÉTATS-UNIS VERS LA GUERRE

(1937-1941)

Les États-Unis ont vécu de 1920 à 1937 — on peut, en effet, fixer au fameux *Quarantine Speech* de Roosevelt, en octobre 1937, la fin de cette période — une ère d'isolationnisme et de neutralité. Modéré à l'époque où les Républicains étaient au pouvoir, l'isolationnisme est devenu rigide après 1933 ; le vote des lois de neutralité, de 1935 à 1937, a privé l'administration d'une large partie de son autorité en matière d'intervention extérieure en l'obligeant à mettre l'embargo sur les armes et les munitions dès qu'il y avait état de guerre. Roosevelt et Cordell Hull, tout en étant alors partisans convaincus de la neutralité, eussent préféré que la législation laissât au pouvoir exécutif le soin de décider quel pays se verrait interdire la fourniture d'armes américaines. On eût pu ainsi distinguer entre l'agresseur et la victime. Le Congrès, affecté par le rapport du sénateur Nye sur les causes de l'entrée en guerre en 1917, préféra créer un système automatique et la victime comme l'agresseur furent soumis au système de l'embargo. L'isolationnisme devenait ainsi un principe de la législation. Comment les États-Unis sont-ils passés en peu d'années de ce système, unique dans l'histoire du monde, à la participation au deuxième conflit mondial? Ce problème, essentiel pour l'histoire de notre époque, n'a cessé de passionner les historiens américains (1). On connaît les fameux ouvrages de Charles A. Beard (2). Beard, qui a été l'un des champions de l'isolationnisme et un des orateurs du comité *America First*, dont nous parlerons ci-dessous, était un chaud partisan de Roosevelt à l'époque du *New Deal*. Il s'est détaché de lui et l'a âprement attaqué à partir du moment où le Président s'est

(1) William L. Langer and S. Everett Gleason, *The World Crisis and American Foreign Policy*, New-York, Harper and Brothers. I : *The Challenge to Isolation, 1937-1940*, 1952, in-8°, xviii-794 p. II : *The Undeclared War, 1940-1941*, 1953, in-8°, xviii-965 p. — Wayne S. Cole, *America First. The Battle Against Intervention*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1953, in-8°, xii-305 p.

(2) *American Foreign Policy in the Making*, 1946, et *President Roosevelt and the coming of the War 1941*, 1948.

mêlé de façon plus active aux affaires européennes. Plus violents et moins scientifiques que Beard, certains pamphlets ont été publiés, n'hésitant pas à accuser Roosevelt d'avoir laissé faire l'attaque japonaise sur Pearl Harbour, quoiqu'il en connût le projet par le décryptage des radios japonais, afin d'entraîner à coup sûr une grande Nation favorable à la paix dans la plus effroyable des tourmentes (1).

Il était essentiel que ce problème fût traité sans passion et de façon aussi approfondie que possible par de bons historiens. Le volume d'Herbert Feis, *The Road to Pearl Harbor* (1950), constituait déjà une excellente étude de la période la plus critique, mais elle n'atteint ni l'ampleur ni la valeur technique et scientifique des deux énormes volumes que le professeur William L. Langer a rédigés avec la collaboration d'Everett Gleason, qui fut pendant la guerre *Chief of the Current Intelligent Staff* de l'*Office of Strategic Services*, c'est-à-dire du principal service de renseignements américain. Près de deux mille pages, bourrées de notes, sont ainsi consacrées à tous les aspects de la politique extérieure américaine de 1937 à 1941. Le premier concerne la période qui se termine avec le traité *Destroyers-Bases* de septembre 1940. Le second commence au pacte tripartite et se termine avec l'analyse des événements de Pearl Harbour. La documentation sur laquelle sont étayés ces deux volumes est tout à fait monumentale. On peut seulement regretter qu'elle n'ait nulle part été rassemblée de façon systématique dans l'un ou l'autre volume. En consultant les notes, on voit qu'elle repose principalement sur les Archives du *State Department*, que M. Dean Acheson, sous-secrétaire d'État en 1946, eut l'intelligence d'ouvrir aux auteurs. Elle repose également sur de nombreuses archives du Département de la Défense, sur les papiers privés du secrétaire au Trésor, Henry Morgenthau, sur le journal inédit du secrétaire à la Guerre, Henry L. Stimson, et sur de très nombreuses autres archives privées, en particulier des lettres du secrétaire à la Marine, Frank Knox. A cela s'ajoute une immense bibliographie d'ouvrages imprimés, dont on peut dire qu'elle est pratiquement exhaustive. Les journaux, les sondages d'opinion, les brochures des divers comités favorables ou hostiles à l'intervention ont été abondamment utilisés.

De cette énorme masse de matériaux, les auteurs ont su tirer une synthèse à la fois dense et agréable à lire ; tout en entrant profondément dans le détail des événements, ils ont su choisir les plus importants de ces détails et laisser de côté les autres. Quoiqu'on puisse déduire des deux volumes une tendance généralement favorable au président Roosevelt et à sa politique, on ne pourrait nulle part accuser les auteurs de partialité. Ils savent même à l'occasion, par exemple lorsqu'ils parlent de la campagne électorale de 1940, reprocher au Président son attitude ambiguë, une sorte de démagogie, voire un certain manque

(1) Le plus célèbre est celui de George E. MORGANSTERN, *Pearl Harbor* (1947).

de franchise. Au total, on peut affirmer qu'il s'agit là d'un des ouvrages les plus remarquables qui aient été écrits sur l'histoire récente des relations internationales. Le fait que tout s'ordonne autour de la politique extérieure américaine, comme le sujet l'exige, n'empêche pas que l'on puisse y trouver des études irremplaçables sur la politique soviétique, sur le rôle du gouvernement de Vichy, auquel, on le sait, Langer a consacré un remarquable ouvrage (1). On ne saurait désormais étudier les relations internationales entre 1937 et 1941, non seulement sans se référer à cet ouvrage de base, mais encore sans l'étudier d'une façon approfondie.

Essayons, non point de le résumer, mais d'en dégager les thèses fondamentales. Au fond, l'histoire de la politique extérieure américaine pendant cette période est marquée par deux événements capitaux qui lui sont en quelque sorte étrangers : la défaite de la France et la campagne électorale de 1940. Le président Roosevelt, homme d'une habileté consommée et possédant un sens prodigieux de l'opinion publique américaine, n'en était pas moins par certains côtés un idéaliste. L'idée wilsonienne que la démocratie est par essence pacifique lui était extrêmement chère et, de là, il était assez naturel qu'il en vînt à penser que la démocratie devait être sauvée à tout prix dans le monde contre les attaques de l'hitlérisme et du militarisme japonais. En 1936, il déclarait : « Nous ne sommes pas isolationnistes, excepté dans la mesure où nous cherchons à nous isoler complètement de la guerre. » L'attaque japonaise contre la Chine l'amena à prendre position à Chicago, le 5 octobre 1937. Influencé certainement par Cordell Hull, Roosevelt déclara, dans son célèbre discours, que, tout en étant déterminé à maintenir le pays en dehors de la guerre, il était nécessaire d'établir une « quarantaine » autour des fauteurs d'agression. Ce que signifiait cette quarantaine de façon concrète, Roosevelt se garda bien de le dire et, dans ses déclarations immédiatement postérieures, conscient des très violentes réactions d'une partie de l'opinion publique, il essaya plutôt de minimiser cette partie de son discours. Mais ce qui se dégage de son attitude dans les mois qui suivirent est un effort tenace pour obtenir d'un congrès fort réticent l'accroissement des crédits militaires.

Après la déclaration de guerre de septembre 1939, il fit un nouveau pas en avant et proposa au congrès, avec la plus grande habileté, une nouvelle loi de neutralité, d'après laquelle l'embargo sur les armes et les munitions était supprimé et remplacé par la fameuse clause *Cash and Carry*, laquelle existait déjà depuis 1937 pour les autres produits. C'était une façon relativement discrète d'aider la France et l'Angleterre, puisque leur supériorité navale excluait que l'Allemagne pût bénéficier de la clause *Carry*. A cette occasion, il est remarquable de constater qu'il avait au préalable tâté le pouls de l'opinion publique.

(1) *Our Vichy Gamble.*

Un *Gallup poll* du 22 octobre 1939 montra, en effet, que 62 % de la population était favorable à toute l'assistance possible aux Alliés, *short of War*. Les désastres de mai et juin 1940 furent, pour le peuple américain, ce que les auteurs appellent « un rude réveil ». Immédiatement, le Département de la Guerre entama des plans pour créer une armée de 500.000 hommes pour juillet 1941 et le budget militaire fut considérablement accru. Le service militaire obligatoire fut établi le 16 septembre 1940, en pleine campagne électorale, quelques jours seulement après le traité qui concédait à l'Angleterre cinquante vieux destroyers en échange d'une ligne de bases s'étendant de Terre-Neuve à l'île de la Trinité. Là encore, Roosevelt avait tenu le plus large compte de l'opinion publique qui acceptait la création du service d'un an de façon de plus en plus nette : d'après les sondages, 59 % le 25 juin, 69 % le 20 juillet et 86 % à la fin d'août.

L'épisode essentiel est néanmoins la campagne électorale pour l'élection de novembre 1940 à la Présidence. L'analyse que les auteurs font des événements compris entre septembre 1940 et mars 1941 est l'une des plus révélatrice de leur méthode et l'une des plus suggestive. Nous ne pouvons pas insister sur les liens qui existent entre le pacte tripartite de septembre et les premières mesures d'embargo (pétrole d'aviation), prises au détriment du Japon. Il nous paraît beaucoup plus utile d'examiner l'évolution qui s'est opérée pendant cette période dans l'attitude de Roosevelt. Elle est très significative, à la fois pour comprendre le Président et pour se faire une idée des liens qui existent entre l'opinion publique et la politique étrangère américaine. Toute la campagne électorale s'est faite sur cette idée que les États-Unis devaient aider massivement l'Angleterre, mais qu'ils ne devaient le faire qu'à deux conditions : 1° éviter de s'engager dans la guerre, 2° maintenir le niveau de vie de la population. Le candidat républicain Wendell Willkie professait à cet égard à peu près exactement les mêmes opinions que son rival. Toutefois, c'est un fait bien connu, qui a été vigoureusement exprimé par Dexter Perkins, dans son ouvrage *The Amercain Approach to Foreign Policy*, que les campagnes présidentielles aux États-Unis ont toujours eu pour effet d'obscurcir les questions de politique étrangère et non de les clarifier (1). Tel fut exactement le cas en 1940. Roosevelt, qui avait cru pouvoir s'abstenir de toute intervention publique, fut alarmé par les spécialistes du parti démocrate qui lui révélaient l'influence croissante de son rival. Il décida donc de prendre la parole et prononça au total sept discours électoraux, qui ne sont pas les plus clairs ni les plus courageux de sa carrière. Il fut, on le sait, réélu à une assez faible majorité.

Les quelques semaines qui suivirent l'élection n'amenèrent aucune évolution sensationnelle de son attitude. Le 3 décembre, il s'embarqua

(1) P. 130-151.

sur son yacht, le *Tulcaloosa*, pour prendre quelques vacances. C'est au retour qu'en l'espace de douze jours, du 17 au 29 décembre, Roosevelt prit les décisions les plus spectaculaires de sa carrière. Même s'il n'y avait eu que cette courte période, Roosevelt mériterait à coup sûr d'être considéré comme l'un des plus grands présidents des États-Unis. On sait que Churchill lui adressa, le 8 décembre, une lettre dont il a dit qu'elle était la plus importante qu'il ait jamais écrite. Avec une grande habileté, le Premier britannique décrivait à Roosevelt l'ensemble de la situation stratégique, politique et économique. Puis, après lui avoir donné cette marque de confiance, il lui montrait que l'Angleterre allait bientôt être dans l'impossibilité de satisfaire aux obligations du paiement comptant prévu par la loi de novembre 1939. Ses réserves en dollars étaient épuisées et il ne subsistait plus que certains investissements, dont une partie était déjà destinée à payer les commandes en cours et dont le reste, difficilement réalisable, s'élevait à environ un milliard et demi de dollars. Or, pour que l'Angleterre pût résister à une éventuelle offensive de printemps contre les Iles britanniques, il fallait que les livraisons de matériel américain fussent non seulement maintenues, mais considérablement accrues. Tandis que Roosevelt restait silencieux, ses ministres, et principalement Morgenthau, Stimson et Knox, étudiaient fiévreusement le problème sans entrevoir de solution vraiment pratique. Roosevelt, qui paraissait détendu, se faisait communiquer leurs conclusions et ne disait rien. Ces conclusions prouvaient que le seul moyen de réaliser à la fois un renforcement considérable des forces américaines et un accroissement également considérable de l'aide à la Grande-Bretagne était de convertir une partie de l'industrie civile en industrie d'armements, et, par conséquent, d'imposer de lourds sacrifices à la population américaine, d'abaisser son niveau de vie.

C'est Roosevelt, et Roosevelt seul, qui trouva la solution du problème. Le 17 décembre, lors d'une conférence de presse, il déclara, d'une part, que de nouvelles méthodes étaient nécessaires et, d'autre part, qu'il fallait se débarrasser de la « superstition du dollar ». Le 20 décembre fut créé un bureau de la production. Le 29 décembre, Roosevelt communiqua au peuple américain, d'une façon prodigieusement habile, le sens de ces décisions. Il le fit sous la forme d'une « causerie au coin du feu » radiodiffusée. Avec beaucoup de bonhomie, il expliqua que cette causerie concernait la sécurité nationale et non point la guerre. Il montra qu'une victoire de l'Axe, en supprimant la supériorité navale britannique dans l'Atlantique, aboutirait à créer un danger mortel pour les États-Unis. L'Angleterre pouvait gagner la guerre sans l'aide militaire des États-Unis. Mais il fallait, pour cela, lui « prêter » du matériel de guerre qu'elle rendrait après les hostilités — origine du fameux *Lend-Lease* — il fallait aussi que les Américains acceptassent des sacrifices pour développer considérablement leur production d'armements : « Nous devons être le grand arsenal de la démocratie. »

Les auteurs se sont interrogés sur le sens réel de cette décision considérable. Ils rejettent deux interprétations extrêmes qui ont souvent été proposées : la première serait que Roosevelt a toujours eu, dès avant les élections, l'intention de faire un important mouvement en avant sur la route qui l'éloignait de la neutralité et l'amenait à s'allier pratiquement avec la Grande-Bretagne. Il aurait caché cette décision pour être réélu et l'aurait fait connaître seulement après les élections. La seconde explication serait que Roosevelt s'est toujours laissé porter par le courant de l'opinion publique. Tant que celle-ci se refusa à sacrifier le niveau de vie de la population, il ne prit que des mesures fragmentaires. Lorsqu'il crut sentir une évolution favorable à la Grande-Bretagne, il fit de nouveaux pas en avant. C'est donc le peuple américain qui serait responsable de la décision tendant au *Lend-Lease*, et Roosevelt n'aurait été qu'un porte-parole extrêmement habile à saisir l'évolution des courants d'idées. L'explication de MM. Langer et Gleason se tient à mi-chemin entre ces solutions extrêmes et leur raisonnement, étayé sur une masse considérable de faits, emporte la conviction du lecteur. Roosevelt n'aurait jamais agi s'il ne s'était pas senti appuyé par l'opinion. Mais celle-ci, mal informée, plus émotionnelle qu'avertie, restait extrêmement confuse. Roosevelt n'avait pas, avant l'élection, l'intention d'aller de l'avant. L'élection fut pour lui une véritable révélation. Puisque les voix républicaines elles-mêmes soutenaient une politique extérieure identique, il en déduisit qu'elles approuvaient une politique d'aide accentuée à l'Angleterre, *short of War*. Mais dans quelle direction s'engager? C'est là que le génie personnel de Roosevelt intervint : au-dessus des divers courants d'opinion, au-dessus même de ses collaborateurs immédiats, c'est lui, et lui seul, qui trouva les deux idées fondamentales : remplacer la politique *business as usual* par la politique *arsenal of Democracy* ; aider l'Angleterre par le système, tout à fait original et nouveau dans l'histoire, du prêt-bail.

A partir du moment où la décision est prise, l'essentiel est d'aller très vite, et ceci nous révèle un autre aspect de la politique de Roosevelt, son extraordinaire efficacité. Il s'agissait, en somme, de demander au Congrès qu'il accordât au Président un pouvoir inouï : celui de distribuer à son gré la production en matériel de guerre des États-Unis. Il serait libre de déterminer lui-même quels étaient les pays pouvant bénéficier du prêt-bail (il s'agissait alors de l'Angleterre et de la Grèce) ; malgré la contre-offensive de certains isolationnistes, Roosevelt, aidé par Cordell Hull, dont l'influence était grande au Sénat, sut éviter que la liste des pays bénéficiaires fût mentionnée dans le texte de la loi. Le Président jouissait donc d'un droit de contrôle quasi total sur la production de guerre américaine, sans avoir à en référer au Congrès ; il pouvait en disposer pratiquement à son gré. Il réussit en même temps à éviter des amendements à la loi qui auraient restreint son pouvoir de commandant en chef et l'auraient empêché de donner, par exemple,

l'ordre d'escorter les convois avec des navires de guerre américains. L'histoire des discussions à la Chambre des représentants, puis au Sénat est décrite en détail par Langer et Gleason. Elle montre que Roosevelt eut la chance d'être habilement secondé par ses ministres et celle plus grande encore de ne pas avoir en face de lui d'adversaire habile. Il avait eu la suprême astuce de confier à son rival républicain, Wendell Willkie, au demeurant favorable au prêt-bail, une importante mission en Europe. Les sénateurs Nye, Clark et surtout Wheeler, commirent des maladresses. Les personnalités qui attaquèrent le bill devant les commissions des deux chambres, par exemple le général Wood, président du comité *America First*, le colonel Mc Cormick, directeur du *Chicago Tribune*, le professeur Beard, signalé ci-dessus, Charles Lindbergh, eurent beau déployer la plus grande ténacité, la loi passa néanmoins avec peu d'amendements, par 260 voix contre 165 à la Chambre des représentants et par 60 voix contre 31 au Sénat. Roosevelt promulgua la loi le 11 mars, dans l'après-midi.

Il serait intéressant d'analyser également l'évolution qui a conduit les Américains d'une politique d'où toute neutralité avait disparu, mais qui était résolument hostile à l'intervention, à l'affaire de Pearl Harbour. Le changement s'opéra progressivement, par toute une série de mesures, les unes étendant l'action de la marine de guerre américaine dans l'Atlantique, renforçant au moyen de conventions d'états-majors la collaboration des pays anglo-saxons, les autres étendant les mesures d'embargo contre le Japon à une liste de produits sans cesse plus longue. Les auteurs examinent avec soin tous les théâtres de la politique américaine en 1941 : pacte de neutralité soviéto-japonais, accords Murphy-Weygand sur l'Afrique du Nord, victoires allemandes en Libye, dans la bataille de l'Atlantique et dans les Balkans, négociations avec les « bons voisins » de l'Amérique latine, action du Japon en faveur du Siam et occupation des bases au sud de l'Indochine, conférence de l'Atlantique, etc...

Les trois derniers chapitres analysent les ultimes négociations entre les États-Unis et le gouvernement japonais du général Tojo, constitué le 16 octobre 1941. En fait, les thèses américaines et japonaises étaient à peu près incompatibles. Par rapport au livre de Feis, que nous avons mentionné plus haut, Langer et Gleason n'ajoutent pas de renseignements essentiels. Ils donnent, toutefois, un certain nombre de précisions sur les intentions réelles du gouvernement américain, lequel refusa formellement un *modus vivendi* sur les bases proposées par les Japonais (le fameux plan B du 20 novembre 1941), mais croyait encore possible d'éviter la guerre. On sait que les services américains de déchiffrage avaient capté un message fixant au 29 novembre la date limite d'une solution pacifique et indiquant qu'après cette date, des événements devaient automatiquement se produire : « Things are automatically going to happen. » Mais les membres du gouvernement américain, tout

en prévoyant éventuellement une attaque japonaise pour le 30 novembre, n'avaient aucune idée sur le point où cette attaque se produirait. Les ordres envoyés à l'amiral Yamamoto pour l'attaque de Pearl Harbour n'avaient évidemment pas été captés. C'est dans cette atmosphère qu'arriva le « jour d'infamie », c'est-à-dire l'attaque de Pearl Harbour, masquée par un dernier simulacre de négociation japonaise à Washington. Les auteurs analysent ce qu'ils appellent le dilemme de la défense américaine. Après une détente apparente de deux jours, du 3 au 5 décembre, l'inquiétude s'accrut le 6 ; mais l'on s'attendait surtout à une attaque contre la Malaisie britannique et l'Indonésie. Pearl Harbour fut donc comme « la foudre dans un ciel bleu ». Les auteurs se refusent à juger les responsabilités américaines pour le désastre de Pearl Harbour. « Néanmoins, eu égard au développement critique des relations américano-japonaises depuis l'été 1941 jusqu'au 7 décembre..., il reste inexplicable que les autorités militaires américaines aient été si complètement surprises. Quant aux architectes de la politique américaine, il semble absolument incontestable que le Président, le ministre Hull et leurs associés aient tous été vivement conscients de la probabilité d'une attaque-surprise. Il est également patent, cependant, qu'aucun d'entre eux ne la prévoyait à Pearl Harbour. Cette position était jugée trop forte... Finalement, les leaders du gouvernement avaient vécu d'heure en heure avec la perspective d'avoir à trouver les moyens de contrecarrer une attaque japonaise virtuellement certaine dans le sud-est de l'Asie. Si intense était leur préoccupation au sujet de cette épineuse éventualité qu'ils négligèrent non seulement l'avertissement antérieur de l'ambassadeur Grew sur Pearl Harbour, mais les prédictions plus récentes de Hull au sujet d'attaques japonaises simultanées dans plusieurs directions différentes... Cette tragique négligence peut être un exemple classique de la fragilité humaine, mais elle ne fournit aucune preuve, quelle qu'elle soit, en faveur de la thèse selon laquelle le Président ou toute autre personnalité américaine responsable serait allé au-devant de l'attaque japonaise sur la base de Pearl Harbour, afin d'être en mesure de conduire le pays dans la guerre européenne par la voie détournée du Pacifique » (p. 936-937).

Dans leur étude de l'action de l'opinion publique, Langer et Gleason parlent souvent de l'influence des divers comités privés qui soutenaient la politique d'aide à l'Angleterre ou condamnaient cette attitude. D'un côté, ce fut surtout le *Committee to defend America by Aiding the Allies*, plus connu comme le *White Committee*, du nom de son premier président. De l'autre, ce fut le comité *America First*, créé en septembre 1940. M. Wayne S. Cole a écrit sur ce dernier un ouvrage très précieux, parce qu'il est fondé sur les archives du quartier général et de nombreuses sections locales d'*America First*, ainsi que sur de nombreuses interviews accordées par ses leaders. M. Cole éprouve certainement une grande sympathie pour ce mouvement, qui, aux yeux de

l'Européen moyen, n'est rien moins que plaisant. Mais il a su garder un ton objectif et serein. Il a mesuré les maladresses du comité. Au surplus, il faut nous garder à notre tour d'être partiaux et bien se rendre compte qu'*America First*, qui a groupé jusqu'à 850.000 membres, représentait une tendance profonde de l'opinion publique américaine. Chose curieuse, sa création est l'œuvre d'un tout jeune homme, Douglas Stuart Jr, âgé de vingt-quatre ans, fils du vice-président de la *Quaker Oats Company* à Chicago, en étroite liaison avec un vieux général de la première guerre mondiale, Wood. Il n'est pas étonnant que le *Middle West* ait été le grand centre de résistance à la politique de Roosevelt. Le *Chicago Tribune*, profondément antianglais, étend son influence non seulement sur l'Illinois, mais aussi sur les États voisins et, en particulier, l'Indiana. Face à la thèse de plus en plus répandue selon laquelle il fallait aider la Grande-Bretagne par tous les moyens à l'exception de la guerre, le comité *America First* estimait qu'il fallait avant tout éviter la guerre. Mieux valait — disaient Roosevelt et la majorité du pays — risquer la guerre pour empêcher la Grande-Bretagne d'être vaincue et les Nazis de triompher. Mieux valait — rétorquait *America First* — risquer la défaite de la Grande-Bretagne que d'ensanglanter les États-Unis, d'y détruire la démocratie sans pour autant empêcher le développement en Europe et en Asie du nazisme et du communisme. Les idées, y disait-on, ne peuvent pas être détruites par les guerres. L'enseignement de treize ans d'histoire ultérieure nous montre assez bien sur quels points ces postulats se sont révélés faux. La guerre n'a nullement détruit le système démocratique américain. Sans supprimer toute trace de l'idéologie nazie, elle en a, néanmoins, brisé la virulence. Par contre, le développement du communisme avait été prévu par les isolationnistes du comité. On pourrait suivre le récit que nous fait l'auteur des diverses luttes entreprises par le comité contre les initiatives de Roosevelt : efforts pour torpiller la loi prêt-bail, campagne contre la décision de Roosevelt de faire tirer à vue les navires de guerre sur les sous-marins allemands, etc... Il nous paraît plus utile d'indiquer la nature de son influence et son extension.

Ce serait une grave erreur que de voir dans le comité *America First* un instrument influencé par les Nazis, qui étaient une infime minorité aux États-Unis, ou même par les antisémites. Fondamentalement, il était composé d'Américains sincères et de démocrates (quoique de majorité républicaine, il comprenait aussi de nombreux Démocrates). Le noyau était formé d'anglophobes ardents, à tel point que le comité national dut mettre en garde les militants contre une attitude qui risquait de leur aliéner la sympathie d'un grand nombre de leurs compatriotes. Il y avait à Chicago un comité national doublé d'un comité exécutif. Le général Wood en était chairman et Stuart directeur. Sa jeunesse lui valut quelques critiques et, sans changer aucunement son rôle, il prit le titre plus modeste de secrétaire général. Des « chapitres » d'État étaient

organisés, ainsi que des « chapitres » de ville. Deux tiers des membres habitaient une région située dans un rayon de 300 milles de Chicago. Un quart dans les États peuplés du nord-est. La Californie, le Colorado et Washington avaient également des « chapitres » puissants. Par contre, le comité ne put pénétrer réellement dans le sud, ainsi que dans la plupart des États situés au pied des Montagnes Rocheuses et dans une partie de la Nouvelle-Angleterre, traditionnellement probritannique. Les personnalités les plus remarquables qui prirent la parole ou intervinrent au nom du comité furent Charles Lindbergh, qui avait déjà, à titre personnel, attaqué violemment la politique proanglaise de Roosevelt, un certain nombre d'évêques et de prêtres catholiques, de gros industriels comme Henry Ford, les sénateurs Clark, Nye et Wheeler, Philip La Folette, ancien gouverneur du Wisconsin, Robert Hutchins, président de l'Université de Chicago. La majorité des membres était liée à la grande industrie et à la banque. Les syndicats y étaient représentés, surtout dans la région de Chicago, et l'on avait même organisé des « chapitres » de noirs. Les finances du comité provenaient de dons importants d'hommes d'affaires. Le comité national, durant son existence, reçut environ 370.000 dollars de quelque 25.000 cotisants. William H. Regnerie, président de la *Western Shade Cross Company*, fut le plus généreux des donateurs. Le général Wood donna plus de 10.000 dollars. Les chapitres locaux organisaient de la même façon leur propre financement.

Le comité décida de se dissoudre immédiatement après Pearl Harbour. M. Cole s'exagère peut-être son influence lorsqu'il dit, en matière de conclusion, qu'il avait réussi à neutraliser pratiquement la politique de Roosevelt en 1941 et que, si le Japon n'avait pas commis l'insigne maladresse d'attaquer Pearl Harbour, les États-Unis n'auraient jamais été impliqués dans la guerre. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage apporte, sur un point de détail, un utile complément aux livres monumentaux dont nous avons fait précédemment l'analyse.

J.-B. DUROSELLE.

LA DÉFENSE NATIONALE

SON ORGANISATION ENTRE LES DEUX GUERRES

« Aucune des catégories de notre pensée ne s'applique exactement aux choses de la vie. En vain, nous poussons le vivant dans tel ou tel de nos cadres ; tous les cadres craquent ; ils sont trop étroits, trop rigides. »

H. Bergson.

Il est difficile de définir la haute structure militaire française pour la période 1919-1939 (1) : la distinction — obligatoire en démocratie — entre l'échelon de décision et l'échelon de commandement, la création de ministères militaires nouveaux (ministères de l'Air et de la Défense nationale), l'insertion croissante de l'Empire (donc des ministres des Colonies, des Affaires étrangères et de l'Intérieur) dans le dispositif de guerre, la nécessité d'intéresser le pays, immédiatement et intégralement, à la préparation de la mobilisation, voilà qui va enchevêtrer les responsabilités — et compliquer les structures.

Pour tenter d'y voir clair, il importe de saisir l'évolution historique à partir de formes primitives plus simples — et ce, à trois niveaux :

— celui du Conseil des Ministres ;
— celui des Grands Conseils ;
— celui des Généraux, Chefs d'état-major ou Commandants en chef.

En gros — mais en gros seulement, surtout en ce qui touche les Conseils — ces trois stades correspondent à trois formes de la pensée et de l'action militaire, d'expressions consacrées :

— la direction générale de la guerre ;
— la direction militaire de la guerre ;
— la conduite des opérations militaires.

(1) « Avant 1914, aucun texte constitutionnel, législatif ou même réglementaire n'avait nettement précisé le rôle, les attributions, l'organisation tant du Gouvernement que du Haut Commandement en cas de conflit. » (Note du général Colson, en date du 19 septembre 1930.)

A) ÉCHELON GOUVERNEMENTAL

La direction générale de la guerre

I. — Le Conseil des Ministres

« La direction de la guerre appartient au Gouvernement... Le Gouvernement détermine les buts à atteindre par la force des armes et assure l'exécution des mesures nécessaires pour subvenir aux besoins de l'Armée et à ceux de la Nation. »

Ainsi s'exprime la loi fondamentale du 11 juillet 1938 : donc, sous réserve du contrôle du Parlement et de la haute caution du Président de la République, le Gouvernement représente la plus haute instance militaire. C'est de lui, et de lui seulement, que procèdent, directement ou par délégation précise, les décisions majeures. A tel point que le ministre de la Défense nationale et le chef d'état-major de la Défense nationale n'apparaîtront que comme de simples « délégués » du Gouvernement.

Celui-ci est d'ailleurs représenté par le Président du Conseil. Or, à partir de 1922, les attributions de ce dernier se dégageront plus nettement que les textes constitutionnels ne le laissaient entendre.

D'ailleurs, le Gouvernement, pour résoudre sa tâche militaire, s'élargit en *Conseil supérieur de la Défense nationale.*

Cette institution se situe donc à l'échelon « Gouvernement » et non à l'échelon « Défense nationale », même lorsque c'est à cet échelon que l'institution est illogiquement rattachée.

II. — Le Conseil supérieur de la Défense nationale (C. S. D. N.)

1) *Phase d'études spécifiquement militaires* (1906-1921).

Par le décret du 3 avril 1906, le Gouvernement créait un organisme supérieur d'études coordonnant, sous la haute autorité du Président du Conseil ou de la République, les départements ministériels militaires et diplomatique, la guerre moderne requérant une telle coopération.

Cet *aspect interministériel* apparaissait aussi bien dans la constitution du Conseil (à titre délibératif : les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Colonies ; à titre consultatif : les chefs d'état-major général de la Guerre, de la Marine — et le général président du Comité consultatif de défense des Colonies) que dans celle du *Comité* (préparatoire) *d'études* (directeur des Affaires politiques du ministère des Affaires étrangères et chefs d'état-major général). Mais le *Secrétariat*, dirigé par un sous-chef d'état-major, était exclusivement militaire. Cette prépondérance de l'Armée fut encore accrue par le décret du 29 juillet 1911 : les commandants en chef, désignés en cas de guerre,

entraient au Conseil (à titre consultatif) ; dans le Comité transformé en section d'études, les chefs de bureaux « Opérations » Guerre, Marine et Colonies devenaient secrétaires adjoints.

Aussi, malgré l'accession au Conseil du ministre de l'Intérieur (décret du 14 juin 1913), les questions traitées durant les quinze séances de cette période ont été strictement d'ordre opérationnel.

2) *Phase d'études générales* (1921-1939).

1° Mais va s'ouvrir une phase nouvelle au cours de laquelle le *C. S. D. N.* sera progressivement dessaisi des questions purement militaires pour avoir à traiter des problèmes plus généraux. La guerre a prouvé que la préparation exclusivement militaire ne suffit plus, que le *C. S. D. N.* élargi, spécialisé, documenté, doit et peut coordonner l'action, précoce et ample, des multiples ministères intéressés par le conflit, qu'ils en souffrent ou qu'ils y contribuent : « La préparation de la Nation (à la guerre) doit s'inspirer de directives d'ensemble et aboutir à une œuvre de coordination... Une haute autorité doit... dire comment doit être conçu... le mécanisme gouvernemental et administratif du temps de guerre : comment sera départagée l'énergie du pays entre l'effort proprement militaire et les organes assurant la vie de la Nation. »

C'est ainsi que s'exprime le *décret de base du 17 novembre 1921*, qui définit la structure suivante :

a) *Le Conseil* s'adjoint le ministre des Travaux publics ; par contre, seuls les vice-présidents des Conseils supérieurs de la Guerre et de la Marine y figurent à titre consultatif.

b) *La Commission d'études* — qui comprend les officiers généraux et hauts fonctionnaires antérieurement membres du *C. S. D. N.* et les représentants des ministres du Commerce, de la Marine marchande et du Travail — comporte, outre la section « Aéronautique », créée le 1er juillet 1921, quatre sections : Conduite de la guerre — Organisation générale de la Nation en temps de guerre — Fabrications — Ravitaillement général et transports.

c) *Le Secrétariat général* — à composition élargie calquée sur celle de la Commission — prépare et coordonne les ordres du jour et travaux de la Commission, notifie aux départements ministériels les décisions gouvernementales prises sur l'avis du *C. S. D. N.* Il en suit l'exécution au nom du Président du Conseil ; aussi le Secrétariat est-il placé sous l'autorité d'un secrétaire général administratif ou d'un sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil.

* * *

2° Nous retrouverons, d'ailleurs, la même ligne d'évolution dans les réformes suivantes : accession du ministre de l'Air au Conseil (2 octobre 1928) ; nomination du ministre de la Guerre comme vice-président de la

Commission (13 décembre 1921) ; création d'un Comité interministériel d'exécution des mesures proposées au sujet des industries d'intérêt vital (20 décembre 1922).

Mais il importait de codifier les réformes et, tout en distinguant nettement le *C. S. D. N.* d'un Comité de guerre situé sur le plan de l'action, de consacrer « l'importance de plus en plus grande de l'action interministérielle et impériale du Conseil ». D'où le *décret du 23 février 1929.* En fait, sous l'autorité directe, mais délégable, du Président du Conseil, le *C. S. D. N.* n'est rien d'autre que le *Conseil des Ministres* siégeant à propos de défense nationale — et appelant en son sein, à titre consultatif, les vice-présidents des trois conseils supérieurs militaires et le vice-président de la *Commission d'études.* Celle-ci comprend un vice-président désigné par le Président du Conseil, un représentant des départements ministériels intéressés, les chefs d'état-major, le président du Comité consultatif de défense des colonies, le secrétaire général de la Défense nationale. Quant au *Secrétariat général,* sa structure est centralisée sous les ordres du secrétaire général de la Défense nationale. Il est prévu la création de Commissions d'études et de Secrétariats permanents en Afrique du Nord et aux Colonies.

3° *Les décrets des 27 mars 1930 et 7 mars 1931* appellent au Conseil le général, inspecteur général des Communications et des Ravitaillements, le maréchal Pétain, inspecteur général de la Défense aérienne du territoire, ainsi que le sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil. La présence de ce dernier permettait d'assurer la liaison du *C. S. D. N.* avec les autres institutions rattachées à ce sous-secrétariat d'État : le *Conseil national économique,* le *Conseil supérieur de la main-d'œuvre,* la *Statistique générale.*

4° *Enfin, le décret du 23 janvier 1933* prévoit des sous-commissions spéciales et deux vice-présidents, une personnalité politique désignée par le Président du Conseil et le délégué permanent de la France à la *Société des Nations.*

5° En bref, à la veille de la guerre, le rôle interministériel du *C. S. D. N.*, l'étendue de ses attributions, ses moyens d'action sont clairement précisés par le *décret du 19 mars 1936.* Celui-ci définit le *C. S. D. N.* comme l'organe chargé d'aider le Gouvernement dans la direction générale de la guerre, particulièrement dans l'exécution des mesures nécessaires pour subvenir aux besoins des Armées et de la Nation... Il rappelle que le *C. S. D. N.* est le Gouvernement élargi. Documenté par les quatre sections de sa Commission d'études, épaulé par son Secrétariat général, le *C. S. D. N.* est ainsi habilité à définir, à promouvoir les mesures de mobilisation administrative et industrielle qu'exige la « guerre totale ».

Et le décret du 19 mars 1936 fixe les conditions dans lesquelles le Conseil sera « reconduit », amputé de sa section d'études, en temps de guerre.

Quant au Secrétariat général permanent du *C. S. D. N.*, il devient, de plus en plus, l'organe assurant « permanence et efficacité » aux multiples institutions suprêmes : le décret du 6 juin 1936 le rattache au ministère de la Défense nationale et en fait le Secrétariat du Comité permanent de la Défense nationale.

B) ÉCHELON INSTITUTIONNEL

La direction militaire de la guerre

I. — Le Comité de Guerre

Le Gouvernement dirige la guerre, mais cette prérogative et cette responsabilité peuvent se déléguer.

D'autre part, il est évident que la direction militaire de la guerre est capitale, au moins au titre de la conclusion.

D'où l'idée d'une institution informée et efficace, dont la compétence s'étendrait à tous les domaines où se développe la force des Armées, dont l'action se manifesterait par des directives générales traduisant les décisions du Gouvernement et assurant une répartition des moyens, ainsi que le contrôle de leur emploi.

C'est le rôle du *Comité de Guerre* organisé par le décret du 19 mars 1936, la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de l'Armée (article 40) et le décret du 7 septembre 1938.

Le *Comité de Guerre* comprend : les Présidents de la République et du Conseil ; les ministres des départements militaires et des colonies ; s'il y a lieu, des ministres de départements civils spécialement convoqués ; le maréchal Pétain ; le chef d'état-major de la Défense nationale (qui peut être, en même temps, l'un des commandants en chef désignés ci-après) ; les trois commandants en chef désignés ; le chef d'état-major des Colonies.

En vue de préparer les décisions du *Comité de Guerre*, le ministre de la Défense nationale peut réunir, sous sa présidence, les cinq officiers généraux du Comité.

Le *Comité de Guerre* n'entrant en fonctions qu'au début des hostilités — c'est ce qui eut lieu — dès le temps de paix est mis en place une institution de structure et de compétence analogues : le *Haut Comité militaire*, puis, à partir de 1936, le *Comité permanent de la Défense nationale.*

II. — Le Haut Comité militaire (H. C. M.)

Dès 1923, pour des raisons d'efficacité, le Président du Conseil, M. Poincaré, s'était déclaré partisan d'un Comité, Conseil des Ministres réduit, distinct du *C. S. D. N.* — ce qui n'était pas, alors, l'opinion de la Chambre des députés.

Cependant, en 1928, le Sénat concluait à la possibilité d'instituer, « par décret délibéré rendu en Conseil des Ministres, sous la haute autorité du Président de la République, un Comité de Guerre ».

Mais, pour préformer ce Comité, il faudra attendre l'arrêté du ministre de la Défense nationale, en date du 29 mars 1932, qui organise un *Haut Comité militaire.*

Dans l'esprit de ses créateurs (M. François Piétri et le général Corap), il s'agissait également de préparer la création d'un état-major de la Défense nationale dès le temps de paix, mais dont l'institution immédiate eût soulevé les craintes des parlementaires et les protestations des états-majors généraux.

Le *Haut Comité militaire*, placé sous la présidence du ministre de la Défense nationale, comprend les vice-présidents des Conseils supérieurs et les trois chefs d'état-major généraux. C'est non un organisme d'études comme le *C. S. D. N.*, mais, selon la formule de M. Piétri, « un organisme réduit d'action circonscrit à la besogne militaire, destiné à établir un contact étroit et régulier entre les trois grandes forces de commandement ». Le *H. C. M.* « donne son avis sur les programmes généraux d'armement..., étudie l'emploi combiné des forces ».

En fait, les premières réunions du *H. C. M.*, consacrées à des questions d'aviation, « se révélèrent sans effet réel, parce qu'il manquait au Comité un organe personnel de travail », chargé de préparer les décisions, d'en contrôler l'application.

Aussi, le 2 juin 1932, un *Secrétariat* est-il organisé avec un représentant de chaque chef d'état-major général et le chef d'état-major du général vice-président du Conseil supérieur de la Guerre. D'autre part, il est admis qu'à l'initiative de l'un d'entre eux les membres militaires du *H. C. M.* peuvent se réunir en *Comité restreint.*

Après une brève interruption, due à la suppression du ministère de la Défense nationale, le décret du 6 juin 1932 recréait, « pour coordonner les besoins de la Défense nationale », le *H. C. M.* sous la présidence — par délégation du Président du Conseil — du ministre de l'Air, M. Painlevé : aux trois chefs d'état-major se joignaient désormais les trois ministres, le maréchal Pétain, inspecteur général de la *D. A. T.* — éventuellement les hauts fonctionnaires de l'administration générale militaire ; le *H. C. M.* semblait gagner en compétence ce qu'il perdait en densité.

Le décret du 11 décembre 1934 allait fixer un rythme de travail plus vif et un plan mieux défini : « la coordination des questions intéressant simultanément l'organisation générale des forces terrestres, maritimes et aériennes, leur emploi, les programmes généraux d'armement et la répartition des crédits budgétaires d'organisation et d'armement ». Le secrétariat du *C. S. D. N.* assure une spécialisation, au moins relative, des deux hautes institutions et tient les procès-verbaux.

Après une période de sommeil, le 11 mars 1936, à la demande du

Président du Conseil, le *H. C. M.* s'occupa, sans la résoudre, de la question de l'unité de commandement des forces terrestres, maritimes et aériennes. Ce fut la dernière forme d'activité d'un organisme utile, mais imparfait.

III. — Le Comité permanent de la Défense nationale (C. P. D. N.)

Aussi, est-il créé, le 6 juin 1936, une autre institution, que l'on espère plus efficace : le *Comité permanent de la Défense nationale*, ayant les mêmes attributions. Présidé par le ministre de la Défense nationale, puis par le Président de la République, il comprend les mêmes membres que le *H. C. M.* Son secrétariat est celui du *C. S. D. N.*

En 1936, trois réunions fructueuses eurent lieu, qui traitèrent de la structure de la Nation en temps de guerre, de l'ensemble de la direction militaire et coordonnée de la guerre, de la définition d'un plan de défense nationale correspondant aux multiples éventualités stratégiques, de la création d'un collège des Hautes-Études de la Défense nationale assurant un enseignement supérieur de doctrine et de méthodologie au haut personnel militaire et civil ; de plus, ce qui semble porter les attributions du *C. P. D. N.* sur le plan jadis exclusivement imparti au *C. S. D. N.*, sont étudiées la mobilisation industrielle et les fabrications de guerre.

Il s'agit, en l'occurrence, non seulement d'avis, mais de mesures immédiatement transformées en décrets par le ministre de la Défense nationale.

Les décrets des 10 septembre 1936 et 12 mai 1938 allaient encore accroître les moyens d'action du *C. P. D. N.* en lui rattachant la *Direction générale du contrôle du matériel de guerre* et en autorisant l'entrée éventuelle au Comité du ministre des Colonies et de son chef d'état-major général.

IV. — Le ministre de la Défense nationale

Il est évident que, selon une note non datée de l'état-major général de la Guerre, « l'étude de la Direction militaire de la Guerre semble revenir avant tout au ministre de la Défense nationale ». N'est-ce pas lui qui joue au Comité de Guerre le rôle majeur? En dernier ressort et au nom du Comité, il établit les instructions et directives nécessaires et en contrôle l'exécution.

Mais c'est seulement le 20 février 1932 que fut créé un ministère de la Défense nationale. Encore convient-il de noter que — malgré une tentative, en fait inappliquée, de mise en commun d'organes importants — la réforme ne fut qu'illusoire, « un simple changement de l'en-tête des lettres », selon l'expression d'un rapport officiel. Et, trois mois plus tard,

la formule gouvernementale ne comportait plus de ministère de la Défense nationale.

Il faut attendre le 5 juin 1936 pour voir se reconstituer ce ministère — mais au profit du ministre de la Guerre, qui cumule les deux portefeuilles. Au moins le décret du 6 juin 1936 affirme-t-il que « le ministre de la Défense nationale et de la Guerre est chargé de coordonner l'action des trois départements... quant à l'emploi des forces terrestres, navales et aériennes, l'établissement des programmes d'armement, la mobilisation industrielle, l'aménagement des dépenses de Défense nationale, l'examen des conventions internationales (de désarmement) ».

Par délégation du Président du Conseil, le ministre de la Défense nationale « a le *C. S. D. N.* dans ses attributions ».

Mais ces attributions débordent, en fait, le problème de la direction militaire de la guerre. D'autre part, les liaisons interministérielles sont d'ordre personnel, plus qu'institutionnel, définies, non par une coordination organique et automatique, mais par une coopération qui, « sauvegardant l'autonomie des trois ministères », repose sur le prestige du ministre de la Défense nationale, M. Édouard Daladier, en l'occurrence. Le fait que ce dernier est, en même temps, ministre de la Guerre ajoute à cette situation imprécise un élément d'ambiguïté. Ainsi l'expérience de 1936 se situe fort en deçà des projets de réforme de 1932.

Aussi les protestations sont-elles vives : le maréchal Pétain, M. Paul Reynaud réclament la constitution d'un ministère de la Défense nationale ayant *autorité* sur les trois Armées, et c'est la même formule que, le 3 mars 1937, la Chambre des députés recommande au Gouvernement.

Mais M. Daladier s'oppose, le 10 juin 1937, à la proposition tendant à la création d'un ministère « indépendant et supérieur » de la Défense nationale : c'est, dit-il, le rôle du Président du Conseil de coordonner les trois départements.

Sans doute, M. Daladier craignait-il d'abandonner un département subordonné, mais doté d'institutions vives, pour un ministère unique, dont la puissance d'action apparaissait mal. Mais c'était, du coup, maintenir la confusion et se condamner à cette alternative : ou bien le ministre de la Défense nationale n'est, comme il l'a dit, que le substitut du Président du Conseil et on aperçoit mal son utilité et, en tout cas, son droit d'action personnelle sur la conduite de la guerre ; ou bien le ministre de la Défense nationale n'est, comme certains le pensent, que le ministre de la Guerre — et la coordination ne joue plus ; aucune coopération « à armes égales » ne peut se concevoir, le centre de gravité du ministère de la Défense nationale étant confondu avec celui du ministère de la Guerre.

Le décret du 21 janvier 1938 devait se contenter de codifier les dispositions antérieures concernant l' « action de direction et de coordination du ministre de la Défense nationale » : le ministre approuve, en dernier ressort, les mesures relatives à la préparation et à l'emploi des

forces armées, les programmes et demandes de crédits touchant aux matériels neufs ; il contresigne les décrets de nomination des chefs d'état-major généraux et des membres des Conseils supérieurs des trois armes. Il a le pouvoir de déléguer les fonctions de chef d'état-major de la Défense nationale à l'un des trois chefs d'état-major généraux ; il dispose, d'ailleurs, de ces derniers pour le seconder.

Ce texte paraîtra à beaucoup insuffisant.

C'est pourquoi le Sénat — dont on sait la contribution éminente à la définition des hautes structures militaires — insiste pour une réforme : les trois commissions compétentes, réunies en assemblée plénière sous la présidence de M. J. Caillaux, entendent M. Daladier les 23 et 24 février 1938, et, à l'unanimité, demandent, le 30 mars 1938, que le ministère de la Défense nationale soit « détaché » du ministère de la Guerre.

Rien n'est cependant fait à la veille de la guerre. « L'autorité du ministre est, en fait, dispersée entre de multiples organes irresponsables : Cabinet, Directions et plus encore Secrétariat général. » Et, si, grâce à la force de l'urgence ou à la personnalité du ministre et de ses adjoints directs, les problèmes se résolvent souvent, la confusion des fonctions ministérielles marque le schéma du Haut Commandement.

V. — Les départements ministériels militaires spécialisés (Guerre, Marine, Air, éventuellement Colonies)

« Les questions relevant de la Direction militaire de la Guerre ont trait soit aux opérations, soit à la satisfaction des besoins des forces armées. Ce deuxième point doit relever impérativement des ministres responsables pour tenir compte des possibilités et besoins de la Nation et non d'un chef militaire. »

Cette définition, empruntée à une note d'information, situe, nécessairement, les ministres militaires au niveau de la Direction militaire de la Guerre.

Cependant, si l'affirmation reste pleinement valable en ce qui touche l'élément de coordination et d'impulsion — ministère de la Défense nationale ou, à défaut, Présidence du Conseil — la position est bien plus confuse en ce qui touche les titulaires des autres départements ministériels militaires.

Certes, ils font partie des deux hauts conseils. Mais le principal de leurs attributions se situe sur ce que nous nommerons « le plan technique supérieur » : c'est donc à ce stade que — sans nier pour autant la part qui est attribuée aux ministres spécialisés dans la direction de la guerre — nous préciserons leurs attributions.

VI. — Le chef d'état-major général de la Défense nationale

Enfin, parce que conseiller du Gouvernement, le chef d'état-major

général de la Défense nationale se situe aussi au niveau de la direction militaire de la guerre.

Mais il est aussi conseiller pour la conduite générale de la guerre — et responsable, directement, de la conduite supérieure des opérations.

C'est dire que nous étudierons l'évolution de ses attributions et l'ampleur de son rôle à l'échelon technique supérieur de la conduite des opérations, puisque, selon une note d'information, « le chef d'état-major général de la Défense nationale, commandant en chef des Armées, la plus haute compétence militaire du pays, ne doit en aucune façon être distrait de son rôle primordial : la conduite de la stratégie militaire de la guerre ».

C) ÉCHELON TECHNIQUE SUPÉRIEUR

La conduite des opérations

Répétons-nous : par suite de confusions multiples dans les attributions des multiples instances militaires, l'analyse par paliers, logique et nécessaire, nous amène à rencontrer, au stade de la conduite des opérations, des organismes dont la vocation se situe en quelque sorte à l'échelon supérieur : ainsi en est-il du *Comité permanent de la Défense nationale* — ou du *Comité de Guerre* — et du ministère de la Défense nationale. Nous n'en parlerons pas davantage. Par contre, les institutions que nous étudierons maintenant (chef d'état-major de la Défense nationale, ministres spécialisés) ont des moyens d'action qui les hissent parfois jusqu'au niveau de la Direction de la Guerre. — Nous l'avons dit. Mais nous avons aussi essayé de démontrer que le rôle majeur de ces instances se définit sur le plan technique supérieur.

Il convient, à ce propos, de distinguer la conduite supérieure des opérations, « assurée, dit la loi du 11 juillet 1938, par le général commandant en chef coordonnant plusieurs territoires d'opérations », de la conduite des opérations donnant aux commandants en chef (ou commandants supérieurs), selon le décret du 19 mars 1936, « toute autorité pour les diriger dans le cadre tracé par le *Comité de Guerre* » dans le domaine de leur compétence.

I. — La conduite supérieure des opérations

1. — Le niveau « chef d'état-major de la Défense nationale »

En nous excusant de définitions trop sommaires pour traduire parfaitement la complexité des situations successives, nous distinguerons quatre phases.

a) *Phase de la juxtaposition* (1919-1928)

Jusqu'en 1928, le problème semble relativement aisé à résoudre, qui

se ramène au dialogue Terre-Marine. Certes, une coopération est souvent nécessaire (expéditions conjointes — défense côtière et impériale — transports), mais les termes restent simples : le *C. S. D. N.*, puis les contacts directs d'états-majors suffisent à assurer une solution. Pour le reste, l'indépendance des deux départements est totale.

b) *Phase de la superposition* (1928-1932)

L'insertion, dans le circuit, d'une Armée de l'Air autonome complique le problème, singulièrement à propos de la liaison Terre-Air : la discordance, pour les deux Armées, entre les zones d'opérations (même lorsque la mission générale est semblable) ou entre les bases logistiques (même lorsque le secteur d'action est identique), les servitudes nées de la Défense aérienne du Territoire et les impératifs commandant l'emploi des masses aériennes réservées, voilà qui requérait un système organisé de coordination à l'échelon le plus élevé de la conduite supérieure de la guerre, Défense nationale — alors que l'appui direct apporté par l'aviation aux combattants de terre exigeait la subordination, temporaire mais effective, de l'aviation à l'autorité conduisant ces combats. Toutes questions laissées sans réponse par la constitution d'un ministère de l'Air, jaloux, comme les organismes jeunes en plein essor, de son indépendance.

L'entrée du titulaire de ce département au *C. S. D. N.* ne pouvait lever toutes les difficultés, le *C. S. D. N.* s'intéressant, par nature et par vocation, à l'établissement des connexions économiques — et non à la détermination des décisions militaires.

c) *Phase de la coordination* (1932-1939)

Sans doute, « la coordination reste-(t-elle) assurée par le *Comité de Guerre* ». Mais nous savons que c'est à un échelon « Direction » et non « conduite » de la guerre. Sur ce dernier plan, le problème demeure complexe — encore que les solutions soient multiples ; elles peuvent intéresser : soit la fraction gouvernementale intéressée (ministre de la Défense nationale) — et nous n'y reviendrons pas ; soit l'institution militaire correspondante (état-major de la Défense nationale).

Pendant longtemps, rien ne sera changé à une formule qui autorise les chefs d'états-majors généraux des Armées à se concerter sans, pour autant, s'intégrer dans une formule organique de confrontation et d'arbitrage.

Cependant, dès 1922, apparaît l'idée d'un « Commandant unique de toutes les armées exerçant une action directrice sur les opérations militaires », agent direct du Gouvernement ou du *Comité de Guerre*, « émanation du Gouvernement et sous sa dépendance directe ».

Bien qu'assez réticent — mais selon les avis, d'ailleurs nuancés, des maréchaux Foch et Pétain — M. Poincaré suggéra, en juin 1923, la création d'un état-major général. Pourtant, dans sa séance du 26 octobre

1923, le *C. S. D. N.* ne put trancher la question de savoir si cette haute instance serait état-major du Gouvernement ou (le ministère de la Défense nationale n'existant pas) état-major amplifié du ministère de la Guerre.

En fait, il ne resta que la possibilité laissée au Gouvernement de recourir au Commandement unique, au besoin pour l'ensemble des opérations, si les circonstances l'exigeaient.

Le 11 mars 1936, à la demande du Président du Conseil, le *Haut Comité militaire* reprend la question. Le 23 mars, le général Gamelin, chef d'état-major général de la Guerre, exprime ainsi son avis : le Commandement unique est « avant tout une question de prestige personnel qui sera facilement résolue si, au moment du besoin, il y a les hommes voulus... D'autre part, pour la plupart des opérations maritimes et bien souvent pour les opérations aériennes, seul le *Comité de Guerre* peut assurer la coordination nécessaire ». Et l'officier général le plus intéressé à la question se contente de proposer des facilités de contacts, tout en préconisant l'arbitrage supérieur du maréchal Pétain, rendu, dans l'immédiat, au nom du *Comité de Guerre.*

Le *C. P. D. N.* aura, dès ses premières séances, à s'occuper de la question. A la réunion du 26 juin 1936, M. Daladier rappelle que seule la France n'a pas adopté une formule de coordination organisée ; il estime, cependant, que rien ne doit être fait « pour porter atteinte à l'autorité des ministres militaires » et dénonce toute tentative de « subordination quelconque » ; il pense que des réunions mensuelles du *C. P. D. N.* suffiront. A la séance du 5 décembre, M. Daladier rappelle que les départements ministériels sont hostiles à la nomination d'un généralissime ayant autorité dès le temps de paix sur les trois Armées et assisté d'un état-major : « créer un ministère de la Défense nationale autonome serait, remarque le ministre de l'Air, M. Cot, vider les ministères de leur substance, rendre leurs titulaires irresponsables devant le Parlement et accabler le super-ministre sous le faix de leurs propres attributions ». Ce n'est pas l'avis du maréchal Pétain, qui affirme qu'une délégation éventuelle *en temps de guerre* ne saurait être improvisée ; quant à l'intrusion constante du *Comité de Guerre* dans l'affaire, elle lui paraît entachée à la fois de faiblesse et de confusion. Mais, devant l'opposition de l'ensemble du Comité — et singulièrement du chef d'état-major général de la Marine — la formule adoptée diffère peu des précédentes.

Ce sont les commissions parlementaires qui reprendront la question d'une « coordination précise, d'une concentration supérieure du commandement ».

Mais M. Daladier répond qu'un commandant en chef unique peut être désigné à tout moment, qu'*il suffit d'attendre l'heure opportune.*

Enfin, le décret du 21 janvier 1938 — qui, pour autant ne crée pas un état-major général de la Défense nationale — va définir et pourvoir le

poste de chef d'état-major général ; sous l'autorité et par délégation du ministre de la Défense nationale, le général Gamelin étudie et met au point les questions qui lui sont soumises par le ministre. Pour les forces aériennes et terrestres, le chef d'état-major général de la Défense nationale assure la préparation stratégique de la guerre et l'établissement des plans d'opérations et mobilisation ; quant aux forces maritimes, seules sont retenues les actions combinées pour lesquelles une mission de commandement peut lui être confiée ; utilisant comme organe d'études le Secrétariat général du *C. S. D. N.*, le chef d'état-major général peut, d'ailleurs, réunir en Comité restreint les chefs d'état-major généraux d'Armée. La coordination reste donc occasionnelle et, comme sur le plan gouvernemental, d'ordre personnel plus qu'institutionnel : l'unité se réalise, au moins en partie, par la personne du général Gamelin. C'est lui qui est chargé, le 31 janvier 1938, par le ministre de la Défense nationale (et de la Guerre), de « procéder, en liaison avec les chefs d'états-majors généraux de la Marine et de l'Air, convoqués à sa diligence, à l'étude des missions qui pourraient être confiées aux trois forces, dans les diverses hypothèses, ainsi qu'à l'évaluation des besoins, déduits de cette étude ». D'autre part, le général Gamelin est vice-président militaire de la *Commission d'études de la Défense nationale*, directeur supérieur du *Collège des hautes études de la Défense nationale* (dont il préside le Conseil de perfectionnement) et, selon le décret du 25 février 1938, coordonnateur français éventuel des opérations interalliées (ce qui suppose, assurément, qu'il parle au nom de toutes les forces françaises engagées)...

Malgré les Commissions militaires du Sénat qui, en février 1938, réclament la création immédiate d'un état-major Défense nationale « détaché », c'est au *statu quo* que s'en tient le rapport adressé, le 24 mai 1938, au Président de la République, par le Président du Conseil, ministre de la Défense nationale et de la Guerre : « Dès l'ordre de mise en place de la couverture en temps de guerre, le général Gamelin assure, *par délégation du Comité de Guerre*, la coordination supérieure des Forces terrestres et aériennes, sous réserve de missions imposées par le *Comité de Guerre*, aux Forces aériennes réservées » ; de même, il assure la coordination supérieure de l'ensemble des Forces françaises avec les Forces terrestres et aériennes alliées ; suivant les instructions du *Comité de Guerre*, il assure la coordination des Forces terrestres, aériennes et maritimes françaises qui se trouveraient engagées dans des opérations combinées à objectif défini — donc limité ; enfin, le général Gamelin assure, par délégation du *Comité de Guerre*, la coordination des fronts Europe et T. O. E. (Levant et Colonies) — ce qui, conformément au décret du 12 mai 1938, pose le problème de la coordination sur le plan impérial.

Donc, ces missions ne valent que par délégations limitées consenties par le *Comité de Guerre* — ce qui confond la direction de la guerre et la

conduite supérieure des opérations. Sur ce dernier plan, la liaison avec la Marine n'est pas systématiquement envisagée ; au reste, soutenant le point de vue du Département de la Marine, la Commission de la Marine à la Chambre des députés s'oppose, le 1er juin 1938, à la nomination d'un chef unique — « qui s'interposerait, dans la crise du début, entre le Gouvernement et le Commandement ».

Ainsi, « la doctrine est qu'une coordination permanente est inutile, et les attributions des chefs d'états-majors généraux subsistent, telles que définies par le décret du 21 janvier 1938 ».

La loi du 4 juillet 1938 et le décret secret du 7 septembre 1938 rappellent, une fois de plus, que « le général Gamelin est l'auxiliaire du ministre de la Défense nationale pour l'exécution des décisions du *C. S. D. N.* et du *Comité de Guerre* » ; il se contente de coordonner, en ce qui concerne les forces maritimes, les actions combinées ; il dispose des moyens d'action du ministre (Secrétariat général du *C. S. D. N.*, à l'intérieur duquel est constituée une section d'état-major de la Défense nationale). En bref, il a un rôle *d'étude* (à la diligence du ministre de la Défense nationale), *d'orientation et coordination* (préparation, par les états-majors généraux, des plans de mobilisation et opérations), de *centralisation* (études sur les cadres et effectifs, le budget, les renseignements sur l'ennemi, l'instruction), de *direction*, enfin (secrétariat permanent de la Défense nationale).

C'est beaucoup — et encore insuffisant pour certains : en mars 1939, M. Fabry demande que « le chef d'état-major de la Défense nationale soit définitivement détaché de l'Armée de terre » ; la Commission de la Marine de la Chambre des députés accepte même l'idée d'une coordination organique — sous réserve d'évincer toute forme de subordination généralisée.

Finalement, le décret du 6 juin 1939 précise que, « pour faciliter l'organisation éventuelle des grands commandements interalliés en cas de guerre, le chef d'état-major général de la Défense nationale a rang de commandant en chef ». Il peut recevoir du ministre toute délégation nécessaire.

Mais les attributions du commandant en chef ne sont pas autrement précisées — et le général Gamelin reste chef d'état-major de l'Armée de terre.

Le 16 juin 1938, M. Daladier, devant la Commission de l'Armée, déclare qu'il a été à la veille de « détacher » et le ministère et l'état-major général de la Défense nationale, mais il en a été arrêté, à la demande même du général Gamelin, en raison de la situation générale qui s'aggrave. Il le fera « si nous passons sans guerre la période d'été ».

Le 30 août, à la veille de la guerre, malgré une vive intervention du général Weygand et diverses propositions d'origine parlementaire, le schéma reste inchangé.

Bref, faute d'avoir créé un appareil ministériel indépendant, aucun

organisme militaire supérieur « détaché » ne peut, cessant d'être partie, devenir juge ; pour des raisons plus logiques, la coordination reste fort limitée en ce qui touche les forces maritimes. En fait, c'est sur le *C. S. D. N.* — ou le *Comité de Guerre* — que repose la coordination : mais c'est la situer sur un autre plan que celui du haut commandement. Il semble que le désir d'éviter tout conflit possible entre le *Comité de Guerre* et un chef unique nanti de moyens puissants ait amené le maintien d'une telle structure.

d) *La phase de la subordination*

C'est assez dire que la phase de la subordination ne fut même pas envisagée.

Au moins, le Gouvernement a-t-il laissé entendre qu'il résoudrait, dès qu'il serait nécessaire, le problème de l'intégration au stade technique le plus élevé : M. Daladier s'étant déclaré à la fois conscient de cette nécessité et « armé pour désigner un chef ».

2. — Les niveaux « départements ministériels »

Ici, la situation paraît claire — au moins dans la mesure où aucune confusion ne se présente avec l'échelon Défense nationale : selon une note de 1922, l'action du ministère de la Guerre ne saurait se définir que sur le plan de « la préparation et de l'entretien des moyens ».

Il est vrai qu'en mars 1923 l'avant-projet établi par la Commission d'études du *C. S. D. N.* envisageait, sur le plan opérationnel, un rôle plus large d'intermédiaire agissant contre lequel s'éleva le maréchal Pétain. Aussi, le 23 juin 1923, le *C. S. D. N.* ramène-t-il les fonctions du ministre de la Guerre (ou de la Marine) à celles d'un « agent de transmissions — obligatoire, mais fidèle — du Gouvernement ».

Cependant, plus encore qu'intermédiaire dans l'ordre stratégique, le ministre de la Guerre (ou de la Marine, ou de l'Air) est un promoteur « dans l'ordre matériel : ainsi des mesures relatives à la constitution des armées, à la mobilisation » (décret du 21 janvier 1938).

Mobilisation, instruction et armement demeuraient les trois attributions majeures.

II. — La conduite des opérations

Échelons d'états-majors généraux

A ce niveau, les multiples problèmes d'information, décision ou exécution, se trouvaient relativement résolus depuis longtemps.

a) Pour nous en tenir à l'Armée de terre, *l'information*, tant du ministre que du haut commandement de l'Armée de terre, était assurée par des organes définis — dont le *Conseil supérieur de la Guerre* (*C. S. G.*).

Le *Conseil supérieur de la Guerre* avait été créé le 27 juillet 1872, sous la forme d'un « Conseil des Sages » ; le 26 novembre 1881, une délégation des pouvoirs ministériels était éventuellement prévue, à titre d'Inspecteurs généraux spécialisés, au profit de ses membres ; le 12 mars 1888, le rôle du *C. S. G.* est ainsi placé sur le plan de la préparation à la guerre de l'Armée de terre : avis obligatoire sur les problèmes de mobilisation, concentration, organisation générale de l'Armée, établissement de nouvelles positions stratégiques, méthode générale d'instruction, adoption de nouveaux matériels, maintien, rappel ou mise en disponibilité d'officiers généraux. Le *C. S. G.* est donc un « organe obligatoire de consultation et d'études » que les décrets du 23 janvier 1920 et du 18 janvier 1935 allaient simplement modifier.

Cependant, les fonctions du ministre de la Guerre s'exerçaient avec gêne, car « il avait en face de lui deux autorités : celle du Vice-président du Conseil supérieur de la Guerre et celle du Chef d'état-major général, chacune pratiquement responsable vis-à-vis de lui », constatait le rapport du ministre de la Guerre, en date du 18 janvier 1935.

Notons bien que les difficultés n'étaient pas d'ordre personnel : les relations étaient généralement normales entre les ministres de la Guerre et le chef d'état-major général (le général Buat, de 1920 à 1923 ; le général Debeney, de 1924 à 1930 ; le général Weygand, de janvier 1930 à février 1931 ; le général Gamelin, ensuite) : elles furent toujours excellentes avec le vice-président du Conseil supérieur de la Guerre, inspecteur général de l'Armée (le général Weygand).

Mais les vices de la structure étaient évidents. La dualité fut supprimée en janvier 1935 : le commandant en chef désigné devint « l'auxiliaire immédiat du ministre pour toutes les questions intéressant la composition de l'Armée, ses effectifs, son armement et sa mobilisation ».

Le *C. S. G.*, présidé par le ministre de la Guerre, comprend le chef de l'état-major général de l'Armée (vice-président), les maréchaux de France, le commandant en chef des Troupes du Maroc, le chef de l'état-major général des Colonies et douze généraux de division au maximum ; ces derniers doivent pouvoir exercer, à la mobilisation, les fonctions de commandant de groupe d'armée, d'armée ou de major général : peuvent être appelés au Conseil (à titre consultatif, le plus souvent), des membres du Gouvernement, le chef d'état-major de l'Armée, les chefs de l'état-major général Marine et Air, un officier général de chacune de ces deux armes — voire telles personnalités jugées compétentes et, comme assistants, les sous-chefs d'état-major de l'Armée.

Le *Conseil supérieur de la Guerre* se réunit, normalement, à l'initiative du ministre de la Guerre ou du chef d'état-major général, vice-président du Conseil supérieur de la Guerre. Le Président de la République peut provoquer cette réunion. Il en prend la présidence quand il estime devoir le faire. Dans ce cas, le Président du Conseil des ministres assiste à la séance. Le Conseil supérieur peut être enfin amené à opérer des

enquêtes, contrôles, inspections — et ce à la diligence du ministre ou du chef d'état-major général.

C'est dire l'importance d'un Conseil dont l'histoire se confond avec celle de l'Armée de terre française de 1919 à 1939.

b) En ce qui concerne la *décision* — ou la traduction en termes techniques des directives reçues de l'échelon supérieur — le problème semblait aisé à résoudre, chacune des trois armées possédant un état-major général, principal exécutant des décisions supérieures, « intégrant » en quelque sorte armes et services de chaque département.

Mais, pour nous en tenir à l'Armée de terre, la simplicité n'est qu'apparente. En 1919, en effet — outre les questions d'armement et de défense aérienne du sol, dont nous reparlerons — deux problèmes d'unification se posent encore sur le plan impérial et sur le plan structural.

D'une part, les *troupes coloniales* ont conservé une nette autonomie (recrutement, gestion, commandement, inspection), même lorsque ces troupes stationnent sur le territoire métropolitain. Le fait est d'autant plus important que, dans l'effort militaire, la part des troupes coloniales croît avec le temps. Certes, la représentation coloniale est assurée dans les hauts conseils militaires de réflexion ou de décision. Mais c'est, de la sorte, sanctionner l'existence d'un partenaire relativement indépendant. A tel point qu'en février 1934, au moment de la constitution d'un ministère de la Défense nationale, le Département de la Guerre doit défendre avec âpreté ses attributions générales aux Colonies, attributions revendiquées par le ministère des Colonies.

Depuis le 12 mai 1938, il existe un état-major général complet des Colonies, ayant, au titre des troupes coloniales, de la mobilisation et des opérations aux Colonies, des attributions du même ordre que celles de l'état-major général de l'Armée au titre de la métropole. Son chef fait partie de droit du *C. S. G.* et, à titre de conseiller technique du ministre des Colonies, du *C. P. D. N.* — ce qui assure, au reste, les liaisons indispensables, mais en sauvegardant l'autonomie des instances militaires du département des Colonies.

En réalité, la subordination opérationnelle jouera, puisque, sur chaque théâtre d'opérations, est admis le principe du *commandement unique*, les chefs techniques des Armes intégrées (Air, par exemple) n'ayant qu'un pouvoir d'inspection technique ; mais cette subordination n'est qu'une délégation du *Comité de Guerre* « qui envoie aux commandants supérieurs de l'Afrique du Nord et des T. O. E. des instructions particulières ».

Ainsi, le problème est résolu, dans la mesure où « le général chef d'état-major de la Défense nationale est commandant en chef de l'ensemble des troupes terrestres sur les théâtres d'opérations d'Europe et d'Afrique du Nord ». D'autre part, il est dit, par le décret du 24 mai 1938, que le général Gamelin peut assurer la coordination des Forces terrestres d'Europe et d'Afrique du Nord avec celles employées aux T. O. E.

(Levant et Colonies). Mais, une fois de plus, cette mission ne vaut que par délégation du *Comité de Guerre.*

L'autre forme de dualité avait reçu une solution plus aisée. Il s'agissait de la disjonction *des deux fonctions de vice-président du C. S. G. inspecteur général de l'Armée et de chef d'état-major général de l'Armée.*

En 1919, en effet, le commandant en chef de l'Armée française était le maréchal Foch : « Étant donné sa personnalité et ses obligations, rappelait en mai 1938 le ministre de la Défense nationale, il n'avait pas paru possible de lui demander de diriger lui-même le travail absorbant et minutieux de la préparation de la guerre ; on a donc été amené à confier cette mission à un chef d'état-major général distinct. » Du coup, ce dernier se trouvait dépendre de deux autorités : du vice-président du *C. S. G.* et du ministre au nom duquel il signait, par délégation, les documents intéressant la mobilisation, l'instruction et l'armement.

Aussi, le 18 janvier 1935, le général Weygand se trouvant atteint par la limite d'âge, les deux fonctions vont être réunies, comme elles l'avaient été par le décret du 28 juillet 1911 ; le bénéficiaire était le général Gamelin, *commandant en chef désigné pour les troupes de terre en temps de guerre*, « auxiliaire immédiat du ministre, ayant autorité directe, au point de vue de la concentration des forces et de leur emploi, sur les généraux commandants d'armée et de groupes d'armées ».

« Dès le temps de paix, il reçoit du ministre la délégation permanente de l'Inspection des troupes et services de l'Armée, exerce la direction supérieure du *Centre des hautes études militaires*, de l'*École supérieure de Guerre* et du *Service géographique*, a autorité directe sur les membres du *Conseil supérieur de la Guerre* et les inspecteurs généraux, fait au ministre toutes les propositions pour la répartition des commandements ou emplois en temps de paix ou en temps de guerre, des inspections, enquêtes, directions de manœuvres et missions diverses. »

« En outre, le chef d'état-major général de l'Armée fait partie du *C. S. D. N.* et préside les Commissions supérieures chargées des études intéressant la défense (Commissions militaires supérieures des chemins de fer, Commissions de rédactions des nouveaux règlements, etc...). Il assure, d'une manière générale, la continuité de vues dans tout ce qui touche l'organisme militaire avant et après la mobilisation. »

En temps de guerre, le chef d'état-major général conduit les opérations en France et dans les pays limitrophes (Afrique du Nord), ou sur les théâtres désignés dès le temps de paix par le Gouvernement, commande les forces aériennes de coopération — et coordonne, sur les territoires de son ressort, les forces françaises et alliées. Comme les commandants en chef des deux autres Armes et le chef de l'état-major général des Colonies, il fait partie du *Comité de Guerre.*

Ainsi, d'une part, est satisfaite, selon un rapport du 18 janvier 1930, « l'obligation impérieuse de confier à celui qui assumera la responsabilité des opérations la préparation dans ses moindres détails de l'organi-

sation de l'Armée, de sa mobilisation et de sa concentration » ; par là, il hérite les attributions et les moyens d'action du ministre de la Guerre ; d'autre part, ainsi que l'écrit le général Colson en 1930, « est respecté ce principe fondamental que les commandants en chef des forces mobilisées chargés de la conduite des opérations, responsables vis-à-vis du Gouvernement, ont la libre disposition des moyens d'action fournis pour atteindre les buts fixés par le Gouvernement ».

Pour l'aider, le chef d'état-major général a, sous son autorité, l'état-major de l'Armée.

« De plus, les Directions d'armes et de services (fabrications d'armement, en particulier) sont placées sous son action pour tout ce qui concerne l'organisation et l'instruction des troupes, la mobilisation, l'armement, la défense du territoire et la constitution des approvisionnements de guerre. »

Pour pouvoir jouer un tel rôle, pour éviter d'être absorbé par les obligations du service courant, le chef de l'état-major général de l'Armée est, depuis le 18 janvier 1935, secondé, pour la direction de l'état-major de l'Armée et des organes rattachés, par un officier général — le général Colson — qui prend le titre de chef de l'état-major de l'Armée.

Le chef de l'état-major de l'Armée reste auprès du ministre en cas de mobilisation. Il prend le titre de chef d'état-major général à l'Intérieur. Il est aidé dans ses fonctions par trois sous-chefs : le premier s'occupe du 1er Bureau et des études techniques ; le second, des 3e et 4e Bureaux ; le troisième, des 2e et 5e Bureaux et des territoires d'outre-mer.

De même, en ce qui concerne sa charge d'inspecteur et de commandant désigné des Armées, le général chef d'état-major général est aidé par un officier général membre du *C. S. G.*, qui prend le titre de *Major général*. Quatre aides-majors généraux étaient prévus : le général chargé des 1er et 4e Bureaux, ainsi que des inspections et services ; le général s'occupant des 2e et 3e Bureaux ; le général ayant les T. O. E. dans ses attributions ; le général traitant les problèmes de personnel. Ainsi la tâche était-elle répartie et l'activité de chacun spécifiée.

Notons, enfin, que le général commandant les théâtres d'opérations du Nord-Est — le général George — portait le titre d'*adjoint au général commandant en chef*. De ce fait, il avait — pour mieux dire : il pouvait avoir — des fonctions encore plus importantes que le chef de l'état-major de l'Armée. Mais la situation restait ambiguë : le général George ne disposait dès le temps de paix d'aucun état-major pour préparer sa tâche personnelle ; il lui était simplement permis de disposer du général major général et du *G. Q. G.* Jusqu'à la guerre, ce dernier fonctionnera donc comme élément d'état-major de deux autorités différentes, et le général major général se trouve également dépendre de deux chefs différents : les généraux Gamelin et George.

Si cette double incertitude prolonge dangereusement les risques de confusion déjà signalés, au moins notera-t-on l'heureuse solu-

tion, à cet échelon, des problèmes de coordination et de subordination.

Les premiers intéressent l'Armée de l'Air et concernent, d'une part, la défense antiaérienne du territoire (*D. A. T.*) et, d'autre part, l'aviation engagée dans la bataille.

En ce qui touche le premier point, c'est le général commandant en chef des Forces aériennes qui est directement responsable de la *D. A. T.* de la zone de l'Intérieur — alors que, la zone littorale incombant au commandant en chef des Forces maritimes, le général commandant en chef des Forces terrestres a en charge la défense antiaérienne de la zone des Armées terrestres. Dès lors, ce sont les officiers généraux de l'Armée de l'Air, placés auprès des commandants de théâtres d'opérations terrestres, qui assurent l'exécution des ordres de ces derniers.

Ainsi sommes-nous logiquement amené à traiter du second point : la coordination Terre-Air aux Armées : à chaque théâtre d'opérations terrestres est adapté un théâtre d'opérations aériennes (pour les théâtres d'opérations du Nord-Est, général commandant les Forces aériennes du Nord-Est ; par groupe d'armées, un général commandant une zone d'opérations aériennes ; par armée, un général commandant les Forces aériennes de l'Armée). La seule difficulté est dans la conciliation des directions « verticales » techniques (Air → Air) et des ordres « horizontaux » opérationnels (Terre → Air). Mais la décision finale appartient au commandement de l'Armée de terre de l'échelon supérieur.

Les questions de subordination sont encore plus aisées à résoudre quand elles intéressent la structure même de l'Armée de terre, particulièrement sur les théâtres métropolitains : le général commandant en chef désigné a, là, autorité directe sur le général commandant le front du Sud-Est, d'une part ; sur le général commandant le théâtre d'opérations du Nord-Est, d'autre part.

Le problème était déjà plus complexe en ce qui touchait l'Afrique du Nord : le décret du 12 août 1930 avait fixé que le général commandant en chef en Afrique du Nord, responsable de la conduite des opérations, relevait directement du Gouvernement ; en décembre 1937, invoquant la liaison existant entre les opérations en France et en Afrique, le *C. P. D. N.* décida que le commandant en chef en Afrique du Nord dépendrait du commandant en chef des Forces terrestres : en conséquence, le décret du 26 février 1938 subordonne au général Gamelin le général Noguès, commandant en chef en Afrique du Nord.

Même difficulté d'ordre géographique, même solution d'ordre technique à propos du Levant. Chargé, en outre, de la coordination de l'action de nos missions militaires auprès des Armées turque, grecque, yougoslave, roumaine et de la liaison avec les forces britanniques en Proche-Orient, le général Weygand est désigné, par le décret secret du 27 avril 1939, « pour remplir en cas de mobilisation les fonctions de commandant en chef des Forces françaises situées dans l'Orient méditerranéen » : placé dans la zone des Armées, le théâtre d'opérations se

trouvait dépendre du commandant en chef des Forces terrestres dans les mêmes conditions que l'Afrique du Nord.

La situation est, il est vrai, différente quand il s'agit des autres théâtres d'opérations. D'une part, chaque théâtre colonial est aux ordres d'un commandant supérieur qui y assure la conduite de l'ensemble des opérations : la coordination supérieure de ces théâtres incombe au chef d'état-major général des Colonies — ce qui, à cet échelon, reporte au *Comité de Guerre* la coordination intégrale de l'action militaire. En ce qui touche les théâtres d'opérations éventuellement ouverts en dehors de l'Europe, de l'Afrique du Nord et des Colonies, des commandants supérieurs y sont aussi désignés, responsables de la conduite de l'ensemble des opérations ; il est dit « qu'une haute personnalité de l'une des trois Armées peut être désignée pour assurer la coordination supérieure des forces terrestres, aériennes et maritimes (entre elles et avec certaines forces alliées) sur un théâtre ou sur un ensemble de théâtres ».

Finalement, là encore, c'est non un commandant en chef unique, mais le *Comité de Guerre* qui, non seulement assure la direction générale, mais encore délègue les pouvoirs de coordination indispensables.

* * *

Que conclure de cette étude?

Le travail de perfectionnement des institutions, tant dans leur composition interne que dans leurs attributions réciproques et leurs liaisons organisées, a été poursuivi, empiriquement sans doute, mais opiniâtrement.

Est-ce à dire que les solutions retenues à la veille de la guerre soient, comme il se devait, claires et fécondes?

Au moins un jugement objectif découvre-t-il des marques de confusion, des défauts de liaison, des risques d'inefficacité.

Confusion entre le rôle du *Conseil supérieur de la Défense nationale*, d'une part, et, d'autre part, du *Haut Comité militaire* ou du *Comité permanent de la Défense nationale* (ou du *Comité de Guerre*), les Comités « d'action » étendent peu à peu leur domaine au sein même des attributions non militaires du *C. S. D. N.*, conseil jugé, selon un rapport officiel, « lourd et mal renseigné ».

Confusion aussi entre les niveaux différents de la pensée et de l'activité : peu à peu le *Comité de Guerre* envahit les divers échelons de la haute structure militaire ; il compromet la notion de *Direction générale* de la guerre en s'occupant de problèmes, disons civils, jusque-là attribués au *C. S. D. N.* ; il dénature le concept de *conduite des opérations* en se réservant les seules possibilités de coordination opérationnelle.

Confusion également entre les domaines relativement différents de la Nation et de l'Armée : aussi voit-on un chef d'état-major général de la Défense nationale « amené non seulement à commander les Armées, mais aussi à organiser la Nation pour donner entière satisfaction aux soucis de son commandement.

« ... Manière de faire qui retire au Gouvernement, à la personne des ministres responsables, les pouvoirs qui leur reviennent pour la satisfaction des besoins des forces armées, dans le cadre de nécessité de la Nation... »

Confusion, enfin, entre l'échelon « Défense nationale » et l'échelon « Guerre », dans la mesure même où M. Daladier, de plus Président du Conseil, cumule deux portefeuilles hiérarchiquement superposés, dans la mesure où le général Gamelin conjugue deux fonctions dont les liens sont naturellement de subordination.

La *liaison* est-elle mieux obtenue? Certes, la réalisation d'un secrétariat commun aux Grands Conseils et la suppression de la dualité entre les fonctions de vice-président du *C. S. G.* et de chef d'état-major général ont résolu bien des difficultés. Il en subsiste, nous l'avons maintes fois vu, touchant le problème de la coordination.

Et nous savons qu'il n'a même pas été possible d'accomplir un système de concordance d'attributions entre les sous-chefs de l'état-major de l'Armée et les aides-majors généraux.

Quant à l'*inefficacité* du système, atténuée par les réformes précitées, elle résulte évidemment des critiques précédentes : absence d'état-major préparant, dès le temps de paix, l'action du général commandant en chef les Forces du Nord-Est — et dilution du « ministère — clé de voûte » de la Défense nationale entre tant d'organismes dénués de contacts définis et de responsabilités légales : Cabinet, Directions, Secrétariat général, particulièrement : « Le ministre est insaisissable. Nous ne voyons que son secrétaire général. » Par deux fois, cette critique apparaît sous des signatures de chefs autorisés. Le *Comité de Guerre*, lui-même, amplifie dangereusement le nombre de ses membres et l'étendue de ses attributions.

Et, sans doute, le plus grave est-il que tout semble reposer sur un homme, membre de quinze Conseils — à la fois commandant en chef désigné responsable de la conduite des opérations, auxiliaire et conseiller du Gouvernement pour la conduite générale et la direction militaire de la guerre — et qui n'est, cependant, pas commandant en chef unique.

Tout le monde a, sans doute, compris les imperfections d'une telle conception. Mais, faute d'avoir neutralisé l'esprit provincialiste des départements sous-jacents, faute aussi d'avoir trouvé l'homme dont le prestige eût suffi à résoudre les discordances et à lever les oppositions, la solution, à la fois pluraliste (pour les Conseils spécifiés) et unitaire (pour le Haut Commandement organisé), n'a pas été adoptée à la veille de la guerre. « La personnalité d'un chef s'imposera avec le temps », disait le général Gamelin. Mais le temps était justement le facteur dont l'ennemi entendait profiter.

Commandant Jean VIAL.

Service historique de l'Armée.
Lauréat de l'Institut.

LES RELATIONS ANGLO-ALLEMANDES

DE L'ACCORD DE MUNICH A LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ NAVAL DE 1935 (1)

(30 SEPTEMBRE 1938-28 AVRIL 1939)

(1re partie.)

L'attitude générale de l'Angleterre envers l'Allemagne

Dans l'esprit de la plupart des Britanniques, l'accord de Munich devait inaugurer une ère d'entente et de coopération avec l'Allemagne. La déclaration commune, signée par Hitler et Chamberlain, au lendemain de cet accord, semblait écarter le danger d'une guerre entre les deux puissances. Bien que les termes de cette déclaration fussent extrêmement vagues, elle était en général prise au sérieux en Angleterre. Une grande partie de l'opinion publique était convaincue qu'après le rattachement du pays des Sudètes au Reich, l'Allemagne n'aurait plus de revendications à formuler. La grande presse : le *Times*, les journaux des chaînes Rothermere et Beaverbrook, ainsi que les hebdomadaires *Observer* et *Economist*, faisaient de leur mieux pour donner cette conviction au public anglais. Certes, les milieux gouvernementaux étaient moins naïfs. Ils se rendaient trop bien compte du dynamisme du régime hitlérien pour avoir l'illusion que ses ambitions étaient satisfaites. Mais ils espéraient que l'expansion allemande allait prendre une direction où elle ne heurterait pas les intérêts britanniques ; à savoir celle de l'Europe orientale et des Balkans. A condition que ces limites fussent respectées, on était prêt à collaborer plus étroitement avec l'Allemagne sur la base d'un

(1) Sources de Bibliographie : *Documents on British Foreign Policy*, 1919-1939, 3rd series, Londres, 1949-1952. — *Akten zur Deutsches Auswärtigen Politik*, 4. Serie (1937-1939), London-Paris-New York, 1950-1953. — *Nazi-Soviet relations*, Washington, 1948. — *Le Livre Jaune français*, Paris, 1939. — *Polnische Dokuments zum Kriegesausbruch*. Berlin, 1940. — R. Coulondre, *De Staline à Hitler*, Paris, 1950. — Georges Bonnet, *Fin d'une Europe*, Genève, 1948. — G. Gafenco, *Les derniers jours de l'Europe*, Paris, 1946. — Sir N. Henderson, *Failure of a mission*, London, 1940. — Baron E. v. Weizsäcker, *Erinnerungen*, München, 1950. — L. E. Namier, *Diplomatic Prelude*, London, 1948. — J. W. Wheeler-Bennet, *Munich*, London, 1948. — K. Feiling, *The life of Neville Chamberlain*, London, 1947.

partage des sphères d'influence et même à l'aider à réaliser ses aspirations. On désirait, certes, qu'elle ne procédât pas trop brutalement et se contentât essentiellement d'une pénétration économique, pour ne pas choquer l'opinion publique anglaise. Tel était notamment le programme du premier ministre Chamberlain. Celui-ci s'était, dans une certaine mesure, substitué au Secrétaire d'État au *Foreign Office*, Lord Halifax, lors des journées décisives de la crise germano-tchèque en septembre et regardait l'accord de Munich comme un succès personnel. Dans les mois suivants, jusqu'en mars 1939, il continua à exercer une influence prépondérante sur la politique étrangère. Ainsi, il chargea le ministre sud-africain de la Défense, le colonel Pirow — à en croire celui-ci — de dire à Hitler qu'il pourrait compter sur la « compréhension anglaise » pour de nouvelles entreprises à l'est (si une solution raisonnable était trouvée pour le problème juif) (1). De même, il dit au roi Carol de Roumanie, qui effectua une visite à Londres en novembre 1938, que la prépondérance économique allemande en Europe Centrale et Orientale était dans la nature des choses et qu'il fallait l'accepter. Mais, surtout, il refusa, malgré l'insistance française, de donner la garantie promise à la Tchécoslovaquie après Munich et porta, par conséquent, une lourde responsabilité dans la disparition de cet État en mars 1939 (2).

Certes, avant même Munich, Chamberlain s'occupait activement du réarmement britannique. C'était une simple nécessité dans un monde en pleine course aux armements, d'autant plus que la Grande-Bretagne avait plusieurs années de retard à rattraper. Le réarmement était simplement destiné à donner plus de poids à la politique britannique ; aux yeux du Premier Ministre, il était complémentaire du rapprochement anglo-allemand. Il fallut d'ailleurs l'occupation de Prague et une forte pression française pour que l'Angleterre se décidât à introduire chez elle le service militaire obligatoire.

Chamberlain n'était pas le seul à préconiser cette politique. D'autres membres au sein du cabinet, surtout Sir Thomas Inskip, Sir Samuel Hoare et Sir John Simon, l'approuvaient entièrement ou même le surpassaient. Lord Halifax, bien que parfois influencé par les fonctionnaires du *Foreign Office* dans le sens d'une certaine méfiance envers l'Allemagne hitlérienne, adoptait dans l'ensemble une attitude analogue. Il exposa ses conceptions dans deux dépêches, du 28 octobre et du 1er novembre 1938, à l'ambassadeur britannique à Paris, Sir Eric Phipps. Il y écrivit que la France et l'Angleterre devraient regarder la prédominance de l'Allemagne en Europe Centrale et Orientale comme un fait acquis. Par contre, elles feraient bien de consolider leur propre position en Europe Occidentale, dans la Méditerranée et dans le Proche-Orient. De ce point de vue, la Grande-Bretagne favorisait un rapprochement franco-alle-

(1) Voir plus loin p. 45-46.
(2) Voir le numéro de juin 1955 de la publication.

mand. Halifax mentionna deux combinaisons politiques, qui seraient contraires à l'intérêt britannique, mais qu'il considérait comme peu probables : une subordination de la France à l'Allemagne et un accord germano-soviétique. Cependant, pour être prête à toutes les éventualités, la Grande-Bretagne tâcherait de resserrer ses liens avec les U. S. A. De même, elle ne conseillerait pas à Paris de dénoncer son traité avec Moscou — pourvu que la France ne fût pas entraînée par ce pacte dans une guerre contre l'Allemagne, si celle-ci essayait de séparer l'Ukraine de la Russie. — L'ambassadeur allemand à Londres, M. von Dircksen, eut donc raison quand il écrivit, le 4 janvier 1939, que l'Angleterre consentirait probablement à la création d'une Ukraine théoriquement indépendante qui deviendrait en fait le satellite économique de l'Allemagne. Le programme de Halifax était net : l'Allemagne aurait plus ou moins les mains libres à l'est, mais se heurterait à une résistance à toute tentative d'expansion vers l'ouest.

Le protagoniste le plus convaincu de la politique de rapprochement avec l'Allemagne était l'ambassadeur britannique à Berlin, Sir Neville Henderson. Dans de nombreuses dépêches, au moins avant l'occupation de Prague, il répétait inlassablement que Hitler ne désirait rien que le maintien de la paix. Il comptait même Ribbentrop parmi les modérés, sans parler de Gœring, avec qui il entretenait de bonnes relations personnelles. Certes, la Grande-Bretagne devait, selon lui, pousser ses armements, notamment dans le domaine de l'aviation. Mais il serait indiqué d'encourager les « dispositions pacifiques » des chefs allemands. Ainsi l'Angleterre devrait acquiescer au rattachement au Reich des « territoires allemands » de Dantzig et de Memel (puisque Hitler ne songeait pas à annexer des pays non allemands), à la prépondérance germanique en Europe Orientale et à la création d'une Ukraine « indépendante ». Surtout les Britanniques feraient bien de ne pas se laisser trop influencer par la France dans leur politique envers l'Allemagne et de ne pas écouter les réfugiés antihitlériens, les milieux de gauche et la presse inspirée par les Juifs et leurs amis, qui répandaient de « fausses rumeurs » sur de prétendus desseins agressifs de Hitler. Il est vrai qu'après l'annexion de la Bohême et de la Moravie, Henderson condamna sévèrement ce coup de force allemand. Mais, comme il l'écrivit lui-même, ce qui l'indisposa ce fut moins la disparition de la Tchécoslovaquie que le fait qu'ainsi la position des critiques de la politique « munichoise » se trouvait renforcée. Dans ses Mémoires, il insinua même que la propagande antiallemande de Benes et de ses partisans aurait dans une certaine mesure « forcé la main » à Hitler pour occuper les deux provinces au lieu de se contenter d'y exercer une influence politique et économique prépondérante. De nombreux signes indiquent aussi que plus tard Henderson songeait à poursuivre une politique de rapprochement avec Berlin sur les bases indiquées ci-dessus. Ainsi, il écrivit, le 28 avril, le jour de la dénonciation du pacte de non-agression germano-polonais et du traité

naval anglo-allemand par Hitler, que la Grande-Bretagne devrait saisir les offres du Fuehrer. Le dictateur allemand n'avait-il pas proposé de négocier un nouvel accord et promis de garantir, sous certaines conditions, la sécurité d'États tiers et de parvenir à un règlement des problèmes litigieux avec la Pologne? La violation de l'engagement que Hitler avait pris de ne pas annexer des territoires tchèques n'avait donc pas fait changer d'avis l'ambassadeur. — En général, on était convaincu que Henderson interprétait la pensée de Chamberlain, qui le soutenait toujours, parfois même contre le *Foreign Secretary*.

Il serait erroné de croire que Chamberlain et Henderson poursuivaient une politique purement personnelle. Ils étaient soutenus par de nombreux milieux influents et surtout par une grande partie de la *City*, du monde des affaires en Angleterre. Un des partisans des plus zélés du rapprochement avec l'Allemagne était le Directeur Général de la *Bank of England*, Montagu Norman. Immédiatement après Munich, des pourparlers furent entamés entre des personnalités anglaises et allemandes pour une étroite coopération économique. Une délégation de la *Reichsgruppe Industrie* visita Londres en octobre 1938 et eut un entretien important avec le principal conseiller économique du gouvernement britannique, Sir Frederic Leith-Ross. Celui-ci laissa entendre qu'il regardait l'Europe du Sud-Est comme une sphère d'influence économique allemande. Il se prononça pour une entente entre les quatre puissances européennes (Angleterre, France, Allemagne, Italie) face aux U. S. A. (ce qui n'empêcha pas le directeur du département économique du *Foreign Office*, M. Ashton-Gwatkin, de souligner devant la même délégation les liens anglo-américains dans le domaine économique). En décembre, le docteur Schacht — qui était encore président de la *Reichsbank* — se rendit dans la capitale britannique, officiellement en tant que délégué allemand pour la question des réfugiés ; il saisit cette occasion pour poursuivre les négociations économiques, surtout avec Montagu Norman. A la fin de janvier, un accord fut conclu pour la création d'un cartel charbonnier fixant les quotas d'exportation à 46 % pour la Grande-Bretagne et à 32 % pour l'Allemagne (le reste étant réservé à d'autres États européens). Cela n'était considéré que comme un début ; de semblables accords étaient projetés pour d'autres branches de l'économie. Les Anglais étaient particulièrement désireux de s'entendre avec les Allemands sur la répartition des marchés et la fixation des prix d'exportation, puisqu'ils avaient maintes raisons de se plaindre des méthodes de *dumping* pratiquées par le Reich. Dans ce but, le ministre anglais du Commerce, Oliver Stanley, et le secrétaire d'État au département du Commerce d'outre-mer, Robert Hudson, devaient se rendre à Berlin vers la mi-mars. Pour préparer ce voyage, Ashton-Gwatkin arriva dans la capitale allemande le 20 février. Il n'y atteignit pas entièrement son objectif ; il fut notamment désagréablement impressionné par le langage hautain de Ribbentrop, qui lui dit que l'Europe Centrale et Orientale

étaient une sphère d'influence non seulement économique, mais aussi politique de l'Allemagne et que l'Angleterre ne devrait pas s'y mêler. (Le ministre allemand fit même remarquer que la Tchécoslovaquie perdrait son indépendance si elle ne se pliait pas à la volonté du Fuehrer). Mais le fonctionnaire britannique attacha beaucoup plus d'importance aux propos de Gœring et du ministre de l'Économie nationale, le Dr Funk, qui lui parlèrent de la coopération économique anglo-allemande et d'un marché commun dans les Balkans. Ashton-Gwatkin arriva donc à la conclusion que, tout en se méfiant de la politique allemande, l'Angleterre devait aider le Reich dans le domaine économique, car les nécessités économiques pourraient le contraindre à une attitude pacifique. L'attaché militaire anglais à Berlin exprima la même idée (le 27 février) ; toutefois, il mentionna aussi le danger que l'aide économique britannique pourrait servir à l'Allemagne pour accélérer ses préparatifs de guerre. A la veille de son voyage projeté, le 9 mars, Robert Hudson parla à l'ambassadeur polonais dans le même sens que Leith-Ross et Ashton-Gwatkin. Cependant, après l'occupation de Prague, effectuée six jours plus tard, la visite des deux ministres anglais à Berlin fut annulée et l'accord économique anglo-allemand n'aboutit pas. On ne saurait donc juger de l'importance qu'il aurait prise si les négociations avaient été poursuivies. Mais il faut signaler l'ampleur du mouvement en faveur d'une coopération avec l'Allemagne parmi les milieux industriels et financiers britanniques, qui exerçaient une grande influence sur la politique du gouvernement de Whitehall.

De même, la majorité de l'opinion publique approuvait, comme nous l'avons dit, la politique de Chamberlain, surtout dans les premières semaines qui suivirent l'accord de Munich. L'ambassadeur allemand à Londres, M. von Dircksen, et ses adjoints le soulignèrent dans plusieurs dépêches. Il est vrai que de très nombreux Anglais furent indisposés contre l'Allemagne hitlérienne par les persécutions des Juifs en novembre 1938, ainsi que par les attaques nationales-socialistes contre plusieurs personnalités britanniques et même contre l'Angleterre en général (1). Ainsi Dircksen écrivit au début de janvier 1939 que le courant était un peu moins favorable à l'Allemagne et que la position de Chamberlain face à l'opinion publique était devenue plus difficile qu'en octobre. Certes, on préférait toujours s'entendre avec l'Allemagne et même lui laisser les mains libres à l'Est à condition qu'elle n'effectuât pas de coup de force. Mais, si un tel effort s'avérait impossible, l'Angleterre pourrait resserrer ses liens avec les U. S. A. pour y trouver un appui contre les ambitions du Reich. L'approbation exprimée par Chamberlain — probablement dans le but de satisfaire l'opinion publique — d'un discours du président Roosevelt, condamnant le totalitarisme, semblait aux yeux de l'ambassadeur indiquer une telle éventualité. Mais, dans l'ensemble, la tendance

(1) Voir p. 42, 44-45.

prédominante en Angleterre était favorable à un rapprochement avec l'Allemagne jusqu'à l'occupation de Prague en mars 1939.

Plusieurs personnalités anglaises clairvoyantes prédisaient pourtant qu'une coopération avec le Reich hitlérien ne serait pas possible à la longue et que tôt ou tard il se tournerait contre l'Occident. Parmi eux, il faut compter en premier lieu Churchill, Eden et Duff Cooper, ainsi que la majorité de l'opposition travailliste ; dans leurs discours au Parlement et dans les articles de presse, ils mettaient en garde la nation contre ce danger et critiquaient ouvertement la politique de Chamberlain. Certains journaux, comme le *Manchester Guardian*, le *News Chronicle*, l'organe du Labour Party *Daily Herald* et l'hebdomadaire *New Statesman and Nation*, adoptaient une attitude analogue. Parmi le personnel diplomatique, il y avait aussi beaucoup d'hommes qui se méfiaient de l'Allemagne. Le chargé d'affaires britannique à Berlin, George Ogilvie-Forbes — qui en l'absence de Henderson gérait l'ambassade d'octobre 1938 à février 1939 — écrivit le 6 décembre que sous peu Hitler se lancerait dans la conquête de nouveaux territoires, qui ne seraient pas nécessairement peuplés par des Allemands. (Rappelons qu'à ce moment-là une grande partie de l'opinion publique, en Angleterre comme en France, prenait au sérieux les assurances du Fuehrer qu'il ne désirait nullement occuper des pays non allemands.) Selon Ogilvie-Forbes, l'expansion du Reich continuerait probablement à prendre la direction de l'Europe Orientale, surtout de la Russie. Mais il n'exclut pas l'éventualité d'une attaque contre l'Occident avant que la Grande-Bretagne eût fait d'importants progrès dans son réarmement. (Henderson devait plus tard prendre énergiquement parti contre cette thèse et la stigmatiser comme une « rumeur répandue par les adversaires du national-socialisme dans le but de renverser le régime hitlérien ».) La dépêche d'Ogilvie-Forbes conclut, en effet, sur cette phrase, intéressante, que certains milieux démocratiques en Allemagne mettaient tout leur espoir dans le réarmement anglais. Mais le chargé d'affaires souligna que cette opposition était impuissante et qu'il ne fallait pas compter sur elle. On devait plutôt appuyer les éléments « modérés » parmi les dirigeants nationaux-socialistes, comme Gœring, contre les « extrémistes » de la catégorie de Gœbbels et de Himmler. (Cette opinion était entièrement partagée par les milieux officiels de Londres, qui ne songeaient jamais à donner à l'opposition antihitlérienne le moindre encouragement.) — Toutes ces considérations n'empêchaient d'ailleurs pas Ogilvie-Forbes de préconiser — à l'instar de son chef — la politique dite d'apaisement envers l'Allemagne. Ainsi, il recommanda, le 3 janvier 1939, de lui laisser les mains libres à l'Est.

Le conseiller au *Foreign Office* William Strang allait plus loin. Il était nettement favorable à une politique de résistance à une nouvelle expansion allemande. Dans ses notes, il insistait sur le danger de voir le Reich se tourner contre l'Ouest. Il réussit dans une certaine mesure à impres-

sionner Lord Halifax et l'amena (1), en janvier 1939, à prendre contact avec Washington, Paris, Bruxelles et La Haye, afin de barrer la route de l'Occident à Hitler.

L'occupation de la Bohême et de la Moravie amena un changement dans l'attitude de nombreux Britanniques. L'opinion publique était dans sa grande majorité outrée de ce coup de force. Elle y voyait avec raison une violation flagrante des promesses données par Hitler de respecter l'accord de Munich et de se contenter des territoires habités par les Allemands. Le mécontentement était si grand que même Chamberlain devait le prendre en considération. Plusieurs signes indiquent que lui-même aurait acquiescé à cette occupation ; notamment les paroles qu'il prononça à la Chambre des Communes dans l'après-midi du 15 mars donnent cette impression. Mais l'amertume avait gagné une grande partie des parlementaires conservateurs ; même Lord Halifax était maintenant d'avis qu'il fallait se dresser contre l'impérialisme hitlérien. Dans une dépêche du 28 mars à l'ambassadeur britannique à Washington — qui devait être communiquée au président Roosevelt — il exprima le sentiment qui animait la plupart des Anglais. A ce moment-là, Hitler avait violé toutes ses promesses antérieures. On ne pourrait donc croire que ses conquêtes se limiteraient à l'Europe Orientale. Il y avait toute raison de craindre qu'une fois l'Allemagne renforcée par ses acquisitions à l'Est, elle ne se jetât sur ses voisins occidentaux et n'attaquât la Grande-Bretagne. Il faut donc le souligner : de nombreux Anglais avaient été et étaient toujours prêts à reconnaître à l'Allemagne une position prédominante en Europe Centrale et Orientale dans le domaine économique et politique. Mais la brutalité avec laquelle le Fuehrer venait de procéder et le mépris ouvert qu'il montrait pour la parole donnée les avaient convaincus qu'il n'existait aucune garantie qu'il ménagerait les pays occidentaux. « L'équilibre entre les puissances », le principe séculaire de la politique britannique, risquait donc d'être bouleversé, et la sécurité de l'Angleterre même serait ainsi gravement menacée.

En outre, une forte pression française se faisait sentir à ce moment à Londres. La majorité des dirigeants politiques français exigeaient, après la disparition de la Tchécoslovaquie, des mesures efficaces pour empêcher toute nouvelle agression allemande. Le Président du Conseil, M. Daladier, et le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Alexis Léger, élaboraient des plans en ce sens et insistaient sur cette nécessité auprès de leurs interlocuteurs britanniques. Les initiatives françaises amenèrent à plusieurs reprises le gouvernement britannique à adopter une attitude non équivoque. Ce fut notamment le cas de la garantie pour la Roumanie. — Si l'Angleterre avait continué à laisser les mains libres à Hitler, elle aurait perdu son prestige de grande puissance et toute son influence sur la politique des États continentaux.

(1) Cf. p. 47-49.

Dans ces circonstances, Chamberlain ne pouvait pas poursuivre ouvertement sa politique de rapprochement avec l'Allemagne. Il se voyait obligé de changer de langage et de condamner sévèrement l'occupation de Prague. Il alla même plus loin et donna des garanties à la Pologne, à la Roumanie et à la Grèce. Mais des milieux qui lui étaient proches laissaient toujours entendre qu'un retour à la politique « d'apaisement » était possible. Ainsi le *Times* — qui très souvent reflétait ses idées — essaya, dans son éditorial du 1er avril, de restreindre la portée de la garantie donnée à la Pologne et écrivit que l'Allemagne serait toujours la première puissance du continent européen. Le Premier Ministre continuait aussi à donner son appui à Sir Neville Henderson, qui restait un partisan convaincu de l'entente anglo-allemande. Il nourrissait surtout une profonde méfiance envers la Russie soviétique et hésitait, par conséquent, à conclure le traité tripartite entre l'Angleterre, la France et l'U. R. S. S., qui pourtant était le seul moyen efficace d'empêcher de nouvelles agressions allemandes. — D'autres membres du cabinet britannique allaient même plus loin et ne cachaient pas leur désir de poursuivre l'ancienne politique. Tel était notamment le cas du chancelier de l'Échiquier, Sir John Simon, qui ne s'opposa pas à ce que l'or, confié par le gouvernement tchécoslovaque à la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, fût livré à l'Allemagne.

Dans l'ensemble, on peut donc dire que dans les années 1938-1939 l'Angleterre cherchait un rapprochement avec l'Allemagne hitlérienne et était prête à lui concéder une position largement prédominante sur le continent européen. Un changement très net dans l'attitude britannique eut lieu après l'occupation de la Bohême et de la Moravie, mais il n'était pas encore assez catégorique pour constituer un obstacle insurmontable aux desseins hitlériens.

La position allemande envers la Grande-Bretagne

L'offre faite à l'Allemagne que contenait implicitement la politique de Chamberlain au moment de Munich et après — la prépondérance politique et économique en Europe Centrale et Orientale à condition de ne pas procéder trop brutalement et de ne pas exercer une pression à l'Ouest — ne fut pas acceptée à Berlin. On a même l'impression que Hitler ne saisissait pas l'ampleur de l'accord qui lui était proposé. Encore moins comprenait-il la psychologie anglaise. Il ne voyait pas que l'opinion publique, dans sa majorité, soutenait Chamberlain, et il attachait une importance exagérée aux adversaires du Premier Ministre. La liberté d'expression, trait de caractère essentiel d'un pays démocratique, était un phénomène étranger pour lui. Le seul fait que certains parlementaires britanniques avaient osé critiquer l'accord de Munich provoqua sa fureur. Elle s'aggrava encore quand de nombreuses per-

sonnalités et la presse en Angleterre eurent « l'insolence » de se dresser contre les pogromes de novembre 1938, au lieu de les justifier « par solidarité germanique » et d'approuver la lutte de l'Allemagne contre « la race impure et maudite ». Le Fuehrer en tirait une conclusion extrêmement simpliste : Si l'on était libre en Angleterre de s'opposer à sa politique, cela signifiait que ce pays dans sa majorité lui était hostile et qu'il y avait peu de chances d'arriver à une entente durable avec lui. Si Chamberlain ne pouvait pas faire taire ces critiques, c'était donc un homme faible, sur qui l'on ne pouvait compter. — Certains diplomates britanniques eurent alors l'impression que l'aversion ressentie par Hitler contre l'Angleterre égalait presque la haine du bolchévisme et du judaïsme. Les propos qu'il tint au colonel Pirow, lors de la visite de celui-ci à Berchtesgaden, sont caractéristiques à cet égard : « Quand Pirow fit de nouveau allusion à Chamberlain et à Halifax, le Fuehrer dit qu'il avait l'impression que ces deux hommes dansaient sur une corde. Dans l'arrière-plan, il y avait les véritables tireurs de ficelle : la presse et l'opposition. » — Il ne venait pas à l'idée du Fuehrer de profiter habilement de l'état d'esprit prédominant en Grande-Bretagne, favorable à une entente avec l'Allemagne. Dans ce but, il aurait dû réaliser ses desseins discrètement, éviter des chocs violents et surtout ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures anglaises et ne pas insulter les hommes d'État britanniques.

Il ne manquait pas de conseillers qui voyaient clair et qui indiquaient au dictateur allemand les grandes chances qu'il avait d'arriver à un accord durable avec l'Angleterre et les erreurs qu'il fallait éviter. L'ambassadeur Dircksen en donnait une analyse exacte dans ses dépêches. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le baron von Weizsäcker — à en croire ses Mémoires — partageait l'opinion de l'ambassadeur ; cependant, il ne trouvait jamais le courage de dire ouvertement la vérité à Hitler. Mais même des personnalités plus haut placées que Weizsäcker n'arrivaient pas à changer l'état d'esprit du dictateur. Parmi elles, il faut compter en premier lieu le maréchal Gœring. Le rôle qu'il avait joué lors de la crise des Sudètes et aussi son attitude à la veille de la guerre, en août-septembre 1939, montrent qu'il désirait éviter un conflit avec la Grande-Bretagne et qu'il voyait plus clairement que son chef le profit que l'Allemagne pouvait tirer de l'état d'esprit de Chamberlain, Henderson et leurs partisans influents. Les propos qu'il tenait aux hommes d'État, aux diplomates et aux industriels britanniques sur une coopération entre les deux puissances dans les domaines économique et politique étaient donc probablement sincères. Mais il n'était pas écouté par Hitler. Celui-ci se laissait influencer par son ministre des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, qui ne croyait pas à l'accord anglo-allemand. Ulcéré par certains échecs personnels qu'il avait subis, du fait de sa propre maladresse, à Londres, lorsqu'il y représentait le Reich comme ambassadeur entre 1936 et 1938, il en gardait un souvenir rancunier. Ainsi, il ne faisait rien pour améliorer les relations entre Londres et

Berlin et gaspillait les chances excellentes que l'Allemagne hitlérienne avait de s'entendre avec l'Angleterre.

La manière brutale de Ribbentrop plaisait à Hitler. Il avait souffert entre 1933 et 1938 de devoir montrer parfois une certaine modération par égard aux États étrangers. L'idée de se plier à cette nécessité encore maintenant, que la position du Reich était consolidée après ses succès en Autriche et en Tchécoslovaquie, lui était intolérable. Il était donc décidé à ne pas prendre en considération le sentiment des Britanniques envers toute sa politique. Les Anglais s'insurgeaient contre les excès des persécutions antisémites — (ils auraient probablement fermé les yeux devant une élimination plus discrète des Juifs) — il ne fallait en tenir aucun compte. En vain, Dircksen signala-t-il que ces pogromes rendaient difficile la position de Chamberlain vis-à-vis de l'opinion publique anglaise. Hitler répliqua que cela n'avait aucune importance, car l'Angleterre coopérait de toute façon avec les U. S. A. où les Juifs exerçaient une influence prédominante. Des personnalités britanniques exprimaient leur désapprobation, — la presse allemande les insultait dans les termes les plus violents ; même l'ancien Premier Ministre Lord Baldwin, qui jouissait de l'estime générale dans tout le pays, et dont la politique n'avait pas beaucoup différé de celle de Chamberlain, ne fut pas ménagé. La Grande-Bretagne avait commencé à réarmer, juste pour rattraper un retard considérable, — l'Allemagne répliqua en augmentant le nombre de ses sous-marins jusqu'à l'extrême limite prévue par le traité naval de 1935, sachant parfaitement que cette mesure serait douloureusement ressentie à Londres. Quand l'Angleterre, après l'occupation de Prague, commença à dresser un barrage contre de futures agressions allemandes, la colère du Fuehrer ne connut plus de bornes. Dans le discours qu'il fit le 1er avril 1939 à Wilhelmshaven, il tint un langage tellement violent à l'égard de la Grande-Bretagne qu'Ogilvie-Forbes mentionna la possibilité d'une attaque allemande imminente contre la flotte anglaise. (Cela n'empêcha d'ailleurs pas Chamberlain d'amener le roi George VI à féliciter Hitler, dix-neuf jours plus tard, pour son cinquantième anniversaire.) La dénonciation, le 28 avril, du traité naval anglo-allemand après les pourparlers d'alliance anglo-polonaise créa un état de tension extrême entre Londres et Berlin.

Il est pourtant douteux que Hitler désirât un conflit avec la Grande-Bretagne. Il dit à Pirow, en novembre 1938, qu'il voulait faire de l'Allemagne la première puissance d'Europe, mais reconnaître à la Grande-Bretagne la position de la première puissance mondiale. Le ministre roumain des Affaires étrangères, M. Gafenco, qui lui rendit visite à la mi-avril 1939, eut la même impression. Était-ce sincère? De toute façon, les Britanniques ne pouvaient pas s'y fier. L'histoire avait montré trop d'exemples de conquérants qui s'étaient d'abord fixé des buts limités, mais qui, plus tard, grisés par leurs succès, avaient aspiré à l'hégémonie mondiale. Ils ne pouvaient donc pas laisser Hitler bouleverser entière-

ment « l'équilibre des forces » et lui accorder complètement les mains libres en Europe, bien qu'ils n'eussent pas d'intérêts directs à défendre dans la partie orientale du continent. Hitler, de son côté, était décidé à procéder en Europe comme bon lui semblait et à n'y admettre aucune « ingérence » anglaise. Plutôt que de céder sur ce point, il était prêt à assumer les risques d'un conflit avec la Grande-Bretagne. De ce contraste allait naître la deuxième guerre mondiale.

Munich et ses lendemains

Dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, immédiatement après la signature de l'accord de Munich, Chamberlain eut avec Hitler un entretien particulier. Malgré sa longueur, il fut de nature assez vague. Les deux hommes d'État y abordèrent divers sujets, notamment la guerre civile en Espagne, la coopération économique anglo-allemande, ainsi que la limitation des armements et la protection de la population civile contre les bombardements aériens. La conversation n'aboutit à aucun résultat concret, mais elle se déroula dans une atmosphère amicale. Cela amena Chamberlain à proposer à Hitler la signature d'une déclaration commune ainsi libellée :

> Nous, le Fuehrer et Chancelier d'Allemagne et le Premier Ministre Britannique, avons eu un nouvel entretien aujourd'hui et sommes convenus que la question des relations anglo-allemandes est d'une importance primordiale pour les deux pays et pour l'Europe.
>
> Nous considérons l'accord signé la nuit dernière et l'accord naval anglo-allemand comme symboliques pour le désir de nos deux peuples de ne plus jamais se faire la guerre.
>
> Nous sommes résolus à adopter la méthode de la consultation pour traiter toute autre question qui puisse concerner nos deux pays, et nous sommes déterminés à continuer nos efforts pour éliminer les raisons possibles d'éventuels différends et à contribuer ainsi à assurer la paix européenne.

Le Fuehrer donna sa signature, sans y attacher une grande importance. A en croire Dircksen, le *Foreign Office* ne fut pas très content de cette initiative subite du Premier Ministre. Elle fut certainement désapprouvée par les milieux politiques français, qui y virent un accord anglo-allemand conclu dans le dos de la France. Mais Chamberlain poursuivit son idée. A son retour à Londres, il fut d'ailleurs accueilli par une foule enthousiaste et salué comme le sauveur de la paix. Quelques jours plus tard, un débat sur l'accord de Munich eut lieu à la Chambre des Communes où le gouvernement obtint une large majorité. Mais plusieurs orateurs critiquèrent assez vivement l'œuvre du Premier Ministre : les chefs de l'opposition travailliste et, du côté conservateur-libéral, Churchill, Eden, Lloyd George et Duff Cooper — ce dernier, en signe de protestation, venait de quitter le cabinet.

Ce débat déplut à Hitler, qui n'en retint pas le succès final obtenu par

Chamberlain, mais uniquement les critiques de ses adversaires. Dans un discours qu'il tint le 9 octobre à Sarrebruck, il ne se montra point reconnaissant pour le soutien que l'Angleterre lui avait donné dans l'annexion du pays des Sudètes. Au contraire, il déclara que l'Allemagne devrait être vigilante. Car, si Churchill, Eden ou Duff Cooper arrivaient au pouvoir à Londres, cela pourrait signifier la guerre. Ces paroles firent mauvais effet en Grande-Bretagne, où l'on y vit une immixtion dans les affaires intérieures anglaises et une tentative de porter atteinte à la liberté d'expression. L'atmosphère s'était donc quelque peu alourdie dix jours à peine après la signature de l'accord de Munich. De même, le fait qu'on parlait en Angleterre de la nécessité de réarmer provoqua des commentaires sur un ton désagréable et presque agressif dans la presse allemande, ce qui fut douloureusement ressenti à Londres. Néanmoins, on y espérait encore que la politique de Munich porterait ses fruits et amènerait un rapprochement entre les deux puissances. Dans cet esprit furent entamés les pourparlers économiques dont nous avons parlé plus haut (1).

Mais, en novembre, une grave tension surgit entre les deux États à cause des pogromes qui se déroulèrent le 9 et le 10 de ce mois dans toutes les grandes villes d'Allemagne. Ils eurent pour origine l'assassinat d'un conseiller à l'ambassade allemande à Paris par un jeune Juif polonais. D'une façon ridicule, la presse allemande établit un lien entre l'auteur de cet attentat et les opposants anglais à la politique de Chamberlain, notamment Churchill, Duff Cooper et Eden. Cette assertion grotesque heurta les Britanniques, mais ils furent encore plus outrés des excès des pogromes. Les correspondants de la presse britannique donnèrent des détails sur les actes de destruction et de violence auxquels on ne s'était pas attendus, même de la part du Reich national-socialiste. Il devint évident que l'accord de Munich avait dans une certaine mesure préparé la voie à ces persécutions : Hitler en avait tiré la conclusion que les puissances occidentales acquiesceraient à toutes ses décisions ; il ne devait donc plus montrer aucune modération dans la « solution » de la question juive et ne pas tenir compte des réactions que ses méthodes provoqueraient à l'étranger. Il n'est donc pas étonnant que des journaux anglais connus pour leur tendance « munichoise » aient condamné les pogromes non moins sévèrement que les organes de l'opposition. Des réunions de protestation eurent lieu ; le courant fut si fort que même Chamberlain se vit obligé de prononcer quelques paroles de désapprobation à la Chambre des Communes. Des personnalités britanniques de toutes les tendances exprimèrent leur indignation. La presse et la radio allemandes répliquèrent par les attaques les plus violentes contre l'Angleterre et racontèrent toutes espèces d'actes de cruauté, exagérés ou même inventés, commis par les Britanniques dans leurs colonies ; même les person-

(1) Voir p. 36-37.

nalités les plus respectées ne furent pas ménagées. Ces injures indisposèrent encore davantage l'opinion publique d'outre-Manche. On dut y constater avec amertume que l'accord de Munich, dont on avait tant espéré, n'avait pas contribué à créer un climat plus favorable dans les relations anglo-allemandes, mais qu'au contraire elles avaient empiré.

Ce fut dans ces circonstances qu'eut lieu, à la fin de novembre 1938, la visite du ministre sud-africain de la Défense, le colonel Pirow, auprès de Hitler, à Berchtesgaden. Pirow, d'origine allemande, avait une grande admiration pour le national-socialisme et partageait dans une large mesure sa conception, notamment l'antisémitisme. D'autre part, son pays appartenait au Commonwealth britannique ; un conflit anglo-allemand aurait donc mis les éléments germanophiles en Afrique du Sud dans une situation délicate. Pirow se proposa par conséquent comme but d'améliorer les relations entre la Grande-Bretagne et le Reich hitlérien. Sentant que le problème juif constituait un grand obstacle dans cette voie, il décida de concentrer ses efforts sur ce point. La veille de son départ pour l'Allemagne, il eut un entretien avec Chamberlain. Celui-ci lui dit que la persécution des Israélites rendait très difficile le succès de ses efforts pour un rapprochement anglo-allemand. L'opinion publique était extrêmement excitée et exigeait de lui une initiative pour alléger le sort des pourchassés. Il demanda donc à Pirow, à en croire celui-ci, d'insister auprès de Hitler, pour qu'il arrêtât les pogromes et contribuât à une solution « satisfaisante pour toutes les parties intéressées » de la question juive. Si le Fuehrer se montrait malléable sur ce point, le Premier Ministre britannique ne s'opposerait pas à de nouvelles entreprises en Europe Centrale et Orientale, notamment en ce qui concernait le « corridor polonais ». Pirow élabora donc, ensemble avec d'autres personnalités anglaises, un projet qu'il allait soumettre aux dirigeants nationaux-socialistes. Selon ce plan, les Juifs pourraient quitter librement l'Allemagne et emporter la moitié de leurs biens. Une sorte d'équivalence serait obtenue par une quête auprès des Israélites riches en Angleterre, aux U. S. A. et en Afrique du Sud. Elle servirait à installer les émigrés dans un pays lointain, par exemple en Afrique Orientale ou à Madagascar. Mais la tentative de Pirow ne fut pas couronnée de succès. Si elle trouva un accueil assez favorable auprès de Gœring, Ribbentrop fut très réservé et Hitler nettement hostile. Le dictateur allemand se montra dans sa conversation avec le ministre sud-africain prêt à une entente avec l'Angleterre sur la base d'un partage global des sphères d'influence, laissant l'Europe à l'Allemagne et les régions lointaines à l'Empire britannique. Mais, en même temps, il exprima sa colère des critiques qui s'étaient élevées outre-Manche contre la politique allemande et du réarmement britannique. Il laissa entendre qu'il ne croyait pas à une entente avec Londres. L'épisode est caractéristique dans un double sens : il révèle, d'une part, la disposition de Chamberlain de laisser à l'Allemagne les mains libres à l'Est et, d'autre part, il montra que Hitler

n'était pas prêt à la moindre concession pour se concilier l'opinion publique anglaise.

Toutefois, l'intransigeance du Fuehrer n'empêcha pas le Premier Ministre de poursuivre sa politique « munichoise ». Le 24 novembre, il se rendit à Paris en compagnie de Lord Halifax. Les deux hommes d'État anglais y eurent d'importants entretiens avec MM. Daladier et Bonnet (1) sur la garantie promise à la Tchécoslovaquie. Chamberlain encouragea vivement les ministres français à conclure le traité projeté de non-agression avec l'Allemagne. Daladier répliqua que ce traité n'aurait de valeur que s'il était complété par une étroite coopération franco-britannique, non seulement politique, mais aussi militaire, et par un réarmement intensif de l'Angleterre. Sur son insistance, l'ouverture de prochains entretiens d'État-Major entre les deux puissances fut décidée, après que les ministres français, à la demande de Chamberlain, eurent réitéré l'assurance que la France viendrait avec tous les moyens à sa disposition à l'aide de l'Angleterre si celle-ci était attaquée par l'Allemagne. Chamberlain et Halifax soulevèrent alors le problème du traité franco-soviétique et accueillirent avec grande satisfaction la déclaration de Bonnet selon laquelle la France n'était pas obligée d'assister l'U. R. S. S., si l'Allemagne fomentait un mouvement séparatiste en Ukraine et si un conflit en résultait. Mais les Français se montrèrent hostiles à l'idée de rendre des colonies à l'Allemagne. On aborda aussi brièvement le problème de l'émigration juive du Reich. — Douze jours plus tard, le 6 décembre, Bonnet et Ribbentrop signèrent à Paris l'accord franco-allemand. (Lors de leurs entretiens, Bonnet insista auprès de son interlocuteur sur la solidité de l'amitié franco-britannique.) Chamberlain et ses partisans ressentirent une vive satisfaction de cette signature, et aussi une grande partie de l'opinion publique anglaise y vit un succès de la politique du Premier Ministre.

Toutes les complaisances anglaises ne réussirent pas à amadouer Hitler. Il était furieux non seulement des protestations contre les pogromes, mais aussi du réarmement britannique. Ainsi l'Allemagne repoussa une proposition anglaise d'échanger des informations de caractère maritime. Puis, le 10 décembre, elle avertit Whitehall qu'elle avait décidé d'utiliser pleinement tous les droits qui lui avaient été reconnus dans le traité naval entre les deux pays de 1935, prétextant de prétendus armements navals de l'U. R. S. S. Elle accroîtrait donc le nombre de ses sous-marins de telle sorte qu'il passerait de 45 à 100 % de l'effectif britannique. En outre, elle équiperait plus lourdement qu'initialement prévu deux croiseurs qui étaient déjà en voie de construction. Ces mesures firent une impression très pénible à Londres, d'autant plus qu'elles n'avaient pas été précédées de consultations réciproques, comme le stipulait le traité de 1935. En vain, Halifax souligna-t-il devant l'ambassa-

(1) Voir le numéro de juin 1955 de la publication.

deur allemand que l'opinion publique y verrait un acte inamical envers la Grande-Bretagne et que la position du gouvernement Chamberlain en souffrirait. On le savait bien à Berlin, mais l'on n'y attachait aucune importance. Des entretiens eurent lieu le 30 décembre à Berlin entre des délégations navales allemandes et anglaises, conduites par les amiraux Schniewind et Cunningham. Malgré leur caractère amical, ils n'aboutirent à aucun résultat concret et l'Allemagne exécuta son plan.

On commençait maintenant en Angleterre à nourrir des inquiétudes sérieuses quant aux desseins allemands. Halifax dit à Dircksen, le 14 décembre, qu'il était très déçu de l'évolution des relations anglo-allemandes depuis Munich. Surtout les pogromes et la décision concernant les sous-marins constituaient de graves obstacles dans la voie d'un rapprochement. L'ambassadeur, visiblement inquiet de cet état de choses, ne put faire dans sa réponse que des suggestions vagues concernant un pacte aérien et mentionner les pourparlers économiques qui étaient en cours. En vain, il insistait dans ses dépêches à Berlin sur le revirement partiel de l'opinion publique britannique, sur l'affaiblissement de la position de Chamberlain et sur le danger d'un rapprochement anglo-américain, un accord anglo-russe étant improbable. En même temps, il soulignait que tout pouvait encore être sauvé, ne fût-ce que par quelques réponses amicales aux gestes conciliants des Anglais, car la plupart des Britanniques ne demandaient qu'à s'entendre avec l'Allemagne. — Ces avertissements n'étaient pas écoutés par Hitler et par Ribbentrop. La presse allemande continuait sa campagne antianglaise. Le 26 décembre, l'attaché militaire britannique signala les préparatifs militaires allemands qui semblaient avoir pour but une campagne pour l'été de 1939. Probablement, l'attaque serait lancée vers l'Est, en direction de la Pologne ou de l'Ukraine. Pourtant, l'éventualité d'une agression contre l'Occident et d'un bombardement aérien massif de l'Angleterre ne devait pas être exclue. Ogilvie-Forbes écrivait le 3 janvier 1939 dans un sens analogue.

Le conseiller au *Foreign Office*, William Strang, qui ne se faisait aucune illusion sur les méthodes hitlériennes, alla plus loin. Il fut inquiet de l'entretien que Hitler eut le 5 janvier 1939 avec le ministre polonais des Affaires étrangères, le colonel Beck. Il en tira la conclusion erronée que le Fuehrer, obsédé maintenant par sa passion antibritannique, voulait s'assurer la neutralité polonaise pour une attaque contre l'Ouest. Il pourrait, par exemple, chercher querelle à la Hollande. Cette argumentation impressionna Lord Halifax. Le 24 janvier, le *Foreign Secretary* envoya un mémorandum confidentiel à Washington, qui devait être transmis au président Roosevelt et au secrétaire d'État Cordell Hull, et qui répéta les craintes exprimées par Strang. Halifax y mentionna l'anglophobie et la mégalomanie de Hitler, ainsi que l'influence funeste de Ribbentrop et se prononça pour une étroite coopération entre la Grande-Bretagne et les U. S. A. Il crut toucher les Américains sur un point sensible en parlant de la possibilité d'une agression conjointe de l'Allemagne

et du Japon, la première puissance occupant les Pays-Bas et la seconde s'emparant de l'Indonésie. Le but du ministre britannique était d'obtenir une modification de la *Loi de neutralité* (*Neutrality Act*), selon laquelle les États-Unis ne pouvaient pas livrer d'armes à une puissance belligérante. Il n'atteignit pas cet objectif. Cordell Hull dit à l'ambassadeur anglais à Washington que, pour des raisons de politique intérieure, le Président devait agir avec une très grande prudence et ne voulait pas donner d'espoirs non fondés. Comme le soulignait l'ambassadeur, l'atmosphère au Congrès n'était guère favorable à une modification de la législation en vigueur. — Néanmoins, Roosevelt avertit la Hollande du danger d'une attaque allemande et la pressa de resserrer ses liens avec la Grande-Bretagne et les U. S. A.

Le 26 janvier, Halifax chargea le ministre plénipotentiaire britannique à La Haye de sonder discrètement le gouvernement hollandais pour savoir quelle serait son attitude au cas d'une attaque allemande. Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, qui avait déjà reçu l'avertissement américain, donna une réponse évasive. Sa confiance dans une aide anglaise efficace était apparemment très limitée, après Munich. Le représentant diplomatique britannique à La Haye eut l'impression que la Hollande s'inclinerait le cas échéant devant l'Allemagne. Halifax reconnut qu'il fallait une action plus énergique pour encourager les Pays-Bas à résister. Le 28 janvier, il envoya une dépêche urgente à Paris et à Bruxelles. Il y insista sur la détermination de la Grande-Bretagne de défendre la Hollande contre une agression allemande. Pourtant, elle seule ne pourrait faire grand'chose ; c'est pourquoi elle voulait connaître l'attitude de la France et de la Belgique. La réponse française fut très nette. Elle comporta le ferme engagement de défendre les Pays-Bas, le cas échéant même malgré eux, ensemble avec l'Angleterre. Mais le président Daladier exigea de celle-ci l'introduction du service militaire obligatoire. (Dans un entretien avec l'ambassadeur français à Londres, M. Corbin, Halifax avait reconnu que la Grande-Bretagne n'était pas en mesure d'envoyer des troupes sur le continent.) En outre, il voulut obtenir d'elle l'assurance qu'une agression allemande contre la Suisse serait un *casus belli* pour la Grande-Bretagne, comme elle le serait pour la France. Sur ce dernier point, il obtint satisfaction. Halifax donna une réponse affirmative. Il ajouta que, selon les engagements conclus, la France et l'Angleterre s'assisteraient réciproquement si l'une d'elles était attaquée par l'Allemagne, aidée ou non par l'Italie. Ce ne serait qu'au cas où l'Italie seule ferait la guerre à la France et où celle-ci craindrait qu'une intervention anglaise n'amenât une participation allemande au conflit, que la Grande-Bretagne resterait neutre. — En outre, les entretiens d'État-Major franco-anglais devaient devenir plus fréquents.

Par contre, la Belgique répondit très évasivement à la requête anglaise. Elle déclara tout juste qu'elle défendrait sa propre indépendance. On comprit à Londres qu'elle n'était pas prête à venir au secours de sa voi-

sine hollandaise. En vain, le *Foreign Office* suggéra la reprise des consultations militaires avec la France. Le ministre de la Défense, le général Denis, et le Chef d'État-Major y furent favorables, mais le roi Léopold III refusa net. Il tenait à la politique de neutralité à laquelle il était revenu en 1937 en dénonçant le traité d'alliance avec la France.

Cependant, l'Allemagne ne projetait pas encore une agression immédiate à l'Ouest. Les choses en restaient donc là et, en février, l'atmosphère semblait plus calme. Le 16 de ce mois-là, Chamberlain minimisa dans une conversation avec l'ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy, le danger d'un conflit. En même temps, Henderson rejoignit son poste à Berlin, après quatre mois d'absence : il se portait garant des dispositions pacifiques des dirigeants nationaux-socialistes et préconisait de larges concessions au Reich. Halifax se laissa, dans une certaine mesure, influencer par lui. Il écrivit, le 27 février, que Hitler ne songeait apparemment pas à un coup de force imminent. Mais il attribua ce calme relatif au réarmement britannique et à la fermeté française dans les questions de Tunisie et de Nice. Il croyait toujours possible une occupation allemande de la Bohême et de la Moravie.

En février 1939, il existait donc deux tendances parmi les dirigeants britanniques : la majorité, que représentaient notamment Chamberlain, Simon et Neville Henderson, continuait à préconiser le rapprochement avec l'Allemagne. Ce courant était soutenu par d'importants milieux industriels et financiers. L'accord pour le cartel du charbon venait d'être conclu ; Ashton-Gwatkin se rendit à Berlin afin d'y poursuivre les pourparlers économiques et de préparer le voyage de Stanley et de Hudson (1). De même, l'opinion publique, dans sa plus grande partie, malgré les déceptions qu'elle avait subies, était encore en faveur de la politique de Munich. Mais certains fonctionnaires du *Foreign Office*, remplis de méfiance à l'égard de l'Allemagne hitlérienne, recommandaient une attitude plus énergique envers elle pour prévenir une agression. Ils impressionnaient parfois Halifax, mais ils étaient encore une minorité. Il fallut l'occupation de Prague pour qu'ils pussent exercer une influence sur la politique gouvernementale.

Charles Bloch.

(A suivre.)

(1) Voir p. 36-37.

COMPTES RENDUS

LA GUERRE A L'OUEST

Forrest C. Pogue, *United States Army in World War II. The European Theater of Operations. The Supreme Command*, Washington, 1954, 175 × 250, xxi-607 pages, avec 16 cartes et 64 illustr.

L'objet de ce volume de l'Histoire officielle américaine de la deuxième guerre mondiale est d'exposer le fonctionnement et l'action du Haut Commandement des Armées alliées en Europe depuis la création de ce *Supreme Command* et la désignation d'Eisenhower jusqu'à la reddition de l'Allemagne. Sans entrer dans le détail des opérations militaires, qui font l'objet d'autres volumes de la même série, il fait l'histoire des décisions prises par le Haut Commandement, des plans et des discussions qui aboutirent à ces décisions, des réactions qu'elles provoquèrent et de leur exécution.

L'auteur a utilisé à cet effet une documentation originale extrêmement abondante, sur laquelle il donne des précisions dans une excellente note bibliographique, et dont les papiers personnels d'Eisenhower constituent l'un des éléments principaux. Il a, bien entendu, exploité les divers témoignages qui ont été publiés et il a interrogé près d'une centaine de personnalités. On peut sans doute admettre avec lui qu'une exploitation plus complète des sources britanniques imposera, sur certains points, quelques retouches à son exposé ; mais il paraît douteux qu'on puisse y ajouter rien d'essentiel.

Aussi ne paraît-il pas offrir matière à critique ou à discussion et peut-on se borner à en noter quelques détails.

A la différence des autres volumes de la même série, celui-ci ne traite pas seulement des questions purement militaires. Si la politique de guerre resta toujours du ressort des deux chefs d'État et du Conseil des chefs d'état-major interalliés (*Combined Chiefs of Staff*, ou *C. C. S.*), de multiples questions étrangères aux opérations proprement dites prirent, au fur et à mesure de la progression en Europe, une part de plus en plus grande de l'activité et du temps d'Eisenhower, à la fois commandant en chef de la Force expéditionnaire alliée et du Théâtre d'opérations européen : administration des territoires occupés, règlement de nombreuses affaires civiles dans ces territoires, relations avec les Gouvernements, de fait ou de droit, des pays libérés, propagande et guerre psychologique, relations avec la Presse...

De là — et indépendamment du fait que, l'état-major étant interallié, la présence de représentants des deux nations s'imposait dans tous ses organes — le développement considérable que prit cet état-major. Au 12 juillet 1944, il comptait un effectif de 4.914 personnes, dont 1.185 officiers ; au 1er février 1945, cet effectif atteignait le chiffre de 16.312, dont 2.700 officiers ; un sérieux effort de compression ramena ces chiffres respectivement à 14.028 et 2.572 au 1er avril ; mais, à partir de cette date, il monta en flèche jusqu'à atteindre, dans les semaines qui suivirent la fin de la guerre, une force de plus de 30.000 militaires ou civils relevant directement de l'état-major. On était loin de l'état-major « type Foch », qu'on avait d'abord conçu et prévu !...

Ce ne fut certes pas, pour Eisenhower et pour son chef d'état-major Bedell Smith, un mince mérite que d'avoir fait fonctionner, sans trop de heurts et de grincements, cette énorme machine.

Parmi les questions, en apparence non militaires, incombant à cet état-major, il faut signaler tout particulièrement les relations avec la Presse, car les réactions de l'opinion publique américaine exercèrent à plusieurs reprises une influence considérable. Le nombre des correspondants de presse accrédités était, au 7 juin 1944, de 530 ; il atteignait en 1945 le nombre de 996. Leurs indiscrétions plus ou moins volontaires et leurs comptes rendus des événements eurent des répercussions sur le moral de certaines unités, sur les rapports entre généraux et même sur les relations entre Alliés. Ce fut le cas, par exemple, des récriminations réciproques qui, au lendemain de la bataille des Ardennes, compliquèrent l'examen des propositions britanniques pour l'établissement d'un commandement des Forces terrestres (p. 385-390). Peut-être même, en envenimant les malentendus nationaux, les commentaires de la Presse incitèrent-ils parfois les commandants de groupes d'armées et le commandant en chef à prendre des décisions que ne justifiaient pas les seules considérations stratégiques, telles celles qui favorisèrent les initiatives du général Patton au cours de l'automne 1940 et qui désaxèrent vers la droite l'offensive du 12e groupe d'armées.

Malentendus et divergences de vues, inévitables dans toute coalition, résultaient ici de l'organisation différente des deux gouvernements et des deux armées, des traditions et des conceptions politiques des deux pays (par exemple, en ce qui concerne les modes de gouvernement et de contrôle à appliquer dans les pays libérés), de l'opposition de certains intérêts nationaux, du tempérament particulier des chefs (un Montgomery, un Bradley, un Patton), de la proximité de Londres et de l'éloignement de Washington. L'auteur ne les a pas minimisés, non plus que la durée et la gravité des discussions qui précédèrent et même parfois suivirent certaines décisions. Leur analyse tient dans son livre une très grande place. Mais il montre, comme il le dit dans sa préface, qu'une coalition ne doit pas être jugée sur la chaleur des controverses, ainsi qu'ont trop tendance à le faire les lecteurs et même les historiens superficiels : ce qui compte, c'est le sacrifice de leurs vues particulières que, dans l'intérêt du but final, surent faire les chefs civils et militaires.

A lire ce livre, on admirera sans réserves l'habileté, faite de conscience et d'honnêteté, que déploya Eisenhower pour obtenir ce résultat. C'est son principal et incontestable titre de gloire que d'avoir, dès l'origine, compris que le caractère essentiel de la tâche qui lui incombait était de conduire une guerre de coalition et, aidé en cela par l'expérience acquise dans son commandement du Théâtre d'opérations méditerranéen, d'en avoir convaincu ses subordonnés en leur inspirant le « sens de la coalition ».

Qu'il n'y réussit pas sans difficulté, c'est ce que montrent maints chapitres. On y voit, par exemple, comment l'organisation même du Haut Commandement compliquait sa tâche : tandis que tous les généraux américains ne relevaient que de lui, commandant en chef des Forces américaines en même temps que subordonné lui-même du Conseil des chefs d'état-major interalliés, son subordonné britannique, Montgomery, était, comme commandant en chef des Forces britanniques en campagne, en rapports directs avec les chefs de l'état-major impérial. Montgomery présentait-il des objections aux vues d'Eisenhower, ce pouvaient être ou les idées que les chefs d'état-major britanniques avaient défendues au *C. C. S.* ou les siennes propres, mais qui risquaient d'être défendues devant le *C. C. S.* par ces chefs d'état-major. Il était donc difficile à Eisenhower de mettre fin à la discussion en disant simplement : « Ceci est un ordre : exécutez-le ! » Il devait pousser la patience si loin que ses subordonnés américains le lui reprochaient (p. 289-297). Cela fut particuliè-

rement sensible en septembre 1944, après l'entrée des Alliés en Belgique, alors que Montgomery eût voulu que l'effort principal fût appliqué au nord de la Ruhr en direction de Berlin, quitte, au besoin, à arrêter complètement le mouvement des armées de droite. La controverse, qui, sous des formes diverses, devait se prolonger presque jusqu'à la fin de la guerre, se traduisit alors par un vif échange de lettres, dont certaines très émouvantes, qui sont tout à l'honneur des deux chefs.

D'autres discussions, sur lesquelles l'auteur apporte d'intéressantes précisions, opposèrent nettement les chefs d'état-major britanniques, soit à leurs collègues américains, soit au *S. H. A. E. F.* lui-même. On connaît par d'autres ouvrages leur longue opposition et celle de Churchill au débarquement de Provence, jugé par eux susceptible de nuire au développement des opérations engagées en Italie, opposition qui ne cessa que le 10 août (cinq jours avant ce débarquement), après une réunion à Downing Street, dont Churchill ne parle pas dans ses Mémoires, et qui fut, d'après Eisenhower, l'une des plus difficiles de celles auxquelles il prit part (p. 223-225). On connaît moins le détail de la controverse relative à l'emploi de l'aviation de bombardement pour la destruction des voies ferrées avant le débarquement de Normandie : le Cabinet de guerre britannique s'y opposait en raison des pertes sévères qui pourraient en résulter pour les populations. Il fut décidé de consulter le général Koenig, commandant des *F. F. I.* en Grande-Bretagne. A la grande surprise des Américains, celui-ci y attacha beaucoup moins d'importance. « C'est la guerre ! répondit-il, et il faut admettre qu'il y aura des tués. Pour être délivrés des Allemands, nous accepterions des pertes doubles de celles qui sont prévues. » Jusqu'au dernier moment, Churchill manifesta ses réticences, « effrayé du poids de haine » qu'on se préparait à accumuler. Mais Eisenhower estime, dans son rapport final, que son insistance était justifiée, le peuple français ayant accepté l'épreuve « avec un réalisme digne d'une nation clairvoyante » (p. 132-134).

Il ne faudrait, d'ailleurs, pas croire que, quoique officielle, cette histoire ait jamais figure d'apologie systématique. Les faits et les thèses y sont exposés avec le maximum d'impartialité.

Il est d'autant plus intéressant de noter ce qu'écrit l'auteur sur certains points délicats ou discutés : l'impossibilité où, par suite d'un manque d'optimisme du plan d'*Overlord*, se trouvèrent les Alliés, en septembre 1944, de profiter de la désorganisation totale des forces allemandes du front occidental pour obtenir un résultat décisif (p. 258-260) ; — la formidable impression que fit la contre-offensive allemande des Ardennes, tant sur l'opinion publique que sur les intéressés, et que démontre le développement anormal donné ici à l'étude des renseignements recueillis et interprétés par les Deuxièmes Bureaux avant l'attaque (p. 356-371) ; — l'attribution de la formule *unconditional surrender*, dont la section de guerre psychologique s'efforça vainement de contrebattre les effets sur le moral allemand, non à une improvisation de Roosevelt, mais à un sentiment mûrement réfléchi ; — l'imputation de l'arrêt à la frontière tchécoslovaque de la poursuite des Allemands vaincus vers la fin d'avril 1945, d'une part au général Marshall, qui affirmait à Eisenhower sa « répugnance à hasarder des vies américaines pour des desseins purement politiques », et, d'autre part, au *C. C. S.*, qui ne donna aucun ordre à ce sujet, pas plus qu'en ce qui concernait l'occupation de Berlin (p. 468).

Maints autres détails pourraient être relevés dans cet ouvrage. Mais, à l'analyser complètement, c'est toute l'histoire de l'année 1944-1945 sur le front occidental qu'on serait amené à reprendre. Qu'il suffise donc de dire qu'avec ses cartes, d'une clarté remarquable, ses esquisses biographiques de quelque quatre-vingt-dix maréchaux ou généraux alliés et allemands (auxquelles manque malheureusement l'indication de leur âge), ses tableaux sta-

tistiques et ses références précises, il constitue à la fois le cadre et la base solide de toute étude relative à la « lutte pour l'Europe ».

Général Lestien.

Général V. E. Nierstrasz, *De strijd om Rotterdam* (*La bataille de Rotterdam*), Publication officielle du *Service historique de l'état-major néerlandais*, La Haye, Imprimerie d'État, 1952, in-8°, 252 pages, photos, cartes, annexes.

Jusqu'ici, la littérature militaire néerlandaise ne disposait pas d'une description complète et digne de foi des cinq jours de combat dramatique à Rotterdam en mai 1940 (1). La publication du *Service historique de l'état-major néerlandais*, composée par le général Nierstrasz, a heureusement rempli cette lacune.

Le 10 mai 1940 se trouvaient au total à Rotterdam 250 officiers, 1.150 sous-officiers et 5.750 caporaux et soldats, dont 750 sans aucune pratique (incorporés le 6 mai) et 670 recrues ayant trois mois de services. Le commandant des troupes à Rotterdam était le colonel du génie P. W. Scharroo. Le 7 mai, toutes les permissions de l'armée néerlandaise avaient été retirées, tandis que, le soir du 9 mai, le généralissime Winkelman, commandant en chef des forces armées néerlandaises, avait donné l'ordre d'être particulièrement vigilant. Ce dernier ordre du 9 mai n'avait pas été transmis au colonel Scharroo par son supérieur immédiat, le commandant du *Vesting Holland* (Forteresse Hollande). Au moment de l'attaque allemande, les troupes à Rotterdam ne furent donc pas prêtes au combat. A tort, on avait pensé que Rotterdam était suffisamment sauvegardé par les forces établies dans les autres parties du pays. L'attaque allemande commença, vers quatre heures du matin, avec le bombardement de l'aérodrome de Rotterdam, Waalhaven, suivi bientôt par la descente de parachutistes. Après quelques heures, l'aérodrome se trouva entre les mains des Allemands, qui y capturèrent des armes automatiques, deux batteries antiaériennes et 400 prisonniers. La chute de Waalhaven fut déterminante pour les jours suivants. Ce même jour, la 7e *Fliegerdivision* descendit au sud de la Meuse, avec des parties de la 22e *Luftlandedivision*. Ces deux divisions formaient le *Luftlandekorps*, sous le commandement du lieutenant-général Student, qui avait reçu l'ordre d'attaquer Rotterdam en mars 1940. L'action contre Rotterdam formait un tout avec les attaques du *Luftlandekorps* contre La Haye et contre les ponts du Moerdijk et Dordrecht.

Le 10 mai, à cinq heures du matin, douze hydravions allemands descendirent sur la Meuse, au cœur de la ville, avec une compagnie de 150 hommes, qui attaquèrent immédiatement la rive septentrionale de la Meuse. Une partie de cette compagnie, commandée par le leutnant Schrader, renforcée par une cinquantaine de parachutistes (du *Fallschirmregiment* n° 1), parvint à gagner la rive nord, où les Allemands purent se maintenir jusqu'à la fin du combat (2). Sur la rive méridionale, les agresseurs avaient occupé Rotterdam-Sud entièrement avant le soir du 10 mai.

(1) Mentionnons seulement le livre de M. Bert Honselaar, *De zwarte duivels van Rotterdam* (*Les diables noirs de Rotterdam*), Rotterdam, 1948. Pour cette publication sur les activités des fusiliers marins à Rotterdam, M. Honselaar a étudié les archives maritimes.

(2) Cf. Dietrich von Choltitz, *Soldat unter Soldaten*, Zürich, 1951. Von Choltitz commandait en 1940 le bataillon dont cette compagnie (11e compagnie du 16e R. I.) faisait partie.

Le 11 mai, les troupes néerlandaises furent renforcées, tandis que les Allemands se maintenaient sur leur tête de pont au nord de la Meuse. Il y eut, malheureusement, beaucoup de faux bruits ce jour-là, qui semaient l'inquiétude et la méfiance parmi les troupes hollandaises. Tout de même, il n'existe aucune preuve d'une activité de cinquième colonne à Rotterdam (1). Les 12 et 13 mai, la situation ne changea pas beaucoup. Les Allemands restèrent sur leurs positions sur la rive septentrionale de la Meuse. Quelques faibles contre-attaques néerlandaises n'avaient pas eu beaucoup de succès. Les 13 et 14 mai, les Allemands furent renforcés par la 9e *Pantzer Division* (général de brigade Dr Alfred von Hubicki) et le *SS Leibstandarte Adolf Hitler* (SS Brigade Führer Joseph Sepp Dietrich). Le 14 mai, le *Luftlandekorps* du général Student, la 9e *Pantzer Division* de von Hubicki et le *SS Leibstandarte Adolf Hitler* du fameux Dietrich furent réunis sous le commandement du lieutenant général Schmidt.

Ce même jour, le 14 mai, à 10 h. 30, un parlementaire allemand arriva au poste de commandement du colonel Scharroo avec un ultimatum, écrit dans un abominable néerlandais. Une réponse était attendue par les Allemands avant 12 h. 30. L'ultimatum n'était pas signé et ne pouvait pas, pour cette raison, être accepté par le commandant en chef Winkelman, qui exigeait un ultimatum proprement signé. A 12 h. 10, un parlementaire néerlandais, le capitaine Backer, se rendit chez les Allemands pour obtenir de nouvelles conditions, car la situation militaire à Rotterdam était sans espoir à ce moment. Dans une crèmerie, il y eut une conférence entre le capitaine Backer, le oberstleutnant von Choltitz et les généraux Schmidt, Student et von Hubicki. Un nouvel ultimatum fut remis au parlementaire hollandais, expirant à 16 h. 20. Au moment du départ du parlementaire, le bombardement aérien de Rotterdam commençait, malgré que le général Schmidt essayât encore d'arrêter les avions allemands par l'envoi de quelques balles lumineuses. C'était déjà trop tard. Après le grand bombardement, les troupes néerlandaises de Rotterdam capitulèrent.

Remarquons encore qu'il est dommage que la publication du général Nierstrasz, qui présente tant de faits minutieusement étudiés, manque d'un index des noms cités. Les cartes et les illustrations sont très instructives (2).

C. T. de Jong.
La Haye.

P. C. Ettighoffer, *44 Tage und Nächte. Der Westfeldzug 1940*, Stuttgart, Veritas Verlag, 1953, in-8°, 272 pages, ill., carte.

M. P. C. Ettighoffer, officier allemand et chroniqueur des deux guerres mondiales, est le premier auteur allemand à écrire un livre « populaire » sur la

(1) Cf. Dr L. de Jong, *De Duitse vijfde colonne in de Tweede Wereldoorlog* (*La cinquième colonne allemande dans la deuxième guerre mondiale*), Amsterdam, 1953, p. 238-239.

(2) Cf. *La bataille de Rotterdam*, La Haye, 1952.

La défense territoriale des provinces septentrionales, La Haye, Imprimerie d'État, 1953, in-8°, 93 p., illustr., cartes.

Les opérations au Limbourg méridional, La Haye, Imprimerie d'État, 1953, in-8°, 99 p., cartes.

La défense du canal Meuse-Wahal et du Over-Betuwe, La Haye, 1953, 107 p., cartes.

Les opérations à l'est de l'Yssel et dans la ligne de l'Yssel, La Haye, 1953, 133 p., cartes.

campagne de mai-juin 1940. L'auteur s'abstient d'analyses politiques et d'apologies et ne présente que les événements militaires, avec quelquefois les arrière-plans politiques nécessaires pour bien comprendre l'évolution militaire. Tout en commençant un exposé succinct des plans d'agression de Hitler contre les Pays-Bas et la Belgique, dans lequel il paraît ne pas connaître tout à fait les détails du 10 janvier 1940 (1), M. Ettighoffer raconte comment les combats se sont déroulés dans les trois pays occidentaux depuis le 10 mai 1940. Tout d'abord il décrit les opérations aériennes contre la Hollande, qui devaient mettre les troupes allemandes sur les points stratégiques principaux, par exemple sur la grande route de Rotterdam à La Haye. On connaît déjà par les sources néerlandaises l'échec de cette opération contre La Haye, résidence de la Reine et du Gouvernement. M. Ettighoffer nous en donne une description vue du côté allemand : il nous fait voir les avions de transport Ju-52, brûlants comme des flambeaux aussitôt après leur atterrissage sur l'asphalte de l'autostrade. Les soldats hollandais avaient placé, pendant la nuit du 9 mai, de hautes barres d'acier, invisibles pour les pilotes, à travers l'autostrade. Ces barres pénétraient les avions comme des couteaux et leur coupaient les ailes. A gauche et à droite de la route, les Hollandais ouvraient le feu, immédiatement après l'échec de l'atterrissage allemand. L'artillerie antiaérienne néerlandaise aussi se manifesta très effectivement. Sur ce point, M. Ettighoffer confirme le livre néerlandais du colonel Hoogterp (2). Dans les premières heures du 10 mai, l'aviation allemande a déjà perdu, seulement en Hollande, quatre-vingt-dix avions. L'auteur avoue que les pertes sont considérables. M. Ettighoffer nous donne aussi une bonne description des combats à Rotterdam, mais il semble qu'il ne soit pas au courant de la littérature récente sur le bombardement malheureux du 14 mai (3).

Quant aux batailles en Belgique et en France, l'auteur accorde, entre autres, beaucoup de place à l'assaut de Eben Emaël, au passage de la Meuse près de Nouzonville et à la bataille franco-allemande des chars à Montcornet. Malheureusement, il ne mentionne jamais ses sources. Un contrôle est donc assez difficile, mais on a quelquefois l'impression que M. Ettighoffer ne connaît pas toujours le résultat des investigations les plus récentes. Connaît-il, par exemple, l'étude approfondie de son compatriote M. Hans Meier-Welcker sur la décision allemande du 24 mai de ne pas continuer l'attaque des forces cuirassées autour de Dunkerque (4)? En lisant les pages 149-165, qu'il consacre à cet événement, je pense que non. Après les recherches les plus récentes, il est impossible de soutenir que « Dunkerque présente une des plus grandes énigmes de la campagne de 1940 et de l'histoire militaire en général » (p. 156). C'est Hitler qui arrêta les chars allemands, parce qu'il craignait des pertes trop élevées qui pourraient empêcher l'offensive vers le sud.

C'est une bonne idée de l'auteur de comparer les événements de la première guerre mondiale avec ceux de la deuxième aux mêmes endroits : Chemin-des-Dames, Le Cateau, Mont Kemmel, Péronne, Verdun, etc. L'auteur se montre, presque à chaque page, très impressionné par la résistance acharnée des soldats français. Il en donne plus d'un exemple : le départ des troupes anglo-françaises à Haubourdin, faubourg de Lille, défilant devant les Allemands présentant les armes, l'attaque des chars français le 5 juin au Chemin-des-Dames, la résistance héroïque d'une poignée d'hommes à Andelot le

(1) Cf. Jean Vanwelkenhuyzen, « L'alerte du 10 janvier 1940 », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 12, octobre 1953, p. 33 sqq.

(2) S. H. Hoogterp, *Strijd om ons luchtruim*, La Haye, 1950.

(3) Cf. V. E. Nierstrasz, *De strijd om Rotterdam, Mei 1940*, La Haye, 1952. — D. von Choltitz, *Soldat unter Soldaten*, Zurich, 1951.

(4) Hans Meier-Welcker, « Dünkirchen 1940 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Juli 1954, p. 274 sqq.

16 juin. M. Ettighoffer admire surtout les généraux Weygand et de Gaulle du côté français et le général von Manstein du côté allemand.

Résumons : le livre de M. Ettighoffer est bien écrit, clair et objectif. Il faut regretter l'absence de justification des sources, de bibliographie et d'index. Les illustrations sont bien choisies et instructives.

C. T. DE JONG.
La Haye.

RAMCKE, *Fallschirmjäger-Damals und Danach*, Lorch-Verlag, Francfort-sur-le-Main, 272 pages, 1952.

Sous le titre : *Parachutiste-alors et après*, le général Ramcke, connu du grand public par son évasion puis son retour en France, a décrit surtout les vicissitudes de sa vie de prisonnier militaire de 1944 à 1951.

Il y a de tout dans ce livre, du meilleur et du pire. C'est du moins un ouvrage qui ne trompe pas le lecteur car l'auteur annonce dans la préface son intention formelle de montrer qu'au cours de la deuxième guerre mondiale « les torts ne doivent pas toujours être cherchés du côté allemand et le droit du côté des autres ». Il dit sa conviction de n'avoir jamais fait que son devoir et cette conviction est certainement sincère, mais la sincérité du général Ramcke — dont la psychologie est celle de l'officier allemand grandi dans le culte de la consigne — ne suffit pas à nous faire partager toutes ses vues.

L'historien retiendra surtout les 70 premières pages du livre consacrées à décrire la défense terrestre de la région de Brest du 7 août au 19 septembre 1944, défense qu'une carte permet de suivre dans ses détails. Ramcke souligne la correction des Américains à son égard : il put même haranguer ses propres soldats prisonniers et leur donner ainsi des consignes de sabotage « pour le cas où, contrairement au droit international, ils seraient forcés de travailler dans des usines de guerre dirigées contre le peuple allemand ».

Il fut d'abord interné six mois en Angleterre, une captivité dorée dans un château spécialement affecté à 30 généraux dont certains avaient une chambre individuelle. Puis un avion le transporte aux États-Unis où il est frappé par l'image idyllique que les Américains se font alors de « l'oncle Joe » c'est-à-dire de Staline. Il y est interné au camp de Clinton, où les généraux allemands jouissent du meilleur confort, du moins jusqu'au moment où les Américains découvrent ce qu'étaient les camps de concentration nazis. Il raconte avec complaisance comment il s'échappa du camp pour poster une lettre adressée au sénateur Price, conseiller du président Truman pour les *Affaires allemandes*, et comment il y revint sans que son absence fût remarquée. Durant cette courte escapade, il eut le temps d'être « péniblement frappé » par les mesures de ségrégation raciale... Puis c'est le retour en Europe où la malveillance d'un officier britannique lui vaut d'être inscrit sur la liste des criminels de guerre et d'être successivement emprisonné au Cherche-Midi et à Fresnes. A la fin de 1950 il est mis en liberté provisoire, ce qui lui permet de passer un excellent Noël, puis de s'enfuir... en raison des lenteurs de la justice française. Mais le parallèle qu'il trace entre sa fuite et celle du général Giraud ne nous paraît nullement convaincant.

On sait qu'il revint en France, mais seulement après avoir reçu les garanties les plus complètes concernant une rapide liquidation de son procès et la promesse d'être jugé par des généraux d'armée. Pour le fond, il se déclare totalement innocent des accusations de crimes de guerre. Son grand argument est le suivant : lorsqu'une population se lance dans la guerilla, il

est inévitable qu'elle éprouve des pertes. Il affirme avoir sauvé la vie à 40.000 Français en faisant évacuer Brest et n'avoir allumé aucun incendie « qui ne fût tactiquement fondé ».

La sentence, rendue le 21 mars 1951, le condamne à cinq ans de travaux forcés, transformés en cinq ans de réclusion ; mais en raison de sa longue détention préventive il est libéré le 23 juin. Le 26 il est introduit chez le chancelier Adenauer, puis reçoit dans son Schleswig natal un accueil triomphal. Aux « journées des anciens parachutistes » les 28 et 29 juin, il est l'objet d'ovations délirantes et le discours qu'il prononce alors doit servir de conclusion pratique au livre. Il peut se résumer ainsi : si l'on demande notre participation à la défense de l'Europe, nous posons 3 conditions :

1° L'égalité complète des droits politiques et militaires avec les autres peuples ;

2° La suppression de toute discrimination à l'intérieur du peuple allemand, en particulier à l'égard des S. S. et de la police ;

3° La mise en liberté des prétendus criminels de guerre.

Dans une courte postface enfin, l'auteur se prononce pour une entente franco-allemande indispensable pour l'unification de l'Europe.

A travers le détail des faits, l'objet du livre du général Ramcke est la réhabilitation totale du soldat allemand. Selon lui, l'armée allemande a toujours respecté avec une minutie extrême *(peinlich genau)* les conventions de Genève et de La Haye, à tel point qu'on finirait par croire que l'étude de ces conventions y constituait la base de l'instruction militaire. Inversement, la Résistance française les aurait toujours méconnues. C'est au nom de la convention de Genève que Ramcke refuse de se mettre au garde à vous devant un colonel français en invoquant un article selon lequel il ne devrait les signes extérieurs de respect qu'à un officier de rang égal ou supérieur au sien. « Chaque minute, écrit-il, de mes quatre ans et demi de détention préventive en France a été une infraction à la convention de Genève. »

Il peint la Résistance sous les couleurs les plus noires et dresse contre elle un long réquisitoire. Les attaques menées par elle contre les Allemands sont systématiquement qualifiées de *heimtückisch* (sournoises) elles sont toujours exécutées « traîtreusement » *(meuchlings)* et accompagnées d'innombrables « atrocités ». Pour lui les « *Partisans* » se sont systématiquement placés en dehors du droit international. Il les flétrit en se servant des termes mêmes dont on se sert traditionnellement en Allemagne pour parler des « francs-tireurs » de 1870. Pour ce militaire les combattants sans uniforme ne sauraient être de vrais combattants.

Quelquefois, dans son désir d'apitoyer le monde sur les malheurs de l'Allemagne, Ramcke force un peu la note ; ainsi, il affirme (p. 110), que 18 millions d'Allemands ont été chassés des territoires de l'est, mais à la page 186, il n'est plus question que de 12 millions d'expulsés, ce qui nous semble un chiffre plus vraisemblable.

Autre inexactitude : parlant de la situation de la France au lendemain de la défaite de 1940, il écrit : « *Toute* l'administration française resta intacte », affirmation qui passe pudiquement sous silence l'annexion de fait de l'Alsace-Lorraine. Il n'est pas précisé non plus si l'incorporation des Alsaciens dans l'armée allemande était conforme à la convention de Genève.

Il est vrai qu'il y a dans le livre du général Ramcke d'étranges absences, à commencer par celle d'Hitler dont le nom n'est cité que deux fois, et presque accidentellement (p. 78 et 85). Par ailleurs l'Alsace et la Lorraine, en vertu d'une inquiétante arithmétique, sont qualifiées de provinces « plus de 70 % allemandes » (p. 187). Il semble que pour un certain nombre d'Allemands il y ait comme une incapacité congénitale à considérer l'Alsace et la Lorraine comme des terres françaises. Il faudra pourtant que le général

Ramcke lui-même s'y résigne s'il souhaite, comme il l'affirme à la dernière page de son livre, une véritable entente franco-allemande.

A. MEYER.
Faculté des Lettres — Aix-en-Provence.

Helmuth GREINER, *Die Oberste Wehrmachtführung (1939-1943)* (Limes Verlag, Wiesbaden, 1951, 444 pages, 6 cartes).

Dans une substantielle introduction, M. Greiner nous explique comment, attaché depuis 1920 à la section historique de l'armée, il a été du 18 août 1939 au printemps 1943 *Führer des Kriegstgebruches* c'est-à-dire chargé de tenir le journal de guerre du haut commandement. Ses fonctions d'historiographe lui ont permis d'être présent à de nombreuses délibérations et d'être ainsi renseigné souvent de première main. Son ouvrage s'appuie, en partie, sur ses propres notes ; il est méthodiquement composé et n'a rien de la sécheresse du *Kriegstagebruch* dont 50 pages sont ajoutées, à titre d'échantillon à la fin du volume. C'est le livre d'un témoin qui a bien connu le tandem Keitel-Jold, auquel il reproche sa dévotion envers le maître. Il a aussi approché Hitler dont le physique lui a paru particulièrement inexpressif. Par contre, il voit dans ses « propos de table » ceux d'un « autodidacte, sans aucun doute remarquablement doué... pourvu d'une mémoire extraordinaire, parfait connaisseur de la technique moderne », qui avait en lui-même une confiance illimitée, mais qui était par ailleurs un être amoral et « démoniaque ». Bien entendu, tout n'est pas neuf dans les 8 chapitres, fort bien écrits, de M. Greiner, dont la narration suivie s'arrête le 22 juin 1941. Aussi, nous bornerons-nous à relever les indications particulièrement susceptibles d'intéresser les historiens.

Les pages initiales, consacrées à la tension germano-polonaise de 1939 renferment une précieuse analyse en 5 pages du discours que Hitler tint le 22 août aux grands chefs militaires. L'auteur souligne la conviction qu'avait Hitler d'une non-intervention franco-anglaise qui lui permettrait de faire une guerre « localisée ».

Après la campagne de Pologne, Hitler, dès le 27 septembre annonce son intention de passer à l'attaque à l'ouest avant la fin de l'année. On sait que ce sont des considérations météorologiques et les avis défavorables de ses chefs militaires qui l'amenèrent à ajourner cette offensive jusqu'au 10 mai 1940.

Entre temps, la Norvège était occupée, non sans qu'Hitler ait eu une crise nerveuse à la pensée que le corps du général Dietl, isolé à Narvik, risquait d'être anéanti par les forces alliées. Par contre, pendant la campagne de France, il reste maître de lui, malgré certaines divergences avec le haut commandement de l'armée auquel il impose un arrêt devant Calais, arrêt qui facilite le rembarquement des Anglais à Dunkerque « dont le succès est essentiellement dû à une fausse mesure d'Hitler » (p. 105).

L'auteur termine ainsi son récit de la campagne de France : « Le déroulement rapide et grandiose de la campagne contre les puissances occidentales remplit le peuple allemand d'enthousiasme et de fierté... Mais, pour la suite de la guerre, ce fut un malheur que la croyance d'Hitler en son propre génie stratégique en fût dangereusement renforcée. Tout aussi lourd de conséquences fut le fait que maintenant les généraux allemands inclinaient à reconnaître à Hitler un certain don intuitif en matière stratégique. Cela les amena désormais à se plier plus volontiers à ses exigences et à ne plus opposer qu'une résistance minime à des plans toujours plus démesurés » (p. 108).

Au moment de la campagne de France, Hitler considérait un débarquement en Angleterre comme « irréalisable » ; ce n'est que vers la mi-juillet

qu'il en fît commencer les préparatifs sans d'ailleurs se faire d'illusions sur les difficultés de l'entreprise... que le 12 octobre il « ajournait », tout en continuant les attaques aériennes contre la Grande-Bretagne.

Un chapitre entier est consacré aux projets contre Gibraltar, arrêtés dès le 13 août 1940, puis mis au point sous le nom d'*entreprise Félix*. Mais il manquait l'accord explicite du général Franco qui refusait d'entrer en guerre aux côtés de l'Axe, en prétextant les difficultés économiques de son pays. Aussi, le 28 janvier 1941, Hitler renonce-t-il définitivement à ses plans contre Gibraltar.

L'attaque de Mussolini contre la Grèce est présentée comme une *Extra-tour*, comme une « expédition hors programme » — non inscrite sur le calendrier des agressions nazies, ajouterons-nous. Quant à l'entreprise *Tournesol*, c'est-à-dire l'expédition allemande d'Afrique placée sous le commandement du général Rommel, l'auteur ne nous en décrit que la phase initiale au cours de laquelle une patrouille allemande opérant en Lybie poussa jusqu'à 80 km. de la frontière de notre Afrique Équatoriale.

Les préparatifs contre la Russie sont longuement exposés dans le dernier chapitre qui occupe à lui seul près du quart du livre. C'est le 29 juillet 1940 que Jold révéla à quelques chefs militaires, sous le sceau du secret, l'intention d'Hitler d'abattre par les armes la Russie soviétique : dans la pensée d'Hitler, trois à quatre mois y suffiraient. L'auteur estime que le motif déterminant de cette décision fut l'idée que l'Angleterre serait prête à traiter si l'élimination de la Russie la privait du dernier Allié continental possible. Les conversations de Berlin, les 12 et 13 novembre, entre Molotov et Hitler ne firent que confirmer ce dernier dans ses projets. Vainement le grand amiral Raeder lui suggéra, le 13 novembre, puis le 3 décembre, de vaincre d'abord l'Angleterre avant de s'en prendre à la Russie. Le 18 décembre, Hitler signait la célèbre « directive 21 » qui précisait le plan d'attaque contre la Russie. Le 8 janvier 1941, le début des opérations fut prévu pour le 15 mai, mais il fut repoussé de cinq semaines en raison de la campagne contre la Yougoslavie et la Grèce.

Et nous conclurons volontiers avec l'auteur :

« Hitler avait dit que le monde retiendrait son souffle quand l'opération *Barberousse* serait déclenchée. En fait, le monde respira soulagé, quand Hitler, en attaquant l'Union soviétique, se créa un nouvel ennemi et prit la charge d'une guerre sur deux fronts...

« L'issue rapide et heureuse des campagnes précédentes... a visiblement affaibli la capacité de jugement des personnalités dirigeantes de l'armée et les a amenées à sous-estimer les difficultés que l'immensité de l'espace russe, ses conditions climatiques, l'endurance de ses habitants et l'énergie du régime bolchevik opposaient aux plans démesurés d'Hitler. »

A. Meyer.

François Piétri, *Mes années d'Espagne, 1940-1948*, Paris, Plon, 1954, 298 pages.

Six ouvrages, déjà, avaient abordé le sujet : « L'Espagne et la guerre. » Il était peu probable qu'un témoignage de plus nous réservât du nouveau. L'intérêt de celui de M. Piétri est ailleurs. L'histoire de la guerre n'est pas seulement l'histoire des faits. C'est celle aussi des psychologies.

Sur le problème de fond — qui est celui de la neutralité espagnole — quatre hommes politiques ou diplomates, MM. Serrano Suñer, Samuel Hoare, Carlton Hayes et Doussinague, étaient venus successivement nous dire, en substance : « La neutralité espagnole, c'est moi. » Et l'on sent percer chez M. Piétri, devant cette compétition, quelque nostalgie.

Mais pouvait-on gonfler sans inconvénient un rôle d' « ambassadeur de Vichy »? Je sais bien que M. Piétri déteste ce titre, sous lequel M. Carlton Hayes l'a écrasé un peu lourdement. Force lui est d'avouer pourtant qu'il ne voulut, ne put ou ne sut être autre chose. Et sa meilleure excuse est évidemment que ce fut, au bout du compte, très peu de chose.

Ainsi placé hors du grand jeu, M. Piétri en a-t-il mieux observé l'Espagne? Il préfère jouer l'arbitre entre ses prédécesseurs. Amer envers ses collègues anglo-saxons, auxquels il pardonne mal de l'avoir traité plus courtoisement dans leurs salons que dans leurs Mémoires, et prêtant visiblement à M. Doussinague moins d'importance que celui-ci ne s'en est donnée, M. Piétri choisit M. Serrano Suñer comme incontestable champion de la neutralité espagnole. Pourquoi pas? L'homme, jusqu'à présent, avait eu bon dos. Et l'on ne court jamais grand risque à réhabiliter un bouc émissaire. Mais ces « excellents patriotes » du haut personnel politique espagnol, dont M. Doussinague a aujourd'hui avoué qu'en 1940 ils « voulaient la guerre »? Ils ont complètement échappé à M. Piétri. Sans doute, pour les apercevoir, était-il moins bien placé. On eût aimé qu'il nous en prévînt.

Pourquoi donc est-il aussi sûr de lui, aussi affirmatif, aussi lyrique parfois dans sa défense des hommes d'État espagnols, lui qui se montre si manifestement, jusque dans sa prolixité, timide et gêné quand il se défend lui-même? Si c'était, à la manière espagnole, dévouement « inconditionnel » aux amitiés contractées, je serais le dernier à n'être pas indulgent. Hélas ! il ne se dessine le plus souvent, derrière les certitudes du mémorialiste, que le profil bien connu du plus candide des préjugés. L'ouvrage en perd, comme témoignage, toute valeur. Il y gagne d'offrir un inventaire ingénu du sommaire bagage de convictions qu'emportait, en s'embarquant pour l'Espagne, un diplomate de 1940. Et j'entends aussi bien MM. Hoare et Hayes que « l'ambassadeur de Vichy ». L'Espagne de 1936 a cristallisé un certain nombre d'images, dont toute une classe ne peut se débarrasser. Ces images ont trop influé, et sur des hommes trop responsables, pour laisser indifférent l'historien d'un récent passé.

1°) Voici, selon la p. 40 du livre de M. Piétri, l'histoire de l'Espagne contemporaine :

« Après la dictature de fait de Primo de Rivera et la chute de la monarchie, elle avait passé, coup sur coup, de la république radicale au socialisme, du socialisme au communisme, du communisme à l'anarchie, et finalement à l'une des guerres civiles les plus longues et les plus meurtrières de l'histoire... »

Ce vocabulaire et cette chronologie se passent de commentaire. M. Piétri, à la page suivante, note ses « surprises ». Il a trouvé en Espagne une quasi-monarchie, une Phalange sans grande influence. A ce propos, « j'étonnerai, dit-il, bien des gens, et parmi les moins prévenus contre l'Espagne, en notant simplement que la Phalange n'a pas été une création du général Franco... ».

M. Piétri prend ses lecteurs pour des diplomates. MM. Hoare et Hayes avaient partagé ce genre d' « étonnements ». Tous croyaient trouver outre-Pyrénées une autre Allemagne. Comme si un pays qui a résisté trois ans à un coup d'État, où le mouvement fasciste avoué ne jouait lui-même qu'un rôle minoritaire, pouvait présenter l'aspect d'une nation qui a accepté dix ans de s'identifier avec les nazis ! Mais la différence entre les deux cas, au lieu d'être portée au crédit de la nation espagnole, l'est au crédit du régime.

Heureux régime auprès duquel on n'accrédite jamais que des observateurs aussi bienveillants !

2°) Deuxième image (et qui reste en honneur) : tout le problème politique espagnol est contenu dans des querelles de clans autour du *caudillo*. Bien que M. Piétri défende la Phalange d'être fasciste et la traite parfois d' « élite », il ne lui en attribue pas moins tout incident désagréable, toute difficulté surgie, tout camouflet reçu. Les querelles du phalangisme avec d'autres tendances,

monarchistes ou catholiques, méritent donc des kilomètres de rapports confidentiels. Cela dure depuis quinze ans. Il serait temps de s'avouer qu'on eût mieux fait de s'occuper d'autre chose. M. Piétri tient beaucoup à souligner qu'il fut le premier à rédiger des rapports aussi importants.

3°) D'autres postulats sont justement ceux qui ont empêché de poser en termes sérieux le problème de la neutralité espagnole. Celui-ci, comme nous l'avions souligné à propos du livre de M. Doussinague (1), ne peut être séparé d'une série de faits objectifs : épuisement total de l'Espagne de 1940, possible chantage des Allemands en matière d'armes, des Alliés en matière d'alimentation, peur réciproque qui écarta les belligérants d'un terrain de combat terriblement incertain, évidente impossibilité pour le régime du général Franco de remettre en question sa difficile victoire en donnant pour alliées aux masses en mal de revanche toutes les forces de l'un des camps. Lui faire gloire de sa neutralité, c'est le féliciter de n'avoir pas eu le goût du suicide. Mais, s'il est entendu d'avance : *a)* que l'Espagne de 1940 était « une, grande et libre », comme sur ses écussons, *b)* que les Alliés doivent à ses dirigeants une reconnaissance éternelle — il est bien évident qu'on n'insistera pas sur les raisons véritables de la neutralité. En grossissant leur rôle personnel, MM. Hoare, Hayes et Doussinague étaient, d'ailleurs, partis des mêmes prémisses.

4°) Dans l'ordre des rapports plus proprement franco-espagnols, voyons comment M. Piétri invite ses lecteurs à imaginer les sentiments de « l'Espagne » envers « la France ». La gallophobie serait naturelle aux Espagnols depuis Richelieu et Napoléon, avec exaspération depuis l'attitude française du Front populaire. Éprouvant, cependant, que l'ambassadeur de Pétain n'est guère mieux traité que celui du *Front populaire* (c'était, d'ailleurs, Pétain !), M. Piétri part de l'idée qu'il faut rattraper bien du chemin, accepter des humiliations, multiplier les sourires, afin de temporiser sur les grandes choses — par exemple sur le Maroc. Cette prudence, à la rigueur, se fût justifiée si l'Espagne de 1940 eût été vraiment en « situation de force ». Valait-elle beaucoup mieux que notre pays battu? Hitler lui-même n'en était pas sûr. Aussi les courbettes de notre diplomatie, risibles, n'obtenaient-elles que des affronts. Devant un Espagnol, quel qu'il soit, peut-on, d'ailleurs, réussir jamais par manque de dignité? « Échanges » d'objets d'art, pèlerinages, transferts de reliques, voyages de prélats, obtinrent à peu près autant de succès que la touriste étrangère qui croit flatter son hôte espagnol en s'habillant en gitane. Un jour, cependant, dans un stade de 20.000 personnes, les couleurs françaises furent acclamées ; M. Piétri se dit modestement que c'était, enfin, le fruit de ses gentillesses. La seule idée qui ne lui vint pas est qu'il se trouvait aussi — pour une fois — devant l'Espagne *populaire*, passionnément francophile, dans la mesure où la France incarne encore à l'étranger l'idée de démocratie. Qu'il existe « deux Espagnes », c'est un lieu commun de l'historiographie en Espagne même. Les Français sont invités à n'en voir qu'une : celle pour qui la francophobie est réellement une tradition. M. Piétri avoue, en matière de rapprochement franco-espagnol, ses échecs. Il ne songe pas un instant à reviser ses fausses images.

5°) Cette idéologie de classe, désarmante, d'ailleurs, de sincérité, ne s'arrête pas aux faits espagnols. Une très grande partie du livre de M. Piétri est consacrée aux faits d'extradition, de sanctions contre des Français, de traitement réservé aux réfugiés. L'ambassadeur argue de sa bonne volonté, plus d'une fois efficace. Mais il est évident qu'il existe pour lui trois classes de cas personnels : ceux des gens qu'on reçoit, Rothschild ou Rivet, généraux ou parlementaires ; ensuite, les « pauvres diables », sur lesquels on ferme les yeux,

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 6, avril 1952.

et que dépannent des tiers ; enfin, « les rouges », dont on trouverait naturel qu'ils soient abandonnés à leur sort. De même, si nous savons par le menu comment on essaya d'arrêter Laval et Pucheu sur le chemin de leur tragique destin, on ne nous dit rien de ceux qui, comme le président Companys, subirent le leur, après avoir été arrêtés *sur le sol français*. Enfin, si de minces aventures bien terminées occupent des chapitres entiers, M. Piétri nous dit qu'en 1944, à la frontière française, « il ne se passa rien ». Certes, à cette date, M. Piétri cesse d'avoir des responsabilités. Mais, puisqu'il continue son récit jusqu'en 1950, pourquoi n'informe-t-il pas le lecteur du sort des quinze ou seize Français qui sont *encore* en prison, bien après le retour des prisonniers de la « Légion bleue », pour avoir, en libérant le sol national, dépassé légèrement la frontière? Sans doute parce que ce sont des « rouges » ou supposés tels? M. Piétri termine son ouvrage en s'indignant longuement de la rupture totale des relations qui, en 1946-1948, est intervenue entre la France et l'Espagne. Il ne dit pas en quelle occasion cette rupture fut consommée, devant un sursaut de l'opinion publique française ; un commandant de F. F. I., Cristino Garcia, fut fusillé en Espagne, bien que le Gouvernement français ait demandé sa grâce en raison des services rendus par lui (1).

6°) Il vaut la peine de s'arrêter un instant sur la définition de la résistance par M. Piétri. Il ne veut pas confondre les « résistants » et « ceux qui ont résisté ». Ceux qui ont résisté, ce sont, par exemple, ces dirigeants des Instituts français en Espagne dont la « dissidence » nous est définie ainsi :

« J'indiquerai par avance d'un mot que, de novembre 1942, date de l'occupation totale du territoire, jusqu'à la fin de 1944, date de sa libération, l'Institut et le Lycée français de Madrid ont pu, avec le secret accord de l'ambassade et l'approbation tacite du Département, vivre en plein schisme à l'égard de Vichy sans que le public espagnol ni la colonie française elle-même s'en soient exactement avisés ou en aient ressenti le moindre trouble. »

A ceux qui ont résisté ainsi, sans que personne s'en aperçoive, M. Piétri oppose — pour les écraser de sa réprobation — les combattants qui ont libéré, par exemple, sa Corse natale, qu'il ne traite jamais de « patriotes » sans mettre le mot entre guillemets.

Aussi bien, la conception nationale de M. Piétri se résume assez dans cette autre phrase :

« J'arrivai à temps à ma maison de la rue de l'Élysée pour empêcher qu'on ne s'en emparât, mais une petite villa que j'avais à Garches abritait déjà plusieurs officiers allemands. Je dois à la vérité de reconnaître qu'après y être demeurés plusieurs mois, ils la quittèrent sans en rien emporter, mais je ne puis en dire autant des naturels de l'endroit, qui la pillèrent consciencieusement peu de temps après. »

Les « naturels de l'endroit de Garches » ne s'étonneraient probablement pas des conclusions de M. Piétri :

« Qui se montrait alors plus *européen*, j'entends par là plus conscient des intérêts et de l'avenir de l'Europe : les Etats-Unis et l'Angleterre, qui entrevoyaient une Russie inoffensive ou docile, ou l'Espagne qui raisonnait déjà, avec trois ans d'avance, comme raisonne aujourd'hui, hélas ! tout le monde occidental? »

Je répète que l'ouvrage de M. Piétri est très intéressant pour qui veut reconstituer la continuité des psychologies de classe.

Pierre Vilar.

(1) Je tiens du diplomate français qui fut chargé de cette demande qu'il la fit « avec mauvaise conscience », car il s'agissait « d'un criminel de droit commun » — entendez d'un « rouge ». Faite autrement, la protestation eût eu sans doute d'autres effets. Et la rupture tant déplorée pouvait être évitée. Ainsi les habitudes de pensée

LA GUERRE A L'EST

Pietro GIUFFRIDA, *L'A. R. M. I. R. Il Generale. La Ritirata*, Rome, Macchia, 1953, 229 pages.

Sous ce titre, l'auteur verse une pièce nouvelle au dossier de l'histoire de l'expédition par laquelle Mussolini, en 1941, s'associa à l'agression d'Hitler contre l'U. R. S. S. (1). Ce nouveau livre n'est pas un monument complet de la participation italienne à la guerre de l'Est ; il n'apporte que les souvenirs d'un combattant définissant le drame et le désastre de la collaboration Rome-Berlin.

P. Giuffrida, jeune soldat incorporé en mars 1940, rappelle les fluctuations de ses opinions à l'égard du fascisme et du bolchevisme. Ses témoignages personnels présentent avec une note originale les aspects anecdotiques de la guerre : revues passées par le Duce au cours desquelles le dictateur tira à boulets rouges contre les ploutocraties, participation d'une unité des services automobiles à une promenade militaire contre la Yougoslavie, etc. La peinture s'anime lorsque P. Giuffrida nous retrace les grands traits de la vie du militaire italien en Ukraine. Ses réminiscences confirment et complètent l'intéressante considération présentée par A. Valeri dans son ouvrage fondamental (2). Mais ces mémoires de guerre jettent une lueur nouvelle sur les cruautés allemandes infligées aux populations russes et sur les incidents multiples qui mirent aux prises nazis et fascistes sur le sol slave. L'auteur, élevé dans l'idéologie de la fraternité d'armes italo-allemande apprit à haïr ses camarades de la *Wehrmacht* en assistant aux sévices commis par les soldats allemands au nom de la supériorité de la race germanique contre les Israélites et les prisonniers de l'Armée rouge. Le récit de la retraite de novembre 1942 est vraiment dramatique et nous rappelle le désastre de la Grande Armée en 1812. Contrairement aux récits officiels, ce modeste fantassin trouve des accents passionnés pour stigmatiser la fuite des généraux et des états-majors, l'abandon des blessés, l'égoïsme des Allemands : 18 généraux sur 20 et 45 officiers supérieurs sur 50 se seraient mis à l'abri de l'ennemi grâce à la rapidité de leurs automobiles (p. 213-214), le général Messe lui-même n'est pas épargné ; « incapacité, inconscience, corruption » auraient présidé à la mise sur pied de l'*A. R. M. I R.* dont le procès n'est pas terminé en Italie. M. Giuffrida, capturé par les Russes, publie un journal vivant de ses séjours dans les camps soviétiques et confère un très beau rôle à ses geôliers, affirmation que corrobore l'abbé S. Maccaronne, ex-aumônier militaire du 3e régiment de Bersagliers dans une préface émouvante. Les parties essentielles des récits de captivité se réfèrent aux méthodes employées à l'*École d'Antifascisme* en octobre 1944 et aux scènes délirantes qui, le 9 mai 1945, se déroulèrent à Moscou, à l'occasion de la victoire finale. Convaincu de l'inanité des slogans mussoliniens, ce prisonnier se rallia aux arguments présentés dans les camps par les émissions pro-

que révèle le livre de M. Piétri — et qui ne lui sont pas personnelles — ont des conséquences graves.

(1) Voir la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 9, janv. 1953 (p. 57-58-59). Rappelons que l'expression *A. R. I. M. R.* signifie *Armata Motorizzata in Russia* (armée motorisée en Russie).

(2) *Ibid.*

soviétiques de Mario Correnti (P. Togliatti) et revint en Italie pour y plaider la cause de l'amitié devant unir Slaves et Latins. Autour de ce thème, il organise un plaidoyer sur un point qui, à l'heure actuelle, n'a pas unaniment rallié les convictions dans la péninsule : l'absence de prisonniers italiens dans les camps russes (p. 227).

C. VIDAL.

Theodor PLIEVIER, *Moskau*, Verlag Kurt Desch, Munich, 1952, 540 pages.

Remontant de quelques mois le cours de l'histoire, Theodor Plievier, après avoir retracé dans *Stalingrad* l'agonie de la 6e armée allemande, évoque dans *Moskau* la campagne de l'été 1941, du franchissement de la ligne de démarcation germano-russe à l'arrêt de l'offensive allemande et aux premiers revers de la *Wehrmacht* sur les glacis de la capitale soviétique. Il s'agit à nouveau d'un récit romancé dont les conclusions se situent en dehors des préoccupations immédiates des historiens. Ces derniers le liront cependant avec intérêt en raison de l'immense documentation rassemblée par l'auteur.

Réfugié en Russie depuis l'accession d'Hitler au pouvoir Plievier se trouvait à Moscou durant l'été 1941. Il a été témoin du désarroi causé par les premières défaites, jusqu'au moment où l'arrivée des troupes de Sibérie permit de passer à la contre-offensive. Plus tard, après la bataille de Stalingrad, il fut autorisé par l'É.-M. russe à consulter les documents recueillis sur le front et à interroger ses compatriotes dans les camps de prisonniers. Les matériaux réunis au cours de cette enquête, utilisés pour une grande part lors de la rédaction de *Stalingrad*, lui ont fourni les premiers éléments d'information sur la campagne de 1941. A son retour en Allemagne, en 1945, Plievier a continué ses investigations, étudiant les documents auxquels il pouvait avoir accès, provoquant les témoignages d'officiers et de soldats russes émigrés en Allemagne occidentale et enregistrant au dictaphone leurs déclarations, poursuivant en même temps son enquête près de ses compatriotes.

C'est à partir de ces souvenirs recueillis avec la plus minutieuse attention que Plievier a composé son livre. Il nous fait vivre la bataille parmi les combattants eux-mêmes, au milieu des civils sur les routes de l'exode. Une centaine de personnages surgissent dans notre champ de vision : certains, tels le général allemand Vilshofen, le capitaine russe Uralow occupent longuement la scène, nous les suivons presque de bout en bout tout au long de ces mois de combats incessants ; d'autres apparaissent plus fugitivement, mais leur destin n'en est pas moins nettement dessiné, comme l'est celui de cette immense masse anonyme ballottée dans les remous de la gigantesque bataille. Le déroulement tactique des opérations, s'il ne donne jamais lieu à un exposé systématique, est indiqué dans ses grandes lignes : nous pouvons le reconstituer quand Plievier nous fait assister à une délibération d'état-major ou lorsqu'il nous livre les méditations d'un général d'armée.

Mais *Moskau* n'est pas seulement sous une forme romancée une sorte de reportage. Le choix, l'ordonnance des épisodes répondent à une intention. *Stalingrad*, en accumulant les visions d'horreur, montrait l'inanité des souffrances endurées par les combattants de la 6e Armée allemande sacrifiée délibérément à de vaines raisons de prestige. Le livre constituait un réquisitoire impitoyable contre le chef suprême dont l'aveugle obstination était cause du désastre. Plievier, qui rédigeait son ouvrage à Moscou, s'était borné à nous présenter la bataille vue du côté allemand afin de ne pas entrer en conflit avec la censure soviétique. Dans *Moskau* il nous transporte tour à tour chez les Allemands et chez les Russes, et, par les jugements que les

faits évoqués impliquent, il ne ménage ni les uns ni les autres. Il entend prouver que, des deux côtés, l'individu, du simple fantassin au général d'armée, n'est qu'un rouage minuscule dans l'énorme machine qui brasse des millions d'hommes. Certes la guerre est cela. Mais, dans cette campagne, tous les sacrifices exigés se justifient-ils ? Plievier décrit longuement la situation dramatique des chefs qui tentent d'épargner à leurs troupes l'anéantissement auquel les condamne l'obéissance inconditionnelle aux ordres reçus. De part et d'autre il constate la même absence d'initiative laissée aux commandants d'armée et de groupes d'armées : le commandant en chef fixe impérativement à la fois la mission et les modalités d'exécution, se refuse à envisager leur modification selon les fluctuations de la bataille destitue les chefs coupables de « désobéissance ». Chez les Allemands cette tendance ira en s'accentuant : les cadres de l'ancienne armée se verront progressivement évincés et remplacés par de jeunes officiers formés à la hâte, choisis pour leur fidélité envers le régime. Les dirigeants soviétiques, au contraire, tirant la leçon des premiers revers, restreindront au début de la contre-offensive le rôle des commissaires politiques qui avaient exercé jusque-là sur les chefs militaires près desquels ils étaient placés la plus implacable surveillance. Ce problème du commandement, propre aux deux belligérants chez lesquels le chef suprême de l'armée est en même temps chef politique, est dans le domaine militaire le point qui a le plus préoccupé l'auteur.

Ne nous y trompons pas cependant, le livre, s'il est pour une part celui des chefs, reste avant tout celui des humbles. Devant tant de dévastations, devant tant de souffrances, tant d'hommes sacrifiés, une question doit, dans l'intention de Plievier, s'imposer au lecteur : celle que le général allemand Vilshofen traversant Minsk à la tête de ses blindés croit lire dans le regard d'une jeune fille russe et à laquelle il ne connaît pas lui-même de réponse : à quoi bon ? Ainsi au delà de l'évocation de la bataille, réalisée avec une prodigieuse abondance de détails et un rare pouvoir de suggestion, c'est le problème du sens de la deuxième guerre mondiale et de la guerre en soi que Plievier entend poser.

Pierre Robin,
Agrégé d'allemand.

Maréchal Mannerheim, *Mémoires (1882-1946)*, traduit et adapté du suédois par Jean-Louis Perret, préface du général Weygand, Paris, Hachette, 1952, collection « Récits et souvenirs », 14,5 × 22,5, 432 pages.

Le baron Gustav Mannerheim, que la reconnaissance de ses concitoyens avait fait « Maréchal de Finlande » a écrit, avant de mourir, à 84 ans (en 1951), ses *Mémoires* qui, étant donné son activité de 1918 à 1946, racontent, en même temps que sa vie, une grande partie de l'histoire de son pays. Leur importance, pour les historiens, n'a pas besoin d'être soulignée puisque Mannerheim fut l'âme des trois guerres d'indépendance, l'une au cours de la première guerre mondiale, les deux autres (1939-40 et 1941-45) au cours de la seconde. Sa personnalité domine l'histoire de sa patrie puisqu'il fut à la fois général en chef, diplomate et homme d'État.

Précédés d'une préface du général Weygand, ces *Mémoires* viennent de paraître en français. Le traducteur, M. J.-L. Perret, a volontairement omis les chapitres qui se rapportent aux voyages du Maréchal en Asie Centrale, Inde, Birmanie, ainsi que ceux qui exposent l'action sociale de Mannerheim

entre les deux guerres, mais il a gardé tous ceux qui sont consacrés aux guerres russo-finlandaises.

Les premiers chapitres content, avec sobriété, la jeunesse du Maréchal, son entrée à l'école de cavalerie de Saint-Pétersbourg, sa carrière dans l'armée russe, sa participation à la guerre russo-japonaise et à la première guerre mondiale. Mannerheim, qui ne semble pas avoir beaucoup souffert jusqu'en 1917 de l'annexion de la Finlande à la Russie, ni même des tentatives de russification de son pays par les deux derniers tsars (mais il parle très peu de ses sentiments personnels) se donne avec passion, après la Révolution, à la cause de l'Indépendance finlandaise. Il craint que le Bolchevisme ne ravage sa patrie : « Je compris que (le régime bolchevick) allait constituer un danger mortel pour la jeune Finlande » écrit-il (p. 66). Plus tard, entre les deux guerres, il constate la puissance des armements russes et déplore que ni la Finlande, ni l'Europe ne paraissent s'en inquiéter : c'est « le temps des erreurs ». La situation internationale, que l'ambition de Hitler rend dangereusement instable, lui fait redouter le pire pour son petit pays.

Il ne se trompait pas : dès le début de l'hiver 1939, grâce à l'entente germano-soviétique, la Finlande fut attaquée par l'U. R. S. S. L'histoire des deux guerres qui opposèrent Finlande et Russie de 1939 à 1945 n'a pas à être racontée ici. Les *Mémoires* de Mannerheim confirment ce récit et permettent de répondre en partie aux questions posées par le général Bourcart avant leur parution (1). Les Russes avaient bien exigé des Finlandais, lors de l'accord du 4 septembre 1944, l'évacuation totale de toutes les troupes allemandes avant le 15 septembre et l'internement de tous les soldats allemands qui n'auraient pas, à cette date, quitté le territoire — exigence difficile à satisfaire, puisque la 20e Armée allemande, forte de 200.000 hommes, occupait tout le nord du pays. Mannerheim chargea le général Erfurth, qui lui avait servi d'intermédiaire avec Hitler, d'obtenir du général Rendulic, chef de la 20e Armée, un repli rapide de ses forces. Il fallut malheureusement en venir aux mains et ces durs combats durèrent jusqu'à la fin d'octobre. Les Allemands saccagèrent tout en s'en allant : ponts, viaducs, routes furent minés, détruits, les villages incendiés. Ils arrivèrent à se maintenir dans l'extrême nord jusqu'en avril 1945.

La guerre terminée, Mannerheim se transforma en diplomate et en homme d'État, tâchant de réparer les ruines, d'alléger le fardeau des lourdes indemnités de guerre, de plaider, auprès des Alliés, la cause de son pays. Ce ne fut qu'en 1946 — il avait près de 80 ans — que le maréchal Mannerheim, après une vie tout entière consacrée au service de sa patrie, put prendre un peu de repos. Ses *Mémoires* permettent de comprendre la politique finlandaise. Fortement attachée à son indépendance, la Finlande n'a qu'un seul ennemi, la Russie, qui convoite tout — ou partie — de son territoire. Contre cet ennemi, la Finlande cherche des Alliés. Mannerheim avait pensé à une *Union nordique*, union des Pays scandinaves, qui aurait pu, pensait-il, empêcher à la fois l'agression allemande en Norvège en 1940 et l'agression russe en Finlande en 1939. Il se heurta à l'incompréhension de la Suède. Le destin voulut qu'au cours des deux guerres mondiales l'Allemagne fût, aussi, l'ennemie de la Russie, donc, l'alliée naturelle de la Finlande, bien que celle-ci eût plus de sympathie pour l'Occident démocratique que pour la Germanie impérialiste et nazie. Le sort, décidément contraire, voulut aussi que, deux fois, la Finlande ait été finalement dans le camp des vaincus. C'est alors que lui servit l'habileté diplomatique de Mannerheim, sa fermeté, son intelli-

(1) Cf. n° 9 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* l'article du général BOURCART sur « La guerre de Finlande ».

gence. On peut se demander si, sans lui, ce courageux peuple finlandais aurait pu survivre à d'aussi épuisantes épreuves. « La Finlande, dit-il, n'a pas reçu sa liberté en cadeau. »

Marie GRANET.

J. TAYLOR, *The Economic Development of Poland, 1919-1950*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1952, 15 × 23 cm., 222 pages, bibliographie, index.

C'est à une tâche difficile que s'est attaqué M. Taylor. Tenir compte de la situation particulière des *membra disjecta* d'une Pologne partagée avant 1919 entre trois dominations politiques, suivre les progrès de son unification économique entre les deux guerres, caractériser le développement des différents secteurs d'activité — et, le bilan d'une œuvre inachevée à peine établi en 1939, décrire les terribles épreuves des années 40, marquées par une occupation allemande qui effaçait les résultats obtenus ; enfin, montrer les remarquables efforts du peuple polonais pour réparer les désastres de la guerre et mettre sur pied une économie harmonieuse, dans un cadre territorial et suivant des principes nouveaux – ces démarches successives au travers de situations changeantes supposaient le rassemblement malaisé de chiffres dispersés, souvent sujets à caution, et surtout requéraient de l'auteur un esprit d'objectivité et une grande prudence dans l'interprétation. On peut dire que l'esquisse de M. Taylor répond à ces exigences. Son souci d'impartialité l'entraîne, il est vrai, à une certaine sécheresse, et la division en chapitres, consacrés respectivement aux finances publiques, à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, aux marchés extérieurs, tout au long de la période de 1919-1939, donne au développement général, ainsi fractionné, un caractère un peu abstrait, détaché des conditions du moment. Mais on ne saurait lui reprocher de ne pas avoir écrit une histoire économique de la Pologne : ce n'était pas son objet. Ce qu'il a voulu apporter, c'est un matériel de documentation et un schéma d'évolution purement économique ; le problème social lui-même n'est évoqué qu'accessoirement, dans la mesure où il exprime un échec de l'économie avant 1939 et permet de mieux comprendre le tournant de la politique économique de la Pologne après 1945.

M. Taylor insiste avec raison sur les obstacles que l'État polonais a dû lever après 1919, pour se créer une économie nationale. Au temps, en effet, où s'accomplissait, dans les grands États d'Europe, la révolution industrielle, où s'établissaient des réseaux ferrés centrés d'une façon générale sur les capitales et des directions d'échanges commandées par les intérêts des nations politiquement existantes, les trois tronçons de la Pologne ne pouvaient être que des zones marginales et secondaires des États dominateurs. Plus encore que la réparation des dommages de guerre (qui ont été, au total, peu de choses au regard des dévastations opérées par l'invasion et l'occupation allemande de 1939 à 1944), la création d'une économie polonaise, en un tout organique, à partir de conditions aussi défavorables, imposait à l'État des devoirs particulièrement lourds ; d'autant plus lourds que la population s'accroissait très rapidement et ne disposait plus de la soupape de l'émigration. L'établissement d'une monnaie saine en 1924-1925, l'appel aux capitaux étrangers entre 1925 et 1928 marquent les premiers pas vers une politique d'industrialisation où se révèlent des tendances croissantes à l'étatisation et à la planification. L'auteur, cependant, attribue à la surévaluation du zloty, maintenu après 1925, la lenteur du développement industriel, la gravité de la crise des années 30, et le fait que la Pologne

n'avait pas pu, encore en 1939, résoudre le problème du chômage. La même raison explique la faible position de la Pologne dans les échanges internationaux. Ainsi, à la veille de la deuxième guerre mondiale, l'économie polonaise ne répondait pas encore aux objectifs économiques et sociaux qu'on en pouvait attendre. Une réforme agraire à peine amorcée, un développement industriel insuffisant en dépit de gros progrès (puisque, de 1929 à 1939, la part de l'industrie dans le revenu national avait passé de 32 à 50 %), conservaient à la Pologne une partie de ses caractères de pays agricole retardataire. Le temps eut-il permis une meilleure répartition du revenu national entre les secteurs d'activité et entre les catégories sociales ? M. Taylor le pense. La guerre est venue, en tout cas, couper court à cette lente évolution, et la Pologne, incluse, après 1945, dans un ensemble commercialement centré sur Moscou, a dû faire face à une nouvelle situation et recréer son économie sur de nouvelles bases théoriques et dans un nouveau cadre territorial, plus favorable d'ailleurs à un développement économique harmonieux.

L'appréciation de la politique économique poursuivie depuis 1945 par le Gouvernement polonais est sans doute peu commode. faute de certitudes et de recul. M. Taylor, comparant le programme de réforme agraire élaboré en 1944 par le Gouvernement polonais de Londres, et la réforme effective réalisée par le décret du 8 août 1946, estime que cette dernière, trop égalitaire, a pu compromettre les progrès de l'agriculture ; mais il admet qu'il est trop tôt pour juger de résultats sur lesquels ont longtemps pesé les ruines causées par la guerre. En ce qui concerne l'industrie, il y a lieu de noter que le relèvement s'est accompli plus vite qu'après la seconde guerre mondiale (mais c'est là fait courant), à partir toutefois d'un niveau plus bas. Dès 1947, on peut dire que la Pologne s'engage dans la voie d'une planification générale qui, suivant l'auteur (il est difficile de le suivre sur ce point) rappelle le plan de 15 ans projeté, à la veille de la deuxième guerre mondiale, par le ministre Kviatkowski (1). Son commerce extérieur est dominé par ses relations avec l'Union soviétique. Cependant, dès 1946, elle noue des échanges avec la plupart des pays du monde. Sur les accords bilatéraux signés par elle entre 1946 et 1950, on trouvera, dans l'ouvrage de M. Taylor, des renseignements fort intéressants. Un tableau relatif aux échanges des années 1938, *1948* et *1949* montre que sa balance commerciale est nettement déficitaire envers l'Union soviétique, en équilibre avec les autres États satellites, et au contraire, fortement bénéficiaire avec le reste de l'Europe. On y remarque également qu'en valeur, ses échanges avec l'Europe non communiste sont au total à peu près aussi importants qu'avec l'Union soviétique. Les besoins d'équipement rendent indispensable ce commerce avec l'ouest, qui doit d'autre part s'intégrer à un système totalitaire groupant tous les pays de l'est en une vaste unité économique. Sur cette contradiction, l'auteur fonde un « espoir », sans s'expliquer davantage (mais il dit ailleurs qu'il ne croit pas à un titisme polonais) : vœu platonique et très « occidental » d'un retour des pays de l'est au sein d'une économie capitaliste. L'étude de la seule évolution économique, privée ainsi de ce qui est le sens profond, et pour tout dire, la morale d'une économie socialisée, ne peut évidemment faire apparaître son caractère durable, et à certains points de vue, définitif.

Roger PORTAL,
Faculté des Lettres de Lille.

(1) Le point de départ en avait été la création, en 1936, dans le triangle Varsovie-Cracovie-Lwow, d'un *Secteur industriel central*, dont le développement économique, soumis à une planification étatique, mais dans le cadre de la libre économie capitaliste, devait être le facteur d'une réorganisation complète de l'économie polonaise. A vrai dire, le plan

Jules LAROCHE, *La Pologne de Pilsudski, Souvenirs d'une ambassade, 1926-1935*, Flammarion, 1953, 15 × 21 cm., 234 pages.

Après l'ouvrage de l'ambassadeur Léon Noël (1), celui de son prédécesseur Jules Laroche, dont la mission a coïncidé avec les neuf années du Gouvernement de Pilsudski, permet de remonter plus haut encore dans l'histoire des relations extérieures de la Pologne. Car, c'est là, en dépit d'un titre un peu trompeur, le sujet même qui nous est proposé. Une fois décrits le coup d'État de 1926 et l'installation au pouvoir du maréchal, quelques pages trop courtes sur le gauchissement du régime dans un sens autoritaire et policier, et sur l'établissement d'une dictature de fait à partir de 1929, sont à peu près tout ce qui concerne la situation intérieure de la Pologne. On aurait aimé pénétrer en profondeur, au delà d'événements qui sont décrits avec pittoresque, en un style vivant, mais ne peuvent tenir lieu d'explication. On voit bien, par les allusions aux mesures conservatrices qu'attendaient de Pilsudski les milieux de grands propriétaires et d'industriels (p. 43) les raisons d'un succès que ne sauraient expliquer à eux seuls l'appui d'une partie de l'armée et celui des socialistes. Mais dans le renforcement ultérieur du régime autoritaire, à l'arrière plan du conflit qui oppose Pilsudski et le Parlement, on ne voit guère apparaître les catégories sociales, les groupes d'intérêt, ni les rapports de forces réelles et agissantes dans le pays. Vingt lignes sur le parti de Pilsudski (pp. 100-101) sont insuffisantes à le caractériser ; et l'opposition n'est évoquée qu'à propos des contacts personnels de l'ambassadeur avec quelques personnalités du Parlement. On lira par contre, avec agrément, la description précise et évocatrice des villes et paysages polonais, ainsi que des réceptions dans les splendides domaines des grands propriétaires. On lira, avec plus d'intérêt, les portraits des hommes politiques : celui de Pilsudski est particulièrement. réussi. C'est au total une Pologne d'avant-scène, vue de haut, que recouvre un titre qui faisait espérer davantage.

L'auteur se trouve plus à l'aise dans l'étude de la politique extérieure de Pilsudski. Ici se révèle la valeur de l'ouvrage, qui expose clairement — mais toujours d'un point de vue diplomatique — les problèmes posés au jeune État polonais : celui de la Lithuanie, des rapports avec l'Union soviétique, avec l'Allemagne, avec la Tchécoslovaquie, avec la France, et qui résume enfin de façon remarquable (2) l'essentiel d'une évolution qui a abouti au relâchement de l'amitié franco-polonaise et à un rapprochement germano-polonais. A vrai dire, au moment où, en 1933, triomphe Hitler, c'est en Pologne la montée au pouvoir du colonel Beck, dont l'influence, dans les décisions effectives, paraît avoir en fait éclipsé celle de Pilsudski vieillissant. A comparer l'attitude officielle du Gouvernement polonais à l'égard de la France (représentée à Varsovie par l'ambassadeur Jules Laroche) et les déclarations qu'on retrouve dans le livre de souvenirs du colonel Beck récemment publié (3), on a la certitude, au moment où est signé l'accord germano-polonais du 26 janvier 1934, d'une duplicité, que souligne d'ailleurs Jules Laroche (4). Sans doute, Beck affirme-t-il à l'am-

de quinze ans de Kviatkowski ne comportait, comme premier objectif, entre 1939 et 1942, que l'accroissement du potentiel de guerre.

(1) *L'agression allemande contre la Pologne*, une ambassade à Varsovie (1935-1939).

(2) P. 225-226.

(3) Colonel Joseph BECK, *Dernier rapport, politique polonaise, 1926-1939*. Cf. c. r. de l'ouvrage par Léon NOËL, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 8, octobre 1952.

(4) P. 142.

bassadeur son désir de respecter les engagements pris, de ne pas s'engager au delà, et de concilier les intérêts de la Pologne avec la sauvegarde de la paix. Le sens de l'accord de janvier 1934 n'est que trop clair, venant après le rapport présenté par Beck au maréchal Pilsudski en automne 1933 et résumant la situation créée par la victoire du nazisme. Beck y remarque que tout réformateur (il s'agit d'Hitler) a besoin d'une période de calme à l'extérieur, qu'Hitler est autrichien, qu'il ne se trouve aucun Prussien dans son entourage, qu'en conséquence, la « rage anti-polonaise » conforme aux vieilles traditions prussiennes ne peut altérer les rapports polono-allemands dans l'avenir. D'où la possibilité de « redresser la situation polonaise dans l'équilibre européen » — entendons de dégager la Pologne de son état de satellite de la France (sans d'ailleurs renier ses engagements à l'égard de celle-ci) et de fortifier sa position dans l'est européen grâce à un accord avec l'Allemagne (1). Les souvenirs de Jules Laroche montrent assez combien l'atmosphère en Pologne est désormais changée, et, ce qui est plus grave, quel fossé se creuse entre une opinion populaire qui reste fidèle à la France, comme percevant confusément les dangers d'une politique pro-allemande, et les objectifs nouveaux du Gouvernement des « colonels », tournant complaisamment leurs regards vers l'est avec l'assurance d'une neutralité, sinon d'un appui de l'Allemagne. Car « l'ombre de la Russie » projetée sur la Pologne n'empêchait pas, du côté polonais, une appréciation inexacte de la puissance de l'armée rouge ; trop de militaires vivaient sur les souvenirs de la victoire de Varsovie. Le réarmement allemand proclamé par Hitler en mars 1935 et révélant la faiblesse de la France incapable de réagir, est peut-être le fait décisif qui a engagé définitivement le Gouvernement polonais dans une politique où l'on voit interférer les jugements objectifs sur le rapport des forces à l'ouest, les ignorances quant à la puissance soviétique et les illusions sur les possibilités d'expansion d'un État dont la base économique et sociale soutenait mal les ambitions. Pilsudski était mort quelques semaines plus tard ; dans la mesure, d'ailleurs minime, où il représentait un élément modérateur, disparaissait devant le colonel Beck le dernier obstacle à l'exécution d'un programme dont les données, désormais fixées, ne changeront pas avant la catastrophe de 1939.

Roger Portal,
Faculté des Lettres de Lille.

(1) Beck, *Dernier rapport*, p. 29.

EXTRÊME-ORIENT

FOREIGN RELATIONS OF THE UNITED STATES, *Diplomatic Papers, 1935*, vol. III : *Archives diplomatiques des États-Unis, 1935* (Extrême-Orient), Government Printing Office, Washington 25, D. C. 1953, in-8°, 1.125 pages.

Les Affaires étrangères *(Department of State)* des États-Unis poursuivent leur publication d'archives, année par année. L'année 1935 comprend 4 volumes ; c'est le volume III, relatif à l'Extrême-Orient, que nous présentons ici.

Le mode de classement des documents facilite les recherches. Ils sont répartis en 4 sections relatives à la crise d'Extrême-Orient, à la Chine, au Japon, au Siam. Chacune de ces sections est subdivisée en chapitres où sont groupés par matière (exportation d'armes en Chine, monopole du pétrole en Mandchourie, etc.) les documents publiés, ceux-ci se succédant par ordre alphabétique.

Un répertoire des pièces ainsi classées et un index guident rapidement le chercheur.

Dans un tel livre limité strictement au 1er janvier et au 31 décembre il se présente peu de questions susceptibles d'être étudiées dans leur ensemble, car les sujets débordent généralement sur les années voisines. Toutefois il est intéressant de dégager certains faits dominants.

Tout gravite à cette époque, en Extrême-Orient, autour de la volonté de puissance du Japon. Grew, qui fut ambassadeur des États-Unis à Tôkyô de 1932 jusqu'au jour de l'attaque de Pearl Harbour en décembre 1941, analyse dans sa dépêche du 6 février 1935 le chauvinisme des Japonais. Son exposé est écrit dans l'esprit d'objectivité, de modération, d'honnêteté qui caractérise ses mémoires (traduits sous le titre *Dix ans au Japon*). Les Japonais, explique-t-il, craignent de ne pas être considérés par les Blancs comme des êtres égaux à eux ; orgueilleux, ils prétendent expulser les Occidentaux d'Extrême-Orient où ils entendent être les seuls à conduire les affaires. En outre, des raisons économiques d'une grande force les poussent à une expansion hors de leurs îles. Grew étudie successivement ces raisons : la surpopulation du Japon, son manque de matières premières, son industrialisation, l'élévation progressive du niveau de vie. Ses conclusions renferment des prophéties dont les premières se sont déjà réalisées : la Mandchourie, dit-il, donnera probablement aux Japonais ce qu'ils demandent pendant quinze ou vingt ans, mais ensuite ils voudront davantage. De nouvelles aventures militaires en Extrême-Orient entraîneront vraisemblablement avec les puissances occidentales un conflit terrible dans lequel le Japon sera écrasé. « Toutefois il n'est pas probable qu'une nation aussi vigoureuse reste écrasée pendant plus d'une ou deux générations, après quoi il faudra recommencer l'opération. » On peut rapprocher de cette dépêche celle qu'écrivit N. T. Johnson, ministre des États-Unis à Nanking, le 1er mai 1935, sur la politique japonaise en Chine. Ces deux documents, exposant la même question vue de Tôkyô ou vue de Nanking, se complètent admirablement.

Une autre constatation qui ressort autant de la correspondance de l'ambassadeur Grew que de celle des agents diplomatiques et consulaires

des États-Unis en Chine, est la part prépondérante prise par les militaires japonais dans la conduite des affaires de leur pays, surtout sur le continent. Dans l'Armée japonaise un groupe ultra-chauviniste dont le général Araki est le représentant le plus en vue, pousse le Japon aux exigences les plus cyniques et aux aventures les plus hardies. Ces extrémistes forcent la main des diplomates. On est étonné de voir en Chine des personnages tels que le général Doihara mener des intrigues que l'on rattache mal à la politique que le *Gaimushô* (Affaires étrangères de Tôkyô) déclare vouloir suivre, ou tels que le général Suzuki, un attaché militaire qui fait des déclarations politiques à des fonctionnaires chinois. Les agents diplomatiques et consulaires japonais voient passer par-dessus leurs têtes une politique au courant de laquelle ils ne sont mis qu'après coup. Il existe à la vérité des éléments plus modérés dans les hautes sphères de l'armée, le général Ugaki par exemple, mais ce sont généralement les chauvinistes qui l'emportent sur les libéraux. Il en est de même au Gaimushô. Tandis que le ministre Hirota, fin, pondéré, préconise une politique sensée, on voit en Chine un premier secrétaire de légation, Suma qui, dans sa sphère, mène vis-à-vis des Chinois un jeu brutal sans paraître se soucier de ce que pense Ariyoshi, son ministre. On a l'impression que les relations entre le Japon et la Chine sont traitées simultanément sur deux plans ; l'un est celui des deux ministères des Affaires étrangères, l'autre est celui des militaires japonais et des fonctionnaires chinois ; le premier est du domaine de la théorie, c'est dans le second que l'on opère. On ne peut s'empêcher de faire un rapprochement avec les agissements du général Ôshima, attaché militaire à Berlin, lorsqu'il lia partie avec Hitler pour rattacher son pays à l'axe et qu'il fit rappeler son ambassadeur, le vicomte Mushakôji, d'esprit libéral, dont il prit la place.

Du côté chinois l'impuissance absolue du Gouvernement devant les Japonais d'un côté et les communistes de l'autre, la ruine des caisses publiques (à laquelle les Chinois reprochent aux Américains d'avoir contribué par leur politique d'achats massifs de leur monnaie d'argent), donnent l'impression d'un effondrement total et irrémédiable.

La politique des États-Unis à l'égard du Japon telle qu'elle se traduit dans les instructions du Département d'État à ses agents reste empreinte de ces principes plusieurs fois répétés : « agir avec justice, amabilité, comme de bons voisins, parler sur un ton conciliant, et avoir en main un gros bâton ». (Mémorandum de Hornbeck, directeur d'Extrême-Orient au Département d'État, 3 janvier 1935.) Elle est prudente et vigilante. Les tendances libérales et la courtoisie de Hirota d'une part et le tempérament droit, honnête, aimable de Grew d'autre part, contribuèrent certainement à adoucir les angles en maintes occasions.

Combien d'autres questions mériteraient d'être évoquées en cette année 1935 : la mainmise progressive du Japon sur la Mandchourie et la Mongolie intérieure, la vente par l'U. R. S. S. au Manchukuo du chemin de fer de l'Est chinois (qui passait désormais dans un territoire sous influence japonaise) et la fortification par les Soviets de la frontière Sibérie-Manchukuo, la création du Monopole des pétroles en Mandchourie (si importante par ses répercussions sur les affaires des Sociétés anglaises et américaines : *Standard-Vacuum*, *Shell*, etc.), la dénonciation du traité naval de Washington (29 décembre 1934) puis le départ de la *Société des Nations* (27 mars 1935), l'éventualité d'un prêt américain au Gouvernement chinois (envisagé quelque temps par les Affaires étrangères des États-Unis mais repoussé obstinément par Morgenthau, ministre des Finances), etc.

Ce recueil d'archives, indispensable aux historiens comme tout le reste

de la collection, sera malgré son ampleur jugé extrêmement attachant par tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de l'Extrême-Orient.

G. Renondeau.

Charles F. Romanus, *Riley Sunderland : United States army in world war*, t. I. *China-Burma-India theater. Stilwell's Missions to China*, xix-441 pages, Washington, 1953.

Dans l'importante collection de l'histoire de la deuxième guerre mondiale, les services américains viennent de publier cet ouvrage sur la mission Stilwell en Chine. Il s'agit d'étudier le théâtre d'opérations extrême-orientales en Chine, en Birmanie et aux Indes. En fait, la participation des États-Unis fut minime dans cette partie du monde. En dehors d'un peu d'aviation, de services de ravitaillement, l'Armée américaine n'a été représentée que par un général et son état-major. Ce n'est donc pas le rôle des unités qui nous est exposé, mais bien plutôt la participation chinoise à la guerre et l'attitude du représentant du Gouvernement de Washington auprès du généralissime Tchang Kai Tchek.

L'armée chinoise paraît une masse énorme : proportionnellement à la population du pays, on pourrait penser qu'elle doit atteindre de gros effectifs. Or, elle n'a pu se développer du fait de sa pauvreté en armement : Les livraisons de matériel ne se faisant que par des voies à faible rendement, surtout après l'occupation de l'Indochine par les Japonais ; les transports très lents et un essai de pont aérien ne permettent qu'un débit très réduit. D'autre part, il faut distinguer l'armée régulière sous les ordres du généralissime, des armées provinciales sous les ordres des gouverneurs de province, sur lesquelles l'autorité du pouvoir central semble avoir été bien faible.

Au total on aurait dû compter 324 divisions, 60 brigades indépendantes et 89 unités de guerilla. Cette énorme armée ne fut pas capable de jeter les Japonais hors du continent : il n'y eut, en effet, que 23 divisions à 10.300 hommes et 2 à 7.800. Les effectifs totaux s'élevaient à 350.000 hommes groupés en armées (corps d'armée à 2 ou 3 divisions).

Le général Stilwell voulant remédier à la faiblesse congénitale de cette armée, organisa, d'accord avec les Anglais, une école de cadres à Rimgarth aux Indes. Il estimait que les jeunes officiers étaient capables d'être formés rapidement et pouvaient fournir d'excellents cadres ; mais son opinion sur les officiers généraux ou supérieurs était beaucoup plus réticente : il les juge sans courage moral, n'allant jamais voir leurs troupes, ne faisant aucune reconnaissance. Enfin, les services de ravitaillement étaient inexistants : ainsi, mal approvisionnée, mal armée, mal nourrie, mal commandée, l'armée du généralissime pouvait-elle combattre ?

Quels pouvaient être les plans d'opération ? Stilwell pouvait agir comme agent de liaison entre Chinois et Britanniques. Mais il pensait que, pour des raisons différentes, il ne pouvait tabler ni sur l'un ni sur l'autre : manque d'unité de vues entre les Alliés, théâtres d'opérations Birman et Chinois trop différents, objectifs ne coïncidant pas. Ses Alliés d'ailleurs répondaient avec complaisance aux objections faites mais agissaient ensuite avec des retards systématiques, voire même en faisant de l'obstruction.

La politique de Stilwell avait deux buts :

— constituer des bases en Chine contre le Japon ;

— et pour ce faire, maintenir la Chine dans la guerre, pour soulager d'autant les Américains exposés à la pression japonaise dans le Pacifique.

Pour réaliser cette politique, il ne disposait que d'une force aérienne,

encore que celle-ci ne lui obéisse qu'avec difficulté, puisqu'il n'y avait pas subordination réelle de l'aviation à Stilwell. Le commandement aéronautique voulait démolir les transports fluviaux japonais sur le Yang-tsé-kiang : bombardements efficients mais insuffisants, incapables de détruire la flotte fluviale dont disposaient les Nippons.

D'autre part, les deux théâtres d'opérations étaient nettement séparés par des chaînes de montagnes de 3 à 4.000 m., sans route dans la jungle : la Chine et la vallée du Yang-tsé d'une part, la Birmanie de l'autre. Tchang Kai-Tchek ne veut pas faire grand-chose en Chine et, en Birmanie, malgré les prouesses du général Wingate, les Anglais n'ont pas les moyens suffisants pour reconquérir le pays.

Pour Stilwell, la grosse difficulté résidait dans la personnalité du généralissime. Arrivé en février 1942 à Tchoung King, Stilwell est obligé de s'avouer à la fin de septembre 1943 qu'il n'est arrivé à rien. Que voulaient les Chinois ? Au début, un millier d'avions, l'armement de 30 divisions, une voie ferrée et une route à travers la Birmanie... Toutes demandes qui paraissent disproportionnées quant aux possibilités américaines.

Par ailleurs, le général n'a aucune confiance dans le généralissime. Les Chinois ont « une tendance invétérée à négliger leurs obligations sur la fourniture des effectifs ». Il faut s'attendre « aux plus fantastiques décisions ». Stilwell ne peut penser que son chef, le président Roosevelt ait une totale méconnaissance « du caractère, de l'autorité, de l'aptitude et des intentions de Tchang Kai Tchek ».

D'après ses rapports, le commandement chinois :

— ne donne aucun ordre pour les opérations de guerre ;
— ne remplace pas les effectifs des unités ;
— aboutit à la faillite du ravitaillement et de la réorganisation de l'armée ;
— ne fait rien pour envoyer les étudiants dans les centres de formation de cadres.

Heureusement, les Japonais n'ont pas eu les moyens d'attaquer : leurs effectifs sont insuffisants ; leurs lignes de communication, trop longues, absorbent de trop nombreuses unités qui font défaut pour les opérations. Tout cela a sauvé les Chinois.

On est surpris que, dans ces conditions, avec cette expérience et les avis d'un spécialiste, la politique des États-Unis ait été basée pendant des années sur la personnalité de Tchang Kai Tchek.

R. VILLATTE.

Major Carl W. HOFFMANN, *The Seizure of Tinian*, Historical Division, H. Q., U. S. Marine Corps, 1950, photos et cartes.

De tous les débarquements effectués par les Américains dans les îles du Pacifique, celui de Tinian fut, de l'avis de l'amiral Spruance, « probablement l'opération la plus brillamment conçue et exécutée ».

Tinian est une petite île de l'archipel des Mariannes, située près de Saipan. Elle était tenue, en 1944, par un peu plus de 9.000 Japonais, mais si bien défendue par la nature contre une opération amphibie qu'elle aurait pu constituer un obstacle redoutable et coûteux pour la conquête finale de l'archipel. Elle ne présentait qu'une seule plage vraiment utilisable — d'après les canons alors en vigueur — mais celle-ci était très habilement défendue et truffée de mines. La plus haute autorité dans l'île était le vice-amiral Kokuda mais il n'intervint pas dans la défense qui fut dirigée par le colonel Ogata.

Le jour J fut le 24 juillet 1944, l'heure H : 7 h. 45. La flotte de transport et de soutien était commandée par le contre-amiral Harry W. Hill. Le 5e corps amphibie, comprenant en particulier la 4e division de Marines qui venait de conquérir Saipan, obéissait au major-général Harry Schmidt.

Les Américains réalisèrent une surprise tactique complète. Tandis que les Japonais les attendaient au sud de l'île, devant la seule plage utilisable, ils débarquèrent au nord-ouest, sur deux petites plages atteignant seulement 200 m. de longueur au total, ce qui représenta un bel exploit d'organisation. Mais le débarquement s'effectua comme à l'exercice, tandis qu'une escadre imposante, comprenant en particulier les cuirassés *Colorado*, *Tennessee*, *California*, et les croiseurs *Louisville*, *Cleveland*, *New Orleans*, *Montpelier* exécutaient des diversions et écrasaient les défenseurs sous le poids de leurs bordées.

Dès que les Japonais comprirent qu'ils avaient été tournés, ils remontèrent vers le nord en toute hâte. Mais ils furent alors pris à partie par l'aviation qui leur causa de très lourdes pertes, tant en personnel qu'en matériel. Ils n'en lancèrent pas moins, à la nuit, comme à leur habitude, une contre-attaque farouche. De petits groupes, qu'appuyaient les chars survivants, se lancèrent en avant en poussant des cris sauvages. Ils furent partout arrêtés, sauf à la jonction des deux régiments débarqués où quelques hommes parvinrent jusqu'aux positions d'artillerie américaines. Mais la réaction fut très prompte. Les marines se défendirent énergiquement et efficacement, tandis que la flotte ouvrait un feu dévastateur. Un des projectiles tirés par les cuirassés tomba sur le P. C. du colonel Ogata et le tua avec tout son état-major. Quand le jour se leva la défaite des Nippons était achevée, certains commencèrent à se suicider avec des grenades. Cette défaite scella le sort de l'île.

La 4e division de *Marines*, renforcée par la 2e, débarquée dans l'intervalle, entreprit alors de progresser dans la matinée du 25 juillet. L'avance fut de 3 ou 4 km. par jour jusqu'au 1er août où le général Schmidt put lancer le message coutumier pour annoncer que « toute résistance organisée avait cessé ».

C'était un résultat magnifique. L'opération avait coûté aux Américains 1.727 hommes hors de combat, dont 290 tués. Les 9.000 Japonais étaient anéantis.

Tinian mérite de rester dans la mémoire à un autre titre. C'est là que furent employées pour la première fois les bombes au napalm dont l'effet fut si remarquable qu'on décida de les adopter immédiatement, et d'en généraliser l'emploi. L'opération constitua en outre un splendide exercice « dans la réalité » qui permit de mettre au point la tactique dont le triomphe n'allait plus s'arrêter.

R. Jouan.

Captain Russell Grenfeld, *Main Fleet to Singapore*, Faber and Faber, London, 1951, 238 pages, 6 cartes, illustrations.

Le capitaine de vaisseau Russel Grenfeld, de la marine royale britannique nous présente, en ce livre, l'histoire des événements qui se déroulèrent en Extrême-Orient au début de la guerre du Pacifique. Ce n'est pas une histoire au sens précis de ce mot, mais plutôt des considérations sur ces événements, une enquête sur les responsabilités engagées, des conclusions sur les conséquences.

Il avait toujours été entendu que Singapour serait défendu par la mer. La forteresse possédait de très puissantes défenses côtières mais ses arrières

n'étaient pas couverts. Seules, la maîtrise de la mer et, ultérieurement, quand l'aviation prit toute son importance, celle du ciel, pouvaient la sauver. Les chefs locaux ne cessèrent de réclamer les moyens de se les assurer. Mais la catastrophe de 1940 engagea l'épée de la Grande-Bretagne jusqu'à la garde, en Europe. Il ne fut plus question d'envoyer une flotte importante à Singapour. Les besoins en avions, même reconnus comme indispensables, ne furent pas couverts. Quand l'Allemagne attaqua la Russie, en juin 1941, ce qui rendit probable une agression japonaise dans le Pacifique, c'est à l'Union soviétique et non à la Malaisie que furent envoyés les chars et les armes du dernier modèle. Au début de décembre 1941, il n'existait à Singapour que 33 bataillons et 141 avions, en partie de types démodés.

Le gouvernement britannique, qui semble avoir compté jusque-là sur le concours de la flotte américaine, espoir que le désastre de Pearl Harbor réduisit à néant, avait cependant décidé d'envoyer au secours de la base menacée son cuirassé le plus récent, le *Prince of Wales*, accompagné d'un grand croiseur de bataille, le *Repulse*, et de 4 destroyers. Ces bâtiments entrèrent le 2 décembre 1941 à la base navale de Singapour. Cinq jours plus tard les Japonais débarquaient en Malaisie.

Que pouvait faire l'amiral Phillips, commandant des forces navales ? Pouvait-il assister, les bras croisés à l'invasion et attendre la destruction dans sa base ? Il appareilla pour attaquer les convois signalés. La flotte principale nippone n'avait pas été annoncée (elle s'occupait de Pearl Harbor). Les seuls dangers provenaient des avions et des sous-marins, contre lesquels le manque d'avions convenables ne permettait pas de se protéger. Mais, dans la marine britannique, on n'avait jamais estimé bien haut les aviateurs japonais. On venait de subir, en Norvège et en Crète, les assauts de l'aviation allemande qui avait pu détruire beaucoup de bâtiments secondaires mais jamais de cuirassés. Dans aucune marine (sauf dans celle du Japon, mais on l'ignorait encore) la tactique des avions torpilleurs n'avait pu être mise au point. Le seul danger que redoutât sérieusement sir Tom Phillips était celui des sous-marins. On connaît la suite. Le 10 décembre 1941, vers midi, les deux grands navires britanniques furent coulés par des avions torpilleurs au large de Kuantan.

La maîtrise de la mer était perdue. La maîtrise du ciel avait été conquise d'emblée par l'aviation nippone très supérieure. Le sort de Singapour était scellé. L'armée, attaquée avec des moyens puissants alors qu'elle ne possédait pas elle-même de chars, constamment prise à revers ou débordée sur ses flancs appuyés à la côte, ne cessa de reculer et vint s'enfermer dans l'île de Singapour. Huit jours après, les Japonais franchissaient le détroit de Johore. Ils étaient beaucoup moins nombreux que les Britanniques mais ceux-ci étaient démoralisés. Attaqué le 8 février, Singapour « l'imprenable » capitula le 15.

Pour le commandant Grenfeld, la date du 10 décembre 1941, celle du désastre de Kuantan, marque la fin d'une époque dans l'histoire de l'Angleterre et sans doute dans celle du monde. C'est ce jour-là que « le trident de Neptune » échappa aux marins britanniques, c'est ce jour-là que la Grande-Bretagne entra dans son nouveau destin.

R. JOUAN.

Compton MACKENZIE, *Eastern Epic*, 1er vol. (Defensive), Londres, Chatto & Windus, 623 pages, 1951.

Le gouvernement de l'Inde avait eu l'idée de faire paraître un ouvrage populaire sur l'effort de l'Inde au cours de la dernière guerre et il s'est

adressé dans ce but à un historien, M. Compton Mackenzie. Mais le projet s'est modifié et c'est un véritable historique de toutes les opérations auxquelles les troupes indiennes ont pris part qui a été composé. Nous n'en avons encore que la Première Partie qui va de septembre 1939 à mars 1943. La tâche était considérable mais, pour la réaliser, le gouvernement de l'Inde a donné à l'auteur une aide matérielle puissante. Il ne s'est pas contenté de faire ouvrir en grand les archives du Service historique de Simla mais il a offert à M. C. Mackenzie, pour interroger ceux qui ont survécu à cette guerre et pour visiter les théâtres d'opérations, un long voyage de dix-huit mois à travers toute l'Inde, l'Irak, la Syrie, la Tunisie, le Soudan, l'Érythrée, l'Assam, la Birmanie, Hongkong, le Japon. Les îles Nicobar et Andaman elles-mêmes ont reçu sa visite. Aussi cet historique est-il copieusement documenté. Il ne faut toutefois pas le prendre pour une histoire complète. On y trouve d'innombrables faits d'armes accomplis par des unités et non moins d'actes individuels d'héroïsme. Cependant les détails ne noient pas les grandes lignes. Il était difficile d'exposer des opérations qui couvrirent des années et s'étendirent sur des théâtres aussi variés qu'éloignés les uns des autres. Plusieurs solutions s'offraient. L'auteur a pris celle qui consiste à découper le moins arbitrairement possible les campagnes étudiées en tranches successives d'un ou deux mois. Le lecteur est ainsi conduit de la Malaisie à Bornéo d'où il est ramené en Lybie pour repartir ensuite pour la Birmanie, etc.

L'ouvrage est avant tout un monument élevé à la gloire des troupes de l'armée des Indes, aujourd'hui disparue, un juste tribut à leur dévouement à l'Empire, à leur valeur et à leur héroïsme. On mesure l'effort de l'Inde quand on lit que le 1er juillet 1939 son armée ne comptait que 183.000 hommes de troupe et que le 1er juillet 1945 elle avait une armée de 2.250.000 hommes (officiers non compris), tous volontaires. Ses mérites furent d'autant plus grands que, parente pauvre, l'armée indienne a souffert longtemps d'un armement périmé ou insuffisant. L'auteur, qui ne farde pas les vérités amères souligne le fait ; il a prodigué autant de critiques à l'égard du gouvernement britannique que d'éloges à l'adresse des troupes. Il se montre à maintes reprises très sévère pour Churchill, notamment quand il lui reproche d'avoir déclaré aux Communes que les Forces impériales disposaient d'un armement au moins aussi bon que celui de l'adversaire, déclaration dont l'inexactitude ne pouvait manquer de porter atteinte au moral des combattants. C. Mackenzie rappelle encore le manque de prévision et l'indécision du gouvernement relativement à la défense de la Birmanie après la séparation politique et militaire de celle-ci d'avec l'Inde en 1937. Il montre les conséquences fâcheuses de l'incrédulité affichée en haut lieu quand les experts mettaient en garde contre la puissance militaire des Japonais. On pourrait relever bien d'autres critiques adressées à des hommes politiques (Churchill) ou à des chefs militaires (Wavell). Enfin on relit avec mélancolie les pages qui rappellent des souvenirs de mésentente entre les Alliés. Le dédain du général américain Stilwell à l'égard des chefs anglais (Alexander) n'a d'égal que le mépris des Britanniques pour les armées chinoises aux ordres du même Stilwell. Tout cela est assez triste. Plus particulièrement tristes pour nous sont les chapitres consacrés aux opérations de Syrie. Mais attendons le deuxième volume : avec lui viendront certainement des pages de réconfort.

G. Renondeau.

Major général F. S. G. Piggott, *Broken Thread*, Aldershot (Gale and Polden), 1950, in-8°, 424 pages, illustré.

L'auteur de cette autobiographie intitulée *Le lien rompu* n'avait que 5 ans lorsqu'en 1888 son père, un juriste qui venait d'être nommé conseiller du premier ministre du Japon, l'emmena à Tokyo. De cette orientation de la carrière du père résulta celle du fils. Ses affections familiales et l'amour de son pays mis à part, Piggott n'a eu qu'une passion dans sa vie : le Japon. Par souci d'exactitude disons qu'il en a eu une deuxième : le cricket ; le seul reproche qu'il ait jamais adressé aux Japonais est leur indifférence totale à l'égard de ce jeu tout britannique.

Le général Piggott a commencé sa carrière comme sapeur, mais c'est dans l'état-major, et particulièrement au deuxième bureau, qu'il a servi quand il n'était pas au Japon. En dehors des années d'enfance il a fait 4 séjours au Japon, deux comme étudiant de langue et stagiaire dans l'armée japonaise, deux comme attaché militaire, le dernier avec le grade de général. Il parle couramment la langue. La haute situation occupée par son père lui a créé de précieuses amitiés qu'il n'a cessé d'étendre. Il a connu et approché un grand nombre d'hommes d'État et à peu près tous les grands chefs militaires du Japon. Nul autre attaché militaire à Tokyo n'a eu la tâche si belle et si aisée, au moins pendant la première partie de sa carrière. Les vingt années d'alliance anglo-japonaise lui ont assuré une place privilégiée. Il fut une époque où ses officiers stragiaires étaient affectés dans 15 des divisions de l'armée japonaise, dans 6 de ses écoles ; ils étaient répartis de Formose au Hokkaidô ; il y en avait en Corée ; Sakhaline même était visitée. Piggott était à Londres réputé comme le grand expert du Japon militaire. Quand des princes japonais faisaient un voyage en Angleterre il leur était attaché officiellement et il se lia avec plusieurs d'entre eux.

On comprendra donc aisément pourquoi l'idée maîtresse du général Piggott a été la création ou l'affermissement des liens d'amitié entre l'Angleterre et le Japon. De toutes ses forces il a contribué au resserrement de ces liens ; à sa grande tristesse il a assisté plus tard à leur relâchement et enfin à leur rupture.

Son autobiographie parle donc surtout du Japon. Elle est composée avec un soin extrême, elle est remplie de détails souvent pittoresques et empreints d'humour, le style en est agréable. Toutefois ce sont surtout ceux que leur carrière civile ou militaire a fait vivre dans le même milieu et à la même époque qui goûteront pleinement cette mine de souvenirs. Les historiens n'y récolteront qu'une moisson légère. Piggott n'a parlé des événements pourtant capitaux dont il a été témoin que dans la mesure où ils encadraient ses faits et gestes. Son livre appartient à la petite histoire. On peut regretter qu'il ne se soit pas étendu davantage sur les modifications restrictives qu'une pression américaine fit apporter en 1911 à l'alliance anglo-japonaise, sur le non-renouvellement de cette alliance en 1921. Membre de la Délégation britannique à la Conférence de Washington, il aurait sans doute pu extraire de ses dossiers des documents d'une originalité supérieure à celle d'un long article du Morning Post. Il nous marque cependant toutes les étapes de la progressive désaffection mutuelle des deux pays : le refus du Japon de se joindre à l'Angleterre dans l'envoi en 1926 de troupes destinées à défendre la Concession internationale de Changhaï, les critiques provoquées par le rapport de la Commission Lytton sur la Mandchourie, le départ du Japon de la Ligue des Nations en 1933, de la II^e^ Conférence navale de Londres en 1936. Au cours de la dernière décade qui précéda la 2^e^ guerre mondiale les frictions entre Anglais et Japonais se multiplièrent

et alors, la situation occupée par Piggott, ses nombreuses amitiés japonaises, son aisance à parler le japonais, son esprit conciliateur lui firent confier des missions qui sont autant de bribes d'histoire non négligeables. En 1938 il fut envoyé à Changhaï pour aplanir un incident ; il réussit pleinement. Il eut ensuite le même succès à Tien-tsin, mais il était à peine parti que des difficultés nouvelles surgirent. Enfin à Pékin il alla plaider la cause, extrêmement délicate, de l'attaché militaire anglais en Chine que les Japonais avait arrêté dans une zone où il n'aurait sans doute pas dû se trouver, surtout en civil : Piggott obtint qu'il fût libéré.

Un peu plus tard les liens anglo-japonais devaient se rompre complètement. Ce fut pour le général Piggott une profonde déception mais il garde dans son livre une grande dignité et on n'y relève pas une seule critique, pas plus à l'égard de ceux de ses compatriotes qui n'ont pas partagé ses opinions que de ceux de ses amis japonais dont l'orgueil et le chauvinisme outrés ont poussé leur pays à sa perte. Ses mémoires ne sont peut-être pas d'un historien, mais ils sont d'un parfait gentleman.

G. Renondeau.

Harrison Forman, *Blunder in Asia*, Didier, New York, 1950, in-8°, 190 pages.

Œuvre d'un reporter chevronné qui a longtemps séjourné dans cette Chine parcourue par lui en tous sens depuis une vingtaine d'années, ce livre n'est pas seulement un reportage très vivant, très pittoresque, sur la prise de Changhai par l'armée communiste chinoise en mai 1929. C'est aussi une étude documentée du passage de la Chine nationaliste de Tchang Kai-chek aux mains des communistes de Mao Tse-tong et de la situation actuelle en Chine. L'auteur n'est pas tendre pour les nationalistes, « régime à courtes vues, fonctionnaires rapaces, Gouvernement inepte ». Comme cela allait très mal sous Tchang Kai-chek, les masses se sont portées, dit-il, tout naturellement vers les rouges, en pensant que quoi qu'il advint, les choses ne pourraient être pires. La difficulté pour les communistes n'a pas été de conquérir une Chine mûre pour changer de régime. Elle est dans l'art de continuer à faire mouvoir une machine qui fonctionnait très mal à la vérité, mais qui fonctionnait tout de même. Mais Mao Tse-tong était avant tout un réaliste, il a eu le bon sens de sentir que l'application brutale et immédiate des théories marxistes dont il se réclame allait le conduire à la catastrophe. Aussi a-t-il compris qu'il fallait, au moins pour un certain temps et dans une certaine mesure, ménager la propriété et le capital.

Voilà donc la Chine aux mains d'un Gouvernement communiste. Peut-on la sauver du Kremlin ? demande Forman. Avant de répondre à cette question il soutient que les Chinois sont avant tout chinois, xénophobes, quel que soit l'étranger en cause et que Mao Tse-tong veut que le problème chinois soit résolu par les Chinois seuls. Il fait ressortir que tout n'est pas parfait dans les relations entre les Soviets et la Chine, que le Kremlin n'a pas confiance en Mao Tse-tong et que ce dernier voudrait remettre la main sur la Mandchourie, la Mongolie et le Sin kiang que les Soviets ont soustraits à l'autorité chinoise au temps de Tchang Kai-chek. Et alors l'auteur pose ces deux axiomes : les troubles de Chine ont d'abord leur source dans la pauvreté et la misère des masses, ensuite la Chine veut se libérer de la domination étrangère. Il ne faut pas que l'Amérique répète son *Blunder in Asia* (*Ses bévues en Asie*), c'est le titre de l'ouvrage), en cherchant à imposer des méthodes aux Chinois en mal de reconstruction de leur pays ; cela ne servi-

rait peut-être qu'à les précipiter, par réaction, dans l'orbite soviétique ; les Américains doivent se borner à « encourager les réformes sociales et économiques », mais ici l'auteur tourne court et l'on regrette qu'après avoir bien posé le problème chinois et mis ses compatriotes en garde contre le renouvellement des fautes passées, il ne propose pas de solution plus précise que celle de laisser les Chinois se tirer d'affaire par leurs propres moyens.

G. RENONDEAU.

Général SABATTIER, *Le destin de l'Indochine*, Plon, 1952, 467 pages, avec 17 illustrations et 6 cartes.

Après avoir servi en Indochine et en Chine de 1923 à 1929 et avoir été attaché militaire à Pékin de 1934 à 1938, l'auteur était de retour en Extrême-Orient en 1941. Il y commande successivement le Groupement Cochinchine-Sud Annam, puis la division du Tonkin. En septembre 1944, il est désigné par le général Mordant comme chef nord de la Résistance. Lors de l'agression japonaise de mars 1945, il réussit à quitter Hanoï ; il prend le commandement des éléments qui ont pu échapper à la captivité. Le gouvernement provisoire le nomme délégué général pour l'Indochine et commandant supérieur des troupes. Après quelques semaines, ayant fait vainement appel à l'aide des Alliés, il est contraint de passer en Chine.

On ne peut donc contester sa compétence en ce qui concerne les questions d'Extrême-Orient. Son témoignage et les nombreux documents qu'il publie méritent par conséquent d'être pris en sérieuse considération.

Ils se rapportent surtout à l'organisation de la Résistance indochinoise, à l'agression japonaise et à la situation créée par la capitulation du Japon.

Le général Sabattier commence par décrire le climat moral de l'Indochine avant l'agression. Il défend l'amiral Decoux d'avoir été « collaborationniste » et, quoique celui-ci ait, plus ou moins volontairement, favorisé le « mouchardage » et qu'il ait cru, au moins pendant quelque temps, à la victoire de l'Allemagne, il estime que son action fut, en définitive, heureuse.

Son tableau de la Résistance indochinoise est assez confus, comme le fut l'organisation de cette Résistance, où se heurtèrent les tendances, et, pour commencer, celle des militaires, qui ne croyaient qu'à la Résistance militaire, et celle des civils, dont un grand nombre étaient surtout préoccupés, d'après lui, d'une opposition plus ou moins désintéressée au gouverneur général. Il reconnaît toutefois les services rendus dans le domaine du renseignement, en dépit du défaut de coordination des divers organes.

Il s'étend longuement sur les préludes de la crise de mars 1945 ; mais c'est surtout pour exalter son propre esprit de prévision et pour reprocher au général Mordant, désigné par le *Gouvernement Provisoire* comme délégué général, de s'être laissé « absorber par la politique intérieure et par des arrière-pensées de représailles ou tout au moins d'épuration ». Il détaille les mesures qu'il avait prises en vue de l'agression et affirme, comme le général Mordant, que ce ne sont pas ces mesures qui déclenchèrent l'action japonaise, décidée depuis longtemps et probablement depuis octobre 1944. Il montre les conséquences néfastes de la dualité de commandement de l'amiral et du général Mordant et de leur animosité réciproque. Après un récit émouvant de son odyssée de Hanoï vers le Haut-Tonkin et un bel hommage aux officiers et aux soldats qui l'accompagnèrent dans cet exode, il signale l'indifférence ou l'hostilité plus ou moins déguisée des autorités chinoises et américaines de Tchung-King à l'égard des quelque 300 officiers et 5.000 soldats dont il leur offrait le concours.

A partir de juin 1945, son témoignage tourne au réquisitoire — réquisitoire contre les Américains, qui travaillent ouvertement à nous écarter — contre la *D. G. E. R.* dont les représentants accaparent la direction de l'action et du renseignement, en dépit de leur ignorance de la situation et pour des raisons inavouables — contre le *Gouvernement Provisoire*, qui, se refusant à utiliser le général Sabattier, confie à des incompétents la tâche difficile de rétablir l'autorité et le prestige de la France. Sans doute faut-il faire la part du dépit qu'il a éprouvé à être laissé de côté ; mais les notes rédigées par lui de juin à août 1945 et publiées dans ce livre n'en sont pas moins utiles pour apprécier les décisions du *Gouvernement Provisoire* et de nos Alliés.

Après août 1945, le livre perd son caractère de témoignage direct. Il n'en devient que plus sévère pour les erreurs commises, tant par les Américains, en différant systématiquement le rétablissement de la souveraineté française, que par les Français, dont les mesures brutales d'épuration privèrent l'Indochine des compétences indispensables et nous firent perdre la face aux yeux des autochtones.

Général Lestien.

ÉCONOMIE DE GUERRE

A. Piettre, *L'économie allemande contemporaine*, Éditions M. T. Génin, Librairie Médicis, 672 pages, Paris, 1953.

Bien que cet ouvrage fondamental porte en sous-titre 1945-1952 il intéresse la *Revue d'histoire de la guerre*. Non seulement parce que tout ce qui touche à l'évolution d'un des belligérants ne laisse pas ses lecteurs indifférents (et M. Piettre, un des spécialistes les plus compétents des questions économiques allemandes, leur donne un document exceptionnel) — mais aussi parce que la première partie du livre est consacrée à la période de guerre.

La puissance et l'expansion de l'économie allemande d'avant guerre sont présentées sous une forme synthétique très suggestive ; potentiel humain d'abord : de 1850 à 1900 la population allemande croît de 57 % (celle de la France de 10 %) — le mouvement continue au xx^{e} siècle, mais après la première guerre le taux de natalité diminue (de 27,5 °/$_{oo}$ en 1913 à 14,7 en 1933). La politique nataliste fait ensuite remonter ce taux à 20 °/$_{oo}$ en 1939.

Le potentiel industriel développé à partir des grands bassins — et celui de la Ruhr surtout — bénéficiait aussi d'un effort d'organisation considérable. En 1938, avec des effectifs doubles des effectifs français, l'Allemagne réussissait à produire 4 fois plus. L'industrie marquait sa supériorité, de la houille à la sidérurgie et aux industries mécaniques : parc de 1.600.000 machines-outils en 1938 (contre 550 à 600.000 en France). Réseau ferroviaire le plus ramifié d'Europe, réseau fluvial exceptionnel, marine marchande redevenue la 3^{e} d'Europe, malgré le désastre de 1918. Un système commercial actif, des banques dynamiques complétaient le bilan positif de cette économie où se constataient néanmoins de nombreuses faiblesses : agriculture d'abord, déséquilibre humain ensuite (instabilité psychique) — déséquilibre industriel enfin car trop souvent le rendement économique était sacrifié au « politique ».

L'effort de guerre analysé par M. Piettre se résume dans l'augmentation, en plein conflit, du potentiel économique d'environ un tiers — par une tension des moyens nationaux (sur ce point je ne partage pas entièrement l'opinion de l'auteur sur l'intensité de la mobilisation des forces économiques allemandes) — et par un asservissement de l'Europe occupée. Mais cette « prospérité » de guerre, plus artificielle que celle des U. S. A., cachait de nombreuses faiblesses qui, autant que l'effondrement militaire, ont marqué le destin allemand de 1945 à 1948.

***

Signalons sur le même sujet deux travaux, l'un ancien, l'autre récent — d'abord le *Financement de la Guerre en Allemagne*, étude documentée de Per Jacobsson, parue dans *Tkyklos*, n° 1 — 1947, et qui comble bien des lacunes reprochées au livre de Max Lanter analysé ci-après ; ensuite les *Problèmes de l'Industrie d'Allemagne occidentale* que vient de publier le *Bureau International de Liaison et de Documentation* à Offenburg (Bade).

A. Piatier.

Dr Max Lanter, *Die Finanzierung des Krieges*, Éditions Haag, Lucerne, 217 pages, Bibliographie, 1950.

L'ouvrage du Dr Lanter apporte des éléments utiles sur le volume des dépenses de guerre des principaux pays au cours de la seconde guerre mondiale et sur les moyens de couverture de ces dépenses : impôts, emprunts, développement de la circulation monétaire. Cette collecte de documents financiers est sans doute plus intéressante que les interprétations de l'auteur, limitées à quelques thèmes déjà abondamment traités. L'effort d'intégration des problèmes financiers aux problèmes économiques généraux est très réduit bien que l'auteur lui-même ait reconnu, à propos de la plupart de ses monographies nationales que le financement des guerres ne représentait plus qu'une petite partie des tâches de l'État. Quelques rares comparaisons des évolutions de prix dans les pays belligérants, quelques rares précisions sur les tensions inflationnistes, une liaison à peine esquissée entre les problèmes de rationnement, d'épargne forcée, de contrôle des prix et des revenus et les questions de financement : les circuits économiques, toile de fond de tout problème moderne de financement ne sont pas évoqués. Tout au plus trouve-t-on quelques indications rapides sur le revenu national, pour l'Allemagne par exemple ; mais, faute de référence au mode de calcul, brut, net, au coût de facteurs, au prix de marché, de tels éléments statistiques sont inutilisables. Des calculs de la part du budget de l'État dans le revenu national (1) sont dépourvus de toute signification faute des précautions élémentaires.

Malgré la citation d'Harold Macmillan : *The highest degree of economic efficiency is vitally essential. Military power is a product of economic power* — qui ouvre la seconde partie du livre, la « théorie du financement de la guerre » reste fragmentaire et fort peu reliée à l'étude de la puissance ou du potentiel économique.

Revenons donc à la première partie : elle nous fournit quelques tableaux dont voici des extraits susceptibles de retenir l'attention des lecteurs de la revue :

Allemagne. — De l'exercice 1939-1940 à l'exercice 1944-1945, les dépenses de guerre passent de 21 milliards de RM à 141. A peine égales aux dépenses civiles au début du conflit, elles représentent 7 fois ces dépenses à la fin de la guerre. Dans la même période les impôts passent de 23 à 31 milliards par an (effort fiscal limité) tandis que les recettes d'emprunt passent de 6 à 22 milliards pour le long terme et de 15 à 74 milliards par an pour le court terme.

Un tableau (p. 104) donne le détail des « ponctions » effectuées sur les économies européennes (124 milliards de RM en quatre ans et demi) et un autre (p. 130) sur les charges d'occupation supportées par la France.

Grande-Bretagne. — Le budget global passe de 2,7 milliards de livres en 1939-1940 à 30,4 en 1944-1945. Les recettes d'impôts passent de 1,1 à 13,6 milliards, les emprunts (à long et court terme) de 1,7 à 15,8 par an.

U. R. S. S. — De 1940 à 1945 le budget passe de 174 à 298 milliards de roubles. Ses chapitres militaires croissent de 56 à 128 milliards.

U. S. A. — Pendant la période de dix-sept mois de préparation à la guerre (finissant en novembre 1941) les dépenses militaires ont représenté 9,8 milliards de dollars. Pendant les douze derniers mois du conflit elles s'élevaient à 90,5 milliards.

L'effort fiscal a été considérable : pour le seul impôt sur le revenu les

(1) Cf. p. 97 : 40 % pour l'Allemagne.

recettes passent de 2,2 milliards de dollars en 1938-1939 à 35,2 en 1944-1945.

L'auteur conclut en rappelant la phrase de Benjamin Constant : « Chez les Anciens, une guerre heureuse ajoutait, en esclaves, en tributs, en terres partagées, à la richesse publique et particulière. Chez les Modernes, une guerre heureuse coûte infailliblement plus qu'elle ne rapporte. » Quant à la population elle doit aider au financement par un comportement susceptible d'assurer la stabilité monétaire. Des citoyens qui ne pensent qu'aux marchandises et une direction économique qui ne pense qu'à la monnaie sont une source égale de dangers.

A. PIATIER.

Seymour E. HARRIS, *The Economics of Mobilization and Inflation* (Norton, New York, 1952), 308 pages, Notes bibliographiques, index.

Le Pr Seymour Harris est un spécialiste des questions d'économie de guerre. Sur 24 ouvrages, il en a consacré 10 à la mobilisation, à l'économie de guerre. Dès 1930, il se tourne vers cette branche de la recherche avec sa thèse sur *Les finances de guerre de la Révolution et de Napoléon.* En 1931 et 1933 ses deux livres : *Problèmes monétaires de l'Empire Britannique* et *Vingt ans de politique du Bureau Fédéral de Réserve* — consacrent d'importants développements relatifs à l'économie de guerre. Les 6 ouvrages suivants traitent différents aspects de la seconde guerre mondiale.

Son *Economics of Mobilization and Inflation* est tourné vers l'effort de guerre 1950-1951 qui a suivi aux États-Unis l'affaire coréenne. On aurait tort de croire que ce livre n'intéresse pas la *Revue d'Histoire de la seconde guerre mondiale.* En effet l'auteur apporte à la fois une expérience très grande des mécanismes de l'économie de guerre, valable sur toute la période moderne, et une masse considérable de renseignements et d'interprétations sur la seconde guerre mondiale, qui ont le mérite d'être plus fouillés et plus « raisonnés » que maints apports purement descriptifs de la période d'immédiat après guerre.

M. Seymour Harris par exemple attire l'attention sur l'exagération très courante faite par de nombreux économistes à propos de l'augmentation du revenu national américain (produit brut) au cours de la seconde guerre mondiale : en effet les industries de guerre ont dû payer plus cher les facteurs de production ; il s'y ajoute encore le gaspillage et la moins grande efficacité de cette période. Et l'auteur rejoint Kuznets qui réduit d'un bon tiers l'augmentation de la production du temps de guerre.

Il attire aussi l'attention sur le coût croissant du matériel militaire, pendant la guerre et depuis ; ainsi un programme de 50 milliards de dollars en 1950 représentera moins qu'un programme de 25 milliards en 1944. La hausse des prix n'est pas seule en cause : le matériel est plus perfectionné et sa densité par unité combattante est plus grande. Par exemple une mitrailleuse qui valait 249 $ en 1944 vaut 720 $ en 1950 et il y en a 354 par division au lieu de 237. Le char léger vaut 126.000 $ au lieu de 39.000 et il y en a 9 par division au lieu de 0.

Chacun des chapitres : *Ressources* (main d'œuvre, matériel, ressources alimentaires) *Lutte contre l'inflation, Taxation, Dépense publique et épargne, Dette publique, Contrôle des prix et des profits, Étude de la consommation et du bien-être,* etc., lui donne l'occasion de faire la comparaison entre la période de guerre et celle du programme de réarmement post-coréen. Un chapitre sur les leçons à tirer de la seconde guerre insiste sur les interrelations entre les différents secteurs de l'activité économique ; le problème de départ est

d'empêcher une inflation alors que, avec une hausse des salaires de base de 25 % environ, le revenu national croît de 110 milliards, c'est-à-dire d'une fois et demie. Toutes possibilités doivent être recherchées : non seulement augmentation des impôts et de l'épargne, mais aussi développement de la production des biens de consommation, contrôle des prix, de l'offre et de la demande — avec référence à un effort spécial pour empêcher que des aggravations de coût dans la production ne se traduisent automatiquement par des augmentations de prix.

A. Piatier.

Schwerin von Krosigk, *Es geschah in Deutschland* (Rainer Wunderlich Verlag Hermann Leins, Tübingen), 1951, 384 pages, index des personnes.

L'auteur, haut fonctionnaire allemand depuis 1929 a été ministre des Finances de 1932 à 1945 sous Papen, Schleicher, Hitler et Dönitz. Condamné à dix ans de prison à Nuremberg il a été gracié en 1951. Le livre se réclame de l'attitude des hommes de bonne volonté. Il veut aussi être une sorte de « biographie » de l'histoire allemande du xx^{e} siècle. On y chercherait en vain une tentative de plaidoyer personnel, sous une forme directe : habileté ou conscience profonde de l'auteur que ce plaidoyer n'est rendu nécessaire par aucune faute... ? Un certain talent de portraitiste ; tous les grands des régimes successifs de l'Allemagne et quelques étrangers sont campés souvent avec brio. Les hommes politiques français évoqués le sont souvent avec bienveillance et estime : quelques belles pages par exemple pour Édouard Herriot.

Pour le reste on le sait ou on l'imagine : une bonne réputation de technicien — solide, buté, limité, et sans doute ambitieux. Des occasions saisies, des promotions, des compromissions, les yeux fermés et de la complaisance — mais aussi de la mémoire, d'où ce livre.

Rien de nouveau et d'utile sur l'histoire économique de la guerre ; des anecdotes et des réflexions (désabusées mais tardives — il a fallu le drame de l'effondrement et le temps de réflexion de la prison pour que Schwerin von Krosigk se sente le besoin de les extérioriser) sur le *diktator* et son entourage du parti, les grands chefs de l'armée, sur les auteurs du putsch du 20 juillet. Mais peut-on devenir un historien impartial après avoir été participant ? Malheureusement pour nous l'auteur a oublié qu'il avait été financier : nous regrettons de ne pas connaître son point de vue sur bien des questions qui sont restées floues ou secrètes dans l'histoire des finances de guerre. Son dossier politique est à verser au rayon des témoignages, et à celui de la psychologie des dirigeants du Reich hitlérien.

A. Piatier.

W. N. Medlicott, *The Economic Blockade*, vol. I (*History of the second world war*, United Kingdom civil series), Londres, H. M's, Stationery Office, 1952, in-8°, xiv-702 pages. Prix : 35 $.

Bien que nettement plus gros que ses prédécesseurs, ce nouveau volume de l'histoire civile de la guerre publié par le Gouvernement britannique et qui est consacré à l'activité du *Ministry of Economie warfare*, ne constitue qu'un premier tome et s'arrête en juillet 1941, au moment où l'agression

allemande contre l'U. R. S. S., et le blocage des avoirs japonais aux États-Unis, modifièrent radicalement les conditions de la guerre économique. Le domaine étudié est en effet très large : le Pr Medlicott ne décrit pas seulement la politique de « blocus » proprement dite, c'est-à-dire l'ensemble des mesures destinées à paralyser le commerce maritime des pays ennemis ; mais il retrace en détail, pays par pays, les négociations multiples et complexes par lesquelles le Gouvernement anglais essaya d'obtenir des États neutres ou non belligérants qu'ils diminuent ou même interrompent complètement leurs relations avec l'ennemi. De plus, il était nécessaire, pour comprendre la politique anglaise, de présenter un sommaire des renseignements que l'on possédait à Londres sur la situation économique de l'ennemi et des conclusions qui en étaient tirées. L'exposé est donc très complet et souvent minutieux. Il n'en est pas moins extrêmement lisible et les grandes lignes apparaissent très clairement, d'autant plus qu'en tête de chacune des deux parties un chapitre général en résume les conclusions.

Le premier fait qui se dégage de l'étude du Pr Medlicott, c'est que pendant presque toute la période considérée, le Gouvernement britannique fut beaucoup trop optimiste quant aux possibilités d'affaiblir par le blocus la puissance militaire allemande. Cette observation avait déjà été faite par MM. Hancock et Gommery dans leur *British war Economy*, et elle est ici pleinement confirmée. Cette confiance dans le blocus persista même après la défaite de la France, certains dirigeants britanniques pensant que la conquête du continent européen presque entier était pour l'économie allemande une source de faiblesse plus que de force. M. Medlicott signale cependant que ces illusions reposaient beaucoup moins sur une sous-estimation des ressources dont disposait l'Allemagne que sur la surestimation de son effort de guerre et de ses besoins. En fait, cet effort de guerre resta modéré jusqu'aux premières défaites en Russie, et grâce aux stocks de matières premières sur lesquels elle fit main basse dans les pays occupés, l'Allemagne ne souffrit pas sérieusement du blocus britannique.

Celui-ci cependant s'était progressivement resserré. Du début de la guerre à juin 1940, la politique de blocus — comme toute la politique de guerre britannique — avait manqué d'énergie (au moment même où l'on fondait sur elle les espoirs les plus extravagants) et avait recouru surtout aux mesures traditionnelles, reprises de la première guerre mondiale. Le gros problème était alors d'empêcher les neutres voisins de l'Allemagne de se faire les entrepôts du commerce allemand. Pour cela, on établit des bases de contrôle de contrebande, puis le système des *navicerts*, et l'on négocia à l'amiable avec ces neutres des accords au terme desquels ils maintiendraient leur commerce avec l'Allemagne à un niveau « normal » et ne réceptionneraient en Allemagne aucun produit étranger ; mais certains de ces pays, par exemple la Hollande, furent peu accommodants, et les résultats de cette politique furent assez médiocres. Les victoires allemandes de mai-juin 1940 modifièrent presque complètement les données du problème. La plupart des « neutres adjacents » avaient disparu ; pour ceux qui restaient, la politique anglaise devint plus dure, et recourut aux rationnements autoritaires de leur importation. D'autre part, le contrôle des mers par la *Royal Navy* étant devenu plus large, le nouveau système de blocus qui l'emporta à partir de juin 1940 fut celui du contrôle à la source, accompagné souvent de préemptions sur les ressources disponibles dans les pays neutres afin d'en priver l'Allemagne. Mais l'application de cette politique fut gênée par la neutralité du continent américain, et ses résultats compromis par ce que l'auteur appelle « la fuite de Marseille » et « la fuite du Transibérien » c'est-à-dire le maintien des relations entre la France non occupée et l'Empire français d'une part, les relations commerciales germano-soviétiques de

l'autre. Sur ces deux problèmes importants, M. Medlicott apporte d'ailleurs un grand nombre de faits nouveaux et intéressants (1).

Au total, un ouvrage très important qui, par l'aspect international de la plupart des problèmes qu'il traite, retiendra certainement l'attention de nombreux historiens (2).

F. Crouzet.

(1) Notons aussi un chapitre sur les discussions franco-britanniques concernant les problèmes de blocus de septembre 1939 à juin 1940.

(2) On s'étonnera parfois du ton assez cinglant de certaines remarques concernant les neutres ou même les Alliés de la Grande-Bretagne et qui surprennent dans un ouvrage de ce genre.

Signalons aussi quelques erreurs : la Belgique ne fut pas occupée *(sic)* le 9 mai 1940 (p. 208) et l'incident de Mers-el-Kébir ne saurait être qualifié de « bataille » (p. 550).

NOTES ET NOUVELLES

CARACTÈRES DE LA RÉSISTANCE AUX PAYS-BAS

Dans un numéro spécial de la revue florentine *Il Ponte* (juillet-août 1954), consacré à la *Democrazia Olandese*, M. Louis de Jong, directeur de l'*Institut national néerlandais de Documentation de guerre*, traite d'un sujet qu'il connaît à fond : *La Résistance hollandaise de 1940 à 1945*, dont il s'attache à dégager les caractères essentiels.

Les conditions géographiques ont exercé sur la Résistance en Hollande une influence déterminante :

1° Pays de faible superficie, dépourvu de tout relief montagneux ou de vastes espaces difficiles à contrôler, la Hollande ne pouvait se livrer à la guérilla, ni ses organisations clandestines prendre forme de « maquis », comme ce fut le cas en France, en Yougoslavie, en Italie du Nord, en Pologne, etc... ; donc, impossibilité de résistance militaire ou paramilitaire.

2° D'autre part, la Hollande s'est trouvée plus isolée du monde libre que la plupart des autres pays occupés, par exemple la Norvège et le Danemark, voisins de la Suède neutre, ou la France, limitrophe de la Suisse et de l'Espagne.

3° Enfin, dans aucun autre pays, la surveillance de l'occupant ne pouvait s'exercer avec plus de facilité, partant plus de rigueur. Ce qui n'a pas empêché de nombreux Hollandais de gagner l'Angleterre par mer, soit même de rejoindre les forces alliées à travers la France et l'Espagne.

Du fait de ce « handicap » géographique, si l'on nous permet l'expression, la Résistance en Hollande a été surtout morale. Réaction patriotique instinctive contre l'oppresseur, aversion presque unanime à l'égard de l'idéologie nazie, diamétralement opposée aux traditions spirituelles de la Hollande (à peine 2 % de la population adhérait en 1939 au parti de Mussert, et ce mouvement verra ses effectifs fondre encore au cours de l'occupation, sous la réprobation générale... et aussi la peur salutaire des attentats commis contre ses membres).

Comment se traduisit cette résistance morale? En refus, bien entendu, de toute « collaboration » matérielle ou morale ; en une énorme diffusion de la presse clandestine (on compte plus de 1.200 publications clandestines, et certains périodiques furent répandus à plus de 50.000 exemplaires ; publications généralement dépourvues d'appartenance politique, sauf les feuilles communistes qui diffusent l'expression, très atténuée d'ailleurs, des mots d'ordre du parti) ; en actes isolés d'hostilité contre les occupants et leurs agents.

Ce n'est pas cependant qu'il n'y ait eu des manifestations concrètes étendues de cette hostilité : en février, à Amsterdam, une grève générale fut déclenchée à la suite de l'arrestation de 400 Juifs, en représailles à un attentat contre la police allemande, premier exemple historique, remarque l'auteur, d'une grève antiraciste. La grève dura trois jours et fut durement réprimée. En avril 1943, deuxième grève générale, plus étendue, à la suite de réquisitions massives de travailleurs, et qui fut réprimée avec la même violence.

Hitler avait cependant fondé de naïves illusions sur le peuple hollandais, de « race germanique », et dont il espérait, la propagande aidant, faire un des éléments de base du « Nouvel ordre européen » ; tels sont du moins les thèmes que Seiss-Inquart développait dans ses discours pendant les années 1940-1941. Il n'est pas besoin de dire qu'il fallut en rabattre.

Parallèlement à cette pression morale, les autorités allemandes placent aux postes de responsabilité des éléments nazis hollandais (partisans de Mussert), écartent les Juifs de la vie publique (1940-1941), puis procèdent à leur élimination (en 1942-1943, plus de 100.000 Juifs seront déportés, dont quelques milliers seulement reviendront des camps d'extermination). Enfin, c'est l'application rigoureuse du Service obligatoire du Travail, qui déportera vers les usines allemandes quelques centaines de milliers d'hommes valides (en une seule nuit, celle du 20 novembre 1943, 52.000 hommes de dix-huit à quarante-cinq ans seront raflés à Amsterdam au cours d'une vaste opération appuyée par la *Wehrmacht*).

Ces violations du Droit des gens provoquent l'indignation unanime, et les Églises, catholique et protestante, étroitement unies en l'occurrence, protestent avec vigueur contre les déportations des Juifs et contre le *S. T. O.* Les paysans, de leur côté, refusent d'entrer dans « l'organisation corporative de l'agriculture », confiée aux hommes de Mussert, les artistes dans la *Kunstkammer* de type germano-nazi ; en 1943, les Allemands, ayant voulu contraindre les médecins à faire partie d'un « Ordre » contrôlé par eux, provoquent une grève générale des médecins, lesquels, d'autre part, se sont toujours refusés à l'application des principes génétiques nazis (stérilisation des Juifs, des « indésirables », etc...).

En outre se développent les filières d'évasion pour les volontaires désireux de rejoindre les forces libres, la protection et l'aide aux agents envoyés par les Alliés, l'hospitalité aux Juifs traqués et aux hommes menacés par le *S. T. O.*, les actions de force contre les prisons allemandes, les attentats contre les Allemands et leurs collaborateurs. Cette résistance, dit M. de Jong, sera l'œuvre de petits groupes qui ne dépasseront jamais 100 personnes au maximum.

La plus importante opération massive de résistance aura lieu à partir du 17 septembre 1944, où, sur l'invitation du Gouvernement hollandais de Londres, une grève générale des chemins de fer et de certains transports fluviaux fut déclenchée concurremment avec l'opération aéroportée de Montgomery sur Arnhem et Nimègue. La grève, après l'échec de l'opération militaire, se prolongera pratiquement jusqu'à la Libération, soit pendant huit mois encore, les grévistes s'étant naturellement bien gardés de revenir à leurs postes. Cette paralysie des transports et les représailles nazies qui s'ensuivent ne seront pas sans répercussions sur le ravitaillement du pays qui, au cours du terrible hiver 1944-1945, perdra des milliers de ses citadins. (Au moment de la Libération, les hôpitaux d'Amsterdam, eux-mêmes dépourvus de vivres et de médicaments, abritaient 30.000 malades graves, du fait de la dénutrition.)

Ce n'est qu'en 1944 que les comités épars de la Résistance pourront, enfin, créer un organisme de coordination, le *Comité supérieur consultatif pour l'Illégalité*, où siégera un représentant de chacun d'eux.

Autre trait spécifique de la Résistance hollandaise : elle fut — à la différence de celle d'autres pays — *politiquement neutre*. « Les chefs, écrit M. de Jong, dans leur grande majorité, étaient des hommes qui, avant la guerre, n'avaient pris aucune part à la vie politique active. Un très petit nombre seulement d'entre eux songeaient à accéder au pouvoir après la libération. Le but que visait la Résistance n'était donc pas d'entraîner le peuple hollandais dans une direction déterminée, mais plutôt de lui donner la possibilité

de choisir lui-même cette direction. » Jamais les mots d'ordre de la Résistance ne sont cristallisés autour d'un programme politique. C'est pourquoi la Résistance n'a joué aucun rôle politique en Hollande après la guerre. Dès le retour du Gouvernement royal, le Comité supérieur s'est dissous et chacun s'en est retourné à ses occupations. « Cette résistance désintéressée a considéré son rôle comme terminé dès que la Patrie fut libérée. Elle avait servi et non cherché à dominer. » C'est pour cet idéal purement patriotique que quelques dizaines de milliers de patriotes ont risqué ou sacrifié leur vie.

F. Debyser.

ITALIE

— C'est à MM. Piero Malvezzi et Giovani Pirelli qu'est due la collection que vient de publier Giulio Einaudi de Turin (*Lettere di condamnati a Morte della Resistenza Europea*, 1954, in-8°, xxxv-703 pages, reproductions photographiques), et le grand écrivain allemand, non, international, qu'est Thomas Mann a écrit pour ce recueil une émouvante préface où sont honorés de la même façon croyants et incroyants, comme dans le poème d'Aragon : c'est que là où il y a amour, foi et espérance, il y a encore religion et, comme le dit un héros de l'œuvre de Tolstoï, « le martyre est comme une victoire », une victoire sur l'avenir.

Les computations n'ont pas de peine à démontrer que dans tous les pays où a sévi la Gestapo et où ont surgi des résistances, les mêmes sentiments se sont développés, qui justifiaient l'intérêt même de la publication. Bien entendu, M. H. Michel a collaboré pour le choix des textes français.

Le classement est simple, ordre alphabétique des pages et ensuite des victimes.

Œuvre magnifique, qui saisit l'âme au plus profond.

G. Bourgin.

— L'excellente Rivista anglo-italiana, *Occidente*, publie, dans son numéro de mai-juin 1954, les textes curieux d'une polémique menée par MM. G. Salvemini et R. Treves sur les *origines du mouvement fasciste*. Pour le premier de ces historiens, une douzaine de facteurs expliquent le fascisme italien, lequel, par ailleurs, présente des différences essentielles depuis mars 1919 jusqu'à la République de Salô. En tout cas, la corruption électorale utilisée par Giolitti dans l'Italie du Sud ne peut être confondue avec le fascisme, phénomène politique et sociologique du Nord.

G. Bn.

— Nos amis de Turin, Giorgio Vaccarino en tête, continuent d'accumuler, dans leur *Rassegna, Il Movimento di Liberazione in Italia*, une quantité appréciable d'études et de documents de la résistance en Italie, centre midi. Le numéro de mai 1954 contient, parmi leurs travaux, celui de C. Calacito sur les Abruzzes et un autre de E. Nitti sur Masero et Nola — et quel émouvant sens de l'inscription lapidaire ont, comme leurs ancêtres, ces Italiens de la Résistance ! Joignons un essai biographique de R. Dotti sur Amedeo Ugolini, « lettré et antifasciste ». A la bibliographie, notons un compte rendu de livre de notre ami D. Ricardo Peretti-Griva sur un livre de souvenirs, *Esperienza et riflessioni di un magistrato*, paru dans la collection clandestine de Guadida (Parma).

G. Bn.

FRANCE

— Dans le numéro d'octobre 1954 de la *Revue de Paris*, Adrien Dansette, sous le titre « *Dix ans après* », évoque les faits essentiels qui marquèrent la

libération de Paris. Il rappelle les conditions véritables de la capitulation de von Choltitz, qui eut lieu à la Préfecture de Police, devant Leclerc et sans la présence des *F. F. I.* (c'est après coup que le colonel Rol fut ajouté sur le document) ; il jauge l'apport des *F. F. I.* dans la lutte (si l'insurrection fut déclenchée prématurément, à grands risques — mais elle se déclenchait toute seule — les *F. F. I.*, « en engageant les combats de rues, exprimèrent les sentiments de la population unanime »).

Commencée par les *F. F. I.*, qui n'avaient pas les moyens de la mener à bien, la libération de Paris fut poursuivie par la *2e D. B.*, « à la suite d'un incident sans importance stratégique », mais « le mérite essentiel en revient presque entièrement aux armées américaines, sans lesquelles il n'eût pas été possible de l'entreprendre ».

Aussi bien, « l'aspect militaire de l'insurrection fut médiocre, mais elle n'en eut pas moins des conséquences matérielles considérables » ; Paris était à la veille de la famine ; von Choltitz aurait peut-être mis à exécution les plans de destruction ; surtout « la libération de Paris eut un retentissement inouï ; elle apparut comme le signe visible de la résurrection française ». (Ajoutons que les ultimes projets vichystes de gouvernement non gaulliste, plus appuyés par les Américains, devinrent définitivement irréalisables.)

Tout cela est dit avec mesure et intelligence. Moins heureux nous paraît M. Dansette, lorsque, classant les Résistants selon leurs tendances politiques, il parle de « la minorité qui projetait d'accomplir une révolution économique et sociale ». Il est pratiquement impossible d'évaluer les effectifs de la Résistance ; mais il est certain que, à la Libération, les Communistes n'en constituaient pas seulement l'élément « le plus homogène et le plus discipliné », mais aussi le groupe le plus nombreux, beaucoup de non-communistes les ayant rejoints dans le *Front national* ; un autre groupe important était socialiste ou d'inspiration socialiste.

En fait, les partisans « d'une révolution économique et sociale » étaient la grande majorité. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à lire la presse clandestine. Pour *Combat*, *Après*, l'*Aurore*, *Défense de la France*, *Franc-Tireur*, *Libération-Nord* et *Libération-Sud*, etc..., et pas seulement pour l'*Humanité* et le *Populaire*, la notion de Révolution est inséparable de celle de Libération. L'unanimité ne s'était-elle pas faite, d'ailleurs, représentants des partis modérés inclus, sur le programme du *Conseil national de la Résistance*? Il faudra attendre plusieurs mois après la Libération pour que M. Laniel, le premier, élève à l'Assemblée consultative une protestation assez timide contre la généralisation des nationalisations.

H. Michel.

— La conférence sur *L'occupation 1940-1944*, donnée le 20 février 1953 par M. Jean Lhomme à l'école de haut enseignement commercial pour les jeunes filles a été publiée avec d'autres, de lui et de ses collaborateurs, dans l'ouvrage collectif, *Aspects de la société française* (Paris, Durand-Auzias, 1954, in-8°).

G. Bn.

Paul Guth, *Le Naïf sous les drapeaux*, Paris, Albin Michel, 1954, in-16, 280 pages.

Ce livre est classé dans la catégorie des « romans ». En fait, dans ses trois parties, c'est l'histoire d'un universitaire français qui est amené à faire son expérience de la vie militaire et à entrer dans la dure expérience de la guerre, et M. Paul Guth a su par des traits finement exposés dans une langue de qualité, analyser la situation de la France avant et pendant « la

drôle de guerre ». Ce « roman » est par là une contribution sociologique et historique à ne pas négliger.

Georges BOURGIN.

LA GUERRE

SUR LES ORIGINES IMMÉDIATES DE LA PREMIÈRE GUERRE RUSSO-FINLANDAISE

Sous le titre *Origins of the Winter War* : a study of Russo-Finnish diplomacy (*World Politics*, janv. 1954), M. Albin T. Anderson, professeur adjoint d'histoire à l'Université de Nebraska et spécialiste des relations soviéto-finlandaises, publie une étude fortement documentée, utilisant surtout les documents et mémoires de source finlandaise et les articles parus, à l'époque, dans la presse soviétique.

Il n'est pas question de résumer ici, même partiellement, cette étude extrêmement dense. En voici cependant en gros la conclusion, dont nous laissons, bien entendu, la responsabilité à l'auteur.

Les relations de la Russie et de la Finlande ont été déterminées par des calculs de sécurité de longue date — à savoir la vulnérabilité de Leningrad par le golfe de Finlande. Les demandes soviétiques d'octobre 1939 à la Finlande ne différaient pas de celles qui avaient été présentées bien des mois auparavant. Elles étaient fonction de la crainte permanente d'une *attaque allemande*. Le pacte germano-soviétique d'août 1939 ne semble pas avoir atténué cette crainte, tout en donnant à Moscou plus de latitude pour imposer ses conditions à la Finlande. Il va de soi que l'accusation soviétique adressée aux Gouvernements anglais et américain d'avoir poussé « la clique réactionnaire » finlandaise à une croisade capitaliste contre la patrie du socialisme relève de la pure propagande. Toutefois la reconnaissance de la « légitimité » du Gouvernement Kuusinen par les Soviets « est loin d'être une preuve concluante de leur intention préméditée de réincorporer la Finlande au patrimoine russe »... « non plus que de détruire son indépendance ».

« Peut-être, écrit Mr. Anderson, la seule occasion de compromis s'est-elle présentée le 4 novembre quand il parut évident que Staline accepterait la substitution des îles de Jussarö ou de Russarö à Hanko et qu'il se contenterait d'une rectification de frontière limitée dans l'isthme de Carélie ». Paasikivi et Tanner virent dans cette modération relative la preuve évidente que Staline désirait vivement régler le différend sans recourir à la guerre. Mannerheim, de son côté, était également partisan d'une politique de concession (Cf. ses *Mémoires*, édit. franç., pp. 206 et suiv.). Mais la majorité du Gouvernement d'Helsinki et en particulier le ministre des Affaires étrangères Erkko furent moins clairvoyants. « Il [Erkko] s'abandonna à ses propres sentiments, à une opinion publique naturellement émotive, au demeurant fort mal informée, et, dans une certaine mesure, teintée de chauvinisme. Le choix peu enviable qui s'offrait à lui était d'accepter des concessions humiliantes ou le risque d'un conflit. Savoir choisir dans ces circonstances est le *test* de l'homme d'État. Malgré la rigueur des exigences russes, on ne peut dire d'Erkko qu'il agit avec cette sorte de prudence qui doit être celle des petites nations vivant à l'ombre d'un tout-puissant voisin. »

F. DEBYSER.

UNE PROPOSITION D'HITLER A LA GRÈCE EN 1940

Le *Times* de Londres (17 mai 1954) publie l'information suivante, de son correspondant à Athènes : « Un épisode inconnu de la dernière

guerre mondiale vient d'être révélé au cours d'un débat sur Chypre à la Chambre grecque. L'amiral en retraite Argyropoulos, président de la Commission des Affaires étrangères, déclara que lorsqu'il était agent diplomatique à Madrid en 1940, Hitler lui proposa qu'une trêve soit signée entre les armées grecques et italiennes en Albanie sur la base de l'établissement d'une zone neutre sur le front, la Grèce gardant tous les territoires occupés par elle au cours de la campagne. L'amiral ajouta que cette proposition fut repoussée par la Grèce, bien qu'elle donnât satisfaction à ses revendications sur l'Épire du nord, car elle impliquait qu'il lui faudrait abandonner ses alliés britanniques... »

L'information ci-dessus ne donne malheureusement pas de précisions plus grandes ni sur la date ni sur la façon dont ce sondage a été fait.

F. D.

ANGLETERRE

SIR WINSTON CHURCHILL, L'ESPAGNE ET GIBRALTAR

(d'après le *Times* et le journal espagnol *ABC* des 18, 21 et 22 mai 1954)

A l'occasion de la visite des souverains britanniques à Gibraltar, le journal espagnol *Arriba* a publié, le 16 mai, un article, signé du pseudonyme « Macaulay » et attribué au général Franco. Il y est dit notamment : « L'Espagne continue de se souvenir que, dans un temps où la situation était grave pour la Grande-Bretagne, M. Churchill a promis à notre ambassadeur le retour de la forteresse de Gibraltar à l'Espagne, si celle-ci demeurait neutre. »

Interrogé sur ce point aux Communes (20 mai 1954), Sir Winston Churchill a démenti brièvement cette assertion : « Aucune promesse de céder Gibraltar à l'Espagne n'a été faite pendant la guerre. » M. Arthur Henderson, pressant le Premier Ministre de donner le « texte intégral » de la note relative à Gibraltar, datée du 26 juin 1940, et envoyée par lui au Secrétaire d'État aux Affaires étrangères [M. Eden], Sir Winston y consentit.

Voici ce texte : « Je suis sûr que nous n'avons rien à gagner en offrant de « discuter » la question de Gibraltar à la fin de la guerre. Les Espagnols doivent savoir que, si nous sommes vainqueurs, ces discussions seront stériles, et, si nous sommes vaincus, elles seront inutiles. Je ne pense pas qu'un simple verbiage puisse affecter la décision de l'Espagne. Ce serait faire preuve de faiblesse et de manque de confiance dans notre victoire, et cela ne les encouragerait que davantage (1). »

Le démenti de Churchill a provoqué aussitôt à Madrid la publication d'une « Note » par le *Bureau d'informations diplomatiques du ministère des Affaires étrangères* (2) (21 mai) qui affirme qu'entre 1940 et 1942, le Gouvernement britannique « non seulement offrit de discuter avec le Gouvernement espagnol, moyennant la neutralité de l'Espagne, le retour de Gibraltar dès la fin de la guerre, mais aussi de donner satisfaction à ce que la Grande-Bretagne appelait alors les justes revendications espagnoles en Afrique du Nord et de reconnaître l'Espagne comme une grande puissance méditerranéenne ».

La « Note » fait état des documents suivants, extraits des archives du ministère :

1° La déclaration ci-dessus de M. Churchill en date du 26 juin 1940

(1) Notons que ce texte a déjà été publié, sauf la dernière phrase, dans les *Mémoires de guerre de Churchill*, t. II, vol. I, p. 343 de l'édition française.

(2) Note publiée intégralement dans le journal madrilène *ABC*, 21 mai 1954.

et reproduite dans la presse anglaise le 27 mai. Le ministre espagnol l'interprète, en effet, comme signifiant que le Gouvernement britannique ne retenait pas, alors, le projet parce qu'il lui semblait inefficace, mais non parce qu'il était hostile au retour de Gibraltar à l'Espagne, cette offre ayant été renouvelée explicitement par la suite.

2° La note considère, en outre, comme une « promesse claire et précise » les propos tenus par le sous-secrétaire parlementaire au *Foreign Office* le 4 juillet 1940 à l'ambassadeur d'Espagne, le duc d'Albe, et rapportés par celui-ci à son Gouvernement :

« Le Gouvernement britannique espère que nous resterons en bons termes avec lui, et, ayant tiré la leçon des erreurs antérieures de sa politique à l'égard de l'Espagne, est prêt à prendre en considération par la suite tous nos problèmes et nos aspirations, y compris la question de Gibraltar. De l'avis du Gouvernement britannique, l'existence d'une Espagne forte et indépendante est de l'intérêt de tous, y compris l'Allemagne, et, naturellement, l'Angleterre. »

3° Déclaration du secrétaire d'État britannique aux Colonies, le 16 septembre 1940, transmise par le duc d'Albe à son Gouvernement :

« Le ministre britannique m'a dit — parlant à titre privé — qu'il avait à plusieurs reprises, au cours de ces derniers jours, insisté auprès du premier ministre avec qui il était en termes très amicaux, pour que l'Angleterre adopte une politique incitant l'Espagne à occuper le Maroc français ; ce à quoi le duc d'Albe, en son nom personnel, répondit que l'on ne devait pas oublier Gibraltar. »

4° Discours du Premier Ministre britannique à la Chambre des Communes réunie en session secrète le 9 octobre 1940 et dont le texte fut remis au ministre espagnol des Affaires étrangères à Madrid, par Sir Samuel Hoare :

« Il est loin de notre intention de nuire à l'Espagne et à ses besoins économiques par notre blocus. Tout ce que nous désirons, c'est que l'Espagne ne devienne pas un canal de ravitaillement pour nos ennemis mortels. Cette condition essentielle établie, il n'y a pas de problème que nous ne soyons désireux d'examiner avec le désir sincère de favoriser les intérêts et la renaissance de l'Espagne, et non d'attiser les flammes de ce qui a été, jusqu'ici, un incendie dévorant. Comme au temps de la guerre d'indépendance, les intérêts et la politique de la Grande-Bretagne sont fondés uniquement sur l'unité et l'indépendance de l'Espagne. Nous désirons que l'Espagne occupe à l'avenir la place à laquelle elle a droit en tant que grande puissance méditerranéenne, et comme un membre éminent et glorieux de la famille européenne et de la Chrétienté. »

5° Déclaration faite par le Premier Ministre au duc d'Albe, le 2 octobre 1941 et transmise au ministère espagnol des Affaires étrangères par téléphone :

« J'ai déjeuné aujourd'hui, à notre Ambassade, avec Churchill, Eden, Hoare et d'autres. Le Premier Ministre m'a dit qu'il souhaitait que l'Espagne devienne de plus en plus forte et prospère, que si l'Angleterre gagnait la guerre, comme il n'en doutait pas, la France devrait beaucoup à la Grande-Bretagne et la Grande-Bretagne rien à la France ; c'est pourquoi la Grande-Bretagne se trouverait en position d'exercer une pression décisive et ferme sur la France afin qu'elle donne satisfaction aux justes revendications de l'Espagne en Afrique du Nord. »

Selon le Premier Ministre, l'Italie se trouverait dans une situation analogue à celle de la France, ce qui donnerait à l'Espagne la chance de devenir la plus forte puissance en Méditerranée, ce pourquoi elle pouvait compter sur l'aide délibérée de l'Angleterre. « Nous sommes décidés, ajoutait-il, à aider l'Espagne de toutes manières. Tout ce que nous demandons,

c'est que l'Espagne ne laisse pas passer les Allemands sur son territoire. »

6° Déclaration faite par le Premier Ministre au duc d'Albe, le 26 novembre 1942 :

« Le Premier Ministre est plein d'optimisme et plus confiant que jamais dans la victoire ; il m'a répété que son seul désir était de faire une Espagne forte, prospère et heureuse. A son avis, la France et l'Italie seront affaiblies par suite de la guerre, ce qui donnera à l'Espagne une position qu'elle n'a pas eue depuis des siècles. »

La Note espagnole conclut en disant que le ministre des Affaires étrangères espère que la simple lecture de ces documents suffira à prouver que l'offre faite à l'Espagne par le *British National Government*, pendant la guerre, concernant Gibraltar et l'extension de l'influence espagnole. n'a pas été un événement isolé et purement épisodique, mais représentait bien l'expression d'une politique réfléchie, réitérée au cours des années 1940 à 1942.

Consulté sur la valeur de la note ci-dessus résumée, Lord Templewood [Sir Samuel Hoare], ancien ambassadeur en Espagne de 1940 à 1948, considère que les prétendues offres du Premier Ministre au sujet de Gibraltar « ne sont autre chose que mensonges tendancieux » [*nothing more than tendencious lies*]. La position du Gouvernement était exactement celle qu'a définie le Premier Ministre.

Remarquons, toutefois, que ce démenti catégorique ne porte que sur Gibraltar et que Lord Templewood se tait quant aux suggestions britanniques, rappelées par la Note ci-dessus, concernant les « justes revendications » espagnoles en l'Afrique du Nord.

F. Debyser.

UNE CRITIQUE ANGLAISE DE *The War in France and Flanders (1939-40)* (1).

Sous le titre : *The path to Dunkirk : an official History* (*Manchester Guardian Weekly*, 28 janv. 1954), l'historien militaire anglais Liddell Hart fait une analyse courtoise mais sévère de l'ouvrage du major L. F. Ellis : *The War in France and Flanders 1939-1940*. Il nous a paru intéressant de relever ce qu'en pense un éminent critique britannique, à vrai dire peu conformiste.

Liddell Hart émet d'abord un certain nombre de considérations, fondées ou non, sur la façon dont *l'Histoire officielle de la guerre* est écrite en Angleterre, et ce dernier volume en particulier. Il est regrettable, à son avis, que, d'une part, pour rédiger cette *Military Series*, on n'ait fait appel qu'à des historiens n'ayant qu'une expérience insuffisante de l'histoire militaire et, d'autre part, qu'on leur ait adjoint comme principal conseiller militaire *(chief military adviser)* un général, Sir Henry Pownall, qui joua un rôle déterminant *(a key part)* dans la haute direction des campagnes depuis 1939 et qui a été par la suite collaborateur et conseiller militaire de Sir Winston Churchill pour la rédaction de ses *Mémoires*. Si bien que tandis qu'on réunissait des historiens susceptibles d'aborder les sujets militaires avec un esprit neuf, on les a flanqués de conseillers militaires destinés à les « guider » dans les questions tactiques et stratégiques. Liddell Hart est sceptique quant à l'heureux résultat de cette collaboration : « Lorsqu'un conseiller historique a tenu lui-même un rôle déterminant dans les événements étudiés, ce serait trop attendre de la nature humaine qu'il puisse être détaché et objectif. »

(1) Cf. n° 17 de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1955, p. 82 et sqs.

Revenant à l'histoire de la *Campagne de France et des Flandres* du major Ellis, M. Liddell Hart ne cache pas sa déception de voir les opérations des *B. E. F.* traitées sans mention suffisante de celles des armées hollandaises, belges et françaises, que des ouvrages « étrangers » permettent dès maintenant d'étudier d'assez près ; il regrette également que l'auteur n'ait pas utilisé le riche butin d'archives militaires allemandes actuellement entre les mains des Anglais. Autre déception quant à la « question cruciale » de l'avance franco-britannique en Belgique. « Il n'est pas nécessaire de retracer en détail l'évolution de plans qui ne prirent forme que peu à peu et dont l'adoption dépendit finalement de la décision du général Gamelin », écrit le major Ellis. Liddell Hart déplore ce manque de curiosité : « C'est au contraire très important pour l'Histoire. » Que le général Gort, de l'aveu de l'auteur de l'*Historique officiel*, ne se soit pas préoccupé du danger d'une percée allemande sur l'arrière des armées opérant en Belgique, M. Liddell Hart trouve cela « troublant ». D'autres, dit-il, Hore-Belisha notamment, avaient soulevé la question à plusieurs reprises au *War Cabinet* ; or le nom de l'*ex-secretary of State for War* n'est même pas cité. « Il semblerait que l'historien officiel et ses collaborateurs n'ont pas été assez loin dans la recherche du témoignage » des personnalités ayant joué un rôle essentiel dans les événements étudiés.

Ce n'est pas que le livre du major Ellis soit sans mérite. Il est précis, son exposé est clair, d'excellentes cartes en facilitent la lecture. L'auteur « est plus à l'aise lorsqu'il traite des opérations et plus heureux lorsqu'il s'agit de celles des forces britanniques », mais son récit est plus descriptif que critique ; « c'est, sur un plan supérieur, un bon historique de régiment »... Les troupes y apparaissent « uniformément braves » ; elles gardent leur esprit combatif même lorsqu'il y a « quelque confusion » et « toute hâte à se replier est l'occasion d'un tribut rendu à leur prévoyance, à leur discipline et à leur habileté manœuvrière ». Quant au général Gort, assure le major Ellis, « toutes ses décisions essentielles furent à la fois sages et opportunes ; son jugement, non seulement de ce qui était nécessaire sur le moment, mais de ce qui serait nécessaire par la suite, ne fut jamais mis en défaut ». Il fut d'ailleurs en cela grandement aidé par l'habileté de son chef d'état-major, le général Pownall, et de ses commandants de corps, en particulier le général Brooke. *This is saying a lot*, remarque Liddell Hart, qui s'étonne qu'on puisse dire des plus grands capitaines que « leur jugement n'a jamais été mis en défaut » dans les conditions hasardeuses du combat.

En somme, conclut à peu près le critique anglais, cette justification officielle trop « immaculée » nuit plutôt à l'idée qu'on peut se faire de ce que Gort et ses principaux assistants ont réellement accompli dans des circonstances écrasantes, de même qu'elle est injuste à l'égard des unités qui ont montré le plus de fermeté au cours de cette crise. En bref, *It is a fine story which would be enhanced by a more discriminating treatment*, en d'autres termes une apologie maladroite qui eût gagné à être faite avec un peu plus d'esprit critique.

F. DEBYSER.

A PROPOS DES MÉMOIRES DE CHURCHILL

Le numéro de janvier-mars 1954 de la *Rivista di studi politici internazionali* publie une protestation indignée de l'ex-homme d'État roumain Nicolas P. Comnène intitulée *Riflessioni su un doppio errore* (pp. 87-90). Il s'agit de l'aveu désinvolte fait par Winston Churchill dans un des derniers volumes de ses *Mémoires* (vol. VI, *Triomphe et Tragédie*, t. I, chap. XV) de la façon dont, spontanément, il proposa à Staline au cours d'une confé-

rence à Moscou, le 9 octobre 1944, de répartir les « zones d'influence » entre Alliés sur les États de l'Europe balkanique. On se rappelle que Churchill « jugeant l'atmosphère favorable », de sa propre initiative et sans y être sollicité par son interlocuteur, griffonna sur un bout de papier le plan suivant des « zones et des pourcentages d'influences », difficilement compatible avec les engagements de la Charte de l'Atlantique :

Roumanie : 90 % à la Russie, 10 % aux autres ; *Grèce :* 90 % Grande-Bretagne et U. S. A., 10 % à la Russie ; *Bulgarie :* 75 % à la Russie, 25 % aux autres ; *Yougoslavie :* 50 %, 50 % ; *Hongrie :* 50 %, 50 %.

Après avoir rappelé la confiance que les petites nations balkaniques avaient toujours placée dans la loyauté anglaise, et plus particulièrement dans la parole de Churchill, l'auteur estime que « l'excuse donnée, à savoir qu'il ne s'agissait là que d'un accord provisoire, conclu pour le temps de guerre, la discussion complète devant être réservée jusqu'à la Conférence de la Paix, » est inadmissible. « Qu'un quelconque M. Harry Hopkins ait usé d'un tel langage, nous n'en eussions pas, après tout, été trop surpris. Mais qu'un homme d'expérience, connaissant, ô combien ! la psychologie, les méthodes et les idées expansionnistes moscovites, ait cru sincèrement qu'une fois ce plan de partage des « suprématies » appliqué, Staline consentirait par la suite à abandonner ce qu'il avait obtenu avec tant de facilité, est proprement incroyable. » W. Churchill ne pouvait avoir oublié les précédents récents de la Finlande, des États Baltes, de la Bessarabie et de la Pologne, ni « les chiffons de papier » qu'étaient devenus tous les traités au bas desquels la Russie soviétique avait apposé sa signature.

La seconde erreur de Churchill (de l'avis de l'homme d'État roumain) c'est, ayant accompli ce geste en 1944, de s'en vanter neuf ans plus tard. « Ceci dépasse les limites ! » Sir Winston se rend-il compte de tout le mal que ses « confessions » peuvent faire à la cause anglaise, à l'heure même où des centaines de milliers de Polonais, de Roumains, de Hongrois, de Baltes, de Bulgares, de Tchécoslovaques vivent en exil et que d'autres, restés dans leur patrie, subissent le joug soviétique ?

Dans le même numéro de la même revue, l'historien Amedeo Giannini, sous le titre *Profili di uomini politici* (p. 100-106), consacre deux rapides mais utiles notices biographiques à *Ivanoe Bonomi* et à *Sükrü Saracoglu*, « un des plus éminents représentants de la Turquie moderne » dont il s'étonne que la disparition ait été entourée d'un silence aussi « injustifié ».

F. D.

Dr I. Schwarzbart, *Le soulèvement du ghetto de Varsovie*, traduit de l'anglais et édité par le *Bureau nord-africain du Congrès juif mondial.*

Cette petite plaquette n'est pas un travail historique et ne prétend pas l'être ; mais elle fournit d'utiles indications à qui voudrait pousser plus loin l'étude d'un événement chargé entre tous d'une signification profonde : la révolte désespérée d'ouvriers juifs, aux mains nues, contre la toute-puissante machinerie de guerre allemande.

Poliakov.

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

COCATRE-ZILGIEN (A.). — La politique étrangère des É.-U. de la guerre d'Indépendance à nos jours, *R. Polit. Parl.*, oct., nov. et déc. 1954, pp. 149-160, 274-280 et 390-398.

*ORVIK (Nils). — *The Decline of Neutrality 1914-1941*, Oslo, Tanum Forleg, 1953, in-8°, 294 p., index.

Thèse de doctorat soutenue devant l'Univ. de Wisconsin.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

**Catalogue des Périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945, suivi d'un catalogue des périodiques clandestins diffusés à l'étranger.* Préface de M. Julien CAIN, introd. de R. et P. ROUX-FOUILLET, Paris, Bibliothèque nationale, 1954, in-8°, XXIII-252 p.

PHELPS (Reginald H.). — Die Hitler-Bibliothek, *Deutsche Rundsch.*, sept. 1954, pp. 923-931.

Ces ouvrages se trouvent actuellement à la Réserve de la Library of Congress à Washington.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*BENES (Eduard). — *From Munich to new war and new victory.* Translated by Godfrey LIAS, London, Allen and Unwin, 1954, in-8°, XI-346 p.

*BONOMI (Ivanoe). — *Discorsi politici di Ivanoe Bonomi pubblicati per deliberazione del Senato*, Roma, Giov. Bardi, 1954, in-8°, 739 p.

Discours prononcés de 1901 à 1950, notamment au moment de la Libération et du Traité de Paris.

BRAUNMUHL (A. V.). — War Hitler krank? *Stimmen d. Z.*, mai 1954, pp. 94-102.

Avec références bibliographiques importantes.

*BRICKHILL (Paul). — *Bader, vainqueur du ciel.* Traduit de l'anglais par Max ROTH, Paris, Flammarion, 1954, in-8°, 250 p., pl. h. t.

Héros de la bataille d'Angleterre.

CANALI (Paolo). — Ricordo di De Gasperi, *Riv. di studi pol. internaz.*, juill.-sept. 1954, pp. 469-471.

*CHALMERS (W. S.), Rear-admiral. — *Max Horton and the Western approaches. A biography of Admiral Sir Max Kennedy Horton*, London, Hodder and Stoughton, 1954, in-8°, 320 p., pl. h. t.

Guerre navale en Baltique et Méditerranée.

CHAUTEMPS (Camille). — Une mise au point de M. Camille Chautemps à propos des Mémoires du général Spears, *Figaro*, 15 déc. 1954, p. 14.

... à la suite d'un article de Randolph Churchill (*Figaro*, 30 nov.). Le rôle de l'auteur dans la question de l'armistice en 1940.

CHURCHILL (Randolph). — A propos d'un livre insultant du général Spears. M. Randolph Churchill nous écrit, *Figaro*, 30 nov. 1954, p. 9, col. 1-4.

A propos du 2e vol. des Mémoires de Spears : *The Fall of France.*

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. DEBYSER.

*Clark (Mark W.), Gen. U. S. Army. — *From the Danube to the Yalu*, London, Harrap, 1954, in-8°, 356 p. ill., cartes.

De l'armistice de 1945 à la guerre de Corée.

[Gaulle (Charles de). — *Mémoires de Guerre*. T. I : *L'Appel*.]

Commentaires, mises au point, réponses. Cf. : Alborg (Tony). L'atroce équivoque de la Syrie. Lettre ouverte au général de Gaulle, *Monde*, 17 nov. 1954, p. 3 ; — Delavignette (R.). L' « Appel » du général de Gaulle, *Vie Intell.*, déc. 1954, pp. 17-24 ; — Héring (général). Réponse du général Héring, commandant de l'armée de Paris, *Paris-Match*, 30 oct. 1954, p. 51 ; — Loustaunau-Lacau. Lettre ouverte au général de Gaulle [sur le maréchal Pétain], *Monde*, 30 oct. 1954, p. 5 ; — Pozzo di Borgo (O.). Pétain ou la République [réponse à Loustaunau-Lacau], *Monde*, 9 nov. 1954, p. 8 ; — Reynaud (Paul). Les Mémoires du général de Gaulle, *R. de Paris*, déc. 1954, pp. 5-13 ; — Rougier (Louis). Les libertés du général de Gaulle avec la vérité historique. De Gaulle stratège et tacticien des nuages, *Aspects de la France*, 12 nov. 1954, pp. 1-3, et 17 déc. 1954, pp. 1-3 ; — Roure (Remy). Charles de Gaulle mémorialiste, *Preuves*, déc. 1954, pp. 71-74. Etc...

*Hierl (Konstantin). — *Im Dienst von Deutschland. 1918-1945*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1954, in-8°.

Mémoires de l'ancien chef du Service du Travail.

Hitler (Adolf). — Zu Hitlers Ostpolitik im Sommer 1943. Auszug der Aussprache des Führers an die Heeresgruppenführer am 1. 7. 43. Abends, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1954, pp. 303-313.

Extrait d'un discours inédit de Hitler prononcé devant les chefs de l'armée de l'Est.

*Horthy (amiral). — *Mémoires*, Paris, Hachette, 1954, in-8°, 288 p.

*Hunt (Frazier). — *The Untold story of Douglas MacArthur*, New York, Devin-Adair, 1954, in-8°, 533 p., ill., cartes.

Longs extraits dans *U. S. News and world report*, 15 oct. 1954, pp. 58-63 et 131-153.

*Ickes (Harold Leclaire). — *The Secret diary of Harold L. Ickes*. Vol. 3 : *The lowering clouds 1939-1941*, New York, Simon and Chuster, 1954, in-8°, 695 p.

I. L. — Dokumente aus dem Leben Ernst Thälmanns. Austellung über das Wirken des grossen deutschen Arbeiterführers, *Neues Deutschland*, 3 sept. 1954, p. 3.

Exposition Ernst Thälmann organisée par l'Institut Marx-Engels-Lenin-Stalin à l'occasion du dixième anniversaire de son assassinat au camp de Buchenwald.

Kimmel (Rear adm. Husband E.). — Admiral Kimmel's own story of Pearl Harbor, *U. S. news and world Report*, 10 déc. 1954, pp. 66-77 et 133-159.

Longs extraits des mémoires (à paraître) du commandant de la U. S. Pacific Fleet, à Pearl Harbor.

Kittredge (Captain T. B.). — The muddle before Pearl Harbour. United States Defense policy and strategy 1941. *U. S. News and World Report*, 3 déc. 1954, pp. 53-63 et 110-139.

L'auteur exprime « la thèse Marshall-Stark » en opposition avec celle de l'amiral Theobald, qui rejette sur le Président et les Départements de l'Armée et de la Marine la responsabilité du désastre.

*Lemonnier (amiral). — *Cap sur la Provence*, Paris, Éditions France-Empire, 1954, in-8°.

Magistrati (Massimo). — Venti anni fa : Roehm e Dolfuss, *Riv. di Studi pol. internaz.*, juill.-sept. 1954, pp. 375-388.

Souvenirs de l'ancien conseiller de l'Ambassade d'Italie à Berlin.

*Mallet (Alfred). — *Pierre Laval*. I : *Des années obscures à la disgrâce du 13 décembre 1940 ;* II : *De la reconquête du Pouvoir à l'exécution*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, 2 vol. in-8°. (Archives d'histoire contemporaine.)

Massa (H.). — Huntziger, Weygand, de Gaulle, *Hommes et mondes*, déc. 1954, p. 1-12.

En mai 1940, de Gaulle et Reynaud veulent remplacer Weygand par Huntziger et lui confier le « réduit » breton.

Montanelli (Indro). — Messe, *N. Corriere della Sera*, 18 nov. 1954, p. 3.

Portrait du maréchal Giovanni Messe.

*Olsanskij (Boris). — *My prikhodim s Vostoka (1941-1951)*, *Llegamos del*

Oriente (1941-1951), Buenos Aires (Nasa strana), 1954, in-8°, 360 p., ill., portr.

Mémoires d'un officier soviétique passé en Occident. La guerre, la lutte de partisans, l'occupation soviétique en Allemagne.

*Pini (Giorgio), Susmel (Duilio). — *Mussolini. L'uomo et l'opera.* Vol. II : *Dal Fascismo alla Dittatura (1919-1925)*, Firenze, La Fenice, 1954, in-8°, 491 p.

Polytechnique et la Résistance, *R. Hist. de l'Armée*, 1954, n° 1, pp. 135-145, phot.

Le général Verneau et d'Estienne d'Orves héros de la Résistance.

*Popham (Hugh). — *Sea flight. A fleet air arm pilot's story*, London, Kimber, 1954, in-8°, 200 p., cartes.

P. R. — Krasnov-Vlasov. Doklad gen. Poljakova (Krasnov-Vlasov, conférence du général Poljakov), *Rossija (New York)*, 10 sept. 1954, portr.

Sur les rapports entre les deux généraux. L'auteur accompagna le général Krasnov lors de ses deux entrevues avec le général Vlasov en 1944.

Schwerin von Krosigk (Lutz Graf). — Konstantin Freiherr von Neurath. Versuche eines Porträts, *Frankf. Allg. Ztg.*, 14 nov. 1954, p. 2.

Justification de sa conduite.

Sencourt (Robert). — How Neville Chamberlain fought Hitler, *Quart. R.*, oct. 1954, pp. 413-425.

Sir W. Churchill's wartime messages. Unpublished telegram to Stalin [6 janv. 1945], *Times*, 15 déc. 1954, p. 11.

**Stèle pour Winston Churchill.* Textes réunis par Charles Eade, Paris, Amiot-Dumont, 1954, in-8°. (Archives d'Histoire contemporaine.)

Le soldat, le parlementaire, le ministre... par Bernard Shaw, Eden, Paul Reynaud, Eisenhower, Mrs Roosevelt, etc...

Whittemore (Reed). — Churchill and the limitations of myth, *Yale Rev.*, déc. 1954, pp. 248-263.

Jugement sur la valeur historique des Mémoires de Churchill.

*Willoughby (Charles A), major-gén., and Chamberlain (John). — *MacArthur 1941-1951*, New York, McGraw Hill Book, 1954, in-8°, 441 p.

Le major-gén. Willoughby était « chef de l'Intelligence » de MacArthur.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

Anchieri (Ettore). — Zur Aktenpublikation des römischen Aussenministeriums, *Aussenpolitik*, août-sept.-oct. 1954.

I. Das grosse Missverständnis des deutsch-italienischen Bündnisses, août 1954, pp. 505-519.

II. Der deutsches « Bündnisverrat » an Italien., sept. 1954, p. 588-596.

III. Italiens Ausweichen vor dem Krieg, oct. 1954, pp. 653-662.

Étude sur la publication des documents diplomatiques italiens (1935-1939), d'après la revue italienne « Il Politico ».

**Les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.* Vol. V. Livre 2. *Le Proche-Orient (1er juin 1937-18 avr. 1939)*, *L'Amérique latine (20 nov. 1937-10 mars 1939)*, *La Question juive (8 juill. 1938-8 mars 1939)*, *Documents traduits de l'allemand par Jean R. Weiland*, Paris, Plon, 1954, in-8°, 160 p.

*Basler (Werner). — *Deutsch-sowjetische Beziehungen in den Jahren 1933-1939*, Berlin, Verl. Kultur u. Fortschritt, 1954, in-8°, 34 p.

(Vorträge in Zentralen Haus d. dt.-sowjet. Freundschaft. 22.)

Flottes (P.). — Tchécoslovaquie, France et Pologne en 1938, *R. Polit. et Parl.*, déc. 1954, pp. 345-353.

L'affaire de Teschen.

**Foreign relations of the United States. Diplomatic Papers 1937 (in five volumes).* Vol. II : *The British Commonwealth, Europe, Near-East and Africa*, Washington, U. S. Gov. Print. Off., 1954, in-8°, vii-971 p.

Grimm (Hans). — Hitler und England, *Nation Eur.*, sept. 1954, pp. 35-38

La politique anglophile de Hitler.

**Les relations germano-soviétiques (1933-1939).* Sous la direction de J.-B. Duroselle. Préface par P. Renouvin,

Paris, Armand Colin, 1954, in-8°, 290 p.

(Cahier de la Fondation nationale des Sciences politiques, n° 58.)

Schieche (Emil). — Das Recht in der Sudetenfrage, *Aussenpolitik*, oct. 1954, pp. 647-653.

III. — LA GUERRE

GÉNÉRALITÉS

*Kirk (George). — *The Middle East in the war. With an introduction by Arnold Toynbee. Survey of international affairs 1939-1946*, London, Royal Inst. of Intern. Aff., 1953, in-8°, XIII-511 p., cartes dans le texte et hors texte.

*Ruge (Friedrich), Vize-Admiral. — *Der Seekrieg 1939-1945*, Stuttgart, Kœhler, 1954, in-8°, 320 p.

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

Barjot (Pierre), vice-amiral. — Leçons de la guerre en Méditerranée, *R. mar.*, déc. 1954, pp. 1486-1519, ill., cartes.

Stratégie germano-italienne. Question des transports vers l'Afrique. Malchance des cuirassés italiens. Valeur de la flotte italienne. La stratégie insulaire : Crète et Malte, Méditerranée et océan Indien.

Fioravanzo (G.). — Studi e progetti per la presa di Malta. Una verità da ristabilire, *Riv. marittima*, juill. 1954.

Contrairement à la légende, l'état-major de la Marine avait, dès l'avant-guerre, recommandé et étudié l'éventualité d'une occupation de Malte.

Henning (Albert). — Fünfzehn Jahre nachher, *Nation Eur.*, oct. 1954, pp. 7-12.

Les mobiles qui poussèrent Hitler à ordonner l'occupation du Danemark et de la Norvège.

Seraphim (Hans-Günther) u. Hillgruber (Andreas). — Hitlers Entschluss zum Angriff auf Russland, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1954, pp. 240-255.

Stauber (Hans). — Die Vorbereitung des Feldzuges im Westen 1940. *Allg. schweiz. milit. Zt.*, juill., août 1954, pp. 521-528, 599-614.

Essai de synthèse d'après les études publiées récemment.

Wlassow. — « Euer Führer muss sich jetztentzcheiden ! », *Wiking-Ruf*, sept. 1954, pp. 15-17.

Mémorandum inédit du général Vlassov à Hitler pour le conjurer de faire la guerre aux seuls bolcheviques et non au peuple russe et lui dénoncer les atrocités allemandes (juillet 1943).

L'ARMEMENT ET LA TECHNIQUE

Bellairs (R. M.), Rear-Admiral. — Historical survey of trade defence since 1914. — *J. of the R. United Service Institution*, août 1954, pp. 359-377.

Blocus, convoi, défense anti-sous-marine.

Bredin (A. E. C.), lieut.-col. — Infantry and Tanks. Some european experiences of 1943-45, *Army Quart.*, octobre 1954, pp. 53-64.

Bunker (John). — The Story of the « Stephen Hopkins », *U. S. naval Inst. proceedings*, nov. 1954, pp. 1254-1257, phot.

Histoire d'un « Liberty ship », au cours de la deuxième guerre mondiale.

Burney (John C.). — Armor and Airborne at Arnhem, *Milit. Rev.*, déc. 1954, pp. 31-38, ill.

*Denisov (N.), ex-colonel. — *Boevaja slava sovetskoj aviacii*. [La gloire militaire de l'aviation soviétique.] Moskva, Voen. izdat., 1953, in-8°, 264 p., ill., portr., couv. ill.

*Dornberger (Walter). — *L'arme secrète de Penemünde*, Paris, Arthaud, 1954, in-8°, 260 p., pl. h. t.

Les chantiers de construction des armes V et leur destruction.

*Guierre (Maurice). — *La victoire des convois*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, in-8°, 291 p., ill. h. t.

Hopffgarten (H. J. V.). — Kombinierte Aktionen von Luftlande und Panzerverbänden, *Wehrkunde*, nov. 1954, pp. 384-391, c.

*Hove (Alkmar von). — *Achtung Falls-*

chirmjäger, Coburg, Luthard, 1954, in-8°, 232 p., ill.

L'action des parachutistes, notamment en Crète.

*Kemp (P. K.), Lieut-Comdr. — *Fleet air arm.* Foreword by Admiral of the Fleet Sir Philip L. Vian..., London, Jenkins, 1954, in-8°, 232 p., pl. h. t.

L'aviation comme arme navale : raid sur Tarente, attaque du « Bismarck », des convois vers la Russie et vers Malte, la guerre dans le Pacifique.

*Koch (Horst Adalbert). — *Die Geschichte der deutschen flakartillerie 1935 bis 1945*, Bad Nauheim, Podzun Verl., 1954, in-8°, 244 p. ill.

*Steets (H.). — *Die « klassische Korpschlacht »*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1954, in-8°, 200 p. (Die Wehrmacht im Kampf. Band 4.)

OPÉRATIONS

Assmann (Kurt). — Der Norwegen-Feldzug in englischer Darstellung, *Marine Rundsch.*, sept.-oct. 1954, pp. 168-171.

*Bauer (Josef Martin). — *Kaukasisches Abenteuer. Die Besteigung des Elbrus 1942*, München, Schild-Verl., 1954, in-8°, 186 p.

*Belot (R. de), contre-amiral. — *La Marine française pendant la campagne 1939-1940*, Paris, Plon, 1954, in-8°, 320 p.

De la déclaration de guerre à Mers el Kébir. L'Armistice et les rapports franco-anglais.

Blot (C.). — Les opérations aériennes britanniques durant la campagne de France (mai-juin 1940). Propagande et réalité, *Forces Aér. fr.*, déc. 1954, pp. 953-976.

**Borbe u Crnoj Gori januar-oktobar 1943.* [Les combats au Monténégro de janvier à octobre 1943]. Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne Armije, 1954, in-8°, 480 p., errata, fac.-sim.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu jugoslovenskih naroda. Tom III, Knjiga 5.)

**Borbe u Hrvatskoj 1942 god. Lipanj-srpanj.* [Les combats en Croatie en 1942 : juin-juillet. Documents des partisans et documents des Italiens et Oustachis.] Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne Armije, 1954, in-8°, 720 p., fac.-sim., errata.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu jugoslovenskih naroda. Tom V., Knj. 5.)

Borbe u Makedoniji, mart 1943-novembar 1944. [Les combats en Macédoine de mars 1943 à novembre 1944.] Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske narodne armije, 1954, in-8°, 464 p., fac-sim.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu Jugoslovenskih naroda. Tom VII, Knj 4.)

*Buckley (Christopher). — *Five ventures. Iraq, Syria, Persia, Madagascar, Dodécanèse*, London, H. M. S. O., 1954, in-8°, ix-257 p., pl. h. t.

(The Second world War 1939-1945. A popular military history by various authors.)

Colmay (O. E. P.). — Les fusiliers-marins en Alsace, *R. France libre*, août 1954, pp. 2-5 ; sept. 1954, pp. 4-6.

Conne (Pierre) général. — Souvenirs sur la campagne de Tunisie. — *Vert et Rouge*, 1953, n° 87, pp. 68-70.

Les débarquements des Forces françaises libres, *R. France libre*, juin 1954, p. 6-52.

*Derp (Hans von). — Die libysche Katatrophe 1940. Marschall Graziani über de Ursachen der Niederlage im ersten Afrikafeldzug, *Deutsche Soldatenztg.*, n° 1, août 1954, p. 8.

Dittmar (K.), général. — Doppelte Verstrickung. Wie eine deutsche Kräftegruppe im Winter 1941-1942 sich « trotzdem » der Vernichtung entzog, *Allg. schw. milit. Zt.*, oct. 1954, pp. 761-770, nov. 1954, pp. 856, 864, cartes.

Repli de la IX^e^ armée allemande du front de Kalinin et combats dans la région de Rshew, rupture de l'encerclement de Montschulowo (15 déc. 1941-20 févr. 1942).

Elble (major). — Ulitino, ein Bataillon greift an, *Allg. schweiz. milit. Zt.*, août 1954, pp. 615-626, cartes.

Épisode de la bataille de Moscou, 20-22 nov. 1941. Combats d'Ulitino et Brikowo.

*Feuchter (Georg W.). — *Geschichte des Luftkriegs. Entwicklung und Zukunft*, Bonn, Athenäum-Verl., 1954, in-8°, 456 p.

Fouchet (chanoine). — La Coloniale face à Rommel : le 53e R. I. C. M. en juin 1940, *Tropiques*, oct. 1953, pp. 64-69, ill.

Combats d'Airaines (Somme), 6-7 juin 1940.

*Golikov (S.). — *Vydajusciesja pobedy sovetskoj armii v velikoj otecestvennoj vojne.* [Les victoires marquantes de l'armée soviétique pendant la Grande Guerre nationale. 2e éd. corrigée et compl.], Moskva, Gospolitizdat, 1952, in-8°, 311 p., ill. et cartes, cartes jointes.

*Guderian (Heinz), général. — *Souvenirs d'un soldat.* Trad. par François Courtet, avec la collaboration d'André Leclerc-Kohler, Paris, Plon, 1954, in-8°, 472 p., cartes.

Hallo (lieutenant). — Sur la bataille de Colmar, *Vert et Rouge*, 1954, n° 91, pp. 28-31.

*Hashimoto (Mochitsura). — *Sunk. The story of the Japanese submarine fleet 1941-1945.* Trans. from the Japanese... Introd. by Commander Edw. L. Beach, New York, Holt, 1954, in-8°, 287 p., ill., cartes, diagr.

*Herington (John). — *Air war against Germany and Italy 1939-1943*, Canberra, Australian War Memorial, 1954, in-8°, xvii-731 p., pl. et cartes hors texte et dans le texte.

Kublin (Hyman). — Okinawa : a key to the Western Pacific, *U. S. Naval Institute proceedings*, déc. 1954, pp. 1358-1365.

Lederrey (E.), colonel. — La retraite du 11e C. A. allemand de Bjelgorod, par Charkov sur le Dniepr, *R. milit. suisse*, août et sept. 1954, pp. 361-376 et 408-416, c.

Lusar. — Wie die « Tirpitz » vernichtet wurde, *Militärpolit. Forum.*, nov. 1954, pp. 38-44.

La fin du navire de guerre « Tirpitz », 25 nov. 1944, au large de Tromsoe.

Mantello (H. H.). — Das Ende der Schlachtschiffes « Tirpitz ». Wie englische Verbäde das 38.000 Tonnen-Schiff vor zehn Jahren zur Stucke brachten, *Deutsche Soldatenztg.*, 1er nov. 1954, pp. 3-4.

*Messe (Giovanni). — *La guerra al fronte russo* (terza edizione), Milano, Rizzoli, éd. 1954, in-8°, xi-311 p.

Édition revue et augmentée du livre écrit en 1947 par le commandant du Corps expéditionnaire italien en Russie (C. S. I. R.).

Mordal (Jacques). — De Dunkerque à Saint-Valery, ou les vicissitudes d'une alliance, *R. Mar.*, nov. 1954, pp. 1461-1468, carte.

Critique de l'ouvrage du Major Ellis, *The War in France and Flanders 1939-1940.*

*Morison (Samuel Eliot). — *Sicily-Salerno-Anzio, january 1943-june 1944*, Boston, Little Brown, 1954, in-8°, 442 p., ill., cartes. (Hist. of Naval U. S. operation in World War II., vol. 9.)

Mühe (Werner). — Am 8. November 1942. Landung in Nordafrika. « Hören Sie mit diesem Unfug auf », sagte der Reichspresschef. Das OKW war ahnungslos und das Führerhauptquartier tappte im Dunkeln, *Oase*, nov. 1954, p. 9.

Pallotta (Pietro). — Fanteria. Kalibari 1940. Petrikowka 1941. Senio e Santerno 1945, *Riv. militare*, sept. 1954, pp. 848-862.

Trois types de combats livrés par l'infanterie italienne : en Épire ; sur la rive gauche du Dniepr ; en Italie (contre les Allemands).

Perré (Jean). — De la propagande à l'histoire. Quinze jours d'opérations avec de Gaulle, en mai 1940, *Écrits de Paris*, déc. 1954 et janv. 1955, pp. 38-52 et 70-80, cartes.

*Poolman (Kenneth). — *The « Kelly ».* Foreword by Admiral the Earl Mountbatten of Burma, London, Kimber, 1954, in-8°, 219 p.

Exploits d'un battleship britannique.

*Popé (Dudley). — *Flag. 4. The battle of coastal forces in the Mediterranean.* Foreword by Sir Rhoderick R. Mc Grigor, London, Kimber, 1954, in-8°, xv-300 p.

Raus (Generaloberst). — Le C. A. Raus à la fin de la deuxième contre-offensive soviétique du 13 février à la fin de

mars 1943, *R. mil. suisse*, nov. 1954, pp. 529-540, carte.

D'après les notes du « Generaloberst » Raus. Technique de l'attaque de flanc et en tenaille contre les Russes.

RAUS (Generaloberst). — Zweimal Charkow, Februar und August 1943, *Allg. schweiz. mil. Zt.*, déc. 1954, pp. 933-950, cartes.

Les deux défenses de Karkhov en février et août 1943.

ROBERTS (M. R.), Brigadier. — Brief outline of the Burma Campaign of 1941-1945, *Army Quart.*, juill. 1954, pp. 180-197, c. h. t.

ROHWER (Jürgen). — Geleitzugschlacht im Eismeer. Die Operation gegen den Convoy JW 59 vom 20-24. 8. 1944, *Marine Rundsch.*, nov.-déc. 1954, pp. 183-200, c.

SANTORO (Giuseppe), Gen. — Il Concorso aereo alle operazioni di guerriglia nei Balcani (aprile 1941-sept. 1943), *Riv. aeronautica*, sept. et oct. 1954, pp. 981-992 et 1060-1077.

Action de l'aviation italienne ; sa collaboration avec l'aviation allemande.

SMITH (C. Alphonso), cmd. — Battle of the Caribbean, *U. S. Nav. Inst. proceed.*, sept. 1954, pp. 976-982.

Du 16 févr. 1942 au 30 nov. 1942, les Allemands y torpillèrent 263 navires d'un tonnage global de 1.362-278 t.

SMOGORZEWSKI (Kazimierz). — Szlakiem bojowyn I-ej Dywizji Pancernej we Francji. [Sur les traces des combats de la I^re Division blindée en France], *Wiadomosci (Londres)*, 10 et 29 oct. 1954, n^os 41 et 43, ill.

En août et sept. 1944.

SOSABOWSKI (S.), Gen. — Bitwa pod Arnhem [La bataille d'Arnhem], *Dzien. Zolnierza i Dz. Polski*, 20 sept. 1954, n° 224, p. 2.

L'auteur commandait la 1re brigade polonaise de parachutistes.

TAYLOR (Col. Benjamin G.). — Operation Schmidt, *Military Rev.*, août 1954, pp. 30-39, carte.

Opération ayant pour but de préparer le franchissement de la Roer et la saisie des passages sur le Rhin (2-7 nov. 1944) par le VII^e corps américain.

*URIS (Léon). — *Le cri de la victoire.* Trad. de l'américain par René JOUAN, Paris, Plon, 1954, in-8°, 592 p.

Les « Marines » à Guadalcanal et à Tarawa.

*VOLCKMAN (R. W.). — *Three Years behind the enemy lines in the Philippines*, New York, Norton, 1954, in-8°, 244 p.

Aventures d'une bande de soldats américains qui, après la chute de Corregidor, continuèrent de tenir le maquis.

VON B. — Wer hat den Bombenkrieg begonnen? *Militär. Forum.*, nov. 1954, pp. 49-51.

L'initiative du bombardement des populations civiles serait imputable à la Grande-Bretagne, d'après l'aveu même des Anglais.

*VORMANN (N.). — *Der Kessel von Tscherkassy*, Heidelberg, K. Vowinckel, 1954, in-8°, 200 p. (Die Wehrmacht im Kampf. 3.)

*VOZNENKO (V. V.), UTKIN (G. M.). — *Osvobozdenie Kieva (osen 1943 g.)* [La libération de Kiev en automne 1943], Moskva, Voen. izdat, 1953, in-8°, ill., portr., schémas.

W pietnastoletnia rocznide kampanii polsko-niemieckiej 1939 r. [Pour le quinzième anniversaire de la campagne polono-allemande 1939], *Bellona (Londres)*, juill.-sept. 1954, n° 3, 57 p., cartes.

Histoire de la campagne de septembre.

WULLUS-RUDIGER (J.). — La fin du III^e Reich, *L'Armée et la Nation*, 1er oct. 1954, pp. 21-25 ; 1er nov. 1954, pp. 20-22, ill.

Défaite allemande, depuis le 22 juin 1944.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*BORGHESE (Valerio). — *Sea devils, tr. from the Italian...*, Chicago, Regnery, 1954, in-8°, 261 p., ill.

Les exploits de la X. MAS par son commandant.

*BOULLET (A.-H.). — *Jusqu'à en mourir.* Préf. du maréchal JUIN, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1954.

Les Saint-Cyriens dans les batailles de 39-52.

*BOUVET (G.-R.), colonel. — *Ouvriers de la première heure.* Préf. du maréchal JUIN, Paris, Berger-Levrault, 1954.

(Collection La Seconde Guerre mondiale.)

Les groupes de Commandos d'Afrique.

*Brehm (Werner). — *Mein Kriegstagebuch. 1939-1945. Mit d. 7. Panzerdivision, 5 Jahre in West u. Ost*, Kassel, Selbstverl., 1953, in-8°, 110 p.

*Buchner (Alex). — *Gebirgsjäger an allen Fronten. Berichte von den Kämpfen der deutschen und österreichischen Gebirgsdivisionen*, Hannover, A. Sponholtz, 1954, in-8°, 256 p., ill., cartes h. t.

*Davy (Brigadier G. M. O.). — *The Seventh and three enemies*, London, Heffer, 1954, in-8°, XIV-468 p., cartes, pl. h. t.

Afrique, Extrême-Orient, Moyen-Orient, Italie.

H. G. W. — Minen an der Murmansk-Bahn. Jagdkommando der Waffen-SS in der karelischen Wildmark auf Fernspähtrupp, *Frontsoldat*, janv. 1955, pp. 18-19.

*Jackson (H. C.). — *The Fighting Sudanese;* foreword by General Sir William Platt, New York, St. Martin's Press, 1954, in-16, 100 p., cartes.

Les troupes soudanaises pendant la deuxième guerre.

*Verney (G. L.). — *The Desert rats. The history of the 7th armoured Division 1938- to 1945*, London, Hutchinson, 1954, in-8°, 312 p., cartes dans le texte et sur page de garde, pl. h. t.

Campagne du désert. Débarquement de Salerne. Débarquement en Normandie et campagne finale.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Canali (Paolo). — L'accordo italo-germanico per il Carbone (1940), *Riv. di Studi pol. internaz.*, juill.-sept. 1954, pp. 462-471.

Pour la fourniture de charbon à l'industrie de guerre italienne.

*Eddy (William A.). — *F. D. R. meets Ibn Saud*, New York, American Friends of the Middle East, 1954, in-8°, 45 p., ill.

Relation inédite d'un entretien entre Roosevelt et Ibn Saud sur le problème sioniste (14 févr. 1945, à bord du *Quincy*, canal de Suez). L'auteur était ministre plénipotentiaire des U. S. A. auprès d'Ibn Saud.

Funk (Arthur Layton). — The « Anfa memorandum ». An incident of the Casablanca Conference, *J. of Modern history*, sept. 1954, pp. 246-254.

*Hillgruber (Andreas). — *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu. Die deutsch-rumänischen Beziehungen 1938-1944*, Wiesbaden, Steiner, 1954, in-8°, XI-382 p.

(Veröffentlichungen d. Inst. f. europ. Geschichte.)

Italy's fears in 1940 revealed by German documents. Hitler urged to attack Russia first, *Times*, 10 nov. 1954, p. 5.

D'après le vol. VIII des *Documents on German foreign policy.*

Meissner (Boris). — Die Beziehungen zwischen der Sowjetunion und den baltischen Staaten von der deutsch-sowjetischen Interessenabgrenzung bis zum sowjetischen Ultimatum, *Z. f. Ostforschg.*, avr.-juin 1954, pp. 161-179.

23 août 1939-été 1940.

Morton (Louis). — The Japanese decision for war, *U. S. Naval Inst. proceedings*, déc. 1954, pp. 1325-1335, phot.

Les rapports nippo-américains avant le 7 déc. 1941, d'après les sources japonaises.

*Vernoux (Marcel), général. — *Wiesbaden, 1940-1944*, Paris, Berger-Levrault, 1954, in-8°, 315 p. (Collection La Seconde Guerre mondiale.)

La Commission française d'Armistice.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Amé (Cesare). — *Guerra segreta in Italia 1940-1943*, Roma, ed. Gherardo Cesini, 1954, in-8°, 221 p.

Par l'ancien chef du S. I. M. (Service d'information militaire).

*Farago (Ladislas). — *War of wits : The anatomy of espionage and Intelligence*, New York, Funk and Wagnalls, 1954, in-8°.

Renseignements, contre-espionnage, sabotage, propagande, par un spécialiste de ces questions.

*Fielding (Xan). — *Hide and seek*, London, Secker and Warburg, 1954,

in-8°, 255 p., carte sur page de garde, pl. h. t.

L'auteur, débarqué d'un sous-marin en automne 1941, organise la résistance en Crète.

GRIFFI (T.). — Mission spéciale en Corse, *R. France libre*, novembre 1954, pp. 6-10.

Pendant l'occupation italienne.

*HOETTL (Wilhelm). — *The Secret Front*, New York, Praeger, 1954, in-8°, 327 p.

La Sicherheitsdienst, avant et pendant la guerre, par le chef de la section Europe Centrale et Sud-Est.

*LEVERKUHN (Paul). — *German military intelligence*. Translated from German..., New York, Praeger, 1954, in-8°, 216 p.

Souvenirs sur Canaris, par un ancien officier de l'Abwehr, activité de l'Abwehr en Proche-Orient, 1941-1945.

*SCHULZE-HOLTHUS. — *Daybreak in Iran*, London, Staples, 1954, in-8°, 319 p.

Souvenirs d'un agent de renseignements allemand.

WODEHOUSE (P. G.). — Berlin broadcasts. I, *Encounter*, oct. 1954, pp. 17-24.

Reproduction de cinq transmissions de Radio-Berlin, faites par un interné anglais au début de la guerre.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*MACKIEWICZ (Joseph). — *Il Massacro della foresta di Katyn*. Trad. di A. FULIZIO. Pref. di A. BLISS LANE, Roma, ed. Paoline, 1954, in-8°, 264 p., phot.

*PINSON (Koppel S.), ev. — *Yivo annual of Jewish social science*. Vol. VIII : *Studies on the epoch of the Jewish catastrophe 1933-1945*, New York, Yiddish Scientific Institute, 1954, in-8°, 303 p.

*RAUSCHENBACH (Gerhard). — *Der Nürnberger Prozess gegen die Organisationen. Grundlage, Probleme, Auswirkungen auf die Mitglieder und stafrechtliche Ergebnisse*, Bonn, Röhrscheich, 1954, in-8°, 153 p.

RIE (Robert). — The War Crime trials, *Am. J. of intern. law*, juill. 1954, pp. 470-474.

D'après l'ouvrage du Dr A. V. KNIERIEM, *Nürnberg : Rechtliche und Menschliche Problem*.

Unicuique suum : documentazione sui « crimini di guerra » degli alleati, *Noi*, 1er-15 oct. 1954, p. 225.

D'après le livre du R. P. REICHENBERGER, *Europa in Trümmern. Das Ergebnis der Kreuzzuges der Alliierten*.

Ein Verbrechen des deutschen Militarismus. Der Bombenangriff auf Freiburg am 10. Mai 1940, *Dokumentat. d. Zeit*, 15 déc. 1954, col. 6161-6165.

D'après l'enquête faite sur l'initiative du Land de Bade-Wurtemberg, par l'*Institut für Zeitsgeschichte* à Munich, le gouvernement allemand aurait été l'instigateur du bombardement de la ville de Fribourg-en-Brisgau.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

ALAGIANI (P.), S. I. — Di ritorno delle prigioni sovietiche, *Civiltà cattol.*, 18 sept. 1954, pp. 619-625 (suite).

*LIAS (Godfrey). — *I survived*, London, Evans, 1954, in-8°, 224 p.

Souvenirs d'un officier autrichien, capturé à Stalingrad, prisonnier des Russes pendant dix ans.

*MARETTE (Fanny). — *J'étais le n° 47177. Journal d'une comédienne déportée*. Préface de Rémy ROURE, Paris, Laffont, 1954, in-8°, 260 p.

*MASON (W. Wynne). — *Prisoners of war*, Wellington, Dept. of Internat. Affairs, 1954, in-8°, XXVI-946 p., pl. et cartes h.-t.

(Official history of New Zealand in the Second World War 1939-1945.)

Les prisonniers néo-zélandais et les prisonniers faits par eux.

*ROMILLY (Giles) and ALEXANDER (Michel). — *The Privilege nightmare*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1954.

Traitement particulier accordé à certains prisonniers de marque par les Allemands.

*SAINT-CLAIR (Simone). — *Ravensbruck*, Paris, Tallandier, 1954.

*VALUET (Roger). — *Évadés de l'enfer. Récits*. Préf. de Xavier BRACQUART,

Givors, André Martel, 1954, in-16, 256 p.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

GÉNÉRALITÉS

*Brandt (Karl), Schiller (Otto), Ahlgrimm (Franz). — *Management of agriculture and food in the German-occupied and other areas of Fortress Europe. A study in Military Government*, Stanford, Stanford University Press (1953), in-8°, xxxiv-707 p., cartes, tableaux h. t.

(Germany's agriculture and food policies in World War II. Vol. II.)

ALLEMAGNE

Bierschenk (Theodor). — Zahlen über di während des Zweiten Weltkrieges umgesiedelten deutschen Volksgruppen angehörigen, *Z. f. Ostforschg.*, janv.-mars 1954, pp. 80-83.

Collotti (Enzo). — La Resistenza in Germania. A dieci anni del 20 luglio 1944, *Il Ponte*, nov. 1954, pp. 1713-1720.

Courtet (François). — Méditations pour un anniversaire. Opposition ou Résistance? — 20 juillet 1944-20 juillet 1954, *Allemagne d'aujourd'hui*, juill.-août 1954, pp. 314-321.

La résistance allemande n'aurait été qu'une opposition passive.

**Du hast mich heimgesucht bei Nacht. Abschiedsbriefe und Aufzeichnungen der Widerstandskämpfer 1933 bis 1945*, hrg. von Helmut Gollwitzer u. a., München, Chr. Kaiser, 1954, in-8°, 472 p. ill.

Freund (Michael). — Der 20. Juli 1944, *Gegenwart*, 17 juill. 1954, pp. 459-461.

Réflexions sur le complot du 20 juillet.

**Das Gewissen steht auf. Lebensbilder aus dem deutschen Widerstand 1933-1945*, hrg. v. Annedore Leber, Berlin, Mosaik-Verl., in-4°, 240 p. ill.

Soixante-quatre biographies avec portraits.

Gilbert (G.-M.). — Psychologie de la dictature : Frank, Keitel, Hess, *Temps mod.*, nov. 1954, pp. 665-712.

Hagelstange (Rudolf). — Metamorphosen der Antisemitismus, *Deutsche Rundsch.*, déc. 1954, pp. 1255-1261.

Les différentes formes de l'antisémitisme en Allemagne de 1918 à 1945.

*Hahn (Karl Eugen). — *Eisenbahner in Krieg und Frieden*, Frankfurt/M., Lanzenreiter, 1954, in-8°, 256 p.

Les cheminots allemands pendant la deuxième guerre mondiale.

*Kirst (Hans Hellmut). — *Null-Acht Fünfzehn*. 2. Band : *Die seltsamen Kriegserlebnisse des Soldaten Asch*, Wien, München, Basel, K. Desch (1954), in-8°, 431 p.

Différents types de soldats de la deuxième guerre mondiale. La guerre dépouillée de son auréole.

*Mueller-Hillebrand (Burkhart). — *Das Heer bis zum Kriegsbeginn*. Mit einem Geleitwort von Generaloberst a. D. Franz Halder, Darmstadt, E. S. Mittler u. Sohn (1954), 3 vol. in-8°.

(Das Heer 1933-1945. Entwicklung des organisatorischen Aufbaues. Band I.) Chronologie, pp. 179-182.

*Niemœller (Wilhelm). — *Die Bekennende Kirche sagt Hitler die Wahrheit. Die Geschichte der Denkschrift der vorläufigen Leitung von Mai 1936*, Bielefeld, Bechauf, 1954, in-8°, 54 p.

Paetel (Karl O.). — Der 20. Juli 1944 und das Ausland, *Aussenpolitik*, juill. 1954, pp. 438-448.

Abondante bibliographie.

Pithe (Erich). — Die Reichsbank. 1939-1945, *Nation Eur.*, nov. 1954, pp. 57-64.

*Plivier (Theodor). — *Berlin*, Wien, München, Basel, K. Desch, 1954, in-8°, 606 p.

Roman documentaire sur la prise de Berlin.

*Remarque (Erich Maria). — *Zeit zu leben und Zeit zu sterben*, Köln, Berlin, Verl. Kiepenheuer u. Witsch, 1954, in-8°, 398 p.

Traduction française sous le titre : *L'Ile d'Espérance*, Paris, Plon, 1955.

Les misères d'une grande ville allemande sous les bombardements vues par un permissionnaire de retour du front russe.

Schramm (Wilhelm Ritter von). — Er-

kenntnisse nach zehn Jahren. Kameradschaft und der 20 Juli, *Deutsche Soldatenztg.*, n° 2 de juill. 1954, p. 3.

L'esprit de camaraderie entre S. S. et membres de la Wehrmacht permit de sauver un certain nombre de conjurés à Paris.

*Seabury (Paul). — *The Wilhelmstrasse : a study of German diplomats under the Nazi regime*, Berkeley, Univ. of California Press, 1954, in-8°, 232 p.

Steuer (Otto). — « Holzhammer » gefiel nicht. Die Geschichte der Frontzeitungen, *Frontsoldat*, déc. 1954, p. 362-364.

Le 20 juillet 1944. Dix ans après, *Documents*, juill. 1954, pp. 758-772.

Discussion sur le droit à la résistance.

Le 20 juillet 1944. Témoignages de Werner Bergengrüen, Theo Pirker, Theodor Plivier, Inge Schoel, Rudolf Hagelstange, Friedrich Franz, Hermann Kasack, Paul Botta, Eugen Assmann, Aloys Ansprenger, *Documents*, juill. 1954, pp. 723-758.

Série de témoignages allemands inédits sur l'attentat manqué.

**Die Vollmacht des Gewissens. Deutsche Gespräche über das Recht zum Widerstand*, hrg. von der Bundeszentrale für Heimatdienst, Bonn, Schimmelbusch u. Co, 1954, in-8°, 122 p.

(Schriftenreihe der Bundeszentrale für Heimatdienst. H. 6.)

Le droit à la résistance et le complot du 20 juillet 1944.

**Zum Film über di Verhandlung vor dem Volksgerichtshof gegen die Widerstandskämpfer des 20. Juli 1944*, Bonn, Bundeszentrale für Heimatdienst, 1954, in-8°, 19 p.

AUTRICHE

**Geschichte der Republik Oesterreich, unter Mitwirkung von Staatsarchivar Dr. Walter Goldinger, Dr. Friedrich Thalmann, Dr. Stefan Verosta und Dr. Adam Wandruszka*, hrg. von Heinrich Benedikt, München, R. Oldenbourg, 1954, in-8°, 640 p.

L'Autriche de 1918 à 1945.

*Klebelsberg (R. V.). — *Innsbrücher Erinnerungen (1902-1952)*, Innsbrück, Universitäts-Verl., 1953, in-8°, 442 p.

Les mémoires du recteur de l'Université d'Innsbrück apportent une contribution à l'histoire du parti national-libéral en lutte avec le gouvernement Dollfuss et avec le national-socialisme.

Marck (Franz). — Im Kampf gegen den deutschen Faschimus. (Zur Geschichte der K. P. Ö. von 1938 bis zur Befreiung), *Weg u. Ziel*, déc. 1954, p. 866-884.

Le parti communiste autrichien dans la clandestinité.

BULGARIE

Birjukov (colonel N.). — Pamjatnye sobytija [Événements mémorables], *Pravda*, 20 oct. 1954.

Dixième anniversaire de la libération de Belgrade. Souvenirs d'un officier de l'armée soviétique.

ÉTATS-UNIS

Berenbaum (Esai). — Food and war, *Military Review*, nov. 1954, pp. 19-31.

Le problème alimentaire en temps de guerre d'après l'expérience des États-Unis.

*Millett (John David). — *The Organization and role of the Army Service Force*, Washington, Gov. Print. Off., 1954, in-8°, 515 p., ill.

(U. S. Army in World War II.)

FRANCE
ET UNION FRANÇAISE

*Churchill (Peter). — *The Spirit in the cage*, London, Hodder and Stoughton, 1954, in-8°, 251 p., cartes, pl. h. t.

Troisième volume de l'auteur sur l'organisation de la résistance en France en liaison avec les Britanniques.

Guichard (Louis). — La Flotte sacrifiée, *R. Deux Mondes*, 1er janv. 1955, pp. 140-147.

Sur l'ouvrage de P. Varillon : *Le sabordage de la Flotte.*

*Haelling (Gaston). — *Une préfecture désannexée : Strasbourg, 23 nov.-1944-8 mai 1945*, Paris-Strasbourg, Éditions Le Roux, 1954, in-16.

Ombres et lumières de la désannexion par le premier préfet du Bas-Rhin à la Libération.

Maczek (général). — Opowiadanie. [Ré-

cit], *Orzel Bialy*, 13 nov. 1954, n° 46, pp. 6-7.

Souvenirs sur l'armistice de 1940 en France.

*Remy. — *Leur calvaire*, Paris, Fayard, 1954, in-12.

Résistants chrétiens.

*Remy. — *Passeurs clandestins*, Paris, Fayard, 1954, in-8°.

*Rossi (Angelo). — *Sous l'occupation : la guerre des papillons. Quatre ans de politique communiste. 1940-1944*, Paris, les Iles d'Or, 1954, in-8°, 335 p., XLVIII planches de fac-sim.

*Teare (T. G. D.). — *Evader*, London, Hodder and Stoughton, 1954, in-8°, 255 p., pl. h. t.

Sur la résistance française.

Les tués et disparus des deux guerres mondiales, *Monde*, 8 déc. 1954, p. 8.

Tableau succinct des pertes françaises établi par le ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre.

*Varillon (P.). — *Le sabordage de la Flotte. Toulon, 27 novembre 1942*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, in-8°.

(Archives d'Histoire contemporaine.)

Vourc'h (Dr). — Les réseaux d'évasion bretons, *R. France libre*, oct. 1954, pp. 7-10.

GRANDE-BRETAGNE ET COMMONWEALTH

*Hammond (Richard James). — *Food and agriculture in Britain 1939-1945. Aspects of Wartime control*, Stanford, Stanford Univ. Press, 1954, in-8°, 258 p.

(Food, agriculture and World War II., vol. 7. — Food Research Inst. publ.)

*Nikolaev (N. N.). — *Vnesnjaja politika pravykh lejboristov Anglii v period podgotovki i nacala vtoroj mirovoj vojny (1935-1940 gg.)* [La politique extérieure des travaillistes de Grande-Bretagne durant la période de préparation et au début de la deuxième guerre mondiale (1935-1940)], Moskva, Gospoliizdat, 1953, in-8°, 253 p.

GRÈCE

Greece, 1941 : An unsolved mystery, *Twentieth Cent.*, août 1954, pp. 125-139.

A propos de l'ouvrage qui vient de paraître : *History of the Second World War : The Mediterranean and the Middle East.*

*Politi (Maurice). — *Les faubourgs d'Athènes*, Paris, N. R. F., 1954, in-8°.

Vie à Athènes et en Grèce sous l'occupation.

ITALIE

Cadorna (Raffaele), général. — Controprecizione del generale Cadorna, *Mov. di liber. in Italia*, juill. 1954, pp. 42-44.

Réponse à la note de Luigi Longo parue dans le numéro précédent de la même revue, au sujet du rôle de Cadorna en haute Italie.

Cadorna (Raffaele), Calamandrei (Piero). — Resistenza, paracomunismo e comunismo, *Ponte*, oct. 1954, pp. 1662-1664.

Échange de lettres entre l'ex-général R. Cadorna et Piero Calamandrei au sujet d'un article de ce dernier dans le numéro de juill.-août de *Il Ponte*.

Chronache della Resistenza in Piemonte. S. Chiaffredo di Busca, settembre 1944, *Mov. di liber. in Italia*, juill. 1954, pp. 32-38.

Dotti (Roberto). — Guerra partigiana nella Bassa Valle d'Aosta. Valle del Lys. Luglio 1944, *Mov. di liber. in Italia*, juin 1954, pp. 3-27.

Longo (Luigi). — Giudizi di Luigi Longo sulla storiografia delle Resistenza (dalla Conferenza tenuta alla casa della Cultura di Milano il 19 giugno 1954), *Mov. di liber. in Italia*, juill. 1954, pp. 45-47.

*Longo (Luigi). — *Sulla via dell'insurrezione nazionale*, Roma, Ed. di cultura sociale, 1954, in-8°, 486 p.

Lutte du parti communiste italien dans la Résistance.

Luksich-Jamini (Antonio). — La Lotta per la liberazione a Fiume, *Mov. di liber. in Italia*, juill. 1954, pp. 28-31.

*Magri (Francesco). — *La Democrazia Cristiana in Italia*. Vol. I : *1897-1947*, Milano, la Fiaccola, 1954, in-8°, xx-421 p.

Chapitres concernant l'opposition au fascisme et la lutte pour la Libération.

**Pisa nel suo martirio e nella sua rinascita.* Numero unico. Red. resp. Bartorelli, Pisa, Tipo. Pacini Mariotti, 1954, in-4°, 54 p.

A l'occasion du dixième anniversaire de la Libération.

*Salvadori (Max). — *Brief History of the Patriot movement in Italy, 1943-1945*, Chicago, E. Clemente & sons, publish., 1954, in-16, 96 p., cartes.

Salvemini (Gaetano). — La politica di Benedetto Croce, *Il Ponte*, nov. 1954, pp. 1728-1743.

Plus particulièrement son attitude à l'égard du fascisme.

Una Conferenza-stampa fascista tenuta il 24 aprile 1945, *Mov. di liber. in Italia*, juill. 1954, pp. 39-41.

Texte de la dernière conférence de presse fasciste tenue à Milan.

JAPON

*Butow (Robert J. C.). — *Japan's decision to surrender*, Stanford, Stanford Univ. Press, 1954, in-8°, 270 p., bibl.

(Hoover library on War, Revolution and Peace, pub. n° 24.)

D'après les sources japonaises et notamment les documents du procès de Tokio.

*Lukjanova (M. I.). — *Japonskie monopolii vo vremja vtoroj mirovoj vojny* [Les trusts japonais pendant la seconde guerre mondiale], Moskva, Akademija nauk SSSR, 1953, in-8°, 396 p., tabl., errata.

(Akademija nauk SSSR. Institut vostokovedenija.)

*Sumie Seo Mishima. — *The Broader way*, London, Gollancz, 1954.

Les femmes japonaises pendant et après la guerre.

*Wildes (Harry Emerson). — *Typhoon in Tokyo*, New York, Macmillan, 1954, in-8°, 356 p.

Occupation américaine du Japon vue par un fonctionnaire du SCAP.

NORVÈGE

Björnson (Erling) ehem. Abgeord. d. Storting. — Warum Quisling fallen musste, *Nation Eur.*, oct. 1954, pp. 13-17.

Justification de Quisling par un nationaliste norvégien.

PAYS-BAS

**Dagbock Fragmenten 1940-1945*, S'Gravenhage, Nijhof, 1954, in-8°, 638 p. (Bronnenpublicatie, Serie Diversen, n° 2 van het Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie.)

Anthologie comportant des extraits de journaux particuliers tenus par les Hollandais pendant la deuxième guerre mondiale.

POLOGNE

Bor-Komorowski (Tadeusz). — Kraj a Rosja Sowiecka [Le pays et la Russie soviétique], *Zycie* (Londres), 3 oct. 1954, n° 40, ill., fac-sim.

Suivi de souvenirs, poésies et bibliographie sur la résistance polonaise de 1939 à 1944 et de la reproduction du *Biuletyn Informacyjny* éd. à Varsovie le 2 août 1944.

Czeszko (Bohdan). — Na barykadach powstania [Sur les barricades de l'insurrection], *Tryb. Ludu*, 1er août 1954, n° 212, p. 3.

Souvenirs d'un partisan, combattant dans l'armée populaire à Varsovie, en août 1944.

Jasinski (Znigniew). — Na obcej planecie [D'une planète étrangère], *Kultura* (Paris), juill.-août 1954, nos 7-8, pp. 3-10.

Souvenirs d'un combattant de l'armée clandestine (Armija Krajewa), réfugié en Australie.

*Lege (E.) [Commandant Louis]. — *J'étais un partisan.* Préf. du général Anders, Nice, Imp. Riviera, 1953, in-16, 248 p.

Dans le maquis polonais.

**Martyrs and fighters.* Preface by Norman Benturich. Editor Philip Friedman, London, Routledge and Kegan Paul, 1954.

Le ghetto de Varsovie.

A Polish anniversary also. The Warsaw rising and the campaign in the West, *Tablet*, 7 août 1954, pp. 126-127.

Wankowiczowa (Zofia). — Kombatantki [Les combattantes], *Kultura* (Paris), oct. 1954, n° 10, pp. 77-98.

Rôle des femmes-soldats dans l'insurrection de Varsovie de 1944 par l'une des

dirigeantes du Secours aux blessés militaires (A. K.-P. R. Z.).

ROUMANIE

*Ciurea (E. C.). — *Le traité de paix avec la Roumanie du 10 février 194* . Préf. de Mme S. Bastid, Paris, Pedone, 1954, in-8°, 288 p.

TCHÉCOSLOVAQUIE

*Gracev (S.). — *Pomosc SSSR narodam Cekhoslovakii v ikh borbe za svobodu i nezavisimost (1941-1945)* [L'aide de l'U. R. S. S. aux peuples de Tchécoslovaquie dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance], Moskva, Gospolitizdat, 1953, in-8°, 239 p.

U. R. S. S.

*Burdzalov (E. N.). — *Velikaja otecestvennaja vojna Sovetskogo sojuza (1941-1945), lekcii...* [La grande guerre nationale de l'Union soviétique (1941-1945), conférences...], Moskva, Voen. izdat., 1953, in-8°, 160 p.

(Vyssaja partijnaja skola pri CK KPSS. Kafedra istorii SSSR.)

*Dixon (Brig. C. Aubrey), Heilbrunn (Otto). — *Communist guerilla warfare*, New York, Praeger, 1954, in-8°, 229 p.

De 1941 à 1945, guérilla russe contre l'Allemagne.

Drizel (A. A.). — Ustanovlenie sovecskoj vlasti i pervye sagi socialisticeskogo stroïtel'stva v Latvii, 1940-1941 gg. [L'établissement du pouvoir soviétique et les premiers pas de l'édification socialiste en Lettonie, 1940-1941], *Istoric. zap.*, t. XLV (1954), pp. 43-79, tableaux.

XXX. — « Ist die Grundlinie unserer Ostpolitik richtig, so können auch tausend falsche Ausführungen sir nicht gefährden ! », *Wiking Ruf*, oct. 1954, pp. 16-17.

Mémoire inédit sur la politique allemande à l'égard der populations de la Russie occupée (hiver 1942-1943).

Korduba (F.). — Partisanen-Bestandteil der Roten Armee. Die Bedeutung der Partisanen im modernen Krieg. Die sowjetische Organisation im 2. Weltkrieg, *Deutsche Soldaten Ztg.*, déc. 1954, p. 7.

Mus'jakow (P. J.), général. — *Gorod — Geroj — Sevastopol...* [Sebastopol — Ville héroïque], Moskva, Znanie, 1954, in-8°, 31 p.

(Vsesojuznoe obscestvo po rasprostraneniju politiceskich i naucnykh znanij. Serija I, n° 33.)

*Soldatenko (E. U.). — *Trudovoj podvig sovetskogo naroda v velikoj otecestvennoj vojne* [L'effort du peuple soviétique durant la grande guerre nationale], Moskva, Gospolitizdat, 1954, in-8°, 296 p., ill., couv. estampillée.

**Sovetskij voennyj rasskaz.* Tom. II [Récits de guerre soviétiques. Vol. 2], Moskva, Voen. izdat, 1954, in-8°, 767 p.

Extraits d'œuvres de principaux écrivains de l'U. R. S. S.

YOUGOSLAVIE

Egic (Obrad). — Oslobodjenje Kolasina 1943 [La libération de Kolasin (Monténégro) en 1943], *Istoriski zapisi (Cetinje)*, n° 1, 1954, pp. 68-75.

La guerre de libération nationale yougoslave.

Krstajic (Pero). — Zakonodavstvo u NR Crnoj Gori (1942-1946) [La législation dans la République populaire de Monténégro de 1942 à 1946], *Istoriski zapisi (Cetinje)*, n° 1, 1954, pp. 43-67.

6 janvier 1955.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU
IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR

2951 - 4 - 1955.
Dépôt légal :
éditeur, n° 23.922,
impr., 2e trim. 1955. — 618.

LES CONSÉQUENCES DÉMOGRAPHIQUES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN EUROPE

Les effets de la seconde guerre mondiale sur la population de l'Europe ont été considérables : les pertes de guerre, en Europe Centrale et Orientale surtout, ont été lourdes ; des déplacements de population définitifs, portant sur des effectifs énormes, se sont produits durant les hostilités et, surtout, immédiatement après ; enfin, la rupture ou la dissociation temporaire d'un grand nombre de couples et le fléchissement de la nuptialité, ont abaissé la natalité des années de guerre dans des proportions parfois sensibles, tandis que les difficultés de vie provoquaient, parmi les enfants et les vieillards surtout, une surmortalité momentanée. Le bilan de cet ensemble de conséquences a été dressé par Gregory Frumkin dans un ouvrage paru en 1951 sous le titre : *Population changes in Europe since 1939* (1), auquel est empruntée une part importante des développements qui vont suivre.

I. — Les pertes de guerre (2)

Ces pertes ont été de trois ordres : pertes militaires ; pertes civiles résultant de faits de guerre ; pertes civiles résultant de persécutions raciales. G. Frumkin les évalue, au total, à quelque 15 millions de personnes. Le tableau I ci-après (3) les détaille par pays et par catégories.

Les chiffres qui y figurent sont, toutefois, inégalement sûrs. Ceux qui sont suivis d'un astérisque résultent d'évaluations, non de décomptes précis, et sont parfois grossièrement approximatifs. C'est le cas, notamment, pour l'Allemagne, et pour la plupart des pays d'Europe Centrale et Orientale, qui entrent dans le total pour plus de 80 %. C'est dire qu'on ne peut attribuer au chiffre d'ensemble que la valeur d'un ordre de grandeur.

C'est la *Pologne* qui a subi les pertes les plus élevées en chiffres absolus, et en valeur relative : 5,8 millions d'hommes, soit 15 % environ de la population de 1938 (4). Il s'agit, en presque totalité, de pertes civiles ; la plus grosse part en revient à la minorité juive, qui a été à peu près anéantie.

(1) G. Frumkin, *Population changes in Europe since 1939*, New-York, 1951, 191 p.
(2) Voir L. Henry, « Au sujet des pertes de guerre ». *Population*, n° 2, avril-juin 1953, p. 372-374.
(3) Emprunté à l'article ci-dessus.
(4) 34,8 millions.

TABLEAU I

Pertes de guerre en Europe de 1939 à 1945 (en milliers) U. R. S. S. non comprise.

	Militaires	Civils à l'exclusion des Juifs	Juifs tués	Total
Belgique	*12*	*49*	*27*	88
Luxembourg				5
France	*250*	*250*	*100*	600
Pays-Bas	12	94	104	210
Royaume-Uni	*326*	*62*		388
Malte		2*		2
Italie	330*	80*		410
Total	935	537	231	1.703
Autriche	230*	24	80	334
Allemagne	3.500*	500*	200	4.200
Total	3.730	524	280	4.534
Pologne	100*	2.500*	3.200*	5.800
Tchécoslovaquie	200*	75*	140*	415
Hongrie	140*	50*	240*	430
Roumanie	300*		160*	460
Yougoslavie	300*	1.150*	*50*	1.500
Bulgarie	*10*		*10*	20
Grèce	*20*	*80*	*60*	160
Total	1.070	3.855	3.860	8.785
Danemark	0,4	0,9	0,1	1,4
Norvège	6,4	3,3	0,6	10,3
Finlande	82	2		84
Total	88,8	6,2	0,7	96
Total général	5.824	4.922	4.372	15.118

— Pour l'Allemagne et l'Autriche, les pertes se rapportent aux frontières de 1937.
— Pour la Tchécoslovaquie, il s'agit du territoire de 1937 moins la Russie subcarpathique annexée par l'U. R. S. S.
— Pour la Pologne, on a compté les Polonais et les Juifs des provinces de l'Est, maintenant incluses dans l'U. R. S. S.
— Pour la Roumanie, on a exclu la Bessarabie et la Bukovine du Nord qui font actuellement partie de l'U. R. S. S.
— Les nombres en italiques ont été légèrement ajustés, ou représentent des évaluations assez sûres.
— Le signe * indique que les chiffres ont subi des ajustements importants, ou qu'il représentent des évaluations grossières.
— Pour les totaux de ligne ou de colonne, aucun caractère ou signe spécial n'a été utilisé. Mais leur précision varie évidemment avec celle des chiffres additionnés.

L'*Allemagne* a été moins éprouvée que la Pologne, avec 4,2 millions de morts, soit un peu plus de 6 % de sa population de 1938 (1). Les pertes militaires, évaluées par G. Frumkin à 3,5 millions, font plus de 80 % de ce total. Il est possible que ce chiffre soit un peu inférieur à la réalité, et que les pertes civiles aient été également sous-estimées de quelques centaines de milliers (2).

En *Yougoslavie*, le pertes de guerre se sont élevées à 1,5 million, soit 10 % environ de la population de 1938 (3), dont la plus grosse part est résultée de faits de résistance et non pas de faits de guerre proprement dits.

La *France*, avec 600.000 tués, a subi des pertes beaucoup moins élevées qu'en 1914-1918 ; elles se sont réparties d'une manière à peu près égale entre pertes militaires et pertes civiles.

II. — Les déplacements de populations (4)

Les populations déplacées au cours des hostilités, ou immédiatement après leur cessation, ont été, soit *transférées* en exécution d'accords bilatéraux, soit *chassées* par la peur de l'ennemi ou de représailles politiques, soit *expulsées*, soit *déportées*. L'histoire et la description statistique de ces mouvements ont été faites sommairement par E. M. Kulischer, dans les derniers chapitres de *Europe on the move*, paru en 1948 (5). Les transferts proprement dits ont été relatés d'une manière beaucoup plus circonstanciée par J. B. Schechtman, dans une longue étude, parue en 1946, sous le titre : *European population transfers 1939-1945* (6), mais qui ne va pas au delà de la fin des hostilités.

A. — *Les transferts de populations.*

1. **Durant la guerre.** — La plupart de ces transferts ont porté sur des Allemands *Volkdeutsche*, établis en divers pays d'Europe Centrale et Orientale, que le gouvernement du Reich a invités, en accord avec les

(1) 69,7 millions, dans les limites de 1937.
(2) Voir L. Henry, *loc. cit.*
(3) 15,5 millions.
(4) On n'a considéré que les déplacements *internationaux*, à l'exclusion des déplacements *internes*, spontanés ou forcés. Le bilan de ces déplacements, d'autre part, a été arrêté fin 1947.
(5) Eugène M. Kulischer, *Europe on the move : war and population changes, 1917-1947*, New-York, 1948, xiv + 377 p.
(6) Joseph B. Schechtman, *European population transfers 1939-1945*, New-York, 1946, xi + 532 p.
Il n'existe pas d'étude similaire sur les départs volontaires ou les expulsions de 1944-1945, qui ont porté sur des effectifs beaucoup plus importants : l'ouvrage de J. Vernant, *Les réfugiés dans l'après-guerre*, Monaco, 1954, 919 p., s'étend peu sur les circonstances de cette seconde série de déplacements. Toutefois, le *Bundesministerium für Vertriebene* a commencé, sous le titre : *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa*, la publication d'une série de documents relatifs à l'expulsion des populations allemandes. Cf. Annexe, p. 14.

gouvernements des pays intéressés, à rejoindre le territoire allemand. Quelques transferts portant sur des populations non allemandes ont eu lieu, d'autre part, durant la même période.

a) *Les transferts de populations allemandes.*

Annoncée par un discours d'Hitler au Reichstag, le 6 octobre 1939, la nouvelle politique allemande a été mise à exécution aussitôt, par le moyen d'une série d'accords de rapatriement :

— accord du 21 octobre 1939 avec l'Italie, relatif aux Tyroliens du Sud de langue allemande ;

— accords du 15 octobre 1939 avec l'Esthonie, du 31 octobre 1939 avec la Lettonie et du 10 janvier 1941 avec l'U. R. S. S., relatifs aux minorités allemandes des pays baltes ;

— accord du 16 novembre 1939 avec l'U. R. S. S., sur les Allemands de Wolhynie, de Galicie et de la haute vallée de la Narew ;

— accord du 5 septembre 1940 avec l'U. R. S. S., relatif aux Allemands de Bukovine du Nord et de Bessarabie ;

— accord du 22 octobre 1940 avec la Roumanie, relatif aux Allemands de Bukovine du Sud et de Dobroudja septentrionale ;

— accord du 31 août 1941 avec l'Italie, sur les Allemands de Dalmatie ;

— accord du 30 septembre 1942 avec la Croatie, relatif à la minorité allemande du nouvel État ;

— accord du 22 janvier 1943 avec la Bulgarie, décidant le transfert de la colonie allemande.

Les transferts qui sont résultés de ces accords ont porté, au total, sur environ 600.000 personnes. Le bilan détaillé de ces mouvements figure au tableau ci-dessous :

Tableau II

Transferts de populations allemandes (1939-1943) (1).

Pays de provenance	Effectifs (en milliers)
Esthonie-Lettonie	80
Lithuanie	51
Italie (Tyrol du Sud)	80
Pologne (Wolhynie, Galicie, Narew)	135
Roumanie (Bessarabie, Bukovine du Nord)	137
Roumanie (Bukovine du Sud, Dobroudja)	77
Yougoslavie (Dalmatie)	18
Yougoslavie (Croatie)	15
Bulgarie	5
Total	598

(1) Les régions de provenance sont rattachées à l'État dont elles dépendaient en 1938 ; les chiffres ont été arrondis au millier le plus proche.

Quelques-unes des minorités les plus importantes d'Europe Centrale et Orientale sont restées, cependant, à l'écart de cette politique de transferts, qui n'a intéressé, en définitive, que 30 % de leur effectif global. Les Allemands de Transylvanie et du Banat Oriental, en Roumanie, ceux du Banat Occidental et de Serbie, en Yougoslavie, et ceux de Hongrie, sont demeurés sur place jusqu'à la débâcle des armées allemandes (1), tandis que plus de la moitié des Tyroliens du Sud qui avaient opté pour l'Allemagne (2) ne devaient jamais être rapatriés.

b) *Les transferts de populations non allemandes.*

1. — 62.000 Bulgares de Dobroudja Septentrionale et 110.000 Roumains de Dobroudja Méridionale ont été échangés, dans les derniers mois de 1940, en exécution du traité roumano-bulgare du 7 septembre 1940.

2. — Un peu plus de 6.000 Suédois ont été rapatriés d'Esthonie, en 1943, en exécution d'un accord germano-suédois.

3. — 65.000 *Ingermanlanders* de la province de Leningrad ont été transférés en Finlande, en 1943 également, en vertu d'un accord germano-finnois. Mais 18.000 seulement s'y sont établis définitivement (3).

2. **Après la guerre.** — Des échanges de populations ont eu lieu, au lendemain de la guerre, en Europe Centrale et Orientale, pour y régler les problèmes de minorités posés par le nouveau tracé des frontières.

a) Le plus important est résulté d'un accord conclu, le 1er octobre 1944, entre le Comité de Lublin et les républiques soviétiques voisines de Lithuanie, Russie Blanche et Ukraine, et confirmé, le 6 juillet 1945, par un traité entre la Pologne et l'U. R. S. S. : 1.900.000 Polonais (4), originaires des provinces orientales cédées à l'Union soviétique, sont allés s'établir, entre 1945 et 1947, sur le nouveau territoire polonais, la plupart dans les provinces occidentales anciennement allemandes ; en sens opposé, 520.000 Lithuaniens, Russes, Russes blancs et Ukrainiens ont quitté, durant la même période, la Pologne pour l'U. R. S. S.

b) Les rapatriements prévus par les traités du 29 juin 1945 et du 10 juillet 1946 entre la Tchécoslovaquie et l'U. R. S. S. ont porté sur des effectifs beaucoup moindres, et n'ont eu lieu pratiquement que dans un sens : quelque 60.000 Tchèques et Slovaques ont été transférés d'Ukraine

(1) Le transfert des minorités d'Union soviétique n'a pas été davantage envisagé. Celui des Allemands de la mer Noire, à l'été 1943, a présenté le caractère d'une évacuation.

(2) 185.000.

(3) D'autres transferts de populations se sont produits durant les années où l'Allemagne dominait l'Europe, notamment entre la Hongrie et la Roumanie, à la suite du partage de la Transylvanie. Mais les changements de frontière survenus depuis leur ont enlevé le caractère de mouvements internationaux.

(4) Et peut-être un peu plus (cf. Frumkin, *op. cit.*, p. 120).

carpathique et de Wolhynie en Tchécoslovaquie, en exécution de ces accords.

c) 60.000 Slovaques et 70.000 Hongrois ont été échangés, en 1946-1947, en vertu d'un accord conclu entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie, le 27 février 1946 (1).

d) 30.000 Tchèques et Slovaques ont été, durant la même période, rapatriés de Transylvanie en exécution d'un accord du 10 juillet 1946 entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie (2).

e) Enfin, 30.000 Arméniens ont été rapatriés, en 1946-1947, en Arménie soviétique, venant de Grèce, Bulgarie et Roumanie (3).

B. — *Autres mouvements de populations : personnes déplacées, fugitifs, expulsés et déportés.*

L'Allemagne a, durant les hostilités, déporté sur son territoire des travailleurs recrutés dans toute l'Europe. Certains d'entre eux n'ont pas voulu regagner leur pays d'origine après la capitulation de l'Allemagne. Ils ont constitué, avec la masse des civils de toutes nationalités que les armées allemandes ont entraîné avec elles dans leur retraite et des soldats recrutés par l'Allemagne hors du territoire du Reich, notamment parmi les *Volksdeutsche* et les *Baltes*, une première catégorie de réfugiés. On peut y rattacher ceux qui ont fui les armées russes dans d'autres directions que l'Allemagne, et les Polonais de l'armée Anders qui ont refusé de retourner en Pologne.

Les cessions de territoires, auxquelles certains pays vaincus ont dû consentir, ont été, d'autre part, suivies de l'expulsion de tout ou partie des populations qui les habitaient. Tel a été le cas des Caréliens, en 1940, puis une deuxième fois en 1944 ; des Italiens d'Istrie, de Fiume et de Zara, en 1946-1947 ; et, surtout, des Allemands *Reichsdeutsche* d'au delà de la ligne Oder-Neisse, entre 1945 et 1947. D'importants groupes de *Volksdeutsche* ont été, d'autre part, expulsés de divers pays d'Europe Centrale et ont reflué en Allemagne et en Autriche durant les mêmes années, tandis que d'autres étaient déportés en U. R. S. S., pour y aider à la reconstruction. Le bilan statistique de ces divers déplacements figure au Tableau III.

A la fin de l'année 1947, l'effectif total des populations définitivement

(1) L'accord prévoyait un échange de minorités, nombre pour nombre, jusqu'à concurrence de 100.000 personnes dans chaque sens. A la fin de 1947, les possibilités de transfert ouvertes par l'accord ungaro-tchèque n'avaient donc été mises à profit qu'aux deux tiers.

(2) Des accords de rapatriement ont été également conclus, en 1946, entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, et entre la Yougoslavie et la Roumanie. Mais on ignore quelle suite leur a été donnée.

(3) Mentionnons, enfin, les retours d'anciens émigrants vers leurs pays d'origine : le plus important a porté sur quelque 70.000 Polonais et Yougoslaves rapatriés de France au cours de l'année 1947 et des premiers mois de 1948.

transplantées d'un pays dans un autre, depuis 1939, dépassait probablement, 16 millions, dont plus de 11 millions d'Allemands, réduits, sur le territoire réduit de l'Allemagne de Potsdam, à la condition de réfugiés.

TABLEAU III

Personnes déplacées, fugitifs, expulsés et déportés (1).

Groupe ethnique	Nombre (en milliers)	Régions et pays d'origine	Pays de destination	Date
Finnois.....	415	Carélie (U. R. S. S.)	Finlande	1940-1944
Baltes.....	190	Pays baltes (U. R. S. S.)	Allemagne (2)	1942-1944
Baltes.....	35	Pays baltes (U. R. S. S.)	Suède (3)	1942-1944
Polonais.....	275	Pologne	Allemagne, Autriche, Italie	1939-1944
Polonais.....	160	Pologne	Royaume-Uni	1939-1945
Allemands I (4).	200	Prusse Orientale (U. R. S. S.)	Allemagne	1944-1945
— II ..	700	Pologne Centrale (Pologne)	Allemagne	1944-1945
— I ..	4.700	Prusse, Poméranie, Silésie (Pologne)	Allemagne	1944-1945
— I et II	2.300	Pologne	Allemagne	1946-1947
— II ..	2.600	Tchécoslovaquie	Allemagne	1944-1947
— II ..	200	Hongrie	Allemagne	1944-1947
— I ...	400	Région danubienne (Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie)	Autriche	1944-1947
— II ..	70	Banat (Roumanie)	U. R. S. S.	1944
— II ..	100	Banat (Yougoslavie)	U. R. S. S.	1944
Yougoslaves....	90	Yougoslavie	Allemagne, Autriche, Italie	1941-1947
Italiens	140	Istrie, Fiume, Zara (Yougoslavie)	Italie	1946-1947
Ukrainiens.....	150	Pologne Orientale, Ukraine, Ukraine carpathique	Allemagne, Autriche, Italie	1941-1945
Hongrois	120	Transylvanie (Roumanie)	Hongrie	1945
Juifs	225	Divers pays	Allemagne, Autriche, Italie	1943-1946
Divers	150	Divers pays	Allemagne, Autriche, Italie	1941-1945
Total	13.100			

(1) D'après KULISCHER, *op. cit.*, p. 302-303, sauf pour les Baltes et les Allemands, pour lesquels on a préféré respectivement les chiffres donnés par VERNANT (*op. cit.*, p. 77) et FRUMKIN (*op. cit.*, p. 80). Le tableau n'est pas absolument complet : il ne tient pas compte, en particulier, de tous les déplacements qui ont pris la forme de levées d'hommes pour la Wehrmacht.

(2) Et accessoirement Autriche.

(3) Et accessoirement Danemark et Norvège.

(4) I : *Reichsdeutsche ;* II : *Volksdeutsche.* Les chiffres donnés pour les réfugiés allemands sont approximatifs.

III. — Perturbations dans le mouvement naturel des populations

Les populations des pays affectés par la guerre ont subi, enfin, certaines perturbations dans leur mouvement naturel : la natalité a baissé à peu près partout, dans des proportions plus ou moins fortes, tandis que la mortalité « normale » augmentait.

1. — *La sous-natalité.*

La baisse de la natalité a été cependant, dans l'ensemble, beaucoup moins sensible que pendant la précédente guerre (1). Dans un certain nombre de pays, la guerre n'a affecté que d'une manière légère une natalité en pleine reprise ; la plupart des naissances différées par les événements ont été « récupérées », souvent à très court terme. D'autres ont été plus sérieusement atteints : soit que les pertes de guerres y aient réduit fortement le nombre des couples féconds, soit que des facteurs économiques ou psychologiques y aient prolongé, bien au delà de la fin des hostilités, l'effet dépressif de la guerre, la récupération des naissances différées a été incomplète. La Finlande, le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et la France entrent dans la première catégorie, ainsi que la Tchécoslovaquie et la Bulgarie ; l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie, la Pologne et, à un moindre degré, la Hongrie, dans la seconde.

Il n'est pas possible d'être beaucoup plus précis, car les conjectures que l'on peut faire sur l'évolution de la natalité en Europe dans l'hypothèse où la guerre n'aurait pas eu lieu sont fragiles. D. Vogelnik, toutefois, évalue à 440.000 la sous-natalité yougoslave des années de guerre, soit un déficit de quelque 15 % (2). Pour la Pologne, elle aurait été de 20 % environ, soit deux fois moindre que durant la première guerre mondiale.

Il semble que la sous-natalité allemande, elle-même, n'ait pas dépassé cette dernière proportion. Ces précisions numériques sont données, bien entendu, sous toute réserve.

2. — *La surmortalité.*

La mortalité « normale » s'est accrue durant la guerre, dans certains pays, sous l'effet des restrictions, mais dans des proportions qui sont mal connues. Le phénomène n'a été, en tout cas, ni général ni régulier : il n'a été sensible que dans quelques pays occupés par l'Allemagne, et paraît s'être manifesté surtout sous la forme de poussées de mortalité

(1) Voir L. Henry, « La situation démographique ». *Population*, n° 2, avril-juin 1953, p. 356 et suiv., et notamment les graphiques des p. 360 et 361.

(2) D. Vogelnik, « Demografski gubici Jugoslavije u drugom Svestkom ratu », *Statisticka Revija*, maj 1952, p. 15-37.

survenues à des moments précis : telle, aux Pays-Bas, celle qu'a provoquée la famine des premiers mois de 1945.

IV. — La population de l'Europe avant et après la guerre (1)

La population de l'Europe, U. R. S. S. exclue, s'élevait, fin 1938, à 398,3 millions ; elle n'était plus, fin 1947, que de 384,7 millions. Mais ces deux chiffres ne sont pas exactement comparables, l'Union soviétique ayant absorbé, entre ces deux dates, un ensemble de territoires (2) dont la population, déduction faite des Allemands, Caréliens, Polonais et Juifs qui ont été ultérieurement transférés, s'élevait à 17,9 millions. Dans les limites actuelles de l'Europe, la population de 1938 était donc, virtuellement, de 380,4 millions, inférieure de 4,3 millions à celle de 1947. Le tableau ci-dessous, emprunté à Frumkin (3), détaille, par groupes de pays, l'évolution de la population européenne entre ces deux dates. Les chiffres intermédiaires de 1945 (4) y figurent aussi. Ils permettent de faire apparaître les deux étapes de cette évolution : la guerre et l'immédiate après-guerre.

Tableau IV

Évolution de la population européenne, par groupes de pays, de 1939 à 1947.

Groupes de pays	Population (en millions)			Accroissement ou diminution (en millions)		
	1938	1945	1947	1938-1945	1945-1947	1938-1947
1. — Belligérants de l'Ouest (Belgique, Luxembourg, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Italie)	151	153,7	155,8	+ 2,7	+ 2,1	+ 4,8
2. — Allemagne et Autriche.	75,2	70,7	75,6	— 4,5	+ 4,9	+ 0,4
3. — Belligérants de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Grèce)	97,3	91,8	91,5	— 5,5	— 0,3	— 5,8
4. — Pays nordiques (Danemark, Norvège, Finlande, Suède)	16,7	17,9	18,2	+ 1,2	+ 0,3	+ 1,5
5. — Autres pays (Irlande, Portugal, Espagne, Suisse)	40,2	42	42,8	+ 1,8	+ 0,8	+ 2,6
Personnes déplacées. . .		1,4	0,8	+ 1,4	— 0,6	+ 0,8
Total	380,4	377,5	384,7	— 2,9	+ 7,2	+ 4,3

(1) Voir Frumkin, *op. cit.*, p. 165 et suiv. — (2) Carélie, Pays baltes, Prusse orientale, Pologne orientale, Ukraine carpathique, Bukovine septentrionale, Bessarabie. — (3) *Op. cit.*, p. 175. — (4) Corrigés, de manière à tenir compte des prisonniers de guerre retenus hors de certains pays.

Ce tableau récapitulatif et, mieux encore, les cartes et les graphiques ci-après, mettent en évidence la manière très inégale dont la guerre a affecté les populations de l'Europe. On peut, en définitive, les classer à ce point de vue en trois groupes :

1. — Ceux qui ont poursuivi, malgré la guerre, une évolution démographique normale (pertes de guerre nulles ou négligeables, absence de transferts de population, pas de perturbations sérieuses dans le mouvement naturel). Entrent dans cette catégorie les cinq pays qui sont demeurés à l'écart du conflit : Irlande, Suède, Suisse, Espagne, Portugal, et trois pays qui, bien qu'ils y aient été impliqués, en sont sortis à peu près indemnes : Danemark, Norvège et Bulgarie (1).

2. — Ceux où les pertes de guerre ont été plus sensibles (de l'ordre de 1 à 2 %) (2), et où le déficit, peu accusé du reste, de la natalité, à certains moments, a été en grande partie « récupéré » : c'est le cas du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg, de la France et de la Grèce. Celui de l'Italie peut y être assimilé, bien que les répercussions de la guerre sur la natalité y aient été plus profondes qu'ailleurs. Aucun de ces pays, d'autre part, n'a connu, entre 1939 et 1945, dans un sens ou dans l'autre, de mouvement de populations portant sur de grands effectifs. La guerre n'aura donc pas influé sensiblement sur leur évolution démographique.

3. — Ceux, enfin, où les pertes de guerre ont été fortes (Finlande, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Autriche, Allemagne) (3) ou très fortes (Yougoslavie, Pologne) (4), la sous-natalité plus ou moins prononcée (5), et que de grands déplacements de population ont, d'autre part, intéressés. Les perturbations démographiques apportées par la guerre ont donc été importantes, voire considérables. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur la carte ci-après, qui figure en pourcentage par rapport à la population de 1938, l'augmentation ou la diminution de densité survenues, entre 1938 et 1947, dans chacun des pays de l'Europe. Les cas de la Finlande, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie y apparaissent manifestement comme anormaux : les deux premiers, par un accroissement très supérieur à ce qu'il eût été dans l'hypothèse d'une évolution non perturbée (19 % et 15 %) qui s'explique par une réduction de territoire, accom-

(1) Il est intéressant d'observer, à propos de ce dernier groupe de pays, que la guerre de 1914-1918 avait déterminé, jusque chez les neutres, une crise de la natalité, en sorte que tous les pays européens en portent encore la marque aux flancs de leur pyramide des âges. Ce phénomène ne s'est pas reproduit en 1939-1945.

(2) Royaume-Uni : 0,8 ; Pays-Bas : 2,4 ; Belgique : 1 ; Luxembourg : 1,7 ; France : 1,5 ; Grèce : 2,2 ; Italie : 0,9.

(3) Finlande : 2,6 ; Roumanie : 2,9 ; Hongrie : 4,7 ; Tchécoslovaquie : 2,8 ; Autriche : 5 ; Allemagne : 6,1.

(4) Yougoslavie : 9,3 ; Pologne : 16,7.

(5) Faible en Finlande, Tchécoslovaquie et même Hongrie ; beaucoup plus marquée dans les autres pays.

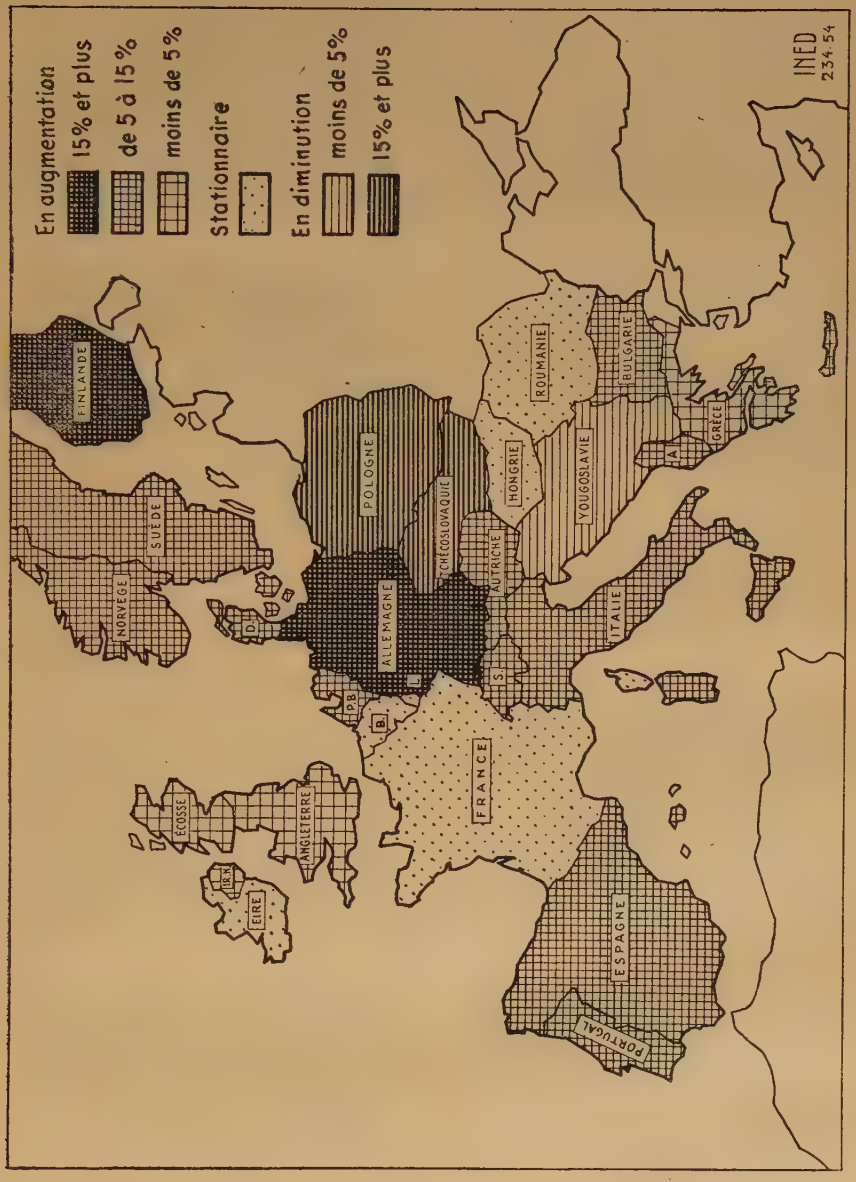


FIGURE 1. — ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE L'EUROPE DE 1938 A 1947 :
ACCROISSEMENT OU DIMINUTION DE LA DENSITÉ KILOMÉTRIQUE DANS LES FRONTIÈRES ACTUELLES

pagnée d'une immigration forcée ; la Yougoslavie, par une diminution légère (3 %), mais, s'agissant d'un pays à fort potentiel d'accroissement, révélatrice d'un grave accident démographique ; la Tchécoslovaquie et la Pologne, par une baisse profonde (16 % et 27 %), qui, dans le cas de ce second pays, représente un véritable effondrement. Dans une mesure moindre, la stagnation de la population hongroise et de la population roumaine, et l'augmentation sensible de celle de l'Autriche (5 %), constituent également des anomalies imputables à la guerre.

Mais aussi importantes que ces changements de densité sont les altérations que la guerre a apportées à la répartition par sexe et à la composition par âge de certaines populations. Elles apparaissent pour l'Allemagne, la Pologne et la Yougoslavie, aux pyramides qui figurent au graphique ci-après. Sous l'effet des pertes de guerre, qui ont surtout porté sur les adultes masculins, la proportion générale des hommes par rapport aux femmes y est, en effet, descendue à un taux très inférieur à l'unité : 93,1 % pour la Yougoslavie, en 1951 ; 90,9 % pour la Pologne, en 1949 ; 88,2 % pour l'Allemagne occidentale, en 1950. Pour les groupes d'âges de vingt-cinq à quarante-neuf ans, le rapport numérique des hommes aux femmes est, naturellement, sensiblement plus bas encore : 87,7 % pour la Yougoslavie, 87,9 % pour la Pologne et 80 % pour l'Allemagne occidentale, le déséquilibre plus prononcé qui s'observe dans la population allemande s'expliquant par le fait qu'elle a subi surtout des pertes militaires, alors que celles de la Pologne et de la Yougoslavie, qui ont été en presque totalité des pertes civiles, ont affecté la population féminine d'une manière beaucoup plus sensible (1). La répartition anormale des sexes aux âges intermédiaires est, à ce degré, un caractère démographique nettement défavorable, puisqu'elle réduit le nombre maximum des couples légitimes possibles à la proportion du taux de masculinité et retentit ainsi directement sur la natalité : elle a été l'une des causes de la faible natalité allemande d'après-guerre et a probablement affaibli le mouvement de reprise des naissances en Pologne et en Yougoslavie (2). Les pertes de guerre, conjuguées avec le déficit de la natalité, ont eu, d'autre part, pour effet de provoquer un vieillissement de la population d'autant plus accusé que ces pertes et ce déficit ont été plus lourds. L'Allemagne, avec sa natalité en déclin, en subira les conséquences plus durablement que la Pologne et la Yougoslavie, qui ont conservé une fécondité élevée.

(1) En France, ce déséquilibre n'apparaît, au contraire, qu'aux âges élevés, l'immigration ayant compensé la surmortalité masculine due à la guerre parmi les adultes jeunes.

(2) La situation de l'Autriche est, à cet égard, semblable à celle de l'Allemagne. En revanche, en Tchécoslovaquie, Hongrie et Roumanie, la répartition par sexes de la population n'a pas été altérée au point d'avoir des répercussions sensibles sur la natalité.

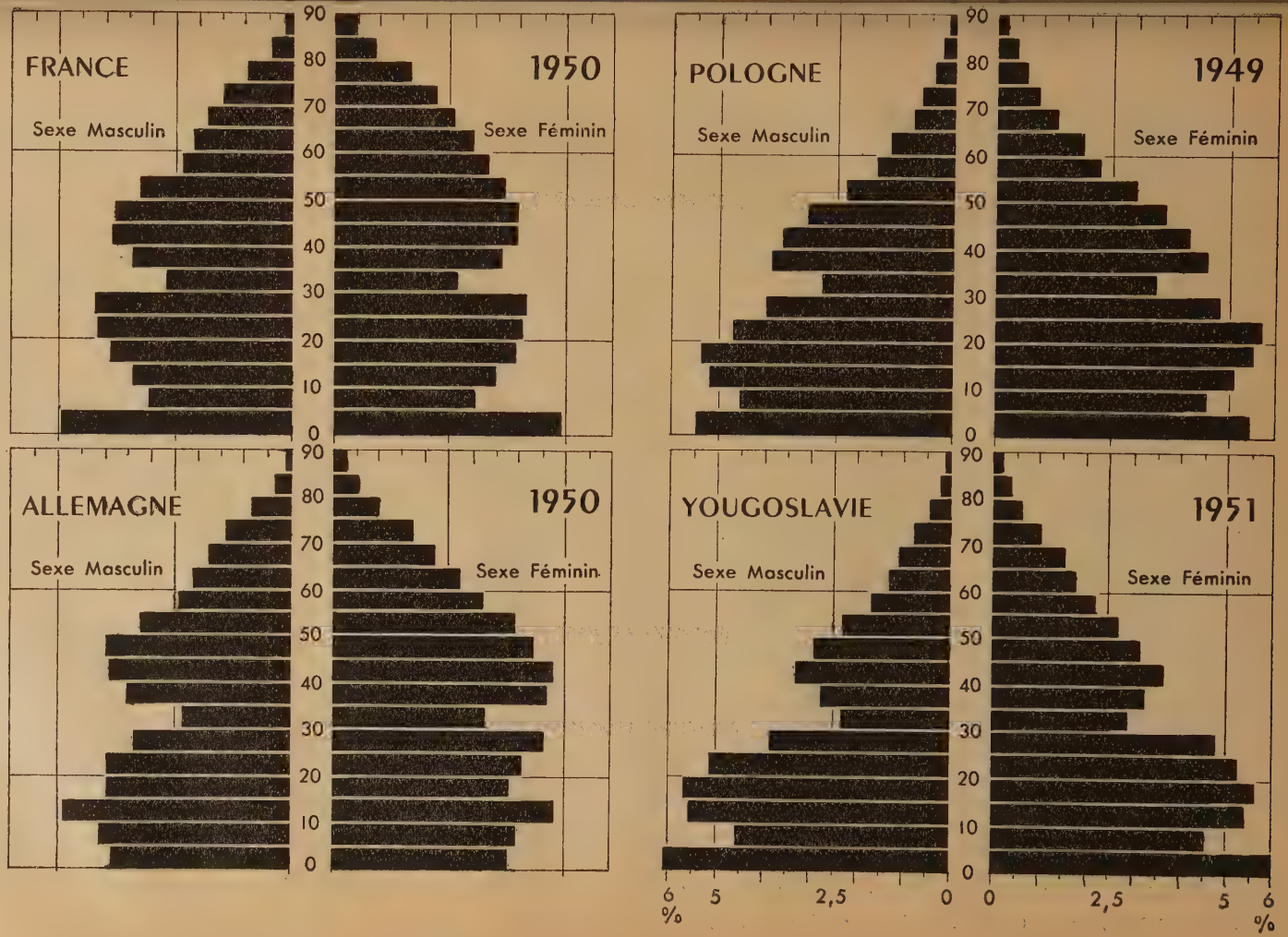


FIGURE 2. — COMPOSITION PAR ÂGES ET PAR SEXES DE LA POPULATION DE LA FRANCE, DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE, DE LA POLOGNE ET DE LA YOUGOSLAVIE

(chaque tranche d'âge en % par rapport à l'ensemble de la population)

* * *

En conclusion, la seconde guerre mondiale a eu, sur les populations de la plupart des pays européens, des effets beaucoup moins sérieux que n'en avait eu la première : pertes de guerre moins lourdes, sous-natalité beaucoup moins marquée. Seuls un petit nombre de pays d'Europe Centrale et Orientale ont été plus gravement atteints. Parmi eux, c'est l'Allemagne et l'Autriche, en raison du déséquilibre particulièrement prononcé des sexes à l'âge adulte et de leur faible fécondité, qui subiront le plus longtemps le contre-coup de leurs pertes de guerre.

Deux autres caractères achèvent de distinguer les répercussions démographiques de la seconde guerre mondiale de celles de la première. D'une part, la proportion élevée des pertes civiles par rapport aux pertes militaires et, par voie de conséquence, la proportion notable des pertes féminines par rapport aux pertes masculines ; d'autre part, les déplacements massifs de populations qui ont sensiblement simplifié la carte ethnographique de l'Europe Centrale et Orientale et forcé le peuple allemand à une gigantesque retraite vers l'Ouest.

Xavier LANNES.

ANNEXE (1)

Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropea. Band I, 1-2 : *Die Vertreibung der Deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder/Neisse, hrg. vom Bundesministerium für Vertriebene, in Verbindung* mit A. DIESTELKAMP, R. LAUN, P. RASSOW und H. ROTHFELDS, bearb. von Theodor SCHIEDER. — *Gross-Denkte-Wolfenbüttel, Grenzlanddruck. Rock* (1953), 2 vol. gr. in-8°, XXII-160-494 ; XV-896 pages.

Cette collection, publiée sous les auspices du *Ministère des Réfugiés et Expulsés* et dont les deux premiers tomes ont paru à la fin de 1953, mérite à tous égards l'attention de l'historien, tant par l'intérêt du sujet que par la méthode scientifique employée. Il s'agit à la fois d'une synthèse historique et d'un recueil de documents sur l'expulsion des Allemands des territoires de l'Est européen.

Le tome I contient un exposé substantiel des événements et sert d'introduction aux documents publiés. La situation de la population allemande dans les territoires à l'Est de l'Oder/Neisse à la veille de l'offensive soviétique de l'automne 1944 y est décrite, ainsi que la situation militaire aux frontières de l'Est (mouvements des troupes soviétiques aux frontières orientales, les mesures défensives allemandes, les plans d'évacuation des provinces de l'Est allemand et la fuite d'une partie de la population) ; à cette description, fait suite un vaste tableau des opérations militaires et de l'exode massif de la

(1) Il nous a paru intéressant de publier, après l'article de M. Lannes, son compte rendu des publications du *Ministère des Réfugiés et Expulsés* d'Allemagne occidentale, qui précise certains points.

population à partir de janvier 1945 (les généralités sur l'exode, les péripéties de la fuite devant l'Armée Rouge selon les régions : a) les territoires à l'Ouest de la Pologne et du Brandebourg oriental, b) de Prusse orientale, c) de Dantzig, de Prusse occidentale et de Poméranie orientale, d) de Silésie). Dans une deuxième partie sont relatées les violences et atrocités commises par les troupes soviétiques à leur entrée en Allemagne orientale (viols, assassinats, vols et pillages), le retour d'une partie de la population après la cessation des hostilités, les déportations des civils en U. R. S. S., le sort de la population allemande sous la domination russo-polonaise après 1945 et finalement l'expulsion des Allemands des territoires situés à l'Est de la ligne Oder-Neisse, les chiffres des pertes subies par la population civile au cours de l'exode et de l'expulsion et du fait des violences des armées d'occupation ; à la fin de la deuxième partie du premier volume se trouvent des documents sur la fuite de la population devant l'Armée Rouge, classés selon un ordre chronologique et géographique. Le deuxième volume est essentiellement composé de documents sur les destructions des richesses agricoles et industrielles et sur l'expulsion des habitants.

Cette collection est l'œuvre d'une commission officielle composée d'historiens éminents, tel Hans Rothfels, et d'archivistes de la *Bundesrepublik*. Dans la préface, il est spécifié que les membres de la Commission ont disposé d'une entière liberté d'action et que leur travail est éloigné de toute contingence nationale ou politique. Les 382 récits, choisis avec soin parmi 6.000 environ, sont présentés selon une méthode rigoureusement scientifique ; le nom et l'origine de l'auteur, ainsi que la date de son rapport, sont mentionnés, ainsi que les coupures, s'il y a lieu ; des actes émouvants et d'autres atroces sont présentés avec un souci évident d'objectivité.

D'après les données de cette collection, le chiffre des Allemands expulsés de Prusse orientale, de Poméranie orientale, de Silésie, ainsi que de Pologne (frontières de 1937), atteindrait : 7.751.000 hommes, celui des Allemands demeurés dans ces territoires serait de 910.000 hommes et celui des pertes par suite des événements de guerre et des expulsions serait de 2.384.000 hommes. D'autres tomes sont prévus qui traiteront de l'expulsion des Allemands du Sud-Est européen et de celle des Allemands des Sudètes.

On peut juger d'après cet aperçu de l'importance de cette collection : importance qui réside non seulement dans le résultat des recherches sur des événements relativement peu connus, mais encore dans la méthode employée, qui peut être considérée comme un exemple intéressant de l'historiographie contemporaine. Les historiens ne disposaient pas de documents ; ils ont dû les provoquer par des questionnaires et des demandes de témoignages écrits. Les matériaux manquaient, les historiens ont organisé la création des sources. Un tel procédé n'est pas sans danger ; les questions habilement menées préparent les réponses, on risque de tomber dans la propagande et dans l'histoire dirigée. Les historiens qui ont collaboré à cette collection se sont rendu compte du reproche qui pouvait leur être adressé ; c'est pourquoi, dans une préface mûrement réfléchie, ils proclament bien haut leur souci constant d'objectivité, assurent que tout récit entaché de passion a été délibérément écarté, qu'il n'est jamais question de vengeance ou de réparation, qu'il s'agit uniquement d'une œuvre de science (1). Cependant, malgré cette profession de foi, malgré

(1) Cf. Martin Broszat, *Massendokumentation als Methode zeitgeschichtlicher*

l'aspect scientifique de cette collection, l'historien impartial ne pourra l'utiliser qu'avec prudence.

En effet, cet ouvrage semble surtout un monument édifié aux souffrances des populations de l'Est germanique ; malgré les affirmations de ses auteurs, il en émane un esprit de revendication des territoires perdus, il porte essentiellement le sceau de l'époque. Le fait même qu'il ait été publié sous les auspices du ministre des Réfugiés et Expulsés porte à réflexions (1).

Marcelle Adler-Bresse.

Forschung. Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, avril 1954, p. 202-214. L'auteur, membre de la Commission scientifique qui a constitué la collection, analyse la méthode employée et affirme que toute préoccupation politique ou nationale a été résolument bannie.

(1) Sur la personnalité de Oberländer, le plus belliqueux des ministres de la *Bundesrepublik* et, de surcroît, ancien nazi, voir l'article paru dans l'hebdomadaire *Spiegel*, 21 avril 1954, sous le titre suggestif *Oberländer. Baustein oder Dynamit*, p. 9-16.

LES FORCES FRANÇAISES

ET

LA JONCTION « OVERLORD-DRAGOON »[1]

Le 12 septembre 1944, les Armées alliées, débarquées l'une dans le Cotentin, l'autre en Provence, prennent contact en Côte-d'Or. Le hasard voudra que la première liaison *Overlord-Dragoon* soit réalisée par deux Divisions sœurs : la première Division française libre et la deuxième Division blindée. Parties de l'Afrique Noire, animées de la même foi en la victoire finale, ces deux Grandes Unités reprennent pied sur le sol de France après quatre années de luttes et marchent, dans le cadre des forces *Overlord* et *Dragoon*, irrésistiblement, à la rencontre l'une de l'autre.

* * *

Au début du mois d'août 1944, la *2e D. B.* française débarque sur les côtes du Cotentin et se porte au sud-ouest du Mans ; elle fait alors partie du XVe Corps de la IIIe Armée américaine.

Le 9 août, le général Leclerc reçoit la mission de menacer le flanc gauche de l'Armée allemande de Normandie en enlevant, par une action sud-nord, les hauteurs de Carrouges. La *2e D. B.* liera sa droite à la *5e D. B.* U.-S. et appuiera sa gauche sur la Sarthe ; elle sera suivie par la *90e D. I.* américaine.

Le 10 août, la Division franchit la Sarthe et progresse vers le nord en refoulant énergiquement la *9e D. B.* allemande. Elle s'empare des ponts d'Alençon le 12 août ; elle gagne ainsi l'ennemi de vitesse et bouleverse ses intentions défensives. Le commandement allemand tente alors de se rétablir sur la forêt d'Écouves, afin de barrer la trouée de l'Orne. La forêt d'Écouves constitue, en effet, un point fort qui interdit le débouché d'Alençon vers le nord et commande le passage du Maine vers la Normandie.

(1) Cette étude sommaire se propose de retracer les grandes étapes parcourues par les Armées françaises de la Libération depuis leur arrivée en France jusqu'à la veille de leur jonction. Elle étudiera plus particulièrement les conditions dans lesquelles s'est réalisée cette dernière opération.

Le général Leclerc estime qu'il ne viendra pas rapidement à bout du massif boisé par une attaque frontale. Aussi, sans renoncer entièrement à cette dernière, confie-t-il au groupement Billotte la mission de le déborder vivement par l'est (1). Le 12 août, à dix heures, ce groupement se lance sur la route Alençon-Sées avec une rapidité telle que les chars allemands arrivent trop tard pour pouvoir tenter de lui disputer le passage. A Sées, le général Leclerc reprend la liaison avec la *5e D. B.* U.-S. — Apprenant que cette grande unité doit se porter sans délai sur Argentan, il fixe Écouché comme objectif au groupement Billotte.

Au cours de cette même matinée, le groupement Langlade avait été rejoint, au sud d'Alençon, par la *90e D. I.* américaine. Devenu disponible, il aborde de front, dans l'après-midi, la forêt d'Écouves. Les Allemands résistent farouchement ; le terrain est difficile ; la progression est lente. Le commandant de la *2e D. B.* décide alors de distraire une partie du groupement Billotte de sa marche sur Écouché (dont il sera en vue le 12 au soir) pour l'amener par une action nord-sud sur les arrières des défenseurs de la forêt. A l'aube du 13 août, le sous-groupement Putz, du nord, opère sa jonction avec le sous-groupement Roumanzioff, du sud : les Allemands ont été taillés en pièces au cours de la nuit.

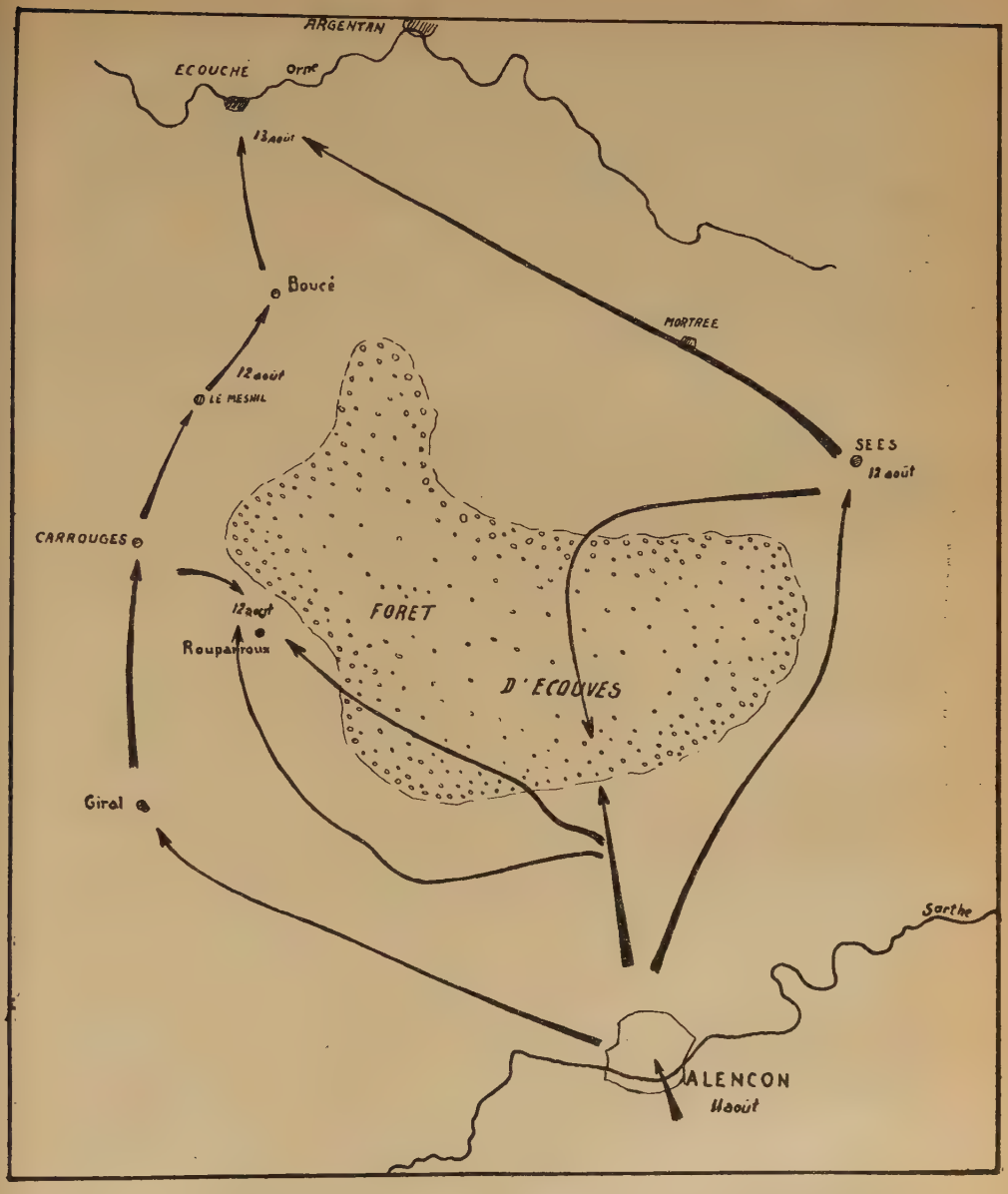
Ainsi, dès le 13 au matin, grâce à une succession d'actions rapides et violentes, la tentative allemande de rétablissement au sud de l'Orne a échoué : le débordement de la forêt d'Écouves est réalisé, son tronçonnement est commencé.

Au cours de la matinée du 13, le groupement Billotte pénètre dans Écouché et établit une tête de pont au nord de l'Orne. Simultanément, le groupement Dio, relevé à Alençon par l'infanterie américaine, se jette sur Ciral en vue d'enlever le bastion de Carrouges, en liaison avec le groupement Langlade qui opère un peu plus à l'est. Carrouges est occupé vers 13 heures et gardé en dépit d'une puissante action de la 2e Panzer. Poussant ensuite résolument vers le nord, le groupement atteint Boucé, achevant ainsi l'encerclement de la forêt d'Écouves. Le tronçonnement du massif boisé est complété par l'action convergente des sous-groupements Massu et Minjonnet du groupement Langlade, qui opèrent leur jonction au nord-ouest de Rouparroux.

En fin d'après-midi, la Division se regroupe dans la région Boucé-Écouché-Argentan-Mortrée. La route Flers-Paris est coupée, l'ennemi est contraint de reporter, une fois encore, plus au nord, sa voie de retraite vers l'est... Mais, déjà, les Britanniques attaquent Falaise... Les forces alliées ne sont plus distantes que d'une trentaine de kilomètres...

Rejointe le 18 août par la *11e D. B.* britannique, la *2e D. B.* termine la campagne de Normandie avec le Ve Corps de la Ire Armée américaine : le 20 août, elle réalise la jonction avec les troupes polonaises du 21e groupe

(1) Cf. carte 1, p. 19.



Carte 1. — Manœuvre de la forêt d'Écouves

d'armées et complète ainsi la fermeture de la poche de Normandie.

La *2e D. B.* est alors disponible pour une nouvelle mission : ce sera Paris.

En effet, pendant que la *2e D. B.* se regroupait derrière Argentan, l'Armée américaine entreprenait le débordement de Paris : elle progressait jusqu'à Dreux, atteignait Chartres, poussait des reconnaissances jusqu'à Rambouillet, d'une part, jusqu'à Fontainebleau, d'autre part.

Le 22 août, le général Leclerc demande au général Bradley que lui soit confiée la mission d'attaquer Paris. Déjà, il a envoyé le détachement Guillebon en direction de la capitale. A 19 h. 30, le commandant de la *2e D. B.* reçoit l'ordre tant attendu : « Arriver, dès le 24, si possible, à Paris. »

Et le 23, dès l'aube, la Division est en route pour Rambouillet. Ses têtes de colonnes s'y présentent à 15 heures. Le général y est depuis midi. Sur place, il a jugé la situation : la défense allemande semble moins dense au sud-est. Il décide donc d'exercer son effort principal sur l'axe Longjumeau — Porte d'Orléans ; il y engagera deux groupements successifs ; un troisième aura pour premier objectif le Pont de Sèvres ; un élément léger, enfin, fera diversion dans la région Saint-Cyr — Voisins-le-Bretonneux.

L'attaque est fixée au 24 août, à 7 heures.

Le groupement Billotte s'ouvre, à Longjumeau, la route de Paris, mais les Allemands s'accrochent désespérément ; la progression est difficile. Au soir, à court d'essence, le groupement doit s'arrêter à hauteur de Bourg-la-Reine et du nord de Fresnes.

A la même heure : le groupement Langlade a atteint le Pont de Sèvres, le groupement léger achève la réduction des résistances de Trappes et de Villers-Bretonneux, le groupement Dio est en réserve à Longjumeau.

A la Croix du Berny, cependant, le général Leclerc est impatient. En effet, dans Paris soulevé, les *F. F. I.* ont engagé le combat ; un peu partout des barricades se sont dressées ; la Préfecture de Police résiste aux Allemands.

Dans l'après-midi, le commandant de la *2e D. B.* a envoyé par *pipercub* un message à la Préfecture de Police. Aussi veut-il pousser le soir même au cœur de la capitale. Il prescrit, vers 21 heures, au capitaine Dronne de foncer « droit sur Paris », avec quelques chars et quelques half-tracks... Et, en zigzaguant, de carrefour en carrefour, la petite colonne progresse... Elle atteint l'Hôtel-de-Ville ; il est 22 h. 30.

Dès l'aube du 25, l'ensemble de la *2e D. B.* marche sur Paris. Le général von Choltitz, commandant le « Grand Paris », est fait prisonnier dans son P. C. de l'Hôtel Meurice. Conduit à la Préfecture de Police, il signe la capitulation vers 15 heures, en présence du général Leclerc et des représentants des *F. F. I.* Toute résistance organisée cesse le soir même.

Les journées des 26 et 27 août permettent à la *2e D. B.* de dégager la banlieue nord, sur laquelle l'ennemi fait peser une lourde menace. Les 29 et 30 août, la *2e D. B.* est relevée par la *28e D. I.* et par la *5e D. B.* américaines, qui poussent rapidement sur Senlis, Compiègne et l'Oise.

La Division Leclerc se regroupe ; elle commence, le 8 septembre, son mouvement vers les Vosges ; le 9, elle est dans la région de Clairvaux.

* * *

Pendant que la *2e D. B.* achève sa campagne de Normandie, les forces alliées prennent pied sur le littoral provençal : l'attaque, déclenchée le 15 août, surprend l'ennemi. Tandis que le VIe Corps américain conquiert une tête de pont, l'Armée du général de Lattre de Tassigny (Armée B) commence à débarquer à Saint-Tropez et à Cavalaire. Dès le 16 au soir, la *1re Division française libre* se regroupe dans la presqu'île de Saint-Tropez, la *3e D. I. A.* à l'ouest de Cogolin, la *1re D. B.* au nord-ouest de Grimaud. Dès le 18 août, deux solutions s'offrent au général de Lattre, après avoir relevé les Américains : ou bien, attendre l'arrivée des moyens lourds qui sont encore en mer, ou bien attaquer immédiatement avec des moyens réduits.

La première solution est celle des plans d'opérations ; mais le commandant de l'Armée B voudrait exploiter sans tarder les avantages acquis par le général Truscott, dont le Corps d'armée, progressant en éventail, a profondément désorganisé la défense allemande ; il opte donc pour la seconde.

La relève des unités américaines commence, dans la nuit du 18 au 19 août, dans le secteur dévolu à l'Armée B. Le 19, à midi, le général de Lattre obtient du général Patch, commandant la VIIe Armée, les renforts indispensables. Il va pouvoir prendre, immédiatement, l'offensive.

Il lance, dès le 20 août, le général de Larminat sur Toulon. Pour cette opération, le commandant du IIe Corps dispose initialement des forces du général Brosset et du groupement Magnan. Il est appuyé par toute l'artillerie lourde disponible : deux groupes français et deux groupes américains ; il est renforcé par les troupes de choc. Le C. C. 1 de la *1re D. B.*, qui avait travaillé au début du débarquement au profit des Américains, a été donné au général de Monsabert, dont le groupement doit envelopper Toulon et assurer la couverture face à l'ouest ; ce faisant, il amorcera la phase suivante dont l'objectif est Marseille.

C'est, en effet, dès ce moment que le général de Lattre envisage de se lancer sur Marseille et sur Aix. Or, les plans primitifs excluaient l'attaque simultanée de nos deux grands ports méditerranéens, en raison de la faiblesse des moyens initiaux. Et, pourtant, dès le 19, le commandant de l'Armée B décide « ... d'abréger les délais d'entrée en action de

l'Armée française, de façon à profiter au maximum de la désorganisation de l'ennemi... », afin d'agir, dès que possible, soit vers Marseille, soit en direction d'Aix.

Le 19 au soir, l'infanterie du groupement Monsabert aborde le massif montagneux qui défend Toulon vers le nord, tandis que ses motorisés arrivent à mi-chemin entre Toulon et Marseille. De leur côté, les Américains ont progressé vigoureusement : leur *3e D. I.* a enlevé Brignoles et se lance sur Aix, leur *45e D. I.* est sur le point d'atteindre la Durance.

Cette évolution de la situation achève de convaincre le général de Lattre : sans plus attendre, il prescrit au général de Monsabert de commencer le mouvement en direction de Marseille, tout en poursuivant l'encerclement de Toulon.

En fait, l'action contre Toulon a débuté le 18 par l'engagement des commandos d'Afrique, qui ont enlevé la batterie de Mauvannes, ouvrant ainsi une brèche dans les défenses extérieures.

Le 19 août, la *1re D. F. L.* resserre le contact. Les 20 et 21 août, tandis qu'une partie du groupement de Monsabert achève l'investissement par l'ouest du camp retranché, le groupement de Larminat force la première ligne de défense allemande en pénétrant dans Hyères et dans Solliès-Pont. Les 22 et 23 août, les défenses extérieures cèdent, les forces françaises arrivent au cœur de la ville. La réduction des îlots de résistance est effectuée au cours des trois journées suivantes. La garnison capitule le 27 août à 23 h. 45.

Ces sept premières journées de combat ont livré à l'Armée française 17.000 prisonniers, dont l'amiral Ruhfuss, commandant le front de mer de la Riviera. Le général de Lattre a engagé 25.000 hommes : 2.700 ont été tués ou blessés.

Nous avons vu que le commandant de l'Armée B avait axé, dès le 19 août, le général de Monsabert sur Marseille. Il lui avait, toutefois, précisé alors que son avance ne devrait pas dépasser Aubagne. Mais, devant l'évolution rapide de la situation à Toulon, le général de Lattre décide de laisser le groupement Magnan achever, seul, la réduction de Toulon et d'agir en forces sur Marseille : la Division Brosset progressera sur le littoral, tandis que le groupement Monsabert manœuvrera par les massifs montagneux qui enserrent la ville. La coordination sera confiée au général de Larminat.

Or, à la date du 21 août, le groupement Monsabert est divisé : une partie opère à Toulon, tandis que l'autre, axée contre Marseille, se regroupe dans la région Aubagne-Auriol. Par ailleurs, le groupement Brosset est profondément engagé à Toulon. En fait, le groupement Monsabert viendra à bout, seul, des défenseurs de Marseille.

Comme Toulon, Marseille possède de solides défenses, tant sur le front de terre que sur le front de mer. Les organisations extérieures, discontinues, commandent les principales voies d'accès ; à l'intérieur de la ville, les bâtiments militaires et les installations portuaires sont

Rhône
AVIGNON
26 août
TARASCON
26 août
ARLES
26 août
AIX-EN-PR.
NICE
ST RAPHAEL
16 août
MARSEILLE
28 août
AUBAGNE
ST TROPEZ
PERSONNEL
CAVALAIRE
16 août
HYÈRES
TOULON
26 août
MATERIEL

Carte 2

organisées défensivement. L'Allemand y dispose de moyens importants : 25.000 hommes et 200 canons de moyen et gros calibres.

L'investissement est pratiquement acquis le 23 août à midi ; le même jour au soir, les avancées de la ceinture extérieure ont cédé, une irruption au cœur de la cité a même scindé le système défensif allemand.

Mais la marche foudroyante du groupement Monsabert inquiète le général de Lattre, qui mesure la disproportion entre les moyens de la défense et ceux de l'attaque ; il ne peut renforcer cette dernière aussi longtemps que la situation devant Toulon n'est pas éclaircie. Par ailleurs, la *11e D. B.* allemande lui est signalée à l'ouest d'Aix-en-Provence, que la *3e D. I.* américaine vient d'occuper. De plus, sur sa demande, le commandement américain a élargi la zone d'action de l'Armée B et lui a donné la mission de couvrir le flanc gauche de la VIIe Armée. Le général de Lattre, qui désire, en outre, se ménager une voie d'accès vers l'intérieur de la France, veut se porter au plus vite sur le Rhône. Il est, enfin, soucieux d'éviter les combats prolongés dans les rues de Marseille, et pour ce faire, il lui faut, avant de s'engager à fond à l'intérieur de la ville, amener à pied d'œuvre le maximum de moyens.

Toutes ces considérations expliquent les directives données dans l'après-midi du 28 août :

— resserrement de l'étreinte sur Marseille par le groupement Monsabert, qui recevra, dès que possible, l'appoint des éléments de la *3e D. I. A.* encore engagés à Toulon ;
— couverture de l'Armée sur le Rhône par la *1re D. B.*, qui, simultanément, appuiera l'action en cours sur Marseille, mais qui ne devra engager à l'intérieur de la ville que les moyens strictement nécessaires.

C'est ainsi que, les 23 et 24 août, le groupement de Monsabert consolide les avantages acquis par la prise des hauteurs qui dominent la ville et par l'extension de l'occupation des quartiers centraux.

Les 25 et 26, aidé par les *F. F. I.* marseillais, il enlève Notre-Dame de la Garde et pousse l'ennemi dans la zone portuaire. L'assaut final se prépare dans la soirée du 27. Mais l'Allemand négocie sa reddition. Les restes de la garnison capitulent le 28 au matin. 17.500 prisonniers sont dénombrés.

Le 29 août, sous le commandement du général de Monsabert, la *3e D. I. A.*, les Tabors marocains, le C. C. 1 et les combattants *F. F. I.* défilent devant M. Diethelm, commissaire à la Guerre, M. d'Astier, commissaire à l'Intérieur et le général de Lattre.

Treize jours après le débarquement, le groupement du général de Monsabert a enlevé Marseille ; les plans d'opérations initiaux ne prévoyaient la réduction de la cité phocéenne que quarante jours plus tard...

Mais, depuis deux jours déjà, augmentant encore cette avance sur l'horaire, le général de Lattre a donné les ordres qui vont porter son Armée vers le centre, puis vers l'est de la France : depuis le 26, ses éléments blindés franchissent le Rhône et se lancent à la poursuite de l'ennemi.

En effet, dès le 19 août, le Haut-Commandement allemand envisage l'évacuation du midi de la France. Il a été surpris par le débarquement et ébranlé par le choc allié. Il a perdu tout espoir de rétablir la situation, soit en colmatant, au début, la brèche ouverte dans ses défenses littorales, soit en sauvegardant, plus tard, le centre de communication d'Avignon. C'est pourquoi, dès le 20 août, les unités allemandes du sud et du sud-ouest entament leur retraite. Évitant le Massif Central, où existent de puissants maquis, elles utilisent la vallée du Rhône. Mais la situation évolue rapidement : les victoires alliées en Normandie et dans le Bassin parisien ont créé un immense saillant qui menace chaque jour davantage les voies de retraite des Allemands.

Dans ces conditions, si l'Armée de Provence remonte rapidement le Rhône et réalise sa jonction avec les forces alliées de l'Ouest, l'Allemand aura sa ligne de retraite irrémédiablement coupée. Aussi le Haut-Commandement allié peut-il envisager, dès le 25 août, la jonction entre ses deux grandes forces *Overlord* et *Dragoon*. Mais le plan *Anvil* (plan d'opérations de l'Armée de Provence) était resté, volontairement, assez vague sur la phase exploitation : basé sur l'hypothèse d'une résistance allemande prolongée, il envisageait un débouché, toutes forces réunies, vers Lyon et Vichy et prévoyait la jonction avec les forces *Overlord* au nord de cette dernière ville. Or, la phase initiale de l'opération avait placé l'Armée française à la gauche du VI^e^ Corps américain ; il devenait, dès lors, logique de lancer, ensuite, l'Armée B, soit sur les deux rives du Rhône, soit sur la rive ouest. C'est dans cet esprit que le général de Lattre avait poussé, dès le 25 août, des éléments blindés sur le Rhône.

Mais la recherche de la jonction *Dragoon-Overlord* devait contraindre le commandant de la VII^e^ Armée à remanier son dispositif, afin qu'une fois l'opération réalisée, les forces françaises ne fissent pas enclave dans les troupes américaines. Il lui fallait donc placer le *VI^e^ C. A.* à l'aile gauche de son dispositif ; l'Armée B serait alors lancée à sa droite, le long des frontières italienne et suisse.

Or, le général de Lattre souhaite que l'Armée B ne soit pas confinée dans une modeste action de flanc garde dans les Alpes. Il veut déboucher au plus vite « à l'air libre » à la gauche des Américains ; il intervient donc auprès du commandant de la VII^e^ Armée ; il n'obtient que partiellement satisfaction ; l'Armée française pourra effectuer, à l'ouest du Rhône, une action limitée, mais, dans l'esprit du général Patch, le rôle essentiel de l'Armée B reste, après l'enlèvement de Toulon et de Marseille, la relève du *VI^e^ C. A.* dans les Alpes ; l'action à l'ouest du Rhône doit se limiter à une reconnaissance.

Dans le cadre des instructions qu'il a reçues, le général de Lattre décide :

— de pousser avec la plus grande vigueur un groupement de forces par la rive ouest du Rhône en direction de Lyon..., tout en patrouillant dans la région : Uzès — Alès — Nîmes — Montpellier — Béziers — Narbonne... ;
— d'agir, avec un autre groupement, en direction de Grenoble pour y relever les unités américaines.

A cet effet :

— le groupement Ouest, qui sera commandé par le général de Monsabert, comprendra la *1re D. B.* et la *1re D. F. L.* ;
— le groupement Est, placé sous le commandement du général Béthouart, se composera de la *2e D. I. M.*, de la *3e D. I. A.* et des *Tabors* marocains ;
— le colonel Desazars patrouillera, avec un groupement provisoire, dans le Roussillon et dans le Languedoc.

Entre les deux groupements principaux, le VIe Corps d'armée américain doit remonter la rive est du Rhône.

Le groupement Ouest franchit le Rhône dans la région d'Avignon et se lance, dès le 31 août, à la poursuite des restes de la XIXe Armée allemande. Aidée par les organisations régionales des *Forces françaises de l'intérieur*, l'exploitation est rapide : un mouvement débordant amène les Forces françaises à Saint-Étienne le 2 septembre. La première phase de la manœuvre s'achève le 3 septembre : la *1re D. F. L.*, qui opère en liaison avec les *F. F. I.* et le groupement Darciel, libère Lyon.

Cependant, à l'aile droite du dispositif allié, la *3e D. I. A.*, poussant en flèche sur l'axe d'effort de l'Armée B, a atteint Lons-le-Saulnier ; la *2e D. I. M.* la couvre dans le Briançonnais.

Ainsi, au début du mois de septembre, la situation d'ensemble est la suivante :

— les Armées du général Eisenhower, progressant en éventail, atteignent la frontière franco-belge et menacent Nancy. L'Armée Patton, aile droite des forces *Overlord*, s'aligne sur Verdun — Toul en se couvrant face au sud vers Neufchâteau — Langres — Orléans ;
— les forces *Dragoon* pénètrent dans le Jura. Deux cent cinquante kilomètres séparent donc les deux branches de la tenaille alliée.

* * *

Revenons à l'Armée B. Nous avons vu que les plans élaborés en Provence prévoyaient que le général de Lattre regrouperait son Armée en un bloc unique pour agir, à la droite du *VIe C. A.*, sur l'axe Bourg-en-

Bresse — Besançon — Belfort. Ce regroupement devait s'effectuer à l'issue de la première phase d'exploitation, dont la prise de Lyon marquerait le terme.

Le 2 septembre, le général de Lattre précise donc ses intentions pour la deuxième phase de la poursuite : les 1er et 2e Corps accolés agiront sur Besançon et sur Montbéliard ; ils seront précédés par la *1re D. B.* ; leur action sera complétée par des parachutages sur les lisières est de la trouée de Belfort.

Mais, simultanément, le général Truscott, commandant le VIe Corps, soucieux de ne laisser aucun répit aux Allemands, demande à la VIIe Armée l'autorisation de poursuivre son effort sur l'axe Lons-le-Saulnier — Besançon — Belfort. Or, cet axe constitue, nous venons de le voir, la direction stratégique déjà assignée à l'Armée française.

Le général Patch est ainsi conduit à transformer son plan d'opérations. D'autres considérations l'incitent, d'ailleurs, à modifier sa conception initiale. En effet :

— il a réalisé, avec plus de deux mois d'avance sur les prévisions, le premier terme de sa mission : conquête de la vallée du Rhône jusqu'à Lyon ;
— le deuxième terme de sa mission : exploitation en direction de Vichy, a perdu une partie de son importance en raison de l'infléchissement vers le nord et vers l'est des forces *Overlord* ;
— quant à la jonction avec l'Armée Patton, plus elle s'effectuera loin, plus importantes seront les forces ennemies encerclées.

Il envisage donc de devancer les Allemands sur les Vosges ou sur le Rhin. Or, l'Armée B, qui lui semblait devoir, initialement, en raison de sa position à la droite de la VIIe Armée, recevoir ces objectifs, n'est pas susceptible d'agir immédiatement en direction de Lons-le-Saulnier — Besançon. Par contre, le *VIe C. A.*, à pied d'œuvre, est en mesure d'entreprendre sans délai une action puissante contre Belfort.

C'est pourquoi le Commandement suprême du Théâtre méditerranéen accepta de modifier son plan d'opérations. Le regroupement des forces françaises et américaines de la VIIe Armée fut ainsi momentanément retardé. Il s'effectuera lorsque le *Ier C. A.* s'arrêtera devant la trouée de Belfort et lorsque le *IIe C. A.* aura libéré Langres : l'Armée française se ressoudra alors en un bloc unique à l'extrême droite du dispositif allié. Ces circonstances permettront aux forces françaises de réaliser, entre temps, les premières, la jonction entre les deux grandes forces d'invasion débarquées en Normandie et en Provence.

Ces directives amènent, en effet, le général de Lattre à concevoir une manœuvre nouvelle qui se propose de couper les lignes de repli allemandes par deux actions parallèles : l'une sur la direction Besançon — Belfort — Colmar, l'autre sur la direction Dijon — Épinal, recherchant la liaison avec la IIIe Armée américaine et couvrant son flanc gauche.

Aussi prescrit-il au IIe Corps du général de Monsabert d'atteindre au plus tôt Dijon, puis le seuil Langres — Jussey en recherchant la liaison avec l'Armée américaine vers Chaumont — Neufchâteau.

Le 3 septembre, au soir, le général de Monsabert dispose, notamment :

— de la *1re D. B.* (moins un C. C.), renforcée du *2e R. S. A. R.* (1) ;
— de la *1re D. F. L.* (moins un bataillon) ;
— du Bataillon de choc ;
— de deux groupes du *R. A. C. L.* ;
— du 151e régiment du génie.

Son Corps d'armée est échelonné de Villefranche jusqu'en Avignon, par suite du manque de carburant et de la pénurie des moyens de transport.

Dans la matinée du 4 septembre, le général de Monsabert prescrit :

— à la *1re D. B.*, renforcée du Bataillon de choc et d'un groupe d'artillerie, de se porter dans la région Paray-le-Monial — le Creusot ;
— à la *1re D. F. L.* de se regrouper dans la région de Lyon et de tenir un *R. C. T.* motorisé prêt à s'engager à la suite de la *1re D. B.*

Ainsi commence, le 4 septembre, la poursuite en Bourgogne : Mâcon et Tournus sont enlevés le même jour. Le lendemain, le C. C. 1 s'empare de Chalon. Le 6, le C. C. 2 et le *2e R. S. A. R.* occupent Chagny.

Cependant, les forces allemandes qui refluent du Centre et de l'Ouest se portent de plus en plus nombreuses contre le flanc gauche du *IIe C. A.* Les *F. F. I.* estiment que 45.000 Allemands sont encore dans la zone Poitiers — Châteauroux — Châtellerault — Issoudun — Bourges. Le général commandant l'Armée française décide, en conséquence, malgré les difficultés croissantes dues à l'éloignement des bases de ravitaillement, de tenter de couper la retraite des colonnes adverses : il fait accélérer la progression sur les deux axes de l'Armée et répartit les réserves disponibles. Il dissout, en particulier, le groupement Desazars, dont la mission dans le Roussillon et dans le Languedoc est achevée, et met le 2e régiment de dragons (*T. D.*) à la disposition du général de Monsabert en lui prescrivant, le 6 au soir :

— de continuer la poursuite en direction de Dijon et d'Épinal, afin de réaliser au plus vite la jonction avec les forces *Overlord* et d'isoler les éléments ennemis attardés ;
— de couvrir le flanc gauche de l'Armée en direction du Morvan.

Or, toutes les disponibilités en essence du *IIe C. A.* sont accaparées par la poursuite vers Langres. Le général de Monsabert préconise, en conséquence, la constitution d'un groupement motorisé qui recevrait la mission de couverture énoncée ci-dessus.

(1) Régiment de spahis algériens de reconnaissance.

Le commandant du *II*e *C. A.* décide donc :

— de pousser sans délai la *1*re *D. B.* sur Dijon ;
— de constituer, sous les ordres du colonel Demetz, une flanc-garde mobile composée du 2e dragons et des éléments de la *1*re *D. F. L.*, susceptibles de faire mouvement sur roues.

En exécution de ces prescriptions, le C. C. 1 aborde Beaune le 7 à midi, mais ne peut s'en emparer de vive force. Menacés d'encerclement, les Allemands évacuent la ville dans la nuit. Aussi, dès le 8 au matin, le général Sudre, commandant le C. C. 1, lance-t-il le *2*e *R. S. A. R.* sur Dijon et sur Auxonne : les abords de l'abbaye de Cîteaux et de Nuits-Saint-Georges sont atteints dans la soirée. Mais la pénurie en carburant va restreindre, au cours de la journée du 9, l'action de la *1*re *D. B.* ; seuls, les éléments légers pourront entamer la bataille pour Dijon.

Le général du Vigier, commandant la *1*re *D. B.*, se propose d'exercer son effort principal sur l'ouest de la ville, tandis qu'il fixera l'ennemi au sud et au sud-est.

L'action des éléments légers allait précipiter le déroulement des opérations. En effet, le 10 au soir, la reconnaissance du C. C. 1 est aux abords des faubourgs sud de Dijon, celle du C. C. 2 est à trois kilomètres à l'ouest d'Auxonne. Par ailleurs, des patrouilles, opérant dans les monts de la Côte-d'Or, ont atteint l'Ouche. Menacé d'enveloppement, l'ennemi abandonne Dijon. Le général de Monsabert y installe son P. C. le 11 à midi.

Pendant que se déroulaient ces événements dans la région de Dijon, la situation de la gauche de l'Armée B restait assez confuse : tandis que l'échelon motorisé des colonnes allemandes en retraite, traquées par les *F. F. I.*, parvenait au prix de lourdes pertes à s'échapper à Beaune et à Dijon, le gros du deuxième échelon progressait péniblement vers l'est. Il était sans cesse accroché et talonné par les groupements des Forces françaises de l'intérieur :

— Groupements des colonels Chomel et Bertrand ;
— Groupe mobile d'Auvergne, aux ordres du colonel Fayard ;
— « Division légère de Toulouse », qui s'est lancée à la poursuite des Allemands en direction générale du Nivernais, afin de leur couper la route de Dijon et de couvrir le flanc ouest des forces *Dragoon*. Cette colonne de 17.000 hommes est commandée par le colonel Redon.

Afin de coordonner l'action des *Forces françaises de l'intérieur*, la *Direction générale des services spéciaux* a envoyé le 25 août à Toulouse le général Bertin-Chevance et le colonel Schneider. Le 31 août est constitué un organe de commandement coordinateur ; le colonel Schneider est placé à sa tête pour coiffer toutes les formations *F. F. I.* du centre et du sud-ouest de la France.

* * *

Telle est donc la situation générale à l'ouest de l'Armée B au moment où le lieutenant-colonel Demetz reçoit le 7, du général de Monsabert, l'ordre « ... d'assurer la flanc-garde du II^e C. A. sur l'axe Paray-le-Monial — Digoin — Autun — Saulieu — Montbard — Châtillon-sur-Seine » :

— en surveillant particulièrement les routes venant de Moulins et Nevers et aboutissant à Autun et à Dijon ;
— en attaquant tout ennemi se repliant du sud-ouest vers le nord-est par Autun ou Saulieu.

Le colonel Demetz commande le 2^e régiment de dragons qui arrive du Languedoc, où il faisait partie du groupement Desazars ; après dissolution de ce groupement, son régiment a été rattaché au *II^e C. A.* et dirigé initialement sur Chalon-sur-Saône ; la menace allemande sur le flanc gauche de l'Armée B amène le général de Monsabert à l'axer sur Autun.

A Digoin, le colonel Demetz prend liaison avec « la Division légère de Toulouse » et à Paray-le-Monial avec le groupe de reconnaissance Merlat (8^e dragons).

Le 8 septembre, des éléments de la *1^re D. F. L.* viendront grossir le groupe Demetz :

— un bataillon d'infanterie : *1^er B. L. E.*
— un escadron de reconnaissance : 2^e escadron du *1^er R. F. M.*
— une batterie de 105.

Le colonel Demetz décide de s'emparer, d'abord, d'Autun pour entreprendre, ensuite, la destruction des colonnes ennemies qui sont aux prises dans le Morvan avec les formations *F. F. I.* Il apprend que le maquis de Saône-et-Loire a tenté de libérer Autun le 8 au matin et qu'il a subi des pertes sévères. Il accélère son mouvement ; dans l'après-midi, Autun est investi ; dans la soirée, une attaque n'obtient pas de résultat décisif. Au cours de la nuit, une partie de la garnison encerclée tente une sortie : quelques éléments parviennent à s'échapper ; ils seront, en grande partie, rejoints à Sombernon par un détachement du *1^er R. F. M.* Le 9 au matin, le groupement Demetz enlève Autun ; le 10 et le 11, aidé par les *F. F. I.*, il doit défendre le nœud de communications d'Autun contre d'importantes forces allemandes qui tentent de forcer le passage.

Le 11 au soir, la situation d'ensemble du *II^e C. A.* est la suivante :

A la *1^re D. B.* :

— le détachement léger du colonel Desazars assure la garde de Dijon ; il a, en outre, la mission de rechercher, avec son escadron de recon-

naissance (4e escadron du 2e *R. S. A. R.*), la liaison avec les forces *Overlord* en direction de Saulieu et de Montbard ;
— le C. C. 1 progresse en direction de Langres ;
— le C. C. 2 flanque le C. C. 1 au sud-est ;
— le 2e *R. S. A. R.* (moins un escadron) opère dans la région de Gray, en liaison avec le *VI*e *C. A.* américain.

A la *1re D. F. L.* :

La pénurie en carburant pèse lourdement sur les mouvements ; seul le *1er R. C. T.* a pu être poussé dans la région Pont-de-Pany — Fleurey ; les gros de la Division sont en cours de regroupement dans la zone Chagny — Saint-Léger — Buxy.

Dans le même temps, des éléments de la *2e D. B.* progressent vers le sud : le capitaine de Perceval, commandant la 2e compagnie du 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, a reçu mission d'occuper Châtillon en se couvrant face à l'est et face au sud ; sa compagnie est renforcée par un peloton de chars moyens et par une section du génie ; le 11, le capitaine Toquereau, commandant le 5e escadron du *1er R. M. S. M.*, se joint à ce détachement qui atteint Châtillon-sur-Saône le soir même.

Les éléments de Sombernon et ceux de Châtillon-sur-Saône parviennent à entrer en communication téléphonique dans la journée du 11. Le même jour, vers 17 heures, un officier de liaison de la *2e D. B.* atterrit, en piper-cub, au voisinage de Sombernon.

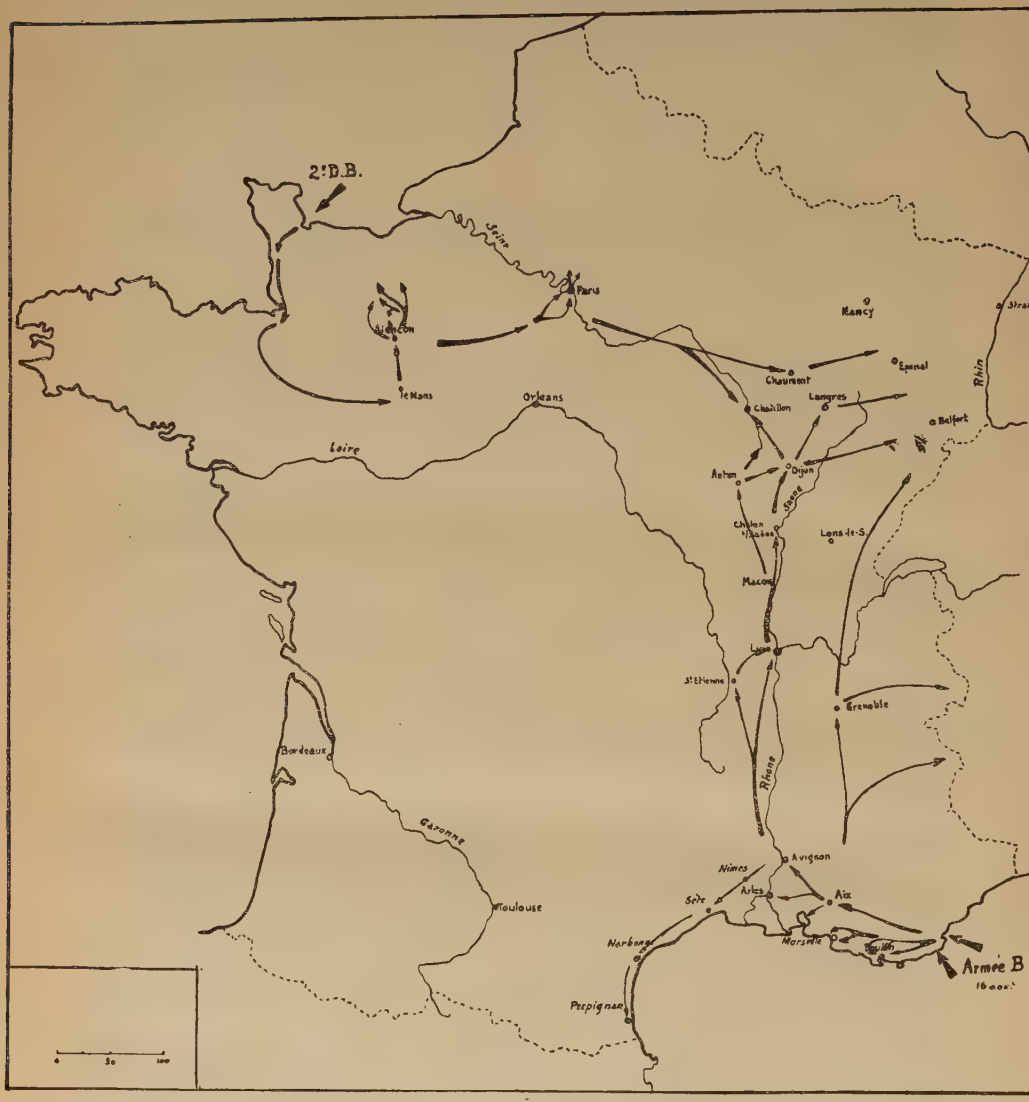
Ainsi renseigné sur la position de la *2e D. B.* et sur ses intentions, le général de Monsabert prescrit de rechercher dès le lendemain la liaison avec les forces *Overlord.*

C'est ainsi que, le 12 septembre, l'escadron Savary du régiment de fusiliers-marins pousse au nord de Sombernon. Parvenu à Saint-Seine-l'Abbaye, il lance un peloton sur Montbard.

De leur côté, les capitaines Toquereau et Perceval apprennent, le 12 au matin, la libération de Dijon ; ils poussent des éléments légers sur Montbard et sur Saint-Seine-l'Abbaye.

Le premier opère vers 13 heures, à Montbard, sa jonction avec le peloton du *R. F. M.* qui y avait été envoyé.

Le second, qui comporte une section d'infanterie et un char, est commandé par le lieutenant Maiscu. Le chef de détachement laisse à Nod (12 km. sud de Châtillon-sur-Seine) le gros de ses éléments et poursuit en direction de Saint-Seine-l'Abbaye, avec le seul Halftrack « Tchad », à bord duquel a pris place, comme guide, le curé d'Aisey (2 km. sud de Nod). L'équipage marque un temps d'arrêt au presbytère d'Aisey, où arrive, vers 15 heures, un officier de l'Armée B. Poursuivant sa route, le « Tchad » croise, à 10 km. de Saint-Seine-l'Abbaye, le général Brosset et rencontre, vers 18 heures, à Saint-Seine-l'Abbaye, les fusiliers-marins de l'escadron Savary.


2e D.B.
Seine
Paris
Alençon
Le Mans
Orléans
Loire
Nancy
Chaumont
Epinal
Rhin
Châtillon
Langres
Belfort
Autun
Dijon
Saône
Chalon s/Saône
Lons-le-S.
Mâcon
Lyon
St Etienne
Grenoble
Rhône
Bordeaux
Garonne
Toulouse
Avignon
Nîmes
Arles
Aix
Sète
Narbonne
Marseille
Perpignan
Armée B
16 août

Carte 3

Au cours de cette même journée, d'autres liaisons furent réalisées par le groupement Demetz avec le 106e groupe de reconnaissance américain :

— l'aspirant Noiret, à la tête d'un peloton d'auto-mitrailleuses du 2e dragons, entre en liaison avec les Américains sur la route Saulieu — Clamecy ;
— des éléments du corps franc Pommies rencontrent nos alliés à Corbigny ;
— une reconnaissance U. S. arrive dans la région d'Autun, où se trouve le 2e escadron du 2e dragons.

* * *

Ainsi, le 12 septembre 1944, les deux grandes forces alliées qui ont débarqué, l'une en Normandie, l'autre en Provence, se sont rencontrées en Côte-d'Or. Le rideau qui interdit aux Allemands l'accès de la trouée de Belfort est encore bien léger, mais des liens plus solides vont se tisser à bref délai, car, déjà, la *1re D. B.* aborde Langres...

Dans les rangs des forces alliées, aidées par les Forces françaises de l'intérieur, l'Armée B et la *2e D. B.* ont réalisé en un mois, les premières, cette jonction. On peut dire que leur foi, leur volonté de vaincre, leur élan ont autorisé les conceptions les plus audacieuses et la réalisation des manœuvres les plus hardies. Les prévisions les plus optimistes ont été ainsi largement dépassées, grâce à l'esprit d'initiative des chefs qui imposèrent aux opérations un rythme accéléré en exploitant sans répit les succès initiaux. Les horaires prévus ont été sans cesse bousculés. En contre-partie, les ravitaillements ont souffert du développement inattendu des opérations, mais ces difficultés imprévues ont toujours été surmontées.

Capitaine Jean Maigne.
Service historique de l'Armée.

JOSEPH GŒBBELS

De tous les dirigeants du Troisième Reich, Gœbbels est sans doute le plus méprisé. On reconnaît qu'Hitler fut pendant quinze ans « le contemporain capital » et Gœring, pendant l'autre guerre, un héros de l'aviation allemande ; Schacht a du génie et Ribbentrop était beau. Gœbbels, lui, était infirme. Combien de fois nous l'a-t-on montré clopinant dans des défilés militaires, dont il ne pouvait suivre le rythme, ou prenant part, chétif et ridicule, à des manifestations colossales qui n'étaient pas à sa taille? Gœbbels est aussi pour nous le propagandiste patenté d'une mystique odieuse, l'agent responsable par son talent oratoire de l'engouement du peuple allemand pour le nazisme. Les caricaturistes français et anglais le représentaient sous l'aspect d'un singe, d'un perroquet, voire d'une vipère.

Près de dix ans après sa mort, les portraits qu'ont fait de lui l'éditeur de son *Journal* (1) et ses premiers biographes Ebermayer et Meissner (2) ne sont guère sympathiques. Pour ces derniers, Gœbbels n'était qu'un intellectuel raté et anormal, incapable de faire des études, mais seulement d'emmagasiner des connaissances, qui cherchait à se venger sur la société de son complexe d'infériorité. Ainsi expliquent-ils tout Gœbbels par le fait que sa jambe gauche était six centimètres plus courte que la droite. L'explication peut séduire, mais elle est sans preuve. Comment savoir? Gœbbels ne nous a pas laissé de confidences à ce sujet. La vraisemblance n'est même pas en faveur de cette explication si l'on parle non de l'enfant-Gœbbels, mais de l'homme politique.

On peut en effet imaginer, sans risque de trop se tromper, que Joseph

(1) *The Gœbbels Diaries*, translated and edited by Louis P. Lochner, Londres, 1948, in-8°. Seules les années 1942 et 1943 sont publiées. Lochner ne donne que de trop courts extraits du Journal pour les années 1925-1926. Pourtant, ce livre est une source essentielle, plus d'ailleurs pour la politique intérieure que pour la politique extérieure de l'Allemagne. En effet, il y a deux énormes lacunes à déplorer : juin-novembre 1942 et les deux premiers mois de 1943, c'est-à-dire la période au cours de laquelle la situation extérieure de l'Allemagne change complètement. Le ***Journal*** a été évidemment écrit en vue d'être publié un jour, mais il est fort douteux que Gœbbels l'eût rendu public tel quel.

(2) *Evil Genius, The story of Joseph Gœbbels*, by Erich Ebermayer and Hans-Otto Meissner, translated and freely anapted by Louis Hagen, Londres, 1953, in-8°. Ce livre a paru en allemand sous le titre *Gefährtin des Teufels*, Hambourg, 1952. Les auteurs ont utilisé le ***Journal*** de Gœbbels et le livre de Semmler. Ils ont aussi, semble-t-il, recueilli des témoignages de Ello Quandt, ancienne belle-sœur de Magda Gœbbels. Le livre est, comme son titre l'indique, partial. On peut lire quelques pages amusantes sur la vie privée de Gœbbels et regarder les images.

Gœbbels à Rheydt, où il était né le 29 octobre 1897, ne put pas prendre part aux jeux des enfants de son âge, à cause de son infirmité qui l'avait atteint à cinq ans. Il est également probable que, confiné à la chambre, il lut beaucoup et rêva davantage encore. Il est parfaitement possible, bien que nous n'en sachions rien, que vers l'âge de quinze ou seize ans Joseph Gœbbels ne se soit pas senti parfaitement normal. Ce n'est pas une raison pour prêter au ministre Gœbbels la même tournure d'esprit. Beaucoup de succès, en effet, avaient pu le débarrasser de son complexe d'infériorité : il était *Gauleiter* de Berlin à vingt-neuf ans, ministre à trente-sept ; il avait fait en 1930 un mariage socialement flatteur ; quant à ses conquêtes féminines, avant et après son mariage, elles furent innombrables ; la vie privée du ministre de la Propagande fut un des gros scandales du *Troisième Reich* avant la guerre.

L'accusation portée contre Gœbbels par Lochner est plus subtile. Pour lui, Gœbbels était un acteur qui calculait à l'avance l'effet de chaque mot et de chaque geste. Il n'avait aucune conviction : il prêchait le National-Socialisme, mais il eût avec la même flamme vanté les mérites de la Monarchie ou du Communisme. A l'appui de sa thèse, Lochner raconte l'histoire suivante : « Un ami allemand me dit avoir été à une réunion au cours de laquelle Gœbbels amusa l'assistance en faisant successivement un discours en faveur de la restauration de la monarchie, un pour le rétablissement de la République de Weimar, un en faveur de l'introduction du Communisme en Allemagne et finalement un vantant le National-Socialisme. Je vous assure, me dit cet ami, que j'étais prêt à la fin de chacun de ces discours à embrasser la cause dont Gœbbels venait de se faire l'avocat. Il avait des arguments convaincants et irrésistibles pour chacune de ces quatre formes de gouvernement (1). » L'anecdote est inquiétante ; d'autant plus que Gœbbels semble avoir adoré ces sortes de jeux oratoires : un jour, en pleine guerre, il développait devant ses intimes les bienfaits de la liberté de presse ; un autre jour, il exprimait son dégoût pour la vie politique, alors qu'un mois auparavant il avait dit l'aimer passionnément (2).

Faut-il conclure que Gœbbels n'était même pas national-socialiste convaincu? La question est épineuse. Il ne semble pas, en effet, que Gœbbels ait cru au fatras mystico-religieux du National-Socialisme. Il considérait Rosenberg comme un imbécile de grande classe et il est douteux qu'il ait fait du *Mythe du XX^e siècle* son livre de chevet. Il dit un jour à sa belle-sœur : « Il n'y a ni philosophie ni conception du monde

(1) Lochner, p. xxiv et xxv.

(2) *Gœbbels, the man next to Hitler*, by Rudolf Semmler, with an introduction by D. Mc Lachlan and notes by G. S. Wagner, Londres, 1947, in-8°, p. 31. C'est le livre essentiel sur Gœbbels. Il s'agit du *Journal* de Semmler, collaborateur immédiat du ministre de la Propagande. Les propos de Gœbbels rapportés par Semmler sont beaucoup plus libres que ceux du *Journal* de Gœbbels. Le livre de Semmler est particulièrement important pour les premiers mois de 1943 et surtout pour 1944-1945, période pour laquelle il constitue souvent une source unique.

national-socialiste. Il n'y a même pas un clair programme national-socialiste. Mais le peuple pense que tout cela existe parce qu'il n'a jamais réfléchi à la question et que nous en parlons constamment (1). » Devant Semmler, Gœbbels déclarait n'avoir aucune confiance dans les méthodes d'éducation du parti et qu'il interdirait à ses enfants d'entrer à la Jeunesse hitlérienne ou à l'Association des jeunes filles allemandes (2).

Faut-il en conclure que Gœbbels était un charlatan? Non pas, car il est sûr qu'il avait une foi aveugle en Hitler. « Aussi longtemps qu'il est là, écrit-il dans son Journal en 1942, on n'a pas à s'inquiéter de l'avenir... Aussi longtemps qu'il vit et qu'il est parmi nous en bonne santé, aussi longtemps qu'il peut nous communiquer la force de son caractère et la vigueur de sa virilité, aucun malheur ne peut nous toucher (3). » Et déjà, en 1926, quand il était en désaccord avec un discours d'Hitler, il écrivait : « Je suis incapable de dire un mot. Je suis comme assommé... comme mon cœur me fait mal ! J'aimerais pleurer. C'est certainement une des plus grandes désillusions de ma vie. Je n'ai plus une foi entière en Hitler... je ne suis plus que la moitié de moi-même (4). » Cette fidélité au *Führer* ne se démentira jamais : Gœbbels sera le seul de tous les lieutenants d'Hitler à mourir avec lui.

Le fait que Gœbbels ait été plus hitlérien que national-socialiste explique sans doute ses volte-face avant qu'il ait connu Hitler. Gœbbels était entré au parti en 1922, à la suite d'une réunion où il s'était rendu, semble-t-il, par hasard. A cette époque, il avait depuis deux ans déjà obtenu son diplôme de docteur à l'Université d'Heidelberg, et il était, comme beaucoup de jeunes gens allemands à cette époque, à la recherche d'une profession. L'entrée des troupes françaises dans la Ruhr et le début de la résistance passive décidèrent de sa vie : il devint agitateur politique pour le compte des nazis. De février à septembre 1923, il organisa en Ruhr et en Rhénanie les premiers groupes nationaux-socialistes, tint des réunions dans les cafés, excita la population contre les occupants. Ceux-ci, en 1924, l'expulsèrent. Il abandonna alors le parti et devint secrétaire de Franz Wiegershaus, un des leaders du *Völkische Freiheitspartei.* Tout au cours de l'année 1924, il attaqua les nationaux-socialistes dans l'hebdomadaire politique de Wiegershaus, *Völkische Freiheit.* Mais, à la fin de l'année, il abandonna le secrétariat de Wiegershaus pour celui de Gregor Strasser et fonda avec ce dernier son journal *National-Sozialistische Briefe,* dans lequel il attaqua les « réactionnaires » qui entouraient Hitler à Munich et proposa même de faire de Hitler le président *d'honneur* du Parti. A l'automne 1926, Strasser fut convoqué à Munich à une réunion des *Gauleiters.* Gœbbels l'accompagna et eut à cette occasion de longues conversations

(1) Ebermayer et Meissner, p. 61 et 62.
(2) Semmler, p. 89-90.
(3) Lochner, p. 27.
(4) Lochner, p. xx.

avec Hitler. Le 9 novembre, il était nommé *Gauleiter* de Berlin.

Il est difficile d'apprécier le sens de cette promotion. Berlin était une ville rouge : aux élections de décembre 1924, les socialistes avaient obtenu 368.674 suffrages et les communistes 217.516 sur 1.135.372 suffrages valables. Les deux partis de gauche avaient donc derrière eux plus de la moitié de la population. Le *National-Sozialistische Freiheitsbewegung*, qui ne comprenait pas que des nazis, avait obtenu moins de 18.000 suffrages. On ne comptait pas plus de 1.000 membres du Parti à Berlin. Or, Gœbbels, comme secrétaire de Strasser, avait montré du mordant, et prouvé qu'il pouvait être dangereux. Peut-être Hitler désirait-il, en lui confiant le lointain Berlin, l'éloigner de l'Allemagne de l'Ouest où était le cœur du Parti. En 1930, Röhm dit à Lochner : « Au début, le *Führer* ne sut pas quoi faire de lui. Finalement, il décida que, puisque Berlin était tellement rouge, autant valait que Gœbbels y dépensât ses forces (1). » Mais cette explication n'est pas la seule possible. Peut-être Hitler, ayant reconnu la valeur de Gœbbels, l'a-t-il envoyé à Berlin, dont la conquête, au moins partielle, était nécessaire à la prise du pouvoir. Quoi qu'il en soit, Gœbbels réussit. En mai 1928, le parti nazi seul obtenait 16.464 voix et Gœbbels lui-même était élu au *Reichstag*. La progression alors fut rapide : 158.257 voix en septembre 1930, 281.531 en juillet 1932, 269.294 en novembre 1932, 397.652 en mars 1933. Certes, il ne conquit pas tout Berlin. En mars 1933, communistes et socialistes formaient encore plus de la moitié du corps électoral berlinois. Mais Gœbbels annihila complètement tous les autres partis, sauf le *Zentrum*, qui maintint son chiffre de voix, peu important d'ailleurs (50.000 voix).

En effet, les partis d'esprit démocratique ne pouvaient guère résister à la concurrence du parti de milices qu'était le *N. S. D. A. P.* Gœbbels, pour faire connaître son parti, usa d'une rude méthode, organisant le 11 février 1927 un meeting provocateur à la *Pharussälen*, local traditionnellement réservé aux réunions communistes ; provoquant des bagarres de rue ; faisant parader ses *S. A.* dans les quartiers les plus rouges de Berlin. Tout cela n'alla pas sans inquiéter le gouvernement : le Parti fut interdit à Berlin le 6 mai 1927. Cette interdiction ne fut levée que le 31 mars 1928, mais ne semble pas avoir beaucoup gêné Gœbbels, puisque le 4 juillet 1927 il fonda l'*Angriff*.

En 1928, Gœbbels donna au Parti, à Berlin, une organisation calquée sur celle du parti communiste : *Zelle*, *Unterstrassenzelle*, *Strassenzelle*, *Sektion*, *Bezirk*, *Gau*. Cette organisation fut plus tard étendue à toute l'Allemagne. La même année, Gœbbels devenait député au Reichstag et chef national de la propagande du Parti.

Étant donné ses fonctions, Gœbbels doit être rendu en grande partie responsable du succès du Parti dans les années suivantes. En 1928, le *N. S. D. A. P.* comptait 108.717 membres inscrits contre un million en

(1) Lochner, p. xxxiii.

avril 1932. Or, pendant des années le Parti avait végété, et il semble bien que la nomination de Gœbbels à la tête des services de propagande ait été un des facteurs dominants du succès d'Hitler moins de cinq ans après.

Hitler chancelier, il semble naturel que Gœbbels fût devenu ministre. En fait, il devenait inutile. A quoi bon un propagandiste? Dans le Troisième Reich, une bonne police était infiniment supérieure à de beaux discours. Hitler nomma Gœbbels ministre, bien sûr ; il ne pouvait guère faire autrement. Mais aucun grand ministère ne lui fut confié. On créa pour lui, en mars 1933, un ministère *für Volksaufklärung und Propaganda*. Quelles étaient ses fonctions? Elles sont très difficiles à définir : l'Éducation nationale lui échappait, puisqu'un ministre particulier en était chargé ; la Presse également, qui avait à sa tête un chef de la Presse du Reich, dépendant en principe de Gœbbels, en fait indépendant et prenant ses ordres chez Hitler dont il était l'officier de presse. Restent le cinéma, sans grande importance politique, et la radio. Gœbbels était le grand maître de la radiodiffusion allemande. Encore ce domaine fut-il considérablement diminué quand Hitler, en 1939, confia à Ribbentrop tous les services de propagande vers l'étranger. En fin de compte, si l'on veut délimiter le champ des responsabilités de Gœbbels, il faut s'en rapporter à une de ses paroles : « Je suis, a-t-il dit, responsable pour le moral du peuple allemand. »

Aussi tant que ce moral fut bon parce que le National-Socialisme réussissait, Gœbbels n'eut-il rien à faire. Il ne paraît pas qu'il ait eu la moindre influence sur les grandes décisions prises par Hitler entre 1933 et 1942. Ebermayer et Meissner disent que Gœbbels ne désirait pas la guerre. C'est possible, mais je ne vois pas qu'on lui ait demandé son avis. Gœbbels craignait la campagne de Russie, mais n'a rien fait pour dissuader Hitler de l'entreprendre. En septembre 1941, il remit à Hitler une note de vingt-sept pages sur l'action politique à mener en Russie occupée. Rosenberg se plaignit de cette interférence de Gœbbels dans ses services et la note resta dans le tiroir.

Cependant, si Gœbbels avait peu d'influence, encore moins de pouvoir, il faisait de son mieux pour s'acquitter de sa tâche qui, pendant la guerre, était de renforcer le front de l'intérieur. Cette tâche consistait en partie à filtrer les nouvelles, à monter les bonnes en épingle et à dissimuler les mauvaises. Parfois, il en lançait même de fausses. Mais son activité ne se bornait pas à ce travail technique. Le Journal de Gœbbels prouve que son activité était multiforme, qu'il s'immisçait partout, souvent au grand scandale de ses collègues. « Je considère comme mon devoir, écrit-il en janvier 1942, non seulement de tenir mon propre ministère en ordre, mais encore de lutter d'une façon générale contre le défaitisme qui prévaut dans les milieux gouvernementaux de Berlin (1). » D'où rapports au *Führer* pour limiter considérablement le nombre des

(1) LOCHNER, p. 2.

fonctionnaires et même des ministres autorisés à écouter les radios étrangères. On voit successivement Gœbbels s'inquiéter, en septembre 1941, de savoir si les troupes de Russie avaient des vêtements chauds (on lui répondit que la guerre ne durerait pas jusqu'à l'hiver) et distribuer en 1942 de l'alcool aux soldats. Il se soucia de la production de pommes de terre, tenta d'empêcher une diminution des rations alimentaires, s'inquiéta du danger que faisait courir à la race allemande la présence d'ouvriers étrangers dans le Reich. Il s'occupa même de la réforme de la justice, afin que les verdicts ne heurtassent pas l'opinion publique allemande.

Tenir le front de l'intérieur fut, sans doute, opération assez aisée jusqu'en 1942. La situation changea complètement après Stalingrad et le début des raids massifs de l'aviation alliée sur l'Allemagne. Cependant, ces années 1943-1945 furent pour Gœbbels les grandes années. Seul, avec Sperr, de tous les chefs nationaux-socialistes, il conserva sa tête et son courage. Dès le début de janvier 1943, il présenta un plan de mobilisation totale : interdiction de toute activité non essentielle, envoi dans les usines de la main-d'œuvre rendue ainsi disponible, envoi d'ouvriers sur le front. Le plan fut accepté en principe, mais Gœbbels ne fut pas chargé de son exécution, qui fut confiée à Bormann, Keitel et Lammers. Gœbbels n'était que le conseiller de ce comité des trois. Des pouvoirs réels ne lui furent donnés que plus d'un an plus tard. Pourquoi? Sans doute parce que Gœbbels avait toujours eu dans le Parti la réputation d'être un extrémiste. Déjà en 1930-1931, il avait été chargé par Hitler du nettoyage du Parti. Il est certain que les mesures proposées par Gœbbels, si elles avaient été appliquées par lui, auraient gêné beaucoup de chefs nazis : Gœbbels ne parvint même pas à faire fermer le restaurant Horcher dont Gœring était client !

Surtout Gœbbels essaya de maintenir le moral des populations bombardées. Hitler, lui, refusait à la fois d'aller visiter le front et de se rendre dans une ville bombardée. Gœbbels montra davantage de courage et, à Berlin dont il était toujours Gauleiter, il dirigea parfois lui-même la lutte contre l'incendie.

En avril 1944, Gœbbels, qui depuis des années avait envisagé l'hypothèse de la défaite, essaya de convaincre Hitler que la victoire sur deux fronts était parfaitement impossible. Il rédigea pour le *Führer* un mémoire de quarante pages, déclarant qu'il était indispensable de faire la paix sur un front. Certes, « pour sauver la civilisation », vaudrait-il mieux faire la paix à l'Ouest. Mais il était impossible d'amener Churchill et Roosevelt à traiter ; tandis que Staline... Gœbbels proposa de demander la paix aux Russes par l'intermédiaire des Japonais. Les conditions étaient réalistes : on donnait à l'U. R. S. S. les Pays baltes et la Pologne jusqu'au district de la Warthe, d'autre part la Finlande, le nord de la Norvège, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce devenaient sphère d'influence russe. Le cas de la Tchécoslovaquie était à débattre. Ce mémorandum resta dans le tiroir de Bormann, qui ne voulait pas que l'Alle-

magne trahisse ses alliés finlandais, roumains et bulgares. Gœbbels, lui, avait moins de scrupules.

La paix étant impossible, Gœbbels savait que la fin approchait. Il semble que tout son souci pendant les derniers mois de la guerre ait été que l'Allemagne combattît jusqu'au dernier homme et restât fidèle, jusqu'à la fin, au *Führer*. C'est lui qui convainquit Hitler de ne pas quitter Berlin, de défendre la ville rue par rue. Il aurait voulu que tout le peuple allemand disparût, dans une apocalypse, en même temps que ses chefs. « La nation allemande, disait Gœbbels, ne peut pas vivre après la disparition de sa classe dirigeante (1). » Peut-être, croyait-il à la possibilité d'un miracle. A l'annonce de la mort de Roosevelt, il crut pendant quelques heures que la situation allait se retourner, que l'alliance ennemie allait se disloquer. Vain espoir.

D'ailleurs, quant à lui, son choix était fait. Déjà, le 20 juillet 1944, il avait sauvé le régime en retournant Remer venu pour l'arrêter. Maintenant, il mourrait avec Hitler. Après avoir empoisonné ses six enfants, après avoir assisté à la mort de sa femme, il se suicida le 1er mai 1945, dans les jardins de la Chancellerie, où vingt-quatre heures avant Hitler s'était donné la mort.

Gœbbels était mort sans avoir atteint les degrés suprêmes du pouvoir ; le titre du livre de Semmler, *Gœbbels, the man next to Hitler*, est faux. Semmler écrit lui-même : « Je pense qu'on lui croit plus de pouvoir et d'influence qu'il n'en a en ce moment. » Jamais Gœbbels ne fut en mesure de réaliser ses idées, jamais il n'eut le pouvoir de décision. Or, il est sûr — son *Journal* en fait foi — que Gœbbels pensait pouvoir aider grandement à sauver l'Allemagne. Artisan de la victoire du parti nazi, courageux et doué d'un solide bon sens, il supportait mal de voir tout le pouvoir aux mains de fats, tels que Gœring ou Ribbentrop, et de sots, tels que Rosenberg. Il a vu les erreurs et prévu les échecs. Il pensait pour sûr pouvoir faire mieux. Qu'aurait été la politique de Gœbbels si, en 1933, il était devenu un des principaux ministres? Il est bien difficile de le dire. Il n'est pas certain qu'il ait eu l'étoffe d'un homme d'État. Dans son *Journal*, il exprime fort peu d'idées originales : il sait seulement critiquer celles des autres. Il a aussi le sens du possible, sinon du raisonnable. Par là, il se révèle surtout comme un exécutant. Il était fort capable de mener à bien une entreprise limitée : il implanta le Parti à Berlin, il organisa la propagande du *N. S. D. A. P.* sur le plan national ; sans doute serait-il parvenu à faire la mobilisation civile s'il en avait eu le pouvoir. Mais il n'était pas de taille à diriger un très grand État. Il était à ce sujet plein d'illusions ; aussi bien, plus qu'à un démon ou à un charlatan, Gœbbels fait-il penser à la grenouille du fabuliste.

André Scherer.
Londres.

(1) Semmler, p. 188.

LES RELATIONS ANGLO-ALLEMANDES

DE L'ACCORD DE MUNICH A LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ NAVAL DE 1935 (1)

(30 SEPTEMBRE 1938-28 AVRIL 1939)

(2e partie.)

La disparition de la Tchécoslovaquie

Le nouveau statut de la Tchécoslovaquie n'avait pas été réglé à Munich, ni par l'arbitrage de Vienne, où l'Allemagne et l'Italie tranchèrent, quelques semaines plus tard, les litiges territoriaux entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Le gouvernement de Prague n'avait consenti la cession du pays des Sudètes que moyennant une promesse de garantie des Grandes Puissances, y compris l'Angleterre. Le 4 octobre 1939, le ministre britannique de la Coordination de la Défense, Sir Thomas Inskip, aborda le sujet à la Chambre des Communes dans des termes qui ne pouvaient que donner l'impression que la garantie britannique était déjà en vigueur. Notamment à Prague sa déclaration fut interprétée dans ce sens. Mais ce n'était nullement le cas. Les différentes puissances, notamment l'Angleterre et la France, n'étaient pas d'accord sur la formule de cette garantie. Ce problème fut un des sujets des entretiens franco-britanniques qui eurent lieu à Paris le 24 novembre.

Les ministres anglais y proposèrent que la garantie fût donnée collectivement par les quatre puissances signataires de l'accord de Munich, et ne fut appliquée qu'au cas où trois d'entre elles jugeraient que les circonstances l'exigeaient. En outre, Chamberlain et Halifax s'opposèrent à une participation soviétique à cette garantie. Citant les paroles du roi Carol de Roumanie, qui venait de leur rendre visite à Londres, ils alléguèrent que cette participation empêcherait celle de l'Allemagne, et dans ces circonstances la garantie n'aurait pas de valeur réelle. Les ministres français, notamment M. Daladier, ne voulurent pas accepter cette proposition. Ils comprirent que, sous cette forme, la garantie ne deviendrait jamais effective, car l'accord des trois ne serait pas réalisable, l'Italie n'étant pas disposée à contredire l'Allemagne sur cette question. Ils exigèrent que les puissances occidentales donnassent à la Tchécoslovaquie des garanties individuelles qui seraient appliquées par chacune d'elles, si la nécessité s'imposait, indépendamment de l'attitude de l'Allemagne ou de l'Italie. En outre, Daladier ne voulait pas exclure

(1) Voir *Revue d'hist. de la deuxième guerre mondiale*, n° 18, avril 1955, p. 33 et sqq.

l'U. R. S. S. La question de sa participation à la garantie devrait donc être laissée à la décision de la Tchécoslovaquie. Halifax répliqua que l'expérience du mois de septembre avait montré que la France et l'Angleterre n'étaient pas en mesure de défendre la Tchécoslovaquie contre une attaque allemande. Il leur importait donc d'obtenir une garantie du Reich. Daladier convint qu'étant donné les nouvelles relations entre Berlin et Prague, une agression allemande contre la Tchécoslovaquie était peu probable. Mais la garantie constituait un devoir moral pour les puissances occidentales après les promesses données au gouvernement tchèque au moment de Munich. Néanmoins, les quatre ministres tombèrent d'accord à la fin de la conférence pour approcher Prague dans le sens des propositions britanniques.

Le 8 décembre, Halifax sonda donc le gouvernement tchèque pour connaître son point de vue au sujet de la garantie. Le *Foreign Secretary* répéta la proposition qu'il avait faite à Paris, à savoir la garantie quadripartite, qui ne deviendrait opérante que sur la proposition des trois puissances. Il serait indiqué que la Russie soviétique n'y participât pas, mais on y inclurait peut-être la Pologne (1). Mais surtout Halifax souligna que le gouvernement de Prague ne devait en aucune façon se servir de la garantie pour raidir son attitude envers l'Allemagne. Le ministre tchèque des Affaires étrangères, M. Chvalkovski, répondit qu'il désirait que la garantie fût donnée aussi vite que possible. La Tchécoslovaquie n'insista pas sur la forme, car elle ne voulait pas indisposer l'Allemagne. En effet, elle attachait la plus grande importance à la garantie allemande (Chvalkovski pensait apparemment s'en servir contre la Hongrie, le cas échéant) ; les promesses des autres puissances seraient plutôt une formalité. Quant à la Russie, elle serait prête à donner sa garantie, mais elle n'insisterait pas pour ne pas être un obstacle dans la voie d'un règlement satisfaisant. — Forts de cette déclaration, qu'ils pouvaient interpréter en faveur de leur thèse, les ministres britanniques revinrent à la charge auprès de la France. Le 10 janvier 1939, sur le chemin de retour de leur visite à Rome, ils se rendirent de nouveau à Paris. Cette fois-ci, les ministres français se rallièrent au point de vue anglais concernant la garantie collective. Mais, une semaine plus tard, ils firent partiellement machine arrière et déclarèrent de nouveau qu'ils seraient prêts à souscrire à n'importe quelle formule de garantie qui serait désirée par la Tchécoslovaquie. Ils se refusèrent donc à exercer une pression quelconque sur le gouvernement de Prague dans cette question. A Londres, on fut très mécontent de ce « revirement » français.

A Berlin, on savait parfaitement à quoi s'en tenir. Le 24 novembre, le jour de la conférence franco-anglaise à Paris, William Strang — qui pourtant n'était pas germanophile — avait parlé à Dircksen du dilemme

(1) Le 30 novembre, l'ambassadeur britannique à Varsovie avait signalé que la Pologne était encore plus hostile que la Roumanie à une garantie de l'U. R. S. S. pour la Tchécoslovaquie (*British Documents*, CIII, p. 373-375).

de la garantie individuelle ou collective pour la Tchécoslovaquie. Les Allemands en tirèrent la conclusion que les puissances occidentales leur laisseraient les mains libres envers ce pays ; leur interprétation des propos que Georges Bonnet tint à Ribbentrop à Paris le 6 décembre ne put que leur confirmer cette opinion. Le 26 décembre, l'attaché militaire britannique à Berlin avertit le *Foreign Office* que la campagne militaire allemande à l'Est en été 1939 (1) pourrait être précédée d'une occupation de la Bohême et de la Moravie. Lord Halifax mentionna également cette possibilité dans sa dépêche à Washington du 27 février (2). Ribbentrop laissa en même temps entendre à Ashton-Gwatkin, lors de sa visite à Berlin, que ces provinces pourraient devenir un protectorat allemand (3). Les puissances occidentales venaient d'approcher l'Allemagne au sujet de la garantie quadripartite pour la Tchécoslovaquie. La *Wilhelmstrasse* répondit sur un ton orgueilleux qu'une garantie franco-anglaise ferait plus de mal que de bien. Tous les problèmes frontaliers de la Tchécoslovaquie avaient déjà été réglés par l'arbitrage de Vienne. Autrement dit, l'Allemagne refusa de se lier et se réserva toutes les possibilités. Fidèle à sa conception de la garantie collective, l'Angleterre ne voulut pas, dans ces circonstances, s'engager à son tour.

Les choses en restaient là, quand éclata, le 11 mars, la crise politique entre Prague et Bratislava. Henderson, qui, cinq jours auparavant, avait insisté sur le désir des dirigeants allemands de maintenir la paix (4), crut que l'Allemagne ne songeait pas à exploiter ces événements à son profit. Il exhorta son collègue tchèque à conseiller à son gouvernement de se montrer très conciliant envers l'Allemagne et surtout de la rassurer sur le fait que « l'esprit de Benes ne régnait plus à Prague ». Le 14, il dit à Weizsäcker qu'il reconnaissait entièrement la prédominance des intérêts allemands dans l'espace tchèque. Mais il serait bien que l'Allemagne obtînt satisfaction d'une façon « décente » et évitât toute brutalité, surtout à la veille de la visite de Stanley et de Hudson à Berlin. De même, Sir Horace Wilson, le conseiller intime de Chamberlain, dit à Dircksen qu'une occupation militaire soulèverait une grande émotion dans l'opinion publique anglaise.

A Londres, on soupçonnait ce qui se passait entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Le 13 mars, un haut fonctionnaire du *Foreign Office*, F. K. Roberts, rédigea un mémorandum confidentiel, dans lequel il mentionna l'allusion faite par Ribbentrop à Ashton-Gwatkin sur le protectorat de la Bohême et de la Moravie : l'Allemagne fomentait la révolte des Slovaques contre Prague afin de s'en servir comme prétexte pour une intervention. Si le Reich procédait à une occupation militaire, le gouvernement britannique serait sans doute assailli par l'opinion publique, qui exigerait qu'il prît une initiative. Mais le *Foreign Office* rejeta l'idée d'une protestation. L'Allemagne ayant refusé d'élaborer une garantie collec-

(1) Voir le numéro d'avril de cette publication, p. 47. — (2) Voir *Ibid.*, p. 49. — (3) Voir *Ibid.*, p. 36-37. — (4) Voir *Ibid.*, p. 35.

tive, l'Angleterre n'était donc pas liée. En outre, la France ne ferait probablement rien et sans elle l'Angleterre était impuissante. (Cette dernière phrase donne l'impression qu'après avoir rejeté la proposition française de garantie individuelle, le gouvernement britannique voulut se décharger sur la France.) Une déclaration officielle du *Foreign Office* souligna qu'aucune garantie anglaise n'avait été donnée à la Tchécoslovaquie. D'ailleurs, ajouta-t-on, une telle garantie ne saurait être opérante qu'en cas d'une agression non provoquée. Or, Chamberlain déclara à la Chambre des Communes — le 14 mars — qu'une telle agression n'avait pas eu lieu. Il ne crut pas nécessaire d'adresser un seul mot d'avertissement à l'Allemagne.

Hitler savait donc que l'Angleterre ne ferait rien pour empêcher son coup de force. Le soir du même jour, il arracha au président tchèque Hacha sa signature pour la proclamation du protectorat allemand sur la Bohême et la Moravie, et le lendemain les troupes du Reich firent leur entrée à Prague. Le gouvernement britannique suivit le conseil de Henderson et n'entreprit rien pour sauver le Tchécoslovaquie ; il suspendit seulement la visite de Stanley et de Hudson, qui devaient se rendre à Berlin. A Paris, G. Bonnet était aussi opposé à toute intervention. Mais l'ambassadeur français à Londres, M. Corbin, suggéra de demander au moins à Berlin officiellement des explications. Il souligna qu'ayant donné la promesse d'une garantie pour la Tchécoslovaquie, les puissances occidentales avaient assumé une obligation morale. Le sous-secrétaire d'État permanent au *Foreign Office*, Sir Alexander Cadogan, lui répliqua sèchement que l'Angleterre s'abstiendrait de toute action. Sans le concours de la Grande-Bretagne, même les milieux français partisans d'une politique énergique ne voulaient rien entreprendre. L'ambassadeur français à Berlin, M. Coulondre, fit une démarche à la *Wilhelmstrasse*, mais il fut éconduit par Weizsacker. La note écrite qu'adressa Henderson, ainsi que les protestations orales de Halifax à Dircksen, furent conçues dans des termes beaucoup plus modérés.

Interpellé dans l'après-midi du 15 mars à la Chambre des Communes, Chamberlain dit que la garantie promise avait été prévue pour la Tchécoslovaquie tout entière. Mais la sécession de la Slovaquie, survenue la veille, avait mis fin à l'existence de cet État. La Grande-Bretagne n'était donc tenue par aucun engagement. Le Premier Ministre crut ainsi avoir « clos l'incident ». Toutefois, dans de nombreux milieux, ses paroles furent considérées comme cyniques et provoquèrent une réaction à laquelle il ne s'était pas attendu. L'occupation de Prague devait amener un revirement dans la politique britannique.

La réaction anglaise a l'occupation de Prague

L'opinion publique britannique accueillit dans sa majorité la destruction de la Tchécoslovaquie avec beaucoup moins d'indifférence que Chamberlain. Dircksen écrivit le 15 mars que l'état d'esprit général était

celui d'une « colère maîtrisée ». On avait approuvé Munich, parce qu'on avait considéré comme naturel que des territoires habités en majorité par des Allemands fussent incorporés au Reich. Mais maintenant Hitler avait violé sa promesse et, malgré ses assurances répétées, avait subjugué une nation étrangère. (Même Henderson fit cette constatation). L'indignation s'empara, en effet, de larges couches de la population, y compris de nombreux parlementaires conservateurs. Chamberlain pouvait encore compter sur l'appui des « *Munichois* » extrémistes au sein de son cabinet, comme Inskip, Hoare, et surtout Simon. Mais un autre courant, auquel se rallia Halifax, sous la pression des fonctionnaires du *Foreign Office*, fut d'avis que Hitler avait dépassé les limites et qu'il faudrait s'opposer à de nouvelles entreprises allemandes. Dans la soirée du 15 mars, le *Foreign Secretary* eut une entrevue assez orageuse avec le Premier Ministre, qui dut céder du terrain. Deux jours plus tard, le 17, il fit un discours à Birmingham, dans un langage sensiblement différent de celui qu'il avait employé le 15 aux Communes, et dans lequel il condamna l'occupation allemande de la Bohême et de la Moravie.

A l'inquiétude de l'opinion publique anglaise s'ajouta une pression extérieure sur le gouvernement britannique. En France, les esprits étaient encore plus agités qu'en Angleterre. Les partisans de la politique « d'apaisement », tels que Bonnet, perdirent beaucoup de leur influence. Le président Daladier s'occupa activement de la politique extérieure. En accord avec le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Alexis Léger, il insista auprès des Anglais pour une politique énergique qui barrerait la route à de nouvelles agressions allemandes. Cette attitude se manifesta déjà dans les premiers jours qui suivirent le coup de Prague, à propos de la Roumanie.

Le 16 mars, le ministre plénipotentiaire roumain à Londres, M. Tilea, insista auprès du *Foreign Office* sur la nécessité d'une riposte anglaise immédiate à la destruction de la Tchécoslovaquie, sinon la Grande-Bretagne perdrait tout son prestige dans les pays du sud-est de l'Europe, qui s'inclineraient alors devant l'Allemagne. Le lendemain, Tilea parlait d'un ultimatum que le Reich aurait adressé à la Roumanie, dans le cadre des pourparlers économiques entre les deux États, en vue d'une mainmise totale sur ses ressources naturelles. Il demanda une aide britannique pour son pays. Mais la nouvelle, telle qu'il l'avait donnée, était exagérée, et sa démarche fut aussitôt désavouée par le ministre roumain des Affaires étrangères, qui précisa que les négociations commerciales germano-roumaines se déroulaient dans une atmosphère amicale. Cependant, il n'est pas impossible que le roi Carol, un adversaire convaincu de l'Allemagne, ait été de connivence avec Tilea pour « alerter » les puissances occidentales. Quoi qu'il en fût, à Paris, on prit l'affaire très au sérieux. Dans une note adressée au *Foreign Office*, le *Quai d'Orsay* insista sur le fait que la Roumanie était le dernier bastion contre l'impérialisme allemand dans l'Europe du Sud-Est. La France et l'Angleterre devraient donc donner

une garantie conjointe à ce pays contre une agression éventuelle du Reich.

La question roumaine, ainsi que les mesures propres à arrêter l'expansion allemande furent les résultats des entretiens que Bonnet, accompagnant le président Lebrun dans sa visite officielle, eut à Londres avec Chamberlain et Halifax entre le 21 et le 23 mars. Dans l'ensemble, le ministre français tomba d'accord avec ses interlocuteurs anglais, dans cet échange de vues. Ils constatèrent qu'il fallait créer un bloc d'États suffisamment fort pour empêcher de nouveaux coups de force de la part de l'Allemagne. Bonnet insista sur l'importance de préserver l'indépendance de la Roumanie. Il obtint des ministres britanniques leur consentement de principe à une déclaration quadripartite, anglo-franco-polono-roumaine, contre une agression allemande. Mais deux difficultés subsistèrent : 1° Les modalités techniques du pacte d'assistance entre la Pologne et la Roumanie, telles qu'elles avaient été élaborées dans les entretiens d'État-Major, ne prévoyaient pas une défense commune contre l'Allemagne, mais uniquement contre l'U. R. S. S. (Toutefois, la France et l'Angleterre espéraient que, si elles assistaient la Roumanie dans sa défense contre une attaque allemande, la Pologne se joindrait à leurs efforts.) 2° Ni la Pologne ni la Roumanie ne voulaient être dans le même camp que l'U. R. S. S., bien que cette puissance fût seule en mesure de leur fournir une aide directe contre le Reich. — Les ministres français et anglais décidèrent de poursuivre les pourparlers qu'ils avaient déjà entamés avec la Russie soviétique en vue de la création d'un front commun contre l'agresseur, mais de donner la priorité à la coopération avec la Pologne et la Roumanie. Cette décision devait peser lourdement sur l'évolution future de la politique européenne.

De temps en temps perçait chez Bonnet sa préférence personnelle pour la politique « d'apaisement ». Ainsi, il montra sa méfiance envers l'U. R. S. S. et son désir de ne pas rompre définitivement avec l'Allemagne. Il parla aussi de la nécessité de ne pas créer de « blocs idéologiques ». Les ministres britanniques étaient entièrement d'accord avec lui sur ce point ; Chamberlain se servit de la même expression dans sa déclaration aux Communes, — dans laquelle il dit toutefois que l'Angleterre ne tolérerait plus des menaces contre l'indépendance d'autres pays. Mais il ne faut pas attacher trop d'importance aux paroles de Bonnet. Comme nous l'avons dit, Daladier et Alexis Léger comptaient maintenant plus que lui dans la définition de la politique étrangère française, et ils préconisaient une attitude très ferme. On le vit lors de l'élaboration de la déclaration commune contre l'agression. Le 20 mars, le gouvernement britannique soumit à la France une formule qui avait l'assentiment de Chamberlain et qui était conçue dans des termes très vagues. Elle ne parlait que de consultations en cas de nouvelle menace allemande. Corbin, en voyant ce texte, le qualifia d'entièrement insuffisant, car il ne signifiait « rien que des paroles ». Il ajouta que la France était décidée à défendre la Roumanie contre une agression, le cas échéant

même sans le concours de l'Angleterre. La formule qui fut finalement adoptée parle d'une « consultation en vue d'une résistance commune ». — De même, les dirigeants français revenaient souvent sur la nécessité pour l'Angleterre d'introduire chez elle le service militaire obligatoire et d'accroître les livraisons d'avions à la France. Les deux gouvernements décidèrent de renouveler leurs efforts à Washington pour que la *Loi de neutralité* fût modifiée.

Néanmoins, l'Allemagne eut encore un autre succès sans que les puissances occidentales intervinssent : le rattachement de Memel. Encore en octobre 1938, la Lithuanie s'était adressée à la France et à la Grande-Bretagne en tant que puissance garante du statut de ce territoire, pour qu'il fût respecté. Paris et Londres demandèrent donc à l'Allemagne de ne prendre aucune initiative concernant Memel sans consultation préalable. Mais ce fut une démarche platonique ; on le savait bien à Berlin. Dircksen écrivit le 4 janvier 1939 que l'Angleterre acquiesçait au retour de Memel au Reich et déconseillait même à la Lithuanie « toute obstination ». Henderson considérait toujours ce rattachement comme naturel. — Le 13 mars, quand les projets allemands allaient se préciser, le ministre plénipotentiaire britannique à Kovno eut un entretien avec le Premier Ministre à ce sujet, mais ne l'encouragea nullement à la résistance. Le 15, Dircksen répondit à la protestation de Halifax contre l'occupation de Prague que le prochain objectif du Reich serait Memel. Le lendemain, la Lithuanie pressentit l'Angleterre pour connaître son attitude en cas d'ultimatum allemand. La réponse fut très évasive. A vrai dire, la Grande-Bretagne n'avait guère de moyen pour intervenir efficacement, d'autant moins qu'elle n'était liée à la Lithuanie par aucun engagement particulier. A Paris aussi, on considérait la question de Memel comme secondaire et l'on cencentrait les efforts surtout sur la Roumanie. Le 20, Ribbentrop transmit son ultimatum à la Lithuanie. Celle-ci, voyant qu'elle n'avait rien à espérer des puissances occidentales, ni de la Pologne, s'inclina. La cession de Memel eut donc lieu le 22 mars.

Si l'inaction anglaise à propos de Memel ne put donc être interprétée comme un signe indiquant que la politique « d'apaisement » allait être poursuivie, tout autre fut le fait que, fin mars, la *Banque des Règlements Internationaux*, à Bâle, livra à l'Allemagne l'or que le gouvernement tchécoslovaque lui avait confié, équivalent à 6 millions de livres sterling. Cette Banque entretenait des liens étroits avec la *Bank of England.* Une grande responsabilité pour cette livraison incomba donc au Directeur de cet institut, Montagu Norman, ainsi qu'au Chancelier britannique de l'Échiquier, Sir John Simon. Celui-ci, qui continuait à favoriser le rapprochement entre Londres et Berlin, fut en effet interpellé aux Communes. La faute du gouvernement britannique fut d'autant plus grave qu'il avait été prévenu du danger. En effet, la France l'avait averti le 24 mars dans le but d'empêcher le transfert, mais sans succès. L'affaire fit une impression pénible dans plusieurs capitales européennes, notam-

ment à Paris et à Moscou, et provoqua des doutes quant à la détermination de l'Angleterre de se dresser contre de nouvelles conquêtes hitlériennes. Ces doutes étaient fondés, mais, pour le moment, Chamberlain se trouva sous une double pression, intérieure et extérieure, qui l'obligea à assumer certaines responsabilités. Le premier acte dans ce sens fut la garantie britannique à la Pologne.

Les garanties britanniques a la Pologne et a la Roumanie

La Pologne jouissait, à la fin de 1938, de peu de sympathie et d'estime dans l'opinion publique anglaise, après sa participation, en septembre-octobre au démembrement de la Tchécoslovaquie, aux côtés de Hitler. Le gouvernement de Chamberlain, fidèle à sa conception « munichoise », n'éprouvait aucun désir de prendre le parti de la Pologne, si celle-ci entrait en conflit avec l'Allemagne, à cause de Dantzig, du corridor ou de la Haute-Silésie, comme le souligna Dircksen dans sa dépêche du 4 janvier 1939. Mais on considérait cette éventualité comme peu probable. Au contraire, on considérait en général (certes, il y avait des exceptions) que le pacte de non-agression, conclu en 1934, continuerait à constituer la base des relations entre les deux États et que la politique pro-allemande du ministre polonais des Affaires étrangères, le colonel Beck (1), porterait ses fruits. Parfois, l'on craignait même qu'un accord germano-polonais ne laissât au Reich les mains libres à l'Ouest. Ce fut cette crainte, basée sur une interprétation erronée de l'entrevue Hitler-Beck, qui amena le *Foreign Office* à ses démarches dans les diverses capitales en vue de parer à une agression allemande contre la Hollande (2). On était donc intéressé à Londres à ce que la Pologne ne rompît pas tous ses liens avec l'Occident. Ce fut probablement dans ce sens que l'ambassadeur britannique à Varsovie, Sir Howard Kennard, dit à son collègue français, M. Léon Noël, encore en novembre, qu'il fallait se méfier de Beck, mais ne pas lui donner l'impression qu'il était complètement abandonné par la France.

Mais Dircksen eut raison, en disant que les Anglais étaient désireux de ne plus avoir à s'occuper de Dantzig. Les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et de la Suède à la *Société des Nations* constituaient le « Comité des Trois ». Ce Comité surveillait le statut de la ville libre et acceptait les rapports du Haut Commissaire de la *S. D. N.*, qui était à ce moment-là un Suisse, sympathisant de l'Allemagne nationale-socialiste, le professeur Carl Burckhardt. Les trois puissances, lasses de leur responsabilité, inclinèrent en décembre 1938 à s'en décharger. L'Angleterre, d'accord avec la France, proposa donc à la Pologne de mettre fin à la surveillance de la *S. D. N.* sur Dantzig et d'en retirer le Haut Commissaire. (Tout au plus resterait-il comme « médiateur privé » entre les deux parties intéressées.) Le futur statut serait réglé par un accord

(1) Voir plus loin, p. 49. — (2) Voir le numéro d'avril de cette publication, p. 47-49.

polonais-allemand direct. Beck se montra réticent envers cette idée. Il est vrai qu'il n'avait jamais eu beaucoup d'estime pour la S. D. N. et qu'il espérait arriver à une entente avec l'Allemagne sur ce problème. Mais cet accord devait stipuler, selon lui, le maintien du *statu quo* avec des modifications mineures. Cependant, le Reich n'y penchait nullement ; par conséquent, Beck préférait le maintien provisoire de la surveillance de la *S. D. N.* jusqu'à ce que l'atmosphère de Berlin devînt plus favorable à ses desseins. Dans ces circonstances, la Grande-Bretagne ne voulait pas insister. Halifax dit à Corbin qu'il fallait ménager la Pologne, car les puissances occidentales pourraient un jour avoir besoin de son concours. Un échange de vues eut lieu vers la mi-janvier, lors de la session du Conseil de la *S. D. N.*, entre le « Comité des Trois », le commissaire Burckhardt et un représentant polonais. Aucune décision ne fut prise et l'affaire fut ajournée à la prochaine session.

Les pourparlers germano-polonais étaient en cours depuis trois mois. Le 24 octobre 1938, Ribbentrop fit quatre propositions à la Pologne : 1° Dantzig reviendrait au Reich, mais les droits économiques de la Pologne dans ce port seraient sauvegardés. 2° Une autostrade et une voie ferrée exterritoriales seraient construites à travers le corridor, reliant la Prusse Orientale au reste du Reich. 3° Le traité de non-agression entre les deux États serait prorogé et contiendrait une garantie réciproque des frontières. 4° La Pologne adhérerait au pacte antikomintern.

La Pologne répondit vers la mi-novembre. La réplique équivalait à un refus en ce qui concernait les points 1 et 4. Elle ne voulut pas consentir au retour de Dantzig au Reich, mais proposa une garantie germano-polonaise pour le maintien du *statu quo* de la ville libre. L'idée d'un couloir à travers le corridor « pourrait être envisagée à la rigueur ». Quant à une adhésion au pacte antikomintern, la Pologne la refusa net. Au contraire, un communiqué publié simultanément le 27 novembre à Varsovie et à Moscou souligna que le traité polonais-russe de non-agression était toujours en vigueur. Beck, bien qu'ayant plus de sympathie pour le régime national-socialiste que pour la Russie soviétique, était décidé à poursuivre une politique de stricte neutralité entre ses deux voisins. L'entretien qu'il eut avec Hitler, le 5 janvier 1939, et dans lequel le Fuehrer réitéra ses propositions antérieures n'apporta rien de nouveau. (L'inquiétude que cette conversation provoqua à Londres ne fut donc nullement fondée) (1). Quatre jours plus tard, Ribbentrop proposa à Beck, qui était encore à Munich, l'Ukraine soviétique comme prix d'une coopération germano-polonaise contre l'U. R. S. S. Beck en rit.

Lors de sa visite à Varsovie à la fin de janvier, Ribbentrop ne réussit pas non plus à faire changer d'avis à son collègue polonais. Celui-ci recommença à se méfier des desseins allemands et à songer à un rapprochement avec l'Angleterre (tandis qu'il continuait à montrer une grande

(1) Voir p. 48 et les deux renvois.

réserve envers la France). Bien qu'il ne révélât pas encore les termes des propositions allemandes, il fit connaître le 15 février son désir de se rendre à Londres. Ce voyage eut officiellement comme but un échange de vues sur le problème de Dantzig. Mais, en vérité, Beck désirait resserrer ses liens avec la Grande-Bretagne pour pouvoir ainsi mieux résister aux exigences allemandes. En même temps, les personnalités officielles et la presse de Varsovie adoptèrent un ton beaucoup plus amical envers les puissances occidentales qu'elles ne l'avaient fait pendant des années, tandis que les étudiants se livraient à des manifestations antiallemandes. — Le 24 février, Halifax répondit au désir du ministre polonais et l'invita en termes cordiaux à venir à Londres à la fin de mars. Beck fut très heureux et souligna dans son acceptation que les intérêts polonais et britanniques en Europe du Nord coïncidaient largement.

La deuxième quinzaine de mars apporta une aggravation des relations germano-polonaises. Beck s'était tu lors de l'occupation de la Bohême et de la Moravie, car il continuait à nourrir une profonde antipathie envers tout ce qui venait de Prague. Il dit le 17 mars qu'il ne voyait pas de danger immédiat pour Dantzig, ni même pour Memel ; mais il croyait à une extension allemande en direction de l'Europe du Sud-Est, notamment de la Roumanie ; cette perspective ne semblait pas le préoccuper. Mais la pénétration des troupes allemandes en Slovaquie l'inquiéta, car une Slovaquie réellement indépendante aussi bien de Berlin que de Prague était un des objectifs de la politique polonaise.

Quelques jours plus tard, l'Allemagne renouvela à Varsovie ses propositions antérieures concernant Dantzig, le corridor et l'adhésion au pacte antikomintern. Beck comprit qu'une menace directe contre la Pologne commençait à se dessiner, et il chercha un appui auprès de la Grande-Bretagne. Il désira un accord bilatéral anglo-polonais, parallèle à l'alliance franco-polonaise. Mais il répugnait à un système de sécurité collective, comprenant l'U. R. S. S. Il ne voulut pas non plus s'engager à secourir la Roumanie, si elle était attaquée par l'Allemagne, bien que le *Foreign Office* formulât ce désir. Comme le souligne M. Namier (1), Beck songea à conclure un traité avec l'Angleterre pour intimider le Reich et pour parvenir à un arrangement avec lui, sans devoir faire des concessions unilatérales, quitte à se désintéresser de l'expansion allemande, si elle prenait une autre direction. Mais le *Foreign Office* se rapprochait maintenant de l'idée que tout accroissement de la puissance allemande était dangereux, puisqu'il permettrait à Hitler de se tourner vers l'Ouest. Halifax ne désespéra donc pas de faire un jour changer Beck d'avis. Mais, surtout, il désira que la Pologne, qui était considérée à Londres et dans une certaine mesure à Paris comme le principal verrou devant l'expansion du Reich (2), ne subît pas le sort de la Tchécoslovaquie et ne devînt pas le satellite de l'Allemagne. Or, les événements de fin mars sem-

(1) *Diplomatic Prelude*, p. 90-92. — (2) Voir p. 46.

blèrent prouver au gouvernement britannique et le danger d'une agression allemande et la volonté de la Pologne d'y résister. Chacun des deux États déclara qu'une violation du *statu quo* de Dantzig serait un *casus belli* pour lui. Dans ces circonstances, Chamberlain annonça le 31 mars à la Chambre des Communes, après consultation avec les dirigeants français, que si l'indépendance de la Pologne était clairement menacée et que si cet État croyait nécessaire de résister à une attaque ou à une pression, la Grande-Bretagne lui donnerait toute l'assistance qui était en son pouvoir. Mais le Premier Ministre exprima en même temps son opinion qu'il fallait régler tous les différends polono-allemands par la voie pacifique des négociations.

La garantie anglaise provoqua une immense satisfaction à Varsovie. La dernière phrase seulement tempéra un peu l'enthousiasme. On craignit que l'insistance britannique sur la nécessité des négociations n'affaiblît la position de la Pologne face à l'Allemagne et n'encourageât Hitler à formuler des revendications concernant Dantzig, le corridor et la Haute-Silésie. L'ambassadeur polonais à Londres parla dans ce sens à Halifax et celui-ci le rassura. Mais, à d'autres occasions, les hommes d'État anglais soulignaient, en effet, que la Pologne ne devrait pas se servir de la garantie britannique pour adopter une attitude trop intransigeante envers l'Allemagne ; elle était destinée à renforcer sa position dans ses négociations avec Berlin, notamment en ce qui concernait Dantzig. Les dirigeants polonais furent encore plus inquiets après la lecture des commentaires de certains journaux anglais. Le *Times* — qui passait souvent pour refléter l'opinion de Chamberlain à ce moment-là — écrivit le 1er avril que la Grande-Bretagne garantissait l'indépendance de la Pologne, mais pas toutes ses frontières. Le journal ajouta que l'Allemagne serait toujours la première puissance du continent européen. D'autre part, les milieux politiques britanniques n'étaient pas entièrement satisfaits des hésitations du gouvernement de Varsovie envers toute politique de sécurité collective. Ce fut pour aplanir ces malentendus et pour resserrer les liens anglo-polonais que Beck se rendit à Londres et y eut, entre le 4 et le 6 avril, des entretiens très importants avec Chamberlain et Halifax.

Le ministre polonais était arrivé dans la capitale britannique, déterminé à fonder les relations entre les deux États sur un pied de réciprocité. Cela impliquait à son avis une assistance mutuelle en cas d'attaque allemande contre un des deux pays et une consultation en cas d'agression contre un État tiers. En effet, les interlocuteurs convinrent de conclure sur cette base un traité d'alliance parallèle au pacte franco-polonais. Mais les ministres anglais s'efforcèrent d'amener leurs collègues polonais à assumer des responsabilités plus larges. Ils désiraient notamment que la Pologne intervînt si l'Allemagne attaquait la Hollande, la Belgique, la Suisse et le Danemark. Beck se montra enclin à accepter cette idée ; par contre, il fut réservé quand Chamberlain et Halifax lui demandèrent

un engagement de secourir la Roumanie contre une agression du Reich. Probablement, il n'eut pas entièrement confiance dans la capacité de la Roumanie de défendre son indépendance. Il estima aussi que l'assistance que donneraient la France et l'Angleterre à ce pays serait moins directe et efficace que celle qu'elles accorderaient à leurs voisins d'Europe occidentale ; il hésitait donc à se lier d'avance en vue d'une entreprise qui lui semblait risquée. En outre, il ne voulut pas barrer toutes les voies à l'expansion allemande. Dans ses entretiens de Londres, il se montra intransigeant en ce qui concernait les exigences de Berlin envers la Pologne. Il ne fut disposé ni à consentir à la construction d'une voie exterritoriale à travers le corridor ni à entendre parler d'un retour de Dantzig au Reich. Il réitéra son désir que le Haut Commissaire fût maintenu dans cette ville (tandis que les Anglais continuèrent à préconiser la fin de son mandat). Mais il ne songea pas à s'attirer « inutilement » la colère de Hitler, car il n'avait pas perdu l'espoir de s'arranger avec lui, en parlant « sur un pied d'égalité » avec le Fuehrer. Il allégua aussi la volonté de ne pas provoquer l'Allemagne pour rejeter toute idée d'un rapprochement avec l'U. R. S. S., quand les ministres anglais le pressèrent d'arriver au moins à un accord limité avec cette puissance sur la livraison de matériel de guerre et sur l'assurance d'une neutralité bienveillante en cas de guerre. (L'ambassade britannique à Varsovie insista dans un rapport du 5 avril sur la faiblesse militaire de la Pologne, sur les difficultés stratégiques résultant de sa position géographique et sur l'intérêt qu'elle aurait donc à améliorer ses relations avec sa grande voisine orientale.) Mais Beck refusa, ne cachant pas sa profonde méfiance et son hostilité envers la Russie soviétique, sentiment qui était partagé par presque tous les milieux politiques polonais.

La visite de Beck à Londres n'aboutit donc pas à la création d'un bloc d'États unis contre toute agression allemande. Toutefois, elle eut pour résultat l'alliance anglo-polonaise, qui devint de plus en plus étroite. Beck lui donna la préférence sur le traité franco-polonais. Il ne s'arrêta pas à Paris sur son chemin de retour à Varsovie. Plus caractéristique encore est le fait suivant : une semaine plus tard, le 14 avril, il s'engagea à ce que la Pologne vînt à l'aide de la Hollande et de la Belgique et du Danemark si ces pays étaient attaqués par l'Allemagne. Il donna donc cette promesse pour les États auxquels l'Angleterre était directement intéressée, mais ne dit rien au sujet de la Suisse, dont l'intégrité était vitale pour la sécurité de la France, bien que la Grande-Bretagne l'eût incluse dans la liste des pays qu'elle désirait voir garantis par Varsovie.

Après la Pologne, la Roumanie était considérée dans les capitales occidentales comme le prochain objectif des ambitions allemandes. Le ministre plénipotentiaire roumain à Londres, M. Tilea, avait demandé l'aide anglaise pour son pays (1) contre une pression politique et écono-

(1) Voir p. 45-46.

mique du Reich. Outre l'assistance en cas d'agression, il avait suggéré l'envoi d'une délégation commerciale britannique à Bucarest et un prêt de 10 millions de livres sterling, ainsi que la conclusion d'un pacte quadripartite entre l'Angleterre, la France, la Pologne et la Roumanie. La Grande-Bretagne ne voulut ni ne put aller si loin, d'autant moins que la démarche de Tilea fut aussitôt désavouée par Bucarest. Toutefois, elle envoya une mission commerciale dans la capitale roumaine et effectua un sondage auprès de la France, de la Pologne, de l'U. R. S. S., de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Turquie, pour connaître l'attitude de ces États au cas d'une mainmise allemande sur la Roumanie. La France répondit immédiatement que la sauvegarde de l'indépendance roumaine était d'un intérêt vital pour les puissances occidentales, qui devraient adopter toutes les mesures en leur pouvoir dans ce sens. L'U. R. S. S. se montra aussi favorable (1), tandis que la Pologne manifesta une grande réserve.

La Roumanie signa un accord économique avec l'Allemagne pour apaiser celle-ci. Mais, le 1er avril, elle fit savoir à Londres qu'elle était décidée à défendre son indépendance si elle était menacée. A cet effet, elle demanda une garantie franco-anglaise. Le gouvernement de Bucarest ne cacha pas sa déception du fait que la garantie britannique pour la Pologne, arrêtée la veille aux Communes, ne mentionna nullement la Roumanie. Il eut le sentiment que la Pologne désirait se servir du soutien anglais pour s'arranger avec l'Allemagne et pour laisser à celle-ci les mains libres dans son expansion en direction de l'Europe du Sud-Est. D'autre part, la Roumanie n'était pas en mesure de donner une aide efficace à la Pologne, si celle-ci était attaquée par le Reich. Pour toutes ces raisons, elle ne voulait pas du pacte d'assistance mutuelle avec les puissances occidentales, mais une garantie unilatérale de leur part.

Le 10 avril, le Secrétaire général du ministère roumain des Affaires étrangères, M. Cretzianu, de passage à Londres, parla à Lord Halifax dans un sens analogue. Il souligna de nouveau que la Roumanie préférait une simple garantie franco-anglaise à un pacte quadripartite entre Londres, Paris, Varsovie, Bucarest, que proposa l'Angleterre. Cretzianu dit qu'un tel pacte comprendrait indirectement l'U. R. S. S, liée par un traité d'assistance mutuelle à la France. Or, la Roumanie était hostile à toute coopération avec la Russie soviétique, pour les mêmes raisons que la Pologne (2). Par contre, Cretzianu se déclara prêt à adapter les modalités du Pacte d'assistance polono-roumain au cas d'une attaque allemande. La Grande-Bretagne hésita à donner une garantie à la Roumanie. Elle voulut la faire dépendre de l'attitude de la Pologne, de la Turquie et même de la Bulgarie. Mais Cretzianu se rendit aussi à Paris, et y trouva une compréhension entière. La France fit savoir à Londres qu'elle était décidée de toute façon à garantir l'intégrité de la Rouma-

(1) Voir plus loin, p. 56.
(2) Voir p. 52.

nie ; elle demanda que par solidarité l'Angleterre fît de même. Dans ce cas, la France donnerait une garantie à la Grèce, comme le désirait l'Angleterre (car l'Italie venait d'occuper l'Albanie), bien que l'intérêt français y fût moins direct. L'Angleterre consentit et la double garantie fut donnée le 13 avril. En apprenant la nouvelle, Beck exprima sa désapprobation à Sir Howard Kennard. Par contre, l'U. R. S. S. manifesta sa satisfaction et son désir de participer à l'assistance envers la Roumanie.

Du 23 au 26 avril, le ministre roumain des Affaires étrangères, M. Gafenco, séjourna à Londres. Il y rapporta les impressions qu'il avait eues, lors de ses entretiens avec Hitler, Gœring et Ribbentrop (1). En outre, il exposa la politique roumaine dans le même sens qu'avait fait Cretzianu. Il ne cacha pas sa méfiance envers la Pologne, mais réitéra la disposition de la Roumanie à faire appliquer le traité d'alliance entre les deux États en cas d'une attaque allemande. Cependant, il fut catégorique dans son refus de coopérer d'une façon quelconque avec l'U. R. S. S. Cette obstination de la Pologne et de la Roumanie devait être lourde de conséquences, car elle fut une des raisons essentielles pour lesquelles les négociations anglo-franco-russes en vue de la création d'un front commun contre l'agresseur échouèrent.

Le début des négociations anglo-franco-russes

Après Munich, les relations anglo-russes et même franco-russes connurent une extrême froideur. Le gouvernement britannique songeait à laisser à Hitler les mains libres à l'Est ; ceci s'appliquait en premier lieu à une entreprise dirigée contre la Russie. On parlait beaucoup à ce moment-là d'un détachement de l'Ukraine du reste de l'U. R. S. S. Cette idée n'avait apparemment rien de déplaisant pour Londres. Chamberlain et Halifax ne cachèrent pas dans leurs entretiens avec les ministres français leur désir que la France n'assistât pas l'Union soviétique dans un tel cas (2). De nombreux Britanniques, surtout parmi les classes supérieures, considéraient le bolchévisme comme un danger plus grand que le national-socialisme. Très peu nombreux étaient alors les Anglais qui songeaient à une coopération avec la Russie soviétique, d'autant moins qu'ils ne croyaient pas à sa valeur comme alliée. Dircksen signala cet état d'esprit dans sa dépêche du 3 janvier 1939. Les grandes purges des années 1936-1938, particulièrement dans l'armée rouge, avaient laissé une impression catastrophique dans toutes les capitales occidentales. On pensait en général que l'U. R. S. S. en était sortie affaiblie. Selon un long rapport adressé le 6 mars 1939 par l'ambassade britannique à Moscou au *Foreign Office*, les suites d'une guerre pour le régime stalinien étaient imprévisibles, bien que l'opposition interne semblât être provisoirement écrasée. Quant à l'armée rouge, elle défendrait plus ou moins

(1) Voir le numéro d'avril de cette publication, p. 42. — (2) Voir *Ibid.*, p. 46.

bien le sol de la patrie, mais aurait beaucoup moins de valeur dans une action offensive.

La Russie se sentait isolée. A Munich, les quatre autres puissances avaient disposé du sort de la Tchécoslovaquie, son alliée, sans l'inviter aux délibérations et même sans demander son avis. Selon les sources — très limitées — qui sont à notre disposition, il semble que, malgré cette déception, l'U. R. S. S. ne songeait pas encore à un revirement total de la politique extérieure qu'elle avait pratiquée depuis 1934. Le champion de la sécurité collective, Maxime Litvinoff, gardait pour le moment ses fonctions de Commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères. On restait donc apparemment à Moscou fidèle à ce système, malgré les échecs qu'il avait subis, et on était prêt à reprendre une nouvelle initiative dans ce sens à un moment plus propice. Au XVIII[e] Congrès du Parti communiste, au début de 1939, Staline souligna le désir de paix de l'U. R. S. S. ; il qualifia la France et l'Angleterre de puissances pacifiques, l'Allemagne et l'Italie de belliqueuses. Mais il ajouta : « Nous ne tirerons pas les marrons du feu pour les autres », ce qui semblait indiquer qu'il se réservait la possibilité de changer de politique, si cela lui semblait plus profitable. Cette dernière impression prévalut à ce moment-là parmi les diplomates britanniques. Le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Richard Butler, dit le 3 février, après un entretien avec l'ambassadeur soviétique à Londres, M. Maisky, dans lequel celui-ci lui avait parlé des plans italo-allemands dirigés contre la France et la Grande-Bretagne, que la Russie allait se tourner vers l'isolationnisme. L'ambassadeur anglais à Moscou, Sir William Seeds, écrivit le 20 février qu'en cas de guerre entre le Reich et les puissances occidentales, l'U. R. S. S. tâcherait de rester neutre. Son intérêt à ne pas assister à une victoire allemande pourrait l'amener à aider ces dernières par des livraisons ; toutefois, si l'Allemagne avait des succès rapides, la Russie serait, au contraire, tentée de s'entendre avec elle. Quant à Chamberlain, une lettre privée qu'il écrivit à la fin de mars 1939 nous révèle son état d'esprit à ce sujet. Il exprima une extrême méfiance envers l'U. R. S. S. et ses motifs dans toute sa politique ; il comprenait donc parfaitement l'hostilité de la Finlande, de la Pologne et de la Roumanie à son égard. En outre, il n'estimait nullement sa capacité militaire. A en croire son biographe, M. K. Feiling, il dit même à Beck, lors du séjour de celui-ci à Londres, qu'il partageait son sentiment antirusse, bien qu'en présence de Halifax il exhortât le ministre polonais à parvenir à un accord limité avec sa grande voisine orientale (1).

Le *Foreign Office*, dans l'ensemble, eut un point de vue moins radical. Un mémorandum daté du 29 mars parla de « l'opportunisme » de la Russie, mais ajouta qu'une initiative britannique pourrait l'amener à coopérer avec les puissances occidentales contre l'axe Rome-Berlin. Toutefois, le fait de donner la priorité au point de vue de la Pologne et

(1) Voir p. 52.

de la Roumanie par rapport à l'U. R. S. S. devait s'avérer comme un obstacle insurmontable dans la voie d'un accord entre Londres et Moscou.

Immédiatement après la démarche du ministre plénipotentiaire roumain du 16/17 mars au *Foreign Office* (1), Halifax sonda l'U. R. S. S. pour connaître son attitude au cas d'une attaque allemande contre la Roumanie. La première réaction de Litvinoff fut empreinte de méfiance et envers Londres et envers Bucarest. Mais, vu l'intérêt que la Russie avait à ne pas admettre une mainmise allemande sur ce dernier pays, il revisa le lendemain, le 19 mars, son attitude dans une certaine mesure. Il proposa une conférence de cinq ou six puissances : l'Angleterre, la France, l'U. R. S. S., la Pologne, la Roumanie et éventuellement la Turquie, qui se tiendrait à Bucarest et qui délibérerait sur des mesures communes à adopter face à une nouvelle agression. Le ministre soviétique voulait parvenir à un traité de défense collective entre ces cinq ou six États. Halifax rejeta immédiatement la proposition de la conférence qu'il qualifia de prématurée et exprima des doutes sur ses chances de succès. Il préconisa, par contre, une déclaration de solidarité des quatre puissances (Angleterre, France, Pologne, U. R. S. S.) ; plus tard, elles se consulteraient sur l'action que chacune d'elles pourrait entreprendre dans des circonstances particulières. Selon le *Foreign Secretary*, une telle déclaration suffirait pour produire une grande impression sur l'Allemagne. Mais, en vérité, elle n'aurait contenu que des engagements très vagues ; elle différait donc sensiblement du système collectif que Litvinoff avait en vue. Celui-ci ne cacha donc pas sa déception du rejet de son projet de conférence. Mais, tout en la considérant comme insuffisante, il accepta, faute de mieux, l'idée de la déclaration.

Cependant, Beck ne voulut entendre parler que d'une déclaration tripartite (Angleterre, France, Pologne) et s'opposa à toute inclusion de la Russie. En même temps, l'État-Major de Varsovie décida de ne pas admettre un passage des troupes soviétiques à travers le territoire polonais, mais d'accepter du matériel de guerre de l'U. R. S. S. (A en croire M. Bonnet, la France essaya d'amener la Pologne et aussi la Roumanie à revenir sur leur décision, mais sans succès).

L'idée de la déclaration quadripartite était donc mort-née, et la poursuite du dialogue anglo-russe n'amenait aucun progrès notable. Le 23 mars, Litvinoff posa au sous-secrétaire d'État au Département du Commerce d'Outre-Mer, Robert Hudson, lors du séjour de celui-ci à Moscou, la question directe : « Quelle sera la réaction anglaise à une nouvelle agression allemande? » Le ministre soviétique ne cacha pas son opinion qu'une riposte par les forces armées serait la seule valable. Il souleva aussi la question de la sécurité des pays balkaniques, baltes et scandinaves. Hudson répondit, sur ordre de Halifax, que la Grande-Bretagne ne pourrait prendre d'engagement définitif, mais désirait enta-

(1) Voir p. 45-46, 52-53.

mer des pourparlers avec d'autres États intéressés. Cette réponse, ainsi que les paroles de Chamberlain selon lesquelles l'Angleterre ne voulait pas gêner l'expansion économique allemande, ne purent que renforcer les doutes de Litvinoff quant à la détermination britannique de se dresser contre toute agression allemande. Il le dit ouvertement à l'ambassadeur anglais à Moscou, Sir William Seeds.

La garantie britannique à la Pologne accrut encore le mécontentement russe. Maisky critiqua la formule « toute assistance en son pouvoir » comme trop vague. Litvinoff alla beaucoup plus loin et exprima ouvertement sa colère de ce que cette garantie était unilatérale et avait été donnée sans consultation préalable avec l'U. R. S. S. L'Angleterre ne s'en tenait donc pas à sa propre proposition de la déclaration quadripartite. Dans ces circonstances, la Russie n'avait pas confiance dans les méthodes britanniques et ne se considérait plus comme liée par aucun engagement.

Le 11 avril, Maisky proposa de mettre la Pologne et la Roumanie au pied du mur, en faisant dépendre l'aide britannique pour ces États de leur disposition d'arriver à un arrangement de sécurité collective comprenant l'U. R. S. S. Halifax refusa ; il avait déjà défini sa ligne politique dans une dépêche pour Paris du 27 mars. Il ne fallait pas, selon lui, associer la Russie directement aux accords que les puissances occidentales concluaient avec d'autres États, mais tâcher d'obtenir son concours dans certaines circonstances données sous la forme la plus utile. Bien que, dans un débat aux Communes, plusieurs orateurs, comme les porte-parole de l'opposition travailliste et libérale, ainsi que Churchill et Lloyd George, eussent souligné la nécessité de parvenir à une entente avec l'U. R. S. S., le *Foreign Secretary* ne changea pas d'avis. Il n'est pas douteux que lui et la plupart de ses collaborateurs éprouvèrent envers la Russie une méfiance analogue à celle qu'on nourrit à Moscou envers l'Angleterre. Sir William Seeds écrivit que, selon de nombreux observateurs étrangers à Moscou, la Russie désirait rester neutre dans une guerre entre États capitalistes. Elle pourrait même arriver à un accord avec l'Allemagne, si la Pologne et la Roumanie s'obstinaient dans leur refus de coopérer avec elle. En effet, ce fut, à ce moment, le 17 avril, que l'ambassadeur soviétique à Berlin dit à la *Wilhelmstrasse* que rien ne s'opposait à une amélioration des relations russo-allemandes.

Après que la France et la Grande-Bretagne eurent donné, le 13 avril, leur garantie à la Roumanie, la Russie formula le désir de s'associer à la protection de cet État (1). Halifax, alléguant les réticences de la Roumanie et aussi de la Pologne d'entrer en contact avec l'U. R. S. S., proposa des garanties soviétiques unilatérales pour ces deux pays. Le *Foreign Secretary* promit de s'employer auprès de Varsovie et de Bucarest pour qu'une telle garantie russe ne fût pas refusée. Litvinoff accueillit cette idée froi-

(1) Voir p. 54.

dement. Il laissa entendre qu'il n'était pas disposé à donner une garantie sans savoir exactement jusqu'où l'Angleterre était prête à aller et ce qu'elle attendait de la Russie. Il soupçonna aussi la Pologne et la Roumanie de négocier secrètement avec l'Allemagne (c'était le moment où Gafenco se rendit à Berlin). Il fit également savoir à Paris qu'une certaine réciprocité des accords conclus était essentielle pour que la Russie donnât des garanties à ces deux États. Sur cette base, il fit le 17 avril les propositions suivantes :

1° L'Angleterre, la France et l'U. R. S. S. concluraient un pacte d'assistance mutuelle pour cinq ou dix ans. Il entrerait en vigueur automatiquement, si l'une des trois puissances était attaquée.

2° Les trois puissances assisteraient tout État frontalier de la Russie, de la mer Baltique jusqu'à la mer Noire, en cas d'agression. Des négociations spéciales à cet effet seraient entamées avec la Turquie.

3° Les trois puissances engageraient des entretiens d'État-Major pour rendre les garanties sus-mentionnées effectives.

4° L'Angleterre n'assisterait la Pologne que dans le cas d'une attaque allemande.

5° L'alliance polono-roumaine ou deviendrait effective quand une attaque quelconque, d'où qu'elle vienne, aurait lieu, ou serait annulée. Les trois puissances s'engageraient à ne pas conclure de paix séparée, une fois entrées en guerre.

Halifax accueillit ces propositions avec une grande réserve. Il demanda immédiatement à la France de ne pas leur donner suite, avant de s'être consultée avec Londres. En effet, les dirigeants français adoptèrent une attitude plus positive. Certes, ils ne voulurent pas accepter le projet soviétique tel quel ; notamment, il leur semble difficile de garantir l'intégrité de tous les États frontaliers de la Russie. De même, le point 4 concernant la Pologne ne leur convint pas. A Varsovie, il avait naturellement soulevé de graves objections. Mais ils soulignèrent qu'on ne saurait rejeter le plan soviétique purement et simplement ; il fallait élaborer des contre-propositions, admettant le principe de la réciprocité. Ainsi la France, tout en se montrant disposée à accepter la proposition anglaise de garantie soviétique unilatérale, était déjà allée plus loin. Elle avait suggéré à l'U. R. S. S. un pacte d'assistance mutuelle, si l'une des deux puissances était impliquée dans une guerre en défendant la Pologne ou la Roumanie. Elle désirait que l'Angleterre s'associât à cet engagement. Dans cet esprit, le Quai d'Orsay avança, le 24 avril, un contre-projet aux propositions russes. Ce plan prévoyait notamment un engagement d'assistance réciproque entre les trois puissances. Si la France et l'Angleterre étaient entraînées dans une guerre avec l'Allemagne, en prêtant assistance à un État d'Europe Centrale ou Orientale, l'U. R. S. S. viendrait à son aide. Si, au contraire, la Russie entrait en guerre avec le Reich pour la même raison, les deux puissances occidentales lui donneraient leur concours armé. (Le texte initial fut modifié, car il contenait un léger

illogisme.) Le mémorandum français ne précisait pas quels États d'Europe Centrale et Orientale devraient bénéficier de cette assistance, mais il visa nettement la Pologne et la Roumanie. Déjà auparavant, le Quai d'Orsay avait fait connaître à Londres son avis selon lequel il ne faudrait pas inclure de prime abord les pays baltes et la Finlande. Si toutefois Moscou insistait, l'on pourrait déférer à ce désir en lui demandant de garantir à son tour l'intégrité de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg et de la Suisse.

Le plan français se heurta à de vives résistances à Londres. Le *Foreign Office* le critiqua comme trop vaste et l'assistance comme trop automatique. Déjà, le 21 avril, il avait suggéré à Paris un projet de réponse aux propositions soviétiques, qui excluait l'idée même d'une alliance directe avec l'U. R. S. S. Selon le mémorandum anglais, la position russe était certes logique, mais ne prenait pas en considération le point de vue des pays immédiatement menacés — la Pologne et la Roumanie — qu'il fallait défendre d'abord avant d'assumer des responsabilités plus larges. Vu l'opposition de la Pologne à la pénétration de troupes soviétiques sur son territoire, un traité avec la Russie sur les bases indiquées par elle serait contraire à l'alliance anglo-polonaise. Il fallait donc limiter les engagements entre Londres, Paris et Moscou au cas suivant : si la Pologne, ou la Roumanie (ou éventuellement la Turquie), était attaquée et si les puissances occidentales venaient à son aide, la Russie prêterait également son assistance, si celle-ci était désirée, dans la forme qui serait jugée la plus utile dans les capitales intéressées. Rien de précis ne fut dit sur le cas où la sécurité risquait d'être menacée par l'Allemagne sans que la France et la Grande-Bretagne crussent nécessaire d'entrer en lice. Au contraire, d'après le point de vue du *Foreign Office*, si la Russie voulait donner des garanties aux trois États baltes, ce serait son affaire qui ne concernerait pas Londres et Paris. Dans leurs entretiens avec Gafenco, Chamberlain et Halifax se montrèrent très intéressés à savoir si Hitler (1) (que le ministre roumain venait de voir à Berlin) était toujours aussi antisoviétique qu'auparavant. Ils lui demandèrent aussi ouvertement de se servir de l'hostilité de son pays envers l'U. R. S. S. à Paris (où Gafenco devait se rendre après son séjour à Londres) pour faire revenir la France sur sa volonté de conclure un pacte d'assistance mutuelle tripartite avec la Russie.

Le 25 avril, l'ambassadeur Seeds avertit le *Foreign Office* que la réponse britannique aux propositions soviétiques, telle qu'elle était conçue, ne pouvait que renforcer à Moscou l'impression que l'Angleterre voulait esquiver tout engagement précis. On y doutait même de sa résolution de respecter ses obligations envers la Pologne et la Roumanie. Par contre, à en croire M. Bonnet, l'U. R. S. S. était prête à prendre la formule française comme base de négociations. — Mais tous les avertissements ne furent pas écoutés à Londres. Le 28 avril, Halifax transmit

(1) Voir p. 54.

officiellement son projet à Paris, Varsovie et Bucarest. Le même jour, Hitler dénonça publiquement le traité de non-agression avec la Pologne et l'accord naval de 1935 avec l'Angleterre. Ce ne fut pas une simple manœuvre d'intimidation, comme on eut tendance à le croire pendant un certain moment. L'Allemagne nationale-socialiste se préparait à la guerre. Pour l'empêcher, il n'y avait qu'un seul moyen : la création d'un bloc solide des puissances d'Europe occidentale et orientale, résolu à se dresser contre toute agression. Il faut reconnaître que l'Angleterre fit un pas important en adoptant, au début de mai, le service militaire obligatoire. Mais en même temps elle compromit les chances qui existaient pour arriver à un tel résultat par son refus d'inclure l'U. R. S. S. dans un système de sécurité européenne. La réaction soviétique ne se fit pas attendre, mais un très petit nombre d'observateurs perspicaces comprirent à ce moment-là tout son sens : le champion de la politique de sécurité collective, Maxime Litvinoff, fut remplacé le 3 mai comme Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères par Viatcheslav Molotov.

Il ne semble pas que Molotov ait songé dès le début de sa nouvelle activité à rompre avec toute la politique de ses prédécesseurs et à conclure un accord avec l'Allemagne. Mais, moins lié que Litvinoff par son passé, il lui était plus facile d'effectuer cette volte-face. Sa nomination signifia donc qu'à Moscou l'on commençait sérieusement à envisager cette éventualité, après le début décevant des négociations avec Londres. Pour le moment, le gouvernement soviétique décida de poursuivre ses pourparlers, tout en prenant contact aussi avec Berlin. Grâce aux efforts de la France, un accord politique anglo-franco-russe, donnant satisfaction à l'U. R. S. S., fut en effet obtenu. Mais, lors des négociations militaires, le refus de la Pologne d'accorder le droit de passage aux troupes soviétiques provoqua l'échec final. L'attitude polonaise fut approuvée à Londres ; dans ces circonstances, Molotov décida d'accepter l'offre de Hitler de signer le traité russo-allemand de non-agression.

Deux explications différentes sont souvent données au revirement de l'U. R. S. S. Faute de sources, nous ne trancherons pas ici la question de savoir laquelle est la juste. Les uns croient que les chefs soviétiques désiraient déclencher un conflit entre les puissances capitalistes pour que le communisme triomphât finalement dans l'effondrement général qui en résulterait. D'autres pensent que les dirigeants russes, arrivés à la conclusion que la guerre était devenue inévitable, voulaient tirer leur épingle du jeu. Ils n'ignoraient pas le désir de certaines personnalités britanniques de voir l'Allemagne et la Russie s'entre-déchirer et entendaient donc dériver l'expansionisme allemand vers l'Ouest. Quoi qu'il en soit, le pacte germano-soviétique fut le prélude de la Deuxième Guerre Mondiale. A supposer que la seconde hypothèse corresponde à la vérité, il est probable que le calcul russe contint une lourde erreur. Certes, la Grande-Bretagne était toujours réticente en ce qui concernait la coopération avec l'U. R. S. S. Mais la France était parvenue, après des

efforts multiples, à faire approuver l'accord politique tripartite par le gouvernement de Londres. Elle aurait peut-être aussi réussi à le convaincre qu'il fallait mettre la Pologne au pied du mur dans la question du droit de passage à donner aux troupes soviétiques. Il nous semble qu'à Moscou l'on ne se rendait pas suffisamment compte de ces tentatives et qu'on jugeait la France trop unilatéralement selon sa conduite lors de l'accord de Munich. On ne saurait donc dire que l'U. R. S. S. n'avait, en août 1939, pas d'autre choix que de s'entendre avec le Reich.

Mais, quelles que soient les responsabilités de la Russie, elles ne diminuent en rien celles de l'Angleterre, ni celles de la Pologne. Pendant de nombreux mois, les dirigeants britanniques avaient fait la sourde oreille aux avertissements qu'ils recevaient de divers côtés, disant que leur attitude envers l'U. R. S. S. rendrait impossible la conclusion d'un traité d'assistance réciproque. Ils avaient, notamment, rejeté plusieurs propositions soviétiques sans examen approfondi et freiné les efforts français de parvenir à un accord avec Moscou. Ils avaient accepté l'accord politique entre les trois puissances après tant de difficultés que des doutes étaient permis quant à leur détermination de le respecter intégralement. Leur comportement dans la question de la garantie pour la Tchécoslovaquie avait considérablement affaibli, notamment à Moscou, la confiance dans leurs promesses. Que ce fût par anticommunisme ou par sous-estimation de la force militaire russe (et surestimation de la capacité de l'armée polonaise de résister à une attaque allemande), ils avaient trop atermoyé dans la construction d'un système de sécurité collective qui seul aurait fait reculer Hitler. Ils s'étaient contentés de traités bilatéraux et de garanties qui ne pouvaient avoir la même efficacité. La politique anglaise — et polonaise — fut dans une large mesure à la base du pacte germano-soviétique, qui permit à l'Allemagne nationale-socialiste de déclencher la guerre.

Conclusion

Très souvent, on a présenté Chamberlain comme un homme d'État très naïf, qui croyait qu'après l'incorporation du pays des Sudètes au Reich Hitler tiendrait parole et ne formulerait plus de revendications territoriales en Europe. Le Premier Ministre britannique aurait donc été abasourdi par l'occupation de Prague, qui aurait été pour lui une surprise complète. Revenu de ses illusions, il se serait efforcé de réparer ses erreurs antérieures en construisant un Front Uni de tous les États menacés, dans le but d'empêcher de nouvelles agressions allemandes. Nous ne pouvons nous rallier à cette opinion. Dans cet exposé, nous avons maintes fois signalé les propos des hommes d'État et des diplomates britanniques selon lesquels il fallait laisser à l'Allemagne les mains libres en Europe Centrale et Orientale. Certes, on aurait préféré — ne fût-ce que par souci de ne pas contrarier l'opinion publique anglaise — que le Reich se contentât d'une pénétration économique. Mais de nom-

breux signes indiquent que Chamberlain et ses collaborateurs étaient prêts après Munich à acquiescer à un nouveau coup de force allemand dans cette direction. Souvenons-nous des paroles du Premier Ministre à Pirow, selon lesquelles Hitler pourrait compter sur sa compréhension pour une nouvelle entreprise à l'Est (1). Même si nous écartons le témoignage du ministre sud-africain comme suspect, il reste des faits multiples pour prouver que telle était la tendance qui prévalait à Whitehall à ce moment-là. Ogilvie-Forbes et l'attaché militaire à Berlin écrivirent à plusieurs reprises, dès décembre 1938, qu'il fallait s'attendre au prochain rattachement de territoires non allemands au Reich (2). Ces dépêches ne semblent pas avoir beaucoup ému la plupart des dirigeants britanniques ; au moins, elles ne les amenèrent pas à prendre des mesures de précaution contre une telle éventualité.

La preuve la plus nette de l'état d'esprit qui prévalait à Londres à ce moment-là est la position anglaise dans la question de la garantie à la Tchécoslovaquie, après la cession du pays des Sudètes. Comme nous l'avons signalé, les ministres anglais — contrairement à leurs collègues français qui soulignaient le devoir moral qui incombait aux puissances occidentales — ne voulaient donner la garantie promise que sous une forme dénuée de toute valeur. Pourtant on était averti à Londres du danger d'occupation allemande qui menaçait la Bohême et la Moravie ; l'attaché militaire à Berlin l'avait signalé dès le 26 décembre. Ribbentrop le fit entendre à Ashton-Gwatkin en février, on en prit bien note au *Foreign Office*, comme devait le montrer le mémorandum rédigé par F. K. Roberts le 13 mars. Mais on ne changea pas pour autant de politique. Le 14 mars, Chamberlain crut inutile de mettre l'Allemagne en garde contre les conséquences du coup de force. Au contraire, quand celui-ci eut été effectué, le Premier Ministre était personnellement prêt à l'accepter comme un fait accompli ; sa déclaration du 15 mars aux Communes le prouve (3).

On a parfois voulu justifier la politique de l'Angleterre dans cette question par l'argument qu'elle n'était militairement pas prête pour entrer en lutte contre l'Allemagne en 1939. Mais est-ce que la même remarque ne s'impose pas également pour le mois de septembre, quand l'agression hitlérienne contre la Pologne a finalement poussé la Grande-Bretagne à déclarer la guerre? Pendant ce court intervalle, son réarmement n'aurait pas pu faire de sérieux progrès.

Même si l'on veut expliquer la politique de Chamberlain par une méconnaissance complète des motifs hitlériens, on ne peut oublier que ses conceptions étaient partagées par la majorité de ses collègues et par une grande partie du monde des affaires. Parmi ces personnalités politiques et financières, il y en avait beaucoup qui se distinguaient toujours par un sens aigu des réalités ; d'aucuns connaissaient trop bien l'Allemagne hitlérienne pour nourrir l'illusion qu'elle adopterait une politique

(1) Voir le numéro d'avril de cette publication, p. 34. — (2) Voir *Ibid.*, p. 47. — (3) Voir plus haut, p. 41-44.

pacifique, une fois ses revendications concernant l'Autriche et le pays des Sudètes satisfaites. Il est donc extrêmement improbable que tous ces milieux fussent assez naïfs pour faire aveuglément confiance aux assurances du Fuehrer. Il est pourtant vrai que Chamberlain et ses collaborateurs se trompaient sur un point très important : ils croyaient pouvoir diriger l'expansionisme allemand. Ils pensaient que Hitler reconnaîtrait l'intérêt qu'il aurait à maintenir de bonnes relations avec l'Angleterre et qu'il limiterait ses ambitions de telle sorte qu'il ne heurterait pas les intérêts britanniques. Il aurait donc dû donner des garanties véritables qu'il ne se tournerait pas contre l'Ouest et qu'il respecterait le principe de « l'équilibre des forces ».

Dans les années 30, il y avait deux foyers de danger possible pour l'Angleterre. L'un était l'axe Rome-Berlin, dont le dynamisme inquiétait toute l'Europe et les pays méditerranéens. L'autre était la Russie soviétique, qui ne visait à ce moment-là aucun agrandissement territorial, mais qui, par l'appui qu'elle donnait au mouvement communiste international, notamment dans les pays coloniaux, risquait d'atteindre l'Empire britannique aux points vulnérables. Il est donc permis de penser que certains Anglais auraient vu sans déplaisir l'Allemagne et l'U. R. S. S. s'entre-déchirer. D'autres ne voulaient probablement pas aller aussi loin, mais désiraient que ces deux puissances se trouvassent face à face et qu'elles se limitassent réciproquement dans leur liberté d'action. C'est dans ce sens qu'ils favorisaient l'expansion allemande vers l'Est. Un troisième courant — représenté par Churchill, Eden, Duff Cooper et aussi par certains fonctionnaires du *Foreign Office* — considérait ce calcul comme fallacieux. Ces personnalités prévoyaient que l'impérialisme allemand ne se laisserait pas « endiguer », et qu'à la première occasion venue il lèserait les intérêts britanniques.

Jusqu'à l'occupation de Prague, la tendance de Chamberlain était nettement prépondérante parmi les dirigeants anglais. La politique « munichoise » pouvait se poursuivre sans obstacle majeur. Après le coup de force hitlérien du 15 mars 1939, les partisans de la Résistance réussirent à faire entendre leur voix et à influencer la politique de Whitehall. Ils amenèrent le gouvernement à donner ses garanties à la Pologne et à la Roumanie. Mais les adeptes du rapprochement avec l'Allemagne continuèrent à être actifs et parvinrent à plusieurs reprises à freiner les efforts entrepris en vue d'empêcher toute nouvelle expansion du Reich. Nous avons mentionné l'interprétation restrictive du *Times* de la garantie britannique pour la Pologne et surtout la livraison de l'or tchèque à l'Allemagne par la *Banque des Règlements Internationaux*. Des tentatives semblables eurent lieu aussi après le 28 avril ; ainsi, le sous-secrétaire d'État, Robert Hudson, proposa à un moment donné « d'acheter » à l'Allemagne l'évacuation de la Bohême et de la Moravie moyennant un milliard de livres sterling. Plus important encore est le fait que Sir Neville Henderson, qui restait un protagoniste convaincu de « l'apaisement », ait

continué à exercer les fonctions d'ambassadeur à Berlin ; il n'était jamais question de le remplacer par une autre personnalité qui aurait tenu un langage non équivoque aux dirigeants nationaux-socialistes. Surtout, comme nous l'avons signalé, de nombreux dirigeants britanniques ne montraient aucun empressement d'arriver à un accord avec Moscou pour la conclusion de l'alliance tripartite entre l'Angleterre, la France et l'U. R. S. S. Il est donc permis de penser que l'idée de « maintenir l'équilibre » entre l'Allemagne et la Russie tenait une place dans leurs projets politiques, même après l'occupation de Prague. Toutefois, ce calcul s'avéra définitivement faux lors de la conclusion du pacte russo-allemand du 23 août 1939. Il fournit la preuve absolue que toute la politique du Reich avait pour but de bouleverser l'équilibre européen au détriment de l'Occident. Les dernières illusions se dissipèrent à Londres ; les Anglais, presque sans aucune exception, comprirent qu'une menace grave pesait sur leur pays et leur Empire, et qu'aucun compromis n'était possible avec Hitler. Chamberlain n'était maintenant pas moins résolu à la résistance que ses anciens critiques. Par conséquent, la déclaration de guerre après l'agression allemande contre la Pologne, qui eut lieu neuf jours plus tard, fut l'objet d'une décision unanime et d'une approbation générale dans toute l'Angleterre.

Quant à l'opinion publique anglaise, elle manifestait, face à l'Allemagne nationale-socialiste, deux tendances : l'amour de la paix et la désapprobation du régime totalitaire. Il n'est pas douteux que le premier sentiment était le plus fort. Quel que fût le dégoût que provoquaient chez la plupart des Britanniques les méthodes hitlériennes à l'intérieur du Reich (notamment les persécutions raciales), il ne leur serait jamais venu à l'esprit de faire la guerre pour cela ou même de s'opposer aux efforts du gouvernement pour améliorer les relations avec l'Allemagne dans les domaines politique et économique. Les violations répétées du traité de Versailles et de l'accord de Locarno n'avaient pas ému outre mesure les Anglais, puisque depuis longtemps ils n'approuvaient plus les décisions prises au lendemain de la Première Guerre Mondiale. Ils acquiesçaient dans leur majorité même à l'occupation de l'Autriche et au rattachement — par des moyens de pression et de chantage — du pays des Sudètes, parce qu'il s'agissait ici de territoires habités par des Allemands. En outre, le peuple anglais dans l'ensemble faisait confiance à ses dirigeants. La discipline nationale, librement consentie, et le respect séculaire des classes supérieures, notamment de l'aristocratie, avaient en général comme résultat que les gouvernants avaient les mains assez libres pour la conduite des Affaires étrangères. Il fallut l'occupation de Prague, le pacte germano-soviétique et l'agression contre la Pologne pour qu'ils comprissent qu'aucune promesse de Hitler n'était valable et que tôt ou tard l'Angleterre risquait d'être attaquée elle-même. Une fois arrivée à cette conclusion, l'opinion publique britannique acceptait la guerre dont elle avait rejeté l'idée un an auparavant. — Il faut souligner

que toute la politique britannique était dominée entièrement par le souci de la position internationale de l'Angleterre ; des considérations de politique intérieure n'y entraient en aucune manière.

Les Allemands, dans leur majorité, ne désiraient probablement pas non plus le conflit avec la Grande-Bretagne. Beaucoup d'entre eux considéraient les Anglais comme des « cousins ». Ils avaient aussi gardé un mauvais souvenir de la Première Guerre Mondiale et attribuaient leur défaite dans une large mesure à la puissance maritime britannique et au blocus qu'elle avait exercé. Mais l'opinion publique ne comptait guère sous la dictature hitlérienne. D'ailleurs, nombreux étaient ceux qui suivaient aveuglément le Fuehrer et qui approuvaient ses projets expansionistes. On espérait dans de larges milieux qu'il saurait rendre au Reich sa grandeur sans l'impliquer dans une « guerre fratricide entre des nations germaniques ». Une partie finit par accepter ces arguments, selon lesquels le conflit était devenu inévitable, puisque l'Angleterre ne voulait pas reconnaître à l'Allemagne son « espace vital » sur le continent européen. D'autres, plus perspicaces, manquaient de moyens ou très souvent de courage pour faire prévaloir leur point de vue. Tel était notamment le cas des diplomates, hauts fonctionnaires, généraux et aussi des personnalités du monde industriel et financier. Nous avons mentionné le fait que même Gœring n'arrivait pas à modérer Hitler et à contre-balancer l'influence de Ribbentrop.

Dans cet exposé, nous avons souligné à plusieurs reprises la fureur du dictateur allemand devant les critiques qui s'élevaient outre-Manche contre ses méthodes et contre la politique de Chamberlain. Nous avons parlé de sa détermination de mettre la main sur l'Europe sans y admettre aucune « ingérence » anglaise. En outre, il ne comprenait apparemment pas les motifs qui amenaient les dirigeants britanniques de l'époque à chercher une entente avec lui. Il commit l'erreur de croire que l'acquiescement de l'Angleterre à ses premières initiatives était dû à la faiblesse. Il croyait donc pouvoir la placer devant des faits accomplis, sans qu'elle réagît. Il pensait naïvement que les Britanniques finiraient par s'incliner devant lui et par accepter l'hégémonie absolue du Reich en Europe. Il semble que même la déclaration de guerre ne l'émut pas trop et ne lui ouvrit pas les yeux. Confiant dans la supériorité militaire — toute provisoire — de l'Allemagne, il s'attendait à voir la Grande-Bretagne conclure une paix de compromis avec lui après ses victoires sur le continent européen. Dans sa méconnaissance totale de la psychologie britannique, il ne se rendait pas compte que ses conquêtes inciteraient, au contraire, l'Angleterre à persévérer dans la lutte et à mobiliser les immenses ressources de son vaste Empire, avec l'aide de la puissante Amérique. Cette erreur devait lui être fatale et le conduire à la défaite. Mais, quel que soit le mérite de la Grande-Bretagne à partir de 1940, il ne peut effacer le fait que la politique britannique des années précédentes avait contribué au renforcement du Reich hitlérien. Sans la tolérance de Londres, l'Allemagne nationale-socialiste n'aura jamais pu atteindre sa puissance et précipiter le monde entier dans la catastrophe.

Charles Bloch.

COMPTES RENDUS

ALLEMAGNE

Claude David, *L'Allemagne de Hitler* (Collection « Que sais-je? »), Paris, Presses Universitaires de France, 1954, 124 pages.

Exposer en 124 pages l'histoire de l'Allemagne nationale-socialiste, même réduite à ses aspects intérieurs, est une tâche propre à décourager la plupart des spécialistes des problèmes germaniques. M. Claude David a osé. Et il a réussi, en fin de compte, à nous donner non seulement un excellent abrégé de l'histoire de l'Allemagne entre 1933 et 1945, mais aussi un intelligent exposé de la doctrine et du mouvement hitlériens.

La première partie de l'ouvrage (qui en compte deux) est consacrée à la « conquête du pouvoir ». Elle est peut-être la meilleure. Après avoir évoqué à grands traits les principales phases de l'évolution intérieure de la période weimarienne — M. David insiste avec raison sur le rôle décisif que la crise économique des années 30 a exercé sur l'accession de Hitler au pouvoir — puis rappelé le programme national-socialiste, l'auteur s'efforce de situer la révolution hitlérienne dans l'histoire allemande. Dans le chapitre intitulé : « *Ancêtres et voisins* » (p. 48-67), il brosse un « tableau des origines spirituelles de l'hitlérisme » (p. 60), qui part de Hegel et aboutit à Oswald Spengler et à Moeller van den Bruck. Il y montre comment des penseurs de tendances fort différentes, voire opposées, ont préparé les voies au nationalisme pangermaniste et raciste, à la déification de l'État et au culte de la Force.

C'est l' « *Hitlérisme au pouvoir* » qui constitue la seconde partie de l'ouvrage. M. David y examine successivement la structure de l'État hitlérien, sa politique économique et sociale et, enfin, son attitude à l'égard des opposants. Les réactions de ceux-ci sont présentées avec objectivité dans des pages d'une lecture attachante consacrées à la crise de 1938, à la « naissance des mouvements de résistance (1938-1942) » et au « coup d'État manqué du 20 juillet 1944 » (p. 99-115).

Qu'un ouvrage aussi court, traitant une matière aussi riche et encore mal connue, contienne des formules ou des opinions qui appellent la discussion (1), nul ne s'en étonnera. Il n'en reste pas moins, à sa date, une réussite qui fait honneur à son auteur.

Jean Sigmann,
(Strasbourg.)

(1) Pourquoi sembler opposer, à plusieurs reprises, la ou les provinces à la capitale? (Cf., notamment, p. 15, à propos de la Bavière.) Berlin n'est pas Paris ; la Bavière n'est pas la France.

Est-il exact que, « sous prétexte d'arianisation, le corps des fonctionnaires fut passé au crible » (p. 28)? Et, tout d'abord, s'agit-il des fonctionnaires du Reich, ou

Kurt von Tippelskirch, *Geschichte des zweiten Weltkriegs*, Athenaum Verlag, Bonn, 1951, 731 pages, index, cartes.

A ma connaissance, ce livre est la meilleure histoire de la deuxième guerre mondiale : Kurt Assmann (1) s'est borné à des tableaux, d'ailleurs réussis, Walter Görlitz (2) a négligé l'Asie et le Pacifique dans un exposé copieux et clair ; le général von Tippelskirch présente une vue d'ensemble, qui cherche à dissocier le moins possible les événements contemporains, voire à les grouper. Ouvrage remarquable d'histoire militaire, c'est un travail de spécialiste, dont la valeur apparaît avant même la lecture, dans les 10 cartes hors-texte et les 50 et quelques croquis : un manuel, dans le sens élogieux du terme. Il faut toutefois en dire les limites. Homme du métier, l'auteur a considéré presque exclusivement la machine de guerre qu'est l'armée allemande, russe, japonaise ou américaine. Ce qui, entre parenthèses, explique peut-être l'espèce de sérénité qui se reflète dans l'allusion faite au bombardement de Rotterdam (p. 87). Pourtant l'organisme nourricier des armées souffre et pense, lui aussi : mais l'historien militaire s'intéresse généralement peu au « civil ». A quand donc l'essai d'une histoire complète et vraiment synthétique d'une guerre — de cette guerre ?

Je ne me contredirai pas en ajoutant que, là où par exception le général von Tippelskirch aborde des problèmes qui ne relèvent plus de sa technique, nous sommes tentés de le lui reprocher, car il esquisse alors des raccourcis d'histoire diplomatique ou internationale assez aventureux : ainsi dans ce prélude (p. 1-4) qui tend à répartir d'emblée les responsabilités du conflit entre Hitler et le Kremlin ; ainsi encore dans la page consacrée à Montoire, qui définit la « politique de réconciliation » alors possible : l'Allemagne eût renoncé à toute exigence territoriale, « en dehors d'un règlement raison-

de ceux des États infiniment plus nombreux que les premiers? Il serait aisé de montrer que, dans tel ou tel État, à l'exception de ceux qui tombaient sous le coup des fameuses lois de Nuremberg, pas un fonctionnaire sur cent n'a été épuré.

M. David insiste, à la suite d'autres auteurs, sur la « stabilité de la Social-démocratie et du Centre catholique » (p. 35), à l'époque de Weimar. Le nombre des sièges conquis par ces deux partis de 1919 à 1933 semble appuyer cette assertion. Mais la « stabilité » des deux partis démocratiques apparaît toute relative, si l'on met en rapport le nombre des sièges qu'ils ont obtenus avec celui des sièges de chaque législature. Dans le régime de la représentation proportionnelle intégrale de Weimar — le quotient étant uniforme — les effectifs parlementaires ont varié considérablement en fonction de la participation électorale. Le centre semble maintenir ses positions, alors que le nombre total des députés s'est accru de 485 à 571. En ce qui concerne le parti socialiste, le recul réel est plus net encore ; en 1928 : 153 sièges sur 464 ; en 1932 : 133 sièges sur 608.

A propos de R. Wagner qui « fit le coup de feu à Dresde pendant la révolution de 1848 » (p. 55), sans doute l'auteur a-t-il voulu faire allusion au rôle controversé tenu par R. Wagner dans l'insurrection de mai 1849.

Enfin, l'affirmation selon laquelle, à l'époque hitlérienne, « les membres du parti groupaient les plus convaincus et les plus fanatiques » (p. 71) gagnerait à être nuancée. Si elle était exacte, il faudrait admettre que les petits fonctionnaires qui, dans l'espoir d'être titularisés, sont entrés au parti en 1937 présentaient, aux yeux de Hitler, plus de garanties d'orthodoxie politique que le ministre du Reich von Eltz qui, lui, n'appartint jamais à la *N. S. D. A. P.* Le problème est plus complexe. Nous avons eu l'occasion de l'exposer naguère.

(1) *Deutsche Schicksalsjahre*, Wiesbaden, 1950 ; compte rendu dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 4 (octobre 1951), p. 86-90.

(2) *Der zweite Weltkrieg*, 2 vol., Stuttgart, 1951-1952 ; compte rendu *ibid.*, n° 8 (octobre 1952), p. 57-60, et n° 14 (avril 1954), p. 56-58.

nable de la question d'Alsace-Lorraine, fondé sur la limite des langues » (p. 135). Et il s'agit de la seule mention du sort fait, pendant la tourmente, aux provinces françaises de l'Est ! Une telle erreur de jugement déconcerte. Elle n'est pas unique, puisque, par ailleurs, l'auteur semble croire que les Français « occupés » ont fréquemment parlé, avec beaucoup de respect, de « M. le soldat allemand » (p. 109) ! Plus grave apparaît la conclusion (p. 690-693), qui, constatant l'incapacité des vainqueurs à construire une paix solide, et même une paix tout court, recherche les causes du « mal » et les trouve dans les années 1917-1919 : les Alliés ont alors fait appel à « l'idéologie », pour mener une politique d'anéantissement de l'adversaire, ils ont faussé le jeu d'un conflit « classique » de puissance, ils ont imposé Versailles, déchaîné la révolution, etc. On se doute que le raisonnement aboutit très vite à condamner les grands démagogues du XX^e siècle, Adolphe Hitler sans doute, mais au moins aussi fortement Franklin Roosevelt...

Il est bien fâcheux de retrouver, au moment de fermer le livre, la politique ou la polémique derrière l'histoire. Dans le corps de l'ouvrage au contraire, les faits sont très sérieusement et très judicieusement exposés : je signalerai entre autres la situation militaire de la France en 1939 (p. 16-17), la décision d'Hitler d'attaquer dès que possible à l'Ouest (notamment p. 34-38), ou celle qui, le 24 mai 1940, suspendit l'avance des blindés sur Dunkerque (la version « technique » s'impose décidément, p. 94-95), la première crise du commandement, en 1941 (p. 228 et suiv.), Pearl Harbor (p. 255), etc. Je signalerai aussi, à simple titre d'exemple, le croquis de la p. 243 qui illustre la contre-offensive russe de l'hiver 1941-42 et situe l'activité des partisans. Je note que l'armée Vlassow fut « un enfant mort-né » (p. 291) (1).

F. L'HUILLIER,
Faculté des Lettres, Dijon.

Alfred KRUCK, *Geschite des Alldeutschen Verbandes*, Franz Steiner Verlag GMBH, Wiesbaden, 1954, 258 pages, index des personnes (2).

L'histoire de la Ligue pangermanique, de M. Kruck, constitue le volume III des Publications de l'*Institut d'Histoire européenne* de Mayence, collection que dirigent MM. Lortz et Göhring. Comme, à l'occasion de deux colloques franco-allemands, nous avons eu l'occasion d'apprécier la hauteur de vues et la pénétrante science historique de M. Göhring — le meilleur connaisseur à l'étranger de la Révolution française — nous nous félicitons de ce que cette collection bénéficie d'une direction aussi éclairée.

Le volume III traite, avec un sens critique toujours en éveil, l'histoire de la Ligue pangermanique depuis ses origines, en 1890, jusqu'à sa dissolution, en 1939. Il suit un plan chronologique en trois parties : de 1890 à 1914, de 1914 à 1918, de 1918 à 1939. Chacune des trois parties comporte des subdivisions articulées selon un plan logique.

La grande nouveauté de l'ouvrage est d'une part d'avoir mis en lumière le rôle décisif joué par le « tandem » Hugenberg-Class, d'autre part, d'avoir montré l'activité de la Ligue entre les deux guerres mondiales. Alors que

(1) Les Français constateront une nouvelle fois que d'autres — du moins leurs anciens adversaires — tendent à sous-estimer leur effort de guerre, ce qui apparaît ici dans la proscription du nom de Leclerc (p. 510, p. 595), dans l'omission du Vercors et dans l'escamotage de l'histoire de la résistance métropolitaine et impériale.

(2) L'index comporte une erreur : Noske n'est pas mort en 1948, mais en 1946, le 30 novembre, à la veille de partir aux États-Unis pour une tournée de conférences.

les précédentes histoires du pangermanisme s'arrêtaient en 1914 ou en 1918 — ce qui faisait croire à la plupart de nos contemporains que la Ligue avait disparu en 1918 — M. Kruck a poussé ses investigations jusqu'en 1939 et recueilli de nombreux témoignages oraux ; aussi la Troisième Partie de son livre est-elle la plus neuve. Par ailleurs, à la différence de la plupart des historiens allemands, en particulier de Werner, auteur aussi d'une histoire de la Ligue pangermanique, il ne minimise pas le rôle de cet organisme. Dans sa préface, il reproche même aux ouvrages de ses prédécesseurs d'avoir « fortement sous-estimé » l'action de la Ligue dans la vie politique allemande. Mais, à la différence de Charles Andler dans ses *Documents sur le Pangermanisme*, M. Kruck laisse de côté les brochures publiées par les comparses du mouvement et fonde son étude sur les écrits des chefs authentiques de la Ligue.

Parmi ceux-ci, le rôle de Hasse qui en fut président de 1893 à 1908 et publia en 1905 un ouvrage fameux : *La politique allemande*, nous était déjà connu. Beaucoup moins connu était le rôle d'Hugenberg (1865-1951) que l'auteur nous montre aux origines mêmes du mouvement et qui devait en rester jusqu'à la fin une sorte d'éminence grise. M. Kruck voit en lui « le véritable père du mouvement pangermanique ». Hugenberg qui sera, à 68 ans, le ministre de l'Économie nationale d'Hitler fut en effet, à 25 ans, l'animateur du groupement qui se constitua le 28 septembre 1890 à Francfort-sur-le-Main pour la défense des intérêts allemands hors d'Europe. C'est de la fusion du groupement de Francfort avec la *Ligue pour la défense des intérêts allemands au delà des mers*, créé en 1886 par Karl Peters, que devait sortir l'organisation qui s'est d'abord appelée la *Ligue allemande générale* avant de prendre l'appellation définitive de *Ligue pangermanique*.

Mais c'est surtout l'action du second président de la Ligue, Heinrich Class (1868-1953) que l'auteur met en pleine lumière. Issu d'une famille de magistrats, Class avait, comme étudiant, suivi les cours de Treitschke dont le nationalisme et l'antisémitisme le marquèrent profondément : « Treitschke fut pour moi le maître qui décida de ma vie », devait-il écrire. Grand admirateur aussi de Bismarck, il ne voulut pas devenir fonctionnaire après la démission du « Chancelier de fer » et embrassa la carrière d'avocat. En 1897, il entrait dans la Ligue ; en 1908 à la mort de Hasse, il en était élu président à l'unanimité. Sa pensée nous est bien connue grâce à trois ouvrages, dont les deux premiers furent publiés sous des pseudonymes. Ce sont, en 1909 une *Histoire allemande*, en 1912, un livre retentissant : *Si j'étais l'empereur*, à partir de 1932, ses *Mémoires* sous le titre : *Contre le courant*. D'autre part, dans les *Feuillets pangermaniques* édités par la Ligue, et dans quelques journaux apparentés, il commentait les événements politiques du jour. Les échecs de Guillaume II au Maroc et le succès socialiste aux élections de 1912 déterminent Class à proposer au sein de l'Empire de profondes réformes de structure dans son livre : *Si j'étais l'empereur*, publié sous le pseudonyme de Daniel Frymam. Ce livre constitue, à notre avis, une sorte d'ancêtre de *Mein Kampf*, ou mieux encore, une variante réactionnaire du livre d'Hitler. Class en effet y dénonce les dangers du suffrage universel et préconise un système électoral censitaire avec adjonction des « capacités » ainsi que la constitution d'une noblesse de « mérite ». L'État doit reposer sur une saine paysannerie selon la formule *Blut and Boden* que reprendra Hitler. Pour résoudre la question sociale, l'espace vital du peuple allemand doit être élargi. Un ordre nouveau sera établi, au besoin par la force et par la guerre. Il comportera l'élimination des socialistes, des Juifs et des « agitateurs anti-allemands ». Il faut rendre à la race allemande, dangereusement menacée, sa pureté et à l'État allemand, sa force.

A lire de pareils propos on comprend que Hansi n'ait pas ménagé, dans ses caricatures le président de la Ligue pangermanique (1).

Sur les buts de guerre des pangermanistes, M. Kruck nous apporte aussi quelques intéressantes précisions. Les annexions territoriales prévues englobaient toute la zone à l'est d'une ligne Saint-Valéry-sur-Somme-Verdun-Montbéliard, ainsi que le port de Toulon et son arrière-pays, avec un « libre passage » de Montbéliard à Toulon. « En raison des expériences amères faites en Alsace-Lorraine, les habitants de ces régions seront transférés dans le reste de la France », écrivait Class.

La défaite et la chute de l'Empire ne mirent pas fin à l'activité de la Ligue. Dès le 16 février 1919, son Comité directeur se réunissait à Bamberg et y rédigeait la *Déclaration de Bamberg* dans laquelle il affirmait son hostilité envers la République de Weimar et préconisait une refonte « nationale » de l'État sur une base monarchique et raciste. Après la signature du traité de Versailles la Ligue mit à son programme la récupération des territoires perdus et l'annexion de l'Autriche, en même temps qu'elle accentuait son antisémitisme.

En février 1923, lors de l'occupation de la Rühr, Class eut une entrevue avec von Seeckt, mais elle n'eut pas de suites, surtout lorsque le général lui déclara six mois plus tard : « En cas de troubles, je ferai tirer aussi bien sur la droite que sur la gauche. » Bien entendu la Ligue se déchaîna contre la politique du « rénégat » Stresemann et, contre lui, Hugenberg, devenu le chef des droites réactionnaires, pactisa avec Hitler aux élections de 1928. De concert, les deux hommes essayèrent d'empêcher le vote, par le Reichstag, du plan Young. On les retrouve côte à côte au Congrès « national » de Harzburg, le 11 octobre 1931 — mais ils ne s'aiment guère. Des dissentiments se font jour entre nazis et pangermanistes, si bien que la Ligue se trouve dans une situation délicate quand, le 30 janvier 1933, Hitler accède au pouvoir. Certes, Hugenberg devient ministre, mais il est bien vite neutralisé. Cependant la Ligue subsiste comme la seule organisation politique qui ne soit pas affiliée au parti nazi. Elle garda une existence végétative jusqu'au mois de mars 1939, date à laquelle elle fut officiellement dissoute sous le prétexte que l'*Anschluss* et l'annexion des Sudètes avaient réalisé les principaux points de son programme.

Dans sa conclusion, l'auteur souligne les liens entre le pangermanisme et le national-socialisme auquel il a préparé la voie avant d'être absorbé par lui.

A. Meyer,
Faculté des Lettres, Aix-en-Provence.

Hitler's Secret Conversations, New York, 1953 ; Adolf Hitler, *Libres propos sur la guerre et la paix*, Paris, 2 vol., 1952 et 1954.

Après les *Hitlers Tischgespräche* (2) qui, en fait, représentaient une sélection en même temps qu'un classement, voici le texte intégral des *Bormann-Vermerke* : édition américaine et édition française. Entre les deux, qui se réclament de la même source, on observera de minimes divergences : pourquoi l'édition américaine omet-elle, au fragment n° 18, une partie d'un

(1) Voir le numéro spécial consacré à Hansi par la revue *Saisons d'Alsace* éditée à Strasbourg, n° 1, 1952, numéro qui contient aussi des textes relatifs à la deuxième guerre mondiale.

(2) Compte rendu par Guy Sautter dans la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 8, octobre 1952, p. 70-71. Cf. compte rendu de A. Scherer, dans le n° 17 de la même revue (janvier 1955).

développement sur les vertus de la guerre (voir l'édition française, I, p. 29) ? Pourquoi l'édition française a-t-elle cru devoir intervertir l'ordre chronologique pour les fragments nos 32 et 33 (p. 51) ? Je me borne à ces deux indications pour justifier mon regret de ne disposer d'aucune étude critique des sources. Sans doute les éditeurs ont-ils recouru à un préfacier de choix : en Amérique à H. R. Trevor-Roper, mis en vedette par un ouvrage consacré aux derniers jours d'Hitler (1947), en France à Robert d'Harcourt, observateur attentif des choses d'Allemagne. L'un et l'autre se sont peut-être intéressés un peu plus au personnage qu'au texte...

Ils ont en tout cas réussi un étonnant effort d'impartialité. On peut même se demander si Trevor-Roper n'a pas été (p. VII-XXX) jusqu'à idéaliser son personnage, devenu un philosophe de l'histoire, un « continental » qui se pose le grand problème de la domination mondiale, fatalement débattu entre Allemands et Russes, un « Barbare » qui entend que ses Barbares rajeunissent le monde, un politique qui désire ménager l'Occident en déclin, un penseur — sans doute « a terrible simplifier » — qui a lu et médité Frédéric le Grand, Schopenhauer, Nietzsche et Lénine... R. d'Harcourt, lui, estime que « l'homme n'est pas odieux de façon continue » (I, p. XXI) ; il lui reconnaît de la grandeur : « Il n'est pas de grands organisateurs sans imagination. Ce dévoreur de nations et d'espaces est un visionnaire » (I, p. VI).

N'exagérons rien. Ces « propos », mieux ces « monologues » qui ne soutiennent ou n'entretiennent aucune conversation (1) portent plutôt la marque de la médiocrité. N'oublions pas qu'il s'agit non pas de résumés, mais bien de sténographies : dans ces conditions, nous sommes autorisés à rechercher et à inventorier les éléments de culture qui se manifestent. Et en particulier à rouvrir le dossier des lectures d'Hitler (2). Ici, l'intéressé confirme en somme la vulgate : entre avril et septembre 1942, il parcourt certains ouvrages qu'on lui a proposés, et même annotés. Ainsi l'irrespectueux *Juan in Amerika* (d'Eric Linklater, traduit de l'anglais dès 1933 et dépassant en 1942 le 100e mille). Hitler découvre de la même manière le gros travail de Franz Petri, *Germanische Volkserbe in Wallonien und Nord-Frankreich*, qui date de 1937 et dont il n'a vraisemblablement examiné que les nombreuses cartes. Et encore l'*Indien* de Ludwig Alsdorf, publié en 1940 (3). Dans tous les cas, le commentaire ou l'allusion se réduit à une affirmation élémentaire : là, crédulité des Américains, ici, expansion du germanisme dans la future France, ailleurs cruauté de l'indigène asiatique. Quand on reprend en mains ces ouvrages, on s'étonne de l'insignifiance du « propos d'Hitler ». Maigre bilan, par conséquent, auquel ne s'ajoute que tardivement la mention de « toutes les œuvres » de Schopenhauer et de Nietzsche (mais qui n'auraient été lues que pendant la première guerre mondiale). Fidèle à sa méthode de jeunesse, c'est toujours un argument favorable à sa « doctrine » que cherche le solitaire, et pas autre chose.

Ce « visionnaire » entrevoit dans l'avenir une Allemagne économiquement autarcique (d'une autarcie complète, à l'exception, précise-t-il, du café) et politiquement dépourvue de liberté intérieure. L'ordre social et la morale civique prendront leur source dans un système d'enseignement et d'éducation remis aux soldats, car il s'agit de faire un peuple de soldats. Quant à la morale individuelle, elle se trouverait sainement rapprochée de la nature, et éloignée du christianisme, sous correction des nécessités de la communauté nationale. Beaucoup plus qu'un certain amour des humbles,

(1) Pour cette raison, le titre de l'édition américaine est manifestement mal choisi.

(2) Voir sur ce point mon compte rendu du livre de GÖRLITZ et QUINT, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 13, janvier 1954, p. 48.

(3) Indications retrouvées à partir de la publication, mais qui devraient figurer dans une édition critique.

dont on a beaucoup parlé, on découvre chez Hitler une indifférence générale, quasi constante, pour l'être humain et ses possibilités spirituelles : vis-à-vis de ce peuple qui, pour lui, n'est « ni bon ni mauvais », le dictateur n'a qu'une ambition d'éleveur.

En 1942, son racisme cherche à s'ajuster aux possibilités ouvertes à l'Ouest comme à l'Est. Mais ce surhomme hésite et flotte, par insuffisance scientifique, non par respect humain. C'est un point sur lequel on n'a pas assez insisté, me semble-t-il. Du côté de l'Est, le maître de l'Allemagne envisage la germanisation complète des « districts » de Cracovie et de Lublin, qui permettrait le « lent refoulement » des Polonais, — le transfert des Tyroliens du Sud en Crimée, « excellent », — l'esclavage des Russes, dont il faudra combattre l'expansion démographique et détruire les plus belles villes, Kiev comme Leningrad, à moins qu'on ne provoque la fuite des habitants en Sibérie, — l'exploitation systématique des nouvelles terres conquises, solution de tous les problèmes économiques, y compris le fameux problème colonial. Il espère aussi une transformation morale des Allemands vainqueurs, qui acquerront « l'orgueil des grands espaces », comme les Britanniques... Du côté du Sud, Hitler s'assurera le contrôle des Portes de Fer, mais ensuite ? Tenir Belgrade ? Imposer un équilibre instable qui exige la médiation chronique de l'Allemagne ? Créer une nouvelle capitale à Linz ? Rien que des tendances... Du côté de l'Ouest, le rétablissement de la frontière de 1871 va de soi — et il faudra « éliminer encore un quart de million d'Alsaciens francisés » (II, p. 110) —, mais au delà Hitler n'envisagera que plus tard le sort de la Bourgogne, de la France du Nord, de la Wallonie, de la Belgique... Son racisme, étayé par la science de Petri (1), et de quelques autres, devrait lui dicter l'impératif d'une germanisation systématique ; cependant il hésite, craint des échecs, préfère un peuple allemand moins nombreux auquel la doctrine nationale-socialiste apporte, en exclusivité, une force prépondérante : pas question d'une régénération du monde par les Barbares. Et pourtant, la germanisation morale a des chances ici et là, en Hollande comme en Ukraine. Et pourtant, il faudra « reconstituer un noyau de sang nordique partout où la population a besoin d'être régénérée »...

Tel apparaît Hitler à l'apogée de sa puissance. On se demandera si le titre de l'édition française ne donne pas une idée trop flatteuse, et en quelque sorte philosophique, du contenu. On regrettera sans doute, pour l'information historique, le tarissement d'une source semblable à partir de l'automne 1942 (2) : on ne pourra qu'imaginer, dans les revers, les outrances succédant aux hésitations. Indiquons enfin que l'on peut glaner quelques renseignements secondaires. mais non pas absolument négligeables, sur Hindenburg, sur la mission François-Poncet, sur le grand avocat Lutgebrune, comme sur l'Allemand moyen, celui qui ne voulait pas quitter la douce France... Hitler n'était pas sensible à la douceur de vivre, il reconnaissait, par contre, la « saine base paysanne » de la France : condition favorable sans doute, à une entente ultérieure édifiée sur des rapports inégalitaires, est-il besoin de le préciser ?

Fernand L'Huillier.

(1) Dont les conclusions se modéreront plus tard (*Rheinische Vierteljahrsblätter*, Bonn, 1950-1951).

(2) Exactement le 7 septembre 1942. Quelques indications seulement pour 1943 (du 13 au 24 juin) et pour 1944 (du 13 au 23 mars, 17 mai, 29-30 novembre). Rappelons ici l'intéressante publication d'A. Zoller, *Douze ans auprès d'Hitler, confidences d'une secrétaire particulière*, Paris, 1949, qui mérite d'être mise à contribution.

Ernst von Salomon, *Le questionnaire*, traduit de l'allemand (1) par Guido Meister, Paris, 1953, Gallimard, 648 pages, in-8°.

Prenant prétexte des mesures imposées par le Gouvernement militaire américain en Allemagne, Ernst von Salomon a entrepris, de 1945 à 1950, d'écrire sa vie, en suivant l'ordre même du fameux « questionnaire » qu'il avait dû remplir. Ainsi reparut brusquement — grâce au célèbre éditeur Rowohlt — un personnage singulier dont Roger Stéphane venait précisément de parler comme d'un mort (2).

Certes, il ne saurait être question de considérer ce gros livre (648 pages dans l'édition française et 808 dans l'allemande) comme une œuvre historique : von Salomon s'est défini lui-même « un spectateur actif » et l'engrenage de l'action l'a conduit loin, qu'il l'ait voulu (en 1922) ou non (en 1945). Mais la valeur de son témoignage réside dans une sincérité souvent déplaisante, toujours authentique, et peu d'autobiographies apportent autant de lumière sur l'histoire récente d'un pays — en l'espèce sur l'Allemagne de 1918 à 1945. Bien entendu, on réservera quelques chapitres : celui de l'idylle avec une Basquaise, rigoureusement personnel, ou celui de l'occupation américaine, trop proche pour avoir été « décanté », et on ne prendra pas au sérieux les considérations sur l'histoire de la Prusse (p. 47-51) ou sur celle de l'Alsace (p. 59). Il restera néanmoins une mine, ou plus exactement des filons à exploiter.

1° L'analyse de l'état d'esprit des cadets de Prusse, en 1918 (p. 314-315) et plus généralement de « l'esprit prussien » ;

2° L'explication du mouvement nationaliste du commencement des années 20. Celui-ci entendait « libérer l'Allemagne de la domination matérielle et idéologique de l'Ouest », se fractionnait en groupes révolutionnaires mal liés, travaillait souvent avec « une légèreté incroyable », comme en témoigne l'assassinat de Rathenau, qui n'aurait d'ailleurs pas relevé de l'antisémitisme (p. 106-111). Dans cette fermentation nationaliste, si vaste et si confuse, l'*O. C. (l'Organisation Consul)* a tenu une place aussi fameuse que contestée (3). L'auteur paraît en mesure de divulguer le « secret » qu'il ne découvrit lui-même qu'après l'assassinat de Rathenau : ce n'était, dit-il, « ni plus ni moins qu'un secteur de l'*Abwehr* qui se reconstituait » (p. 321-322 et 330-331) ;

3° Derrière la façade du « miracle américain de la prospérité » qui le surprend et l'éblouit un instant à sa sortie de prison, Ernst von Salomon découvre et décrit quelques aspects de l'instabilité et de l'inquiétude allemandes. Ici — à Berlin — la fièvre des cercles de théoriciens et de conspirateurs, Salinger et Hielscher, Zehrer et Topf, Albrecht Haushofer, et bien d'autres (p. 206-216). Là — à Kiel — ces *S. A.* qui défilent. « On ne savait pas au juste ce que ces gens-là voulaient. Mais du moins semblaient-ils vouloir avec fermeté. Cela les distinguait des autres, des partis... Plus de confiance pour les partis ; mais ceux-là prétendaient ne pas être un parti, mais un mouvement, et le mouvement était exactement ce qu'il fallait à un moment où tout commençait à piétiner » (p. 37). Ailleurs — au Schleswig-Holstein — une révolte paysanne, celle des fermiers, dans laquelle l'auteur joua son rôle, d'accord avec Claus Heim, et sur laquelle il apporte de savoureux détails, sans omettre la tactique du parti national-socialiste dans cette affaire (p. 219-236) ;

(1) *Der Fragebogen*, Hamburg, 1951.
(2) *Portrait de l'aventurier*, Paris, 1950.
(3) Cf. Armin Mohler, *Die Konservative Revolution in Deutschland*, Stuttgart, 1950.

4° L'historien trouvera sur la confusion politique et morale de la République autrichienne, sur Vienne, sur l'influence du Pr Othmar Spann, des indications suggestives, partiellement inédites (notamment p. 162-181). Ernst von Salomon écrit fortement que « l'Autriche tout entière ressemblait à une plaie ouverte et [que] des gens que cela ne regardait nullement y mettaient leurs doigts sales ». C'était aussi une porte d'accès à la Tchécoslovaquie : les fils Spann conduisirent l'auteur à la grande réunion qui marqua la naissance du front des Allemands des Sudètes : rencontre avec Konrad Henlein, en 1932...

Signalons enfin, en glanant, quelques passages utilisables relatifs à Schleicher (p. 182-185), à Canaris en 1938 (p. 125), à Roehm (p. 361-362) d'après une source intéressante — le grand avocat Luetgebrune.

F. L'HUILLIER.

Hjalmar SCHACHT, *76 Jahre Meines Lebens*, Kindler und Schiermeyer Verlag — Bade, Worishofen, 1953, in-8°, 689 pages (1).

En 69 chapitres totalisant près de 700 pages, le docteur Schacht s'est donné pour but « d'écrire la vraie histoire de son époque... telle qu'il l'a vécue » (p. 14). Par là, il espère à la fois réhabiliter son œuvre, son honneur et son peuple et trouver les enseignements qui permettront d'empêcher les calamités qui menacent l'avenir du monde. On reconnaît là des thèmes familiers aux auteurs de mémoires : le plaidoyer *pro domo* et l'appel aux leçons du passé. Schacht ne prétend pas ici faire œuvre d'historien (2) : il a déjà écrit sur des problèmes plus précis deux livres d'histoire : *Das Ende der Reparationen* et *Abrechnung mit Hitler*, ainsi qu'un livre d'économie : *Mehr Geld, Mehr Kapital, Mehr Arbeit*. Il se contente, cette fois, de nous livrer les pensées d'un homme arrivé sinon au terme de sa vie, puisque selon lui « la vie commence à soixante-dix ans », mais du moins au terme d'une longue carrière publique.

Le véritable intérêt du livre ne réside pas dans le récit très minutieusement conduit de la vie de l'auteur ; il est plutôt dans la présentation d'un personnage : le représentant de la génération née aux lendemains de la réalisation de l'unité allemande.

Schacht est né le 22 janvier 1877 dans le Schleswig-Holstein ; à son ascendance nordique, il attribue la vigueur toute paysanne de sa famille. Il a vécu la vie normale d'un enfant de la petite bourgeoisie allemande au hasard des emplois que son père trouvait dans la comptabilité. Après le gymnasium, il fréquenta les Universités de Kiel, Berlin, Munich, Paris, où il étudia la médecine, la littérature, la sociologie et le journalisme ; sa thèse, consacrée au *Contenu théorique du mercantilisme anglais*, témoigne d'un intérêt précoce et

(1) Traduction française : *Mémoires d'un Magicien*, Amiot-Dumont, 1954, 2 vol., 274 et 322 p. L'édition française n'a pas reproduit un certain nombre de poèmes de Schacht ; elle a atténué certaines pointes antisémites du texte allemand (p. 215 et 217 ; respectivement t. I, p. 169 et 171 de l'édition française). Elle comporte en supplément des notes de l'éditeur ; certaines sont seulement explicatives, d'autres discutent avec plus ou moins de bonheur des affirmations de l'auteur. Que penser, par exemple, du pieux souhait suivant (t. I, p. 266, note 1 : « Mais s'il avait fait pour Müller ou pour Brüning l'adroite politique financière qu'il fit pour Hitler, l'histoire eût pu être changée ») ? On y trouve également une postface rajoutée sur *La dernière chance de l'Occident*.

(2) Signalons certaines erreurs de détail : la Commune de 1871 appelée soulèvement communiste (p. 102) ; Kühlmann dernier ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne impériale (p. 303) : il fut en réalité remplacé dans l'été 1918 par l'amiral Hintze.

inusité à l'époque pour les problèmes économiques ; de front avec ses études, il tenait la critique d'art et de littérature dans de petits journaux locaux.

Les occasions de s'élever ne manquaient pas au début du xx^{e} siècle pour un jeune homme bien doué : pendant plus de vingt ans, Schacht fit une carrière bancaire qui, de la *Zentralestelle für Vorbereitung von Handelsverträge*, l'amena en 1903 à la *Dresdner Bank*, puis en 1915 à la *National Bank* et en 1921 à la *Danat Bank*. Dans tous ses postes, il s'intéressa particulièrement à la modernisation des branches techniques : « Public Relations », développement des études financières et économiques. C'étaient surtout de merveilleuses occasions pour entrer en relations avec tout ce que l'Allemagne comptait d'hommes politiques, de grands financiers et chefs d'entreprise.

Schacht a quarante-six ans quand, en 1923, sa réputation le fait appeler aux postes vitaux de commissaire aux devises (13 novembre 1923) et de président de la Reichsbank (22 décembre 1923). Les chapitres consacrés à son activité de tous les instants pour la défense de la monnaie sont les plus riches du livre (chapitres 22 à 27, p. 223 à 274). Le récit des négociations menées à Londres du 1er au 3 janvier 1924 avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre est du plus haut intérêt. On y voit quel rôle la Banque d'Angleterre a joué dans l'hiver 1923-1924. Montagu Norman accepta de fournir l'aide nécessaire à la création d'une banque d'escompte destinée à épauler la Rentenbank (Golddiskont-Bank). De plus, après avoir consulté Schacht, il repoussa l'offre des banques françaises conduites par Finaly de participer à une Banque rhéno-westphalienne. Le voyage entrepris par Schacht à la fin du même mois à Paris fut moins fructueux : ni le rapport qu'il fit devant le comité Dawes ni l'entretien précédé de péripéties tragi-comiques avec Poincaré n'eurent de résultats immédiats. Parallèlement à ses missions, Schacht surveillait l'évolution inquiétante du Rentenmark ; pour le défendre contre la spéculation, il dut finalement prendre, le 7 avril 1924, des mesures énergiques limitant la fourniture de crédits par la Reichsbank.

Malheureusement, Schacht est beaucoup plus vague sur la période 1925-1930 et sur la lutte de la *Reichsbank* contre l'endettement de l'Allemagne qu'il a toujours combattu. Selon lui, le gouvernement s'est toujours montré trop faible et a refusé de limiter les emprunts communaux soit par incapacité, soit par faiblesse vis-à-vis de municipalités socialistes.

Le long récit des années 1933-1945 n'apporte guère d'éléments nouveaux, sinon quelques anecdotes vengeresses sur les manies et susceptibilités des chefs nazis (1). Quant à ses démêlés avec les diverses justices, narrés aussi longuement que dans les Mémoires de von Papen, ils n'émeuvent sans doute que le public allemand auquel le récit est destiné. De ce livre trop long se dégage bien la silhouette de son auteur : l'intelligence et la vivacité d'esprit sont sans aucun doute de tout premier ordre ; elles vont de pair avec un orgueil que ses maîtres avaient déjà noté, l'amour de la nature et des longues marches à pied, un sens de l'humour qui éclate dans de nombreuses pages. Rien d'étonnant alors que ce banquier cultive volontiers la muse et qu'il batte tous les records d'abondance par le nombre de poèmes qu'il a insérés dans ses souvenirs. D'autres traits de son caractère sont plus surprenants : la superstition (le rôle des vendredis 13 dans sa vie), le respect des institutions établies (« toute ma vie, j'ai porté un respect exagéré à deux institutions : l'armée et la bureaucra-

(1) L'abondance du matériel déjà publié pour cette période permet de voir que certaines affirmations du livre sont inexactes ou tendancieuses. Par exemple, dans le récit des négociations concernant un emprunt destiné à l'émigration des Juifs en 1938, Schacht note que les négociations échouèrent après son départ de la *Reichsbank* en janvier 1939. Ceci est contredit par les documents publiés dans *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik*, volume V, documents 661, 662, 665 et note 2, p. 780.

tie ») ; le désir de ne pas s'engager à fond (« je préfère garder mon caractère qu'entrer dans l'histoire avec la gloire d'Érostrate »). Aussi n'eut-il guère le goût de la vie politique : il participa d'une manière éphémère à la création du parti démocratique (en novembre 1918) pour se contenter bientôt d'en être un simple membre. Encore le quitta-t-il lorsqu'en 1926 le parti accepta que le principe de la propriété individuelle fût mis en cause dans l'affaire de l'expropriation des Princes.

Car Schacht se présente comme un homme à principes, fidèle toute sa vie à ses conceptions : d'un oncle qui avait tué un Danois durant la guerre de 1850, il avait appris la grande leçon du libéralisme et de la tolérance suivant lesquelles tous les problèmes pouvaient se résoudre sans conflit sanglant ; toutes ses études le confirmèrent dans la croyance à l'absolue nécessité du libéralisme économique.

Mais que faire quand cette croyance entrait en conflit avec l'intérêt national et le souci très vif chez Schacht de la grandeur de son pays? Ce problème fondamental ne semble pas avoir été résolu d'une manière claire par l'auteur : pour sauver les héritiers d'un Konzern endettés vis-à-vis de l'Angleterre, Schacht leur accorde le soutien de la Reichsbank en 1924 : il y allait de l'intérêt du pays. Pour sauver le pays de l'anarchie, il recommande dès 1931 l'entente avec Hitler. En 1933 et encore en 1936, il espérait que « cet homme pouvait être remis sur le droit chemin ». Ces illusions ont coûté cher au monde et à l'auteur de ces mémoires. Son défenseur à Nuremberg le comparait à Sénèque. Mais il serait très surprenant que l'histoire de cette vie tienne dans la littérature ou dans le genre biographique une place analogue à celle des « Lettres à Lucilius ».

Jacques GRUNEWALD.
Londres.

Hubertus Prinz zu LÖWENSTEIN, *Stresemann* (Verlag Heinrich Scheffer, Frankfort-am-Main, 1952), 357 pages.

A propos de Stresemann et avec le sous-titre : *Le destin allemand dans le miroir de sa vie*, l'auteur nous donne un résumé sans aucune originalité de l'histoire allemande depuis l'entrée de Stresemann au Reichstag, en 1906, jusqu'à sa mort en 1929.

Malgré la bonne connaissance qu'il possède de cette époque, le prince de Löwenstein n'a rédigé qu'un livre superficiel bourré d'affirmations sommaires et péremptoires, nourri des traditionnelles récriminations contre les « injustices » du traité de Versailles, de slogans éculés du type : « Poincaré-la-Guerre » et de quelques énormités du genre de celles-ci : « Dès le début du XIX^e^ siècle, la Prusse était devenue le modèle d'un État vraiment juste et démocratique » (p. 232).

Les constantes incursions dans les événements qui se déroulent sous nos yeux nous confirment que l'auteur est un « obsédé » de la Sarre (ses récentes déclarations publiques à ce sujet sont connues des lecteurs de la presse allemande) et un nostalgique de l'*Anschluss*.

L'impression finale, et peut-être non voulue, qui, pour un lecteur français, se dégage de ces 357 pages, c'est que Stresemann a été bien plus un patriote allemand clairvoyant et habile qu'un internationaliste ou même qu'un « Européen » fervent.

Bref, il s'agit là d'un ouvrage pour le grand public allemand, mais qui n'apprend rien de neuf à qui est familiarisé avec l'Allemagne contemporaine.

A. MEYER.

Heinz Guderian, *Souvenirs d'un soldat.* Trad. de l'allemand par François Courtet, avec la collaboration de André Leclerc-Kohler, Paris, Plon (1954).

Nous avons longuement parlé, dans le numéro 4 de cette *Revue*, de l'ouvrage du général Guderian, lorsqu'il fut publié. Voici de ces *Souvenirs* une traduction française excellente, aisée et élégante. Le texte a été respecté par l'éditeur, à part la suppression d'une partie finale, pourtant très intéressante, dans laquelle l'auteur a tracé les portraits de Hitler, de son entourage immédiat, des personnages importants du parti et du grand état-major allemand. Le nombre des annexes a, lui aussi, été réduit des trois quarts. Telles sont les habitudes regrettables de beaucoup d'éditeurs. On devine leurs raisons, mais pourquoi ne pas prévenir loyalement le lecteur qui se référera, s'il le désire, au texte original?

En revanche, les traducteurs ont ajouté des notes et une annexe exposant certains faits suivant d'autres sources qui apportent des compléments d'information, suggèrent des recherches ou permettent des mises au point.

G. Renondeau.

OCCUPATION — COLLABORATION — RÉSISTANCE DÉPORTATION

L. DE JONG, *De Duitse vijfde colonne in de Tweede Wereldoorlog (La cinquième colonne allemande pendant la deuxième guerre mondiale)*, Amsterdam, J. M. Meulenhoff, 1953, 441 pages, in-8°.

Ce livre de M. de Jong, directeur de l'*Institut national de Documentation de guerre* d' Amsterdam, présenté comme thèse à l'Université d'Amsterdam, est divisé en trois parties : *Peur*, *Réalité* et *Arrière-plan et perspectives*. Dans la Première Partie, *Peur*, l'auteur décrit le mythe de la 5e colonne nazie, un mythe qui se propageait presque dans tous les pays. surtout après l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par les troupes allemandes. Personne ne pouvait s'imaginer que Hitler aurait pu remporter tant de faciles victoires sans l'aide d'une armée secrète bien disciplinée, d'adhérents dans les pays envahis. C'est ainsi que naquit le mythe d'une 5e colonne, organisée et contrôlée en Allemagne par les dirigants du *N. S. D. A. P.* De l'Afrique du Sud au Brésil on voyait des partis allemands ou indigènes, qui adoraient leur *Führer* à Berlin et qui semblaient prêts à l'aider effectivement à conquérir le monde.

M. de Jong nous présente une grande variété d'opinions contemporaines, publiées ou prononcées après la défaite de la Pologne, des pays Scandinaves et des nations de l'Ouest. Toutes ces opinions avaient une idée commune : l'armée régulière allemande avait été aidée par des groupes national-socialistes, qui avaient soigneusement et depuis longtemps préparé l'attaque de Hitler. Leur intervention coïncidait avec l'entrée des armées allemandes. Autrement la défaite rapide des États alliés restait inexplicable. La trahison était la meilleure arme des Nazis. Non seulement les chars et les avions avaient procuré la victoire à Hitler, mais surtout l'armée secrète agissante parfois dans des costumes innocents : prêtres, religieuses, fonctionnaires de P. T. T., bonnes, etc. Leurs moyens d'attaque étaient d'ailleurs aussi perfides que leur déguisement. La 5e colonne se servit, selon les rumeurs, de confiseries empoisonnées, de signaux lumineux, d'ordres contrefaits. Le mythe parvint à son comble en 1940, lorsqu'on pensa que le national-socialisme attaquait de Narvik à Montevideo, de Rotterdam à Batavia. Aux États-Unis et en Amérique du Sud des dizaines de publications parurent à cette époque, dans lesquelles fut montré au lecteur stupéfait une image horrible des invasions allemandes en Norvège, Hollande, Belgique et France. Partout des traîtres, partout... « On considérait comme 5e colonne allemande chaque groupe, en dehors de l'Allemagne national-socialiste, qui développait — consciemment et en concert avec les instructions secrètes des autorités allemandes — une activité favorable à l'expansion territoriale de l'Allemagne » (p. 187).

Dans la Deuxième Partie de son livre le Dr de Jong examine avec soin la réalité historique de la 5e colonne. Avec l'auteur nous retournons vers les jours lointains du *Blitzkrieg* allemand : Pologne, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France, Yougoslavie, Grèce et Union Soviétique. L'auteur a même étendu son tour d'horizon aux activités allemandes en Amérique latine et aux États-Unis. Après un examen critique des événements, il parvient à la conclusion que en Pologne et en Yougoslavie, seulement où existaient d'assez grandes minorités allemandes, il y avait eu une 5e colonne militaire. Quant à la Hollande, par exemple, l'auteur n'a pas trouvé trace d'une 5e colonne active opérant à l'intérieur du pays

contre les forces armées néerlandaises, ni à Rotterdam ni à La Haye (comme on racontait pendant et après l'occupation) ni ailleurs. Il est vrai que des groupes nationaux-socialistes en civil et même en uniforme néerlandais se sont emparés le 10 mai 1940 de quelques ponts à la frontière néerlandaise, mais ces groupes traversaient la frontière quelques heures avant l'invasion allemande et ils venaient de l'extérieur, de l'Allemagne. Ces groupes, connus sous le nom de *Sport en Spel* (Sport et Jeu) et dépendants de l'*Abwehr* allemand, étaient recrutés et dirigés par un certain Julius Herdtmann, Allemand de naissance mais devenu Néerlandais par naturalisation. Les membres des groupes *Sport en Spel* étaient des Néerlandais nés en Allemagne ou des national-socialistes néerlandais.

La plupart de ces attaques à la frontière n'eurent pas de succès, mais en quelques cas l'*Abwehr* réussit, par exemple dans la prise du pont de Gennep, d'où un train blindé allemand pénétra en Hollande. L'attaque sur les ponts d'Arnhem (dans un bizarre uniforme néerlandais avec des casques de carton) échoua comme celle de Nimègue. Il n'y a pas de preuve, selon M. de Jong, qu'ailleurs dans le pays on ait tiré sur les troupes néerlandaises ni que des unités allemandes soient descendues vêtues en prêtres ou dans tout autre travestissement. Nulle part on n'a trouvé des preuves de signaux lumineux, de sucreries ou de cigarettes empoisonnées. Il y avait, déjà avant l'invasion allemande, quelques dizaines d'agents de l'*Abwehr* à La Haye pour servir les troupes allemandes comme guides. Leur mission était aussi d'aider le coup de main allemand que Hitler se proposait de faire à La Haye : l'arrestation immédiate de la reine, du président du Conseil de Geer, du ministre de la Défense Dijxhoorn et du commandant en chef des forces armées, le généralissime Winkelman. Les agents de l'*Abwehr* devaient guider les troupes allemandes vers les points stratégiques et vers le centre du Gouvernement. Ce projet ne réussit pas et on ne sait pas ce que les agents en civil sont devenus pendant les jours de guerre.

Il est impossible de présenter dans ce compte rendu tous les faits que M. de Jong a pu puiser dans la lecture des documents. Terminons donc avec sa conclusion. L'auteur est convaincu que Hitler ne s'est pas servi de la 5e colonne militaire pendant la deuxième guerre mondiale, surtout pour des raisons de sécurité. La surprise, donc aussi la nécessité de garder les secrets, était une partie essentielle de la stratégie de Hitler. Cette politique excluait automatiquement l'emploi d'une grande 5e colonne militaire. Par contre, Hitler se servait incessamment d'une 5e colonne *politique* depuis 1933. Après le commencement de la guerre on pensait, non sans raison, que cette 5e colonne politique se transformerait automatiquement en une 5e colonne militaire, prolongement de l'armée régulière allemande. Cette peur était exagérée, mais certainement pas absurde. On se ne trompait pas sur la mentalité des suppôts de Hitler à l'étranger ni sur leur volonté de suivre le *Führer* sur son chemin de conquête.

Dans son Introduction, M. de Jong nous assure que son livre n'a qu'un caractère provisoire. C'est une déclaration modeste à laquelle on ne peut acquiescer. Il faut complimenter M. de Jong du résultat de ses recherches sur la 5e colonne allemande pendant la deuxième guerre mondiale, qui ont éclairci de nombreuses questions obscures. Il va de soi qu'on peut toujours montrer des points sur lesquels on aurait désiré plus de détails ou une interprétation plus circonstanciée. Il est possible, par exemple, que l'auteur ait encore trouvé plus de renseignements sur la politique et les mesures de l'état-major néerlandais à l'égard de la 5e colonne, en faisant des recherches dans les archives militaires. Quelquefois M. de Jong fait mention dans ses notes de communications faites à lui par des historiens militaires, mais peut-être aurait-il mieux étudié les documents eux-mêmes. Je conserve

l'opinion que les archives contiennent encore des données importantes sur les faits et gestes de la 5e colonne (1).

Ce ne sont que quelques points d'interrogation que j'ai voulu placer ici. Il y en a d'autres sans doute, dans une histoire aussi énigmatique que celle de la 5e colonne allemande. De toute façon le Dr de Jong a donné une contribution importante à l'histoire de la deuxième guerre mondiale en général et celle de la 5e colonne en particulier. Nous lui en savons gré.

C. T. DE JONG,
La Haye.

Chanoine L. DETREZ, curé de la cathédrale de Lille, *Quand Lille avait faim*, Lille, S. I. L. I. C., 1945, 412 pages, 145 gravures, 1 plan.

Dans la « Présentation » du livre, l'auteur le définit lui-même ainsi : « Ce n'est ni un journal ni un carnet de route, mais un simple reportage ; ou mieux, pour user d'un néologisme courant dans l'art du cinéma, un documentaire. » — Documentaire bourré de documents de valeur, puisque pris « d'un poste d'observation qui devait être en même temps un poste d'action ».

En effet, dès mai 1940, dans le chaos de la débâcle suivie de l'occupation, c'est le chanoine Détrez qui fut chargé par M. Carles, préfet du Nord, de trouver une solution rapide à l'angoissante question du ravitaillement d'une agglomération de plus de 200.000 habitants, encombrée de nombreux réfugiés. Avec quelques hommes dévoués, il créa, le 24 mai, le *Comité d'action pour la sécurité du ravitaillement*, qui prit un caractère plus officiel en devenant, le 5 juin 1940, le *Comité local de ravitaillement*, organisme municipal.

Mais, contrairement à ce que paraît indiquer son titre, le livre n'étudie pas que les problèmes alimentaires. Après l'évocation du *Spectre de la famine*, il traite de la *Faim de vitalité*, *Faim de solidarité*, *Faim de vérité*, *Faim d'humanité*, *Faim de liberté*. La *Bataille du pain* : tel fut le premier objectif, et il est souvent bien amusant de voir par quels prodiges de diplomatie et d'ingéniosité un futur évêque parvenait à nourrir ses ouailles et à leur fournir non seulement le pain, mais aussi le lait, le sucre, le sel, les pommes de terre, la viande, le poisson même, le bois, le charbon, etc... Car la rareté des produits et la pénurie des moyens de transport n'étaient pas les seuls obstacles à surmonter ; il fallait encore compter avec la rapacité de l'ennemi et la réglementation des Services du ravitaillement général.

La *Faim de solidarité* se manifesta, dès le début, par les nombreuses initiatives prises en faveur des enfants, des vieillards, des réfugiés, des prisonniers, etc... Mais elle atteignit son point culminant à l'époque de la « pluie de fer et de feu » particulièrement meurtrière dans une région à forte densité de population. Le seul bombardement de la nuit du 9 au 10 avril 1944 ne fit-il pas, en quelques minutes et rien qu'à un seul point de la banlieue de Lille, près de 500 morts, détruisant ou endommageant plus de 5.000 maisons.

Dans une population gardant le souvenir et les enseignements d'une occupation remontant à moins d'un quart de siècle, la *Faim de vérité* s'éveilla rapidement, et l'on assista bientôt, après l'étouffement des premières semaines, les vains efforts de la propagande ennemie, à la naissance, comme en 1914-1918, de la presse clandestine. Un exemple parmi bien d'autres : après de laborieux débuts, où le « papier » était tapé au carbone à 50 exemplaires, la

(1) En passant je fais mention d'un livre curieux sur la 5e colonne en Hollande, qui ne se trouve pas dans la bibliographie de M. DE JONG. Mme Liesje VAN SOMEREN raconte dans le livre en question, *Escape from Holland* (Londres, 1940), plusieurs détails sur des activités de la 5e colonne en Hollande, dont elle prétend avoir vu les preuves (signaux lumineux, par exemple). Je ne doute pas, d'ailleurs, que la valeur historique de ces « mémoires » soit très douteuse.

Voix du Nord, qui sous-titrait déjà, en septembre 1940, *Organe de la résistance de la Flandre française*, fut imprimée. Périodiquement décapitée, l'équipe de direction était remplacée et la feuille reparaissait, tirée à 2.000 exemplaires en juillet 1943, à 5.000 en août, à 10.000 en septembre. Lorsque le dernier numéro, le 63, parut en août 1944, interminable était la liste des victimes tombées au service de la « Vérité ».

Faim d'humanité décrit ce que fut la chasse aux réfractaires, dans une région qui en comptait 60.000 en 1942, et où 94 % des hommes convoqués ne répondaient pas. L'auteur étudie ensuite le fonctionnement des *otageries* de Lille, « antichambres de la mort », où l'occupant puisait, selon ses besoins, les victimes des exécutions pour l'exemple ; puis celui de la Gestapo et de ses centres de torture, à la Madeleine et à la prison de Loos, où sévissaient les sinistres Haeboer et Kohls, trop connus dans tout le département. Enfin, le massacre d'Ascq, cet Oradour du Nord.

Le dernier chapitre : *Faim de liberté*, révèle l'activité des « *passeurs d'hommes* » et celle des « *Chevaliers du silence* », obscurs héros de la Résistance. On y rencontre des noms à jamais célèbres dans le Nord : le colonel Christian, le commandant Bayard, les capitaines Michel, Lheureux et François de Guillebon, Marcel Hénaut, bien d'autres, connus seulement sous leur nom de guerre, et les innombrables « sans grades » qui, souvent, payèrent de leur vie leur sens inné du devoir. Car, là encore, le martyrologe est long. Un seul exemple : sur les trente-cinq officiers français assurant la liaison entre Lille et le Service des renseignements de l'Armée, trois seulement survivaient en 1945 ; les trente-deux autres avaient été fusillés ou étaient morts en prison.

L'ouvrage est abondamment illustré de 145 dessins ou photos hors texte, la plupart inédits et toujours de réelle valeur. Il est même étonnant qu'une telle collection ait pu être rassemblée, à une époque où toute prise de vue était interdite. Il est vrai qu'à côté de nombreuses photos de destructions, de suppliciés, de scènes de la vie sous l'occupation figurent des reproductions de documents et toute la collection de caricatures et dessins à la plume qu'un officier allemand, le *Sonderführer* Reich, laissa chez un photographe français en s'enfuyant lors de la libération.

« Cette œuvre, écrit l'auteur, n'entend certes pas se donner pour une histoire de la guerre à Lille, mais y apporter seulement sa modeste contribution. Écrite sur ces lignes de feu et de sang (le livre fut publié le 2 septembre 1945, premier anniversaire de la libération), elle s'est soumise à de nombreux documents qui sont, pour la plupart, sources de première main. Tout est appuyé, étayé. »

Ce livre constitue, en effet, mieux qu'un recueil de documents, un document même, dont la précision et l'exactitude des informations n'ont d'égales que leur valeur et leur abondance.

En maint domaine, il constitue un précieux travail de base et une inestimable source d'information. Il n'est, pour s'en convaincre, que de prendre, avec dix ans de recul, l'étude d'une question déjà traitée pour constater que, bien qu'il se défende d'avoir voulu écrire une « histoire de la guerre à Lille », Mgr Détrez, par son objectivité et son impartialité, a fait œuvre d'historien.

P. Ducroquet.
Correspondant de la *Commission d'histoire de la Déportation* dans le département du Nord.

Henri Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch, *Les idées politiques et sociales de la Résistance* — (Documents clandestins 1940-1944). Préface de Georges Bidault. Avant-propos de Lucien Febvre. Coll. Esprit de la Résistance, P. U. F., 1954, 22 × 14, 410 pages.

Comme l'affirme M. Lucien Febvre, dans l'avant-propos de cet ouvrage, il

est bon, il est nécessaire, que les contemporains, les acteurs d'événements aussi considérables, aussi singuliers, aussi dramatiques que l'Occupation et la Résistance, seuls capables de les sentir et de les comprendre, les racontent et les expliquent. Comment, sans leurs commentaires, les historiens de l'avenir pourraient-ils aborder l'étude d'une période aussi complexe et, à certains égards, aussi étrange? C'est donc un travail de toute première importance que viennent de faire MM. Henri Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch.

Il ne s'agit point, ici, de la *Résistance-action*, celle des maquis et des réseaux, la plus connue, celle qui parle le plus à l'imagination, mais de la *Résistance-doctrine* qui, au delà du présent, préparait l'avenir, qui, réfléchissant aux fautes commises, aux faiblesses du régime qui venait de s'écrouler tragiquement, essayait de construire une organisation nouvelle, mieux élaborée, plus ferme et qui devait permettre à la Patrie de panser ses blessures et de reprendre sa place dans le monde. Quel patriote n'a pas, peu ou prou, durant ces sombres années, refait la constitution? Presque tous les mouvements se sont intéressés aux questions politiques et sociales et ont exposé leurs idées dans des tracts imprimés et distribués clandestinement, tandis qu'à Londres et à Alger le général de Gaulle et les résistants qui l'entouraient pensaient aussi aux réformes nécessaires, les proposaient dans des discours, des livres, des revues, les discutaient dans des comités ou des commissions, élaboraient des projets officiels. A la fin de l'occupation, enfin, le *C. N. R.* adopta un programme qui devait servir de base à la nouvelle constitution. Tous ces textes, discours, projets, articles de journaux, lettres particulières, sont éparpillés, mal connus de nos contemporains, quelquefois complètement ignorés. MM. Michel et Mirkine-Guetzévitch rendent donc un grand service non seulement aux futurs historiens, mais aussi à tous ceux qu'intéresse ce bouillonnement de pensée, un peu confus, mais intense et sincère, qui eut lieu pendant l'occupation, en publiant les plus caractéristiques de ces textes et en les commentant.

L'ouvrage se divise en deux parties. La première comprend une étude de M. Michel sur « la formation de la Pensée de la Résistance » et une autre de M. Mirkine-Guetzévitch qui analyse plus spécialement les théories constitutionnelles. La seconde comprend les textes eux-mêmes.

En des pages brèves, mais denses, M. Michel montre ce qu'impliquait le mot de « résistance » prononcé par le général de Gaulle le 22 juin 1940, puis repris par les journaux clandestins ; que voulaient les Résistants? Comment ont-ils pu exprimer et faire connaître leur pensée? Cette pensée était-elle une? Venus de tous les horizons politiques, les Résistants ne pouvaient concevoir de la même manière la France du lendemain, mais ils étaient tous d'accord sur l'immédiat : chasser l'envahisseur. M. Michel analyse les principaux mouvements de pensée qui se manifestent tant en France que hors de France, leur évolution, leurs fluctuations, car ils furent influencés par les circonstances complexes et mouvantes. On peut, cependant, constater que le courant idéologique de « gauche » (socialistes, syndicalistes, démocrates-chrétiens) fut prépondérant. Le parti communiste n'entra que tardivement dans la Résistance (juin 1941) et n'a pas officiellement publié de programme : c'est seulement à travers les écrits de Pierre Hervé (rapport Chardon) qu'on peut se faire une idée de ce que désirait, à cette époque, le P. C. Il faut noter aussi que l'opinion était unanime pour déclarer nécessaires la « démocratie » et la « révolution » Ces deux mots se retrouvent constamment dans les tracts clandestins et aussi dans les discours du général de Gaulle (par exemple celui du 1er avril 1942). Sans doute, chacun interprétait-il ces mots à sa façon, car, comme le fait remarquer M. Michel, le gouvernement du général de Gaulle, à Londres, était un gouvernement de type absolu.

M. Mirkine-Guetzévitch étudie les projets constitutionnels qui furent nombreux. Tous demandaient une refonte du régime. Presque tous donnaient la préférence à un régime parlementaire « rationalisé » (projets Moch, Philip,

Dumas). Presque seul — et il est intéressant de le signaler — le socialiste Léon Blum, ainsi qu'en témoignent plusieurs textes ou lettres écrits pendant sa captivité, a douté de l'excellence de cette forme de gouvernement. Tous insistaient (ils subissaient la pire des oppressions) sur le retour à la liberté, le respect des droits de l'homme, l'amélioration de la condition humaine : ce sont ces idées qui formeront l'essentiel du programme du *C. N. R.* Unanimement, on réclamait des « hommes nouveaux », l'élimination des traîtres et des incapables, la suppression des méthodes de gouvernement périmées, une atmosphère purifiée, l'union pour la grandeur de la patrie (certains républicains pensèrent même à supprimer les partis). Intransigeance morale, « révolution par le droit », paix universelle garantie par une organisation internationale, rendue elle-même plus solide par la création des « États-Unis d'Europe » — voilà ce à quoi aspiraient les Résistants.

La seconde partie du volume — la plus considérable — est formée de textes, soigneusement choisis et logiquement classés, qui permettent d'apercevoir les principaux aspects de cette « Pensée » de la Résistance. Ils sont très variés, extraits de tracts imprimés ou ronéotypés, de lettres privées (par exemple, plusieurs lettres de Léon Blum au général de Gaulle ou à des amis), de livres, d'articles de revues ou de journaux parus à Londres ou à Alger, de discours du général de Gaulle, de projets constitutionnels élaborés par le *Comité général d'Études* réuni à Londres, par la *Commission de Réforme de l'État*, etc... On retrouvera, en feuilletant cet ouvrage, les noms des mouvements de résistance qui éditaient les principaux tracts (*Combat*, *Libération*, *Résistance*, *Défense de la France*, *Témoignage chrétien*, *Franc-Tireur*, *O. C. M.*, etc...) et les noms de ceux qui en rédigeaient la plus grande partie ou participaient aux travaux constitutionnels : Henri Frenay, Philippe Viannay, Jean Texcier, Christian Pineau, François de Menthon, Robert Salmon, Daniel Mayer, Jules Moch, André Philip, René Cassin... et combien d'autres encore?

Plusieurs de ces hommes ont été — ou sont encore — les chefs des partis politiques qui ont gouverné — qui gouvernent encore — la France depuis dix ans. Et pourtant nos deux historiens constatent que les beaux espoirs des Résistants ont été, en grande partie, déçus, et que maintes fautes souvent reprochées à la Troisième République ont été, de nouveau, commises par la Quatrième. Cet échec est dû, pense M. Michel, au fait que, les Résistants actifs ayant été assez peu nombreux, la masse des indifférents et des attentistes a éprouvé contre la Résistance une sourde rancune d'avoir été sauvée malgré elle, ou, tout au moins, sans elle. Rancune mise à part, il est certain que, le suffrage universel rétabli, jouait la loi du nombre et que, routinière et ignorante du renouveau de la Résistance (rien n'est plus lent que l'évolution de l'opinion publique), la masse des électeurs a voté pour les partis et les hommes « connus », c'est-à-dire pour les hommes d'autrefois et non pour les hommes souhaités par la Résistance, désireux de faire une politique nouvelle. Les Résistants élus, souvent inexpérimentés, noyés dans une majorité médiocre, n'ont pas su, ou pas pu, orienter la Quatrième République dans la bonne direction, celle dont on avait ardemment rêvé sous le joug nazi... Les chefs des Résistants attachaient-ils une grande importance aux idées exprimées par leurs mouvements? Sceptique, M. Michel pense que, pour eux, elles n'étaient que des « slogans rassurants » destinés à « maintenir le moral des troupes ». Mais, pourrait-on répondre à M. Michel, si ces « slogans » étaient nécessaires, c'est qu'ils correspondaient à des aspirations profondes : on peut donc les considérer comme représentant les opinions du plus grand nombre des Résistants. C'est ce que note M. Georges Bidault dans la *Préface* de ce livre et dans son beau discours sur Jean Moulin : « La Résistance fut... le refus du déshonneur... le refus de désespérer devant les malheurs qui accablaient la Patrie... la foi dans la grandeur française et dans la dignité humaine. » « L'esprit de la Résistance (c'est) le consentement de sacrifier tout ce qui était négligeable... aux valeurs

immortelles : la liberté, la patrie, la dignité humaine, (c'est) le désintéressement, la volonté, la pureté, l'intransigeance morale. »

La lecture de ce livre, dont il faut remercier MM. Henri Michel et Mirkine-Guetzévitch, nous permettra de nous pénétrer de nouveau de cet esprit de désintéressement, de pureté, d'union, seul capable de sauver, encore une fois, la France.

Marie GRANET.

Peter CHURCHILL, *Duel of wits*, London, Hodder and Stoughton, 1953, 20 × 14, 319 pages.

Peter Churchill est l'un des agents secrets que le colonel (alors Major) Buckmaster envoya en France durant l'occupation pour préparer des sabotages, organiser des « opérations » maritimes ou aériennes, c'est-à-dire parachuter des hommes, des armes, du matériel, pour aider résistants et maquisards, amener sur le territoire français, ou en faire sortir, agents secrets français ou anglais, aviateurs, officiers, personnalités politiques. Dans son premier livre : *Of their own choice*, Peter Churchill a raconté sa première mission. Dans celui-ci, il nous conte celles qu'il a faites en 1942 et 1943 et qui ont abouti à son arrestation et à l'arrestation de sa collaboratrice, Lise (pseudonyme de celle qui devait devenir sa femme, Odette Churchill, plus tard décorée par le roi Georges VI, et qu'un film a rendu populaire).

La seconde mission de Peter Churchill, dont les papiers portaient le nom de Pierre Chauvet, mais que ses amis connaissaient sous le pseudonyme de Michel, fut une opération maritime (réussie) dans la baie d'Agay, à bord du sous-marin *P4* ou *Unbroken* (1). A son retour en Angleterre, il suivit un sévère entraînement avec les frères Newton — deux acrobates — en vue de faire sauter la station de T. S. F. de Saint-Assise, près de Melun, que les Allemands utilisaient pour envoyer des messages à leurs sous-marins. Malheureusement, pendant ce temps, un patriote français essaya aussi, sans grand succès, de la faire sauter ; les Allemands renforcèrent la surveillance et le sabotage, si soigneusement élaboré par les services du colonel Buckmaster, devint impossible.

Peter Churchill fut alors envoyé dans le midi de la France pour préparer des parachutages, en liaison avec les groupes français de résistance, et, en particulier, avec le groupe *Carte*. Les relations de Michel et de *Carte* ne furent pas excellentes, car le jeune Anglais critiquait la manière peu prudente (à son avis) dont *Carte* avait organisé son réseau. Peter Churchill nous conte, jour par jour, la vie du résistant clandestin, les rendez-vous difficiles, les dangers constants, les liaisons incertaines, les complications inattendues, les attentes interminables, les difficultés qu'il éprouva à trouver des agents non seulement sûrs, mais compétents (la compétence manquait beaucoup plus que la bonne volonté), la nécessité de faire presque tout par soi-même, la recherche de terrains de parachutage et d'atterrissage conformes aux exigences de la *R. A. F.*, etc... Il nous dit aussi le réconfort trouvé dans le dévouement de ses collaborateurs, plusieurs Français, quelques Anglais — dont son radio Arnaud — et plusieurs femmes, dont la courageuse et intelligente Odette, qui, dans la clandestinité, n'est connue que sous le nom de Lisa, et qui inspire à Michel une admiration qui s'accentue de page en page.

Michel dut quitter Cannes, en décembre 1942, pour Arles, puis pour Tournus — où eut lieu un atterrissage dans des conditions très dangereuses et où, seule, l'habileté du pilote (c'était le fameux *Group-Captain* Pickard, héros

(1) Alastair Mars, commandant du *P4*, vient de faire paraître le récit de ses campagnes.

de l'*opération Jéricho*) évita une catastrophe — puis en Dordogne, puis en Haute-Savoie, où il put faire parachuter des armes au maquis des Glières et, enfin, à Compiègne, d'où il s'envola pour l'Angleterre. Bref répit. Un avion — dont le navigateur était le colonel français Livry-Level — le parachuta sur le sommet enneigé du Semnoz. Il y fut accueilli par Lise et ses amis Cottet qui l'emmenèrent dans leur hôtel de Saint-Jorioz. Mais ils avaient été trahis par Louis, dit « le Belge », et, peu d'heures après, un agent de la Gestapo venait les arrêter (15 avril 1943).

Ce livre, écrit de façon vivante (beaucoup de conversations, ce qui allonge le récit, mais permet de faire sentir l'atmosphère dans laquelle vivaient les clandestins), apporte des renseignements utiles sur les rapports entre réseaux anglais et français, sur les difficultés de la lutte — le duel — avec la Gestapo, la tension perpétuelle, les ruses qu'il fallait déployer pour échapper aux policiers allemands. Il nous montre aussi le courage, la bonne humeur, l'humour (qui se manifeste même par les messages par radio !) de « Michel » et de ses camarades.

Marie Granet.

Lord Russell of Liverpool : C. B. E., M., C., *The Scourge of the Swastika. A Short history of nazi war crimes*, London, Cassell and Company L^td^, 1954, 259 pages.

Cette « brève histoire des crimes de guerre nazis », accomplis sous l'emblème de la *Croix-Gammée* — redoutable fléau — est une utile contribution à l'histoire de la guerre. Il s'agit d'un ouvrage de vulgarisation, sérieux et bien documenté, écrit pour faire connaître au public anglais ce qu'a été, en Europe, la domination nationale-socialiste qui a abouti à l'extermination de tant de millions d'hommes. L'auteur a utilisé surtout les faits évoqués au Procès des grands criminels de guerre de Nuremberg, ainsi qu'à divers procès de criminels de moindre envergure qui ont eu lieu en Allemagne depuis la guerre. Malheureusement, Lord Russell (qui a été *Deputy Judge Advocate general* à l'armée britannique du Rhin et conseiller du Commandant-en-chef dans les Procès des criminels de guerre allemands qui eurent lieu dans la zone britannique d'occupation) ne donne aucune bibliographie. Mais son livre est clair, précis, exact.

Après avoir exposé la doctrine nationale-socialiste du *Führer-prinzip* et de la « race », montré l'ambition qu'avaient Hitler et ses adeptes de devenir les maîtres du monde et de faire travailler les « races inférieures », les esclaves, pour le plus grand profit de la « race supérieure », les Allemands le « peuple des Seigneurs », Lord Russell analyse les méthodes et les procédés d'extermination utilisés par les nazis. Il insiste sur le fait que les Allemands n'ont respecté aucune loi internationale, et, en particulier, ont constamment violé les Conventions internationales de la Haye (point qu'avaient longuement étudié les Juges de Nuremberg) : ils ont exécuté les prisonniers de guerre (décret Kugel), les blessés, les évadés, ils les ont torturés, de même qu'ils ont torturé, déporté, exécuté les « résistants » des pays occupés ; ils ont coulé des bateaux marchands, ils ont laissé sans secours les rescapés accrochés à des radeaux ; ils ont massacré les populations civiles des pays occupés (France, Belgique, Bohême, etc. : l'auteur rappelle, en particulier, les atroces scènes d'Oradour, d'Ascq, de Lidice, en Tchécoslovaquie) ; ils ont exécuté des otages ; ils ont brûlé des villages ; ils ont fait marcher des civils devant leurs troupes, durant les combats de Russie ; ils ont contraint les ouvriers des pays occupés (toujours en violation des Conventions de La Haye) à travailler pour l'industrie de guerre allemande ; ils ont déporté leurs ennemis politiques et les ont internés dans ces camps de concentration, véritables *camps de la mort*, et qui paraissent avoir été uniques, jusque-là, dans l'histoire de l'humanité ; ils ont fait le projet d'exter-

miner totalement la population juive. Lord Russell décrit de nombreux camps de concentration et cite quelques-unes des multiples atrocités dont ils ont été le théâtre. Il indique les principaux procédés utilisés par les nazis pour faire disparaître leurs ennemis : travail épuisant, famine, expériences médicales, et aussi chambres et camions à gaz, massacres dans des fossés, anéantissement des ghettos, etc... Il donne les chiffres des victimes : douze millions, dont six millions de Juifs, d'après le Procès de Nuremberg. Par souci d'exactitude, Lord Russell ajoute que certaines estimations récentes sont un peu plus faibles (neuf millions, dont cinq millions de Juifs), ce qui n'enlève rien à l'horreur du crime de « génocide », et il déclare qu'il sera à jamais impossible, faute de listes précises lors des exécutions en masse, de savoir le nombre exact des victimes.

Ce livre, sans vaine rhétorique, grâce à l'exposé sérieux des faits et à l'éloquence des chiffres donnés — grâce aussi à une vingtaine de photographies suggestives et aux dessins d'une déportée — Mme Violette Le Coq — donnera une idée juste des abominables « camps de la mort » au public anglais, qui, n'ayant pas subi le joug direct des nazis, a plus de peine à se représenter la bestiale brutalité des S. S. et de la Gestapo que les peuples de l'Europe qui ont été « occupés » pendant quatre années. — Dans sa conclusion, d'ailleurs, Lord Russell oppose la vie que menaient les déportés à la manière dont étaient traités, en 1945, les criminels de guerre qui attendaient leur jugement ; ils vivaient, au comp de Dachau, dans des chambres claires, propres, bien chauffées, confortables ! Opposition frappante entre la civilisation démocratique, fondée sur la raison et l'humanité, et la civilisation barbare, fondée sur la haine et l'orgueil, que voulaient instaurer Hitler et ses nazis.

Marie GRANET.

Stefan SZENDE, *Den siste Juden Fran Polen*, Stockholm, Bonniers, 1944, in-8°, 320 pages.

Un Israélite polonais de Lwow, qui a réussi à échapper à l'extermination de ses coreligionnaires et, avec de faux papiers d' « aryen », à se faire embaucher par une firme allemande travaillant pour l'Organisation Todt en Norvège, qui de ce pays a réussi le 20 octobre 1943 à gagner la Suède, tel est Adolf Folkman, présenté dans ce livre paru avant la fin de la guerre comme « le dernier Juif venu de Pologne ». Nous n'avons pas ici son témoignage direct, mais un arrangement pour ainsi dire de ce témoignage par un auteur qui est un écrivain de profession. Szende précise lui-même que le récit de Folkman tenait en 90 pages dactylographiées, et le livre a 313 pages. Il est regrettable que ce travail de présentation puisse, sinon faire naître quelque soupçon sur l'authenticité du récit, du moins donner à l'ouvrage un caractère ambigu, à moitié document sur une aventure individuelle, à moitié développement d'ordre général où l'origine des renseignements ajoutés par l'auteur au récit de Folkman n'apparaît pas. Les passages facilement reconnaissables qui encadrent le document de base ne manquent d'ailleurs pas d'intérêt, et font penser au travail d'un journaliste sérieusement informé sur l'arrière-plan historique des questions qu'il traite. Sans prendre toutes ses affirmations au pied de la lettre, on peut considérer que ce livre apporte des éléments qui valent d'être confrontés avec les données plus sûres révélées depuis 1945, notamment par les procès des criminels de guerre. C'est pour fournir les matériaux nécessaires à une telle confrontation qu'on l'analysera, après y avoir réintroduit un ordre chronologique qu'il ne respecte pas : par souci d'effet littéraire, semble-t-il, il s'ouvre sur la fuite réussie de Folkman, pour reprendre ensuite les choses en 1940.

Nous avons d'abord un aperçu de l'histoire de Lwow, dominé par l'étude du conflit de nationalités polono-ukrainien depuis environ un siècle. La popu-

lation juive de la ville, qui s'élevait à la veille de la guerre à 90.000 personnes (sur 350.000), se trouve doublée, à la suite de l'invasion allemande, par l'arrivée de Juifs de Pologne occidentale fuyant devant les armées hitlériennes. Du 20 septembre 1939 à l'agression contre l'U. R. S. S., Lwow fut occupée par les Russes. Cette occupation, l'auteur nous la présente sous un jour plutôt favorable dans l'ensemble : rétablissement de l'activité économique sur le modèle des structures soviétiques, ravitaillement assuré sans contraintes pénibles pour les campagnes voisines, discipline stricte, mais sans violences. Le tableau, à vrai dire, manque un peu de cohérence lorsqu'il est question en même temps de la bonne marche des affaires et d'une inflation très grave. On retiendra surtout que ce régime pour les Juifs était de loin préférable à celui du gouvernement général, et qu'il avait su gagner la classe ouvrière. L'envoi des sans travail en U. R. S. S. au printemps de 1940 n'eut pas, selon l'auteur, les caractères d'une déportation brutale et devait, du reste, sauver un certain nombre de gens des atrocités allemandes. Une forte opposition, cependant, se manifestait dans les milieux ukrainiens, et certains se soulevèrent contre les Russes du 25 au 27 juin 1941 avant l'arrivée des troupes allemandes.

A ce moment, Lwow comptait quelque 160.000 Juifs, en juillet 1943 officiellement plus un seul. Les étapes de cette extermination, que nous suivons en même temps que les tribulations de Folkman et de sa famille, prennent dans un exposé calme et dépouillé un relief saisissant. Première phrase, après dix jours de pogrome exécuté par des bandes ukrainiennes excitées par les Allemands contre les « judéo-bolcheviques », un conseil juif fut institué comme dans les villes du gouvernement général, conseil qui devait administrer une population déjà traitée comme inférieure. La ration alimentaire des Juifs, par exemple, s'élevait à la moitié de celle des Polonais, elle-même la moitié de celle des Allemands. La principale tâche de ce conseil était, en fait, de faire donner satisfaction sur-le-champ à toutes les demandes individuelles et collectives des occupants, depuis les lourdes contributions imposées par les autorités à la collectivité juive, jusqu'à telle pièce d'ameublement, de vêtement, ou tels bijoux exigés par la fantaisie rapace des membres de l'armée allemande. Le 15 août 1941, le port de l'étoile bleue devint obligatoire et, à la fin d'octobre, la population juive dut se rassembler dans un quartier spécial, qui n'avait pas encore les caractères d'un ghetto. Le déménagement donne lieu à de nouveaux pillages et à des meurtres. Folkman, ancien représentant de commerce, avait réussi à se faire employer dans un poste de direction par une entreprise dirigée par un S. S., qui avait le monopole de la récupération du papier. Cela nous vaut une description de ces entreprises extraordinaires, qui ne payaient aucun salaire à leur personnel juif et abritaient souvent sous leur fonction officielle toutes sortes de trafics où le chef allemand trouvait de gros bénéfices personnels, et qui apportaient à beaucoup de Juifs des allégements matériels à leur sort. Car le marché noir seul leur permettait de se procurer des vivres supplémentaires, de l'or ou des dollars, toujours utiles en cas de difficultés spéciales avec un représentant de l'autorité, plus tard même des armes et, enfin, des médicaments ; pendant une épidémie de typhus en effet les Juifs n'avaient pas le droit d'acheter du vaccin.

Tout compte fait, malgré ces misères, malgré les 10.000 victimes du premier pogrome et bien des gens tués dans des circonstances diverses, les Juifs de Lwow, d'après l'auteur, n'imaginaient pas encore au début de 1942 le danger d'extermination systématique qui les guettait. Il affirme que beaucoup croyaient pouvoir toujours se tirer d'affaire en achetant à prix d'or des Allemands ou leurs auxiliaires. Ils restaient donc au début de 1942 environ 130.000, avant les grands massacres, qui auraient été décidés à cause de la défaite allemande devant Moscou. C'est ce tournant de la guerre qui, pour Szende, aurait amené Hitler à concevoir l'extermination de ceux en qui il voyait des ennemis aussi redoutables. A trois reprises, en mars, mai et août

1942, on renouvela les cartes de travail, à chaque fois en plus petit nombre. Le bilan de ces trois « actions » se monte à 90.000 victimes environ, tuées sur place ou au camp de Belzec-Rawa-Ruska. Les malheureux qui ne recevaient pas les nouveaux papiers ayant cours se trouvaient, en effet, immédiatement exposés au massacre, immédiat ou à terme après déportation. La famille de Folkman y perdit deux membres, cependant que son beau-frère et sa belle-sœur, munis de faux papiers, réussissaient à s'enfuir à Radomsko.

Le 8 septembre 1942, les 50.000 Juifs restant, dont 15.000 clandestins, recevaient l'ordre de se concentrer dans un ghetto véritable, enclos, séparé du reste de la ville, et placé sous le commandement d'un sous-officier S. S. En novembre 1942, nouveau pogrome faisant 15.000 victimes ; désormais, même les entreprises privilégiées de récupération n'employaient plus guère de personnel ; les travailleurs juifs devenaient la propriété des S. S., qui les prêtaient aux entreprises. Aucun autre ravitaillement que les rations insignifiantes distribuées par celles-ci ne devait entrer au ghetto. Plus de « conseil juif », mais seulement un « bureau d'enterrement », pour ramasser les corps des assassinés. La milice juive, qui avait été la police aux ordres du conseil, participait maintenant aux liquidations ; ses membres, de moins en moins nombreux, avaient l'illusion qu'ils parviendraient ainsi à sauver leur vie. Dans les derniers mois, au printemps de 1943, les atrocités continuèrent dans l'horreur d'un désespoir que les survivants ne pouvaient plus se dissimuler. La liquidation définitive du ghetto eut lieu dans la nuit du 1er au 2 juin, non sans des efforts de résistance armée, car des hommes décidés avaient accumulés des armes achetées à des soldats hongrois et italiens. La femme de Folkman avait pu s'échapper avec de faux papiers en mai. Lui-même, avec son beau-père, se cachait dans son usine, hors du ghetto. Ils réussirent à se dissimuler six semaines, plus misérables que des bêtes traquées, et à se rendre en juillet à Radomsko, bien que démunis de papiers. De là, toujours dans la même situation, Folkman gagna Varsovie où, grâce à un résistant polonais, il put se faire embaucher pour la Norvège.

Ces voyages effectués sans les papiers indispensables, le fait encore que la qualité de Folkman ait échappé à Berlin à l'attention du médecin passant la visite d'incorporation, ce sont là autant de hasards extraordinaires qu'on aurait du mal à admettre si l'histoire de la guerre, à ce niveau d'une destinée individuelle, ne fournissait maints exemples du même genre, à peine croyables, mais certains. Aussi bien ce côté du livre n'est-il pas le plus important. A travers les tribulations d'un homme, c'est le drame poignant de toute la collectivité qui se déroule inexorablement. Relevons seulement un trait : dans le ghetto, les enfants juifs jouaient à « l'action », les uns tenaient le rôle des S. S., les autres celui des victimes ; un S. S. se mêle à eux pour leur donner des conseils sur la manière de rendre leur jeu plus ressemblant.

L'auteur rapporte au passage des faits qui ne concernent pas seulement les Juifs de Lwow, il évoque le camp de Belzec-Rawa-Ruska, où, après Stalingrad, des Juifs de toutes régions étaient conduits, entassés à plus de 100 par wagon, complètement nus. Au delà même de ces informations lugubres, il pose quelques problèmes qui méritent les réflexions de l'historien. Ainsi dans ce qu'il dit sur l'antisémitisme de la population polonaise, persistant malgré la haine vouée aux Allemands. Sur la situation générale en Pologne, les renseignements sont beaucoup moins importants. On notera cependant l'analyse du jeu des Allemands entre les nationalités ; ils se servaient des Ukrainiens, exploitaient au maximum l'attrait des privilèges accordés aux *Volksdeutschen* pour ranger dans cette catégorie selon des critères fantaisistes des gens qui ignoraient l'allemand ; ils inventèrent même, dans le dessein de désagréger la nationalité polonaise, des groupements ethniques nés de l'imagination de quelques raciologistes patentés, par exemple les *Goraler*, paysans des Car-

pathes, de langue polonaise, chez qui on avait découvert une « composante nordique » pour les employer à des besognes de garde-chiourme.

Regrettons encore que le souci littéraire — ou d'un succès de librairie? — ait conduit l'auteur à amalgamer deux choses bien distinctes. L'ensemble requiert de ce fait des précautions particulières, mais le témoignage, tel quel, vaut d'être pris en considération.

P. Jeannin,
Assistant à la Sorbonne.

Roberto Angeli, ... *Poi l'Italia è risorta*, Pinerolo, Alzani édit., s. d. (1953), pet. in-8° de 216 pages, illustr. et 1 plan du camp de Gusen.

Ce volume est fait d'articles parus en 1952 dans un hebdomadaire catholique de Livourne, *Fides*. L'auteur, curé à Livourne durant la dernière guerre, y prit une part notable à la Résistance.

Les souvenirs de cette activité forment la Première Partie du livre. On lira avec un particulier intérêt les notes qui concernent les relations du *Movimento sociale cristiano* du Dr Gerardo Bruni avec la *Democrazia cristiana* d'Alcide de Gasperi. Don Angeli semble avoir travaillé à la fusion des deux mouvements.

Arrêté en mai 1944, il fut interné d'abord à Florence, puis au camp de Fossoli, enfin déporté à Mauthausen et, vers la fin de 1944, transféré à Dachau. On regrettera qu'il ait attendu sept ans pour écrire ses souvenirs. La précision de ceux-ci se ressent de ce délai, même lorsqu'il s'agit de données aussi simples que la signification des triangles signalétiques portés par les détenus (p. 97) ou la nomenclature et le site des kommandos extérieurs du *K. L. M.* (p. 98-99). Pour le reste, les faits anecdotiques racontés par l'auteur offrent assez peu d'intérêt. A noter, cependant, un épisode jamais encore évoqué jusqu'ici de l'apostolat exercé à Gusen par le P. Jacques de Jésus (Lucien Bunel). L'influence des Polonais au camp de Gusen est bien mise en relief ; elle s'exerça notamment en faveur des prêtres catholiques de toutes nationalités ; c'est à elle que le P. Jacques dut d'être nommé contrôleur à l'usine Steyr. Don Angeli eut, de son côté, l'occasion d'en bénéficier. Mais n'est-ce pas simplifier à l'excès un difficile problème de psychologie collective que de distinguer entre Polonais catholiques et non-catholiques, et de rejeter exclusivement sur les seconds la réputation de « kapos cruels et aussi dépourvus de pitié que les Allemands » ? (p. 123-124).

On eût aimé, d'autre part, connaître l'opinion de Don Angeli sur le regroupement des ecclésiastiques à Dachau, où ils devaient vivre entre eux et disposer d'une chapelle. Cette mesure ne privait-elle pas les internés, surtout les malades et les mourants, de l'aide spirituelle, qui, pour beaucoup, avait un très haut prix ? Quels sentiments étaient ceux du prêtre devant l'éventualité du départ pour Dachau ? Quelles réactions observa-t-il chez ses camarades laïcs qui demeuraient à Gusen ?

Particulièrement regrettable est, enfin, le parti pris de l'auteur qui insère à tout moment dans son récit des considérations inspirées d'événements beaucoup plus récents que ceux qu'il raconte. Cette transposition des préoccupations de l'après-guerre et des vicissitudes de l'actuelle politique italienne dans les souvenirs d'un résistant déporté ôte à ceux-ci le caractère de document valablement utilisable par les historiens de l'Occupation et de la Déportation.

Michel de Bouard,
Faculté des Lettres, Caen.

ITALIE

Gaetano SALVÉMINI, *Prelude to world War II*, London, Victor Gollantz, 1953.

Ses 80 ans ne semblent guère peser sur l'activité érudite du Pr Gaetano Salvémini. L'an passé, il a publié *Mussolini diplomatico, 1922-1932*, dont M. Piero Pieri, professeur de l'université de Turin, a donné un long et intéressant compte rendu dans la *Nuova Rivista storica*, fasc. 1-2 de 1953. En 1953 il publia en anglais, dédié à ses collègues et étudiants de l'Université Harvard, un nouveau et plus gros livre, *Prelude to world War II*. Il a mis au point ce volume, dont le sujet fut traité par lui dans un cours des États-Unis, et pour lequel il avait accumulé une documentation personnelle depuis les débuts de son exil, en 1925. Avec une parfaite honnêteté, Salvémini justifie dans la préface sa position partiale à l'égard de Mussolini : il ne peut rester moralement indifférent à l'égard des hommes qui ont causé la mort, la misère, la ruine spirituelle de millions d'autres hommes. Mais il n'a jamais avancé quoi que ce soit qui ne reposât sur une documentation. Son information est essentiellement constituée par la presse quotidienne, c'est-à-dire par une source indirecte, dont les éléments ont été obscurcis par des courants émotionnels individuels et collectifs multiples. Il est bon d'autre part, dit Salvémini de n'avoir aucune illusion sur Mussolini, qui se révèle comme un improvisateur irresponsable, à demi-criminel, ayant atteint le plus haut degré dans l'art de la propagande et de la mystification. Mais Salvémini fait presque autant de réserves sur la mentalité des conservateurs anglais, responsables en grande partie de l'aventure éthiopienne et des projets de Hitler, immanquablement dirigés contre la Russie soviétique et devant susciter la seconde guerre mondiale.

Il n'est pas question de tenter ici l'analyse de l'ouvrage. Disons qu'il comporte trois parties avec un épilogue : prélude, l'Italie, la malade imaginaire ; vers la guerre italo-éthiopienne ; la guerre italo-éthiopienne ; vers la seconde guerre mondiale, et s'il n'y a pas de bibliographie établie, c'est que les titres des livres employés par Salvémini figurent à leur ordre alphabétique, dans l'index qui termine le volume, liste, à coup sûr non exhaustive, mais où figurent les publications essentielles. L'ironie, avec Salvémini, ne perd en tout cas pas ses droits ; on la distingue dans ses propos méthodologiques, et dans les titres de ses divisions, celles de ses chapitres mêmes, où il se contente plus d'une fois d'indiquer l'entrée en scène d'un protagoniste, ou de deux ou leur sortie : « Entrent Barthou et Dollfuss, ... Sort Barthou, entre Laval. »

Mais l'ironie est une forme de démonstration, elle n'est pas la démonstration, et, sur ce plan, le livre de Salvémini ne manque pas des qualités exigées et attendues.

Salvémini a ces qualités, quand il analyse la psychologie de l'Italie pendant la première guerre mondiale et au moment où celle-ci se termine, avec les désillusions dont elle est affligée et la montée du fascisme, fausse solution des nations prolétariennes. Mais la paix est un tout compliqué dont l'application, avec le problème immédiat des réparations, va soulever des difficultés multiples, et Mussolini ajoute aux préoccupations internationales l'ultimatum brutal à la Grèce, responsable de l'assassinat des militaires

de la commission chargée de fixer la frontière entre ce pays et l'Albanie (27 août 1923) : c'est le début de l'entrée en scène de la diplomatie fasciste, c'est aussi, en dépit de l'évacuation de Corfou, un échec de la *S. D. N.*, l'un de ces échecs qui en marquent l'histoire et préparent de loin sa faillite finale. Dans l'affaire de Tanger (représentation de l'Italie à la commission internationale), dans celle de Fiume, Mussolini ne déploie pas moins de prétentions. Au temps même de Locarno, dans les discours, comme dans les articles des journaux fascistes, les propos les plus belliqueux sont lancés par le maître de l'Italie. Dès lors, on comprend difficilement comment il y a eu entente entre Mussolini et Chamberlain à propos de cette Éthiopie à l'occasion du lac Tana et de l'expansion italienne dans une région qui intéresse au premier chef la Grande-Bretagne. Mais à quoi bon reprendre les éléments de réclamations ou pour le moins de suggestions perpétuellement changeantes, dont la succession peut donner l'illusion d'une activité nationale perpétuellement en éveil ?

C'est avec la France que ces suggestions ne cessent pas de se précipiter, la Tunisie en demeurant tout de même l'objet de but précis, le moins déraisonnable. Mais avec l'Albanie, qui entre dans les préoccupations du Duce, ce sont les prétentions balkaniques qui font leur apparition, avec tout ce qu'elles impliquent de préoccupations yougoslaves, de contre-coups dans les pays de la *Petite Entente.*

En août 1931, quand Ramsay Macdonald met sur pied un Gouvernement national, dans l'automne de la même année, quand la Chine est envahie par le Japon, des conditions empirées sont faites à la diplomatie internationale. Ce sera peut-être bientôt l'ouverture de la Conférence du Désarmement, mais le monde, et d'abord l'Europe, sont mal disposés à consolider la paix, à résoudre pacifiquement les difficultés. Salvémini sait ingénieusement retracer les fluctuations de la politique internationale et les réactions particulières, non pas de l'opinion publique italienne, qui ne compte guère, mais des milieux fascistes et la mentalité mussolinienne elle-même. Parmi les événements que Mussolini put marquer d'une pierre blanche, rentre en janvier 1933, l'arrivée au pouvoir de Hitler, et la poussée des fascismes est suivie dans les pays démocratiques par l'apparition et l'activité de partis « fascitoïdes » ; la lutte est, en partie, menée par eux-mêmes, contre le socialisme ; la brutalité est recommandée sur le plan international comme sur le plan national et individuel, et ainsi se préparent les adhésions aux prochaines violences qui vont se succéder pendant sept ans en cadence ininterrompue. La plus collective de ces premières violences sera cette guerre d'Éthiopie, au fond voulue par le palais de Venise comme le moyen de compenser les amertumes accumulées depuis 1914, de satisfaire cette course au succès facile et immédiat. Salvémini souligne que la guerre d'Éthiopie n'a pas été voulue par le peuple italien ; c'est Mussolini qui y a engagé l'Italie et les textes accumulés par l'historien sont péremptoires ; mais, dès lors, au milieu des responsabilités mineures, la responsabilité de Mussolini et celle de Hitler se rangent en première ligne en ce qui touche la seconde guerre mondiale qui, par la voie de la guerre civile d'Espagne, la suppression de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie, de Dantzig, va arriver à éliminer la Pologne et installer l'horreur sur le globe.

Démonstration répétée, mais sur un ton d'une admirable jeunesse, où les exigences de l'histoire ne sont pas contrariées par les leçons de la morale toujours éveillée.

Georges Bourgin.

Luigi Salvatorelli et Giovanni Mira, *Storia del fascismo : L'Italia dal 1919 al 1945*, Roma, Edizioni di Novissima, 1953, in-4°, 1039 pages, illustré.

Quatorze chapitres couvrent l'ensemble de faits réunis dans ce livre énorme consacré au fascisme, et cependant, dans une note terminale, les auteurs indiquent qu'ils n'ont voulu qu'établir, en écrivant cet ouvrage, une base suffisante pour des recherches ultérieures. Il va de soi qu'ils n'auraient pu suffire à leur tâche, si l'on n'oublie pas que les uns et les autres jouent dans le journalisme et dans l'enseignement un rôle qu'on se plaît à reconnaître. Ils ont pu compter sur des collaborateurs multiples et précieux : M. W. Cesarini-Sforza leur a fourni des données sur la politique intérieure et économique du fascisme, le général C. Caleffi sur la guerre d'Éthiopie et la seconde guerre mondiale, M. Mario Toscano sur la diplomatie italienne pendant la période, MM. Casetti, Gatta, La Rocca, Talamo ont recherché le matériel documentaire dont le besoin pouvait se faire sentir, et ajoutons que la table des noms propres, si importante pour un volume de cette taille, est due à M. La Rocca.

Cette collaboration active et éclairée a permis aux deux auteurs responsables de mettre sur pied un ouvrage dont la documentation est enrichie par une quantité considérable d'illustrations — au moins une par page — qui, sur les personnages, les scènes typiques, les événements nationaux et internationaux, nous apportent une information iconographique peut-être parfois médiocre du point de vue esthétique par suite de la méthode de reproduction employée, mais toujours intéressante sur le plan de l'interprétation psychologique des individualités marquantes.

Trois chapitres ont été consacrés par MM. Salvatorelli et Mira aux origines du fascisme. Nos auteurs n'ont pas tenté de donner une explication générale scientifique et pour ainsi dire philosophique du fascisme tel qu'il s'est réalisé en Italie, en Allemagne, en Espagne, ou qu'il a été amorcé en France ou même en Angleterre ; ils n'ont pas non plus cherché à reconstituer, au moins *a posteriori*, une théorie du fascisme en tirant parti des données sorelliennes ou lagardelliennes, invoquées plus tard. C'est aux faits qu'ils se sont attachés pour ainsi dire uniquement, et ils ont montré comment le fascisme est la conséquence directe de la première guerre mondiale avec ses destructions et ses frustrations de toute nature, les incertitudes politiques et morales, l'insécurité économique et sociale qu'elles entraînèrent. Dès lors, la personnalité de Mussolini elle-même, si curieuse et dynamique qu'elle puisse être, passe au second rang, et l'on ne peut pas dire que ce soit une « figure de proue », pour reprendre l'expression de R. Grousset, mais c'est pour le moins une personnification typique des déceptions et des ambitions liées à la paix de 1918.

Le régime fasciste a duré vingt-trois ans : nos auteurs en ont suivi les transformations relatives à travers les changements de secrétaires généraux du parti fasciste, les liaisons avec la dictature hitlérienne, les répercussions d'une politique extérieure instaurée principalement pour satisfaire à certaines contradictions d'une opinion que ne contentaient pas les innovations intérieures du système mussolinien, et sous la poussée d'abord médiocre et progressivement audacieuse d'une opposition, dont la forme la plus totale, le communisme, est presque tout à fait contemporaine du fascisme lui-même.

Le coup d'État du 25 juillet 1943, perpétré par des forces diverses, mais dont la responsabilité revient à la couronne, devait marquer la fin d'un régime assujetti à l'étranger, battu en Afrique, en Grèce en Russie,

incapable de résoudre les difficultés économiques multipliées par la guerre. La *République sociale italienne* érigée par Mussolini après sa libération, réalisée par l'aviateur allemand Otto Skorzeni, ne fut qu'un épisode d'une tragédie dont le tableau final fut joué à Dongo, dans le sang des hiérarques, du Duce et de sa maîtresse Clara Petacci.

Nos auteurs ont su, pour expliquer la fin du fascisme — les circonstances de sa fin, devons-nous dire — employer tout ce que l'histoire militaire des Armées alliées (et ils n'oublient pas pour une nouvelle édition jusqu'à *l'armée privée* de Wladimir Peniakoff), tout ce que l'histoire de la Résistance elle-même a mis en œuvre pour abattre un régime dont l'orgueil frénétique n'a abouti qu'à la ruine matérielle et à l'incertitude politique. Tout est à recommencer, dans l'Italie de 1950, du premier *Risorgimento*, qui avait assuré l'unité presque totale du royaume et les progrès, lents à coup sûr, mais certains de son système politique de fond. Le fascisme a tout remis en cause.

Georges Bourgin.

Aldo Garosci, *Storia dei fuorosciti*, Libri del Tempo, Bari, Laterza, 1953, in-8°, 309 pages, 1.200 lire.

M. Garosci, un des connaisseurs les plus avertis de la vie politique italienne, a élaboré sur les exilés de la période fasciste un livre considérable. L'exil a été une des caractéristiques de l'histoire italienne au cours de son développement séculaire ; et, au dernier congrès de l'histoire du *Risorgimento*, M. Galante-Garrone a présenté un rapport intéressant sur le rôle de l'émigration dans l'évolution des idées politiques de l'Italie. L'Italie du fascisme n'a pas oublié ces temps, et, au lendemain de l'avènement du fascisme, ses adversaires s'engagèrent sur les routes de l'exil pour ne revenir qu'au moment où le fascisme commençait à trembler sur ses bases.

M. Garosci a essayé de caractériser en périodes distinctes les principaux instants de l'histoire de l'exil italien. C'était pour lui le moyen d'éviter l'émiettement et l'individualisation d'une question d'histoire générale, mais où il saute aux yeux que le rôle des personnalités est essentiel. C'est en 1922 que commence le départ des adversaires de Mussolini, soucieux de mettre leur vie à l'abri des violences fascistes. L'idée de donner aux éléments sortis d'Italie une organisation confédérée semble revenir à Alceste de Ambris ; la *L. I. D. U.*, mise sur pied au congrès de Nérac, devait dès lors jouer un rôle important dans la lutte indirecte contre le fascisme. Avec la fondation du *Giustizia e Libertà* par les frères Rosselli, l'émigration devait trouver un moyen d'expression particulièrement actif. Les Rosselli et leurs amis représentent une tendance qui a d'ailleurs une allure mazzinienne. Plus mazziniens encore, les Tarchiani et les Pacciardi qui se groupèrent autour du journal *Giovine Italia*. Mais, au moins, pour le nombre, c'est par la présence des communistes que se caractérise l'émigration italienne ; beaucoup d'entre eux, comme Togliatti, suivront en Russie même un entraînement révolutionnaire approprié ; mais plus grand, il faut le dire bien haut, apparaît Gramsci, qui dépasse les communistes italiens de la hauteur de sa vaste culture, et a été trop tôt la victime des prisons fascistes pour jouer un rôle direct dans l'histoire des idées et de l'action de l'émigration.

M. Garosci nous raconte, comme il se doit, la mort des frères Rosselli assassinés en France par les cagoulards du parti de Mussolini. Il montre comment la guerre d'Espagne a été, plus encore que le séjour au pays des Soviets, une préparation directe à des événements que quelques esprits ont pu entrevoir, à savoir l'écroulement du fascisme ; et l'histoire de l'émi-

gration se mue en résistance et en guerre de libération selon une progression invincible.

Tout ce drame collectif est exposé avec précision et honnêteté par M. Garosci. Sur le rôle de certaines individualités, celle de Salvémini, celle de Trentin, l'essentiel est dit. Nous sommes reconnaissants à M. Garosci de la table alphabétique qu'il a dressée en fin de volume et qui constitue un excellent instrument de travail.

G. Bourgin.

Paolo Robotti, Giovanni Germanetto, *Trent'anni di lotte dei comunisti italiani, 1921-1951*, Rome, Edizioni di cultura Sociale, 1952, in-18, 275 pages. Prix : 450 francs.

C'est à deux communistes chevronnés qu'est dû ce livre ; l'un ancien ouvrier mécanicien, l'autre coiffeur, connus déjà par des publications partisanes et de longs états de service en Russie et en Italie. Le livre est intéressant et bien conçu. Nous lui reprochons toutefois de fournir de nombreuses citations non référencées. Bien entendu, beaucoup de ces citations sont empruntées à des publications de grands chefs du parti communiste italien, Gramsci et Togliatti. Robotti et Germanetto ont judicieusement rapporté la naissance et le développement du *P. C. I.* aux conjonctures de la vie économique et politique de la péninsule. Ainsi trouve-t-on au début de leur exposé une analyse intelligente des erreurs de doctrine et de tactique des forces socialistes de la péninsule. Le mouvement révolutionnaire proprement dit a ses antécédents dans les événements tragiques de la première guerre mondiale comme d'ailleurs le mouvement fasciste : Caporetto est au début du *squadrisme* et du programme maximaliste. C'est devant les inconséquences et les insuffisances du socialisme traditionnel que la solution révolutionnaire est envisagée par certains hommes comme Gramsci, se rebellant contre la tactique classique : les 156 députés du *P. U. I.* se sont révélés incapables de barrer la route au communisme montant, et à Livourne, il y a trente-trois ans, le *P. C.* s'affirme, adoptant l'idéologie léniniste comme seule capable d'intégrer les revendications prolétariennes italiennes.

Pendant trente-trois ans, Robotti et Germanetto suivent la marche du *P. C.* ainsi créé, les persécutions subies du fait du fascisme, ses enrichissements par l'émigration, par la guerre contre le squadrisme, par son opposition à la guerre d'Éthiopie, par la montée grandissante de l'impérialisme ; ils notent la courbe fléchissante de l'ancien socialisme, et nous conduisent à la seconde guerre mondiale. Il est fatal, il est naturel qu'ils adoptent la thèse russe du pacte germano-soviétique, qui résulte, selon eux, des négociations poursuivies d'un pacte britannique avec l'Allemagne, et, en tout cas, assura à l'U. R. S. S. la possibilité de préparer activement ses forces militaires en vue d'un retournement fatal de l'Allemagne hitlérienne.

Ce qu'a été la seconde guerre mondiale pour l'Italie, le rôle de Longo et de ses brigades Garibaldi, puis l'écroulement du fascisme, la participation active du *P. C.* à la guerre de libération sont exposés ensuite, et nos auteurs indiquent comment l'U. R. S. S. fut la première à reconnaître l'Italie libérée, à accueillir leur ambassadeur M. Quaroni, l'actuel ambassadeur d'Italie en France. La directive 16 du *P. C.* traça pour les communistes italiens le programme général de l'insurrection libératrice.

Le *P. C.* a dès lors joué dans l'Italie nouvelle un rôle considérable. On l'a bien vu lors de l'attentat contre Togliatti, du 14 juillet 1948, qui devait être dénoncé comme un crime perpétré par les agents capitalistes. Bien

sûr, dans leurs conceptions historiques et sociologiques, les auteurs restent attachés à des thèses un peu simplistes. Mais ils soulignent avec des chiffres la montée du communisme italien, devenu le parti le plus puissant de la péninsule. Si à Livourne, en 1921, il comptait seulement 58.783 membres, tombés à 20.000 l'année où fut assassiné Matteoti, il a atteint 2.576.487 membres en 1950, où il est flanqué par une *Confédération générale du travail* de 3 millions d'adhérents. On ne peut concevoir une évolution de l'Italie contemporaine sans tenir compte de l'idéologie communiste : dressé contre l'impérialisme américain et les visées œcuméniques du Vatican, revendiquant la démocratisation progressive du pays, une politique nationale indépendante et un relèvement nécessaire du standard de vie, le *P. C.* est une force incontestable dont Robotti et Germanetto ont bien montré le développement.

Georges Bourgin.

G. Vaccarino, *Il movimento operaio a Torino nei primi mesi della crisi italiana* (juillet 1943-mars 1944) (extrait du *Movimento du liberazione in Italia*, septembre 1952, pp. 3-43).

C'est une étude assez complète et fort intéressante retraçant, dans tout son développement, la résistance opposée par le prolétariat turinois à la tyrannie fascisto-nazie. L'auteur, pour présenter avec concision un tableau vivant de cette lutte quotidienne, s'est fortement documenté aux Archives de la Questure (préfecture de police) de Turin. Avec précision, M. G. Vaccarino fait revivre des événements jusqu'ici peu connus : ouvriers de la *Fiat* s'opposant à la mainmise allemande sur ses importantes usines, création, dès le 9 septembre 1943, d'un *Fronte italiano della Resistenza* et d'escouades de *Volontari della Nazione armata*, premières réactions sanglantes des Allemands abattant de paisibles passants devant la gare principale de Turin à la suite d'un coup de sifflet parti de la foule.

A partir d'octobre 1943, le lecteur suit avec intérêt les phases du duel clandestin mettant aux prises Allemands et partisans piémontais. L'auteur montre comment les organisations communistes, au moyen de *comités secrets d'agitation*, embrigadèrent socialistes et catholiques dans un front unique destiné, selon les consignes de Togliatti, à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à instaurer la dictature du prolétariat ; un journal clandestin : *Il grido di Spartaco* servit de lien aux Résistants. Cependant, cette monopolisation de la résistance au profit des cellules communistes amena des dissensions au sein des comités de base où nombre d'adhérents se demandèrent s'il s'agissait d'une lutte de classes ou d'une guerre nationale, équivoque qui devait planer jusqu'aux lendemains de la Libération définitive.

Les passages les mieux venus retracent une suite d'événements sur lesquels la presse nazie de tous les pays occupés observa un rigoureux silence. Le 2 novembre, à Milan, les établissements *Breda* cessèrent le travail ; le 18, leur geste fut imité à Turin par leurs camarades de la *Fiat* et les mouvements d'arrêt du travail, totaux ou larvés, se prolongèrent jusqu'en 1945, en dépit des cruelles représailles des *S. S.* secondés par les phalanges de la République néo-fasciste de Salo (exécutions sommaires et déportations massives en Allemagne). En situant cet imposant mouvement de résistance dans l'histoire sociale de la seconde guerre mondiale, l'auteur se pose une grave question : y eut-il unité d'action entre les Nazis et le grand patronat pour étouffer cette protestation ouvrière « contre la faim et le froid » ? M. G. Vaccarino ne le pense pas et il suppose que les « capitaines » de l'industrie piémontaise firent l'impossible pour résoudre paternellement ces conflits, car ils ne croyaient pas à l'avenir du néo-fascisme mussolinien et

ils envisageaient, dès 1944, de profitables ententes avec les Anglo-Américains. Quant aux cadres de la police, ils jouèrent un double jeu serré, désignant, pour les départs en Allemagne, des ouvriers physiquement tarés et des repris de justice ; de leur côté, les directeurs d'usines portèrent sur les listes de proscription des fascistes notoires, des disparus, et s'en remirent le plus souvent aux chefs des cellules pour la confection des rôles de déportation, ce qui ne justifie guère le slogan « Nazis-fascistes-patrons » répandu à foison par ordre des dirigeants communistes. Les Néofascistes, moins faciles à tromper que les Allemands, mirent sur pied des contre-comités s'attaquant, tout à la fois, aux capitalistes anglo-saxons, aux bolchevistes et... aux monarchistes ; mais devant les succès quotidiens des Alliés, ils n'obtinrent que de forts médiocres résultats.

Quelles que soient les conclusions que l'on tire de la consciencieuse enquête de G. Vaccarino, il est permis de penser que la classe ouvrière turinoise fut un des plus solides noyaux des mouvements de « résistance » en Piémont et que cette attitude lui permit de compter davantage dans la vie politique après l'écroulement définitif des deux dictatures.

C. VIDAL.

Colonel Carlo CAVALLERO, *Il dramma del Mariesciallo Cavallero*, Milan, 1952, 173 pages.

Le fils du maréchal Ugo Cavallero a particulièrement utilisé le *Journal* de son père et quelques sources bibliographiques pour brosser en traits vifs une esquisse de la carrière militaire de cette éminente figure de grand chef de l'armée italienne de la dernière guerre. Il rappelle, au cours des premiers chapitres, les étapes de la vie de son père : directeur du Bureau des Opérations au *G. Q. G.* de Diaz, collaborateur immédiat de Caviglia lors de la bataille de Vittorio Veneto, membre de la délégation militaire transalpine à la conférence de la paix et sous-secrétaire d'État à la guerre au cours des premières années du régime fasciste. En cette qualité, il favorisa la nomination de Badoglio à la tête de l'état-major général (celui-ci avait été quelque peu mis à l'écart de l'armée en qualité d'ambassadeur au Brésil). En 1928, les deux généraux rompirent, leurs conceptions de la nation armée ne pouvant se concilier ; douze ans plus tard, au début de la seconde guerre mondiale, Cavallero commandait en chef les forces de « l'Empire en Abyssinie » où, depuis deux ans, paraît-il, il s'efforçait de déjouer les intrigues des agents secrets britanniques qui, du Kénia, fomentaient des révoltes en Éthiopie. Les historiens du dernier conflit pourront tirer parti de quelques détails inédits permettant d'approfondir des questions encore mal élucidées : décision ferme de Mussolini d'entrer en guerre aux côtés d'Hitler (dès la fin de mars 1940), impression profonde sur les dirigeants italiens de la réaction allemande en Norvège, accord complet du Duce et de Badoglio, quant à la coopération militaire italo-germanique. « Il faut, proclamait ce dernier, apporter quelque chose sur le guéridon de la paix » (p. 69) d'où la malchanceuse déclaration de guerre du 10 juin 1940. A l'euphorie des premières semaines, succédèrent les douloureux mécomptes d'Albanie et d'Afrique. Cavallero, successeur immédiat de Badoglio, présida à la liquidation du prestige italien et de l'Empire fasciste. Au jour le jour, il traite les problèmes de l'infructueuse coopération des forces de l'Axe, rejetant mécomptes et échecs sur son puissant partenaire, qui aurait refusé de faire siennes les suggestions du généralissime italien sur Malte et Bizerte. Si le rôle de Rommel en Afrique est jugé sans ménagements, Kesselring, par contre, est présenté sous un jour plus sympathique pour le lecteur italien.

Disgracié après la perte de Tripoli, Cavallero désormais convaincu de la stérilité de l'alliance allemande, chercha, à l'instar de son collègue Caviglia, à ébaucher un plan de rupture de l'Axe au printemps de 1943 et, pour le faire réussir, il se tourna vers le roi, moins compromis que le Duce, dans la désastreuse collusion Rome-Berlin. Ce plan tomba-t-il aux mains des Allemands ? Cavallero, tour à tour arrêté par le Gouvernement Badoglio et par les services secrets de Kesselring, fut mis en demeure par ce dernier après le 8 septembre 1943, de prendre le commandement des troupes italiennes encore fidèles à Mussolini. Transféré à Frascati, il y mourut mystérieusement et son fils s'avoue incapable de déchiffrer cette douloureuse énigme : suicide ? crime nazi provoqué par la découverte du plan destiné à Victor-Emmanuel ? Avant de partir pour Frascati, Cavallero aurait confié à Caviglia ses sinistres pressentiments (p. 167). Ce dernier a confirmé le fait (*Diario* de Caviglia, p. 447, 13 sept. 1943). Peut-être des sources allemandes nous livreront-elles la clé de cette sanglante énigme.

L'ouvrage du colonel Cavallero est un résumé clair et précis des heures troubles, des vicissitudes de la coopération italo-allemande en Afrique, il pourra fournir des bases de départ pour une étude plus approfondie des rapports de Rommel avec les chefs de l'armée italienne.

C. Vidal.

E. Caviglia, *Diario (1925-1945)*, Rome, 1952, 576 pages.

Le *Journal* du maréchal d'Italie, E. Caviglia, est un copieux recueil d'anecdotes concernant les aspects de la vie italienne, que l'auteur présente avec une note très personnelle. En suivant l'enchaînement des faits de son propre point de vue, il verse quelques pièces au dossier de l'histoire. Retenons ses jugements sur le rôle trop effacé de Victor-Emmanuel III qui après la première guerre mondiale « s'est comporté comme un bureaucrate et n'a pas su guider d'une main sûre le gouvernail de la barque de l'État. Trop constitutionnel quand les temps exigeaient des moyens exceptionnels, il trahit la Constitution quand elle pouvait et devait fonctionner intégralement » (p. 18)... « Il ne fit rien pour sauver la dynastie, se fiant au destin comme un flotteur abandonné sur le courant d'un fleuve » (p. 336). Cependant, Caviglia admet qu'en octobre 1922 le roi ne fut pas en mesure de s'opposer à la marche sur Rome ; le duc d'Aoste, alors d'accord avec les chefs fascistes, était prêt à ceindre la couronne (p. 553). Si la lecture des souvenirs du maréchal Caviglia n'élargit pas beaucoup de points de vue quant à la seconde guerre mondiale, elle renouvelle quelque peu l'histoire de quelques grands faits politiques antérieurs. Glanons au passage quelques confidences du comte Berchtold sur les responsabilités du drame de Sarajevo et ce surprenant aveu de l'ex-ministre des Affaires étrangères de François-Joseph sur les causes immédiates du conflit de 1914 : « Si l'Angleterre avait parlé, tout se serait arrêté » (pp. 35-36). Autre mise au point intéressante sur les origines de la réconciliation du Saint-Siège avec l'Italie. Les bases en auraient été arrêtées entre le président du Conseil, Orlando, et le futur Nonce, Mgr Cerruti, au cours d'une rencontre en 1919 dans un hôtel parisien ; Benoît XV aurait approuvé et encouragé la négociation ; mais, l'année suivante, le ministre Nitti suspendit les pourparlers qui, repris ultérieurement par Pie XI et Mussolini, devaient être consacrés par le traité de Latran.

Caviglia brosse, çà et là, quelques croquis peu laudatifs des célébrités contemporaines. Il décoche des traits mordants à d'Annunzio, à Badoglio, à Diaz, « dont les grandioses funérailles furent supérieures à ses mérites

personnels, qui ne comprit jamais bien pourquoi l'Italie avait vaincu sur le Piave et à Vittorio et qui mourut en l'ignorant ! » (p. 34). Il est non moins dur pour le duc d'Aoste, dont le commandement aurait coûté à la 3e armée italienne sur le Karst plus de milliers d'hommes que s'il avait été exercé par un général responsable. Il attribue les succès de ce prince, auquel il prête les plus hautes ambitions, au modeste et savant général Segré (p. 105).

Vieil officier triplicien, d'une mentalité assez francophobe, Caviglia ne semble pas s'être rallié au fascisme en raison d'une brouille confuse avec les nationalistes au sujet de l'affaire de Fiume-Ronchi. Mis à l'écart par le régime, le maréchal, qui avait peut-être rêvé d'être l'Hindenburg de l'Italie, fait revivre les heures pénibles de 1940 à 1945, ne donnant de sa retraite de Castadino (Ligurie) que des aperçus très fragmentaires sur les événements dont il ne fut que le témoin passif. On notera ses formules contradictoires sur les Allemands qu'il admira après le traité de Versailles et qu'il maudit lorsqu'il comprit vers quels abîmes entraînait l'Italie la vassalité de Mussolini à l'égard d'Hitler et lorsqu'il assista aux impitoyables razzias opérées par les nazis après la défection de 1943. Caviglia ne sortit de sa retraite que le 15 mars 1943, lorsqu'il présenta au roi un mémorandum pour l'engager à se dégager de l'Axe sans trop offusquer le Reich. Il ne fut pas consulté par la Couronne après la chute de Mussolini ; aussi ne donne-t-il que de vagues indications sur la fin troublante de Muti et de Cavallero. Le maréchal, vétéran d'Adoua et de Tripoli, s'éteignit le 22 mars 1945, découragé et peu rassuré sur l'avenir de son pays ; il était âgé de 82 ans.

C. VIDAL.

LA GUERRE DANS LES AIRS ET SUR MER

Général Hébrard, *L'aviation, des origines à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 1954, 375 pages.

Écrire en son temps une aussi vaste histoire en un espace aussi restreint représente un véritable tour de force que rendait difficile le manque de recul.

Le présent ouvrage est un précis, un condensé, un aide-mémoire sur l'aviation en général sans distinction de nationalité depuis ses origines jusqu'à nos jours. Période courte, à peine vieille de cinquante ans, mais riche en événements, pendant laquelle les progrès ont été d'une extrême rapidité, grâce aux sacrifices d'hommes devenus illustres ou restés dans l'ombre. C'est ce que les premières pages du livre expriment avec netteté et précision, en donnant aux curieux les références suffisantes pour satisfaire éventuellement leur curiosité.

Mais l'essentiel de ce travail réside dans le rôle joué par l'aviation dans la deuxième guerre mondiale ; il constitue, d'ailleurs, la moitié du volume.

Très objectif, l'auteur sait faire abstraction des détails pour dégager l'essentiel des opérations aériennes. Les faits, relatés dans un ordre chronologique, sont groupés par théâtre d'opérations rendant ainsi leur recherche plus aisée.

Il débute par un bilan rapide, mais précis, des forces en présence, en mettant l'accent sur le moral des chasseurs français, le sacrifice des bombardiers et l'usure supportée avec courage par les camarades de l'observation et de la reconnaissance, au cours des combats héroïques de 1940.

Le paragraphe VI (page 121) nous donne succinctement les pertes et les exploits de notre armée de l'air et le paragraphe suivant nous montre comment l'aviation britannique a su tenir tête à la *Luftwaffe* dans les premières attaques massives contre l'Angleterre.

Puis nous assistons aux premières actions de l'aviation opérant dans un cadre stratégique en voyant le bombardement prendre la place qui lui revient et qui devait produire ses fruits plus tard par la victoire finale des Alliés.

En un style bref, concis, précis, l'auteur relate en quelques lignes des faits d'importance capitale tel que la destruction des barrages (p. 129), annonçant une nouvelle tactique d'emploi des bombardiers. Puis, c'est l'entrée des Américains dans le conflit européen, et l'on voit naître petit à petit la suprématie aérienne alliée sur l'aviation ennemie. On voit aussi évoluer l'emploi de l'aviation par l'utilisation de planeurs et de parachutistes.

En quelques traits, l'auteur montre comment le renversement des forces aériennes des belligérants en 1944, en donnant la maîtrise de l'air aux Alliés, a permis la réussite des débarquements (p. 144-145), et l'exploitation de ces succès, malgré un sursaut de vigueur de l'Allemagne créé par l'apparition d'avions de chasse à réaction. Le danger de l'aviation allemande était encore très grand au début de l'année 1945.

Un rôle important joué par l'aviation (évacuation, ravitaillement, participation à la bataille) apparaît dans les deux camps sur le front russe (ch. xx, p. 151 et suiv.). La France y figure par son groupe de chasse, devenu régiment *Normandie-Niemen*.

Pour ne rien omettre dans l'histoire de l'armée de l'air française, l'auteur donne en quelques lignes des précisions intéressantes quant aux effectifs des unités de l'armée de l'armistice de 1940 à 1942 (p. 157, renvoi 1).

Puis, il nous montre comment l'aviation française réapparaît progressivement sur tous les fronts, d'abord dans les *Forces aériennes françaises libres*, avec ses groupes de bombardement reconnaissance *Lorraine* et *Bretagne* et de chasse *Alsace* (ch. XXI, p. 157), puis en A. F. N., après la libération de ce territoire, grâce aux Américains, puis en Angleterre par l'incorporation dans le *Bomber Command* des deux groupes français de bombardement lourd *Guyenne* et *Tunisie* (p. 160).

Enfin, pour clore le chapitre de la seconde guerre aérienne en Europe, le palmarès (p. 161 et 162), quoique court, montre avec éloquence l' « ampleur des sacrifices consentis » par le personnel navigant.

La seconde guerre aérienne ne s'est pas livrée seulement en Europe, elle fut mondiale, elle s'est étendue sur toutes les mers et hors d'Europe ; aussi l'auteur lui consacre-t-il une partie importante de son œuvre. Il expose comment le matériel fut convoyé par air au-dessus des océans, procédé audacieux réalisé pour la première fois à une pareille échelle et qui présentait l'avantage d'entraîner les équipages aux longs vols, de renforcer leur cohésion et de mettre le matériel à pied d'œuvre dans un minimum de temps. Les chiffres cités à cet effet dans les pages 171 à 173 sont significatifs.

La guerre aérienne sur mer débute dès septembre 1939 et le général Hébrard nous montre comment la maîtrise de la mer fut assurée par les attaques intensives par avion des navires de guerre et des sous-marins pour la sécurité des convois maritimes de ravitaillement, un moment compromise par la virulence des attaques sous-marines de la flotte allemande.

En Méditerranée, c'est la dure bataille de Malte qui coûte très cher aux Anglais, jusqu'au moment où les Américains débarquent en A. F. N. et dont le succès fut un facteur primordial de la lutte des Anglais contre les armées de Rommel. Puis c'est la guerre de Libye, dont les allées et venues sont brièvement et parfaitement exposées, faisant ressortir toute l'importance de la coopération air-terre (p. 187 et 188).

Le théâtre des opérations aéro-navales dans le Pacifique, aux dimensions colossales, fait l'objet d'un récit particulièrement attrayant et concis, dont le début est marqué par l'attaque de Pearl Harbour par l'aviation et les forces navales japonaises. La disproportion des effectifs aériens des belligérants au profit des Nippons (p. 190) ira en s'amenuisant pour être totalement inversée un an plus tard, grâce aux efforts considérables de fabrication et de ravitaillement des Américains. Une manœuvre bien orchestrée (ch. VIII, p. 196 et suiv.) conduira les U. S. à la victoire, démontrant que l'aviation fut aussi décisive sur mer que sur terre.

Du Pacifique, nous sommes conduits à la guerre aérienne en Extrême-Orient, qui est en quelque sorte l'épilogue de cette deuxième guerre mondiale. D'abord en Corée, où s'affrontent des avions à réaction aux vitesses voisines de celles du son et des appareils sans pilote, téléguidés, chargés de projectiles (p. 215). Mais « les leçons tirées des opérations de Corée en matière d'appui aérien tactique pourraient s'appliquer en Europe » (p. 214) ; aussi ce théâtre d'opérations est-il considéré comme un banc d'essais aériens (ch. X, p. 219).

Ensuite, en Indochine, où la physionomie du combat n'est plus du tout la même, nous retrouvons celle bien connue des T. O. E. français. C'est le récit de cette guerre confuse depuis 1946 jusqu'à Dien-Bien-Phu, au cours duquel l'auteur fait ressortir le caractère et les difficultés d'emploi de l'aviation et le rôle de premier plan qu'elle a joué au cours de toutes ces opérations sporadiques sans grand rapport les unes avec les autres.

Ce livre, qui ne se limite pas à l'histoire de la guerre aérienne, traite, dans un dernier chapitre, de l'aviation actuelle et donne une vue d'ensemble sur les dernières recherches et réalisations techniques des principaux pays du

globe, les tendances actuelles et futures de l'aéronautique commerciale et ce que pourrait être l'emploi de l'avion dans une guerre future.

En conclusion, cet ouvrage, complété par des tableaux annexes très détaillés sur les matériels aériens utilisés dans la seconde guerre mondiale et agrémenté de quelques photographies, constitue un véritable « aide-mémoire » que tout officier doit connaître.

Lieutenant-colonel Leclerc.
Service historique de l'Armée de l'Air.

Hans Ulrich Rudel, *Journal d'un pilote* (De la guerre à la paix). Traduit de l'allemand par Max Roth, Paris, Corrêa, 1954, 300 pages. Collection « Cap sur l'aventure ».

Le colonel Rudel fut l'un des « as » de l'aviation allemande : il détruisit plusieurs centaines de tanks. Amputé de la jambe gauche, en février 1945, il retourna au combat, malgré les ordres de Göring et d'Hitler. Son *journal d'un pilote* complète le livre qu'il a déjà publié : il y raconte les derniers combats de la *Luftwaffe* sur le front de l'Est. C'est pourquoi il intéressera les historiens. On y apprend que l'aviation allemande était bien plus gênée par la pénurie de carburant (due au bombardement des usines d'essence synthétique) que par la pénurie de matériel, par le manque d'effectifs bien entraînés que par le découragement de l'armée. Jusqu'aux derniers jours de la guerre, les officiers allemands espérèrent que les « armes secrètes » sauveraient le Reich, et leur confiance en leurs chefs resta intacte. Grande est l'admiration de Rudel pour Hitler (bien qu'il reconnaisse qu'il est un « tyran »), Göring, Gœbbels, Speer, etc... Grande est aussi son admiration pour la discipline, la ténacité de l'armée allemande dont la défaite ne se transforma pas en débandade (c'est, au moins, l'opinion de Rudel) et permit des regroupements *in extremis*, comme celui qu'opéra le maréchal Schœrner sur le front de Silésie — où il arrêta l'armée rouge.

Le colonel Rudel note, par ailleurs, les progrès faits par les Russes depuis 1941, l'amélioration de leur armement, l'excellence de leur D. C. A. et de leurs chars lourds — Staline et T. 34 — leur habileté à se camoufler, leur supériorité numérique. Il note aussi l'insuffisance de leur aviation de bombardement que vient constamment aider l'aviation anglo-américaine : ce sont des bombardiers occidentaux qui sont chargés des destructions massives, comme l'anéantissement de Dresde. Le colonel Rudel déplore l'aveuglement du Haut Commandement, qui s'obstine à « gaspiller » sur la « coriace » Angleterre des bombes qu'il serait plus utile de déverser sur le front russe — puisque l'expérience a prouvé que rien ne pouvait faire fléchir le courage britannique.

Les opinions et les sentiments de Rudel sont ceux de beaucoup de militaires allemands : patriotisme sincère (et, dans son cas, héroïque), mais aveugle, manque d'esprit critique qui l'empêche d'apercevoir les tares du régime et les vices des dirigeants. Il s'indigne des exécutions et des pillages de l'armée russe, mais semble ignorer les crimes des nazis. Il déplore l'alliance des Occidentaux avec les Soviets, mais oublie l'alliance germano-russe de 1939. Il a la naïveté de présenter la lutte de l'Allemagne hitlérienne contre la Russie communiste comme une lutte contre le totalitarisme ! Son journal jettera, aussi, quelque lumière sur les chefs du Troisième Reich qu'il vit, personnellement, à plusieurs reprises, durant les derniers mois de la guerre, et auxquels il osa — courage rare — désobéir : mais que pouvaient Hitler ou Göring contre le plus populaire, le plus efficace des pilotes de Stukas?

Marie Granet.

Willi Heilmann, *Alerte à l'Ouest* (Alarm in Westen). Récit traduit de l'allemand par Henri Thies, Paris, Julliard, 1954, 240 pages.

L'auteur raconte les combats de l'aviateur Willi Helmers — lui-même semble-t-il — de juillet 1944 à avril 1945. Pilote de chasse, il participe sur son Focke à l'attaque des troupes alliées qui viennent de débarquer en Normandie. Son escadrille a pour base l'aérodrome de Villacoublay où la vie est douce quand on est à terre, qu'on fait de bons repas au champagne dans les restaurants de Versailles et qu'on se promène, en Citroën, dans les jolis vallons qui avoisinent Jouy-en-Josas. Bientôt, l'inquiétude naît, l'aviation anglo-américaine devient maîtresse du ciel français, les effectifs allemands sont surmenés, leurs avions détruits, les pilotes tués, blessés, obligés de sauter en parachute, dans des conditions dramatiques... Cependant, l'espoir demeure : les Allemands inventent de nouveaux types d'avions, et, en particulier, des chasseurs à réaction, les « turbos », qui font merveille ! En automne, la base du lieutenant Helmers est reportée en Allemagne : l'armée allemande a perdu la France. Elle perd aussi la Belgique, malgré l'offensive de décembre. Les succès — comme le bombardement de l'aérodrome de Bruxelles par l'escadrille de Helmers, les « cœurs verts » — sont sans lendemain. Les aviateurs pourront manger de grasses oies à Noël, dans des salles pittoresquement décorées de sapins et de houx, mais le Rhin sera franchi, les villes allemandes anéanties, l'armée hitlérienne définitivement battue : les fameuses fusées M R 4 ne serviront qu'une fois... Les Alliés sont bientôt au cœur de l'Allemagne. Désespéré, Helmers fait un dernier vol, très haut, en plein ciel, avant d'abandonner son avion dans un marécage.

Le livre apprend peu de choses nouvelles sur les événements militaires. Il confirme ce que l'on sait déjà de l'état de l'Allemagne à la fin de la guerre (abondance de vivres dans tout le pays, par exemple), et aussi du moral, très élevé, des aviateurs, de leur camaraderie, de la valeur des appareils allemands utilisés les dernières semaines, du mérite comparé des avions allemands et alliés. L'auteur insiste sur la pénurie des effectifs au printemps 1945 et sur la mauvaise opinion que les aviateurs avaient de Göring et des embusqués du régime nazi (mais le livre a été écrit depuis la guerre...). On peut rapprocher cet ouvrage (quoiqu'il soit moins intéressant à tous points de vue) de celui du colonel Rudel, *Journal d'un pilote* (1), qui porte sur la même période, mais vécue sur le front de l'Est.

Marie Granet.

Général Martial Valin et François Sommer, *Les sans-culottes de l'Air. Histoire du groupe Lorraine*, Paris, Robert Laffont, 1954, 252 pages.

Le groupe *Lorraine* fut l'un des plus brillants, des plus héroïques groupes d'aviation de la *France Libre*. Ses exploits faisaient battre d'orgueil, de reconnaissance et d'espérance le cœur des Français restés en France et qui écoutaient la *B. B. C.*, l'oreille collée contre leur appareil de radio. Le général Valin, qui commanda l'aviation française des *F. F. L.*, vient d'écrire l'histoire de ces aviateurs. Il les compare aux « sans-culottes », aux volontaires de la Révolution, dont ils égalèrent la vaillance. Entièrement composé de Français — y compris les « rampants » — le groupe *Lorraine* était un groupe de bombardiers tactiques, utilisant des bimoteurs légers — des Boston, puis des Mitchell — capables d'agir de jour ou de nuit, à haute altitude ou en rase-mottes, et qui

(1) Compte rendu page précédente.

furent chargés, au-dessus de la France, de missions délicates, exigeant une très précise connaissance du pays.

Formé dès l'automne 1940 (mais il ne reçut son nom qu'en 1941), ce groupe combattit deux ans en Afrique équatoriale. Il est alors le « groupe réservé de bombardement n° 1 » et il aide Leclerc dans ses opérations autour de Koufra, où il subit de grosses pertes. Il est ensuite affecté au 203e groupe de la *R. A. F.* et utilisé lors de la reconquête de l'Abyssinie. En octobre 1941, il est à Damas ; à la fin de 1941 en Libye, où il participe à la guerre contre Rommel et la division italienne Ariete (sous le commandement de Pigeaud, puis de Sainte-Péreuse). Il va, de nouveau, au Liban, et enfin, en 1942, en Angleterre, où il passe sous le commandement du lieutenant-colonel de Rancourt, puis du colonel du Gorri (février 1944). Au cours des années 1943 et 1944, les missions dangereuses — et souvent coûteuses — se multiplièrent. L'une des mieux réussies fut la destruction, en plein midi, de la centrale électrique de Chevilly-Larue, dans la banlieue sud de Paris, qui fournissait du courant au réseau ferroviaire du S. W. Elle fut effectuée en rase-mottes et atteignit parfaitement son but. Elle fut marquée par le sacrifice héroïque d'un des avions de tête qui prit feu et choisit de se perdre dans la Seine plutôt que de causer une catastrophe en atterrissant en plein Paris. Parmi les aviateurs qui prirent part à ce raid se trouvait le capitaine Pierre Mendès-France. Puis ce fut la destruction des rampes de V 1 dans le nord de la France, des gares de triage de Creil, de Roubaix-Tourcoing, des défenses côtières, etc... Enfin, le 6 juin 1944 — le *D. Day* — après les visites du général Eisenhower et de l'Air-Marshal Cunningham, chef de la *Tactical Air Force* — le groupe *Lorraine* est chargé d'aller répandre un écran de fumée devant les groupes de bombardement américains, le long de la côte est du Cotentin, vers six heures du matin. Il fallait voler à l'altitude de 11 mètres environ : la difficulté de la tâche était grande et c'est avec émotion que François Sommer rappelle les souvenirs de cette glorieuse journée. Ce fut ensuite la campagne de France, la bataille de Falaise, le passage de la Seine, la libération de la Belgique, de la Hollande (combats de Wenloo — octobre-novembre 1944), le passage du Rhin, la campagne d'Allemagne...

Le général Valin s'est chargé, dans ce livre, des chapitres proprement historiques. François Sommer raconte des souvenirs personnels, exemples vécus mettant en valeur les qualités des aviateurs, leur patriotisme, leur dévouement, leur solidarité. Il trace des portraits vivants non seulement des « as » du groupe, mais des plus modestes des « rampants », comme le pittoresque « sergent-chef Ricardou ».

Agréable à lire, cet ouvrage apporte aussi une utile contribution à la connaissance de l'histoire de l'aviation française libre.

Marie Granet.

Contre-amiral de Belot, *La Marine française pendant la campagne 1939-1940*, Plon, 1954, 315 pages, index, cartes.

De toutes les forces militaires de la France, la Marine fut celle qui connut le sort le plus rigoureux au cours de la dernière guerre. Elle était pourtant une des mieux préparées et fut l'une de celles qui, jusqu'à la défaite, remplit le mieux sa mission. C'est cette partie de son histoire que nous expose l'amiral de Belot. Le récit va du début des hostilités aux douloureux épisodes de Mers-el-Kébir et de Dakar.

L'amiral de Belot a écrit ce livre en marin, avec une grande connaissance de son sujet. On y trouve un tableau très précis des opérations, très peu connues en France, que la Marine exécuta au cours de cette période.

A l'ouverture des hostilités, la Marine française présentait une force cohé-

rente, magnifiquement entraînée, où aucun navire, à part trois vieux cuirassés, n'avait plus de quinze ans d'âge. Ses deux grands navires de ligne : *Dunkerque* et *Strasbourg*, étaient les seuls capables de lutter par la vitesse et l'armement avec les « cuirassés de poche » allemands. Ses trente-deux contre-torpilleurs étaient les bâtiments les plus rapides du monde. États-majors et équipages étaient remarquablement entraînés et entièrement imbus de l'esprit de devoir.

Jusqu'à la crise de 1940, nos marins travaillèrent en collaboration étroite avec leurs camarades britanniques, avec lesquels ils nouèrent des liens d'amitié et, très souvent, d'affection. Les sentiments antianglais de la marine sont une légende, comme le souligne pertinemment l'amiral de Belot. Le *Strasbourg* et le *Dunkerque* firent partie de la *Force de raid* destinée à opérer dans l'Atlantique contre les corsaires allemands. Une escadrille de sous-marins opéra dans la mer du Nord.

Vint l'affaire de Norvège. L'escadre des croiseurs auxiliaires, commandée par l'amiral Cadart, s'y distingua particulièrement, tandis qu'une escadrille de contre-torpilleurs français exécutait un raid jusque dans le Skagerrak. Nos bâtiments durent également payer leur tribut à la *Luftwaffe*, alors triomphante, le *Bison* fut coulé, l'*Émile-Bertin* échappa miraculeusement au même sort.

Les événements des Pays-Bas et de France mirent bientôt à rude épreuve l'esprit de sacrifice des marins français. L'amiral de Belot nous rapporte en détail les opérations sur les côtes de Hollande et de Belgique, puis la défense des ports du Pas-de-Calais : Boulogne, Calais et Dunkerque. En ce dernier point, nos marins ne le cédèrent en rien à leurs camarades britanniques par l'audace et le dévouement. Sur les 328.000 évacués, près de 50.000 passèrent sur des navires français qui laissèrent malheureusement beaucoup des leurs : deux contre-torpilleurs, cinq torpilleurs et plusieurs bâtiments moins importants.

Ensuite ce fut l'attaque, à revers, des grands ports militaires français, Cherbourg, où le fort du Roule tint jusqu'au bout, Brest, qui était resté inviolé tout au long de l'histoire et qu'il fallut évacuer dans une « cohue indescriptible », Lorient, où l'amiral de Penfentenyo combattit en première ligne, coiffé de sa casquette blanche, Rochefort, où l'amiral Lartigues, pionnier de l'aviation maritime, fut tué par une bombe.

Après avoir narré les opérations sur la côte italienne, l'amiral de Belot aborde le chapitre le plus douloureux : la prise de nos navires réfugiés dans les ports britanniques, Mers-el-Kébir, Alexandrie, Dakar. Ici, le récit atteint une sérénité bien rare. C'est déjà de l'histoire qui, sur Mers-el-Kébir, retiendra sans doute le jugement porté dans ses Mémoires par l'amiral Cunningham, le plus grand marin britannique de cette guerre, une opération « almost inept in its unwisdom ».

Tous les marins seront reconnaissants à l'amiral de Belot d'avoir si bien, si clairement exprimé, ce qu'ils firent et ce qu'ils pensèrent au cours de cette période tragique. Ceux qui étudient l'histoire de la deuxième guerre mondiale y trouveront un chaînon qui leur manquait encore.

R. Jouan.

Edward Young, *Un sous-marinier de la Royal Navy*, Julliard, Paris, 292 pages.

Au printemps 1940, la Grande-Bretagne qui manque de personnel fait appel aux officiers de réserve pour armer ses sous-marins. L'auteur, Edward Young, se porta volontaire. Quelques-uns de ces derniers, atteints de « claus-

trophobie », renonceront ; d'autres persisteront et Young passera cinq années dans les sous-marins : cinq rudes années de guerre.

Les débuts sont pénibles. Son sous-marin est abordé par un cargo et coulé par 20 mètres de fond. Une vingtaine d'hommes pourront se sauver dont Young que l'accident ne décourage pas.

Ses embarquements le conduiront sur toutes les mers. Dans l'Arctique où la veille et le quart sont épuisants, réplique sur mer des atroces campagnes du front russe. En Méditerranée où les pertes sont sévères : une quarantaine de sous-marins britanniques s'y perdront. Puis les tropiques.

En 1943, Young obtint le commandement du *Storm* ; en tant qu'officier de réserve, il en est justement fier. Il cite un mot de Churchill : « Un commandant de sous-marin vaut un million de livres. »

Incidemment on constate que les sous-marins attaquent les navires de commerce sans avertissement. Le droit maritime international n'est plus respecté ; n'est-il pas d'ailleurs inapplicable ? Un sous-marin qui arraisonne un navire marchand s'expose non seulement à rencontrer un bateau piège mais aussi à être attaqué par un avion ennemi alors que le sous-marin n'est pas prêt à plonger.

A la fin de la guerre, Young va en Australie où il travaille sous les ordres d'un amiral américain. Il constate les énormes moyens de la marine américaine : « Pour la première fois, nous réalisâmes que la Royal Navy était maintenant la parente pauvre de la marine américaine et ce fut pour nous une découverte pénible. »

Il rentre en Angleterre en avril 1945. Sa carrière de sous-marinier est terminée, elle a été remplie d'innombrables aventures. Le récit en est très sobrement écrit. La traduction est alerte mais la terminologie employée surprendra parfois les marins et surtout les sous-mariniers.

R. de Belot.

Commander E. L. B. Beach, *Submarine !*, Norton, Londres, 1953.

Le capitaine de frégate américain Beach, ancien commandant de sous-marin lui-même, a eu l'idée de choisir parmi les très nombreux exploits accomplis par ses camarades, dans le Pacifique, au cours du dernier conflit, les plus caractéristiques et les plus émouvants. Il en est résulté un livre qui est, assurément, un des plus intéressants qu'on ait écrit jusqu'ici sur la guerre sous-marine, et qui nous apporte de véritables révélations sur cette forme de guerre dont les communiqués nous parlèrent fort peu à l'époque. Or, ce que firent les sous-mariniers américains les place au tout premier rang dans ce genre de guerre. Nous y lisons les récits les plus étonnants, qui paraîtraient même incroyables s'ils n'étaient rigoureusement authentiques, tels que ceux de « Mush » Morton, l'héroïque commandant du *Wahoo* et surtout ceux de son ancien second O'Kane, commandant du *Tang*, qui est certainement une des plus extraordinaires figures dont puisse s'enorgueillir une flotte sous-marine.

On ne peut imaginer rien de plus dramatique que la réalité. Le livre du commandant Beach nous en apporte une nouvelle preuve. C'est une suite de récits d'une intensité, d'une vie incomparable, racontés avec l'accent émouvant de la chose vécue ou arrachés aux sobres comptes rendus officiels des journaux de bord. L'auteur a dû passer sous silence bien d'autres exploits, par exemple ceux des sous-marins qui brisèrent la force morale de la flotte japonaise en route vers le golfe de Leyte, au large des Philippines. Mais ceux qu'il nous rapporte montrent sous tous leurs aspects cette vie passionnante et trop souvent terrifiante des hommes qui se glissent sous

les eaux et y trouvent parfois une mort épouvantable : exaltation de voir sauter les transports ennemis sous l'impact des torpilles, déceptions et quelquefois tragédie (comme dans le cas du *Tang*) causées par le mauvais fonctionnement de celles-ci, longue angoisse des heures passées dans les coques fragiles sous la pluie des grenades.

Quand le Japon déposa les armes, en août 1945, la bombe atomique ne fut qu'une occasion. Il avait déjà perdu la guerre parce que sa marine marchande avait été entièrement détruite, ôtant à l'Empire insulaire tous les moyens de poursuivre la lutte. Les sous-marins américains eurent la plus grande part dans cet immense succès, si peu connu en France.

R. JOUAN.

Paul CARRÉ, *Les lévriers de la mer*, Éditions France-Empire, 317 pages, 1953.

Paul Carré, ancien quartier-maître radiotélégraphiste embarqué sur le contre-torpilleur le *Fantasque*, a utilisé les loisirs forcés d'une longue maladie contractée en service, pour reconstituer l'histoire de la 10e Division légère *(Fantasque, Terrible, Malin)* grâce au journal de bord qu'il avait soigneusement tenu et aux souvenirs de ses camarades. Les bâtiments de cette catégorie étaient avant 1940 les navires les plus rapides du monde, d'où le titre de l'ouvrage.

Celui-ci nous donne le récit des événements auxquels participèrent ces bâtiments, tels que les voyaient et les interprétaient les hommes de leurs équipages. Il s'ouvre sur le débarquement en Afrique du Nord. Le *Fantasque* et le *Terrible* se trouvaient alors à Dakar, seul le *Malin* participa aux combats de Casablanca dont il fut un des rares survivants. Les navires furent alors envoyés aux États-Unis pour y recevoir les derniers perfectionnements, dont le radar. Il faut lire ces pages qui dépeignent l'accueil fait à nos marins par le public américain, la défense qu'ils durent organiser pour protéger leurs pompons contre les coups de ciseaux des jeunes filles, la façon dont celles-ci s'habillèrent bientôt « as the french sailors ». Puis la 10e Division légère reprit la mer pour accomplir la besogne souvent fastidieuse mais toujours fort active qui est celle des bâtiments légers. Elle prit part aux opérations le long de la côte italienne, à la libération de la Corse, au grand débarquement d'août 1944 en Provence, et eut l'honneur d'être une des premières à entrer dans le port de Toulon libéré. Le livre s'achève sur le défilé des compagnies de débarquement dans les rues de la ville, délirante d'avoir retrouvé sa marine.

C'est un livre sobre, dépourvu d'emphase mais souvent émouvant dans sa simplicité. Il constitue une contribution fort intéressante à l'histoire de nos contre-torpilleurs pendant la guerre.

R. JOUAN.

ERRATA. — Dans le nº 18 de la *Revue* (avril 1955), il faut lire : p. 86, 2e paragraphe, ligne 5 : Gowing *et non* Gommers ; 3e paragraphe, lignes 10-11 : Réexportation *et non* réceptionnement ; 8e ligne avant la fin : plus lâche *et non* plus large.

NOTES ET NOUVELLES

CRITIQUE HISTORIQUE ET APOLOGÉTIQUE DU IIIe REICH

La Revue spécialisée pour les questions d'histoire contemporaine et plus particulièrement pour l'étude du national-socialisme, la *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, publie dans son dernier numéro, celui d'avril 1954, un long compte rendu de Hans Buchheim (1) sur les deux ouvrages de l'agent de Ribbentrop, Peter Kleist (2). Il s'agit, à vrai dire, bien plus d'une étude critique approfondie par un spécialiste de l'histoire du IIIe Reich (3) que d'un simple compte rendu. En effet, l'auteur passe en revue la politique extérieure du gouvernement hitlérien et examine de près certains points sujets à controverse. Il se montre particulièrement bien informé sur la personnalité de Peter Kleist et nous brosse de celui-ci le portrait curieux, sinon flatteur, d'un intellectuel S. S., très brillant, à l'ambition froide et calculatrice. Né à Danzig en 1904, Peter Kleist étudia le droit à la *Hochschule für Politik* à l'Université de Berlin. Il devint l'assistant du professeur nazi Meier-Benneckenstein, directeur de cette école, puis entra dans les services de Ribbentrop, qui était alors chargé des questions de désarmement ; celui-ci lui confia le soin de créer une Société germano-polonaise et lui donna pour mission de s'occuper spécialement des questions concernant l'Union soviétique. Au début de la guerre contre l'U. R. S. S., Kleist fut nommé dans l'*Ostministerium* de Rosenberg, puis il revint à l'*Auswärtige Amt*, d'où il fut envoyé, en qualité d'homme de confiance de Ribbentrop, à Stockholm pour prendre contact avec des envoyés soviétiques. C'est de cette mission dont Peter Kleist rend compte dans son ouvrage « *Zwischen Hitler und Stalin* ».

Selon Buchheim, Peter Kleist est un des apologistes du national-socialisme des plus dangereux ; il appartient à l'élite intellectuelle du IIIe Reich ; avec d'autres hommes jeunes, très nombreux dans les S. S. et les hautes sphères administratives, il formait l'avant-garde d'un pur étatisme. Buchheim estime que l'on n'a pas accordé suffisamment d'importance à ces hommes qui, tels le secrétaire d'État Naumann ou l'ancien commissaire prussien préposé aux Églises, August Jäger, formaient les collaborateurs les plus intelligents et les plus capables de Hitler ; dégagés de toute idéologie et de tout scrupule, ils étaient les instruments parfaits d'une politique de force, libérés de toutes les idées romantiques dont les vieux nationaux-socialistes demeuraient prisonniers, ils étaient les représentants typiques d'une politique réaliste et surent adroitement éviter les fautes et les maladresses des nationaux-socialistes convaincus. Ces serviteurs de Hitler, aujourd'hui dans la force de l'âge, ont

(1) Hans Buccheim, *Zu Kleits « Auch Du warst dabei »*.

(2) Peter Kleist, *Zwischen Hitler und Stalin. 1950*. Trad. par R. Jouan, Paris, 1953. — Peter Kleist, *Auch Du warst dabei*. 1952.

(3) L'auteur a publié récemment, sous les auspices de l'*Institut für Zeitgeschichte*, un important ouvrage sur la politique religieuse du gouvernement national-socialiste, notamment sur l'essai d'introduction d'une religion nouvelle, sous le titre *Glaubenskrise im Dritten Reich*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1953.

perdu dans l'effondrement du IIIe Reich non pas leur foi nationaliste, mais une fabuleuse carrière et ils ne sauraient accepter l'inactivité.

Selon Buchheim, les deux ouvrages de Kleist, destinés avant tout à justifier la conduite de leur auteur, fourmillent de contre-vérités habilement déguisées, de lacunes voulues, et Kleist répand sur le tout une fausse objectivité ; afin de blanchir le national-socialisme, il le replace dans un tableau d'ensemble ; sa thèse est celle de la culpabilité collective, celle des victimes aussi bien que celle des bourreaux. D'une façon générale, il ne s'agit pas de grossières erreurs matérielles, mais de contre-vérités habilement nuancées, de raisonnements spécieux, de manque de loyauté dans l'argumentation. Buchheim nous donne de nombreux exemples de la manière de procéder de Peter Kleist, pour les événements précédant immédiatement la guerre. A ce sujet, d'une façon fort instructive, Buchheim fait l'étude critique de Peter Kleist par Peter Kleist lui-même ; c'est-à-dire que Buchheim compare la seconde version de Kleist à la première. Certaines variantes, certaines coupures transforment le texte et permettent de saisir la tendance de l'auteur. Ainsi, lorsque Hitler ordonne le 25 août l'attaque contre la Pologne, Kleist écrit en 1950 : « Le destin semble inexorable, les dés sont jetés. Mais le calcul de Hitler s'avère faux. Deux heures après avoir donné l'ordre d'attaque, un événement se produit à Londres qui fait s'écrouler tout le château de cartes de Hitler. » Les mêmes faits sont dépeints ainsi en 1952 : « Le destin semble inexorable, le calcul de Hitler est inopérant. Deux heures après l'ordre d'attaque, un coup de téléphone de Londres apprend que le gouvernement britannique est en train de signer un traité d'alliance avec l'ambassadeur polonais, le comte Raczinski. » Cette fois-ci, il n'est plus question de faux calculs et de châteaux de cartes. Ailleurs, il dit ceci dans la version de 1950 à propos du 28 août 1939. « A Downing street, on semble croire que la conclusion d'un traité avec la Pologne freinera l'agressivité allemande. » En 1952, Kleist force la note. « A Downing street, on estime ouvertement avoir paralysé l'activité de Hitler par la conclusion du traité avec la Pologne. »

Une ultime proposition de médiation de l'Italie, le 2 septembre, alors que les troupes allemandes ont déjà passé la frontière, est repoussée par l'Angleterre. Kleist écrit à ce sujet : « L'Angleterre n'est plus disposée à négocier, les pourparlers pouvant à chaque moment être rompus par un acte de violence. Par sa note, elle a adopté une position définitive et refuse la médiation italienne. » En 1952, cette variante : « Mais maintenant l'Angleterre n'est plus disposée à accepter un nouveau Munich. Par sa dernière note, elle a adopté une position définitive, c'est-à-dire le retrait des troupes allemandes sur les frontières de Versailles », et Kleist continue sur ce ton ; sa tendance apparaît grâce à la critique serrée de Buchheim, mais elle pourrait passer inaperçue à un lecteur non prévenu.

Parfois, Kleist met au compte de ses adversaires de grosses erreurs matérielles, notamment en ce qui concerne le chiffre des victimes juives. Il écrit, en effet : « Il y a deux chiffres extrêmes : le chiffre concret des victimes que le chef des Commandos d'assaut Ohlendorf a reconnu, celui de 90.000 victimes environ. A l'opposé, le chiffre que l'ancien président de l'Office des Réparations de l'État de Bavière a donné le 21 mai 1948 : « J'accuse au nom des 11 millions de morts des camps de concentration allemands. » Le chiffre d'Auerbach parut même à la propagande juive exagéré et l'on se mit d'accord sur celui de 6 millions, chiffre qui paraît lui aussi trop élevé à des politiciens allemands d'après 1945 ». Ces chiffres sont tout à fait inexacts, car Ohlendorf n'était pas le chef des Commandos d'assaut, mais le chef d'un commando d'assaut, celui du groupe d'assaut D durant un an, de l'été 1941 à l'été 1942 ; durant ce laps de temps furent donc massacrés 90.000 hommes par un des quatre groupes d'assaut. Mais l'activité des groupes d'assaut, comme Buch-

heim le spécifie, n'avait aucun rapport avec les exécutions par les gaz telles qu'on les pratiquait à Auschwitz et dans les camps des pays de l'Est. D'autre part, Auerbach n'a pas seulement parlé au nom des victimes juives, comme Kleist veut le démontrer à ses lecteurs, mais au nom de tous les morts des camps de concentration. Ainsi les commentaires de Kleist sur les chiffres des victimes juives apparaissent comme mensongers et sa méthode, qui cherche à tourner la vérité, vient à jour. Buchheim poursuit de la sorte, réfutant point par point les arguments de l'apologiste du III[e] Reich.

Il nous semble que l'étude de Buchheim présente un intérêt incontestable. D'une part, elle constitue une excellente méthode de critique des textes et, à cette seule fin, elle intéresse déjà les historiens ; d'autre part, elle a le mérite de nous mettre en garde contre certaines apologies adroites du III[e] Reich ; en même temps, elle nous fait connaître et estimer la probité intellectuelle d'autres historiens allemands.

M. Adler-Bresse.

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ITALO-BRITANNIQUES EN 1939-1940 (1)

De l'ouvrage de Medlicott : *The Economic Blockade*, publié à Londres dans la collection *History of the 2nd World War* (H. M. S. O., 1953), Enrico Serra s'est attaché à retenir tout spécialement ce qui concerne les rapports anglo-italiens au cours de la période antérieure à l'intervention fasciste dans la guerre. Le P[r] Medlicott a, selon lui, traité d'une façon décisive — grâce à son expérience des questions économiques et à la possibilité qui lui a été donnée d'accéder à toutes les sources d'informations du *War Cabinet*, du *Foreign Office* et des autres départements ministériels — cette phase jusqu'alors peu étudiée de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

En septembre 1939, l'impréparation de l'Italie, non seulement dans le domaine militaire mais dans le domaine économique, était un fait universellement connu. Elle disposait alors d'une réserve d'un peu plus de 2 millions de tonnes de combustible, *soit environ neuf mois de sa consommation normale du temps de paix.* Le Gouvernement britannique en face de l'Italie « non belligérante » avait à choisir entre deux solutions : la première était d'appliquer rigoureusement un blocus économique qui l'eût obligée à demeurer hors du conflit ; la deuxième, soutenue par Sir Percy Loraine, ambassadeur à Rome, et par Lord Halifax, consistait à tenter de régler les différends qui opposaient les deux puissances, et même à élaborer un programme constructif susceptible d'amener l'Italie dans le camp des Alliés.

Le Cabinet de guerre adopta cette dernière solution, et des instructions dans ce sens furent envoyées à Rome à Sir Percy. Pour justifier sa position, dit Enrico Serra, Londres s'appuyait sur les données suivantes : 1° L'impréparation totale de l'Italie, qui rendait absurde l'idée même de sa participation à la guerre ; 2° Les nombreux symptômes, évidents, même chez les hiérarques fascistes, d'une hostilité nationale à toute intervention ; 3° Le dommage résultant pour la politique balkanique de l'Italie de l'accord germano-russe de partage de l'Europe orientale en zones d'influence ; l'expansionnisme germano-soviétique dans cette région étant contraire aux intérêts traditionnels italiens (La désastreuse campagne de Grèce, remarque Enrico Serra, sera une tentative désespérée de Mussolini pour redresser cette situation) ; 4° Le souvenir de la neutralité italienne de 1914 ; 5° Enfin, celui de la traditionnelle collaboration maritime anglo-italienne.

(1) *Nove Mesi di non belligeranza*, par Enrico Serra (*Il Mondo*, 20 avril 1954).

Que cette position britannique fût sincère, deux faits le prouvent : au cours de l'année 1939, jamais les chefs d'état-major britanniques ne prirent en considération le risque d'une intervention imminente de l'Italie ; lors des consultations militaires d'Alep (15 mars 1940) réunissant les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de la Turquie et de la Grèce, Français et Britanniques refusèrent d'envisager le cas d'une guerre avec l'Italie. Certes, on n'était pas sans connaître les sympathies et les antipathies personnelles du « Duce », mais on estimait qu'elles ne joueraient que dans le cas d'une victoire décisive d'Hitler.

C'est dans ce climat que furent amorcées les négociations économiques d'octobre 1939 par la création d'une commission permanente dont faisaient partie, entre autres experts, les Anglais Francis Rodd et Playfair, les Italiens Giannini et Masi. Cet organisme avait à connaître de deux sortes de problèmes : la contrebande de guerre, les échanges économiques entre l'Italie et les pays de la zone sterling. Ces négociations — qui furent souvent laborieuses et dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer — aboutirent, au début de 1940, à la proposition anglaise de garantir à l'Italie des achats s'élevant à 20, puis à 25 millions de livres pour les douze mois suivants, chiffre correspondant à peu près à 2 milliards de lires ; en outre des facilités lui étaient accordées pour l'achat de charbon et de matières premières britanniques. C'était en somme un succès presque inespéré pour les négociateurs italiens, ce qui n'empêcha pas, en février, Mussolini d'interdire *personnellement* la conclusion de l'accord, afin de ne pas soulever les suspicions hitlériennes. Néanmoins, l'Angleterre continua de fournir du charbon et même de tolérer le passage par mer des charbons allemands destinés à l'Italie, la Commission poursuivant ses travaux et s'efforçant de parvenir à un accord, mais sur des bases plus modestes.

Simultanément, des tentatives étaient faites pour alléger le système du contrôle maritime sur la contrebande de guerre (le Gouvernement britannique se montrant très soucieux des répercussions psychologiques que ce contrôle pouvait avoir sur le peuple italien) et de nombreuses atténuations y furent apportées « dans un esprit amical », de l'aveu même de Ciano à l'ambassadeur britannique (février 1940). C'est ainsi que 82 % des cargaisons retenues pour suspectes furent libérées en mars 1940 ; de même fut étendu le système des « blanket agreements » à de grosses firmes italiennes, comme la Société Pirelli, celles-ci s'engageant en contre-partie à ne pas exporter certaines marchandises pendant la durée des hostilités.

Ces négociations d'experts italo-britanniques, au dire de M. Medlicott, demeurèrent toujours sincères malgré les signes de plus en plus inquiétants de l'hitlérophilie de Mussolini. Bien plus, le 24 avril 1940, le Cabinet britannique décida qu'un nouvel effort serait entrepris pour aboutir à un accord sur la contrebande et les échanges commerciaux. Le 21 mai, un premier accord limité aboutissait, grâce à la ténacité du dottore Marsi et le 23 mai la Grande-Bretagne annonçait son intention d'atténuer encore les rigueurs du blocus. Mais, le 28 mai, Ciano informait Sir Percy Loraine que Mussolini avait ordonné d'interrompre toute négociation. On alla jusqu'à dire aux délégués italiens que c'était de Londres que venait la rupture et ce n'est qu'aujourd'hui qu'ils ont appris la vérité sur l'échec de leurs tentatives.

Le *War Cabinet* avait en outre sérieusement envisagé non seulement le maintien de la neutralité mais le passage de l'Italie dans le camp allié, et pour établir une entente amicale il fit, dit l'auteur, « plus de la moitié du chemin ».

C'est donc *sur Mussolini seul* que retombe la responsabilité d'avoir entraîné l'Italie dans la folle aventure. Encore eût-il pu profiter de ce

délai de neuf mois pour accroître la préparation du pays à la guerre ; en fait, en juin 1940, l'Italie n'était pas plus prête qu'en septembre 1939 (1).

On ne manqua pas, par la suite, en Angleterre, de reprocher au Gouvernement de n'avoir pas, dès le début, appliqué à l'Italie un blocus extrêmement sévère. « En faveur de la décision prise par le *War Cabinet*, écrit Medlicott, on peut dire que l'Italie est restée économiquement passive au détriment de l'Allemagne et qu'elle est entrée en guerre en juin 1940 non parce qu'elle se sentait en mesure d'affronter la France et l'Angleterre mais parce qu'elle les croyait déjà vaincues. » Il est à peine besoin d'ajouter, conclut Enrico Serra, que ces neuf mois de neutralité italienne constituèrent, de l'avis unanime des experts anglais, un répit d'une valeur inestimable pendant lequel la Grande-Bretagne fut en mesure de garnir le front méditerranéen de toutes les ressources dont elle disposait.

F. Debyser.

SUR LA RÉSISTANCE BELGE

Dans la *Revue de Documentation militaire* (nº 72) (2), M. Jean Timmerman a publié une étude sur la « résistance belge ». Bien qu'il se réfère souvent au *Livre d'or de la Résistance belge*, il semble, sans qu'il le dise, que l'auteur ait eu accès à quelques rapports officiels, concernant surtout la résistance militaire. Il est vrai que c'est la seule qui compte à ses yeux, « presse clandestine, lignes d'évasion, réseaux de renseignements n'étant qu'activité accessoire ».

Le jugement est peut-être excessif et, en tout cas, il limite l'ampleur de l'article qui, même ainsi mesuré, n'est d'ailleurs pas exhaustif. On y trouve, cependant, quelques renseignements intéressants : sur l'action des agents britanniques de *S. O. E.*, « pour qui rien ne compte que leurs missions et qui auraient fait répondre, si on leur avait proposé la reddition des forces allemandes en Belgique : peut-être... plus tard... c'est prématuré » ; sur la plus importante organisation belge de résistance armée — la seule reconnue par le gouvernement établi à Londres — l'*armée de Belgique* ou *armée secrète*, qui aurait compté 60.000 hommes au 1er juin 1944.

On notera que les « contacts » entre le gouvernement belge et la résistance intérieure ne furent établis qu'en 1942 — on aimerait savoir comment, et ce qu'il faut entendre par « contacts » ; pourtant, la résistance populaire, forte de l'expérience acquise en 1914-1918, avait débuté très tôt (premiers journaux clandestins dès le 15 juin 1940 ; premier réseau de renseignements constitué aussi en juin — mais n'était-il pas britannique? premiers sabotages dès la fin 1940 ; il faudrait ajouter les réseaux d'évasion très actifs dès leur début).

Il semble que la résistance belge ne fut jamais très fortement coordonnée, et l'on aimerait savoir pourquoi, comme il serait intéressant d'avoir plus de précisions sur « la tentative de fusion de 1942 ou 1943 » (*sic*), qui, « prématurée », coûta leur vie à des « chefs prestigieux ».

Comme les Français, les résistants belges se plaignaient de ne pas recevoir suffisamment d'armes, et que « Londres ne répondit pas » : les mouvements étaient jaloux les uns des autres, rivaux même (à noter qu'il n'est rien dit de l'action communiste ni, en général, de l'action politique, et que l'importance du comportement du roi paraît volontairement minimisée).

Les maquis belges, assez peu nombreux, et limités à l'Ardenne (mais très précoces, puisque le premier daterait de 1941 !), connurent les mêmes problèmes que les maquis français : complicité indispensable de la population ;

(1) Voir à ce sujet : Rossi (Francesco), *Mussolini e lo Stato Maggiore*, dans les nºs 10-11, juin 1953, p. 237-39 de cette revue.

(2) Article reproduit dans l'*Armée et la Nation* du 1er janvier 1955.

difficultés de ravitaillement, obligation de coups de mains sur les mairies et les caisses publiques, grossissement des rangs par le refus du *S. T. O.*

Ils ne subirent pas les mêmes sanglantes représailles que les maquis français, bien qu'on ait commis l'erreur — identique à celle du Vercors — de leur prescrire la fixation dans des « refuges » et non la mobilité qui les eût rendus insaisissables. Il semble que l'avance rapide des Alliés ait évité les hécatombes ; peut-être aussi la discipline observée qui ne fit commencer les attaques qu'en temps opportun (il est vrai que les parachutages d'armes ne devinrent importants qu'à partir du 26 août). La principale opération de la résistance fut la libération d'Anvers, qu'elle réalisa à peu près seule, livrant le port intact aux troupes régulières (opération d'une importance capitale pour le ravitaillement ultérieur des armées alliées).

Cette étude de M. Jean Timmerman n'est pas sans intérêt. Elle laisse, toutefois, le lecteur insatisfait dans sa curiosité. C'est un caractère propre, d'ailleurs, à toute étude sur la résistance. Et il ne peut en être qu'ainsi, tant que ne seront pas mieux connues les intentions alliées, anglaises surtout, sur les résistances intérieures et les conditions dans lesquelles celles-ci furent armées, encadrées et utilisées. Ce que pourrait seul dire le « *Military Intelligence* ».

Henri MICHEL.

LES MAQUIS

— A qui voudrait savoir comment a combattu un maquis, on ne saurait trop recommander la lecture de la petite brochure du capitaine Poitau, *Guérilla en montagne* (1). C'est le récit de l'activité de la compagnie *Stéphane*, qui combattit dans le Dauphiné en 1943-1944, procéda à un coup de main sur Grenoble et fut — semble-t-il — la première à entrer dans la ville le 22 août, libéra ensuite la Maurienne, avant de s'agréger à la Ire armée.

Le ton est d'une remarquable sobriété ; aucune concession n'est faite à l'anecdote ni à ces évocations si fréquentes dans les récits de maquisards. Le lecteur partage l'existence de l'unité, en connaît tous les rouages, regrette peut-être de ne pas mieux connaître les hommes, ceux qui obéissent et ceux qui commandent.

Du moins connaît-il les effectifs : sept hommes en novembre 1943, tous réfractaires au *S. T. O.* (deux étudiants parisiens, deux communistes allemands, un cuisinier, un paysan de l'Oise, un jeune de l'assistance publique) ; ce pourrait être la composition d'un groupe *F. T. P.* et il s'agit d'une unité de l'*O. R. A.* ! En juin 1944, la compagnie est forte de 136 hommes, d'origines les plus diverses : recrues nouvelles du pays, résidus de maquis voisins, Slovènes, anciens miliciens même et déserteurs de la *Wehrmacht* ! L'ennemi les croit dix fois plus nombreux et ils le sont en vérité, car le pays les soutient.

Sur cette entente des maquisards et des habitants, on eût aimé plus de développement : on apprend de-ci de-là que l'accueil des indigènes fut plutôt réservé au début ; puis le maquis eut ses agents de liaison et ses comités d'accueil dans les vallées, d'où montait le ravitaillement ; le 21 juillet 1944, la compagnie suspendit ses attaques, « à la demande des populations terrifiées » (pourtant on s'abstenait, par principe, de combattre dans les villages pour éviter les représailles). Mais l'ennemi aussi avait ses agents : tous les camps du maquis sont connus ; abattre l'agent ne sert à rien, il est immédiatement remplacé, si bien, conclut l'auteur, « qu'il vaut mieux accoler à l'espion repéré un homme sûr qui lui fasse découvrir ce qu'on veut lui faire croire ».

En fait, toute une organisation existe dans l'Isère, pour faire vivre plus de 1.000 maquisards dans le Grésivaudan. Le capitaine Poitau en note l'exis-

(1) Grenoble, Imprimerie Allier, 1952.

tence, en bénéficie (au mois d'août 1944, il aura des camions à sa disposition), mais il n'en explique ni la genèse ni le fonctionnement. Même discrétion pour l'origine des armes ; on sait seulement qu'il n'y eut pas de parachutages (destiné au seul groupe, s'entend), qu'il fallut en prendre parfois aux maquis voisins pour se faire la main (!) et que, au mois de juin, convenablement habillée grâce aux Chantiers de Jeunesse, la compagnie disposait de dix-huit fusils mitrailleurs, vingt-cinq mitraillettes, une centaine de fusils. On aimerait avoir aussi plus de précision sur les fonds, qui semblent ne jamais avoir manqué, sur leur origine et leur répartition ; curiosité d'autant plus naturelle qu'il n'est jamais question de réquisitions sur l'habitant (1).

Mais le capitaine Poitau est avant tout un combattant ; il a dû s'adapter à un genre de combat pour lequel « appliquer les règles de la guerre classique conduit au désastre », et il s'est employé à tirer de son expérience les leçons et les règles de la guérilla. Notons d'abord que, contrairement à une opinion trop répandue, il n'admettait aucun laisser-aller ; la discipline était, au contraire, très rigoureuse, des journées entières étaient consacrées à l'instruction, si bien que, après un entraînement si dur, le combat paraissait la suite naturelle du jeu ; mais les conditions de vie étaient les mêmes pour tous : « les corvées, la cuisine, faites à tour de rôle, chefs compris ».

Le moral des hommes demande des soins particuliers ; l'embuscade exige une tension extraordinaire ; la réaction ennemie leur donne souvent une mentalité de gibier, avec la hantise de l'encerclement ; les succès et les revers se succèdent à un rythme très rapide, qui incline au découragement. Mais l'influence de la montagne est bénéfique : dans les moments difficiles, il faut décrocher, gagner les sommets ; deux journées de repos à 1.500 mètres et l'équilibre des corps et des esprits se rétablit.

La guérilla « est toujours caractérisée par la disproportion des forces et par l'attitude agressive du plus faible ». D'où la nécessité de tromper l'ennemi, de dissimuler sa faiblesse par des attaques fréquentes de voies de communication, des forces ennemies en mouvement, des postes de garde des points sensibles et d'échapper au nettoyage « par la disparition totale dans la nature ». La règle première est donc la mobilité ; le groupe se déplace sans cesse de la Chartreuse à la Belledonne et à l'Oisans ; certains déplacements durent vingt heures ! Il importe donc de connaître parfaitement les lieux et on aimerait savoir un peu mieux comment cette connaissance est acquise : par des cartes? par des guides locaux? dans ce dernier cas, un recrutement local n'était-il pas nécessaire?

La rançon de cette mobilité est évidemment la légèreté d'un armement, « efficace sur un ennemi surpris dans ses véhicules, impuissant contre un ennemi en garde, enterré ou déployé ». La conclusion est une condamnation des maquis fixés, en réduits, « qui sont de vraies souricières » ; comme de la levée en masse, « solution qu'il faut recommander à un allié gênant, mais se garder d'appliquer chez soi ». Plus discutable paraît l'affirmation de la nocivité des appels à l'extermination de l'ennemi, lancés par la radio de Londres ; ils ont probablement amené l'occupant « à se battre en désespéré » plutôt que se rendre « aux terroristes », et diminué ainsi l'efficacité de la propagande, du bluff, de la discussion adaptée aux lieux et aux hommes. Mais n'étaient-ils pas nécessaires au moral de la nation et n'ont-ils pas, en les auréolant d'une légende, aidé au recrutement des maquis?

En conclusion, le capitaine Poitau regrette la difficulté qu'ont éprouvée la plupart des officiers d'active à se plier à ces conditions de combat ; il signale avec humour que l'Intendance de la Ire armée se refusa à reconnaître tout caractère militaire aux combats engagés avant le 6 juin, « manque flagrant de

(1) Il en est de même pour le cantonnement, surtout l'hiver, l'organisation sanitaire, les liaisons avec les autres maquis ou *F. F. I.*

coordination avec son homologue, l'intendance allemande, seule présente alors sur les lieux ». Il souhaite que « l'armée étudie dès le temps de paix les problèmes de la guérilla » : par cette brochure, il a apporté une remarquable contribution à l'étude souhaitée.

H. Michel.

UNE ENTREVUE PÉTAIN - COMTE DE PARIS

Dans le numéro du 1er février 1954 de *Paris-Presse-l'Intransigeant* sont rapportés des propos tenus par le Comte de Paris à un journaliste. Installé au Maroc dès fin 1940 et préoccupé par les sentiments antialliés de plus en plus affichés par la Résidence, le Prince alla voir Pétain à Vichy en août 1942.

Entrevue décevante : « Le maréchal esquiva toutes les questions avec une obstination de sourd ou d'innocent. » Repassé à Laval pour tout ce qui était « politique », le Comte de Paris s'entendit dire que les Alliés seraient rejetés à la mer s'ils débarquaient en Afrique du Nord et qu' « on ne pouvait faire autre chose que les empêcher de débarquer ».

En octobre, voyage à Rome et entrevue avec le pape, non moins décevante. « Très soucieux, le Saint-Père voyait les Soviets dans toute l'Europe. Il était décidé à ne pas quitter Rome, mais autour de lui des prélats cherchaient un nouvel Avignon en Espagne, en Amérique ! »

Il est vrai que les Allemands de Rome étaient, eux, convaincus, de leur défaite finale « et ne le cachaient pas à leurs confidents italiens ».

H. M.

LES TRAVAUX DU COMITÉ D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

La *Commission d'histoire de la Déportation* s'est réunie le 21 février, sous la présidence de M. Julien Cain.

Des exposés de MM. Mattei et H. Michel ont permis de faire le point sur la situation et l'avenir du fonds d'archives constitué par le *Service international de recherches à Arolsen* en Allemagne.

La Commission a décidé d'entreprendre des recherches sur la documentation rassemblée par les tribunaux militaires à l'occasion des procès intentés aux responsables des camps de concentration. Elle s'est intéressée au projet de film sur le système concentrationnaire allemand, projet qui a pris naissance à la suite du succès de l'exposition sur la Résistance, la Libération et la Déportation. Elle a décidé d'effectuer les démarches nécessaires pour la création d'un Musée de la Déportation.

H. M.

— La *Commission d'histoire de la Captivité* a tenu sa deuxième réunion, sous la présidence de MM. Lucien Febvre et F. Braudel, le 2 mars 1955. Elle a entendu des exposés de Mlle Chabord et de M. Lamotte sur les archives de la Captivité, qui se trouvent aux Archives nationales et au Ministère des Anciens Combattants.

Elle a étudié et approuvé les projets de questionnaires établis par M. Boudot, pour les prisonniers des *Stalags*, et par M. Lacour, pour les prisonniers des *Oflags*.

Ils seront complétés à la prochaine réunion par l'étude du questionnaire de M. Silbert sur les aspirants et par des rapports de divers membres de la Commission sur les archives qui peuvent se trouver dans diverses administrations.

H. M.

— A la réunion de l'Assemblée plénière du *Réseau du souvenir*, tenue à la Sorbonne le 5 février 1955, au cours des exposés de Me Arrighi, M. Jean Cassou, le R. P. Riquet, Mme Lazard et M. H. Michel, il a été fait état à plusieurs reprises de la nécessité de créer un *Musée de la Résistance, de la Libération et de la Déportation*, et il a été précisé que ce Musée ne saurait être une annexe à un organisme déjà existant, mais devrait rassembler, en une création nouvelle et autonome, à la fois des œuvres d'art, des objets, des documents, une photothèque et une cinémathèque.

H. M.

UN INCIDENT A LA CONFÉRENCE DE CASABLANCA

Dans *The Journal of Modern History* (septembre 1954), M. A. L. Funk étudie, sous le titre : « *Anfa Memorandum : an incident of the Casablanca conference* », un épisode de la rivalité Giraud-de Gaulle en Afrique du Nord, en même temps qu'il précise les divergences de vues existant à ce sujet entre les Américains et les Anglais.

Il s'agit d'une mise au point intéressante et intelligente, qui a de fortes chances d'être à peu près définitive. Elle a le grand mérite, en particulier, d'établir très exactement la succession des faits et de donner, pour chacun d'entre eux, une explication valable.

Peut-être peut-on seulement déplorer que cette analyse critique de toutes les publications effectuées sur le sujet (françaises, américaines ou anglaises), étayée, par ailleurs, sur des papiers personnels de quelques-uns des protagonistes (en particulier ceux de Lemaigre-Dubreuil), ne fasse état que d'un petit nombre de documents originaux américains : tout juste deux télégrammes échangés entre Murphy et Hull.

L'incident relaté est le suivant :

A la conférence de Anfa, le 24 janvier 1943, Roosevelt signa, après l'avoir, semble-t-il, à peine lu, un accord avec Giraud sur un texte rédigé par Lemaigre-Dubreuil. Cet accord n'était connu ni de Churchill, alors qu'il engageait cependant la Grande-Bretagne, ni des seconds de Roosevelt, Stimson, Marshall et Hull ; ce dernier parla même d'un accord *signed over a drink*.

De toute évidence, il s'agissait d'une manœuvre contre de Gaulle. Ainsi se confirme une fois de plus l'opposition virulente au Gaullisme du Président Roosevelt, en même temps qu'est donnée une preuve de plus des moyens curieux que le Président employait pour conduire personnellement « sa » guerre.

On sait que Churchill, de passage à Alger quelques jours plus tard, remania l'accord de façon plus favorable à de Gaulle, dont le nom — et les légitimes prétentions — furent explicitement indiqués. Roosevelt accepta sans difficulté ces modifications (1).

H. M.

LA MÉMOIRE COURTE

Le petit livre de Jean Cassou, *La mémoire courte* (Les Éditions de Minuit), n'est pas un livre d'histoire. Certes, l'auteur rappelle quelques souvenirs de son action de résistant, mais il s'applique moins à retracer l'enchaînement de faits qu'à évoquer des figures de disparus et les sentiments qui les animaient.

Plein d'une indignation généreuse et — faut-il l'ajouter — dans une langue

(1) Pour le texte des accords, cf. *Cahiers d'histoire de la guerre*, nº 2, octobre 1949.

qui donne à toutes les phrases leur plénitude de force, *La mémoire courte* sera tout de même utile à l'historien, parce qu'il y trouvera, nerveusement dessiné, le complexe psychologique du « résistant » : son absolu de pureté, son refus des compromissions, son désir passionné d'une rénovation de l'homme et des régimes politiques. « La Résistance a été un fait moral », écrit Jean Cassou.

Il constate qu'elle est devenue « politique » avec l'action des communistes ; il reconnaît justement que la grande décadence des démocraties a commencé avec la guerre d'Espagne ; il déplore, et explique, que la résistance, après la Libération, ait été impuissante. C'est qu'elle était « une façon de vivre, un style de vie ; elle demeure dans le souvenir des résistants comme une période d'une nature unique, sans communication et incommunicable, presque un songe ». Nul doute que tous les Résistants ne s'identifient à ces lignes.

H. Michel.

— A la suite de l'article de M. Louis Maury sur « Les nationalités au camp de concentration de Neuengamme » (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 17, janvier 1955), M. Louis de Jong, directeur de l'Institut de Documentation de guerre, à Amsterdam, nous écrit :

« L'esquisse qu'a faite M. Maury du caractère des Hollandais ne s'applique pas à la majorité des Hollandais qui ont passé un certain temps dans des camps de concentration. Le groupe hollandais de Neuengamme se composait, pour la plus grande partie, de la population mâle du village Putten au Veluwe, au centre des Pays-Bas, qui, après un attentat contre un officier allemand au début d'octobre 1944, a été déportée comme otage. Une grande partie du village a été incendiée par les Allemands. C'est pourquoi ces prisonniers croyaient que leur foyer était détruit. Beaucoup d'entre eux ont péri. La population de cette partie des Pays-Bas est très religieuse. De là vient que M. Maury a pu constater chez ces prisonniers un vif esprit religieux. »

VON CHOLTITZ A-T-IL CHANGÉ D'AVIS?

Dans la *Tägliche Rundschau*, quotidien de Berlin-Est, du 28 décembre 1954, nous relevons une information pour le moins curieuse concernant le général von Choltitz. On se souvient que le dernier commandant du *Gross Paris* reçut l'ordre de Hitler de détruire Paris ; n'ayant pas obéi, il reçut de son Führer un télégramme ainsi libellé : *Brennt Paris?* Mais le général, se refusant à exécuter l'ordre de Hitler, entra en contact avec les Alliés et leur remit son épée. Il a rappelé la reddition des troupes allemandes de Paris dans son ouvrage *Brennt Paris?*, qui reprend les termes mêmes du télégramme de Hitler. Bien entendu, au moment de la capitulation, et aussi plus tard, dans ses Mémoires (1), le général donne comme raison de son acte le dessein généreux d'épargner des vies humaines, ainsi qu'un grand centre culturel. Récemment, sous la pression des militaristes déchaînés, von Choltitz est revenu sur ses précédentes déclarations ; en effet, traduit devant un tribunal d'honneur par ses pairs pour n'avoir pas obéi à l'ordre de son chef, il a déclaré ne pas avoir détruit Paris uniquement parce qu'il ne disposait pas des moyens techniques nécessaires. On peut se demander quand le général von Choltitz a été sincère. Voilà un point d'histoire qu'il s'agirait d'éclaircir.

Marcelle Adler-Bresse.

(1) Dietrich von Choltitz, *Brennt Paris? Adolf Paris.* Tatsachenbericht des letzten deutschen Befehlshabers in Paris, Mannheim, Weltbücherei, 1950, in-8°, 101 p. — Id., *Soldat unter Soldaten*, Konstanz-Zürich-Wien, Europa Verl., 1951, in-8°, 320 p.

— A signaler, dans le *Miroir de l'Histoire*, numéro de janvier 1955, sous le titre : « De Gaulle a-t-il tout dit? », les corrections ou adjonctions au témoignage de ce dernier, formulées par MM. François Mauriac et Paul Reynaud et les généraux Weygand et Gamelin.

G. Bourgin.

Paul Nagai, *Les cloches de Nagasaki*, Tournai, Casterman, 1954, in-18.

Récit extrêmement émouvant de la destruction opérée par la bombe atomique de la ville de Nagasaki, dans son quartier essentiel d'Unakami, où vivait une minorité catholique très croyante. Nous assistons non seulement à l'effroyable massacre, à l'immense incendie attisé par la bombe, mais aussi à des drames d'intimité, celui de la conversion au catholicisme, celui de la défaite japonaise, déterminée par la bombe et mettant fin aux vastes espoirs qui hantaient jusqu'à l'esprit des croyants, celui de l'avenir nucléaire pour une humanité réhumanisée. Tout ce livre est rempli d'une vie simple, parfois surnaturelle, et l'œuvre vaut, non seulement par des qualités de témoignage certain, mais aussi par ce que l'auteur, qui finit par mourir de leucémie nucléaire en 1951, a introduit en coups de pinceau rapides et exacts, de tableaux de grandeur, d'horreur ou de charme au jour le jour.

G. Bourgin.

— M. Fausto Litti a écrit un sévère compte rendu du livre de Tasca (« *La Francia della Bufera* », 1954), dans *Mondo Operaio*. Il ne peut admettre la position ambiguë prise par Tasca pendant le régime de Vichy.

G. Bourgin.

— Le numéro de juillet 1954 (31) de la Revue italienne *Il movimento di liberazione in Italia* renferme des indications utiles de MM. Dotti, Lutesich-Jamini sur la guerre partisane et la résistance dans le val d'Aoste et Fiumi ; le texte d'une chronique de la résistance à San Chiaffredo di Busca, en septembre 1944, offre des précisions utiles confirmées par la presse fasciste du 24 avril 1945 et est un des éléments à retenir pour l'histoire de la République de Mussolini ; le général Cadorna révèle, dans une lettre privée, quelques inexactitudes dans le livre de M. L. Longo sur la Résistance, dont est publiée la conférence du 19 juin 1954 sur l'Historiographie du mouvement.

Suit une riche moisson de comptes rendus.

G. Bourgin.

Une notice insérée dans le n° 27 de la revue : *Il movimento di Liberazione in Italia* (nov. 1953) nous apprend que la Commission mixte pour la révision des manuels d'histoire allemands et italiens, qui a tenu ses assises à Braunschsseig en avril 1953, s'est efforcée d'harmoniser les points de vue en ce qui concerne les pages consacrées à la Résistance dans les deux pays. D'un commun accord, le mouvement des partisans italiens a été défini comme « une insurrection nationale de caractère démocratique » et le chiffre de 130.000 a été retenu en ce qui concerne l'effectif global ayant combattu dans les organismes de lutte clandestine.

G. Bourgin.

— La revue d'histoire militaire *Bellona*, éditée à Londres par l'*Institut historique général Sikorski* (1), est une revue à maints égards excellente,

(1) *Bellona*, 1954, 1 (janvier-mars), 112 p. Au sujet du nom porté par cet Institut

très ouverte aux problèmes militaires actuels et cherchant aussi à trouver dans le passé récent vérité et enseignements. Deux articles, en particulier, méritent d'être signalés : celui de L. Możdżeński sur la « *Participation de la marine de commerce polonaise dans l'effort allié* » de la deuxième guerre mondiale (p. 3-18), et la fin de l'étude du colonel T. Wasilewski sur la « *Résistance polonaise en France entre 1940 et 1944* » (p. 28-37) ; il y a bien des points obscurs, et aussi une très significative insistance à placer la Résistance polonaise dans le cadre d'une contribution et non d'une participation au mouvement de Résistance français (p. 29-30). Certaines constatations auraient demandé plus de précisions, ainsi p. 33 : « En France du Sud-Ouest, malgré la présence justement sur ce territoire de la principale fraction de nos forces, il n'y eut pas d'activité militaire véritablement importante... » Le « pourquoi » de ce phénomène nous intéresse vivement, mais l'auteur ne songe guère à nous satisfaire.

Une bonne revue technique, à laquelle nous ne pouvons guère reprocher une attitude politique concevable aisément.

Jean-B. Neveux,
Alger.

Comte Michael Soltikow, *Remagen, le Pont de la décision.* Traduit de l'allemand par Maurice Muller-Strauss, Paris, Amiot-Dumont, 1954, in-8°, 200 pages.

Le comte Michael Soltikow, journaliste et romancier, donne de l'épisode de Remagen une explication un peu différente de la version officielle. Il attribue la responsabilité de l'événement au major allemand Hans Scheller, qui, pour hâter la fin de la guerre et empêcher l'armée soviétique de pénétrer trop profondément en Allemagne, aurait pris le parti d'abandonner à l'adversaire l'ouvrage dont on venait de lui confier la défense.

Cette hypothèse ne repose à vrai dire sur aucun élément précis, et la condamnation à mort du major Scheller par le « conseil de guerre volant » du *Führer* ne constitue pas à elle seule un argument décisif.

Les précisions fournies par l'auteur sur la façon sommaire dont était organisée la défense du pont conduisent plutôt à penser que le « Général Pagaïe » fut le principal responsable de la prise de l'ouvrage par les Américains, puis de la constitution d'une tête de pont sur la rive droite du Rhin.

On ne peut s'empêcher de noter au passif du livre de Soltikow des inexactitudes, dont certaines ont été relevées par le présentateur français, et des invraisemblances lorsque l'auteur met dans la bouche des exécutants à l'échelon le plus bas des considérations de haute portée stratégique ou de politique générale.

Le récit est précédé d'une bonne mise au point de Jacques Mordal sur les événements militaires qui ont amené les Alliés au contact de la ligne du Rhin.

R. Collenot.

de recherches, rappelons au lecteur l'habitude polonaise de placer les écoles, les usines, etc., sous « l'invocation » d'un grand homme. Le choix, ici, est particulièrement heureux.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Ludwig (Eduard). — *Österreichs Sendung im Donauraum. Die Letzten Dezennien österrichischer Innen- und Aussenpolitik*, Wien, Österreichischer Staatsdruck., 1954, in-8°, 356 p., ill. h. t.

L'Autriche de 1918 à 1953 par un diplomate autrichien.

*Prost (Henri). — *Destin de la Roumanie, 1918-1954.* Préface d'Albert Mousset, Paris, Berger-Levrault, 1954, in-8°, IX-280 p.

*Rüdiger (Wilhelm von). — *Aus dem letzten Kapitel deutsch-baltischen Geschichte in Lettland 1919-1945*, Gern bei Eggenfelden/Bay., Selbst. Verl. d. Verf. Kluge u. Ströhm, 1954, in-8°, 62 p.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Berardi (Paolo). — *Memorie di un capo di Stato Maggiore dell'Esercito, 1943-1945.* Pref. di F. Ronco, Bologna, Studio edit. O. D. C. U., 1954, in-8°, 286 p.

Rapatrié d'Angleterre où il était prisonnier, l'auteur, adjoint au général Messe, constitua le « Corpo italiano de Liberazione ».

Berger (Paul-C.). — Hitler, cet inconnu, *Écrits de Paris*, mars 1955, pp. 46-56.

*Brunner (Heinz). — *Geblieben aber ist das Volk. Ein Schiksal für alle geschrieben*, Graz, Göttingen, L. Stocker, 1954, in-8°, 430 p.

Mémoires d'un Allemand de Slovénie, 1916-1951.

*Camnasio (Aldo). — *Libro bianco sulla vicenda carteggio Mussolini*, Milano, Paneuropa, 1954, in-8°, 39 p.

Corradi (Enzo). — Galbiati raconta il suo 25 luglio, *Corriere della Sera*, 15 févr. 1955, p. 5.

Le chef d'état-major de la Milice fasciste explique pourquoi il a refusé d'intervenir en faveur de Mussolini le 25 juillet.

Dienne (J.). — Churchill et la diplomatie secrète, *Nouv. crit.*, févr. 1955, pp. 184-187.

*Dietrich (Otto). — *12 Jahre mit Hitler*, München, Isar Verl., 1955, in-8°, 285 p.

Mémoires du Reichspressechef du IIIe Reich.

Dominique (Pierre). — Psychologie de Pierre Laval, *Écrits de Paris*, févr. 1955, pp. 48-54.

A propos de l'ouvrage d'Alfred Mallet : *Pierre Laval.*

Dzelepy (E. N.). — Le double jeu de Winston Churchill, *Temps modernes*, janv.-févr. 1955, pp. 1091-1109.

L'obsession antisoviétique de Winston Churchill, d'après ses Mémoires de guerre.

*Ernst (Robert). — *Rechenschaftsbericht eines Elsässers*, Berlin, Verl. Bernard u. Graefe, 1954, in-8°, 420 p. (Schriften gegen Diffamierung und Vorurteile, V.)

Mémoires de l'ancien bourgmestre de

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. — Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

Strasbourg. Son activité politique de 1919 à 1945. L'Alsace sous l'occupation.

L'Ex-Maresciallo Rodolfo Graziani è morto. L'uomo e il soldato, *Corriere della Sera*, 12 janv. 1955, p. 5, col. 1-3.

Sa carrière : la guerre d'Éthiopie, le désastre de Sidi el Barani, la République sociale italienne, la prison, ses procès.

F. — Aux sources de l'histoire : Pierre Laval et la France occupée, *Rivarol*, 17 mars 1955, p. 6.

Article annonçant la publication de notes manuscrites de Pierre Laval et de témoignages divers extraits des documents inédits versés par M. René de Chambrun à la « Hoover Library for War, Peace and Revolution » de la Stanford University.

Faul (Erwin). — Hitlers Uber-Machiavellismus, *Viertejahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1954, pp. 344-373.

La psychologie de Hitler.

La fin de l'amiral Canaris, *Documents*, janv. 1955, pp. 88-91.

D'après le médecin SS du camp de Flossenburg qui assista à l'exécution, le 9 avril 1945.

Finzi (Nora). — Himmler e l'Ebreo, *Mondo*, 8 févr. 1955, pp. 13-14.

Influence exercée sur Himmler par son masseur-médecin Félix Kersten, lui-même en contact avec le Congrès mondial juif.

*Grimm (Hans). — *Warum — Woher — Aber Wohin?*, Lippoldsberg, Klosterhaus Verl., 1954, in-8°, 608 p.

La signification historique de Hitler.

Grossman (A.). — Raoul Wallenberg, *Évidences*, févr. 1955, pp. 22-28.

Attaché à l'Ambassade de Suède à Budapest, protecteur des Juifs de Hongrie.

*Hierl (Konstantin). — *Im Dienst für Deutschland, 1918-1945*, Heidelberg, K. Vowinkel, 1954, in-8°, 208 p.

Mémoires du chef du service du Travail.

*Kimmel (Husband E.), rear-admiral. — *Admiral Kimmel's story*, Chicago, Regnery, 1955, in-8°, 222 p.

L'amiral commandait la U. S. Pacific Fleet à Pearl Harbor lors de l'agression japonaise.

*Lippert (Julius). — *Lächle... und verbirg die Tränen. Erlebnisse und Bemerkungen eines deutschen « Kriegsverbrechers »*. Leoni am Starnberger See, Druffel Verl. (1955), in-8°, 222 p., portr., frontisp., ill.

Mémoires de prison de l'ancien rédacteur en chef de l'*Angriff*.

Lithgow (Mike). — Mach I, Paris, Éditions France-Empire, 1955, in-8°.

Pilote dans la R. A. F. (1939-1945).

*Litvinov (Maxim). — *Notes from a journal*, London, Deutsch, 1955.

1926-1945.

*Loebe (Paul). — *Der Weg war lang. Lebenserinnerungen...* (2 erw. Aufl.), Berlin - Grunewald, Arani Verl. (1954), in-8°, 303 p., portr., frontisp., ill. h. t.

Mémoires de l'ancien président du Reichstag (1920-1932), qui fit partie du réseau de résistance Goerdeler-Leuschner.

Lualdi (Maner). — A colloquio col generale Ambrosio : la parte dei militari nel 25 luglio e nell' 8 settembre, *Coriere della sera*, 11 mars 1955, p. 3, col. 2-6.

L'ex-chef d'état-major général précise quel a été le rôle des chefs militaires lors de la chute de Mussolini.

Montigny (Jean). — M. et Mme Raphaël, Athéniens de Paris, *Revue des Deux Mondes*, 15 févr. 1955, pp. 641-651.

Ambassadeur de Grèce à Ankara pendant la guerre.

*Ritter (Gerhard). — *Carl Goerdeler une die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, Deutsche Verlags. Anst. (1954), in-8°, 630 p., portr., frontisp., ill. h. t.

D'après des documents inédits provenant, d'une part, de la famille de Goerdeler, d'autre part, des Archives américaines.

*Robinson (Edgar Eugène). — *The Roosevelt leadership, 1933-1945*, Philadelphie, Lippincott, 1955, in-8°, 491 p.

*Romilly (Giles). — *La Tour de Colditz*. Trad. par R. Jouan, Paris, Éditions France-Empire, 1955, in-8°.

Le neveu de Churchill, prisonnier des Allemands.

*Rudel (Hans-Ulrich). — *Aus Krieg*

und Frieden. Aus den Jahren 1945 und 1952, Göttingen, Plesse Verl. (1954), in-8°, 318 p., ill. h. t.

Journal de guerre (janv.-mai 1945) du célèbre aviateur.

SERRA (Enrico). — L'Oro inglese e Mussolini. Una rivelazione di Samuel Hoare, *Mondo*, 8 févr. 1955, p. 5.

Sur les subsides versés à Mussolini par l' « Intelligence Service » pour éviter la défection italienne après Caporetto.

*STUART (John Leighton). — *Fifty years of China*, New York, Random House, 1954.

Mémoires de l'ancien président de la Yenchin University (depuis 1919), nommé ambassadeur en 1946.

*WEYGAND (Maxime), général. — *En lisant les Mémoires de guerre du général de Gaulle*, Paris, Flammarion, 1955, in-16, 235 p., annexes.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

DOROSZ (Kazimierz). — Die Zwanzig Tage vor dem Ausbruch des zweiten Weltkrieges. [Les vingt jours avant le déclenchement de la deuxième guerre mondiale], *Sprawy Miedzynarod*, janv. 1955, n° 1, pp. 43-51.

D'après le vol. VII des *British documents*.

**Foreign relations of United States. Diplomatic papers, 1937*. Vol. IV : *Far East*, Washington, Gov. Print. Off., 1954, in-8°, IV-911 p. (Dept. of State Div. of publications.)

FREI (Bruno). — Die Politik Deutschland-Österreich zur Zeit Hitlers, insbesondere die Anschlussfrage, *Weltbühne*, 29 déc. 1954, pp. 1629-1633.

GUERRIERO (Augusto). — Nuovi documenti sul 25 agosto 1939. Due amare sorprese per Hitler già pronto a invadere la Polonia : la notizia dell'alleanza anglo-polacca e l'attagiamento italiano rimandarono sia pure di pochi giorni lo scoppio della seconda guerra mondiale, *Corriere della Sera*, 4 mars 1955, p. 3, col. 6-9.

D'après les récents vol. de *Documenti diplomatici italiani*.

*IBARRURI (Dolores). — *Die italienisch-deutsche militärische Intervention, der faschistische Putsch in Spanien und der nationale revolutionäre Krieg des spanischen Volkes, 1936-1939*, Ins Dt. überz. von R. SOMMER, Berlin, Rütten u. Loening (1954), in-8°. (Grosse Sowjet-Enzyklopädie. R. Geschichte u. Philosophie, 34.)

NEKRIC (A.). — Anglo-germanskie protivorecija po kolonial'nomu voprosu pered vtoroi mirovoi voinoi [Les contradictions anglo-allemandes concernant la question coloniale à la veille de la deuxième guerre mondiale], *Voprosy Istorii*, n° 7, juill. 1954, pp. 77-94.

ORT (Alexandr). — Mala dohoda a Mnichov [La Petite Entente et Munich], *Ceskoslovensky casopis historicky* (*Praha*), 1954, n° 2, pp. 227-245.

*WATHEN (Mary Antonia). — *The Policy of England and France toward the « Anschluss » of 1938* (A doctoral dissertation), Washington, Catholic Univ., 1954, in-8°, 224 p.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

DEBAU, col. — La stratégie des zones d'appui de manœuvre, *R. Déf. nat.*, févr.-mars 1955, pp. 199-215 et 322-333.

Démiansk et Tobrouk.

HANDEL-MAZZETTI (Peter Frhrr VON). — Der Einfluss von See-und Luftmacht im Kampf im Nordafrika 1940-1942, *Marine-Rundsch.*, janv.-févr. 1955, pp. 9-19.

*HERINGTON (John). — *Air war against Germany and Italy, 1939-1943*, Canberra, Australian War Memorial, 1955, in-8°, XVII-731 p., ill.

(Australia in the war of 1939-43 series, 3.)

HITLER (Adolf). — Auszug aus der Ansprache des Führers an die Heeresgruppenführer am 1.7.43, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, juill. 1954, pp. 309-313.

Trad. dans *Documents*, janv. 1955, « Un discours de Hitler », pp. 66-71.
Buts de guerre à l'Est.

MOURIN (M.). — Les enseignements de

la guerre et la doctrine allemande, *R. Déf. nat.*, mars 1955, pp. 266-271.

*Riecker (Karl Heinrich). — *Ein Mann verliert einen Krieg*, Frankfurt a. M., H. Blomer, 1954.

Les fautes stratégiques de la guerre de Russie et l'influence personnelle de Hitler.

Ruge (Vice admiral Friedrich). — German Naval strategy across two wars, *U. S. Naval Inst. proceedings*, févr. 1955, pp. 153-166, phot., cartes.

Vanwelkenhuyzen (Jean). — Die Krise vom Januar 1940, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, févr. 1955, pp. 66-90, cartes.

L'affaire de Mechelen et ses répercussions en Belgique et en France.

Wilson (B. T.), major général. — Grand Tactics in Modern War, *Army Quart.*, janv. 1955, pp. 185-193, pl. h. t., carte.

Nombreux exemples pris dans la guerre, 1939-1945.

L'ARMEMENT ET LA TECHNIQUE

Berger (P.-C.). — L'armée aéroportée : d'hier à demain, *Écrits de Paris*, févr. 1955, pp. 55-63.

Guerre 1939-1945.

Iachino (A.). — Chi aveva il Radar all'inizio delle guerra? *Riv. marittima*, févr. 1955, pp. 269-277.

La marine allemande était pourvue d'appareils de détection (Dete), mais moins perfectionnés et en moins grand nombre que les Anglais.

Jarzykowski (Ludwik). — Operacje desantu powietrznego [Les opérations de parachutage], *Bellona* (Londres), oct.-déc. 1954, nº 3, pp. 39-50, cartes.

Durant la dernière guerre en Crète, en Sicile, en Hollande, en Birmanie, en Normandie.

Lepotier (A.)., contre-amiral. — L'Atlantikwall de Brest, *R. mar.*, janv. 1955, pp. 61-72, carte, ill.

L'organisation de la défense maritime de Brest par les Allemands, de 1940 à 1944.

Mayr (Jak.). — Pearl Harbor als Fernmeldeproblem, *Wehrkunde*, mars 1955, pp. 101-104.

Pfister (Ebehrhard von). — The Rail transport situation in the Causasus, 1942-1943, *Military R.*, févr. 1955, pp. 82-86, carte.

Trad. d'un article paru dans *Wehrkunde*, août 1954.

Popp (Friedrich). — Overland transport of German ships during World War II, *U. S. Nav. Inst. proceedings*, janv. 1955, pp. 27-37.

Vers l'Atlantique, la mer Noire, la Méditerranée et l'Atlantique.

Praun (Albert). — Geheimhaltung im Fernmeldeverkehr, *Wehrkunde*, mars 1955, pp. 104-107.

Le secret dans les transmissions.

OPÉRATIONS

A. M. — Die letzten Kämpfe in der Steiermark, *Frontsoldat*, févr. 1955, pp. 49-51, cartes.

*Barker (Ralph). — *Down in the drink*, London, Chatto and Windus, 1955, in-8º, 253 p.

La lutte des aviateurs anglais contre les sous-marins.

Bombardiers sur le Japon (1944-1945). [Extrait de Army Air Forces in World War II. Vol. V.] Trad. et adaptation du lieut.-col. Jean, *R. Forces aériennes fr.*, mars 1955, pp. 540-550.

*Borman (C. A.). — *Divisional signals...*, Wellington, War History Branch Department of Internal. Affairs, 1954, in-8º, xvii-540 p., cartes et pl. h. t.

Guerre en Grèce, en Afrique, en Italie.

Chassin (L.-M.), général. — L'opération « Matterhorn », *Forces aér. fr.*, oct. 1954, pp. 531-568.

Opérations aériennes contre le Japon.

*Cocchia (Aldo). — *Sommergibili all'attacco*, Milano, Rizzoli, 1955, in-8º, 230 p.

Organisation de la base italienne de Bordeaux. La participation italienne à la guerre sous-marine dans l'Atlantique et en Méditerranée.

Dittmar (Kurt). — Unbeachtete Warnung. Der finnisch-russische Winterkrieg, 1939-1940, *Wehrkunde*, janv. 1955, pp. 8-10, cartes.

Elble, major. — Karinskoje, Win-

terangriff eines verstärkten Infanterie-Bataillons gegen eine durch Stellungen verstärkte Ortschaft, *All. schw. mil. Zt.*, janv. 1955, pp. 55-66.

22 nov. 1941.

Karinskoje, localité sur la Moskowa.

*Frank (Wolfgang). — *The story of the German U.-boats at war...* Foreword by Admiral Sir George Geasy, London, Weidenfeld and Nicolson, 1955.

**German antiguerrilla operations in Balkans, 1941-1944*, with bibliogr. note prepared by Robert M. Kennedy, Washington, Gov. Print. office, 1954, in-8°, VI-82 p., ill., cartes. (Army Depart. 16187.)

*Heinl (Robert D.), Crown (John A.). — *The Marshalls, increasing the tempo*, Washington, Gov. Print. off., 1954, in-8°, VII-188 p., pl. h. t., carte jointe.

(Marine Corps monographs. Historical Branch G 3 Division Headquarters. U. S. Marine Corps.)

**Iwo Jima, amphibious epic...*, Washington, Gov. Print. off., 1954, in-8°, VI-253 p., ill., 21 cartes h. t.

(Marine Corps Monograph.)

Lauer (Erich. O.). — Armee im Kessel. Die Durchbruchsschlecht der I. Panzerarmee im Frühjahr 1944-..., *Dte Soldatenztg.*, févr. 1955, pp. 6-7, cartes.

La percée de Winnistza.

Layton (Edwin T.). — Un épisode peu connu de la bataille du Pacifique, *R. mar.*, févr. 1955, pp. 151-161.

Ravitaillement par sous-marin d'hydravions de bombardement japonais aux Bancs de la Frégate française, 2-3 mars 1942, pour un bombardement de Pearl Harbor.

Traduit de *U. S. Naval Inst. Proceedings*, mai 1953.

Lederrey (E.), colonel. — L'attaque et la défense du saillant de Witebsk en juin 1944, *R. milit. suisse*, janv. 1955, pp. 1-10, cartes.

Liddell Hart (D. H.). — The Dunkirk « Halt Order ». A Further Reassessment, *Army Quart.*, janv. 1955, pp. 207-209.

A propos de l'ouvrage du Major L. F. Ellis, *The War in France and Flanders, 1939-1940.*

Lusar. — Die letzte Fahrt. Panzerschiff « Graff Spee » musste gesprengt werden, *Militärpolit. Forum*, déc. 1954, pp. 52-55.

17 déc. 1939 au large de Montevideo.

Meister (Jurg). — Unternehmen Wunderland. Schwerer Kreuzer « Admiral Scheer » in der Kara-See, 16-31 August 1942, *Marine Rundsch.*, janv.-févr. 1955, pp. 1-9, cart. ill.

*Mohr (Ulrich). — « *Atlantis.* » *The Story of a German surface raider...*, as told to A. V. Sellwood, London, Laurie, 1955.

More on Pearl Harbor Story. Statements from three participants who want to set record straight : Mr. Sonnet objects to the « Kimmel Story ». — Admiral Kimmel's reply to the Sonnett statement. — Admiral Theobald replies on the Kittredge article, *U. S. News and World R.*, 28 janv. 1955, pp. 116-118.

More Secrets of Wartime deals. Gains Stalin made at Teheran and Potsdam, *U. S. News and World Rep.*, 24 déc. 1954, pp. 24-26.

D'après d' « unpublished papers », qui ne sont pas plus précisément désignés.

Ofensywa, ktora przyniosł wolnosc calej ziemi poslkiej [L'offensive qui apporta la liberté à tout le territoire polonais], *Tryb. Ludu*, 12 janv. 1955, n° II, p. 2, carte.

L'offensive de la Ire armée soviétique sur le front d'Ukraine, les 11-12 janv. 1945.

Ornano (P. d'), lieut.-col. — Le 19e corps blindé allemand dans les Ardennes du 10 au 15 mai 1940, *L'Armée, la Nation*, 1er mars 1955, pp. 14-23, cartes, ill.

Pallotta (Pietri) ten. col. — Halfaya-Novembre 1941-gennaio 1942. *Riv. mil.*, mars 1955, pp. 246-300, phot.

**The Retreat from Burma, 1941-1942*. Editor B. Prasad, New Delhi, Ministry of Defence, 1955.

**Schicksal Nordafrika, hrg. vom Verband ehemaliger Angehöriger deutsches Africa-Korps*, Essen, Stadtwald (Postfach), 1955, 328 p., ill.

La campagne d'Afrique, 1941-1943, avec la collaboration du général West-

phal, commandant de la Ire armée blindée d'Afrique, et du général Bayerlein, chef de l'état-major de l' « Afrika Korps ».

Schmalenbach (Koro-Kapt). — Prinz Eugen gibt Flankenschutz. « Die letzten Einsätze schwerer Einheiten », *Frontsoldat*, févr. 1955, pp. 51-53, carte.

Les derniers combats du croiseur lourd *Prinz Eugen* dans la Baltique, mars-avril 1945.

Senger (F. M. v.) und Etterlin. — Der Marsch einer Panzer-Division in der Schlammperiode, *Wehrkunde*, mars 1955, pp. 85-91, carte.

La 24e Pz. Div. en Ukraine (janv.-févr. 1944).

Shimada (Brig.-gen. Koichi), assisted by Clarke H. Kawakami and Roger Pineau. — Japanese naval operations in the Philippines invasion, *U. S. Naval Inst.-proceedings*, janv. 1955, pp. 1-17, cartes, photos.

SS-Kavallerie-Brigade im Osten, *Wiking-Ruf*, févr. 1955, pp. 5-8, ill.

Pendant l'hiver 1941-1942.

Sturm bis vor Moskaus Tore. Nach dem Kriegstagebuch der Panzertruppe 4, *Frontsoldat*, janv. 1955, pp. 14-16.

Tippelskirch (Kurt von). — Der deutsche Balkanfeldzug 1941, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, févr. 1955, pp. 49-66, carte.

Verhängnisvolles 5. Dezember 1941. 35 km vor Moskau erzwang der Winter die Umkehr. Nach dem Kriegstagebuch der Panzertruppe 4, *Frontsoldat*, févr. 1955, pp. 54-55.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Chaplin (H. D.), lieut.-col. — *The Queen's own Royal West Kent Regiment, 1920-1950*. London, Michael Joseph, 1955.

*Krueger (Walter). — *From down under to Nippon. The Story of the Sixth Army in World War II*. Washington, Combat Forces Pr., 1955, in-8°, 393 p., ill., cartes h. t.

*Starr (Lt. Col. Chester G.). — *From Salerno to the Alps. A history of the Fifth Army*, Washington, Combat Forces Press, 1955, in-8°, 498 p., ill., cartes h. t.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Bauer (Ernest). — Italien und Kroatien, 1938-1945, *Geopolitik*, févr. 1955, pp. 112-122.

Brügel (J. W.). — Neue Nazi-Akten über die Schweiz, *Rote R.*, févr. 1955, pp. 39-43.

Sur la publication : *Documents on German Foreign Policy*, series D (1937-1945), vol. VIII : *The War Years* (sept. 4, 1939-march 18, 1940), Washington, 1954.

**I Documenti diplomatici italiani*. Nona serie : *1939-1943*. Vol. I : *4 settembre-24 ottobre 1939*, Roma, Libreria dello Stato, 1954, in-8°, LXVI-643 p.

(Ministero degli affari esteri. Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici.)

Joukov (G.). — A propos des agissements peu scrupuleux de W. Churchill. Suivi du Memorandum adressé à l'Autorité de contrôle alliée par G. Joukov, en date du 20 nov. 1945, *U. R. S. S.* (Paris), n° 382, 16 déc. 1954, pp. 2-7.

Texte russe : *Pravda* du 16 déc. 1954. Publication — à la suite de récentes déclarations de Churchill — du Mémorandum soviétique protestant contre la création en zone britannique de formations militaires composées de prisonniers allemands, daté du 20 nov. 1945.

Moltmann (Günter). — Der Morgenthau-Plan, als historisches Problem, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, janv. 1955, pp. 15-33.

Obmen pis'mami mezdu U. Cercillem i I. V. Stalinym v period boevykh operacii v raione Ardenn v janvare 1945 g. [Échange de lettres entre W. Churchill et J. Stalin au moment des opérations militaires dans les Ardennes, en janv. 1945], *Pravda*, 28 nov. 1954.

Texte des lettres, précédé d'un important article de J. Pavlov, commentant les déclarations récentes de W. Churchill.

*Scheinmann (M. M.). — *Der Vatikan im zweiten Weltkrieg* (Hrg. von d. Hist. Inst. d. Akad. d. Wiss. d. UdSSR.), Berlin, Dietz, 1954, in-8°, 500 p.

Le Vatican et les divers belligérants.

Tajna nota o Solunu [La note confidentielle sur Salonique], *Poruka* (Londres), nº 19, 1954, p. 15.

Adressée par le gouvernement italien au gouvernement royal yougoslave, le 25 mars 1941, concernant le sort de Salonique après la deuxième guerre mondiale.

*Wandycz (D. S.), edit. — *Polish Americans and the Curzon line. President Roosevelt's statement at Yalta*, New York, Josef Pilsudski Inst. of American, 1954, in-8º, 31 p.

Les Polonais d'Amérique et leurs pressions sur le président Roosevelt au sujet des frontières polonaises.

Official record of the Yalta Conference, *New York Times*, 17 et 18 mars 1955, 30 p. de documents, photos.

Texte intégral du dossier inédit rendu public par le Département d'État, accompagné d'un index biographique des personnalités mentionnées dans ces documents.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

Caleffi (Piero). — La Personalità distrutta nei campi di sterminio, *Ponte*, févr. 1955, pp. 182-193.

*Kathigasu (Sybil). — *No dram of mercy*, London, Neville Spearman (1954), in-8º, 237 p., pl. h. t.

En Malaisie, histoire d'une infirmière prisonnière des Japonais.

*Lienau (Heinrich). — *12 Jahre Nacht*, Flensburg, E. H. Nielsen, 1954, in-8º, 262 p.

Mémoires d'un résistant interné pendant plusieurs années au camp de Sachsenhausen.

**Der Prediger von Buchenwald. Das Martyrium Paul Schneiders, 29.8. 1897-18.7.1939*, hrg. mit einem Geleitw. von Prof. D. Heinrich Vogel, Berlin, Lettner-Verl. (1954), in-16, 239 p.

Le pasteur Paul Schneider au camp de Buchenwald.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

Baum (Walter). — Die Reichsreform im Dritten Reich, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, janv. 1955, pp. 36-57.

D'après des documents inédits provenant du Ministère d'État d'Oldenburg et du Sénat de Brême.

Boveri (Margret). — Goerdeler und der deutsche Widerstand, *Aussenpolitik*, févr. 1955, pp. 73-85.

**Die deutsche Industrie im Kriege 1939-1945*, hrg. vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin, prof. Ferdinand Friedensburg, Berlin, München, Duncker u. Humblot, 1954, in-8º, 216 p.

**Du hast mich heimgesucht bei Nacht. Abschiedesbriefe und Aufzeichnungen des Widerstandes 1933-1945*, hrg. von Helmut Gollwitzer, Käthe Kuhn, Reinhold Schneider, München, Chr. Kaiser (1954), in-8º, 468 p., portr. h. t.

*Fühmann (Franz). — *Die Literatur der Kesselrings. Ein Pamphlet*, Berlin, Verl. der Nation (1954), in-16, 56 p.

Réflexions sur les mémoires des généraux hitlériens, sur le type de ceux du maréchal Kesselring.

Gleitze (Bruno). — Deutschlands Bevölkerungsverluste durch den zweiten Weltkrieg, *Vierteljahrsh. f. Wirtschaftsforschg.*, oct.-déc. 1954, pp. 375-385, tabl.

*Krausnick (Helmut). — *Vorgeschichte und Beginn des militärischen Widerstandes gegen Hitler*, Bonn, Bundeszentrale für Heimatdienst, 1954, in-4º, pp. 609-627.

(Politik und Zeitgeschehen.)

*Landgrebe (Erich). — *Aller et retour Moscou*. Roman traduit de l'allemand par Henri Thiès, Paris, Éd. Charles Frémanger, 1955, in-8º, 288 p.

La Wehrmacht dans la victoire et la défaite.

Lutz (Hermann). — Fälschungen zur Auslandsfinanzierung Hitler, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1954, pp. 386-397.

Les capitaux anglo-américains et néerlandais et l'accession au pouvoir de Hitler.

*Niemöller (Wilhelm). — *Die Bekennende Kirche sagt Hitler die Wahrheit. Die Geschichte der Denkschrift der Vorläufigen Leitung von Mai 1936*, Biele-

feld, L. Bechauf (1954), in-8°, 35 p.

Le mémoire de protestation envoyé par l'Église réformée d'Allemagne au chancelier Hitler.

**Rangliste des deutschen Heeres 1944-1945. Dienstalterslisten der aktiven Generale und Stabsoffiziere des Heeres vom 1. Mai 1944 mit amtlichen Nachträgen bis Kriegsende; Stellenbezetzung der höheren Kommandobehörden u. Divisionen am 10 Juni 1944...*, hrg. von Major i. G. a. D. Wolf Keilig, Bad Nauheim, H. Henning, Podzun, 1955, in-8°, 408 p.

Rothfels (Hans). — Psychological and moral problems of the German opposition to Hitler, *Confluence*, déc. 1954, pp. 439-494.

Rothfels (Hans). — Zum Vermächtnis des Widerstands, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, oct. 1954, pp. 329-344.

L'importance morale et politique de la résistance allemande.

**Seabury (Paul). — *The Wilhelmstrasse : a study of German diplomats under the nazi regime*, Berkeley, Univ. of California Press, 1954, in-8°, 232 p.

Tatbestand des Mordes erfüllt. Ein Brief zum Fall Schörner an die bayerische Justiz, *Vorwärts*, 4 févr. 1955, p. 2.

— R. G. — Amnestie für General Schörner. Professor Grimm ruft nach Gerechtigkeit, *Ibid.*, p. 4.

Le cas du général Schörner, qui fit combattre ses troupes quand la capitulation était déjà signée et fusiller pour désertion un grand nombre de soldats.

**Weinhauff. — *Die Militäropposition gegen Hitler und der Widerstandsrecht* (Hrg. v. d. Bundeszentrale f. Heimatdienst) (Bonn, H. Köllen, 1954), in-8°, 27 p.

(Schriftenreihe d. Bundeszentrale f. Heimatdienst. H. 5.)

**Welter (Erich). — *Falsch und richtig planen, eine kritische Studie über die Wirtschaftslenkung im zweiten Weltkriege*, Heidelberg, Quelle u. Meyer, 1954, in-8°, 164 p.

(Veröffentlichungen d. Forschungs-Institutes f. Wirtschaftspolitik an der Universität Mainz. Band. I.)

Der 20. Juli 1944, *Staatsburgerliche Informationen*. Folge 20., juill. 1954, 8 p. ill.

Bibl. p. 8.

Étude générale sur la conjuration.

BELGIQUE

Temmerman (Jean). — La Résistance belge. *L'Armée, la Nation*, 1er janv. 1955, pp. 31-35 et 59.

Esquisse de l'histoire de la Résistance.

ÉTATS-UNIS

**Larson (T. A.). — *Wyoming's war years, 1941-1945*, Laramie, the Univ. of Wyoming Press, 1954, in-8°, xii-400 p., carte, pl. h. t.

**Ten'Brock (Jacobus) and others. — *Prejudice, war and the constitution*, Berkeley, Univ. of. California Press, 1954, in-8°, 415 p.

A Study of Japanese-American evacuation in World War II : Japanese evacuation and resettlement. Vol. III.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

A propos du livre de Robert Aron. Entrée de Vichy dans l'Histoire? *Fédération*, janv.-févr. 1955, pp. 27-58.

Débat organisé par le « Cercle Médicis ». Exposé de Robert Aron, interventions de G. Marcel, Pierre Dournes, Raoul Girardet et Philippe Ariès.

**Borwicz (Michel). — *Écrits des condamnés à mort sous l'occupation allemande, 1939-1945*. Préface de René Cassin, Paris, P. U. F., 1955, in-8°.

(Collection « Esprit de la Résistance ».)

Dominique (Pierre). — Le Gouvernement du 10 juillet 1940 était légal et légitime, *Écrits de Paris*, janv. 1955, pp. 52-59.

En marge de l'*Histoire de Vichy* de Robert Aron.

**Farmer (Paul). — *Vichy. Political dilemma*, London, Oxford Univ. Pr., 1955, in-8°, 440 p.

Préparé par la Columbia Univ. Pr.

**Glath (Paul E.). — *Du pays de Bitche en Charente-Maritime. Souvenirs de 1939-1940*. Préf. de Ch. H. Hiegel, Niederbronn, impr. Commerciale (1954), in-8°, 95 p.

La Lorraine mosellane.

RAINERO (Romain). — Il Movimento nazionalista et la situazione dell' Algeria dal 1940 ad oggi, *Oriente Moderno*, nov. 1954, pp. 457-476.

Cf. ch. I : « L'Algeria da Pétain a de Gaulle. »

SMITH (C. Alphonso), comm. — Martinique in World War II, *U. S. Naval Institute proceedings*, févr. 1955, pp. 169-174, phot.

ITALIE

BATTAGLIA (Achille). — Il Processo alla Resistenza, *Mondo*, 1er mars 1955, pp. 3-4.

Sur les poursuites contre les partisans coupables de délits divers commis au temps de la Résistance.

*[BIANCO (Dante Livio).] — *Guerra partigiana : Raccolta di scritti a cura di Giorgio Agosti e Franco Venturi*, Torino, Einaudi, 1954, in-8°, XXVI-460 p.

CAFAGNA (Luciano). — Antonio Labriola e la « coscienza socialista » in Italia, *Movimento Operaio*, sept.-oct. 1954, pp. 661-684.

CONTINI (Sandro), COLLOBI (Licia Ragghianti). — *Una lotta nel suo corso : Lettere e documenti politici e militari della Resistenza e della Liberazione.* Pref. di Ferrucio PARRI, Venezia, Neri Pozza, 1954, in-8°, XVI-373 p.

JOHNSON (D. H. N.). — The Case of monetary gold removed from Rome in 1943, *Internat. and compar. Law. quart.*, janv. 1955, pp. 93-115.

KOGAN (Norman). — Il Partito d'Azione e la questione istituzionale, *Mov. di liber. in Italia*, sept. 1954, pp. 3-28.

Le parti d'Action et le Comité de libération nationale devant les problèmes politiques italiens.

*LA TORRE (Michele). — *Cento anni di vita politica e amministrativa italiana, 1848-1948.* Vol. III : *1943-1945*, Firenze, Noccioli, 1954, in-8°, 200 p.

LUSSU (Emilio). — Diplomazia clandestina (14 giugno 1940-26 luglio 1945), *Ponte*, janv. et févr. 1955, p. 13-30 et 168-181 (à suivre).

Activité politique d'un émigré italien du groupe « Giustizia e Libertà » à Paris, Marseille, Lisbonne, Gibraltar, Londres, New-York.

MONTANELLI (Indro). — Rivelazioni di Dino Grandi sull'arresto di Mussolini, *N. Corriere della Sera*, 9 et 10 févr. 1955, pp. 5 et 3.

*PALADIN (Giovanni). — *La Lotta clandestina di Trieste nelle drammatiche vicende del C. L. N. della Venezia Giulia*, Trieste, Stampa comunale, 1954, in-4°, 840 p.

*PELLIZZI (Vittorio). — *Trenta mesi*, Reggio Emilia, Poligrafica Raggiana, 1954, in-8°, 167 p.

La lutte pour la libération en Émilie par un des chefs de la Résistance.

PIERI (Piero). — Considerazioni intorno ad una storia della Resistenza Italiana, *Mov. di Liber. in Italia*, sept. 1954, pp. 29-57.

Sur l'ouvrage de BATTAGLIA : *Storia della Resistenza italiana.*

POLLICE (Vito). — Osservazioni sul modo di formazione del trattato di pace con l'Italia, *Riv. di studi pol. internazionali*, oct.-déc. 1954, pp. 582-585.

Du « short armistice » au traité de Paris.

*RAGGHIANTI (Carlo Ludovico). — *Disegno della Liberazione italiana*, Pisa, Nistri-Lischi, 1954, in-16, 366 p.

RUATA (Adolfo). — Ricordo di Duccio Galimberti, *Ponte*, janv. 1955, pp. 1883-1894.

Héros de la Résistance italienne, membre du parti d'Action, assassiné le 3 déc. 1944.

*SALVADORI (Max). — *Brief History of the patriot movement in Italy, 1943-1945*, Chicago, E. Clemente, 1954, in-16, 96 p.

SALVEMINI (Gaetano). — Cronaca e storia della resistenza : Quattro documenti, *Mondo*, 1er févr. 1955, pp. 13-14.

Cf. les mises au point et réponses à cet article publiées sous le titre : « Le Formazioni autonome », *Ibid.*, 22 févr., pp. 13-14.

XXX. — Una storia della Resistenza italiana, *Civiltà cattol.*, déc. 1955, pp. 681-685.

Sur l'ouvrage de R. Battaglia.

PAYS-BAS

*VROMANS (A. G.). — *Stichting « Indie*

in de tweede Wereldoorlog ». De Indische Collectie van het Rijksinstituut voor Oorlogsdadocumentatie te Amsterdam, Amsterdam, oct. 1954, in-8°, 38 p.

Résumé en langue anglaise.

POLOGNE

Mackiewicz (Josef). — O pewnej, ostatniej probie i zstrzelonym Bujnickim [Au sujet d'un certain essai, dernièrement paru, et de Bujnicki, exécuté], *Kultura*, Paris, 1954, n° 11, pp. 81-95.

Conteste l'article de Milosz (paru dans le n° 9 de *Kultura*) sur le poète Bujnicki, la vie à Vilno de 1939 à 1944 et les tensions entre Lithuaniens et Polonais, Allemands, Russes.

Walewski (Jan). — Poczatki konspiracji na Wilenszczysnie [Les débuts d'une conspiration dans la région de Vilno], *Zwiazkowiec* (Toronto), suppl., 23 janv. 1955, n° 4, p. 12.

En oct. 1939, premières tentatives d'organisation de la Résistance armée.

YOUGOSLAVIE

Baska rezolucija, 27 januara 1944 god [La résolution de Ba, le 27 janv. 1944], *Poruka* (Londres), n° 19, 1954, 18 p.

Résolution du Congrès national tenu à Ba (Serbie), du 25 au 27 janv. 1944, par les partisans du général Mihailovic.

Knezevic (Radoje). — Jugoslovenska vleda i Draza Mihailovic [Le gouvernement yougoslave et le général Mihailovic], *Poruka* (Londres), n° 10, 1953, pp. 5-13.

Voir n^{os} 11, 13, 18.

Documents officiels sur les rapports entre le gouvernement royal yougoslave à Londres et le général Mihailovic, chef de la Résistance yougoslave nationaliste pendant la guerre.

Matl (Josef). — Jugoslawien im Zweiten Weltkrieg, dans : *Jugoslawien...*, Köln, Graz, Bölhau-Verl., 1954, in-4°, pp. 99-122, carte.

Opérations militaires ; morcellement de la Yougoslavie ; régime de Pavelic ; les partisans et la politique des Alliés dans les Balkans.

Sporazumi Titi-Subasic [Les accords Tito-Subasic], *Poruka* (Londres), n° 11, 1953, pp. 4-13.

Les accords entre le gouvernement royal yougoslave en exil et le maréchal Tito, 1944-1945.

Le 24 mars 1955.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 2965 — 7-1955
Édit. n° 23922 Dépôt légal, 3e trimestre 1955 Impr. n° 635

LA PRÉPARATION
DE
L'ATTAQUE ALLEMANDE SUR LA HOLLANDE EN 1940

A ne considérer que les documents officiels, le plan d'une attaque allemande sur la Hollande remonte à l'été de 1938. Mais, avant cette date, quelques indications avaient été données sur les projets futurs de Hitler. Dans son livre *Mein Kampf*, écrit dans la prison de Landsberg en 1924, le futur Führer avait nettement expliqué les buts de sa politique extérieure. « La politique extérieure de l'État raciste doit assurer les moyens d'existence sur cette planète de la race que groupe l'État, en établissant un rapport sain, viable et conforme aux lois naturelles entre le nombre et l'accroissement de la population, d'une part, l'étendue et la valeur du territoire, d'autre part (1). » Ainsi s'exprimait Hitler sur le caractère de la politique extérieure de l'État national-socialiste, laquelle n'est donc rien d'autre que l'expansion sans déguisement. Car, continue-t-il : « Quelle peut être sur notre planète l'importance d'une création aussi lamentable, en ce qui touche le rapport du chiffre de sa population à la surface de son territoire, que l'actuel Reich allemand? A une époque où peu à peu chaque fraction de cette terre est attribuée à quelque État ..... on ne saurait parler de puissance mondiale, quand il s'agit d'une formation politique dont la métropole est limitée à une ridicule surface d'à peine cinq cent mille kilomètres carrés (2). » Hitler ne dissimule point que la création de cet « équilibre sain » sera réalisée par les Allemands aux frais d'autres pays : « En particulier, nous ne sommes pas les gendarmes des pauvres petits peuples bien connus, mais les soldats de notre propre peuple. Cependant, nous autres nationaux-socialistes, nous ne devons pas nous arrêter là : le droit au sol et à la terre peut devenir un devoir, lorsqu'un grand peuple paraît voué à la ruine, à défaut d'extension (3). »

Sur la mentalité de Hitler, dix ans avant son accession au pouvoir, il n'y a donc pas de doute possible. *Mein Kampf* ne parle pas explicitement de la Hollande, mais indique l'Est — la Russie — comme direc-

(1) Adolf Hitler, *Mon combat*, trad. par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Paris, s. d., p. 640.
(2) *Mon combat*, p. 642.
(3) *Mon combat*, p. 652.

tion de l'expansion allemande. Cela ne veut pas dire que Hitler, à cette époque, ne pensait qu'à une expansion vers l'Est. Il y a même une preuve du contraire : les conversations entre Hitler et Hermann Rauschning, décrites par ce dernier dans un livre important publié en 1939. Au commencement de l'année 1934, Hitler recevait Rauschning à Berlin et lui présentait une franche perspective de sa future politique extérieure. Dans cet exposé, nous retrouvons les grandes lignes du plan de campagne qui fut exécuté après 1938 : l'annexion de l'Autriche, le partage de la Pologne, une attaque « éclair » sur la France, l'offensive contre la Russie. « Nous avons besoin d'un espace qui nous rende indépendants de toute constellation politique, de toute alliance. A l'Est, il nous faut étendre notre domination jusqu'au Caucase ou jusqu'à l'Iran. A l'Ouest, il nous faut la côte française. Il nous faut les Flandres et la Hollande (1). » Hitler ne cachait pas à son visiteur ahuri que, pour atteindre ce but, la violence serait nécessaire. Surtout l'occupation de la Hollande était importante, dans l'opinion de Hitler, parce que la côte néerlandaise pouvait fournir des bases maritimes et aériennes convenables dans la lutte contre l'Angleterre. « En moins de huit heures, nous atteindrons la côte, me dit-il, avec une sorte d'enthousiasme cruel », déclare Rauschning (2). Et, même dans une guerre défensive, Hitler voulait occuper la Hollande comme un gage.

Entre 1934, quand Hitler dévoilait ses projets à Rauschning, et 1938, le Führer ne semble pas avoir chargé ses généraux d'étudier un plan d'attaque contre la Hollande. Après la remilitarisation de la Rhénanie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie avaient la priorité dans les plans d'expansion allemands.

On trouvera la première référence à une attaque préméditée sur la Hollande dans un document secret, préparé par la 5e section de l'état-major général de la *Luftwaffe*, daté du 25 août 1938. Ce document, qui tente d'analyser la situation politique et militaire du point de vue d'une intervention anglo-française en faveur de la Tchécoslovaquie, contient les remarques suivantes : « On n'a pas à s'attendre pour le moment à ce que d'autres États interviennent contre l'Allemagne. Les régions hollandaises et belges revêtent, sous ce rapport, beaucoup plus d'importance pour la conduite de la guerre dans l'ouest de l'Europe que durant la première guerre mondiale. Elles seront principalement une base avancée pour la guerre aérienne. » Et, plus loin, nous lisons : « La Belgique et les Pays-Bas aux mains des Allemands représenteraient un avantage extraordinaire dans la poursuite de la guerre contre la Grande-Bretagne, aussi bien que contre la France. Par conséquent, nous estimons qu'il est essentiel de connaître l'opinion de l'Armée sur les conditions dans lesquelles l'occupation de cette zone pourrait être exécutée et le temps

(1) H. Rauschning, *Hitler m'a dit*, Paris, 1939, p. 143-144.
(2) *Hitler m'a dit*, p. 147.

qu'il nous faudrait pour la réaliser (1). » Déjà à cette époque, dans l'été de 1938, ce fut donc surtout la nouvelle Armée de l'Air de Gœring qui propagea l'idée d'une occupation des deux États voisins.

Le 23 mai 1939, deux mois après l'annexion de la dernière partie de la Tchécoslovaquie, le Führer convoquait à la Chancellerie du Reich les principaux dirigeants des forces armées, parmi lesquels se trouvaient le maréchal Gœring, l'amiral Raeder, les généraux Keitel, von Brauchitsch, etc... Dans son discours sur la situation politique, Hitler parlait de nouveau de la Hollande et de la Belgique. Il considérait ces deux pays comme la première zone de défense de la région de la Ruhr (2). Pour cette raison, il faudrait, disait-il, les occuper sans tergiverser. « Les bases aériennes hollandaises et belges doivent être occupées par la force armée. Il faut ignorer les déclarations de neutralité. » Et, surtout, si l'Angleterre avait vraiment l'intention d'intervenir dans la guerre contre la Pologne, projetée à Berlin à ce moment, « il faut que nous attaquions la Hollande avec la rapidité de l'éclair. Notre but doit être de nous assurer des lignes de défense sur le territoire hollandais jusqu'au Zuyderzee ».

Donc, si l'Angleterre soutenait la Pologne contre une attaque allemande, Hitler avait l'intention d'occuper la Hollande avec la rapidité de l'éclair, sans tenir compte de la neutralité de ce pays. Il ne mentionnait pourtant pas cette intention au comte Ciano, ministre italien des Affaires étrangères, qui venait le visiter à Berchtesgaden les 12 et 13 août 1939. Pendant cette conférence, à laquelle participait aussi von Ribbentrop et où Hitler essayait de s'assurer de la coopération italienne en cas de guerre à l'Ouest, le chef d'État allemand expliquait sur la carte que la Hollande était le seul endroit faible dans la ligne de défense allemande. Mais, d'après Hitler, ce pays défendrait sans aucun doute sa neutralité avec énergie, parce que les Hollandais craignaient de perdre leurs colonies en Extrême-Orient en faveur du Japon (3). D'ailleurs, les Pays-Bas ne conviendraient pas comme base pour des opérations militaires, à cause de leurs canaux et de leurs eaux.

Hitler avait caché à son allié italien sa véritable intention d'occuper la Hollande tout de suite après une intervention anglaise dans la campagne contre la Pologne. Mais il semble avoir été sincèrement convaincu que les Pays-Bas eux-mêmes ne donneraient pas lieu à une provocation et qu'ils mèneraient une politique de neutralité irréprochable. Ce fait ressortit également du discours que Hitler prononça à Berchtesgaden, le 22 août 1939, dix jours après la visite de Ciano, devant ses comman-

(1) Doc. (Nuremberg) PS-375. Cf. Peter DE MENDELSSOHN, *The Nuremberg documents*, Londres, 1946, p. 68.

(2) Doc. L-79. Cf. T. TAYLOR, *Sword and Swastika*, Londres, 1953, p. 266 et suiv.

(3) Doc. PS-1871. Cf. R. CARTIER, *Les secrets de la guerre dévoilés par Nuremberg*, Paris, 1948, p. 106 et suiv.

dants en chef (1). Après avoir donné un aperçu de la situation politique, Hitler réfléchit sur les moyens d'attaque de l'Ouest contre l'Allemagne. Il y en avait trois, à son avis : blocus maritime, attaque venant de la ligne Maginot et, en troisième lieu, violation alliée de la neutralité hollandaise, belge et suisse. « Je ne doute pas », assurait le Führer à ses auditeurs, « que tous ces États, de même que la Scandinavie défendront leur neutralité par tous les moyens possibles. » Et, surtout, la France et l'Angleterre n'enfreindraient pas la neutralité de ces pays, selon Hitler. Il écartait donc toute possibilité d'une défaite allemande par les deux grands États occidentaux.

Le 1er septembre 1939, la deuxième guerre mondiale commençait et, deux jours après, l'Angleterre entrait dans la guerre, contrairement à la conviction première de Hitler (2). Bientôt seraient évidents les projets qu'on avait à Berlin à l'égard de la Hollande. Déjà dans les dernières semaines de septembre, aussitôt que la campagne de Pologne approcha de sa fin, Hitler pensa à une attaque immédiate à l'Ouest. Le général Keitel, chef de l'*Oberkommando der Wehrmacht*, était mis au courant de ce plan, le 20 septembre, le général Halder, chef de l'état-major de l'Armée, le 25 septembre (3). Le 27 septembre suivant, Hitler communiquait à la Chancellerie du Reich ses projets d'une offensive à l'Ouest aux chefs militaires, revenus triomphants de Pologne. Deux motifs avaient influencé sa décision : d'une part, la peur, partagée par Jodl et une minorité d'officiers supérieurs, d'une offensive anglo-française à travers la Belgique et la Hollande vers la région de la Ruhr (4) ; d'autre part, son désir de profiter de son avance militaire considérable sur l'Ouest et de frapper avant que ses adversaires aient rattrapé cette avance (5). Dans sa communication du 27 septembre, après laquelle il n'y eut pas de discussion, Hitler n'avait pas fixé de date pour l'offensive à l'ouest, mais Jodl pensait que ce serait pour le 15 octobre (6). L'offensive serait dirigée à travers la Hollande et à travers la Belgique. Le gouvernement néerlandais serait averti de bonne heure et il semble que Hitler, à cette époque, croyait que le gouvernement à La Haye n'aurait pas d'objection à faire.

La plupart des officiers de l'état-major de l'Armée allemande se montraient opposés aux plans de Hitler. En premier lieu, les chefs militaires espéraient qu'une paix avec l'Ouest serait encore possible

(1) PS-798. T. Taylor, *op. cit.*, p. 286 et suiv.
(2) Voir l'excellente étude de Walther Hofer, *Die Entfesselung des Zweiten Weltkrieges*, Stuttgart, 1954.
(3) J. Wheeler-Bennet, *The Nemesis of power*, Londres, 1953, p. 463, note 1.
(4) Doc. L-172 (discours de Jodl à Munich devant les Gauleiter, le 7 novembre 1943). Cf. H. Greiner, *Die Oberste Wehrmachtführung*, 1939-1943, Wiesbaden, 1951, p. 62, note 4.
(5) Greiner, p. 56 ; B. von Lossberg, *Im Wehrmachtführungsstab*, Hamburg, 1949, p. 45.
(6) Von Lossberg, p. 45.

après la défaite polonaise, donc après une « guerre limitée ». Cet espoir était nourri par le fait que les troupes françaises sur le front occidental, quoique supérieures en nombre aux forces allemandes, ne prenaient pas l'offensive (1). Outre les objections de caractère politique, les généraux allemands avaient aussi des objections militaires contre une offensive à l'ouest. D'après une étude minutieuse du général Heinrich von Stülpnagel, terminée en septembre 1939, les armées allemandes ne seraient pas capables d'attaquer la ligne Maginot avant le printemps de 1942, surtout par manque de munitions, de chars lourds et d'artillerie lourde (2). Le général von Stülpnagel n'avait pas pensé à la possibilité d'une attaque à travers la Hollande et la Belgique, parce que son gouvernement avait maintes fois, et dernièrement encore le 26 août 1939, garanti la neutralité de ces pays. La plupart des officiers supérieurs pensaient comme von Stülpnagel. Ils se rappelaient encore vivement l'émotion et l'hostilité causées en 1914 par l'attaque allemande sur la Belgique. De même, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, von Weizsäcker, mit en garde von Ribbentrop contre une répétition de la grande erreur de 1914 (3). Mais ce dernier resta sourd à tous les conseils.

Pour Hitler, ni l'éthique ni les leçons de l'histoire ne comptaient. Le 9 octobre 1939, il rédigea sa première directive aux trois commandants en chef sur le *Cas Jaune* : l'invasion de la Hollande et de la Belgique (4). Dans ce document bien connu, caractérisé par Liddell Hart comme une analyse militaire magistrale (5), Hitler avait exprimé sa volonté de ne plus attendre de voir quelle tournure prendraient les choses, mais de préparer immédiatement une attaque à l'ouest, dans le but « d'acquérir une base aussi étendue que possible en Belgique, en Hollande et dans la France du Nord ». Le 10 octobre, après que Hitler eut donné un résumé oral de ses instructions, la Directive nº 6 du 9 octobre était envoyée aux destinataires (6). Le général Franz Halder, chef de l'état-major de l'Armée, élaborait ensuite les instructions du Führer dans un plan stratégique, daté du 19 octobre 1939. Ce premier plan du 19 octobre est très peu connu, comme l'a démontré M. Vanwelkenhuyzen. « Comme en 1914, il s'agit d'une vaste manœuvre d'enveloppement par l'aile droite. Mais la Hollande n'échappera plus à la tourmente. Un détachement d'Armée N, à trois divisions, marchera sur Utrecht et de là, si possible, sur Rotterdam et Amsterdam. Ce n'est, d'ailleurs, qu'un hors-d'œuvre. Le rôle principal est confié au groupe

(1) J. Wheeler-Bennett, p. 461.
(2) Greiner, p. 58.
(3) Dans un *Mémorandum* du 12 octobre 1939. E. von Weizsäcker, *Erinnerungen*, Munich, 1950, p. 270.
(4) Doc. C-062. Déjà, le 7 octobre, von Brauchitsch avait ordonné au *Heeresgruppe B* de préparer une attaque immédiate sur la Hollande et la Belgique, si la situation militaire l'exigeait. Doc. PS-2329.
(5) B. H. Liddell Hart, *The other side of the hill*, Londres, 1948, p. 114. La même opinion est exprimée par M. Wheeler-Bennett, p. 464.
(6) Greiner, p. 61.

d'armées B, déployé de Nimègue à la pointe nord du grand-duché de Luxembourg (1). » Le 21 octobre, Hitler connaît ce plan et y fait des objections. Une conquête des Pays-Bas ne l'intéresse pas encore. Il craint, d'ailleurs, les inondations au nord des grandes rivières et préfère une traversée du Limbourg méridional pour contourner Liège par le nord, après un arrangement à l'amiable avec le gouvernement néerlandais.

D'après les instructions du Führer, l'état-major de l'Armée élabora un nouveau plan, daté du 29 octobre 1939. Ce plan, beaucoup mieux connu que le précédent, prévoyait une offensive des groupes d'armées B et A sur la ligne Geldern-Mettlach, à travers le Limbourg méridional et la Belgique, vers l'ouest. Dans la dernière semaine d'octobre, le Führer informait ses généraux, rassemblés dans la Chancellerie du Reich, que l'offensive aurait lieu le 12 novembre. Les généraux, pourtant, restaient très sceptiques à l'égard de l'offensive à l'ouest. Ils étaient trop à se rappeler encore vivement les grands combats d'épuisement de 1917 et de 1918, l'enfer de la Somme et de Verdun. La même opinion prévalait dans la population civile, qui regardait partir les troupes pour le front sans aucun sentiment d'enthousiasme (2).

Les adversaires du projet de Hitler se trouvaient surtout à l'état-major de l'Armée, où il faut nommer von Brauchitsch et Halder. Halder, par exemple, était convaincu que l'Armée française n'était pas un adversaire à la portée des Allemands. Jodl, par contre, chef du *Wehrmachtführungsamt* de l'*OKW* et paladin fidèle du Führer, pensait que ce dernier réussirait. Le 27 octobre 1939, von Brauchitsch et Halder faisaient valoir leurs objections à Hitler, en insistant surtout sur l'état défavorable de l'atmosphère. Le général von Reichenau, nazi convaincu, avait déjà fait la même chose le 25 octobre, mais Hitler faisait la sourde oreille. Une dernière démarche fut faite par le général von Brauchitsch le 5 novembre, quand il rendit visite à Hitler, et l'avertit, entre autres, que le fantassin allemand n'avait pas montré en Pologne le même esprit offensif que son prédécesseur de 1914. Après cette déclaration, Hitler entra en fureur et mit von Brauchitsch à la porte, après avoir déchiré le mémorandum que celui-ci avait préparé en coopération avec Halder.

Hitler était tellement exaspéré, qu'il oubliait complètement qu'il devait confirmer ce jour-là si l'offensive commencerait le 12 novembre prochain. A la Chancellerie, le colonel Warlimont faisait antichambre pour recevoir cette confirmation. Par obstination, Hitler prenait sa décision : l'offensive aurait lieu le 12 novembre, que les généraux soient d'accord ou non. Dans une semaine, toute la machine militaire devait être prête. Heureusement pour les généraux allemands et probable-

(1) J. Vanwelkenhuyzen, « Les intentions du commandement allemand en janvier 1940 », dans *Revue hist. de l'Armée*, mai 1955. Voir Erich von Manstein : *Verlorene Siege*, Bonn, 1955, p. 94-95 et p. 620 et suiv.

(2) William Shirer, *Mon journal à Berlin*, Montréal, 1943, p. 197. Cf. Wheeler-Bennett, p. 456, et Erich Kordt, *Nicht aus den Akten*, Stuttgart, 1950, p. 355 et suiv.

ment aussi pour la vie des conspirateurs militaires et civils, qui avaient pris, au cours de ces mois, la décision de tuer ou d'emprisonner Hitler, les conditions atmosphériques empêchèrent l'exécution de l'offensive. L'automne de 1939 était extrêmement pluvieux et l'hiver commença tôt. Le 7 novembre, Hitler devait décommander l'offensive. C'est une spéculation historique de se demander si une offensive dans l'automne de 1939 aurait eu les mêmes chances de succès que celle de mai 1940. Plusieurs données indiquent que ces chances étaient meilleures en 1940. Les chars allemands se trouvaient dans un état d'épuisement après la campagne de Pologne, les divisions de réserve n'étaient pas encore formées, l'industrie d'armement ne produisait pas encore suffisamment et il y avait insuffisamment de munitions et d'artillerie lourde (1). L'hiver de 1939-1940 était vraiment, selon le mot de von Lossberg, la seule époque de la guerre dans laquelle le temps travaillait pour l'Allemagne et pas pour ses adversaires (2).

Les autorités néerlandaises étaient très au courant du danger imminent par leur attaché militaire à Berlin, le commandant Sas, qui avait noué des liens d'amitié avec le colonel Hans Oster de l'*Abwehr*. Déjà, le 28 septembre 1939, Sas avait pu communiquer à La Haye que les Allemands exécuteraient un plan Schlieffen dans six semaines, donc vers le 12 novembre (3). Vers la fin d'octobre, toute la capitale allemande semblait savoir que l'offensive à l'ouest était imminente (4). Le 23 octobre, l'attaché militaire belge à Berlin, le colonel Goethals, communiquait à Bruxelles des nouvelles peu réconfortantes (5). Le 8 novembre, Sas informait son gouvernement que l'offensive commencerait le 12 novembre (6). Et même un jeune journaliste américain pouvait noter, le 7 novembre 1939, dans son journal : « On parle beaucoup ici de la possibilité que l'armée allemande occupe la Hollande. Non seulement cela lui permettrait de contourner la ligne Maginot, mais l'aviation allemande obtiendrait aussi des bases à une centaine de milles de la côte anglaise (7). » Il n'y a donc pas de doute possible : les futures victimes de l'Allemagne étaient bien informées non seulement des intentions allemandes, mais aussi de la date de l'attaque et même des buts de l'offensive. Les Hollandais devaient ces informations surtout à leur attaché militaire Sas, tandis que les Belges profitaient aussi des relations entre les familles royales de Belgique et d'Italie.

Après le 7 novembre 1939, Hitler retarda l'offensive chaque fois pour quelques jours seulement. Le 10 novembre, Keitel informa les trois commandants en chef qu'il n'y aurait pas d'offensive avant le

(1) K. von Tippelskirch, *Geschichte des Zweiten Weltkriegs*, Bonn, 1954, p. 30.
(2) Von Lossberg, p. 50.
(3) *Comm. d'enq. Parl. néerl.*, vol. I A, La Haye, 1949, p. 90. Cependant, Sas avait tort en comparant le plan stratégique allemand de 1939 au plan Schlieffen de 1905.
(4) L. Simoni, *Berlin, ambassade d'Italie*, Paris, 1947, p. 15.
(5) Gén. Van Overstraeten, *Albert Ier, Léopold III*, Bruges, 1948, p. 392.
(6) *Comm. d'enq. Parl. néerl.*, vol. I A, p. 90.
(7) William Shirer, *op. cit.*, p. 234.

19 (1). Ce même jour, l'amiral Raeder faisait savoir au Führer que la marine allemande n'était pas intéressée à des bases sur la côte néerlando-belge (2). Ces bases étaient, à son avis, trop proches de la côte anglaise. L'amiral Ræder avait raison, quand il déclarait, le 18 octobre 1939, à son ami Ulrich von Hassell que c'était l'Armée de l'Air de Gœring qui était le champion d'une attaque sur la Hollande et pas la Marine ou l'Armée (3).

Le 13 novembre, l'attaque allemande dans l'ouest était remise au 22, le 16 novembre au 26 et le 20 novembre au 3 décembre. Le 20 novembre, Hitler faisait distribuer une nouvelle directive, n° 8, pour le *Cas Jaune*. Cette directive est très importante. En septembre et octobre 1939, Hitler prévoyait seulement une occupation de la Hollande du Sud par l'aile droite de la 6e armée de von Reichenau. Ce fut de nouveau Gœring qui se montra adversaire de ce plan limité. Le 30 octobre et le 11 novembre 1939, il envoya le chef de son état-major, le général Jeschonnek, à Hitler pour lui expliquer qu'on pouvait seulement défendre la région de la Ruhr d'une façon effective en pénétrant aussi loin que possible en Hollande (4). Hitler, pour qui la Ruhr était toujours un point essentiel, céda. Une nouvelle instruction de Keitel sur le *Cas Jaune*, datée du 15 novembre 1939, expliqua que la Hollande devait être occupée pour mettre la région de la Ruhr en sûreté. L'Armée était invitée à préparer, « sur réception d'un ordre spécial », l'occupation de la Hollande, en premier lieu jusqu'à la ligne Grebbe-Meuse. Il dépendrait de la conduite politique et militaire des Hollandais, ainsi que des effets de leurs inondations, que ce but soit élargi (5).

Mais, dans cette nouvelle directive n° 8 du 20 novembre, Hitler décrétait que, « contrairement aux instructions préalables, toute action contre la Hollande peut être exécutée sans ordre spécial, quand l'attaque générale commencera (6). » L'attitude des forces armées néerlandaises ne pouvait pas être prévue, selon Hitler. « Chaque fois qu'il n'y a pas de résistance, l'entrée des troupes doit prendre l'allure d'une occupation pacifique. » Ainsi la position exceptionnelle de la Hollande dans le plan stratégique allemand avait disparu. L'amiral Canaris, chef de l'*Abwehr* et un des principaux conspirateurs contre Hitler, pensait déjà, le 16 novembre, que maintenant toute la Hollande, et non seulement la partie méridionale, serait occupée (7). La nouvelle tâche en Hollande était confiée à la 18e armée de von Küchler. Tout d'abord le territoire hollandais serait occupé jusqu'à la ligne Grebbe-Meuse.

Les généraux allemands n'avaient pas encore — selon Hitler — une

(1) Doc. C-072.
(2) *Führer Conferences on Naval Affairs* (Brassey's Naval Annual, 1948), p. 57.
(3) *The Von Hassell Diaries*, Londres, 1948, p. 78-79.
(4) Greiner, p. 95.
(5) Doc. GB-106. Greiner, p. 95.
(6) Doc. PS-440.
(7) B. Gisevius, *Tot het bittere einde* (jusqu'à la lie), Utrecht, trad. néerl., s. d., vol. II, p. 796.

opinion favorable à une action offensive. Pour cette raison, il les convoqua dans l'après-midi du 23 novembre 1939 à la Chancellerie pour leur donner une leçon monologuée. Il se montra aux vainqueurs de la Pologne avec le visage d'un « tigre irrité (1) » et tint son fameux discours sur la situation politique et militaire. Après un exposé de quelques heures, Hitler conclut qu'il était nécessaire d'attaquer la France et l'Angleterre aussi vite que possible, parce que, autrement, ces deux pays prendraient l'offensive et attaqueraient, à travers la Hollande et la Belgique, la région de la Ruhr. Évidemment, l'Allemagne devrait violer la neutralité hollandaise et belge. Personne n'en parlerait après une guerre gagnée. Seulement, il ne faudrait pas expliquer la violation de la neutralité de ces pays aussi stupidement qu'en 1914. Le discours de Hitler se termina par des menaces ouvertes : quiconque s'opposerait aux intentions du Führer serait annihilé (2).

Jamais, écrit von Tippelskirch, Hitler ne s'était encore exprimé si ouvertement et pour chaque auditeur il devrait maintenant être clair qu'avec un tel fanatique à la tête du peuple allemand, il n'y avait que deux issues : victoire ou ruine absolue (3). Nous entendons l'écho de ce discours de Hitler dans une analyse politique, préparée par l'amiral Ræder pour son état-major et datée du 25 novembre 1939 : « Par une action offensive à l'ouest et par une marche en avant vers la région de la côte française de la Manche, nous devons essayer d'obtenir des bases stratégiques favorables à une guerre offensive contre l'Angleterre avec des sous-marins, des mines et des avions. En étendant le front septentrional de l'Allemagne vers l'ouest, la région de la Ruhr — le tendon d'Achille de l'industrie d'armement — peut être défendue. Les questions de neutralité ne comptent pas en cas de victoire (4). »

Après le ton menaçant du discours du 23 novembre, on pouvait s'attendre à l'offensive au jour le jour, mais, de nouveau, Hitler devait différer à cause des conditions atmosphériques. Le 27 novembre, l'offensive fut remise au 9 décembre, le 4 décembre au 11. Les routes à l'ouest étaient absolument impraticables pour des camions et pour des chars d'assaut. Successivement, le jour A fut fixé au 17 décembre, au 1er janvier et au 10 janvier 1940. Ce dernier jour, Hitler prit, en effet, une décision parce que les conditions atmosphériques étaient en train de changer. Le maréchal Gœring informait Hitler qu'il pouvait compter sur dix ou quatorze jours de beau temps, avec une température de dix à douze degrés, après le 15 janvier (5). Le froid, qui avait chassé la pluie et la boue, favorisait maintenant les plans allemands.

Une directive de Keitel, datée du 11 janvier 1940 et adressée aux

(1) R. Cartier, p. 132.
(2) Doc. PS-789. Cf. Liddell Hart, *op. cit.*, p. 115, et Gœrlitz, *The German General Staff*, p. 367 et suiv.
(3) Von Tippelskirch, p. 32.
(4) *Führer Conferences on Naval Affairs*, p. 61.
(5) Greiner, p. 71.

commandants en chef de l'Armée, de la Marine et de l'Armée de l'Air, communiquait que le Führer avait ordonné, le 10 janvier, que l'offensive à l'ouest débuterait le 17 janvier suivant. Les plans allemands avaient subi un changement. Dans les directives et instructions précédentes, il avait été question d'occuper la Hollande jusqu'à la ligne Grebbe-Meuse. Maintenant, le *Oberkommando des Heeres* et la 7e division aérienne, un corps d'élite national-socialiste, étaient chargés d'occuper toute la Forteresse Hollande après la réception du mot d'ordre *Einsatz Festung*. Les dernières traces d'un traitement spécial de la Hollande dans le plan de campagne allemand avaient disparu. L'aviation allemande reçut la permission de voler au-dessus du territoire hollandais et belge à partir du 14 janvier, afin de pouvoir attaquer les bases aériennes françaises. Les instructions à la Marine allemande, datées du 30 décembre 1939, n'étaient pas très spectaculaires : continuer la guerre contre la marine marchande des Alliés. Les sous-marins allemands recevaient la permission de couler sans avertissement tous les bateaux devant les côtes ennemies. L'apparence devait être créée que c'étaient des mines qui avaient coulé ces bateaux (1). Le rôle attribué à la marine allemande par les stratèges de Berlin dans la préparation du *Cas Jaune* était minime et probablement cette arme aurait pu faire davantage dans la campagne de mai-juin 1940 (2).

Le 17 janvier 1940 était donc fixé comme le jour de l'attaque à l'ouest. Mais rien ne se passait, bien que le comte Ciano ait déjà, au 2 janvier, averti l'ambassadeur belge à Rome du danger imminent (3). L'offensive fut retardée le 13 janvier jusqu'au 20, et, après cette date, nous n'entendrons plus rien dire du *Cas Jaune* jusqu'au mois de mai 1940. Entre le 10 et le 20 janvier, les météorologistes de Hitler n'avaient pas pu lui garantir un beau temps durable. C'était l'élément décisif pour la date de l'offensive. D'autre part, l'atterrissage d'un avion allemand à Mechelen-sur-Meuse, en Belgique, ayant à bord des plans d'agression allemands contre la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, était un mécompte inattendu pour Hitler (4). Bien que le général Ralph Wenninger, attaché allemand de l'Air à La Haye, ait communiqué, le 13 janvier, à Hitler, après une conversation pénible avec les deux aviateurs allemands internés par les Belges, que la plupart des documents précieux étaient brûlés, Hitler ne douta point que les Alliés fussent déjà au courant de ses projets. En effet, la méfiance en Hollande et en Belgique à l'égard de l'Allemagne avait augmenté grandement dans la première moitié de janvier, non seulement par la capture des documents de Mechelen, mais aussi par d'autres avertissements. Le comte Ciano

(1) *Führer Conferences on Naval Affairs*, p. 75.
(2) F. Ruge, *Der Seekrieg*, 1939-1945, Stuttgart, 1954, p. 77-78.
(3) Comte Ciano, *Journal politique*, *1939-1943*, Neuchâtel, 1946, p. 195.
(4) Jean Vanwelkenhuyzen, « L'alerte du 10 janvier 1940 », dans *Revue d'hist. de la deuxième guerre mondiale*, octobre 1953, p. 33 et suiv. ; « Le 10 janvier 1940 à Mechelen-sur Meuse », dans *Revue gén. belge*, janvier 1955, p. 3 et suiv.

avertit, le 2 janvier, le comte de Kerchove de Denterghem, ambassadeur belge à Rome. Le roi Léopold était mis au courant par sa sœur, la princesse de Piémont. Le 5 janvier, le ministre suédois à Berlin, M. Richert, avertit son collègue belge, le vicomte Davignon, et ce dernier se plaignit auprès du secrétaire d'État allemand des Affaires étrangères, von Weizsäcker, que tout le monde à Berlin parlait ouvertement d'une attaque contre les Hollandais et les Belges et que ses collègues du Corps diplomatique lui faisaient déjà des visites de condoléances (1). Dans la deuxième semaine de janvier, les deux pays augmentèrent leur préparation militaire et retirèrent les permissions à leurs troupes.

Le Führer était en colère après les nouvelles, qu'il reçut au 11 janvier, des événements à Mechelen (2). Il pensa tout de suite à une trahison, fit arrêter les femmes des deux officiers et condamna à mort par contumace les deux malfaiteurs. Quatre ans plus tard, en avril 1944, il se mettait de nouveau en fureur, quand il se rappelait les événements de janvier 1940, en discutant avec Mussolini (3). Mais le plan allemand était maintenant compromis. Évidemment, les Belges n'avaient pas hésité à mettre leurs voisins français au courant. Un moment, Hitler semble encore avoir pensé à attaquer, avant que ses ennemis aient eu le temps de modifier leurs mesures de défense, mais les conditions atmosphériques étaient trop mauvaises. Ainsi l'offensive fut retardée définitivement au 13 janvier, et Hitler décida de faire du malheur une vertu, en trompant ses ennemis sur ses vraies intentions. Par plusieurs voies, les Alliés recevaient de fausses nouvelles, qui devaient créer l'impression que Hitler avait décidé de répéter le plan stratégique de 1914 : une grande opération d'enveloppement, dans laquelle le rôle principal serait attribué à l'aile droite des armées allemandes. L'amiral Canaris, chef de l'*Abwehr*, s'occupait personnellement de cette manœuvre destinée à dérouter les Alliés (4).

Comme on le sait, le plan stratégique allemand avait déjà été modifié avant le 10 janvier 1940. Hitler, lui-même, avait, vers la fin d'octobre 1939, exprimé l'idée d'une attaque limitée au sud de Liège dans la direction de Sedan, avec des forces motorisées (5). A la mi-novembre, il insistait pour une étude de ce plan et l'*OKH* devait céder, malgré son opposition, à ce projet. La directive n° 8 du 20 novembre 1939, déjà mentionnée, prescrit, d'après les instructions du Führer, que toutes les précautions devaient être prises pour transférer le centre de gravité des opérations du groupe d'armées B au groupe d'armées A de von Rundstedt (6).

(1) H. Holldack, *Was wirklich geschah.*, Munich, 1949, p. 214.
(2) Van Overstraeten, p. 492.
(3) Wheeler-Bennett, p. 484, note 2.
(4) Von Lossberg, p. 76 et suiv. Jodl notait, dans son *Journal*, le 12 février 1940 : « Les documents des aviateurs descendus ont renforcé l'ennemi dans son opinion que nous ne sommes intéressés que dans la possession des côtes hollandaises et belges de la Manche. »
(5) *Journal* de Jodl, 30 octobre 1939 ; Greiner, p. 91, note 1.
(6) Greiner, p. 93.

Plus tard, après le 17 février 1940, Hitler tomba sous le charme d'un plan osé du général von Manstein de faire une brèche à travers les Ardennes avec des forces cuirassées et motorisées, dans la direction de Sedan, Boulogne et Abbeville. Le plan originel avait prévu un grand encerclement, à exécuter par le groupe d'armées B de von Bock. Le plan de von Manstein, au contraire, visait à percer une brèche dans le centre, à exécuter par le groupe d'armées A de von Rundstedt. L'originalité et la hardiesse du plan Manstein frappèrent le Führer, et il l'adopta.

Les événements du 10 janvier forcèrent les Allemands à changer quelques détails dans leurs plans de campagne, surtout ceux concernant les opérations prévues pour les troupes aériennes. Fin octobre 1939, Hitler projeta de jeter ces troupes contre Gand (1). Gœring et le *OKH* résistèrent, parce que Gand se trouvait à 180 kilomètres de la frontière allemande. Hitler céda et fit préparer une deuxième opération pour les parachutistes : contre les ponts de la Meuse entre Namur et Dinant. Le 28 novembre 1939, une autre variante fut étudiée : une opération de la 7e division aérienne contre Walcheren ou une autre île néerlandaise (2). Mais ni la Marine ni l'Armée de l'Air ne s'intéressaient à une occupation des îles néerlandaises.

Le 10 janvier 1940, le jour même de l'atterrissage des deux aviateurs allemands en Belgique, apparut chez Hitler le chef de l'état-major de l'Armée de l'Air, le général Jeschonnek, qui lui déconseilla un atterrissage des troupes aériennes près de Dinant, où le sol était couvert de glace, et proposa une action dans la région autour d'Amsterdam (3). Cette nouvelle proposition de Jeschonnek devenait d'actualité après les premières nouvelles des événements de Mechelen-sur-Meuse et Hitler y adhéra. Le 14 janvier, il ordonna la préparation d'une opération des troupes aériennes allemandes dans la *Forteresse Hollande*, pas dans les environs d'Amsterdam, mais plus vers le sud, dans la région Rotterdam-Dordrecht, afin de pouvoir occuper les ponts du Lek et du Waal, ainsi que le pont du Moerdijck.

Entre le 20 janvier et le 7 mai 1940, l'état-major du Führer n'avait certainement pas oublié le *Cas Jaune*. Bien que l'esprit fébrile de Hitler s'occupât, depuis le mois de décembre 1939, également d'une attaque contre la Norvège et le Danemark, cela ne signifiait pas que la Hollande et la Belgique étaient négligées. Les deux plans, *Cas Jaune* et *Exercice Weser*, étaient élaborés ensemble. A un diplomate italien qui, au commencement de 1940, avait demandé à Hitler de respecter la neutralité néerlandaise et belge, ce dernier aurait répondu : « Les circonstances atmosphériques répondront à cette question (4). »

Pour cette dernière période de la préparation de l'attaque allemande

(1) Alkmar von Hove, *Achtung Fallschirmjäger*, Leoni am Starnberger See, 1954, p. 59.
(2) Doc. C-010.
(3) Greiner, p. 98.
(4) Van Overstraeten, p. 508.

sur la Hollande, notre meilleure source est le Journal du général Alfred Jodl. Nous y lisons que, le 1er février 1940, les généraux Jodl et Jeschonnek discutaient de l'emploi des parachutistes allemands en Hollande. La 7e division aérienne avait l'intention de faire descendre des parachutistes près de La Haye, la résidence royale, et avec une telle ampleur qu'ils pourraient forcer l'entrée de cette ville. « La mission politique », ajoutait Jodl, hypocritement, « contraste, dans une certaine mesure, avec l'action violente contre l'aviation hollandaise. » Le 2 février, Jodl notait, dans son Journal, qu'on pourrait faire des atterrissages au centre de la ville de La Haye, sans doute avec l'arrière-pensée de paralyser le gouvernement néerlandais ; tous les ministères, ainsi que le Quartier général du commandant en chef des forces armées néerlandaises, se trouvaient au centre de La Haye.

Le 6 février, un plan tout neuf apparut : seule l'attaque sur les Pays-Bas et sur la Norvège serait exécutée, tandis que la neutralité belge serait garantie par les Allemands pour la durée de la guerre. Nous n'entendrons plus rien de cette variante, probablement parce que l'attaque sur la Hollande ne pouvait pas être détachée de l'offensive générale à l'ouest (1). En attendant, le printemps approchait et en même temps le moment de la décision finale. Le 26 février, le Führer posait la question de savoir « s'il ne vaudrait pas mieux entreprendre l'*Exercice Weser* avant ou après le *Cas Jaune* (2) ». Une opération simultanée était impossible, à cause du rôle important que jouaient les parachutistes allemands dans les deux opérations. Pour cette raison, il était nécessaire de préparer les deux actions indépendamment l'une de l'autre, comme remarquait le général Jodl le 28 février. D'abord Hitler désirait exécuter l'attaque sur la Norvège aussitôt que l'offensive occidentale aurait fait un progrès favorable (3). Mais, en craignant que les Anglais ne devancent les Allemands dans le Nord, il décidait, le 3 mars, que l'*Exercice Weser* commencerait avant le *Cas Jaune*, bien qu'à quelques jours d'intervalle seulement. Fin mars, Hitler avait encore la même idée : l'*Exercice Weser* commencerait vers le 8 ou 10 avril, le *Cas Jaune* vers le 15 du même mois. Ce projet tomba à l'eau, parce que les parachutistes et les avions de transport allemands étaient nécessaires en Norvège plus longtemps que Hitler n'avait pensé (4). Déjà, le 14 avril, il réalisait que l'offensive à l'ouest ne pouvait pas commencer avant le 21 ou le 22 avril et, enfin, il prit la décision d'attendre jusqu'à ce que les opérations militaires en Scandinavie aient atteint la phase décisive.

Cette phase commença fin avril, en même temps que les premiers signes du printemps. Maintenant, Hitler tranchait le nœud. Au 27 avril, il recommença à parler de l'offensive à l'ouest et fixa provisoirement le

(1) Gœrlitz, p. 372.
(2) *Journal* de Jodl, 26 février 1940.
(3) Greiner, p. 81.
(4) Greiner, p. 88.

jour A entre le 1er et le 7 mai (1). Le 3 mai, après une étude minutieuse de la situation atmosphérique, Hitler décida que le *Cas Jaune* aurait lieu, au plus tôt, le 6 mai suivant. Deux jours après cette décision, le 5 mai, il avait trouvé un motif pour l'attaque sur la Hollande et il fixait cette attaque au 8 mai (2). Mais l'atmosphère, cet éternel ennemi, changeait de nouveau et, le 7 mai, le Führer communiquait aux commandants en chef, par l'intermédiaire du général Jodl, qu'avant le 8 mai, il n'y aurait pas de décision à attendre pour le *Cas Jaune*.

Un moment encore, il sembla qu'il y aurait une anicroche à la dernière minute. Le 8 mai, le général Jodl notait, avec inquiétude, dans son *Journal*, qu'il y avait des nouvelles alarmantes de la Hollande. « Suppression des permissions. Évacuations, barrages des routes. Autres mesures de mobilisation. D'après les rapports du service d'espionnage, les Britanniques ont demandé l'autorisation de pénétrer, mais les Hollandais l'ont refusée. » Nous savons maintenant que le commandant Sas à Berlin avait alarmé, le 6 mai, le gouvernement de La Haye, avec les indications décrites par Jodl (3). Les nouvelles reçues de La Haye provoquaient une grande nervosité à Berlin. Est-ce qu'on avait deviné le jeu allemand? Faudrait-il de nouveau retarder l'offensive, avec le risque éventuel que les Alliés soient en Hollande avant les Allemands? Gœring proposa un renvoi de l'offensive. A contre-cœur et contrairement à son intuition, Hitler donna l'autorisation de renvoyer l'offensive au 10 mai, mais pas un jour plus tard. C'était sa dernière concession. Ce qui fut fait. Le 9 mai, Keitel donnait sa dernière instruction pour le *Cas Jaune*. Ce document, très bref, communiquait seulement que le jour A serait le 10 mai, à 5 h. 35. Dans la soirée du 9 mai, Jeschonnek informa le Quartier général du Führer qu'on pourrait compter sur un beau temps le 10 mai et, après cette nouvelle, le mot d'ordre *Dantzig* fut distribué, vers 21 heures, à l'Armée. Les jeux étaient faits.

Un fait remarquable est encore que Hitler semble avoir décidé d'exécuter son idée première de faire une communication préalable sur l'attaque imminente allemande au gouvernement néerlandais. Il y a des indications que Hitler a vraiment écrit une lettre personnelle à la reine Wilhelmine, qui « aurait contenu le mélange habituel de menaces et de flatteries (4) ». Cette lettre devait être transmise à la reine des Pays-Bas par un fonctionnaire supérieur de la Chancellerie, le commandant de réserve Werner Kiewitz. Kiewitz, lui-même, a déclaré après la guerre

(1) *Journal* de Jodl ; Cartier, p. 155.
(2) Gœrlitz, p. 373.
(3) *Comm. d'enq. Parl. néerl.*, vol. I A, p. 109 et suiv. Cf. Wheeler-Bennett, p. 495. — Le 4 mai, le ministre néerlandais des Affaires étrangères écrit au ministre néerlandais à Berlin que, d'après une communication secrète du Vatican, la Hollande serait attaquée sous peu. L'attaché militaire Sas confirmait ce renseignement dans un télégramme à La Haye. *Comm. d'enq. Parl.*, vol. II B, p. 133.
(4) Greiner, p. 89 ; L. De Jong, *De Duitse Vijfde Colonne tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Arnhem-Amsterdam, 1953, p. 232.

que, à son avis, l'intention de sa mission était d'insister auprès de la reine pour que les troupes hollandaises ne tirent pas sur les Allemands, après que ceux-ci auraient franchi la frontière hollandaise (1). La mission Kiewitz échoua. Tout d'abord, ce « missionnaire » devait partir par train en Hollande, ensuite par avion, mais la Légation néerlandaise à Berlin, méfiante, retarda au 7 mai la délivrance d'un visa hollandais à Kiewitz et à quelques autres Allemands, dont Richard von Kühlmann, ancien ministre à La Haye avant et pendant la guerre mondiale (2). De cette façon, Kiewitz arriva trop tard pour le train de Hollande de l'après-midi de ce 7 mai et la Légation néerlandaise ne voulut rien savoir pour un départ de Kiewitz en avion. Un moment, on réfléchit à Berlin à parachuter cet envoyé extraordinaire, mais Kiewitz, lui-même, remarqua, en présence de Hitler, qu'il n'échapperait certainement pas à l'attention des Hollandais quand il descendrait comme parachutiste, son ultimatum dans la main, aux environs de La Haye et qu'il lui faudrait beaucoup de temps, en ce cas, pour expliquer aux Hollandais qu'il n'était pas un espion, mais un diplomate. Hitler l'écouta et lui donna raison (3).

Il existe encore une autre version de cette histoire dans le livre de Greiner : dans l'après-midi du 9 mai, Kiewitz aurait été sur le point de partir à La Haye dans sa propre voiture, quand il fut retenu par un contre-ordre de Hitler, qui craignait que son envoyé ne tombât dans les mains de ses adversaires et que le plan allemand ne fût, par conséquent, dévoilé (4). Cette version n'est pas confirmée par les déclarations de Kiewitz après la guerre, qui semblent très probables. La fin de toute cette histoire fut que Kiewitz retourna à son poste militaire dans la nuit du 9 mai. Après coup, les Allemands furent très contents que la mission Kiewitz n'ait pas eu lieu. Quand le diplomate et résistant allemand Erich Kordt se trouvait, au cours du 10 mai, dans le Sonderzug Heinrich, le train spécial de Himmler, il y rencontrait un Himmler pétulant, qui s'écriait : « Quel bonheur que la reine de Hollande n'ait pas cédé. Ç'aurait été une situation trop affreuse pour le Führer, s'il avait dû tenir compte de la vieille dame. Peut-être il aurait dû se contenter, dans ce cas, de formules indécises à l'égard de la Hollande, qui doit « retourner » dans le Reich, en tout cas (5). »

Le soir du 9 mai, Hitler quittait la capitale du Reich dans son train spécial. Quelques heures plus tard, les premières bombes tombaient sur la Hollande. Le dernier acte venait de commencer.

C. T. De Jong.

La Haye.

(1) *Comm. d'enq. Parl. néerl.*, vol. II B, p. 130.
(2) *Comm. d'enq. Parl. néerl.*, vol. I C, p. 628.
(3) Audition de Kiewitz. Voir note 2.
(4) Greiner, p. 89.
(5) E. Kordt, *Nicht aus den Akten*, p. 385.

L'EFFONDREMENT DES FRONTIÈRES ROUMAINES EN 1940

SES CONDITIONS INTERNATIONALES

En 1940, la Roumanie s'est vue acculée à consentir d'importants sacrifices territoriaux. Elle a été ainsi amenée à céder : la Bessarabie, la Bucovine du Nord et le district de Hertza, par suite de l'ultimatum soviétique du 26 juin 1940 ; la Transylvanie du Nord, après l'arbitrage de Vienne du 30 août 1940, et la Dobroudja du Sud, aux termes du Traité de Craïova du 7 septembre 1940, soit une superficie de 100.293 kilomètres carrés sur un total de 295.049 kilomètres carrés, donc 31,4 % de l'étendue du pays, avec une population de 6.161.317 habitants, sur 18.057.028 habitants, représentant le chiffre global d'après le recensement de 1930 (1).

Les documents publiés jusqu'à présent, ainsi que certaines pièces inédites nous permettent aujourd'hui non seulement d'étudier les conditions extérieures ayant déterminé ce remaniement des frontières roumaines, mais aussi de suivre de près les différentes phases de ce processus. L'analyse des événements dans l'ordre de leur déroulement présente l'avantage de respecter la chronologie et de nous donner en même temps la clé de l'enchaînement des faits.

C'est avec une profonde émotion, mêlée de surprise, que l'opinion publique roumaine connut — dans la matinée du 27 juin 1940 — la note par laquelle l'Union Soviétique exigeait de la Roumanie la cession immédiate de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord. Si à ce moment-là l'ultimatum soviétique est apparu comme une initiative soudaine et inattendue, les documents publiés depuis lors nous permettent de constater qu'il ne constituait en fait que l'ultime résultat d'une longue et patiente préparation diplomatique.

La publication par le Département d'État de la correspondance échangée entre l'*Auswärtiges Amt* et l'ambassade du Reich à Moscou, au cours des années 1939-1941 (2), a apporté une confirmation à l'hypo-

(1) Antonio Golopentia, *La popolazione dei territori romeni distaccati nel 1940*, Bucarest, 1942, p. 5, 6 et 11.

(2) *Nazi-Soviet Relations 1939-1941*, Documents from the Archives of the German Foreign Office, Edited by Raymond James Sontag and James Stuart Beddie, Department of State, 1948.

thèse selon laquelle l'annexion de la Bessarabie par l'U. R. S. S. ne représente que l'application d'une des dispositions du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Le Traité de non-agression, signé par Ribbentrop et Molotov à Moscou, comportait deux parties distinctes : le traité proprement dit et un protocole additionnel, considéré comme faisant partie intégrante du Pacte. Si le Traité, qui était entré en vigueur dès sa signature, devait être immédiatement rendu public, le protocole, conformément à une disposition expresse de son article 4, demeurait secret. Or, l'article 3 dudit protocole contenait la stipulation suivante :

« En ce qui concerne l'Europe du Sud-Est, les Soviets attirent l'attention sur l'intérêt qu'ils portent à la Bessarabie. Du côté allemand, on déclare ne porter aucun intérêt politique à l'égard de cette région (1). »

Par l'insertion d'une telle disposition dans l'acte destiné à fixer la répartition des zones d'influence entre les deux puissances contractantes, l'U. R. S. S. entendait préciser que la Bessarabie représentait pour elle le seul objet d'intérêt en Europe orientale. Afin de mettre en lumière l'importance que l'Union Soviétique accordait à la question bessarabienne et le rôle qu'elle lui attribuait dans la conclusion même du Pacte avec le Reich, il convient de rappeler que, dès le début des négociations, c'est-à-dire lors de la première proposition concrète faite par le chargé d'affaires soviétiques à Berlin, Astakhov, au gouvernement allemand par l'entremise du ministre bulgare Draganov, le 14 juin 1939, le diplomate russe tint à souligner que « l'Union Soviétique ne reconnaît pas à la Roumanie un droit de possession sur la Bessarabie (2) ».

Quant à l'attitude allemande à l'égard du problème bessarabien, elle nous est révélée par Ribbentrop, dans un mémorandum du 24 juin 1940, destiné à Hitler. Le ministre des Affaires étrangères du Reich rappelle à cette occasion que, lors de la signature du Pacte germano-soviétique, il avait commencé par déclarer verbalement l'indifférence de l'Allemagne à l'égard de la Bessarabie, formule qui a été ensuite reprise dans le protocole additionnel. Il observe qu'en adoptant cette attitude, il ne faisait que se conformer à des instructions expresses, par lesquelles — disait-il — « le Führer m'autorisait à affirmer le désintéressement de l'Allemagne à l'égard des territoires du Sud-Est européen, allant même, si cela était nécessaire, jusqu'à Constantinople et aux Détroits (3) ».

Ce Traité représente non seulement une véritable charte définissant les rapports entre les deux signataires, mais aussi un acte consacrant la collusion germano-soviétique en vue d'une politique vis-à-vis de la Roumanie. Ainsi, dans une lettre adressée à Mussolini le 25 août 1939, le Führer tient à relever non seulement l'importance de cet accord

(1) *Nazi-Soviet Relations*, p. 76-78, pour les textes du Traité et du Protocole.
(2) « *Mémorandum Wœrmann* » du 15 juin 1939, *op. cit.*, p. 20-21.
(3) « *Mémorandum Ribbentrop* » du 24 juin 1940, *op. cit.*, p. 157-158.

considéré comme « représentant le plus grand succès pour l'Axe », mais aussi le fait que dorénavant « la Roumanie n'était plus en état de participer au conflit en tant qu'adversaire de l'Axe (1) ».

Il s'agissait donc d'une action destinée à gagner, par des concessions territoriales, la neutralité bienveillante de l'Union Soviétique à la veille d'un conflit, et aussi d'un acte de politique générale, d'une plus large portée, impliquant l'anéantissement de toute velléité d'opposition de la part de certains États considérés comme hostiles à l'Axe (2).

D'ailleurs, une telle mesure avait été expressément exigée par Mussolini, le 30 mai 1939, donc quelques jours seulement après la signature du Pacte d'Acier, dans un message transmis à Hitler par l'entremise du général Cavallero. Dans ce mémorandum, le Duce suggérait une formule plus brutale, mais destinée au fond à atteindre le même objectif :

« Dès les premières heures de la guerre, disait-il, il est nécessaire que nous mettions la main sur tout le bassin danubien et balkanique. Nous ne devons pas nous contenter de simples déclarations de neutralité ; il nous faut occuper les territoires et les exploiter afin de pouvoir assurer l'approvisionnement alimentaire et industriel nécessaire à la guerre. Par une telle opération, qui devrait être foudroyante et exécutée avec une extrême fermeté, les pays « garantis », c'est-à-dire la Grèce, la Roumanie et la Turquie, seraient mis hors du combat. Dans ce jeu — ajoutait Mussolini — nous pourrons compter sur deux pions favorables : la Hongrie et la Bulgarie (3). »

Par sa lettre du 25 août 1939, Hitler ne faisait en réalité que confirmer au Duce un début d'exécution du projet italien, lequel, comme il s'est avéré par la suite, trouva — la Turquie exceptée — une entière application.

Pour atteindre son but en ce qui concerne la Bessarabie, le gouvernement soviétique entend se prémunir, comme nous le verrons, de toutes les précautions, dans le domaine diplomatique aussi bien que dans le militaire.

Fort de l'appui du Reich, Molotov se lance avec méthode dans une vaste action diplomatique destinée, d'une part, à le renseigner sur les réactions probables des divers alliés de la Roumanie dans l'éventualité d'une attaque soviétique contre cette dernière, et, d'autre part, à inciter les puissances révisionnistes à formuler des prétentions territoriales afin de créer ainsi de nouvelles complications au gouvernement de Bucarest.

Si la guerre avait pratiquement aboli le régime de sécurité collective

(1) « Lettre de Hitler à Mussolini », du 25 août 1939, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 80-81.

(2) Le ministre d'Allemagne à Bucarest, Fabricius, déclarait, le 22 mai 1940, au ministre des Affaires étrangères de Roumanie, Grégoire Gafenco : « Staline a rendu un grand service au Führer et le Führer n'est pas homme à oublier un pareil service », cité par Al. Cretzianu, « The Soviet Ultimatum to Roumania (26 June, 1940) », extrait du *Journal of Central European Affairs*, vol. 9, nº 4, January, 1950, p. 399.

(3) *I Documenti Diplomatici Italiani*, 8-va serie : 1935-39, vol. XII, Roma, 1952, p. 50.

établi par la *Société des Nations*, la Roumanie bénéficiait en principe, et sous certaines conditions, des garanties franco-britanniques accordées le 13 avril 1939 et faisait partie d'un réseau d'alliances régionales. Il s'agissait, en l'occurrence, de l'Entente balkanique par laquelle la Grèce, la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie s'étaient engagées à assurer la paix dans les Balkans, en s'opposant — au besoin par la force — à toute action agressive de la part de la Bulgarie, et du Traité d'alliance roumano-yougoslave destiné à prévenir une éventuelle attaque hongroise.

L'U. R. S. S commença sa campagne diplomatique par une action destinée à éclaircir la situation dans les Balkans. C'est ainsi que, durant le voyage du ministre des Affaires étrangères de Turquie, Saradjoglou, à Moscou (23 septembre-18 octobre 1939), Staline lui demanda à un moment donné, à brûle-pourpoint : « Que ferait la Turquie au cas où la Roumanie serait attaquée par une tierce puissance? » La question fut répétée au mois de décembre de la même année par l'ambassadeur des Soviets à Ankara, Terentieff. Cette fois-ci, il fut ajouté que « la Russie soviétique pourrait se trouver dans l'obligation de commencer elle-même des opérations militaires contre la Roumanie (1) ».

Le ministre turc répondit que son pays avait tout intérêt à ce que la Roumanie ne soit pas entraînée dans une guerre et que le gouvernement d'Ankara était résolu à respecter les engagements découlant des garanties franco-britanniques (2).

L'Union soviétique commençait d'autre part, en avril 1940, une série de négociations avec la Yougoslavie, revêtant au début un caractère économique, mais qui devaient mener à la normalisation des rapports entre les deux pays, par l'établissement des relations diplomatiques (3).

Le gouvernement de l'U. R. S. S. entendait en même temps s'assurer certaines complicités actives dans les Balkans. Notons à ce sujet la sympathie manifestée par la Russie envers les revendications bulgares à l'égard de la Roumanie. C'est ainsi que, dès l'automne 1939, la légation de Bulgarie à Moscou fut avisée que les Soviets étaient prêts à appuyer toute éventuelle prétention bulgare en vue d'une annexion de la Dobroudja (4).

En faisant ce tour d'horizon, la diplomatie russe ne pouvait ignorer le principal allié de l'Allemagne, l'Italie, unie, par des intérêts économiques et politiques traditionnels, aux pays des Balkans et du bassin danubien. Or, la fin de l'année 1939 avait été marquée par une grave crise dans les rapports italo-soviétiques ayant mené au retrait des deux ambassadeurs. Cependant, dès le printemps 1940, à la suite d'une pres-

(1) Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 397-398.
(2) Gr. Gafenco, *Préliminaires de la guerre à l'Est*, Fribourg, 1944, p. 323.
(3) M. Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia*, II (1936-41), Londres, 1947, p. 322-323.
(4) Gr. Gafenco, *op. cit.*, p. 313.

sante médiation allemande, les relations entre Moscou et Rome tendaient non seulement à s'améliorer, mais même à se transformer en une véritable entente (1).

Cette minutieuse préparation diplomatique devait s'avérer extrêmement utile pour le gouvernement soviétique, d'autant plus que le mois de juin 1940 sera riche en événements. En effet, après la conclusion des hostilités avec la Finlande, par le Traité du 12 mars 1940, l'U. R. S. S. semble décidée à procéder à la liquidation des trois autres États baltes — la Lithuanie, la Lettonie et l'Esthonie — qu'elle arrivera à annexer en fin de compte, en alternant, dans ce but, négociations, ultimatums et immixtions dans les affaires intérieures de ces pays (2). En même temps, le problème de la Bessarabie sera posé.

A l'égard de la Roumanie, les Soviets utilisèrent les procédés classiques en la matière : déclarations menaçantes suivies d'évocations d'incidents frontaliers — prétexte traditionnel pour les interventions, employé aussi bien vis-à-vis de la Finlande (26 novembre 1939) qu'à l'égard de la Lithuanie (note du 15 juin 1940), avec toutefois une légère modification dans ce dernier cas (3).

C'est ainsi que, le 29 mars 1940, dans un discours prononcé devant le Soviet suprême, Molotov, en exposant la situation internationale et en précisant la nature des rapports entre l'U. R. S. S. et les différentes puissances, tint à souligner que, parmi les voisins méridionaux de la Russie, « la Roumanie est le pays avec lequel nous n'avons pas de pacte de non-agression. Ce fait est dû à l'existence d'un litige non résolu : la question de la Bessarabie, dont l'annexion par la Roumanie n'a jamais été reconnue par l'Union soviétique. Nous n'avons jamais posé la question de la récupération de la Bessarabie par la voie des armes. Par conséquent, il n'y a aucune raison d'aggravation des relations roumano-soviétiques (4) ».

Quelques jours seulement après cette mise en garde, le 10 avril 1940, Molotov remettait au représentant de la Roumanie à Moscou une liste comportant au moins quinze cas d'incidents de frontière. Il recommandait que « de tels incidents ne se répètent plus, car rien de bon ne peut en découler. J'espère — ajoutait-il — que le gouvernement roumain mettra fin à de telles situations, étant donné que le gouvernement soviétique ne permettra pas la réitération de pareils incidents (5) ». En même temps, la presse soviétique déclenchait une campagne au sujet de la Bessarabie.

(1) Cf. Mario Toscano, *Una Mancata intesa italo-sovietica nel 1940 a 1941*, Biblioteca della *Rivista di studi politici internazionali*, Florence, 1953. Pour la reprise des relations diplomatiques normales et l'intervention allemande à ce sujet, *op. cit.*, p. 20-24.

(2) M. Beloff, *op. cit.*, p. 329-330.

(3) *Ibid.*, p. 306-309.

(4) *Soviet Documents on Foreign Policy*, ed. by Jane Degras, vol. III, Oxford University Press, 1953, p. 447.

(5) Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 398.

Bientôt les événements devaient prendre un rythme plus accéléré. C'est ainsi que, le 23 juin, Molotov faisait savoir à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, le comte Schulenburg, que « la solution de la question de la Bessarabie ne peut plus souffrir d'ajournement » et que, « malgré le fait que le gouvernement soviétique s'efforce encore de trouver une solution pacifique, il est décidé à utiliser la force si le gouvernement roumain refusait un tel accord ». Il affirmait également qu' « il est probable que les prétentions soviétiques s'étendent aussi à la Bucovine, cette dernière ayant une population ukrainienne ».

Le comte Schulenburg, sans contester le principe des prétentions russes sur la Bessarabie, observa toutefois qu'il ne s'attendait pas à cette initiative de l'U. R. S. S. En insistant sur les difficultés qu'une telle action pouvait provoquer dans les rapports avec la Roumanie, il demanda à Molotov de ne faire aucune démarche décisive avant d'avoir reçu l'avis du gouvernement allemand à ce sujet (1).

Il résulte d'un télégramme, non reproduit par la publication du Département d'État, mais cité par A. Rossi dans son étude sur l'alliance germano-soviétique, que Molotov a fixé le 25 juin comme terme limite à une réponse allemande (2).

Il ne faut sans doute pas attribuer à une simple coïncidence la date choisie par Molotov pour adresser l'ultimatum à la Roumanie et le fait que la France, qui avait demandé le 17 juin l'armistice, le signait le 22 avec l'Allemagne, et le 24 avec l'Italie.

Le 25 juin, le comte Schulenburg peut se rendre au *Narcomindel*, porteur de la réponse de son gouvernement. « L'Allemagne — affirment les instructions de l'*Auswärtiges Amt* — est liée par les accords de Moscou. Elle n'a aucun intérêt concernant la question de la Bessarabie. » Elle n'est préoccupée que par le sort des 100.000 *Volksdeutsche* habitant cette province. Quant aux prétentions soviétiques sur la Bucovine, « elles constituent un élément nouveau ». On rappelle à cet effet que la Bucovine n'a jamais appartenu à la Russie, ayant été dans le passé sous l'administration de la couronne autrichienne. On souligne, enfin, l'importance des intérêts économiques allemands en Roumanie et on insiste sur le désir du Reich de trouver « une solution pacifique ». A cette fin, le gouvernement de Berlin « serait prêt, conformément à l'esprit des accords de Moscou, à conseiller à la Roumanie, s'il en était besoin, d'arriver à une réglementation amicale de la question bessarabienne qui soit satisfaisante pour la Russie ». Ribbentrop demandait que le gouvernement soviétique le tienne au courant de la manière dont ce dernier entendait procéder dans cette affaire (3). En répondant à l'ambassadeur d'Alle-

(1) « Télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Moscou n° 1205 » du 23 juin 1940, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 155-156.

(2) A. Rossi, *Deux ans d'alliance germano-soviétique. Août 1939-juin 1941*, Paris, 1949, p. 146.

(3) « Télégramme de Ribbentrop n° 1074 » du 25 juin 1940, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 158-159.

magne, Molotov exprima « ses remerciements pour l'attitude compréhensive du gouvernement allemand et la promptitude avec laquelle il a soutenu l'Union soviétique dans l'accomplissement de ses revendications ». Le ministre ajouta « que le gouvernement soviétique désirait lui aussi une solution pacifique », mais il répéta cependant à plusieurs reprises « qu'il s'agissait d'une question particulièrement urgente et qui ne pouvait souffrir aucun ajournement ». Schulenburg suggérant la renonciation à la Bucovine, Molotov répliqua que cette province « était la dernière partie manquant à une Ukraine unifiée (1) ».

Il est à remarquer que Molotov ne donna aucune indication à son interlocuteur quant aux moyens auxquels son gouvernement entendait avoir recours dans le différend l'opposant à la Roumanie. Schulenburg eut l'impression qu'il pourrait être question de négociations (2).

Le lendemain, Molotov convoquait à nouveau l'ambassadeur du Reich, pour l'informer que le gouvernement de l'U. R. S. S., tenant compte des objections allemandes, limitait ses prétentions à la Bucovine du Nord (3). Il indiqua à cette occasion le tracé de la future frontière, en ajoutant que la démarche auprès du ministre de Roumanie à Moscou serait faite « en quelques jours ». Par conséquent, il demandait au gouvernement allemand d'intervenir à ce moment pour « recommander d'urgence à Bucarest, au gouvernement roumain, de se soumettre aux exigences soviétiques ». Le ministre soviétique souligna avec fermeté que « la guerre deviendrait autrement inévitable (4). » A peine Schulenburg avait-il expédié son télégramme que Molotov lui téléphonait pour lui dire que la note ultimative avait déjà été remise au ministre roumain Davidesco (5).

Averti de la démarche soviétique, Ribbentrop envoyait immédiatement des instructions à son ministre à Bucarest afin de faire savoir au gouvernement roumain que l'Allemagne, « pour éviter la guerre entre la Roumanie et l'Union soviétique », « ne pouvait que conseiller au gouvernement roumain de se soumettre aux exigences du gouvernement soviétique (6) ». Ces dispositions, reçues à la Légation d'Allemagne à Bucarest par téléphone, le 27 juin, à onze heures du matin, furent immé-

(1) « Télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Moscou nº 1233 » du 25 juin 1940, *op. cit.*, p. 159-160.

(2) *Ibid.*

(3) Malgré cette déclaration et l'assurance « en termes catégoriques » donnée par Molotov au nouveau ministre de Roumanie à Moscou, Gafenco, le 15 août 1940, « que l'Union soviétique n'avait plus aucune prétention du côté roumain » (Gr. Gafenco, *op. cit.*, p. 63), le chef de la diplomatie soviétique devait, dès septembre 1940, formuler auprès des Allemands des revendications sur la Bucovine du Sud (« Mémorandums Schulenburg et Molotov » du 21 septembre 1940 et « Mémorandum sur l'entrevue Hitler-Molotov » du 13 novembre 1940, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 190-193, 237-238).

(4) « Télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Moscou nº 1236 » du 26 juin 1940, *op. cit.*, p. 161-162.

(5) « Télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Moscou nº 1241 » du 26 juin 1940, *op. cit.*, p. 163.

(6) « Message téléphonique de Ribbentrop » du 27 juin 1940, *op. cit.*, p. 163.

diatement communiquées au ministre Fabricius, qui se trouvait au Palais Royal. Dans un mémorandum relatant la séance du Conseil tenu au Palais à ce moment, le premier ministre d'alors, Gh. Tataresco, rendit compte de la scène au cours de laquelle Fabricius, recevant les instructions de son gouvernement, les portait à la connaissance du roi Carol. Il observait que « les termes des instructions reçues ne donnaient aucun espoir d'entrevoir la possibilité d'une médiation quelconque (1) ».

Il est à remarquer que Ribbentrop avait tenu à ce que ses instructions soient transmises à Bucarest « en clair », afin de donner une plus grande publicité à l'attitude adoptée par l'Allemagne dans cette affaire.

Dans sa patiente action diplomatique, Molotov n'avait pas oublié le second partenaire de l'Axe. Les rapports et télégrammes de l'ambassadeur d'Italie à Moscou, Rosso, publiés par le professeur Mario Toscano dans son ouvrage consacré aux relations italo-soviétiques entre 1940 et 1941, dont il a été fait mention plus haut, nous permettent d'étudier de près cette action.

Le 13 juin 1940, le lendemain du jour où l'ambassadeur Rosso avait repris son poste, Molotov le reçut et, au cours d'une conversation d'un caractère plutôt général, il lui fit part de l'intérêt que la Russie portait à la politique italienne dans les Balkans (2). Une semaine plus tard, le 20 juin, à l'occasion d'une nouvelle entrevue, le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, après avoir relevé l'intention de la Russie de résoudre le problème de la Bessarabie « d'une manière pacifique », « au cas où la solution ne se ferait pas trop attendre, vu qu'il jugeait la question comme 'très actuelle' », demanda à l'ambassadeur Rosso : « Pourriez-vous me dire si l'Italie est liée par quelques engagements politiques particuliers envers certains pays danubiens et balkaniques? » En précisant ensuite sa question, il demanda si le gouvernement italien n'était pas engagé « dans la question de la Bessarabie... par certaines promesses envers la Roumanie ». Rosso lui répondit qu'à sa connaissance, de telles obligations n'existaient pas (3).

Enfin, la veille de la remise de l'ultimatum à la Roumanie, Molotov convoqua à nouveau l'ambassadeur d'Italie. Au cours de l'entretien, il lui donna lecture d'une déclaration où il était affirmé, entre autres, que :

« L'U. R. S. S. désire obtenir de la Roumanie ce qui lui appartient de droit, sans recourir à la force, mais ce recours deviendrait inévitable si la Roumanie se montrait intransigeante. »

Et, afin de séduire les Italiens, Molotov ajoutait qu' « en ce qui concerne les autres régions de la Roumanie, l'U. R. S. S. tient compte des intérêts de l'Italie et de l'Allemagne, et est prête à se mettre d'accord avec elles à ce sujet ». D'autre part, « pour ce qui est de la Médi-

(1) Cité par Gr. Gafenco dans l' « Annexe II », *op. cit.*, p. 392-393.
(2) « Rapport Rosso nº 2299/935 » du 14 juin 1940, dans M. Toscano, *op. cit.*, p. 26.
(3) « Rapport Rosso nº 2368/956 » du 21 juin 1940, dans M. Toscano, *op. cit.*, p. 35.

terranée, l'U. R. S. S. estime tout à fait équitable que l'Italie ait une situation prédominante dans cette mer. L'U. R. S. S. espère donc que l'Italie tiendra compte des intérêts de l'U. R. S. S. comme principale puissance dans la mer Noire (1) ».

En vue d'assurer le succès de son initiative, le gouvernement soviétique ne se contenta pas d'une action diplomatique. Il entendait avoir recours également au prestige de la force : vingt-deux divisions, commandées par le maréchal Timoschenko et prêtes à intervenir, furent massées le long de la frontière roumaine (2).

La manière dont se produisit l'ultimatum, ainsi que les conséquences de ce dernier étant bien connues, nous ne rappellerons que pour mémoire : par la note remise au ministre de Roumanie à Moscou, le 26 juin 1940, le gouvernement soviétique demandait la cession de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord, tout en indiquant que la réponse du gouvernement roumain devait lui être donnée au plus tard le 27 juin (3). La note était accompagnée d'une carte à petite échelle, sur laquelle on avait tracé au crayon rouge la nouvelle frontière, qui englobait aussi le district de Hertza.

Avant de répondre à cette demande comminatoire, la Roumanie se devait de dresser le bilan des forces sur lesquelles elle pouvait compter : sur le plan international, l'armistice français et la retraite anglaise de Dunkerque rendaient sans effet pratique les garanties du 13 avril 1939, lesquelles, selon l'interprétation britannique, étaient devenues d'ailleurs inopérantes par suite de l'entrée en guerre de l'Italie (10 juin 1940) (4).

Quant à l'Allemagne, elle avait — comme nous l'avons vu — pris position dès le début.

Le gouvernement italien, qui, durant l'hiver 1939-1940 — au moment de la crise des rapports italo-soviétiques — s'était même déclaré disposé à prêter une assistance militaire à la Roumanie en cas d'agression soviétique, recommandait à présent à cette dernière de se plier devant les revendications russes (5).

Restait à faire la preuve de l'efficacité des alliances balkaniques, vu que les troupes hongroises et bulgares avaient été signalées le long des frontières roumaines. Les réponses venues d'Athènes et de Belgrade

(1) « Rapport Rosso nº 2410/977 » du 25 juin 1940, dans M. Toscano, *op. cit.*, p. 42.
(2) Cf. Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 396, et D. Dallin, *Soviet Russia's Foreign Policy 1939-1942*, New Haven, 1945, p. 236.
(3) « Télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Moscou nº 1241 » du 26 juin 1940, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 163.
(4) Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 399.
(5) Cf. Galeazzo Ciano, *Diario*, vol. I : *1939-1940*, 3e édition (Milan, 1946), Préface de Sumner Welles et note introductive d'Ugo Andrea, p. 284 ; Gr. Gafenco, *op. cit.*, p. 340 et 393 ; Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 400-401. A la lumière des promesses faites par Ciano à V. Antonesco les 23 et 26 décembre 1939 et de celles faites le 10 janvier 1940 au ministre de Roumanie à Rome (cf. Ciano, *Diario*, I, p. 201, et Gafenco, *op. cit.*, p. 324), les questions posées par Molotov à l'ambassadeur Rosso, le 20 juin 1940, trouvent une entière justification.

semblaient peu encourageantes, l'assistance des deux puissances étant conditionnée de préalables consultations entre les gouvernements balkaniques alliés. La Turquie répondait le 28 juin seulement qu'elle était prête à exécuter les obligations découlant pour elle du Pacte balkanique. Il faut toutefois rappeler qu'au moment de la signature de cet accord, la Turquie avait formulé une réserve lui permettant d'éviter toute action de nature à l'attirer dans un conflit avec l'Union soviétique (1).

Après ce tour d'horizon, le gouvernement roumain n'avait le choix qu'entre des négociations directes avec l'Union soviétique, ou, en cas de refus de la part de cette dernière, le recours à ses propres moyens.

Informé par le ministre de Roumanie à Moscou que son gouvernement était prêt à envoyer des plénipotentiaires en vue de discuter les propositions soviétiques, Molotov considéra cette réponse comme non satisfaisante et, dans la nuit du 27 juin, il remit une nouvelle note ultimative à la Roumanie, exigeant l'évacuation de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord dans un délai de quatre jours.

Au Conseil convoqué au Palais Royal dans l'après-midi du 27 juin, le ministre de la Défense et le chef de l'État-Major général avaient dressé le bilan des forces dont disposait la Roumanie. Ils soulignèrent l'énorme supériorité militaire de l'U. R. S. S. et le danger que pouvait présenter pour la Roumanie une attaque simultanée de la part des Russes, des Hongrois et des Bulgares. Même si — déclaraient-ils — la Roumanie avait été en mesure de résister à une première poussée de l'armée rouge, elle ne disposait pas du matériel nécessaire propre à lui assurer une résistance prolongée (2).

Enfin, le 28 juin à l'aube, la Roumanie, « sous la pression de la force et de la violence, à l'encontre du droit et de la justice » — comme devait le déclarer plus tard le premier ministre d'alors (3) — donnait la réponse suivante à l'U. R. S. S. :

« Le gouvernement roumain, afin d'éviter les graves conséquences qui pourraient résulter de l'emploi de la force et de l'ouverture des hostilités dans cette partie de l'Europe, se voit contraint d'accepter les conditions d'évacuation spécifiées dans la réponse soviétique (4). »

Les Soviets procédèrent à l'occupation de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord sans délai et en commettant de graves abus, ainsi que des actes de violence (5).

(1) Al. Cretzianu, *op. cit.*, p. 399-400.
(2) *Ibid.*, p. 401.
(3) Gh. Tatarescu, *Evacuarea Basarabiei si a Bucovinei de Nord*, Craiova (1940), p. 24.
(4) Le texte dans *Soviet Documents on Foreign Policy*, vol. III, p. 461.
(5) Cf. G. I. Bratianu, *La Bessarabie. Droits nationaux et historiques*, Bucarest, 1943, p. 195-198.

*
* *

Si, durant le premier acte du drame que devait vivre la Roumanie au cours de l'été 1940, les puissances de l'Axe ont joué un rôle secondaire, se limitant à assister — loyalement et d'une manière efficace — le principal interprète qu'était l'Union soviétique, elles devaient bientôt prendre leur revanche. En effet, pendant la crise provoquée par les revendications hongroises et bulgares, l'initiative passe du côté allemand et italien.

L'étroite liaison existant entre ces deux phases fut confirmée par Ribbentrop lui-même, qui déclarait, dans un télégramme adressé le 5 septembre 1940 au comte Schulenburg :

« Il est exact que les demandes révisionnistes faites à la Roumanie par les Hongrois et les Bulgares ont été provoquées par l'occupation de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord (1). »

Encore sous le coup de la lourde perte qui lui avait été infligée à l'Est, la Roumanie se voit obligée de faire face à une double menace dirigée contre ses frontières du Nord-Ouest et du Sud.

Restée seule devant les exigences des amis traditionnels de l'Axe — dont les concentrations de troupes en juin 1940 avaient lourdement pesé sur les décisions prises par le gouvernement de Bucarest — la Roumanie crut pouvoir conjurer le sort en s'adressant directement, pour demander aide et protection, aux dirigeants de l'Axe.

La lettre adressée par Hitler, avec l'entière approbation du Duce (2), au roi Carol II, le 15 juillet 1940, précisa la position de l'Axe à l'égard des revendications bulgaro-hongroises envers la Roumanie. Le message du Führer contenait, dès les premières phrases, une menace à peine voilée :

« Tout essai d'enrayer par des manœuvres tactiques — quels que soient les dangers qui menacent le pays de Votre Majesté — ne peut qu'échouer et échouera. La fin ne saurait être, plus tôt ou plus tard — et peut-être même à bref délai — que la destruction de la Roumanie. »

Après cette entrée en matière, il faisait une proposition concrète :

« ... l'entente loyale avec la Hongrie et la Bulgarie. Je mentionne — disait-il — ces deux États, car je considérerais comme un sophisme fatal d'accorder des concessions à l'un pour mieux tenir tête à l'autre. »

Pour expliquer sa position, Hitler soulignait que :

« ... L'Allemagne n'a d'intérêts territoriaux ni en Hongrie, ni en Roumanie, ni en Bulgarie. Elle a des amitiés parmi lesquelles celles de la Bulgarie et de la Hongrie datent depuis longtemps et ont été cultivées.

(1) « Télégramme de Ribbentrop nº 1609 » du 5 septembre 1940, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 185.

(2) Cf. *Lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini*, Introduction d'A. François-Poncet (Paris, 1946), p. 175.

L'offre de la Roumanie d'avoir à l'avenir une attitude amicale à l'égard de l'Allemagne ne peut être que saluée par l'Allemagne, d'autant plus que, malheureusement, depuis longtemps et jusqu'à ces tout derniers temps — et cela ressort irréfutablement des documents qui ont été trouvés — l'attitude de la politique officielle roumaine à l'égard du Reich a été peu amicale, et même hostile. »

L'évolution de la politique roumaine était suivie avec intérêt par les chancelleries de l'Axe, comme il ressort du compte rendu de l'entrevue entre Ciano et Hitler (Berlin, 20 juillet 1940), lorsque le problème des pays du secteur danubien et balkanique fut longuement discuté (1).

En effet, le 26 juillet 1940, le nouveau premier ministre roumain, I. Gigurtu, et le ministre des Affaires étrangères, M. Manoilescu, sont reçus à Salzbourg par Hitler et Ribbentrop, qui leur conseillent de chercher « une base équitable et raisonnable » en vue de répondre par des négociations directes aux revendications hongroises et bulgares (2).

Le lendemain, à Rome, le Duce et le comte Ciano, après avoir condamné « la politique genevoise » menée par la Roumanie dans le passé, se prononcèrent eux aussi pour des négociations directes avec la Bulgarie et la Hongrie. Mussolini, qui avait été déjà informé de la position adoptée par les Allemands, observa en passant « que le peuple roumain sera endolori par les lourds sacrifices qu'il devra faire du point de vue territorial (3) ».

Malgré le caractère troublant de cette phrase prononcée par le chef du gouvernement italien, les ministres roumains rentraient à Bucarest avec l'impression que la Roumanie aurait à négocier en toute liberté avec la Hongrie et la Bulgarie (4).

Cependant, l'illusion ne devait pas durer. Les véritables intentions du Führer allaient être dévoilées peu de jours seulement après le retour à Bucarest du Président du Conseil et du ministre des Affaires étrangères de Roumanie.

Une note, restée jusqu'à présent inédite, relatant la conversation qui a eu lieu le 31 juillet 1940 entre M. Manoilesco et le ministre Fabricius, nous révèle non seulement la conception du gouvernement allemand sur les différends territoriaux opposant la Roumanie à certains de ses voisins, mais aussi les manœuvres diplomatiques du Reich. Voici le texte de cette note rédigée par le ministre des Affaires étrangères de Roumanie :

« Venant à peine de rentrer de Berlin, Fabricius me fait part d'une communication du gouvernement du Reich, selon laquelle le Führer, après avoir reçu

(1) Ciano, *L'Europa verso la catastrofe* (Milan, 1948), p. 575.

(2) « Télégramme du secrétaire d'État Weizsäker n° 1307 » du 30 juillet 1940, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 173-174.

(3) Ciano, *op. cit.*, p. 576-578 ; cf. aussi Ciano, *Diario*, I, p. 295.

(4) Voir, à ce sujet, la note circulaire du ministre des Affaires étrangères de Roumanie adressée aux chefs de missions roumains à l'étranger, Gr. Gafenco, *op. cit.*, p. 346.

la délégation bulgare et entendu les explications de celle-ci concernant le Quadrilatère, nous fait savoir son opinion suivant laquelle la Dobroudja du Sud devrait être rétrocédée dans ses frontières d'avant 1913.

Dans ce sens, Fabricius m'a donné lecture de la communication que j'ai copiée telle quelle (1).

Je lui ai aussitôt montré, sous une forme à laquelle il ne pouvait pas s'attendre, toute ma pénible surprise devant cette communication.

Je lui ai dit que c'était la plus triste nouvelle qu'il aurait pu me donner, vu qu'elle mettait en cause tout le système de pensée et toute la conception concernant le règlement de nos rapports avec la Hongrie et la Bulgarie, qui avaient été discutés à Salzbourg et à Rome.

La communication a provoqué une grande inquiétude, pour deux raisons :

1. — En ce qui concerne le problème lui-même, car nous considérons comme profondément injuste le fait de ne point conserver Silistra et Balcic, avec la région comprise entre la mer et l'ancienne frontière de 1913 et une ligne à l'Ouest de Balcic allant directement vers le Nord pour rencontrer cette ancienne frontière.

2. — Mais la question la plus pressante est le second aspect de notre inquiétude, car il nous laisse prévoir la manière dont il sera procédé à l'avenir aussi en ce qui concerne l'autre problème, de beaucoup plus important, celui de la Transylvanie.

Il avait été, en effet, convenu que nous aurions à traiter librement avec les deux parties et que nous consentirions à certains sacrifices seulement après des négociations et à la suite d'un complet accord entre les deux partenaires.

Or, à présent on nous communique l'opinion du Führer, qui, vu la grande autorité de son auteur, revêt un caractère de véritable sentence arbitrale, et ce caractère est d'autant plus évident qu'il est presque certain que les Bulgares ont déjà pris acte de cette communication — fait que Fabricius n'a d'ailleurs pas nié.

Cela signifie que, de même qu'à présent il nous a été donné lecture d'un papier vert par lequel le Führer — avant que nous ayons commencé les négociations — émet son opinion, qui a une valeur décisive dans ce cas et donne cent pour cent raison aux prétentions bulgares, nous pouvons nous attendre, dans quelques jours — et surtout si entre temps la délégation hongroise rend visite au Führer — à recevoir un autre papier vert nous faisant connaître d'autres opinions du Führer ayant la même valeur d'arbitrage.

Dans ces conditions, je lui ai déclaré que je ne vois plus d'issue possible ; qu'il sera difficile de trouver en Roumanie des personnes plus conciliantes que le Premier Ministre et moi-même pour mener la politique tracée à Salzbourg et à Rome, alors que l'Allemagne même déroge à cette politique.

J'ai parlé au ministre Fabricius avec une énergie et une indignation toute naturelle ; il m'a déclaré qu'il fera savoir à Berlin la grande émotion que cette communication a provoquée en moi.

En discutant le fond de la question, il m'a dit que les délégués bulgares ont montré au Führer que Silistra n'a rien de roumain ; en ce qui concerne la question de Balcic, elle n'aurait aucun sens pour nous, vu que cette ville est nécessaire aux Bulgares en tant que port, pour toute la région agricole correspondante.

Ensuite, il m'a fait comprendre que le Führer a deux attitudes différentes : l'une à l'égard des Bulgares, très bienveillante, motivée par la politique constante de ces derniers envers les Allemands, et une autre vis-à-vis des Hongrois,

(1) M. Manoilesco précise dans une note que le texte de la communication — qui ne figure pas dans ce document — a été remis au Premier Ministre.

au sujet desquels le Führer avait exprimé — même devant nous — ses sentiments plus réservés et dépourvus de chaleur.

Il a ajouté en même temps que l'on avait exercé une véritable pression sur les Hongrois pour leur faire comprendre qu'ils devaient se montrer conciliants, ce qui n'est pas le cas pour nous.

Il m'a fait comprendre que tous les sacrifices consentis sur le tableau bulgare nous serviront — en nous attirant la bienveillance du Führer — sur l'autre tableau.

Toutefois, il a ajouté, au cours de la même conversation, qu'en voyant Ribbentrop après notre départ de Salzbourg, Ribbentrop lui avait dit que si nous ne cédions aux Hongrois que 17.000 kilomètres carrés (nous n'avons jamais parlé de ce chiffre, mais seulement de 14.000 kilomètres carrés sur les 110.000 kilomètres carrés que nous avions pris aux Hongrois), ce serait trop peu. »

Deux jours plus tard, le secrétaire d'État, Weizsäker, convoquait le ministre de Roumanie à Berlin, Romalo, pour lui faire une communication analogue à celle transmise par Fabricius au ministre des Affaires étrangères roumain. Cependant, précise Romalo, « il a insisté sur le désir du Reich de voir commencer le plus tôt possible des négociations directes avec la Bulgarie et la Hongrie, devant être menées à bonne fin dans un bref délai (1) ».

Dès lors, les événements se précipitent. Le 16 août, la Roumanie commence à Turnu Severin des négociations avec la Hongrie, qui, par suite de l'importance des prétentions magyares, sont rompues quelques jours plus tard (24 août). C'est le moment choisi par l'Axe pour intervenir directement dans cette affaire.

Ainsi, le 26 août, Ribbentrop informait son collègue italien qu'il avait l'intention de convoquer à Vienne les ministres des Affaires étrangères roumain et hongrois, pour leur donner — de la part de l'Axe — « le conseil amical de trouver une solution » au conflit opposant les deux pays. Ciano précise dans son journal que le ministre du Reich « ne lui avait pas parlé d'un arbitrage (2) ». Le lendemain, Ribbentrop téléphonait à Ciano pour l'informer que « le Führer est d'avis que la Roumanie cédât à la Hongrie 40.000 kilomètres carrés (3) ».

Étant donné que les deux ministres de l'Axe ne décidaient d'avoir recours à la formule de l'arbitrage que le 29 août (4), il est naturel que les représentants de la Hongrie et de la Roumanie ne soient informés qu'à Vienne de l'objet réel de leur convocation. D'ailleurs, le lendemain du départ de Manoilesco pour Vienne, le premier ministre Gigurtu déclarait encore au Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères qu'il ne comprenait pas pourquoi on parlait d'un arbitrage, lorsqu'il ne s'agissait que d'une tentative de médiation.

(1) « Télégramme n° 40367 de la Légation de Roumanie à Berlin », enregistré au ministère des Affaires étrangères sous n° 47573 du 2 août 1940.
(2) Ciano, *Diario*, I, p. 302.
(3) *Ibid.*, p. 303.
(4) *Ibid.*

Ce fut aux deux « juges » que revint la mission d'intimer l'ordre aux parties de les choisir comme arbitres et de se soumettre à leurs décisions. Devant de tels procédés, qui allaient à l'encontre de tous les principes de droit en matière d'arbitrage, les ministres roumains et hongrois demandèrent un délai de quelques heures, afin de consulter leurs gouvernements respectifs (1).

« Pendant ce temps — précise Ciano dans son journal (N. B. : *donc avant même que les parties aient accepté, formellement du moins, la proposition italo-allemande*) — Ribbentrop et moi avons tracé la nouvelle frontière et dicté les termes de l'arbitrage (2) ». Les deux « arbitres » ne faisaient au fond que donner un caractère officiel, en appliquant l' « avis » exprimé par Hitler quelques jours plus tôt. En effet, par la « sentence » de Vienne, la Roumanie cédait 42.610 kilomètres carrés, avec une population de 2.388.774 habitants (3).

L'élément de contrainte qui a caractérisé l' « arbitrage » de Vienne, ainsi que l'absence de toute valeur juridique de cet acte, ont été révélés dès le début. C'est ainsi que le communiqué du gouvernement roumain reconnaissait que cette cession a été imposée par des « notes à caractère d'ultimatum émanant des Gouvernements allemand et italien (4) ». La presse nazie, d'autre part, justifiait l'amputation territoriale subie par la Roumanie par la nécessité de supprimer « l'œuvre de Versailles (5) ».

W. S. Churchill, prenant la parole le 5 septembre 1940 à la Chambre des Communes, mentionnait « la sévère mutilation territoriale » infligée à la Roumanie et ajoutait :

« ... nous n'avons pas l'intention de reconnaître les changements territoriaux qui auraient lieu pendant la guerre, hormis ceux qui seraient la conséquence du consentement librement exprimé et d'un accord de parfaite entente entre les parties intéressées (6). »

Le même jour, Lord Halifax déclarait à la Chambre des Lords :

« ... il nous est impossible d'accepter l'arrangement intervenu maintenant dans le différend roumano-magyar au sujet de la Transylvanie, attendu que cet arrangement est la conséquence d'un diktat que les puissances de l'Axe ont imposé à la Roumanie par la contrainte (7). »

(1) Ciano, *Diario*, I, p. 303-304.

(2) *Ibid.*, p. 304. Cf. D. Alfieri, *Due Dittatori di Fronte* (Milan, 1948), p. 79, et Andréas Hillgruber, *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu, die deutsch-rumänischen Beziehungen, 1938-1944*, Wiesbaden, 1954, p. 89-93.

(3) A. Golopentia, *op. cit.*, p. 10-11. Le *Mémoire sur la Transylvanie*, publié par le ministère des Affaires étrangères de Roumanie (Bucarest, 1946), donne les chiffres suivants : 42.243 kilomètres carrés et 2.387.778 habitants (p. 37).

(4) *Mémoire sur la Transylvanie*, p. 37.

(5) *La Transylvanie* (Université roumaine de Cluj, Centre d'études et de recherches relatives à la Transylvanie), Paris, 1946, p. 60.

(6) *Parliamentary Debates*, Fifth series, vol. 365, House of Commons, official report, Eleventh volume of session 1939-1940, London, H. M. Stationery Office, 1940, call. 40.

(7) *The Parliamentary Debates* (Hansard), Fifth series, vol. CXVII, House of

Mais la Roumanie n'était pas encore arrivée à bout de ses souffrances. A la suite des négociations qu'elle avait entre temps entamées avec la Bulgarie, elle s'était vu obligée de céder, le 22 août 1940, la Dobroudja du Sud.

Par une lettre du 30 août 1940, Ribbentrop, répondant à une communication de Manoilesco, entend souligner une fois de plus le rôle joué par les puissances de l'Axe dans cette affaire :

« J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, par laquelle vous me faites savoir que votre gouvernement, ainsi que le gouvernement royal de Bulgarie sont tombés d'accord, en principe, sur la cession de la Dobroudja du Sud, dans l'esprit des recommandations faites par le Führer et le Duce, et que le gouvernement royal fera le nécessaire pour procéder aussi à l'accomplissement formel de cet acte dans le plus bref délai.

J'ai pris connaissance avec satisfaction de cette communication. »

En effet, cet accord était rendu officiel par le Traité, signé à Craiova le 7 septembre 1940, par la Roumanie et la Bulgarie.

Si, dans cette seconde phase, l'initiative avait appartenu aux puissances de l'Axe, il ne faut pas croire que l'Union soviétique était restée complètement à l'écart. Ainsi, à l'occasion de l'entrevue du 25 juin 1940, entre Molotov et l'ambassadeur Rosso, le ministre soviétique des Affaires étrangères tenait à préciser la position de son gouvernement, en déclarant que l'U. R. S. S. considérait les prétentions de la Hongrie, ainsi que celles de la Bulgarie à l'égard de la Roumanie, comme fondées (1).

Rappelons à ce sujet que, dès 1939, Moscou avait recommandé à la Bulgarie l'annexion de toute la Dobroudja. Cette prise de position soviétique fut confirmée par le ministre des Affaires étrangères bulgare Popoff, lors de son entrevue, le 3 août 1940, à Sofia, avec l'ambassadeur roumain Cadere. Ce dernier rendait compte à son gouvernement de cette conversation, dans les termes suivants :

« Le Ministre des Soviets aurait proposé une frontière commune entre l'U. R. S. S. et la Bulgarie, proposition qui — selon les assurances de M. Popoff — n'avait pas été acceptée par le gouvernement bulgare, étant considérée comme dépassant ses intentions et contraire à son désir d'arriver à un accord avec la Roumanie (2). »

Enfin, le 12 janvier 1941, le ministre bulgare de l'Agriculture, Bagrianoff, déclarait dans un discours prononcé à Bazargic que le gouvernement soviétique était constamment intervenu à Sofia durant les négociations de Craiova, en exerçant une pression sur le gouvernement bul-

Lords, official report, Third volume of session 1939-1940, London, His Majesty's Stationery Office, 1940, call. 367.

(1) Cf. « Rapport Rosso nº 2410/977 » du 25 juin 1940, dans M. Toscano, *op. cit.*, p. 42 ; voir aussi le « Télégramme de l'ambassade d'Allemagne à Moscou nº 1235 » du 26 juin 1940, dans *Nazi-Soviet Relations*, p. 160-161.

(2) *Rapport récapitulatif de V. Cadere nº 2293* du 8 août 1940.

gare, afin de le pousser à demander à la Roumanie toute la Dobroudja, jusqu'à Sulina (1).

Un autre fait qu'il convient de signaler est l'argument invoqué par les ministres de l'Axe, lors de l'arbitrage de Vienne, pour décider les délegués roumains à capituler. Ils leur avaient fait remarquer que la Moldavie se trouvait sous la menace d'une invasion russe. En effet, dès le 24 août, l'État-Major allemand avait signalé des mouvements de troupes soviétiques à la frontière roumaine. D'autre part, le 30 août, le jour même de l'arbitrage, un communiqué Tass reproduisait une note pleine de menaces, remise la veille par le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Dekanozov, au ministre de Roumanie Gafenco. Le sens réel de cette manifestation n'a pas été élucidé, et on n'a pas pu établir si son véritable but était d'appuyer la politique du Reich. En tout cas, la manifestation s'est produite et ses effets se sont fait sentir (2).

Le remaniement territorial subi par la Roumanie devait avoir des conséquences graves non seulement sur la situation intérieure du pays, mais aussi sur la politique générale de cette partie de l'Europe. L'Axe venait ainsi de franchir une étape nouvelle, et d'une réelle importance, sur cette « route qui descend la vallée du Danube jusqu'à la mer Noire » qui avait été ouverte par l'accord de Munich (3).

Émile-C. Ciurea.

(1) *Soviet Documents on Foreign Policy*, vol. III, p. 469-470, les remerciements exprimés à Molotov par le Ministre de Bulgarie à Moscou pour l'appui donné à son pays.

(2) Gr. Gafenco, *op. cit.*, p. 69-72.

(3) Voir le « Discours prononcé à la Chambre des Communes le 5 octobre 1938, par W. S. Churchill », dans W. S. Churchill, *Into Battle*, 10e éd. (Londres, 1943), p. 48.

L'ENRÔLEMENT DE FORCE DES ALSACIENS
DANS LA WEHRMACHT ET LA SS

I. — La situation de l'Alsace après la défaite de 1940

La Convention d'Armistice, signée le 22 juin 1940 à Rethondes, dans la forêt de Compiègne, entre le général Huntziger pour la France et le général Keitel pour le Reich, reconnut explicitement, dans son article 3, la souveraineté de l'Administration française sur tous les territoires sans exception, accordant ainsi au Gouvernement français et à ses services administratifs centraux « toutes facilités nécessaires afin qu'il soit en mesure d'administrer les territoires occupés et non occupés (1) ». Ainsi, la question des trois départements de l'Est n'avait pas été soulevée au cours des négociations et aucun des vingt-quatre articles de la Convention ne contient d'allusion spéciale à l'Alsace et à la Lorraine. Pourtant, l'Allemagne aurait pu, comme l'avait fait la Convention d'Armistice du 11 novembre 1918, différencier l'Alsace et la Lorraine des autres territoires de la France, en rétablissant immédiatement les anciennes frontières de 1914. Mais, ne voulant pas limiter ses exigences territoriales à la réannexion de l'ancien *Reichsland*, elle préférait ne pas soulever cette question, convaincue qu'elle ne perdrait rien en attendant. La Convention s'appliquait donc dans son intégralité à tous les territoires qui constituaient la France au moment de la déclaration de la guerre ; les signataires français pouvaient chérir l'illusion que les deux provinces frontières resteraient sous l'administration française, au moins jusqu'à la signature d'un traité de paix définitif que le Gouvernement français était d'ailleurs prêt à discuter immédiatement (2), mais les Allemands refusèrent cette proposition.

Ils avaient usé d'un subterfuge. Avant la remise des conditions d'armistice, Keitel avait lu, d'ordre du *Fuehrer*, une déclaration-préambule, « document grave et important, car les Allemands comptaient en tirer toutes espèces de conséquences, d'autant plus rigoureuses que les termes en étaient vagues et qu'ils s'en réservaient l'interprétation... *Elle trans-*

(1) Voir le texte dans : *La délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*. Recueil de documents publié par le Gouvernement français, t. I, Paris, Impr. nationale, 1947, p. 1-8.

(2) Général Doyen le 21 octobre 1940. Voir : *La délégation française...*, t. II, 1950, p. 141.

formait l'armistice en une capitulation sans condition (1) ». Keitel affirma que le but principal des revendications allemandes était « de créer les conditions nécessaires à l'établissement d'une paix nouvelle dont l'objet essentiel sera la *réparation* des torts causés par la force au Reich allemand lui-même ». Allusion non déguisée au « dictat de honte » de Versailles, cette phrase légitimait toutes les exigences des Allemands, d'abord l'annexion de fait de l'Alsace et de la Lorraine, et plus tard l'enrôlement forcé des Alsaciens dans l'armée et la SS, en violation flagrante du droit international de guerre.

II. — Une année de répit

Le 21 juin 1943, le Gauleiter Robert Wagner déclara dans un discours, prononcé à Colmar :

> Il aurait pu se faire que l'Alsace, après la débâcle de la France, restât en dehors de la lutte entre les Ploutocraties et l'Allemagne. Je dis : il aurait pu se faire... Mais, à mon avis, cela n'aurait pas été un avantage pour l'Alsace en ce qui concerne sa position dans le Reich Grand-Allemand et dans la nouvelle Europe.
>
> Mais, au moment où l'U. R. S. S. entra en guerre aux côtés de nos ennemis et devint, de ce fait, un danger public pour le monde, il n'y eut pour l'Alsace d'autre solution que de prendre les armes et de combattre côte à côte avec ceux qui sont résolus à préserver les peuples du massacre bolchevik. En 1942, l'événement décisif pour l'Alsace fut donc l'introduction du service militaire obligatoire. Ce n'est pas mon intention de justifier juridiquement cette mesure si incisive dans la vie de l'Alsace. Il n'y a aucune raison de faire cela. Chaque décision que le Reich Grand-Allemand prend à ce sujet est appuyée par le droit formel, elle est inattaquable.

Ces phrases arrogantes dévoilent bien la pensée intime des occupants. C'est avant tout la guerre meurtrière contre les Russes qui a obligé les dirigeants nazis à enrôler de force les Alsaciens dans leurs armées. En effet, il n'était pas, primitivement, dans les intentions des Allemands d'introduire le service militaire obligatoire dans un pays dont les hommes venaient de quitter l'uniforme français, sous lequel ils avaient combattu. Il est vrai que ni les traités internationaux ni des considérations purement humaines n'eussent retenu les Nazis à renier leur signature posée au bas de la Convention d'Armistice. Mais, après la défaite militaire de la France, les Allemands étaient convaincus de pouvoir terminer rapidement la guerre en Europe, soit par un arrangement avec l'Angleterre, but cherché à l'automne 1940 par Hitler, puis, plus tard, par Rudolph Hess, soit par un débarquement effectué sur une île dépourvue, à ce moment, d'une armée de terre. Aussi après la campagne de France, après le *Sieg im Westen*, Hitler fit démobiliser un assez grand nombre de ses divisions superflues dans l'état actuel de la guerre. A cette époque,

(1) Voir Albert Kammerer, *La vérité sur l'armistice*, Paris, 1944, p. 214-215.

les Nazis pouvaient affirmer en maintes occasions qu'ils ne voudraient jamais accueillir les Alsaciens dans leur armée. Ceux-ci auraient le « mauvais œil », ayant toujours porté malheur à l'armée dans laquelle ils servaient. Donc les Allemands gagneraient bien la guerre sans l'aide des Alsaciens ; une personnalité officielle avait même déclaré dans une réunion publique que ce serait l'aveu de la faiblesse allemande si l'on devait enrôler d'anciens soldats français ! Les Nazis avaient mieux à faire, s'occuper avant tout de la jeunesse alsacienne qu'ils voulaient gagner à leurs idées.

III. — Le rôle de la Jeunesse hitlérienne

Le rôle de la *Jeunesse hitlérienne* était avant tout de préparer la future nazification de l'Alsace. Introduite officiellement par décret du 2 septembre 1940, elle n'était d'abord que facultative, mais une forte pression et un chantage éhonté furent exercés sur les familles qui refusaient d'envoyer leurs enfants dans une des deux organisations de Jeunesse. A partir du 2 janvier 1942, l'appartenance à la *Jeunesse hitlérienne* fut rendue obligatoire pour tous les jeunes gens de dix à dix-huit ans. Ils recevaient surtout une éducation prémilitaire très poussée, car « le métier des garçons germaniques sera la guerre ». En 1943, les dirigeants passèrent de la théorie à la pratique. A cette époque, les membres de la *Jeunesse hitlérienne*, âgés de quinze ans, durent remplacer au service antiaérien les soldats envoyés au front. Les Alsaciens et les Lorrains — et aussi les Luxembourgeois — furent également victimes de ces mesures. En dépit des promesses formelles et en violation des conventions de la guerre, ils furent envoyés loin de leurs foyers. Quelques-uns périrent au cours des attaques aériennes, les autres furent par la suite versés dans les effectifs de l'armée ou de la SS.

IV. — Le recrutement pour l'engagement volontaire

Le recrutement pour l'engagement volontaire fut activement poussé, en premier lieu parmi les membres de la *Jeunesse hitlérienne*. Par une savante propagande, les chefs allemands de la *Jeunesse hitlérienne* entreprirent, le plus souvent en vain, de gagner les jeunes Alsaciens à leur doctrine pour les décider à entrer comme volontaires dans l'armée. Ils avaient bien signifié au début qu'ils ne forceraient jamais les Alsaciens à servir dans leurs régiments, toutefois ceux qui auraient bien compris les nécessités de l'heure présente seraient, naturellement, reçus à bras ouverts comme frères d'armes dans la lutte contre le « chaos bolchévik », jouissant des mêmes droits et des mêmes avantages que les Allemands. Après l'attaque contre la Russie, les efforts de cette propagande furent redoublés. Les affiches se succédèrent, invitant les jeunes

Alsaciens à s'enrôler comme volontaires. Ainsi on pouvait lire un peu partout : « Quand la jeunesse allemande et européenne combat pour ses idéaux, la jeunesse alsacienne ne doit pas se tenir à l'écart. Entrez donc dans la *Wehrmacht* ou dans la *Waffen-SS.* » Une autre affiche tentait de faire valoir aux Alsaciens la chance inespérée pour eux de pouvoir enfin, avec l'autorisation spéciale du généreux *Fuehrer*, participer comme volontaires au combat de la liberté, mené par la Grande Allemagne, pour sauver l'Europe de la peste communiste. On disait : « Les Allemands sont généreux : ils acceptent même des soldats et des sous-officiers de l'ancienne armée française (1) ».

On promit aux volontaires des avantages considérables : traitement maintenu, allocations spéciales, avancement rapide, etc. Promesses et affiches, appels pressants des maires allemands n'eurent presque pas d'effet. Alors on fit appel à des transfuges alsaciens qui, par la voie d'une affiche gigantesque, s'adressèrent directement à leurs concitoyens pour les engager à ne pas méconnaître la gravité de la situation internationale et à suivre l'appel de toute la nation allemande pour sauver l'Europe. Cet appel porte la signature de vingt Alsaciens germanophiles, volontaires de la dernière guerre et de la guerre actuelle.

A tout cela, la réaction alsacienne fut presque nulle. Dans un discours, Robert Wagner parla de quelques centaines et plus tard en tout de 2.300 volontaires alsaciens, mais parmi eux se trouvaient les fils de nombreux Allemands venus après 1940. Nous pouvons donner pour l'arrondissement de Guebwiller, comprenant quarante-sept communes, des chiffres exacts. Sur un total de 3.236 mobilisés, il y eut 3.097 enrôlés de force dans l'armée et une quarantaine de volontaires. En outre, 139 avaient été versés dans la SS. Parmi eux, il n'y eut que huit volontaires, mais dont un était Allemand et l'autre Suisse. Seule la contrainte pouvait avoir raison des Alsaciens qui refusaient obstinément la « grande chance de leur vie ». Le Gauleiter Wagner entra dans cette voie, prudemment d'abord par le détour du

V. — Service du Travail obligatoire

introduit en Alsace par décret du 8 mai 1941 (2). Ce décret garde une forme encore très vague : « Tous les jeunes gens, hommes et femmes de dix-sept à vingt-cinq ans, *peuvent* être appelés au Service de Travail obligatoire (*Reichsarbeitsdienst*). Wagner viola une fois de plus sciemment les § 44 et 45 de la convention de La Haye du 9 juillet 1899 que l'Allemagne avait librement reconnue par sa signature : ces paragraphes stipulent nettement : « Il est interdit de forcer la population de territoires occupés à prendre part aux opérations militaires contre son propre

(1) Nous possédons au moins une vingtaine de ces affiches.
(2) Voir *Verordnungsblatt des Chefs der Zivilverwaltung im Elsass.* Strasbourg, 1941, p. 362.

pays » et « il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie ». Mais un chiffon de papier de plus n'inquiétait pas Wagner.

Ce ne fut qu'au mois d'août 1941 que commencèrent les visites médicales pour les jeunes gens de la classe 1942. De nombreux Alsaciens qui refusèrent de se présenter furent amenés par la Gestapo, en passant par le camp de concentration de Schirmeck.

Les premiers départs eurent lieu au mois d'octobre 1941, dirigés aussitôt sur des camps situés en Allemagne. Un peu partout, comme sur un mot d'ordre, ils furent l'occasion de manifestations antiallemandes. Pour la première fois depuis les journées dramatiques de 1940, la *Marseillaise* fut chantée en public par les partants, devant des officiers allemands (1).

La fondation de la *Jeunesse hitlérienne*, les nombreux appels pour l'engagement volontaire, enfin l'introduction du *Service du Travail obligatoire* en Alsace marquaient successivement les étapes qui logiquement tendaient vers un seul but :

VI. — Le service militaire obligatoire dans l'armée allemande

Le 25 août 1942, date à laquelle cette loi fut promulguée, compte parmi les journées les plus néfastes de l'histoire de l'Alsace. Les Alsaciens apprirent la nouvelle le 26 août par les journaux :

En vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés par le Fuehrer, j'ordonne :

1) Le service obligatoire dans l'armée allemande est introduit pour les jeunes gens de race allemande (*deutsche Volksgenossen*) en Alsace, appartenant à des classes qui seront déterminées par une ordonnance spéciale.

2) Les hommes appelés sous les drapeaux sont soumis aux mêmes prescriptions en vigueur que les soldats allemands, ils jouissent aussi des mêmes droits que ceux-ci.

3) Les hommes soumis à l'obligation militaire, mais non appelés au service actif dans l'armée, sont soumis aux prescriptions en vigueur pour cette catégorie.

4) Cette ordonnance entre en vigueur le 25 août 1942.

Strasbourg, le 25 août 1942.

Le Chef de l'Administration civile en Alsace,

Robert Wagner.

Gauleiter et Reichstatthalter.

Dans un grand discours tenu le 10 novembre 1942 à Strasbourg, Wagner justifia cette mesure. Il prétendit que non seulement l'Alsace, redevenue allemande, devait tirer des avantages substantielles de cette

(1) Ce fait paraît incroyable, mais il est incontestable. J'ai publié dans la revue *Chez Soi*, du 10 janvier 1948, un rapport officiel de la police allemande de Colmar, daté du 20 janvier 1943, qui relate les graves troubles survenus quatre jours auparavant lors du départ de jeunes Alsaciens pour le service militaire. Ce rapport constate que les Alsaciens, en présence de la Gestapo, ont entonné, au départ du train, une

annexion, mais qu'elle avait aussi des devoirs vis-à-vis de sa vraie patrie allemande. Ces devoirs, la grande majorité des Alsaciens ne les ressentait pas et les ignorait. Il était donc nécessaire que quelqu'un assumât la responsabilité pour tous les autres. C'est ce qu'il avait fait. A l'appui d'un rapport sur la situation dans le pays, il avait instamment prié le *Fuehrer* de permettre l'introduction du service militaire en Alsace et, sur ses instances, le *Fuehrer* avait enfin donné son consentement. Cette décision était donc une distinction pour toute l'Alsace, en même temps qu'une grande marque de confiance. Lui, Wagner, espérait que les soldats alsaciens comprendraient la grandeur de leur pays et seraient prêts à remplir la mission historique de la libération définitive et de la pacification de l'Alsace.

Le droit international était une fois de plus foulé aux pieds, la Convention d'Armistice une fois de plus reniée. L'Alsace consternée s'attendait, enfin, à une réaction énergique et à une protestation vigoureuse de la part du gouvernement de Vichy. Pétain, maintes fois adjuré d'intervenir, dès le 4 septembre 1942, par les parlementaires alsaciens restés en France libre, se contenta de plaindre en secret les pauvres Alsaciens et Lorrains, disant qu'il fallait bien accepter la conséquence de la défaite et, comme s'exprimait Laval, subir la loi de l'histoire ! C'est avec une profonde amertume que les Alsaciens constatèrent cette carence gouvernementale. La France officielle avait rayé l'Alsace de son actif, elle était devenue encore une fois la rançon de la défaite.

L'appel des classes commença aussitôt. Le 28 août, les classes 1940 à 1944 furent invitées à se présenter aux visites médicales ; le 4 février 1943, cinq autres classes (1934 à 1939) suivirent. Le 10 décembre de la même année, ce fut le tour des classes 1931 à 1933 à être appelées sous les drapeaux ; au mois de février 1944, les classes 1928 à 1930 passèrent la visite. Enfin, le 13 octobre 1944, en pleine retraite, la classe 1927 dut partir. Entre temps, celles de 1945 à 1947 étaient mobilisées. Il y eut donc en tout vingt et une classes alsaciennes enrôlées dans l'armée allemande, c'est-à-dire presque toute la population mâle entre dix-sept et trente-huit ans. Il est vrai que, pour le dernier appel, le nombre de ceux qui prirent le maquis ou se cachèrent dans les villes était supérieur au nombre des partants.

VII. — Les Alsaciens dans la Waffen-SS

Le malheureux procès de Bordeaux (1) a prouvé à l'évidence que nos compatriotes de l'Intérieur ignoraient complètement ce qui s'était passé en Alsace occupée ou plutôt annexée. Il leur a fallu huit ans pour comprendre, enfin, que des Alsaciens, la plupart d'anciens soldats français,

« formidable *Marseillaise* ». Cela n'empêcha pas les journaux allemands d'écrire le lendemain que les jeunes recrues étaient parties joyeuses de pouvoir servir enfin le « Fuehrer » et la Grande Allemagne.

(1) Procès d'Oradour.

ont été enrôlés de force non seulement dans l'armée, mais encore dans les troupes d'élite, les Waffen SS. Le président du Tribunal militaire de Bordeaux lui-même, M. Nussy-Saint-Saëns, ignorait ce fait capital ; ce ne fut qu'au cours des débats qu'il put acquérir — avec beaucoup de peine — la certitude de cette incorporation de force.

Il est vrai que jusqu'à la fin de 1943 les divisions SS avaient été formées par des volontaires, membres du Parti, triés sur le volet et correspondant surtout à l'idéal aryen : ils devaient être grands, avoir des cheveux blonds et des yeux bleus, ne pas porter des lunettes ! Cette élite, destinée à servir, après la guerre, d'étalons pour l'amélioration de la race germanique, jouissait de nombreux avantages que n'avait pas le soldat de la *Wehrmacht*.

Mais, vers la fin de l'année 1943 et surtout au courant de 1944, ces divisions SS, dont le nombre augmentait sans cesse pour concurrencer les unités de l'armée, ne purent plus remplir les vides par la voie habituelle de l'engagement volontaire. Leurs chefs eurent l'idée de procéder par l'enrôlement ordinaire, et c'est de cette façon que les Alsaciens, bien encadrés, étroitement surveillés, étaient forcés de revêtir l'uniforme détesté. Quand donc, en janvier et en février 1944, les Alsaciens, nés en 1908, 1909 et 1910, c'est-à-dire les classes françaises de 1928-1930, se présentèrent devant les conseils de revision, ils se trouvèrent devant les médecins SS à qui les médecins de l'armée avaient dû céder la place. C'est ainsi qu'à leur grande stupéfaction, ces Alsaciens furent versés dans les SS. Les jeunes gens de la classe 1946, âgés de dix-sept ou de dix-huit ans, qui étaient revenus en janvier du Service de Travail obligatoire, passèrent les mêmes visites et subirent le même sort que leurs aînés. C'est qui explique que les accusés de Bordeaux, à l'exception du seul engagé volontaire, avaient tous été incorporés au début de 1944 et étaient alors âgés de dix-sept à dix-huit ans ou de trente-trois à trente-six ans.

Cependant, le Gouvernement français était bien au courant de cet enrôlement de force dans les SS. Dès le mois de mars 1945, le Préfet du Haut-Rhin, Fonlupt-Espéraber, avait attiré l'attention des pouvoirs publics sur ces malheureux. Sur les instances du Préfet, le ministre des Affaires étrangères avait signalé cette situation tragique aux Forces armées françaises, à l'État-Major interallié et aux autorités soviétiques.

Il y eut aussi dans la SS des volontaires alsaciens. Mais leur nombre était proportionnellement beaucoup plus petit que celui des Français non Alsaciens, des Belges et surtout des Suisses, dont une grande partie reçut l'instruction militaire au camp Saint-André près de Cernay (Haut-Rhin). Et même parmi ces Alsaciens il y eut des jeunes gens dont la bonne foi avait été surprise au cours des visites médicales de la *Jeunesse hitlérienne*, organisées par les SS. Par peur de représailles contre leurs parents, ils avaient signé leur engagement. Il est des cas — très rares d'ailleurs — où les bureaux de recrutement, sur la réclamation des parents, ont annulé cet engagement. Mais tous ces enrôlements étaient

bien antérieurs à 1944. Il était absolument impossible aux enrôlés de force de 1944 de demander non pas l'annulation, mais le transfert dans la *Wehrmacht*, même sur l'intervention personnelle d'un supérieur, ce qui était arrivé à Colmar en février 1944.

VIII. — Les désertions

Depuis l'introduction du *Service de Travail obligatoire*, beaucoup de jeunes Alsaciens s'étaient enfuis du pays. Cette fuite prit de grandes proportions à partir d'août 1942. Jacques Lorraine indique dans son ouvrage : *Les Allemands en France*, Paris, 1945, p. 278, le chiffre officiel, contrôlé par les organisations alsaciennes-lorraines, de 12.000 jeunes gens jusqu'à la date du 11 novembre 1942. M. Bourgeois, président du Conseil général et député du Haut-Rhin, président départemental de l'Association des Incorporés de force, indiqua récemment que sur 200.000 Alsaciens et Lorrains touchés par l'incorporation de force, 40.000 échappèrent par la fuite ou la désertion.

Pour enrayer l'exode, Wagner avait immédiatement fait renforcer les gardes-frontières. Il contrôlait lui-même les mesures prises ou les faisait inspecter par son suppléant, Rœhn.

Le long des Vosges et de la frontière suisse, une zone interdite d'une profondeur de trois kilomètres fut constituée le 21 septembre 1942, et quiconque était rencontré dans celle-ci, sans papiers en règle, était arrêté. Des patrouilles motorisées, munies de mitrailleuses et accompagnées de chiens policiers, eurent l'ordre de tirer sur tout Alsacien qui essayerait de passer clandestinement en France ou en Suisse. Les journaux annoncèrent bien souvent que plusieurs « déserteurs » avaient trouvé la mort à cette occasion. Mais les désertions continuèrent. Des organisations secrètes, souvent les mêmes qui faisaient passer des prisonniers de guerre français d'Allemagne par l'Alsace, se chargèrent de faire de même pour leurs jeunes compatriotes. De nombreuses chaînes fonctionnèrent, plusieurs furent trahies, les membres sévèrement condamnés, le plus souvent à mort. Pour avoir conseillé la désertion, des Alsaciens furent exécutés à la hache, tel Albert Buehl de Wintzenheim. Beaucoup d'Alsaciens préférèrent ne pas se présenter au Conseil de revision : les journaux en publièrent les sanctions sévères prises contre eux. Mentionnons pour mémoire l'exécution de treize jeunes gens de Ballersdorf qui avaient été surpris au moment où ils voulaient franchir la frontière suisse. Leurs parents apprirent la mort de leurs enfants au camp de concentration de Schirmeck. La place nous manque pour citer les nombreux incidents bien souvent tragiques qui eurent lieu dans toutes les parties de l'Alsace. Nous les avons consignés en partie dans notre ouvrage : *L'Alsace sous l'occupation allemande* (1).

(1) Le Puy, Mappus, p. 300-303.

De nombreux Alsaciens mobilisés désertèrent leurs unités dès qu'ils en eurent l'occasion. Le passage chez les Alliés était relativement facile en France lors de la retraite allemande. Il n'en était pas de même sur le front russe ; pourtant, aucun Alsacien n'ignorait ce qui leur avait été si souvent répété à la radio anglaise où on leur avait recommandé de se présenter aux Russes en disant : *Ia priatel, ia Franzouss.* Mais ce mot magique n'opéra nullement, les Russes ne virent que l'uniforme. Mais gare à ceux qui avaient été surpris en désertion ou repris par les Allemands ! Ils étaient condamnés rarement aux travaux forcés, le plus souvent à la mort et fusillés sur place. Leur « crime » retombait sur leurs parents, responsables des actes de leurs fils.

IX. — Les déportations massives

Les déportations massives de familles entières étaient le châtiment de ne pas avoir élevé les enfants dans le culte de la patrie allemande. L'ordonnance du 1er octobre 1943 (*Verordnungsblatt*, 1943, p. 152) prévoit non seulement l'expatriation de toute la famille et des alliés, mais encore la confiscation des fortunes. Bien plus encore : cette même ordonnance exige que les parents dénoncent leurs propres enfants. Tous ceux qui, ayant eu connaissance d'une désertion, même projetée, ne la signaleront pas immédiatement à la Gestapo seront punis de travaux forcés ou de prison par le *Sondergericht* (tribunal spécial introduit en Alsace le 30 janvier 1942).

Ces déportations faisaient suite aux expulsions qui avaient permis au moins aux victimes de s'établir dans la zone non occupée de la France ou en Afrique du Nord. Mais les Allemands avaient bien vite compris que ces éléments sabotaient l'idée de collaboration. C'est pourquoi, à partir de l'été 1942, les Alsaciens ne furent plus expulsés en France, mais déportés et transplantés (« *umgesiedelt* ») dans le Reich.

Ces déportations, surtout parce qu'un fils ou une fille avait refusé de se présenter à la visite médicale du service du travail ou du service militaire et s'était réfugié soit en France, soit en Suisse, frappèrent toutes les classes sociales et toutes les régions du pays, de Wissembourg à la frontière suisse. Les biens des malheureux furent immédiatement saisis, les fermes de plus de 600 familles du Sundgau, toutes expatriées, furent immédiatement données à des paysans d'outre-Rhin. Les journaux ne publièrent que dans quelques cas très rares les noms des victimes, surtout quand il s'agissait d'une désertion, pour servir d'exemple.

X. — Les derniers mois

Au début du mois de juin 1944, quarante-deux officiers de réserve alsaciens, restés dans le pays, furent réunis dans le camp des SS à Saint-An-

dré, près de Cernay. On leur offrit, dans la SS, un rang supérieur à celui qu'ils occupaient dans l'armée française. Un commandant et un lieutenant-colonel français leur furent même présentés comme exemple. Sur leur refus obstiné, ils furent traînés d'un camp de concentration à l'autre. Plus de la moitié parmi eux périrent ou furent tués.

Le 18 octobre 1944 parut le décret instituant la levée en masse, le *Volkssturm*. Un décret de Wagner étendit ce *Volkssturm* à l'Alsace, malgré l'avis contraire d'officiers supérieurs allemands. Un *Hauptsturmfuehrer* nommé Pogratz constata dans un rapport : « En établissant le *Volkssturm* en Alsace, les Allemands n'arment personne qui soit décidé à se battre pour eux. Ils arment, au contraire, l'adversaire. Armer les Alsaciens, c'est le commencement de la fin. »

Mais Wagner persista dans son idée. Bientôt des ordres individuels furent adressés à tous les Alsaciens âgés de seize à soixante ans. Un bataillon au moins devait être formé dans chacune des trois grandes villes pour prêter serment le jour de l'armistice, le 11 novembre. Cette cérémonie eut encore lieu à Mulhouse et à Strasbourg. Dix jours après, de Lattre de Tassigny fit son entrée triomphale à Mulhouse, deux jours après Leclerc à Strasbourg. Beaucoup de membres du *Volkssturm* rallièrent les *F. F. I.* Après ces amères leçons qui ne restèrent pas cachées aux Allemands, le *Volkssturm* disparut à la fin de novembre en temps que troupes de combat dans les parties encore contrôlées par les Allemands.

XI. — Le bilan (1)

200.000 Alsaciens et Lorrains furent touchés par l'incorporation de force :

40.000 y échappèrent par la fuite ou la désertion.

25.000 sont officiellement tombés et

22.000 ont été portés disparus.

10.000 ont été gravement blessés ou amputés.

Pendant la première guerre mondiale, sur 380.000 Alsaciens et Lorrains mobilisés, 37.000 ont laissé leur vie en quatre ans de guerre.

Près de 50.000 sur 160.000 mobilisés, donc au total 30 %, ont disparu pendant les deux dernières années de cette guerre.

Presque toutes ces victimes sont tombées pour une cause qui n'a jamais été la leur : forcées de combattre contre leurs propres intérêts, contre leurs propres sentiments.

Marie-Joseph Bopp,
Correspondant pour le Haut-Rhin
du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale.

(1) Nous empruntons les chiffres à M. Bourgeois, déjà cité, qui les avait donnés lors de la session extraordinaire du Conseil général le 29 décembre 1952.

LA REDDITION INCONDITIONNELLE IDÉE ROOSEVELTIENNE

La fameuse déclaration de Casablanca assignant aux alliés, comme objectif essentiel de leur lutte, la « reddition inconditionnelle » de leurs ennemis a fait le thème de travaux déjà nombreux, alimenté bien des discussions et soulevé surtout des critiques (1). Critiques souvent mêlées de repentirs : ainsi chez Churchill que l'on pouvait croire alors un des principaux responsables (2). Critiques chez les vaincus et aussi chez les anciens alliés (3). Mais il importe de remarquer que ces critiques datent presque toutes du temps de la « guerre froide », ou bien, aux États-Unis, de la réaction contre la politique rooseveltienne. Elles sont inspirées, en Europe, par le regret d'avoir vu disparaître un bastion, le bastion allemand, devant la poussée slave, et, en Amérique, par le désir de nuire au parti démocrate. Ces arrière-pensées politiques les entachent et ne permettent pas de les accueillir en toute sécurité. Car l'explication, sinon la justification d'un acte politique, requiert l'analyse, non pas des seuls résultats, mais des circonstances de sa naissance, et des sentiments de ses auteurs en ce moment seul. Principe cardinal de l'historien qui a été rappelé récemment, d'une manière fort opportune (4). Or, l'application et les résultats de la politique fixée par la déclaration ont presque seuls retenu l'attention ; il reste à tenter l'explication traitée jusqu'ici seulement par de vagues allusions. Tel est l'objet du présent article.

Cependant, au préalable une remarque s'impose. La critique la plus commune adressée à la politique de « reddition inconditionnelle » est

(1) Parmi ces travaux, deux sont à retenir : Lord Maurice Pascal Hankey, *Politics, trials and errors*, Oxford, 1949, in-8°, xiv-150 p. (tout le chapitre iii est consacré à la question de la reddition inconditionnelle), et Maxime Mourin, « Reddition sans conditions », in *Revue de Défense nationale* (de janvier 1953). Malgré son titre, l'ouvrage de F. O. Miksche, *Unconditional surrender*, Londres, Faber, 1952, in-8°, 468 p., dont il sera rendu compte dans cette revue, n'aborde le problème que dans un cadre beaucoup trop général.

(2) Voir, en particulier, les débats aux Communes, le 21 juillet 1949, et les *Mémoires* de Churchill.

(3) Chez les vaincus, le discours d'un ancien conjuré du 20 juillet 1944, Eugène Garstenmaier, pour le dixième anniversaire du complot célébré à Godesberg ; chez les anciens alliés, entre autres, l'article de W. Lippmann dans le *Figaro* du 13 février 1952.

(4) Intervention de Pierre Renouvin, à la suite d'une communication de Roger Levy à la *Société d'Histoire moderne*, le 10 janvier 1954.

qu'elle aurait, sans utilité, allongé le conflit mondial. Ce problème de la durée de la deuxième guerre mondiale est, à mon sens, le type du problème historique insoluble. Comment doser le poids des différents facteurs qui entrent en jeu, surtout lorsqu'ils sont d'ordre psychologique? S'il est probable que la fameuse formule explique le retard apporté à la conclusion définitive de l'armistice italien ; s'il est possible que la question impériale ait empêché une capitulation japonaise avant l'emploi de la bombe atomique, on peut estimer que le caractère de Hitler, ou sa folie, comme on voudra, suffit à expliquer la résistance allemande poussée à l'extrême limite. Au surplus, les mouvements d'opposition à l'intérieur du IIIe Reich ne justifiaient pas de grands espoirs, par leur consistance douteuse. Et, d'ailleurs, un document récemment publié, avec ceux qui ont trait à la conférence de Yalta, mentionne que les États-Majors anglo-américains, le 9 février 1945, fixaient la fin de la guerre avec l'Allemagne, au plus tôt, le 1er juillet et, au plus tard, le 31 décembre de cette même année, et la fin de la guerre avec le Japon dix-huit mois plus tard (1). On sait que ces délais ont été sensiblement abrégés. Sans doute dira-t-on qu'il faudrait, pour une juste application, comparer avec les prévisions de 1943. Mais un doute subsiste.

Rappelons maintenant les faits essentiels qui entourent les naissance et le développement de la doctrine incriminée. A la fin de la conférence de Casablanca (24 janvier 1943), en conférence de presse, devant Churchill, le président Roosevelt déclarait : « Le Président et le Premier Ministre, après avoir considéré l'ensemble des opérations de la guerre mondiale, sont plus que jamais persuadés que le monde ne peut retrouver la paix que par l'élimination totale de la puissance de guerre allemande et japonaise, ce qui permet de ramener les buts de la guerre à une formule très simple : la reddition inconditionnelle de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. La reddition inconditionnelle implique la ferme assurance de voir régner la paix dans le monde, pendant des générations. Elle n'implique pas la destruction du peuple allemand, pas plus que celle des peuples italiens ou japonais ; mais elle implique la destruction en Allemagne, en Italie et au Japon d'une philosophie basée sur la conquête et l'asservissement des autres peuples (2). »

Cette déclaration ne figure pas dans le communiqué officiel qui résume les travaux de la conférence. On sait maintenant qu'elle n'a pas fait l'objet d'une consultation préalable des chefs militaires. Eisenhower ne la connaît qu'à son retour d'Alger. On sait, bien mieux encore, les réticences de Churchill. Quoi qu'il en ait dit, il avait été consulté au préalable, et il avait demandé et obtenu l'acquiescement du cabinet de guerre

(1) Dépêche de l'agence Reuter du 18 mars 1955. Ces dates, au moins pour l'Allemagne, figurent déjà dans une « instruction » de Churchill, en date du 14 avril 1945, publiée en annexe des *Mémoires* de Churchill, t. VI, 2e partie, p. 367 de l'édition française.

(2) Robert E. Sherwood, *Le mémorial de Roosevelt*, d'après les papiers de Harry Hopkins, édit. française, t. III, p. 233-244, Paris, 1950.

de Londres (1). Mais il paraît avoir été surpris par l'heure et la publicité données à la déclaration. Un peu renfrogné, malgré l'esquisse d'un sourire embarrassé, il finit cependant par approuver : « Perfect », et porte un toast à la reddition inconditionnelle, mais il manque visiblement d'enthousiasme. La conférence du ministre britannique de l'Information pour les journalistes, le 27 janvier, ne mentionne pas l'expression. Le 11 février, aux Communes, Churchill passe rapidement sur elle et ne consacre à la déclaration que vingt-huit lignes dans un discours qui occupe vingt colonnes du *Hansard*, et seulement en sixième colonne ; il apporte, le 22 février 1944, des éclaircissements qui semblent en restreindre un peu la portée ; la déclaration signifierait que les vainqueurs auront les mains libres, sans rien qui rappelle les quatorze points du président Wilson, et que les vaincus ne pourraient arguer d'aucun droit en application de la charte de l'Atlantique.

Il est incontestable que l'entière responsabilité de la déclaration de Casablanca revient à Roosevelt, et que l'idée lui était particulièrement chère. Il réaffirme sa position à plusieurs reprises. Ainsi, en février 1943, à un dîner de journalistes pour célébrer l'anniversaire de Lincoln, avec la précision nouvelle que les alliés ne traiteraient ni avec un gouvernement de l'Axe ni avec « une faction émanant de l'Axe », et le 22 mars 1943, au cours d'un déjeuner avec Eden et Hull : « Il faudra exiger une capitulation totale, sans prendre avec l'ennemi aucun engagement, au sujet de ce que nous pourrions faire ou ne pas faire à la suite de cette reddition (2). » S'il n'emploie qu'une fois l'expression dans son discours du 29 juillet 1943, c'est probablement à sa demande qu'elle apparaît dans le texte final de l'armistice imposé à l'Italie, le 20 septembre, alors qu'elle ne figurait pas dans les projets précédents (3). Il refuse de toucher au principe de la reddition inconditionnelle même lorsqu'on peut craindre, dans l'été 1943, des tractations russo-allemandes (4). Même refus à Téhéran, lorsque Staline exprime l'avis que la formule contribue à renforcer l'union du peuple allemand. Refus encore d'une suggestion d'Eisenhower, transmise à Cordell Hull par William Philipps, le 17 décembre 1943. Une simple atténuation dans le discours de Noël 1943 : « Les Nations-Unies n'ont pas l'intention de transformer le peuple allemand en esclaves. Nous voulons lui laisser une chance normale de développement dans la paix, comme membre utile et respectable de la famille européenne. Mais nous devons insister sur ce mot respectable, car nous voulons qu'il se débarrasse du nazisme et du militarisme prussien et de cette notion fantastique et désastreuse qu'il constitue une race de sei-

(1) Le 21 juillet 1949, aux Communes, déclarations de Bevin, alors chargé du Foreign Office et ancien membre du cabinet de guerre de 1943, et intervention de Churchill. Celui-ci, dans ses *Mémoires*, reconnaît pourtant l'erreur de Bevin et la sienne (t. IV, 2e partie, p. 225-287).

(2) Robert E. Sherwood, *op. cit.*, p. 238-250.

(3) Cf. Lord Hankey et M. Mourin, *op. cit.*

(4) Cf. Mourin, art. cité pour tout ce qui suit, concernant la position de Roosevelt.

gneurs. » Mais peu après sa position se raidit. A une suggestion de Molotov, transmise par Averell Harrimann, il réplique sèchement : « Je n'aime pas du tout l'idée de conversation pour définir les termes de reddition sans conditions. » Et, le 17 mars 1944, il refuse encore à Lord Halifax qui demande, au nom du gouvernement britannique, en faveur des satellites de l'Axe, l'abandon explicite de la politique de reddition inconditionnelle. Même intransigeance devant les désirs d'Eisenhower et de Bedell Smith qui craignent le raidissement allemand. Ce n'est qu'après le 1er mai 1944, et pour suivre un appel de Staline aux satellites de l'Axe, que Roosevelt accepte de signer, avec Churchill, une déclaration qui laisse à ces peuples l'espoir d'un rachat, s'ils abandonnent assez tôt leur collaboration avec l'Axe. Et c'est seulement après la mort de Roosevelt qu'à Potsdam, le 26 juillet 1945, Truman et Churchill restreindront pour le Japon la reddition inconditionnelle à celle des forces armées.

L'idée de la reddition inconditionnelle, but de guerre essentiel, est donc avant tout une idée rooseveltienne. C'est donc uniquement dans l'appréciation de la situation générale, au terme de l'année 1942, par le Président, dans le caractère et les sentiments constants de celui-ci, dans l'orientation de sa politique et dans sa philosophie personnelle qu'il faut chercher l'explication d'un acte qu'il paraît n'avoir jamais regretté, et la fidélité à un principe qu'il a maintenu presque intact, jusqu'à sa mort. Il faut écarter, en effet, l'hypothèse que cette idée est née brusquement au cours du déjeuner du 23 janvier qui réunissait Roosevelt, son fils Elliott, Harry Hopkins et Churchill (1). Le fait est démenti, de façon péremptoire, par la date des documents cités par Churchill en ses *Mémoires* : l'examen du principe de la reddition sans conditions par le Cabinet de guerre britannique, sur communication de Churchill, est du 20 janvier, dans l'après-midi ; sa réponse est du lendemain. Il y a donc eu, plusieurs jours avant le déjeuner, des entretiens officiels et une ébauche de projet sur cette question, ce qu'admet d'ailleurs le Premier Britannique (2). Et l'idée est le résultat d'un lent cheminement de la pensée comme le reflet de tendances profondes chez le Président. Ce sont les soucis de l'heure qui l'ont amené à la formuler de manière précise et avec tout l'éclat de publicité nécessaire. Déclaration faite d'un cœur léger, de pure propagande, et qui cherche un effet de sensation (3)? Cela est bientôt dit. C'est oublier que les guerres modernes, qui mobilisent l'opinion des masses en même temps que toutes les forces d'un pays, ne peuvent négliger l'arme puissante de la propagande et c'est oublier que les déclarations sensationnelles sont parfois nécessaires au maintien du moral des peuples en guerre, à la persistance des espoirs et des efforts.

C'est au souci de ménager la Russie et peut-être à l'influence de Staline que certains attribuent l'initiation rooseveltienne. Le rédacteur diplo-

(1) E. Roosevelt, *Mon père m'a dit*, édition française, Paris, 1947, p. 346.
(2) *Mémoires*, t. IV, 2e partie, p. 286.
(3) F. O. Miksche, *op. cit.*, p. 36.

matique du *Daily Telegraph* l'a suggéré dès mai 1943. Lord Hankey, que le souvenir de 1919 (1) incline un peu trop, semble-t-il, à taxer de *diktat* la paix de Versailles, et qui redoute un choc en retour semblable à celui qui s'est produit en Allemagne, et même ailleurs, lors de l'application des traités, s'est élevé dès le 23 septembre 1943 contre la formule de reddition inconditionnelle ; et il termine le chapitre de son livre consacré à cette question par cette affirmation : « La seule nation qui a tiré profit de cette déclaration est la Russie, qui, par l'allongement du conflit, a pu imposer son système à toute l'Europe orientale (2). » Au vrai, il ne consacre à ce prétendu allongement du conflit qu'une demi-page et sans citer de faits précis.

Dans quelle mesure peut-on apprécier ce souci « russe »? Il est presque certain (3) que Staline n'a pas été consulté sur l'opportunité de la déclaration, comme l'ont été Churchill et le gouvernement britannique, mais il a été immédiatement informé de sa publication (4). D'autre part, on l'a vu, par la suite, à maintes reprises Staline aurait souhaité une atténuation du principe (5) qui lui a été refusée. Et il doit prendre lui-même, en 1944, une initiative en ce sens qui force un peu la main à Roosevelt. Cela, bien que significatif, ne permet pas d'affirmer qu'en janvier 1943 il n'était pas favorable à la déclaration, car la fluidité politique est un des aspects du réalisme russe. Cela ne permet pas donc, *a fortiori*, d'écarter l'hypothèse que Roosevelt ait voulu rassurer la Russie. Staline avait argué du caractère absorbant de sa tâche de chef militaire pour ne point venir à Casablanca : le président américain a-t-il douté de la valeur de cette excuse? Il importe de remarquer que les relations entre Anglais et Russes s'étaient tendues à la suite d'incidents nombreux : affaire de l'hôpital naval britannique de Vaenga, affaire des convois arctiques, affaire de l'installation de forces aériennes anglo-saxonnes dans le Caucase, affaire Hess que les journaux de Moscou brandissent à nouveau, etc... (6). Et surtout les Russes réclamaient avec insistance le deuxième front promis et pouvaient craindre qu'il ne se bornât aux opérations d'Afrique du Nord. Les rassurer était nécessaire. A Casablanca, le président estime que le rendement et les livraisons de matériel au titre du prêt-bail sont inférieures aux prévisions, ce qui pourrait avoir des répercussions sur le front oriental. Et il évoque le désappointement de Staline lorqu'il apprendra que le débarquement par la Manche est ajourné une fois de plus (7). L'hypothèse d'un geste de Roosevelt à l'adresse de la Russie est donc à retenir, bien qu'il soit impossible d'en mesurer exactement l'importance dans la décision du Président.

(1) Lord Hankey a joué un rôle important dans les conférences de Paris de 1919, aux côtés de P. Mantoux.
(2) *Politics, trials and errors*, conclusion du chap. II.
(3) En l'absence de documents russes.
(4) E. Roosevelt, *op. cit.*, p. 91.
(5) Voir plus haut, p. 45.
(6) *Mémoires* de Churchill, t. IV, 2e partie, chap. IX, le « merci » soviétique.
(7) E. Roosevelt, *op. cit.*, p. 92 et 138.

Mais surtout il y a l'affaire Darlan. On sait que le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord a été suivi, presque immédiatement, par la reconnaissance de l'amiral en tant que chef des autorités françaises « au nom du maréchal » en cette région : accord Clark-Darlan du 10 novembre, confirmé par Eisenhower le 13. Cette décision, prise par les Américains, semblait impliquer l'accueil d'un membre du gouvernement de Vichy comme partenaire et, fait plus grave, le maintien au moins partiel du régime de tendance fasciste instauré en France depuis juillet 1940. Elle signifiait aussi la mise à l'écart et en suspicion de la « France Libre » et de son chef, le général de Gaulle, encore accentuée par le préjugé favorable donné au général Giraud. Elle a tout de suite soulevé des remous en Angleterre, où Churchill s'inquiète. C'est pourquoi le président Roosevelt fait, le 18 novembre, dans sa conférence de presse, une déclaration publique qui se termine par une phrase désormais célèbre : « ... les dispositions prises actuellement en Afrique du Nord et en Afrique occidentale ne constituent qu'un expédient provisoire, que seules peuvent justifier les nécessités de la bataille ». Mais elle n'avait pas suffi à désarmer les critiques et les appréhensions. Churchill dut faire face aux attaques de l'opposition, au cours d'une séance secrète des Communes (10 décembre) ; il réussit à calmer le Parlement et l'opinion britannique. Mais, s'il avait accepté et compris assez vite la position américaine, peut-être parce qu'il connaissait mieux que personne la difficulté des relations avec le général de Gaulle et son entourage, et parce qu'il plaçait au-dessus de toute autre la préoccupation d'un succès militaire rapide et point trop coûteux, il n'en était pas de même ailleurs, en Afrique du Nord et dans tous les pays occupés. On évoquait Munich, on stigmatisait la réhabilitation d'un Quisling français : la « France Libre » fulminait. Jacques Soustelle a écrit que « l'intronisation de Darlan nous atteignait comme un soufflet en plein visage » et il citait les mots du général : « Bientôt Noguès, Darlan et peut-être Pétain seront à Alger, soutenus par les dollars de l'Amérique. Ils paraderont dans de longues voitures... Et, dans deux ans, la *Revue des Deux Mondes* démontrera que c'est Noguès qui a sauvé l'Empire... (1). » Darlan est assassiné le 24 décembre, trois semaines à peine avant que s'ouvre la conférence de Casablanca. L'événement accroît encore la confusion, précipite le conflit entre les généraux Giraud et de Gaulle, conflit que la Conférence ne réglera pas de manière satisfaisante et définitive. Cet opportunisme et ces habiletés de la politique américaine, si inquiétants et décevants pour tous ceux qui attendent le châtiment de Hitler et de tous ses « collaborateurs », doivent être limités. Un redressement s'impose sous forme de rappel des buts de guerre et d'un avertissement solennel à tous ceux qui prolongeaient le double jeu en comptant sur l'indulgence des dernières heures : il y va du prestige du Département d'État et du prestige des États-Unis. D'où la déclaration sur la reddition inconditionnelle,

(1) *De Londres à Alger*, t. I, Paris, 1947, in-8°, 470 p., 460 fr.

faite au lendemain même du jour où l'entrevue Giraud-de Gaulle devant Churchill et Roosevelt a révélé la gravité des blessures au moral français, que paraît aviver la politique américaine. Elle était la condamnation de tous les Quislings ; elle pouvait aussi couper court aux intrigues, où se complaisait, en Espagne, le gouvernement de Franco (1). Et l'acte s'accordait avec le souci, si rooseveltien, de maintenir le contact et l'accord avec l'opinion mondiale. En bien des mémoires, le souvenir de l'espoir enthousiaste et du soulagement suscités par ces mots n'est pas encore perdu.

Mais il faut tenter de pénétrer plus avant dans la psychologie des Américains et de Roosevelt. L'histoire des États-Unis est courte. Le nombre des références auxquelles tout peuple, surtout à l'heure du combat, aime à se rapporter est limité ; elles appartiennent presque toutes à la guerre de l'Indépendance et à celle de Sécession, surtout peut-être à cette dernière. Peut-on s'étonner de retrouver chez un Roosevelt une espèce d'obsession. Après avoir imposé l'accord Giraud et de Gaulle, il dit : « Cela a été aussi difficile que d'organiser la rencontre entre Grant et Lee (2). » Et, le jour de sa fameuse déclaration pendant la conférence de presse, il se tourna vers les journalistes britanniques pour leur rappeler que, « lors de la guerre civile américaine, le général Grant a mérité le surnom de *Unconditional Surrender Grant* (3) ». Car, la guerre de Sécession ne s'est-elle pas terminée par la reddition sans conditions des Sudistes? La célébration de l'anniversaire de Lincoln ne lui fournit-il pas, peu de temps après, l'occasion de préciser sa position?

Enfin, comme toujours en matière de politique américaine, il ne faut pas négliger la préoccupation religieuse et morale, souvent alliée à des soucis plus intéressés, mais jamais absente de l'esprit des Américains, même les plus réalistes. Ce qui a été condamné à Casablanca est une philosophie contraire à l'enseignement chrétien et aux droits de l'individu. La guerre était définie à Casablanca comme une croisade. Et cela fournira le titre des souvenirs de guerre d'Eisenhower. La tradition de Wilson était reprise, mais avec une précision qui devait éviter, selon l'obsession de Roosevelt, la répétition des erreurs ou tout du moins des imprudences commises en 1918 par la publication des XIV Points. Ainsi l'idée rooseveltienne de la reddition inconditionnelle s'inscrivait dans la tradition américaine la plus récente comme dans celle qui remontait à près d'un siècle.

Henri Calvet.

(1) Cf. Samuel Hoare, *Ambassadeur en mission spéciale*, édition française, Paris, 1947, in-8°, 476 p., p. 272.
(2) Cité par R. Sherwood, p. 233.
(3) Hankey, *op. cit.*

COMPTES RENDUS

ÉTUDES GÉNÉRALES

Perpetual War for perpetual Peace, Edited by Harry Elmer Barnes, Caldwell (Idaho), 1953, xvi-679 pages.

Si pour tout homme il est vrai que ses actes le suivent, ce l'est bien plus encore pour les hommes politiques dont les décisions engagent le sort de leurs successeurs : leur mort même n'éteint pas toujours les querelles qu'ils ont suscitées. Elles se prolongent d'autant plus longtemps que l'homme a joué un rôle plus éminent : disparu depuis bientôt dix ans, le président Roosevelt continue d'être au centre des controverses. On pouvait penser que le gros ouvrage de Basil Rauch, *Roosevelt from Munich to Pearl Harbor. A Study in the creation of a Foreign Policy* (1950), étude consciencieuse, copieusement documentée, dont nous avons dit ici même (1) l'intérêt et les mérites, avec aussi les lacunes, mettrait un terme au débat passionné qui déchire les historiens américains et l'opinion des États-Unis, sur la politique extérieure de Roosevelt. Or, loin de le clore, la publication de l'ouvrage de Rauch semble plutôt l'avoir attisé : voici que nous arrive en droite ligne du cœur des Montagnes Rocheuses, de l'Idaho, une grosse brassée de sarments destinée à l'alimenter.

C'est un fort volume de près de 700 pages, bourré de textes et tout chargé d'explosifs. L'intention exprimée et le caractère de sa composition l'apparentent au genre universitaire du « Mélange » : le livre, qui s'ouvre sur une sorte de poème dédicatoire, entend être un hommage à la mémoire du grand historien américain Charles A. Beard. Il est, de plus, fait d'une dizaine d'études signées de huit noms différents. Là s'arrêtent les ressemblances, toutes de surface. Une évidente unité d'inspiration fait converger toutes les contributions vers des conclusions communes. Surtout, le ton tranche furieusement sur l'ordinaire pondération des hommages académiques. Il s'agit d'une œuvre de polémique, d'une action politique dirigée contre l'administration Roosevelt. Le lecteur le moins prévenu ne saurait s'y tromper : les couleurs violentes d'une jaquette inspirée par les horreurs de la guerre, les caricatures et les citations qui occupent les pages intérieures de la couverture indiquent l'esprit qui a présidé à l'entreprise: On ne prendra donc pas pour argent comptant chaque affirmation. Insinuation ne vaut point preuve. On n'abordera ce livre qu'avec la suspicion de principe que commande une contamination permanente entre l'examen du passé et la préoccupation trop pressante d'un présent trop présent. On appréciera à leur valeur exacte certains procédés qui relèvent davantage de la polémique partisane que de la méthode historique. On relèvera ainsi, avec quelque étonnement, le cas fait par l' « *editor* » Harry Elmer Barnes d'un roman, non sans mérites du reste, de George Orwell : *Nineteen Eighty Four*, qui n'est pas cité moins de quatorze fois, c'est-à-dire plus souvent que le nom de Hitler ou celui de Mussolini. Qu'on ne s'y trompe d'ailleurs point, ce n'est pas de l'État national-socialiste que l' « *editor* » rap-

(1) *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, octobre 1953, p. 61-66.

proche le régime totalitaire imaginé par le romancier, mais de l'administration Roosevelt. Curieuse idée pour qui se veut historien de demander à un roman d'anticipation des lumières sur le passé. Le procédé est à peu près aussi équitable que celui de Sir Winston Churchill accusant au lendemain de la guerre ses adversaires du *Labour Party* de vouloir instaurer en Grande-Bretagne un régime semblable à celui de la Gestapo ; admissible dans une campagne électorale, ce genre de calomnies est inacceptable sur le plan de la recherche et de l'explication historiques.

De pareilles façons de faire, comme aussi certaines outrances de langage, ne peuvent que discréditer leurs auteurs et desservir leur démonstration. C'est grand dommage, car la thèse qu'ils soutiennent mérite d'être examinée objectivement. Elle n'est point neuve : c'est celle exposée avec éclat par Charles A. Beard dans deux ouvrages qui en ont formulé l'essentiel : *American Foreign Policy in the Making, 1932-1940. A Study in Responsabilities* (1) *et President Roosevelt and the Coming of the War*, 1941. *A Study in Appearances and Realities* (2). On en connaît la substance : Franklin D. Roosevelt, en s'écartant de la grande tradition neutraliste de la politique étrangère américaine, a fait le malheur tout à la fois des États-Unis et du Monde ; il a menti sciemment à l'opinion de son pays, il a voulu et préparé le désastre de Pearl Harbor (quatre études du présent volume sur dix sont consacrées à cet aspect) pour jeter les États-Unis dans la guerre. Principal responsable du conflit, il l'est aussi de tous les maux qui ont fondu sur l'Amérique et l'humanité et dont William Henry Chamberlin dresse un impressionnant bilan (*the Bankrupty of a Policy*) : l'inflation, une fiscalité écrasante, la tyrannie administrative, la faillite de l'Europe occidentale, la croissance de l'U. R. S. S., la montée des périls qui enveloppent la démocratie américaine, l'ombre du totalitarisme menaçant le monde, voilà quelques-uns des fléaux dont est responsable la désastreuse politique de Roosevelt.

Pour le coup, c'en est trop : qui veut trop prouver suscite la défiance. A qui fera-t-on croire que le cours des événements entre 1938 et 1944 a dépendu exclusivement de la volonté toute-puissante du président Roosevelt? C'est transposer à l'interprétation des faits politiques les postulats isolationnistes qui inspirent les accusations contre Roosevelt ; c'est supposer que les États-Unis peuvent se déterminer seuls sans tenir le moindre compte des autres puissances. Dans le cas présent, ce qui n'est qu'une hypothèse aboutit à des conclusions assez significatives : que ce soit volontaire ou non, faire du président des États-Unis une manière de criminel de guerre aboutit nécessairement à innocenter les autres criminels, les vrais (au reste, les procès de Nuremberg sont désapprouvés), à disculper l'Axe, à décharger l'Allemagne et le Japon de leur part de responsabilité. L'index au mot *Germany* est instructif : il n'y est question que de sa culpabilité (*Guilt* entre guillemets) et de ses difficultés au lendemain de la première guerre mondiale, de ses efforts de paix. Les auteurs ne tiennent aucnn compte de la nature spécifique du phénomène national-socialiste, de sa volonté de puissance ; ils minimisent systématiquement les ambitions des régimes totalitaires et leur plan de domination mondiale (autrement ce serait admettre que Roosevelt aurait vu clair). Étranges omissions qui donnent par endroits à un travail souvent hasardeux la couleur d'une mauvaise action. Il est difficile à tout Européen qui a vu de plus près le danger nazi d'adopter à son égard la sérénité que confère à ses confrères du *Middle West* la sécurité de l'éloignement.

Au reste, l'Europe intéresse moins nos isolationnistes que l'Asie, et l'Allemagne que le Japon. On le voit à la répartition des études : quatre ont spécialement trait à l'Extrême-Orient contre deux à l'Europe. Les préliminaires

(1) New Haven, Yale University Press, 1946.
(2) New Haven, Yale University Press, 1948.

de Pearl Harbor sont au cœur de la controverse, mais la façon dont la discussion est menée ne laisse pas de surprendre parfois. Il a paru en 1950, sur les relations entre les États-Unis et le Japon dans la période décisive qui a précédé Pearl Harbor, une importante étude de Herbert Feis, qu'aucun historien ne peut négliger : *The Road to Pearl Harbor. The coming of the War between the United States and Japan* (1). Une information étendue, une méthode scrupuleuse l'ont conduit à la conviction que Roosevelt n'a ni voulu ni souhaité la guerre en Extrême-Orient. Or il ne paraît point que les collaborateurs de *Perpetual War for perpetual Peace* aient tenu grand compte de ses conclusions : Charles Callan Tansill ne cite que quatre fois son ouvrage au cours de sa contribution : *Japanese-American Relations, 1921-1941 ; The Pacific Back Road to War* (p. 269-313). Les autres ne mentionnent guère son nom que pour déplorer le traitement de faveur dont il aurait bénéficié de la part des autorités en obtenant l'accès libre aux archives. Cela, même admis, suffit-il à frapper de discrédit son interprétation? De même, un seul sur les huit, George A. Lundberg, répond directement à Basil Rauch et entreprend de réfuter son plaidoyer. Aussi a-t-on plus d'une fois l'impression d'assister à un dialogue de sourds.

C'est, du reste, le caractère même de l'entreprise qui le veut : il s'agit moins d'un effort de vérité que d'un acte politique. Nous nous trouvons en face d'une machine de guerre dirigée contre les héritiers de la pensée de Roosevelt et le parti démocrate par les « revisionnistes ». Même dépouillé du prestige usurpé de la vérité historique, l'ouvrage collectif n'en garde pas moins un intérêt certain, précieux document qui révèle l'âpreté des luttes qui divisent aujourd'hui l'opinion américaine, sur son récent passé et son proche avenir. A ce titre, sous la rubrique « opinion politique américaine » et non plus celle « histoire de la politique extérieure », on fera à ce gros volume la place que sa passion lui mérite.

René RÉMOND.
Paris.

F. H. HINSLEY, *Hitler's Strategy*, Cambridge, University Press, 1951, XII-254 pages.

Ce livre est une contribution intéressante à l'étude de la psychologie d'Hitler et de sa stratégie, ou plutôt — et l'auteur a soin de le préciser, le sens du mot *stratégie* prêtant à confusion — de sa politique de guerre, et non de la conduite des opérations.

Certes, on ne pouvait s'attendre, en cette matière, à des révélations. Les faits sont maintenant bien connus. Mais, par une analyse serrée d'une série de documents qui ne semblent pas présenter de lacunes, les archives navales allemandes et notamment les procès-verbaux des conférences de Hitler avec ses commandants en chef (publiés en Angleterre sous ce titre, *The Führer Conferences on Naval Affairs*), complétés par certains témoignages des procès de Nuremberg, l'auteur a pu, non seulement apporter des précisions sur les directives données par Hitler, mais en établir la genèse et dessiner l'évolution de sa pensée.

Peut-être, en raison de la nature de sa documentation, a-t-il eu tendance à donner une place excessive aux questions navales ; mais l'importance même du *sea power* dans une guerre opposant l'Allemagne à des puissances maritimes atténue les inconvénients de ce que cette documentation peut avoir de trop unilatéral. Par ailleurs, cette documentation a l'avantage de nous révéler les idées du Grand État-Major allemand, des amiraux Raeder et Doenitz, dont l'influence sur les décisions d'Hitler furent considérables.

Peut-être aussi paraît-il faire trop grande, dans l'évolution de la pensée d'Hitler, la part de la logique et trop faible celle de l'impulsivité. Mais ses

(1) Princeton, Princeton University Press, 1950.

observations et ses déductions n'en présentent pas moins un vif intérêt.

M. Hinsley commence par montrer qu'en 1939, ni la flotte allemande n'était en état de se mesurer avec la flotte britannique, comme l'eût désiré Raeder, ni le nombre des sous-marins allemands ne permettait d'espérer paralyser la Grande-Bretagne, comme l'eût voulu Doenitz. Ce n'est pas que le *Führer* eût méconnu l'importance du *sea power*, ni qu'il se fût résigné à accepter comme inévitable la suprématie navale anglaise, mais c'est qu'il considérait la paix avec l'Angleterre comme une nécessité et la condition provisoire de la réalisation de ses projets d'hégémonie continentale. En proposant en 1935 le « *Naval Agreement* », puis en retardant le dénonciation de cet accord jusqu'en avril 1939, il en espérait la neutralité britannique à l'égard de ses entreprises. « Aucun sacrifice ne saurait être trop grand, avait-il écrit dans *Mein Kampf*, pour se rendre l'Angleterre favorable. »

Pourtant, dès 1938, il admet l'éventualité d'un conflit avec ce pays et il donne des ordres pour l'établissement d'un programme de constructions navales qui lui eût assuré une force équivalente. Pourquoi, sans attendre que ce plan soit exécuté, prend-il en 1939 des mesures dont il doit prévoir qu'elles conduiront à la guerre?... C'est qu'il estime alors que, désormais, le temps travaillera contre lui. Il possède une supériorité matérielle incontestable, grâce à ses chars contre la Pologne, grâce à ses avions contre les puissances occidentales ; — la présence de Mussolini à la tête du gouvernement italien lui garantit la loyauté de l'Italie, celle de Franco la neutralité bienveillante de l'Espagne, or l'un et l'autre peuvent disparaître ; — « il n'existe en France et en Angleterre, affirme-t-il brutalement, aucune personnalité éminente ; » une attaque directe à travers la ligne Siegfried est maintenant impossible ; — ni la France ni l'Angleterre ne consentiront à attaquer par la Scandinavie, les Pays-Bas, la Suisse ou l'Italie ; elles se borneront à de vaines protestations verbales ou à un blocus que les ressources de l'Est européen rendront inefficace. Ces avantages momentanés permettent d'accepter les risques résultant de la faiblesse navale. Le pacte germano-russe d'août 1939 — où l'on a vu parfois la raison déterminante de sa décision — n'était même pas indispensable : il ne fit, en donnant la certitude d'éviter la guerre sur deux fronts, que renforcer une décision affirmée dès mai 1939.

La Pologne écrasée, il espère d'abord que la France et l'Angleterre accepteront le fait accompli. De là, son attitude défensive à l'Ouest, son interdiction de toute mesure susceptible de les provoquer, ses sévères restrictions de la guerre sous-marine et ses propositions de paix. Mais, dès octobre, en prévision du rejet de ces propositions, il admet la nécessité de l'offensive et, pour les mêmes raisons qui l'ont décidé à attaquer la Pologne (sans parler de l'éventualité d'une rupture du pacte germano-russe), cette offensive devra rechercher la destruction des forces françaises et l'occupation des côtes de la mer du Nord, condition d'une guerre courte et de la neutralisation possible de la Grande-Bretagne. Seules, les circonstances atmosphériques, défavorables à l'action de l'aviation, puis la décision d'envahir la Norvège pour parer à une initiative adverse, lui font différer l'attaque jusqu'en mai.

La rapidité et l'importance du succès de cette attaque semblent prouver le bien-fondé de sa stratégie. Même du point de vue de la lutte contre l'Angleterre, les résultats ne sont-ils pas supérieurs à ceux qu'auraient pu produire les plans de Raeder, le renforcement de la puissance navale et l'aggravation de la guerre sous-marine?... N'inciteront-ils pas l'Angleterre à demander la paix?...

De nouveau ses espoirs sont déçus : il doit se résigner à une lutte directe contre l'adversaire insulaire. Or, il n'a jamais envisagé franchement cette lutte. Raeder a bien pris, en novembre 1939, l'initiative de faire étudier un projet d'invasion ; mais il ne l'a soumis au *Führer* que le 21 mai, et c'est seulement en juillet que celui-ci en a prescrit la préparation. Encore ne l'a-t-il pas admis sans réticence. Partagé entre la conscience des difficultés de l'opération,

l'espoir d'un accommodement avec son ennemi, le désir d'en finir au plus vite, il tergiverse, et d'autant plus que, devant l'extension considérable que l'Armée juge nécessaire à la réussite de l'opération, Raeder en devient bientôt l'adversaire et préconise de nouveau le blocus naval et aérien. Aussi les ordres successifs donnés de juillet à septembre 1940 manifestent-ils un « curieux mélange d'obstination et d'irrésolution ».

Il commence à payer l'erreur d'être entré en guerre avec trop peu de sous-marins et avec une flotte insuffisante, sans autre plan militaire que l'invasion de la Pologne, puis de n'avoir envisagé que la défaite de la France et d'avoir mis tout son espoir dans la résignation britannique. Cet espoir évanoui, les difficultés et les complications apparaissent. L'invasion s'avère bientôt impossible et le blocus inefficace. Sans doute pourrait-on espérer frapper l'Angleterre en Méditerranée, en agissant sur Gibraltar d'accord avec Franco, soit sur Suez d'accord avec l'Italie et avec le Gouvernement de Vichy... Mais les intérêts de ces partenaires éventuels ne sont-ils pas inconciliables?... Hitler est si désemparé qu'il a un moment l'idée d'envahir l'Irlande du Sud en liaison avec le Gouvernement de l'Eire...

Et cependant ne doit-il pas craindre le danger grave que serait une entente anglo-russe dont se dessinent certains indices?... Cette crainte l'emporte : elle le ramène à un projet ancien, auquel il n'a jamais renoncé, même en août 1939, celui d'abattre la Russie. On a dit qu'il avait pris cette décision dès juillet 1940. Cela est inexact : il redoutait trop la guerre sur deux fronts pour ne pas renvoyer cette attaque après la défaite de l'Angleterre. Même après sa directive de décembre 1940, qui la prévoit ouvertement, ses hésitations sont évidentes. Il faut, pour en avoir raison, les événements de la fin de 1940 et du début de 1941, les résultats insuffisants de la bataille aérienne d'Angleterre, l'évidence de l'impossibilité d'un débarquement, l'attaque de Mussolini contre la Grèce, qui, en attirant l'armée allemande dans les Balkans, ne peut que provoquer ou aggraver une tension germano-soviétique, les réticences de Franco, le succès de la première offensive britannique en Afrique, qui renforce ces réticences — toutes conséquences, directes ou indirectes, de la maîtrise de la mer par les Britanniques.

En attendant l'exécution de ce projet, Hitler n'en continue pas moins d'envisager l'opération *Félix* contre Gibraltar, les Açores et les Canaries, et l'opération *Attila* qui, dans l'hypothèse d'un soulèvement de la France, consécutif à l'avance britannique en Afrique, doit achever son écrasement et assurer la mainmise sur Toulon et la flotte française. C'est, en effet, que Hitler ne considère pas à cette époque l'attaque contre l'U. R. S. S. comme une fin en soi. A ses yeux, elle n'est alors que le moyen d'obliger l'Angleterre à céder, en lui enlevant l'espoir du soutien russe et en écartant l'éventualité du soutien d'une Amérique qu'inquiéterait désormais la menace japonaise.

En fait, par suite de son erreur sur la possibilité d'un écrasement immédiat de l'U. R. S. S., son attaque a pour effet de hâter les événements qu'il voulait éviter : elle lie la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. ; en libérant le Japon de tout souci du côté de la Russie, elle le pousse à Pearl Harbour, ce qui entraîne les États-Unis dans la guerre. Ses effets ne sont pas moins désastreux dans la bataille de l'Atlantique, en retardant la construction des sous-marins, en provoquant des ordres stricts relatifs à la guerre sous-marine afin d'éviter tout incident avec les États-Unis, en attirant à l'Est la majeure partie de l'aviation allemande. De ce point de vue, elle en a même un autre assez curieux : hypnotisé par ce front russe, Hitler éprouve l'obsession d'une attaque alliée contre la Norvège en liaison avec une attaque de l'U. R. S. S., et cette obsession, qui prend parfois la forme d'une véritable hystérie, l'amène à immobiliser dans les eaux norvégiennes tous les grands navires allemands, malgré les protestations de Raeder. Nul doute, enfin, que son obstination à écarter l'idée d'attaquer Malte ne trouve là son explication.

La série de documents étudiés par Hinsley s'arrête à la fin de 1942, après que Hitler, déçu par les médiocres résultats obtenus par sa flotte de surface, en eut ordonné la dissolution et remplacé Raeder par Doenitz. A cette date, Hitler sait qu'il a perdu la guerre. Il n'a plus désormais qu'une idée, qui est toute sa stratégie : défendre la forteresse Germanie contre toute atteinte directe à son territoire. De là, ses ordres brutaux et militairement absurdes à ses commandants d'armées et l'interdiction absolue de tout recul, ordres que l'auteur défend contre les critiques que leur ont adressées après la guerre les généraux allemands.

C'est là sortir de son sujet, pour aborder celui de la stratégie militaire proprement dite. Mais l'explication qu'il propose de cette attitude du Führer confirme et résume les constatations qu'il a faites tout au long de son étude : Hitler semble avoir été un esprit simpliste et peu apte aux vues lointaines, appliquant toute son attention et tous ses moyens au problème du moment présent. Là était sa force, mais aussi sa faiblesse. Plus capable que quiconque de donner une solution à un problème qu'il a volontairement simplifié, il ne pouvait qu'échouer et s'effondrer dans une situation compliquée et devant des difficultés que, par son imprévoyance, son aveuglement volontaire et son entêtement, il n'avait pas su écarter à temps ou qu'il avait lui-même multipliées.

Général G. LESTIEN.

Maurice VANINO, *Le temps de la honte, De Rethondes à l'île d'Yeu*, Paris, Éd. Créator, s. d. (1952), 1 vol. in-8°, 358 pages avec une illustration hors texte.

Ce livre répond à certaine *Requête en révision* introduite en 1950 auprès du Garde des Sceaux en vue de rouvrir le procès du maréchal Pétain. Des « faits nouveaux » y étaient allégués, — des faits ignorés lors du procès et qui, assurait-on, s'ils avaient été connus auraient orienté vers l'acquittement l'arrêt de la Haute Cour. « C'est le procès de cette requête et de ces faits nouveaux que se propose le présent ouvrage. » L'auteur le dévoile sans ambages et, puisque le débat a été, avant lui, du prétoire « transféré dans la rue », il n'hésite pas à s'adresser, à son tour, au public pour le faire juge.

Dans le procès d'un Procès qu'on s'efforce d'instituer, de quoi s'agissait-il? D'un vieux Maréchal de France à relever de l'indignité nationale. M. Vanino ne l'entend pas ainsi. Le procès de réhabilitation l'offusque. A l'ancien chef pour lequel réparation est réclamée, il oppose une « armée », et il se fait l'interprète de cette armée où se rassemblent par « centaines de milliers » des familles françaises meurtries : celles qui pleurent leurs morts glorieux, victimes d'un « don total » librement consenti au temps des ténèbres « pour que la France vive dans la lumière ». Au premier rang de ces ombres tragiques « un frère engagé volontaire à dix-huit ans tué à l'ennemi ». C'est au nom de ce frère, au nom de ceux qui ont partagé son destin qu'il se constitue partie civile. Comment lui dénier l'accès à la barre, comment refuser de l'entendre?

Nous voilà prévenus cependant ! Si plus d'une fois presque à chaque page, dans ce livre, le ton se passionne, n'en demeurons pas étonnés ! Dès le titre il y paraît : pareillement à la préface qui est du pur Bernanos. N'attendons pas ici le style impassible d'une histoire sereine qui ne voudrait pas s'écarter des sentiers incolores de l'impartialité. Ici, on a pris position. On fut, on reste du parti de la Résistance — qui date du 18 juin 1940 et dont le siège passa de Londres à Alger. On ne ménage pas l'adversaire, on ne mâche pas les mots. On ne se retient pas quand la colère vous prend à la gorge, que l'indignation vous soulève, que le mépris vous domine — quitte, de temps à autre, à se permettre la détente d'une ironie cinglante... Oui, la querelle est loin d'être apaisée. Nous nous retrouvons en plein drame, en pleine action judiciaire. Le tribunal vient

d'entendre la défense. Le dernier mot ne lui est pas encore cédé. Voici que la partie civile se dresse pour une réplique ! Quelle est son intention? A coup sûr, réfuter l'argumentation précédente, reconnaître ses points faibles, tenter d'en miner les assises, de la discréditer et pour mieux la pulvériser, pour mieux établir son propre droit, retourner, contre les rivaux, les alliés qu'ils se sont donnés.

Le premier soin de M. Vanino devait être (et il fut) de se reporter, dans un esprit critique, aux sources qui avaient fourni les faits apologétiques dont le bénéfice posthume était réclamé au profit de Philippe Pétain. Il ne semble guère disposé à s'incliner devant les documents mobilisés. Pour le plus grand nombre, ils relèvent de la même inspiration trop logiquement favorable au Maréchal. Leurs auteurs? Des gens qui furent à Vichy sous ses ordres, qui ont vécu dans son intimité, qui ont trouvé place dans son administration. Quelle valeur accorder à ce genre de témoignages? Et M. Vanino de poursuivre : « Ont-ils force probatoire? Ont-ils ce caractère de faits nouveaux que requiert la loi? Et sont-ils de nature à modifier le sens de faits historiques, de ceux-là même qui ont motivé la condamnation? » Rien de plus, à l'en croire, que des témoignages de moralité « plus ou moins frappés de suspicion légitime » en raison de leur origine. Au mieux, l'invocation d' « intentions » qui n'allèrent jamais jusqu'à l'acte. Sous le nom de double jeu, un machiavélisme inopérant où l'on s'englue. En tout cas, dans le « fragile château de cartes », pas le plus petit fait, de ceux qu'exige la loi pour déclencher une procédure de révision.

Cette réfutation qui ne concède rien n'a pas suffi à M. Vanino. Non sans quelque malice, se gardant bien de réfuter les témoins de la défense, il s'est avisé d'une tactique plus souple, ingénieuse, habile. En prenant, ici et là, dans une cinquantaine d'ouvrages parus depuis la libération, des passages élogieux pour leur client, les auteurs de la Requête ont composé, à son profit, un portrait trop idéal « d'où les ombres sont systématiquement écartées ». Or, dans ces évocations où persiste la nostalgie des rives de l'Allier, les réserves vis-à-vis de l'ancien chef de l'État français ne manquaient pas. On les a relevées. L'enquête s'est étendue. En plus des livres d'où la défense a tiré quelques lignes lui agréant, M. Vanino en dénombre trois ou quatre cents dont l'apport, dit-il, est essentiel. Ce complément d'enquête vient alimenter les dossiers non plus de la défense, mais de la partie civile qui en administre la preuve sans pitié.

Des sources utilisées pour la réhabilitation souhaitée, de ces mêmes volumes qu'un résistant aurait pu trop vite écarter pour « suspicion légitime », comme de ceux qu'on avait laissés de côté, M. Vanino s'est ingénié à faire surgir « des faits nouveaux » différents, d'une autre pièce que ceux qui avaient été retenus jusqu'ici. Qu'en a-t-il extrait? Des raisons supplémentaires pour confirmer l'arrêt de la Cour, pour le consolider, pour s'y tenir. Il paraît difficile à la partie adverse de rejeter les témoins de M. Vanino. Quand il ne lui oppose pas ses propres témoins, il lui en présente d'autres qui sont du même bord : « amis, ministres ou serviteurs », de Philippe Pétain. Incontestablement, et il se garde bien de le taire, c'est « sur son propre terrain » qu'il s'est efforcé de suivre la *Requête*. Certes ! il ne s'est pas interdit de citer d'autres témoins hostiles à Vichy — à commencer par le général de Gaulle (cf. p. 202-203). Il n'oublie pas davantage de chercher des références dans quelques livres d'histoire (1). Les textes qu'il se procure chez eux n'interviennent qu'en renfort pour compléter ou garantir les assertions fâcheuses déjà tirées d'auteurs qui, à leur insu ou contre leur vœu intime, s'étaient rendus accusateurs de Vichy et de son chef suprême.

Tel qu'en définitive il se présente, découpé en chapitres d'inégale longueur qui se succèdent dans la même « articulation » que ceux de la *Requête*, l'ouvrage de M. Vanino, s'il fourmille de citations, est autre chose qu'un simple recueil de documents hostiles au thème de la révision. Les diverses pièces rigoureusement reproduites ici, commodes à retrouver, s'insèrent avec leur valeur proba-

(1) Notre rédacteur en chef en fournit (p. 182) avec son *Histoire de la Résistance*.

toire dans une argumentation continue qui est son œuvre personnelle. Elle tend tout ensemble à rejeter la *Requête* et à grossir de nouveaux griefs les considérants de l'arrêt du 15 août 1945 que l'on reproduit ici.

Nous ne saurions analyser, pour chacun de ces chapitres (le plus long, le plus émouvant peut-être est celui qui traite de la *persécution des religions*), les procédés de polémique dont use M. Vanino ; mais voici, à titre d'exemple, comment il se comporte face au problème de la légitimité des pouvoirs de Ph. Pétain. Faut-il le relever du grief d'avoir eu « pour objet de détruire ou changer la forme du gouvernement » et de l'avoir « effectivement changée »? Il répond carrément : non. Il refuse de l'innocenter. Invoquera-t-on — en dehors des révélations inattendues qui laisseraient croire à de tardifs scrupules républicains chez le Maréchal, aux derniers temps de son pouvoir — invoquera-t-on, comme constituant un fait nouveau, « l'enseignement officiel du Droit, tel qu'il est pratiqué dans les Facultés par des professeurs nommés par les ministres de la IVe République »? Il s'avise d'abord que, dans un pays respectueux, entre autres libertés, des franchises universitaires, il n'existe pas de doctrine d'État — et nous lui savons gré de formuler cela. Il n'y a, précise-t-il ensuite, qu'un professeur, le professeur Vedel, qui enseigne qu' « à s'en tenir à la lettre des textes » la République n'a jamais été abolie par Pétain. Puis, non content de mettre en regard l'opinion opposée d'autres jurisconsultes, comme l'ancien recteur de Strasbourg, Marcel Prelot, il revient au professeur Vedel, naturellement invoqué par la *Requête* et, lisant au delà de ce qu'elle a retenu, il le montre convaincu que, dès la mi-juillet 1940, du fait de Pétain qui méconnaissait la toute récente loi constitutionnelle d'où lui venait sa pleine puissance, « les liens avec la légalité formelle étaient rompus ». Pire à partir de l'année 1942 où le mot d' « usurpation » n'est pas trop fort pour caractériser son régime !

M. Vanino prend donc avantage — on ne peut s'empêcher de le reconnaître — grâce à la peine qu'il prend de lire intégralement les auteurs chez qui l'on a prélevé sans plus quelques extraits favorables au Maréchal. En voici une autre preuve d'une drôlerie inattendue dans le chapitre pourtant sinistre qui concerne les « *fusillades d'otages* ». La défense a cru bon de donner un assez long passage du *Temps des illusions* où Du Moulin de Labarthète évoque « le beau geste » qu'à l'annonce des tueries de Châteaubriant le Maréchal paraissait sur le point d'accomplir, le 24 octobre 1941. Protester ne suffisait pas ! Il allait se livrer aux Allemands et tant pis s'il prenait froid dans le cas où on le retiendrait à la ligne de démarcation ! Tout cela eût été beau s'il y avait eu finalement autre chose qu' « une volonté non suivie d'actes », concède elle-même la *Requête*, ou, pour être plus juste, une velléité suivie d'une dérobade dont elle tait l'essai pitoyable de justification. En publiant les lignes retranchées, M. Vanino met sans peine les rieurs de son côté, car, si l'on s'afflige encore de ce qui s'était passé à Châteaubriant, on a le droit d'apprécier le comique de la scène à deux qui s'est jouée les jours suivants à Vichy. Du moment que, du beau geste entrevu, de cette « première impulsion » à laquelle il ne faut pas obéir, paraît-il, « il n'est rien resté qu'un geste d'abandon » (c'est Du Moulin qui parle), quelle aberration que de l'avoir invoqué pour en faire gloire à Pétain. « Quelle plus haute protestation était possible devant ce qu'il ne pouvait éviter? » On y aurait souscrit respectueusement, mais l'acte, hélas ! n'a pas suivi la pseudo-volonté ! Alors mieux eût valu ne pas renvoyer au texte du *Temps des illusions* pour fournir ainsi à qui l'ignorait l'occasion de le découvrir intégral, si décevant dans ses dernières lignes. Oui, le silence eût été d'or. Ici, du moins.

Sur plus d'un point, M. Vanino se révèle un contradicteur aussi redoutable que fougueux. A chacun de ses lecteurs de vérifier s'il entraîne une adhésion sans réserve. Pour ma part, je ne le suivrai pas aveuglément lorsqu'il étend la responsabilité du ci-devant chef de l'État français à tous les actes accomplis,

à toutes les intrigues menées, à toutes les abominations perpétrées sous son Principat. Quelle est la cause qu'on agite ici? Celle de Philippe Pétain? Celle du régime de Vichy? Sans doute, répond d'avance M. Vanino, cette responsabilité totale, Pétain l'a revendiquée orgueilleusement dans ce message du 31 août 1941, où il proclamait : « C'est moi seul que l'Histoire jugera. » Et ces mots servent à son livre d'épigraphe accusatrice. Sans doute, ajoutera-t-il, la Haute Cour, dans son arrêt de 1945, a tranché dans ce sens lorsqu'elle spécifie que l'accusé doit « être tenu pour responsable des actes accomplis sous son autorité » du moment qu'il « avait, aux termes même de ses actes constitutionnels, déclaré assumer toutes les conséquences de sa politique ». Malgré tout, je persiste à regretter qu'une délimitation rigoureuse n'ait pas été instituée entre les charges incombant à titre personnel au Maréchal et, pour parler comme l'arrêt, « les crimes de ceux qui ont exercé le pouvoir dans cette période sous l'autorité du Maréchal ». Je ne suis pas juriste et j'avance vraisemblablement une hérésie. Il me semble cependant que, pour cet attendu regrettable, la Haute Cour a pris en considération la conception personnelle que Pétain se faisait de son pouvoir pour la retourner contre lui au lieu d'envisager son cas suivant la norme républicaine que l'écroulement du soi-disant gouvernement de Vichy avait restauré. *Cuique suum.* Je m'en tiens au vieil adage du droit romain — de ce droit qui ne péchait pas par excès d'humanité. Aussi bien le procès Pétain n'a-t-il pas empêché d'autres procès — le procès Laval par exemple. Dans le livre qui est l'objet de cet examen, j'aurais encore supprimé tous les passages qui n'apportent pas la preuve rigoureuse de la responsabilité personnelle de Pétain — tous ceux qui vous laissent mal assuré qu'il ait connu ou soupçonné ce que l'on met à sa charge quand se trouvent directement en cause Darlan (p. 40 et 104), Laval (p. 48 et 263), Xavier Vallat (p. 206) ou encore les misérables gardes-chiourmes dont il est question au suprême chapitre sur la *passion des engagés volontaires étrangers.* Je n'aurais pas retenu non plus les textes qui mettent en cause telle ou telle des administrations de Vichy (p. 278) — voire même les transmissions opérées par le cabinet du Maréchal (p. 245-248) lorsqu'il n'est pas certifié qu'elles le sont sur son ordre et après connaissance certaine.

En voulant amener le procès de son Procès, il apparaît bien qu'on risquait de rouvrir, dans des conditions qui ne lui seraient pas entièrement favorables, le procès du Maréchal. C'est encore lui qui serait sur la sellette même, et par force, vide. L'ouvrage de M. Vanino en fournit une preuve certaine. Mieux eût valu attendre que sonnât, après celle du Prétoire, l'heure de l'Histoire. Quelques-uns de ceux qui avaient servi le Maréchal, avant comme après 1940, étaient bien de cet avis — et c'était à ce seul tribunal que d'avance, en 1941, l'intéressé lui-même renvoyait sa cause. Sans doute soupçonnait-il qu'elle ne serait pas réglée de si tôt. Que de patience ne faut-il pas, ici, avant que toutes les dépositions ne soient reçues, avant que ne s'ouvrent les archives les plus secrètes ! Le temps aidant, les passions s'apaisent. On ne risque plus d'accueillir des dossiers unilatéraux — celui-ci résolu d'avance à absoudre, celui-là s'en tenant à la condamnation. Grossi du pour comme du contre, le Dossier intégral s'élabore d'une année à l'autre. Est-ce notre génération qui en tirera parti au nom de la science et de l'équité? Ce qui est sûr, c'est que le moment n'est pas venu. Aussi convient-il de renvoyer au greffe de l'Histoire tant la *Réplique* que la *Requête.* Si l'autre pouvait parler — qui sait s'il ne bougonnerait pas, dans l'attente résignée d'un jour encore lointain, le fameux « Qu'on me laisse tranquille ! », *ultima ratio* d'un *Maréchal aux liens,* d'un Maréchal effectivement entortillé dans les contradictions d'un double jeu?

F. GADRAT.
Inspecteur général d'histoire.

AUTRICHE

Joseph Buttinger, *Am Beispiel Oesterreichs. Ein geschichtlicher Beitrag zur Krise der Sozialistischen Bewegung*, Köln, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1953, in-8°, 672 pages.

Un ancien membre du parti social-démocrate autrichien, Joseph Buttinger (1), a entrepris de retracer l'histoire du mouvement socialiste autrichien après les sanglantes journées de février 1934.

L'activité des socialistes autrichiens semblait alors se limiter à celle du Bureau (*Auslandsburo österreichischer Sozialdemokraten*) de Brno, dirigé par Otto Bauer. L'ouvrage de Joseph Buttinger révèle que, jusqu'à l'*Anschluss* (mars 1938), ce ne sont pas les leaders émigrés à Brno qui ont entretenu la flamme socialiste, mais des militants restés en Autriche : sous la dictature de Dollfuss, puis sous celle de Schuschnigg, le socialisme autrichien s'est reconstitué dans la clandestinité, à la fois sur le plan politique et sur le plan syndical. Les chefs de ce mouvement illégal, qui dépendaient matériellement du Bureau de Brno — celui-ci disposait, en effet, des fonds de l'ancien parti social-démocrate transférés à l'étranger en février 1934 — s'affranchirent progressivement de la tutelle politique d'hommes aussi considérables qu'Otto Bauer, Julius Deutsch et Friedrich Adler, qu'ils tenaient pour responsables de la débâcle socialiste. Le livre de Joseph Buttinger est une apologie des « hommes nouveaux » surgis de la lutte clandestine contre l'*austrofascisme* — de Gustav Richter plus particulièrement — et un réquisitoire contre les chefs exilés, qu'il dépeint comme des doctrinaires que les événements surprennent toujours, mais qui en justifient après coup la nécessité au nom de la science marxiste. La social-démocratie autrichienne, bureaucratisée, hiérarchisée, dogmatique, incapable d'appréhender le réel, constitue la toile de fond de l'exposé de Joseph Buttinger.

Après avoir affirmé qu'une partie au moins des masses ouvrières était prête à passer à l'action directe en février 1934, mais qu'elle n'y fut pas préparée à temps par des chefs pleins d'illusions et sclérosés par l'engourdissement bureaucratique, Joseph Buttinger montre comment, dès le lendemain de l'écroulement, le parti socialiste se reconstitue. Le 26 février se fonde à Vienne le « comité des cinq » (*Zentrale Fünfergruppe*) sous la présidence de Manfred Ackermann (2). Il est composé de militants jeunes — tous sont âgés de moins de quarante ans — mais qui avaient déjà occupé dans l'ancien parti des postes importants. Apprenant qu'en province des groupes clandestins sont en train de se former en dehors d'eux, Ackermann et ses amis s'efforcent de les soumettre à leur obédience. Le meilleur moyen pour y parvenir leur paraît être d'obtenir pour le « comité des cinq » l'investiture d'Otto Bauer, réfugié à Brno. Celui-ci, satisfait de constater qu'en dépit de sa fuite peu glorieuse son auto-

(1) Contrairement à la note parue dans la Bibliographie de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 14, avril 1954, p. 99, Joseph Buttinger n'était pas le chef du parti social-démocrate autrichien ; celui-ci était sous la direction incontestée d'Otto Bauer.

(2) Agé de trente-six ans, cet israélite viennois était secrétaire du syndicat des employés de commerce ; incarcéré en mars 1934, libéré en 1935, il participe de nouveau à l'action secrète. Réfugié aux U. S. A. en 1940, il cessera toute activité politique.

rité morale subsiste, s'empresse de conférer au « *comité des cinq* » la direction suprême des mouvements clandestins.

Mais le « *comité des cinq* » est amené, pour regrouper les militants ulcérés par l'échec des journées de février 1934, à relâcher les liens qu'il a lui-même noués avec les émigrés discrédités ; dès le 9 mars, il rejette la vieille étiquette *social-démocrate* en s'intitulant : « *Comité central des socialistes révolutionnaires* » (*Zentralkomitee der Revolutionären Sozialisten*). A la suite d'arrestations qui frappent le « comité central », celui-ci s'ouvre à des hommes qui dénient au Bureau de Brno le droit de s'immiscer dans la conduite du mouvement illégal. Otto Bauer, que tous appellent familièrement le « Père », estime politique de ne pas contrecarrer ces tendances. Julius Deutsch, dont l'attitude au cours des journées de février n'a pas été celle que l'on était en droit d'attendre du commandant en chef du *Schutzbund* républicain et qui a réalisé contre lui l'unanimité des socialistes autrichiens, s'insurge vainement contre l'esprit d'indiscipline du « comité central ». Celui-ci, tout en continuant à assurer la diffusion de l'*Arbeiterzeitung* et du *Kampf*, édités à Brno, publie, depuis mai 1934, son propre organe, la *Revolution*. Sous la direction de Karl-Hans Sailer (1), il adopte une tactique de plus en plus révolutionnaire, ou qu'il juge telle : il négocie avec les communistes qui, eux aussi, se sont réorganisés ; il conseille aux ouvriers de s'affilier aux syndicats illégaux qui sont en train de renaître et de boycotter les syndicats créés par le gouvernement ; il croit possible de regrouper, sous un régime dictatorial, la plupart des membres de l'ancien parti social-démocrate et des syndicats marxistes. C'était attribuer au gouvernement du chancelier Dollfuss une singulière faiblesse et à sa police une trop grande complaisance (2) ; aussi n'est-il pas surprenant que, à la fin de 1934 et au début de 1935, le nombre des arrestations se soit multiplié, à tous les échelons des organisations socialistes. Le « comité central » lui-même est décimé, et son président, Karl-Hans Sailer, envoyé dans un camp de concentration.

C'est dans ces conditions tragiques qu'un obscur militant de vingt-neuf ans, originaire de Carinthie, arrêté, puis libéré dans les premiers mois de la dictature, Gustav Richter, allait entrer au « comité central », puis en assumer la direction jusqu'à l'*Anschluss*. Personnalité étrange et attachante, à qui vont toutes les sympathies de Joseph Buttinger, qui le place très au-dessus, non seulement des autres dirigeants du parti clandestin, mais encore des personnages les plus considérables de l'émigration, Gustav Richter incarne le drame du socialisme contemporain. Marxiste et révolutionnaire, il est convaincu que des marxistes à la fois doctrinaires et opportunistes — tels Otto Bauer, Otto Wels, Léon Blum — seront toujours incapables, même dans les circonstances les plus favorables, d'instaurer un État socialiste. Démocrate et pacifiste, il rejette avec horreur l'idée d'une alliance temporaire avec les communistes autrichiens enchaînés à la Russie stalinienne, dictatoriale et impérialiste. Gustav Richter tentera, dans une Autriche évoluant vers le fascisme, de fonder un parti socialiste d'esprit nouveau. Le « comité central » devient le « *Comité*

(1) Journaliste socialiste, il devient président du « comité central » à la suite de l'arrestation de M. Ackermann ; il le restera de mars 1934 à janvier 1935. Émigré aux U. S. A., il reviendra en Autriche après 1945.

(2) Il ressort de l'exposé de J. Buttinger que la dictature « austrofasciste » était loin d'éprouver à l'égard des militants ouvriers une haine comparable à celle de la dictature hitlérienne. La plupart des dirigeants socialistes et syndicalistes n'ont séjourné que quelques mois dans les camps de concentration. Libérés, ils ont généralement repris leur activité. Quant à la police, elle devait, jusqu'à l'*Anchluss*, renfermer un assez grand nombre de fonctionnaires peu résolus à mener une chasse sans merci contre les marxistes. Autrement, on ne pourrait s'expliquer et l'extrême facilité avec laquelle des militants très connus se déplaçaient de Vienne à Brno, et aussi l'ampleur de la diffusion de la presse socialiste.

central des Socialistes révolutionnaires d'Autriche ». Par l'adjonction de « Autriche », le mouvement illégal s'affirme, en face des émigrés de Brno, comme l'unique représentant de la classe ouvrière autrichienne organisée. Richter en fait un parti de cadres. Les réunions aux effectifs nombreux sont formellement interdites. La « Revolution » voit sa diffusion restreinte et son caractère modifié. Ce n'est plus un journal rédigé pour la masse, mais un organe strictement limité aux membres du parti en vue de leur information et de leur formation.

Le pacte d'unité d'action conclu avec les communistes est dénoncé. La volonté arrêtée de créer un parti aux effectifs réduits, mais à l'idéologie révolutionnaire fermement assurée (1), était liée chez Richter à la conviction que l'*austrofascisme* ne pourrait être renversé par un soulèvement intérieur. Richter travaillait consciemment plus pour un avenir lointain, incertain, que pour un avenir immédiat. Aussi ses adversaires — ceux de l'émigration comme ceux demeurés en Autriche n'avaient pas brisé avec la « mystique des barricades » — dénonçaient-ils son pessimisme révolutionnaire et l'accusaient-ils de couper le parti des masses. En réalité, Richter, soutenu par son plus fidèle partisan au « comité central », Joseph Podlipnig (2), était plus soucieux que ses prédécesseurs de ne pas abandonner les travailleurs aux séductions gouvernementales. Constatant qu'en dépit du mot d'ordre de les boycotter, plus de deux cent mille ouvriers et employés étaient, bon gré mal gré, entrés dans les syndicats officiels, Richter recommanda aux militants syndicalistes de les y rejoindre. Désormais, c'est du dedans et non plus du dehors que le syndicalisme gouvernemental va être attaqué.

Dès lors, le Bureau de Brno est sans action sur le mouvement illégal. Richter ne fait appel à lui que pour en obtenir les fonds indispensables au combat souterrain. Otto Bauer s'efforce, pendant un temps, de dissimuler la rupture politique et morale entre le nouveau parti et l'ancien. Dans l'été de 1937, son entourage et les adversaires personnels de Richter en Autriche le contraignent à abandonner sa neutralité apparente. Le *Kampf* et l'*Arbeiterzeitung* de Brno reprochent à Richter — ce qui était vrai — son manque de foi dans le dogme marxiste, qui considérait comme inéluctable l'écroulement du fascisme. Richter, qui, malgré ses efforts, ne réussissait pas à substituer à une idéologie qu'il estimait périmée une idéologie nouvelle, répliquait sèchement au « Père » de la social-démocratie : « Le socialisme européen n'a pas encore compris les raisons de ses défaites. Comment peut-il connaître les raisons qui amèneront sa victoire? »

Lors des semaines tragiques qui suivirent l'entrevue de Berchtesgaden (12 février 1938) entre Hitler et Schuschnigg, les rapports se tendent non seulement entre le « comité central » de Vienne et le Bureau de Brno, mais encore entre Richter et la plupart des chefs du mouvement illégal. O. Bauer n'est pas seul à estimer que les *Rouges* ne doivent pas refuser la main tendue par les *Noirs* (c'est-à-dire les cléricaux) pour barrer la route aux *Bruns* (les Nazis). Karl Renner, qui s'est tenu à l'écart depuis 1934, soutient ce point de vue. Des « hommes de confiance » des syndicats officiels — parmi lesquels se sont glissés des socialistes — se concertent avec des chefs du mouvement syndical clandestin. Ils sont d'accord pour offrir à Schuschnigg l'appui des travailleurs pour défendre « une Autriche libre et indépendante dans laquelle la classe ouvrière sera libre et indépendante » (21 février). Schuschnigg hésite, puis, lorsqu'il a décidé de recourir à un plébiscite brusqué (9 mars), accepte l'alliance

(1) Si les talents d'organisateur de G. Richter semblent incontestables, son échec pour substituer à l'idéologie de la social-démocratie autrichienne une idéologie nouvelle, en revanche, a été total (cf. *infra*). J. Buttinger est obligé de l'admettre.

(2) J. Podlipnig, originaire de Carinthie comme G. Richter, partagera sa destinée. Émigré aux U. S. A., il y restera, lui aussi, après 1945.

de l'extrême-gauche. Le parti communiste autrichien est, d'emblée, favorable à la formation d'un *Front antihitlérien* — c'est l'époque des *Fronts Populaires* — ouvert aux partisans du gouvernement. Richtler, lui, s'y oppose, pour des raisons morales — le parti socialiste régénéré ne peut s'unir avec ses oppresseurs de la veille — et politiques : Hitler, quoi qu'on fasse, annexera l'Autriche. Persuadé que la rude Gestapo allemande succédera bientôt à la molle police autrichienne, Richter, de ses propres mains, détruit son œuvre. Dès le 6 mars, le « comité central » conseille aux militants en vue de prendre le chemin de l'émigration (1) et interdit aux socialistes amnistiés récemment — les socialistes comme les nazis avaient, en effet, bénéficié de l'amnistie générale du 15 février concernant les délits politiques — de se livrer à toute activité politique.

Les événements devaient, on le sait, confirmer le pessimisme de Richter. Le plébiscite prévu pour le 13 mars n'eut pas lieu. Alors que, le 11 mars, des socialistes s'attendaient à voir offrir, d'une heure à l'autre, des portefeuilles à leurs chefs, les troupes de Hitler envahissaient l'Autriche. Émigrés à leur tour, Richter et ses partisans durent faire la paix avec les hommes de Brno. A Paris, en avril, fut fondée « la représentation à l'étranger des socialistes autrichiens » (*Auslandsvertretung der österreichischen Sozialisten*) : Richter en était le président. Otto Bauer conservait la direction du *Kampf* (2). Les émigrés autrichiens se lièrent à Paris avec le groupe social-démocrate allemand de Karl Frank, qui s'était séparé du gros du parti dirigé par Otto Wels. Richter et O. Bauer étaient d'accord avec Karl Frank pour n'envisager, après la défaite militaire du national-socialisme, qu'une Autriche socialiste incorporée dans une Allemagne socialiste. Le premier manifeste (« *Résolution de Bruxelles* ») publié après l'*Anschluss* par les socialistes autrichiens réclame d'ailleurs pour l'Autriche le droit de déterminer elle-même ses rapports avec l'Allemagne (3).

Dans les premiers jours de septembre 1939, le gouvernement français n'établit aucune distinction entre les émigrés allemands et autrichiens. Il les fit également interner. Puis il libéra, peu à peu, les socialistes et leur offrit de participer, avec d'autres adversaires du national-socialisme, à la guerre de propagande. Julius Deutsch accepta. La plupart refusèrent de prendre part à une campagne dirigée autant contre l'Allemagne que contre Hitler. Après juin 1940, les débris de l'émigration autrichienne partirent pour les États-Unis. En décembre 1941, Richter et ses fidèles abandonnèrent l'*Auslandsvertretung* reconstituée à New-York, ce qui provoqua sa dissolution. Ils étaient, en effet, convaincus que la victoire des démocraties sur les fascismes servirait les seuls intérêts du capitalisme et du bolchevisme. En 1945, ils ne rentreront pas en Autriche, recommencer une aventure que — d'accord avec leur apologiste, J. Buttinger — ils estimeront sans issue.

On comprend que les socialistes qui, à Vienne, partagent aujourd'hui les responsabilités du pouvoir avec leurs anciens adversaires catholiques aient mal

(1) Les militants qui ne suivirent pas ce conseil furent pour la plupart envoyés dans les camps de concentration hitlériens. Quelques-uns faiblirent et devinrent, comme Hand Pav, chef de l'organisation viennoise en 1938, des agents de la Gestapo ; cf., p. 545-547, l'étude très nuancée que J. Buttinger a consacrée à ce personnage qui, d'abord, crut, pour se sauver, pouvoir abuser la Gestapo, puis est peu à peu devenu son otage et son complice.

(2) Otto Bauer devait bientôt mourir à Paris (4 juillet 1938).

(3) La déclaration de Karl Renner en faveur de l'*Anschluss* (2 avril 1938) a été critiquée par les socialistes en raison de l'appui qu'elle apportait à la dictature nazie. Mais elle correspondait à leurs intimes convictions. Si l'on se rappelle que, en dehors des nazis, les catholiques ont, à une certaine époque, été, eux aussi, partisans de l'*Anschluss*, force est bien d'admettre que l'idée d'une Autriche indépendante a eu, de 1918 à 1939, surtout des défenseurs non autrichiens.

accueilli le témoignage d'un ancien camarade qui dénonce, à longueur de pages, l'opportunisme de chefs qu'ils n'ont pas tous désavoués et dont l'un des plus critiqués, Karl Renner, est devenu le premier président de la nouvelle Autriche (1). On comprend aussi que le panégyrique de Gustav Richter n'ait pas eu l'heur de plaire à ceux qui n'évoquent la résistance illégale qu'avec les yeux du « Bureau » de Brno (2).

Jean Sigmann.
Faculté des lettres. Strasbourg.

Cary Travers Grayson, *Austria's International Position 1938-1953*, Genève, 1953.

Essentiellement consacré au problème autrichien depuis 1945, l'ouvrage mérite néanmoins l'attention des historiens de la deuxième guerre mondiale pour ses chapitres introductifs, qui nous reportent jusqu'à 1918. L'auteur souligne avec raison l'importance du « moment 1930-31 » : élections favorables aux socialistes et entrée de Starhemberg au ministère (point de départ d'une évolution politique vers le fascisme), crise bancaire et tentative de l'*Anschluss* économique, enfin séduction de la politique allemande réclamant, non sans succès, la *Gleichberechtigung*. « L'appel au patriotisme allemand et les doctrines de violence d'Hitler — racisme, antisémitisme, antiparlementarisme extrêmes — sont adoptés avec enthousiasme par une large section de la jeunesse autrichienne. Le vieux pangermanisme s'était engouffré dans le flot de l'enthousiasme nazi » (p. 9).

Sur la préparation de l'*Anschluss* de 1938, la faiblesse vient d'un exposé trop sec : pas un mot sur Papen (3) ! Mais, sur les circonstances, d'intéressantes réflexions : la responsabilité de Schuschnigg interdisant toute résistance armée, alors qu'une opposition, même sur une échelle réduite, eût certainement épargné à l'Autriche une situation particulière dont elle souffre encore (p. 34) ; la rapidité et le caractère systématique du processus d'assimilation, à partir de la « loi » du 13 mars 1938 supprimant l'entité autrichienne ; le comportement du cardinal Innitzer, adoptant, devant les dangers de l'abrogation du Concordat, une politique d'adulation, puis, l'échec constaté, n'hésitant pas, dès octobre, à combattre un régime qui se faisait peut-être plus anticatholique encore qu'en Allemagne ; l'espoir et la déception des nazis autrichiens ; enfin, l'importance de la conjoncture internationale, l'impression écrasante que l'Europe et le monde avaient abandonné l'Autriche à son sort.

Un chapitre remarquable sur la résistance : une mise au point, bâtie sur une enquête en même temps que sur une consultation bibliographique. Phénomène à l'origine très modeste, sporadique, sans liaison interne, que celui des *U-Boot* (ainsi nommait-on les adversaires actifs du régime nazi). Les Alliés l'ignorèrent jusqu'à l'été 1942, et du reste il ne prit de l'ampleur qu'une année plus tard. La résistance autrichienne souffrit non seulement de ce départ au ralenti, mais encore de l'absence de représailles collectives (pas de Lidice !), et encore de la désunion des exilés politiques, et, pour les maquis, de l'attrac-

(1) Cela explique que l'ouvrage de J. Buttinger ait été édité non en Autriche, mais en Allemagne.

(2) Indiquons, pour les lecteurs pressés, que le livre présente, en appendice, une précieuse nomenclature concernant les institutions et la presse socialistes (p. 624-627), une chronologie (1932-1941) de l'histoire autrichienne du point de vue socialiste (p. 628-641), un index des personnages cités (p. 642-662) et un index des matières traitées (p. 663-669).

(3) Voir notre compte rendu des Mémoires de Papen, *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 13 (janvier 1954), p. 53-54.

tion des foyers étrangers : l'italien au Tyrol, surtout le yougoslave de Tito (une formation régulière existait en Slovénie depuis l'automne de 1944). Incontestable, la résistance prit surtout la forme générale de la désertion. Toutefois, l'organisation militaire de l'*Oesterreichische Freiheitsfront* (Oe. F.) prit contact, dans la nuit du 2 au 3 avril 1945, avec le maréchal Tobulkhine et joua un rôle appréciable dans la prise de Vienne, le 13.

En fait, cet épisode tardif n'influera pas sur la politique alliée : c'est-à-dire qu'elle n'atténuera en rien les hésitations et les ambiguïtés de celle-ci. La déclaration de Moscou avait, le 1er novembre 1943, annoncé la « libération » de l'Autriche, mais en même temps parlé d'un certain degré de responsabilité autrichienne (par l'association à l'effort de guerre, militaire et surtout industriel) ; en conséquence, il serait tenu compte à l'Autriche de la contribution qu'elle apporterait à sa propre libération. Puis de longues discussions à l'*E. A. C.* au sujet des mesures pratiques : les États-Unis n'acceptant que le 5 janvier 1945 une égale responsabilité dans l'occupation et le contrôle de l'Autriche. Sur l'avenir même de l'Autriche, heurt des projets churchilliens et des vues staliniennes (p. 61-62). En définitive, on s'entendit pour créer une simple « commission alliée » et pour proclamer l'intention de former promptement un gouvernement national : différence capitale avec la politique suivie en Allemagne.

Mais la création d'un gouvernement provisoire, après accord entre le socialiste Karl Renner et les Russes, et avec la remise aux communistes de ministères-clés (dont l'Intérieur), sans la consultation des autres Alliés, si elle correspondait à l'équilibre des forces politiques de l'Autriche nouvelle, n'en posait pas moins pour l'avenir un problème général. Et dans le débat à ouvrir sur le sort de l'Autriche, l'U. R. S. S. allait disposer d'atouts considérables : à l'extérieur, la pression revendicatrice de la Yougoslavie ; à l'intérieur, outre l'occupation d'une zone économiquement riche, le maniement d'un article sur les « biens allemands » — article essentiel dans cette Autriche de 1945 si différente de celle de 1918, fortement équipée et industrialisée (hydro-électricité, pétrole, métallurgie) par un *Reich* qui avait projeté d'en faire le centre économique d'un bassin danubien germanisé...

F. L'Huillier.
Faculté des lettres. Dijon.

MOYEN-ORIENT

J. C. Smuts, *Jan Christian Smuts*, Cassel, Londres, 1952, 568 pages.

En 1950, l'Union de l'Afrique du Sud a perdu en Smuts un homme dont la célébrité a dépassé, de loin, celle de tous ses compatriotes, fût-ce celle du président Kruger ou celle du général Botha. Smuts est mort à 80 ans, après une carrière extrêmement active, toute remplie de luttes et de succès ; son étoile n'a commencé à pâlir en son pays que vers 1947.

Né dans une ferme boer des environs du Cap, mais ayant étudié le droit à Cambridge, cet avocat avait été l'un des principaux chefs militaires de la guerre contre les Anglais. Quand ceux-ci eurent été vainqueurs, non sans peine, Smuts adopta résolument la ligne politique dont il fut l'ardent champion tout le reste de sa vie ; convaincu de la stérilité d'une opposition boer, il se fit le chef du ralliement sans réserve aux Britanniques et de la fusion des territoires de l'Afrique du Sud dans une Union qui prendrait une grande place dans l'Empire. C'est lui qui, au cours de sa longue carrière, fut véritablement le réalisateur de cette politique, car ses capacités d'assimilisation, sa puissance de travail, le classaient nettement au-dessus de la plupart de ses collaborateurs. Il se chargeait souvent de traiter lui-même à leur place les questions importantes de leurs ministères et de présenter au Parlement des projets de loi se succédant parfois à un rythme étonnant. D'ailleurs, non seulement il était le Premier Ministre, mais il prenait plusieurs autres portefeuilles en même temps : la Défense, les Affaires étrangères, la Justice. On ne peut toutefois l'assimiler à un dictateur, car l'opposition présentée par le parti nationaliste, qui souhaitait une indépendance aussi complète que possible vis-à-vis des Anglais, lui créa des difficultés sans cesse renaissantes ; ses adversaires finirent du reste par lui enlever la direction du Gouvernement trois ans avant sa mort.

Pour être devenu si résolument et si ardemment pro-anglais, les Britanniques ne lui ménagèrent pas leur reconnaissance. Lloyd George le fit appeler au *War Cabinet* au cours de la première guerre mondiale ; le bâton de field marshall lui fut remis en 1941. Il était lié d'amitié avec Churchill ; la famille royale lui fit une visite au Cap. L'un des promoteurs, avec Wilson, de la Société des Nations, il fut l'une des figures marquantes de Genève. Il se trouvait à San Francisco en 1945, comme il s'était trouvé à Versailles en 1919.

Le fils de Smuts a publié une biographie de son père, très nourrie de faits et de documents dont nous n'étudions que la partie qui débute avec la dernière guerre.

L'opinion de l'Afrique du Sud en 1939 suivait, comme toujours, deux courants contraires et de force sensiblement égale à cette époque : le parti nationaliste conduit par Hertzog, tendant à se détacher des Anglais, et le parti de l'Union avec eux dirigé par Smuts. Le premier se montrait nettement pro-hitlérien, mais Smuts entraîna dans la guerre la grande majorité de ses compatriotes aux côtés de la Grande-Bretagne.

Or, en 1939, les forces militaires de l'Afrique du Sud étaient inexistantes : 1.350 hommes dans l'armée permanente, aucune réserve de matériel ou d'équipement. Smuts prit cette organisation en main. En fin 1942, il avait 200.000 hommes sous les armes (dont 2/3 d'Afrikaans et 1/3 de Britanniques), tous volontaires. Pour une population blanche qui se chiffrait par

570.000 hommes entre 20 et 60 ans le résultat était au moins satisfaisant. Une industrie de guerre était créée, grâce à l'aide des États-Unis.

En 1940, la 1re Division sud-africaine partit au Kenya en renforcement de contingents britanniques. Ces forces combinées entrèrent en Abyssinie et, le 5 avril 1941, le général Cunningham, leur chef, entrait à Addis-Abeba. Le 16 mai, le duc d'Aoste capitulait à Ambas Alagi.

Puis, les Sud-Africains furent envoyés en Égypte et leurs deux divisions participèrent aux opérations contre Rommel et les Italiens. Ils subirent parfois de lourdes pertes, par exemple à Tobrouk où 13.000 d'entre eux furent faits prisonniers (1).

En 1944, l'Afrique du Sud avait dans le Moyen Orient 27 escadrilles, plus que l'aviation anglaise, moins toutefois que la 14e Air Force des Américains. En 1946, furent démobilisés 222.112 volontaires ; restait une force de 17.732 hommes.

Tel est, en raccourci, l'effort militaire de l'Afrique du Sud pendant la dernière guerre. Loin d'appauvrir le pays, la guerre lui apporta une très grande richesse grâce à sa laine et à son or ; de 1946 à 1948, la prospérité de l'Union fut inouïe.

Tous ces résultats sont dus à Smuts, qui joignait d'ailleurs le portefeuille de ministre de la Défense à celui de Premier Ministre. En 1940, il avait 70 ans. Il avait passé, en raison de son âge et de sa situation politique, le temps où il commandait directement les troupes. Il consacra toute son influence et son énergie à prendre part, au cours de visites à Londres, à d'innombrables réunions militaires, politiques et autres. Les Anglais étaient heureux de montrer en Smuts le représentant loyal d'un élément important du *Commonwealth*. De son côté Smuts, infatigable, se prodiguait pour parler de son pays et aussi pour exposer des idées sur l'après-guerre qui lui étaient chères.

Smuts fut, comme Wilson, le champion de l'union des nations dans une vie commune. Toutefois il se vantait d'avoir plus de sens pratique. Ses idées sur cette union semblent d'ailleurs s'être modifiées avec les années et avec les expériences de Genève. Le 25 octobre 1943, s'adressant à 300 parlementaires britanniques, il leur exposait que « la paix qui n'est pas soutenue par la puissance demeure un rêve ». Il se faisait donc l'avocat de « la liberté, de la démocratie, mais aussi d'une direction et d'une puissance » qui mettent à l'abri des appétits individuels, des caprices du moment et des solutions timides. Son idéal l'a souvent élevé à des hauteurs d'où l'on n'aperçoit plus les faits qui s'opposent aux réalisations ; sans doute ne voulait-il plus les apercevoir. C'est ainsi que pour simplifier le problème d'une union européenne, il s'est montré très indulgent pour les Allemands après chacune des deux guerres mondiales. La résistance qu'il rencontrait sur ce terrain chez les Français peu disposés à le suivre dans la voie de générosités dont certaines étaient à leurs yeux imprudentes ou injustifiées, l'irritait. Aussi bien n'a-t-il jamais témoigné beaucoup de sympathie pour notre pays. D'ailleurs il pensait après la deuxième guerre mondiale que la France ne se relèverait pas. Il écrivait : « La France est finie ; si jamais elle revient sur l'eau ce ne sera qu'après un rude et long effort pour émerger de nouveau. » Il n'avait pas de meilleure opinion de l'avenir de l'Italie et de l'Allemagne, au moins d'ici longtemps. Il voyait donc le monde dirigé par l'Angleterre, les États-Unis et la Russie.

Mais s'il jugeait des questions européennes en les examinant de très haut, il considérait les problèmes africains avec un esprit beaucoup plus

(1) N'oublions pas non plus que Smuts envoya une brigade à Madagascar pour occuper l'île.

réaliste. Si la revendication française sur la vallée d'Aoste lui a fait prononcer des paroles sévères, il ne s'en montra pas moins âpre à réclamer l'incorporation du Sud-Ouest Africain à l'Union. Il fut très déçu quand l'*O. N. U.* se prononça contre cette annexion.

G. Renondeau.

Kirk (George), *The Middle East in the War (Le Moyen-Orient dans la guerre)*, Oxford University Press, Londres, 2e édit. (revue), 1953, 511 pages in-8o.

Cet ouvrage est publié sous les auspices du *Royal Institute of International Affairs*, fondé en 1920, organisme non officiel, dans sa série : *Survey of international affairs 1939-1946*. Il est le fruit de la compilation de toutes les sources (livres officiels ou non, presse) politiques et économiques, à l'exclusion de ce qui est relatif aux événements militaires. Les fichiers ainsi établis ont été complétés par des consultations de personnalités que l'auteur n'a pas nommées. M. Kirk s'est proposé de rester objectif et impartial ; il faut le louer de s'y être efforcé et ne pas lui tenir rigueur si son point de vue est tout de même très anglais.

La période considérée est celle de 1939 à 1945 ; l'aire étudiée est un Moyen-Orient qui s'étend à l'est jusqu'à l'Iran et l'Afghanistan, mais qui déborde au sud jusqu'en Éthiopie et en Somalie et qui va vers l'ouest jusqu'au Maroc. En effet, la question qui prend la place la plus importante dans ces études est celle du développement de l'esprit nationaliste des populations islamiques et, pour être complet, il fallait examiner ce mouvement aussi bien au Levant, en Égypte, qu'en Afrique du Nord. Cela explique que nombre de chapitres ou de sous-chapitres soient intitulés : *Poussée vers l'indépendance en Égypte* (juin 1940 ; janvier-février 1942 ; 1943-45) ; *Poussée vers l'indépendance en Irak* ; *Poussée du Sionisme* (en 1939-42, puis en 1943-45) ; *Poussée de l'Éthiopie* (1942-45) ; *Poussée de l'Afrique du Nord française*. C'est encore le même sujet qui est traité sous un autre titre dans *La Libération des États du Levant en 1945*.

Jetons d'abord un coup d'œil sur les divers aspects de ce mouvement général qui a partout le même but : chasser les Anglais ou les Français des territoires qu'ils occupent ou occupaient solidement jusque-là, territoires qui sont habités par des majorités d'illettrés, parfois d'un degré de civilisation peu avancé, et souvent peu aptes (au moins actuellement) à des travaux autres que de grossières besognes de manœuvres, et par des minorités souvent faibles possédant la richesse, la minorité de ces minorités ayant reçu une instruction occidentale. C'est cette dernière qui est agissante. Ce schéma est de l'auteur, et dans l'ensemble il dépeint assez bien la situation. La défaite de la France en 1940 et les embarras de l'Angleterre pendant la guerre ont encouragé les peuples musulmans à se débarrasser d'une dépendance qui pesait surtout aux intellectuels et aux ambitieux.

La *Libération des États du Levant* est un chapitre pénible, pour deux raisons : des Français se sont battus les uns contre les autres, et les Anglais ont été en conflit aussi bien avec les Français de Vichy qu'avec ceux d'après la Libération. Les Britanniques soutenaient cette thèse, justifiée, qu'ils devaient empêcher les Allemands de se servir du Levant pour attaquer la puissance britannique dans le Moyen-Orient. Les Français des deux bords se sont efforcés les uns et les autres de maintenir les droits de la France sur le Levant, en écartant toute immixtion britannique, mais ils n'en avaient pas les moyens. De plus, malgré les assurances données par Churchill, notamment le 6 juin et le 10 juin 1941, répétées par le ministre d'État

Lyttelton le 25 juillet 1941, renouvelées en juillet 1942 lors d'une crise aiguë des relations entre Catroux et Spears, les Français, instruits par une longue expérience, ont toujours été convaincus que les Anglais minaient l'influence de la France dans les pays du Levant. Si le Gouvernement anglais trouvait difficile de négocier avec de Gaulle « entêté et susceptible » (M. Kirk *dixit*), les Français ne pouvaient souffrir Spears (leur « bête noire ») dont le choix pour des raisons bien antérieures à cette dernière guerre, n'était pas heureux du point de vue français. Les Anglais de leur côté demandèrent et obtinrent la tête d'Helleu. La liste des reproches réciproques est hélas, très longue. Enfin, le coup de force britannique du 30 mai enlevant, sous la menace du combat, toute autorité aux troupes françaises était peut-être justifié, mais on ne peut que le regretter car il a porté une atteinte durable à la bonne entente entre les deux pays.

Cette fâcheuse rivalité franco-britannique au Levant, étudiée à propos des aspirations de la Syrie et du Liban à l'indépendance, présente, sous plusieurs aspects, un curieux parallélisme avec la rivalité économique anglo-américaine dans les régions pétrolifères, étudiée à propos du projet d'une grande fédération arabe. Un long chapitre est consacré à cette Ligue arabe que les Britanniques ont encouragée, non sans se méfier des dangers auxquels elle pourrait conduire, mais parce qu'il leur paraissait plus scabreux de s'y opposer ; ils espéraient sans doute aussi que les États en cause ne réaliseraient pas aisément un front commun. Les Américains (à l'origine : la *Standard* de Californie) cherchaient du pétrole dans le golfe Persique entre les deux guerres mondiales, concurremment avec les Anglais. Ibn Saoud, roi de l'Arabie Saoudite, toujours à court d'argent, conseillé par des Américains que la philanthropie et l'amour de l'Islam avaient amenés d'une manière curieuse en Arabie, attira sur ses territoires les compagnies en quête de nouvelles sources de pétrole. De là naquirent, soit dans les petits États riverains du golfe Persique, soit en Arabie Saoudite, des compétitions anglo-américaines très vives, non seulement entre les compagnies rivales mais aussi entre les gouvernements. L'Amérique demanda et obtint le rappel de Jordan, le ministre britannique à Djedda, accusé par Hull « d'avoir fait de son mieux pour nuire aux relations du Gouvernement des U. S. A. avec le roi Ibn Saoud, et de s'être efforcé par d'autres moyens de miner la position américaine en Arabie Saoudite ». De même que les Français s'étaient plaints de voir une nuée de fonctionnaires et d'agents britanniques s'abattre sur le Levant dès qu'ils eurent été mis hors de cause, les Anglais constatèrent non sans amertume qu'à Dhahran, siège de l'*Arabian American Oil Compagy*, on comptait 2.000 Américains à la fin de la guerre. M. Kirk résume ainsi son exposé : « le rapide développement de l'intérêt pris par les U. S. A. à l'Arabie Saoudite depuis 1943 peut être imputé à une combinaison de crainte, de jalousie et d'ambition légitime ». Cette rivalité n'a pas eu de suites fâcheuses, mais elle a eu pour résultat de faire céder par les Anglais aux Américains une place importante et qui fut en 1944 presque égale à la leur, dans l'exploitation du pétrole du Moyen-Orient.

Un troisième sujet d'études concerne l'Afrique du Nord. On peut regretter que l'auteur laisse trop voir que ses sympathies sont acquises d'avance aux adversaires de la politique française. Quand il cite un long extrait d'un de ses compatriotes louant « le comportement des Français vis-à-vis des indigènes », il atténue ce jugement favorable et croit devoir rappeler « la sombre histoire d'expropriation et de colonisation » des Français en Algérie. Quand il parle de la répression de la révolte de Sétif, en mai 1945, il ne peut s'empêcher de montrer son analogie avec les mesures énergiques prises par le brigadier-général Dyer à Amritsar en 1919 et de trouver aux deux événements leur justification, mais il fait aux légionnaires et aux tirailleurs séné-

galais une réputation de « férocité » sur laquelle il revient dans les chapitres consacrés au Levant. Il est difficile décidément de s'élever au niveau d'une sereine impartialité !

Il faudrait encore citer de cet ouvrage considérable ce qui concerne le Sionisme, l'Égypte, l'Éthiopie, les anciennes colonies italiennes, l'Irak, l'action des Soviets en Iran et en Turquie, et ne pas oublier un long chapitre sur les questions économiques au cours de la même période, dû à deux spécialistes : A. Hopkinson et Guy Hunter.

La documentation rassemblée dans ce livre est énorme et l'indication des sources, soit dans le texte, soit dans les nombreuses notes marginales sera très précieuse pour le chercheur. S'il nous a semblé que l'exposé de certaines questions était ici et là entaché de quelque partialité, cela prouve seulement qu'il est difficile d'être à la fois citoyen de Londres et de Sirius et cela n'empêche pas le livre d'être un instrument de travail très utile.

G. Renondeau.

André Laffargue, *Le général Dentz (Paris 1940-Syrie 1941)*. Préface du général Weygand, Paris, les Iles d'Or, 1954, 19 × 14, 213 pages.

M. André Laffargue s'efforce de réhabiliter la mémoire du général Dentz, condamné à mort pour haute trahison en 1945, grâcié et mort peu après dans sa prison. Ce qu'on a reproché au général Dentz, c'est, d'abord, de n'avoir pas défendu Paris en juin 1940, et, surtout, d'avoir combattu les Français Libres et les Anglais en Syrie en 1941. Dans la Préface, le général Weygand revendique la responsabilité d'avoir déclaré Paris « ville ouverte » et Dentz peut s'attribuer le mérite d'avoir empêché le pillage et maintenu l'ordre.

Sa conduite en Syrie est bien plus difficile à justifier. Il avait reconnu la légitimité du pouvoir de Pétain : il a, par suite, obéi à tous les ordres venus de Vichy, même quand ils lui prescrivaient de lutter contre d'autres Français et contre nos Alliés (Alliés que nous avions abandonnés, un an auparavant), quand ils lui prescrivaient d'aider les Allemands, de les laisser utiliser nos aérodromes — au mépris des termes de l'armistice. Aucun Français honnête et éclairé ne pouvait hésiter sur son devoir en 1940 ; il fallait continuer le combat. Quelle était la manière la plus habile, la plus efficace, de le continuer? Les opinions pouvaient différer là-dessus. Mais ce ne pouvait être, en aucun cas, de gêner les Anglais, les Français Libres, ni surtout d'aider les généraux allemands. Or, Dentz, nommé Haut-Commissaire en Syrie, laissa — sur l'ordre de Vichy — des avions allemands utiliser les aérodromes syriens — base excellente près de l'Irak, où une révolte venait d'éclater. Les Anglais pouvaient-ils accepter cela? Il aurait fallu qu'ils fussent aveugles et fous. L'Égypte était menacée, à l'ouest, par Rommel. Si les Allemands avaient pu l'attaquer, aussi, par l'est, la situation serait devenue tragique et la sécurité du canal de Suez — indispensable à la Grande-Bretagne — fort compromise. Ni le général Dentz, jadis, ni M. Laffargue, aujourd'hui, ne semblent y penser. Les Anglais, qui venaient de perdre les Balkans, avaient besoin d'être absolument sûrs du reste du Moyen-Orient. Ils ne pouvaient avoir confiance en Vichy. Il fallait donc lui enlever la Syrie. Si le général Dentz avait compris son *vrai* devoir, il aurait évité une guerre meurtrière et fratricide en laissant les territoires à mandat aux Français Libres — ce qui aurait empêché les événements survenus plus tard, les intrigues anglaises, et le détachement de l'Union française, effectué dans des conditions peu glorieuses à la fois pour nous et pour nos Alliés : l'attitude des Anglais en 1945 n'est pas une excuse pour les fautes de Dentz en 1941, tandis que les fautes de Dentz pourraient en être une pour l'attitude anglaise.

L'argument mis en avant par M. Laffargue, qu'il était utile de résister aux

Anglais en Syrie pour empêcher les Allemands de s'installer en Afrique du Nord, est incompréhensible. Hitler, en juin 1941, préparait l'invasion de la Russie : quelle base magnifique la Syrie aurait été pour une attaque vers la mer Noire et le Caucase ! L'Afrique du Nord n'offrait pas les mêmes avantages.

Sans doute, le général Dentz n'a-t-il pas trahi au sens fort du terme, puisque, ayant choisi Vichy, il a obéi à ses ordres. Cependant, il faut noter que, par deux fois, le 12 et le 15 juin 1941, il a réclamé des avions allemands contre les Anglais et les Gaullistes, et que c'est Vichy qui les lui a refusés. Or, réclamer l'aide allemande était une faute impardonnable — et Dentz lui-même a reconnu que les aviateurs français refusaient de collaborer avec les aviateurs allemands. L'auteur essaie de rejeter sur Darlan la responsabilité des événements ; il le dit très favorable aux Allemands. Mais cela ne justifie pas l'attitude de Dentz, qui, s'il critiquait l'attitude de son chef, n'avait que plus de raison de rejoindre Catroux, Collet, les Français Libres, et de ne pas faire tuer des Français par d'autres Français. Maître de la Syrie, il lui était plus facile de faire son devoir qu'aux modestes Français restés en France et obligés pour vivre de continuer leur métier, même quand il était sous le contrôle de l'adversaire (1).

Marie GRANET.

(1) Qu'il me soit permis de faire remarquer que le nom de Général Wavell est constamment écrit Wawel, ce qui est choquant.

EXTRÊME-ORIENT

Herbert Feis, *The road to Pearl Harbor* (La route de Pearl Harbor), Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1950, in-8°, 356 pages.

D'un ouvrage ordonné avec une grande clarté et présentant toute la précision souhaitable dans les faits exposés, je ne voudrais en rien diminuer le mérite, mais la tâche entreprise par l'auteur a été particulièrement facilitée par la simplicité des thèses des deux adversaires et par la documentation si complète dont il a disposé.

M. Feis ne remonte pas loin dans le passé. N'écrivant pas l'histoire des relations entre l'Amérique et le Japon, il n'a fait aucune allusion à l'antipathie qui n'a cessé de régner entre les deux pays avec des alternatives d'acuité et de rémission, depuis que le commodore Perry força, en 1853, les portes que le Japon tenait closes depuis deux siècles et demi. Un discret rappel des sentiments des deux peuples l'un pour l'autre, si atténués qu'ils fussent devenus dans beaucoup d'esprits, eût peut-être aidé à fixer le climat des années qui ont précédé la guerre.

Les États-Unis avaient vu avec inquiétude le Japon mettre la main sur la Mandchourie ; ils avaient condamné ses violations de traités et son recours aux armes ; ils n'avaient pas voulu reconnaître le Manchukuo. En 1937, le 7 juillet, l'incident du pont Marco-Polo marqua le déclanchement de l'action du Japon dans la Chine du Nord et en direction de Changhaï. C'est là le point de départ de l'étude de M. Feis. Encore saute-t-il rapidement à 1939 quand il a constaté que, si les Américains, les Français, les Anglais, les Hollandais, les Russes, condamnaient à l'unanimité le Japon, personne n'entendait remuer un doigt pour le contrecarrer autrement que par des paroles. Les États-Unis ne voulaient pas entendre parler d'une action collective, la seule qui eût été possible, et M. Feis déclare qu'ils perdirent ainsi la dernière chance d'arrêter le Japon sur la voie dans laquelle il s'engageait.

Le gouvernement des États-Unis évita avec soin tout geste qui eût pu conduire à un conflit armé auquel le pays n'était nullement prêt. L'opinion publique chez les démocrates ou chez les républicains repoussait l'idée d'une guerre. Les commerçants américains désiraient continuer leurs affaires avec des Japonais partisans sincères du maintien de la paix. Le pays, comme beaucoup d'autres, se désintéressait de ses armements. Quand la France tombera en 1940, les effectifs de l'armée américaine ne s'élèveront qu'à 13.500 officiers et 230.000 hommes de troupe. La marine se sentira trop faible pour envisager des opérations simultanées dans l'Atlantique et le Pacifique, et elle sera la première à conseiller la prudence. Pour toutes ces raisons, le *Département d'État* suivit une politique de patience extrême dont personne ne put le faire dévier. Ni les instances de Churchill, le 10 juin 1940, alors qu'il proposait la réunion d'une conférence au sujet de l'emploi des flottes, le 25 juin et le 23 novembre, quand il demandait l'envoi de bateaux américains à Singapour, ni les cris d'alarme répétés de Tchang-Kai-chek, ni la suggestion des Indes néerlandaises, le 13 juin, d'organiser un contact entre leurs forces navales et la marine des États-Unis ne firent fléchir le gouvernement américain. Celui-ci, sentant le conflit inévitable, s'efforça de le retarder le plus longtemps possible de manière à être prêt à y faire face. Ses réserves d'armements et de matières premières étaient négligeables : il constitua ses stocks en même temps qu'il diminua peu à peu ses exportations vers le Japon. Il agit suivant un pro-

gramme extrêmement circonspect. Repoussant les suggestions britanniques d'un embargo total qui eût pu précipiter la crise, il commença dès juillet 1940 par soumettre à une licence l'exportation des armes et de certains produits, mais ce n'était là qu'une sorte d'avertissement ; des matières essentielles telles que l'acier, la ferraille, le pétrole, sortaient encore sans grande difficulté. Toutefois, le 28 août, au moment où les Japonais pénétraient en Indochine, les règlements concernant la ferraille et l'acier furent plus stricts ; le 26 septembre, onze matières premières furent retenues ; au début de janvier, six autres, puis de semaine en semaine la liste s'allongea. Le 20 juillet 1941, le pétrole ne put s'exporter sans difficultés que sur l'Angleterre. Bientôt les Japonais ne reçurent plus d'Amérique ni pétrole ni ferraille. Le 25 juillet, les fonds japonais aux États-Unis furent bloqués. C'était l'étouffement progressif de l'économie de guerre du Japon.

Du côté japonais, la thèse soutenue était très claire, bien qu'on dégage de l'étude de M. Feis deux phases. Au début, le Japon, s'est proposé de mettre la main sur la Chine. Après la Mandchourie, il occupa la Chine du Nord, puis s'enfonça vers le Sud. A cette époque, ce sont les Soviets qu'il craignait le plus. Le Pacte Anti-Komintern du 25 novembre 1936 avec l'Allemagne garantissait à celui des signataires qui serait attaqué par les Soviets l'aide de l'autre participant au pacte. En été 1938 naquit le projet de conversion de cette convention en une alliance politique et militaire. C'étaient toujours les Soviets qui étaient visés, du moins par le gouvernement japonais. En réalité, les militaires nippons et parmi eux le général Ôshima, attaché militaire, puis ambassadeur à Berlin, voyaient plus loin. Ôshima n'hésitait pas à affirmer à Ribbentrop que le Japon était prêt à s'engager contre la France et contre l'Angleterre, et, à Rome, Shiratori tenait le même langage. Or, ils n'y étaient nullement autorisés par les Affaires étrangères de Tôkyô. On conçoit que le pacte germano-soviétique du 24 août 1940 ait donné au Japon l'impression d'être trahi. Les conversations menaçaient de tourner à l'aigre si Ôshima n'avait retenu quelques semaines les demandes d'explications qu'il était chargé de présenter à Ribbentrop, le temps qu'il fallut à l'Allemagne pour terrasser la Pologne.

Après les succès éclatants de l'Allemagne en Occident, la politique du parti militaire japonais prit un cours nouveau. Bien que la guerre de Chine fût devenue épuisante, ce parti fit prendre, bon gré mal gré, par un empereur raisonnable, mais craintif et sans autorité, par une marine qui était consciente de ses points faibles, par la majorité d'un pays orgueilleux, la position suivante : le Japon manquait cruellement d'espace vital et de matières premières ; l'Asie orientale et « les pays des mers du Sud » avaient entre eux des liens géographiques, historiques, raciaux, économiques, et ils n'attendaient qu'une forte autorité pour se souder entre eux ; le Japon était le seul à disposer de cette puissance et il lui appartenait de constituer sous son égide ce grand empire qui lui donnerait tout ce qui lui était nécessaire. C'est la poursuite de ce rêve qui fut la cause de la ruine du Japon, car, si la France, les Pays-Bas, l'Angleterre pouvaient être négligés en 1940, il n'en allait pas de même pour l'Amérique dont l'opposition était à prévoir.

L'alliance avec l'Axe, signée le 27 septembre 1940, donna au Japon plus de hardiesse pour faire pression sur l'Indochine et sur les Indes néerlandaises. En janvier 1941, l'étude de l'attaque de Singapour fut achevée par les militaires. Un pacte de neutralité fut signé entre le Japon et les Soviets le 13 avril, ce qui assurait au Japon sa liberté d'action vers le Sud. Mais le gouvernement de Tôkyô suivait anxieusement les moindres indices des préparatifs des États-Unis ou de ses arrangements avec l'Angleterre et ses Dominions. L'attaque allemande sur les Soviets, dont le projet fut caché aux Japonais jusqu'au dernier moment, jeta un trouble extrême dans les esprits nippons. Orientés vers le Sud, devraient-ils aussi agir au Nord, alors que les États-Unis se propo-

saient d'aider les Soviets? Les Japonais retrouvèrent leurs esprits et décidèrent de rester sourds aux invitations de l'Allemagne à prendre les Soviets à revers par la Sibérie. Les répétitions d'attaque de Pearl Harbor furent reprises.

Ainsi, de mois en mois, chacun des deux adversaires se préparait à la guerre, avec ardeur et prudence à la fois. D'interminables conversations diplomatiques se poursuivaient à Tôkyô entre l'ambassadeur Grew et le ministre des Affaires étrangères Arita, à Washington entre l'ambassadeur japonais, l'amiral Nomura, et le secrétaire d'État Hull. Sans se lasser, ces quatre personnages passaient de longues heures en discussions dont chacun d'eux sentait l'inutilité. Il en fut ainsi jusqu'à ce que l'on touchât le fond de l'impasse et ce fut Pearl Harbor.

Les Américains déchiffraient tous les câbles et les messages japonais, ce qui leur permit de voir encore mieux dans le jeu de leurs adversaires. Pourtant, l'attaque sur Pearl Harbor fut une surprise.

La saisie par les Américains des archives japonaises et les interrogatoires du Tribunal international militaire pour l'Extrême-Orient ont fourni une documentation exceptionnellement riche qui a été mise à la disposition de l'auteur, ainsi que les archives du *Département d'État* et les archives militaires. M. H. Feis, qui a appartenu au *Département d'État*, a utilisé toutes ces sources d'une manière excellente.

G. Renondeau.

Willard H. Elsbree, *Japan's role in Southeast Asian Nationalist Movements (1940 to 1945)*. (Le rôle du Japon dans les mouvements nationalistes du Sud-Est asiatique de 1940 à 1945), Harvard University Press, 1953, 182 pages.

M. Elsbree nous livre le résultat de ses recherches dans un domaine qui n'a guère été étudié jusqu'ici : l'influence du Japon pendant la guerre sur les mouvements d'indépendance des divers peuples de l'Asie orientale, des Philippines et de l'Indonésie. Son ouvrage est inégalement développé selon les pays, et c'est dommage ; une partie très documentée est celle qui concerne les anciennes Indes néerlandaises ; la presqu'île malaise, la Birmanie, l'Inde, occupent moins de place, les Philippines beaucoup moins encore et les indications relatives à l'Indochine française sont assez sommaires. Malgré ce manque d'équilibre, l'ouvrage présente un intérêt certain.

Le Japon, imbu de l'idée de la supériorité de sa race, s'est cru appelé à prendre la tête d'un mouvement d'affranchissement des peuples de l'Asie orientale et des régions voisines soumis jusqu'alors à la tutelle des grandes nations occidentales. Tous devaient entrer dans une *Sphère de Co-prospérité* de l'Asie orientale. Toutefois, comme leur degré de civilisation n'atteignait pas celui du Japon, ce dernier devait agir comme un père à l'égard de ses enfants et, assurant grâce à sa puissance une coordination harmonieuse entre tous ces peuples, il devait les guider dans leur développement politique et économique.

Cette idée, née de l'orgueil de la race et d'une certaine xénophobie à l'égard des Blancs, était moins généreuse qu'elle aurait pu le paraître. Elle cachait mal un désir d'hégémonie sur une vaste partie du globe. La guerre, en 1939-1940, parut aux Japonais expansionnistes une occasion favorable. Dès juillet 1940, le Cabinet japonais définit ainsi ses buts politiques : création d'un *Ordre nouveau* en Asie orientale, règlement de la question chinoise, mesures prises selon les circonstances pour développer au mieux l'Empire japonais. Cela était sans doute inquiétant, mais encore vague. Des précisions furent données en septembre. L'*Ordre nouveau* devait englober la Chine, la Mandchourie, les îles sous mandat, l'Indochine française, le Thailand, la presqu'île malaise, Bornéo,

les Indes néerlandaises, l'Australie, le Nouvelle-Zélande et, éventuellement, l'Inde. L'expulsion des Britanniques, des Français, des Hollandais, allait de soi. L'indépendance était prévue pour les Philippines et les Indes néerlandaises, pays considérés comme suffisamment développés, mais elle ne devait pas être accordée immédiatement. Ce qui importait d'abord était l'exploitation de leurs richesses (pétrole, sucre, textiles, etc.). En Indochine française, le Cambodge devait être donné au Siam, le Tonkin à Tchang-Kai-chek, ainsi qu'il était prévu pour la Haute-Birmanie. Le reste de la Birmanie devait devenir indépendant, mais plus tard.

D'une manière générale, l'indépendance des peuples « libérés » devait être subordonnée à l'incorporation de ces peuples dans l'*Ordre nouveau*, dirigé par une puissance forte et de haute civilisation, le Japon. L'ambassadeur allemand Ott n'exprimait pas autre chose dans un de ses télégrammes à Berlin quand il annonçait que les Philippines et la Birmanie jouiraient d'une indépendance calquée sur celle du Mandchoukouo.

L'Indochine française posait un problème assez délicat ; en effet, jusqu'au 9 mars 1945, les arrangements avec le gouvernement de Vichy laissèrent aux Français le soin de gouverner l'Indochine, ce qui était contraire aux principes de l'*Ordre nouveau*. Mais pendant longtemps les Japonais craignirent en chassant les Français de causer une désorganisation politique et économique qui leur serait très préjudiciable. Ils n'avaient que peu de confiance dans les aptitudes des Annamites de l'époque.

En ce qui concerne l'Inde, les projets étaient assez flous. Les Anglais devaient être chassés, bien entendu, mais les Indiens n'étaient pas jugés mûrs, en 1940, pour se gouverner, et le Japon, en dépit de son ambition aveugle, ne se sentait pas de taille à supporter, en même temps que tant d'autres charges, celle de l'administration de l'Inde.

Ces principes généraux une fois posés et admis par le gouvernement, il restait à les appliquer et là de profondes divergences d'opinion se manifestaient. Par exemple, à la question : quand faudra-t-il accorder son indépendance à l'Indonésie, les Affaires étrangères répondaient : immédiatement ; le Commandement militaire à Jakarta n'était pas aussi affirmatif, celui du théâtre d'opérations de Singapour disait : plus tard, et la Marine, qui gouvernait les Célèbes, Bornéo, etc., était du même avis. C'est seulement sous la pression des événements, après avoir bercé pendant plusieurs années les nationalistes d'espoirs dont la réalisation était constamment ajournée, que le Japon finit par leur donner satisfaction. L'indépendance de l'Indonésie ne fut votée par le Conseil Suprême qu'en juillet 1945, moins d'un mois avant la capitulation.

En réalité, les promesses d'indépendance faites par le Japon avaient surtout pour but de soulever les divers pays intéressés contre leurs anciens « oppresseurs » occidentaux ; mais les Japonais n'entendaient les réaliser que dans la mesure où leurs propres intérêts ne seraient pas gênés et sous une forme telle que ces pays seraient devenus des satellites, politiquement et économiquement. En attendant, ils se comportaient vis-à-vis des populations qu'ils prétendaient libérer avec « mépris, arrogance et cruauté ». L'un des chefs du nationalisme birman, Ba Maw, protesta auprès de Tôjô contre la conduite des occupants japonais à l'égard de ses compatriotes, mais ce n'est qu'en 1944 que le général Kimura, commandant en chef en Birmanie, réprima les excès commis par des cadres inférieurs. Dans tous les pays occupés, la *Kempeitai*, prévôté japonaise, était particulièrement odieuse en raison de sa brutalité.

Les Japonais n'admirent que très tard des Indigènes aux échelons élevés de l'administration des contrées qui avaient été libérées, et quand ils s'y résignèrent ils s'efforcèrent de limiter leurs pouvoirs. Ils firent de grands efforts pour « japoniser » les divers pays ; chassant de leurs emplois tous les cadres qui

étaient imprégnés de l'esprit et des méthodes occidentales, ils mirent à leur place des hommes plus jeunes, qu'ils pensaient plus aisés à convertir ; ils créèrent à leur usage au Japon des cours de formation ; ils rêvèrent de faire de la langue japonaise la langue courante de l'Asie du Sud-Est et des régions voisines. D'après M. Elsbree, les résultats de cette propagande furent médiocres.

L'auteur conclut en disant que les peuples de l'Asie orientale (Chine exclue) et des régions voisines ont accueilli les Japonais soit avec indifférence, soit favorablement ; seuls, les Chinois ont résisté, et non seulement les Chinois de Chine, mais ceux qui constituent de si fortes colonies en dehors de leur pays. Or, les Japonais ont déçu toutes les contrées qu'ils occupèrent par leur comportement souvent cruel et par les privations économiques qui résultaient de l'exploitation des ressources au profit des troupes ou du Japon. Peu à peu, des groupements antijaponais se sont formés : aux Philippines, ils ont organisé des guérillas, en Birmanie les troupes japonaises ont été sur le point d'être attaquées par une armée birmane commandée par d'anciens collaborateurs. En Indochine et en Indonésie, les Japonais n'ont été en sûreté que grâce à leurs gros effectifs. Les nationalistes leur ont donné un appui précieux en agissant sur l'opinion, mais presque tous ont été déçus par l'ajournement constant de l'indépendance promise. Beaucoup se demandaient s'ils avaient réellement gagné à ne plus être sous la tutelle des Occidentaux.

Sujet d'un grand intérêt pour l'histoire de la formation des États nouveaux de l'Asie orientale et de son voisinage. L'auteur a tiré une grande partie de ses informations des interrogatoires du *Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient* et de sources japonaises traduites par les Américains. L'ouvrage est publié sous les auspices de l'*Institut pour les Relations dans le Pacifique*. Il est complété par une utile bibliographie.

G. Renondeau.

Andrieu d'Albas, *Marine impériale*, Paris, Éd. Amiot-Dumont, 1954, 240 pages.

Le commandant Andrieu d'Albas possède le privilège, assez rare en France, de parler et de lire le japonais. Ayant accompli plusieurs séjours au « Pays du Soleil levant », s'y étant marié, il est mieux que quiconque en mesure d'interpréter les documents nippons et de nous en donner la signification particulière en fonction de la mentalité et du tempérament japonais, pour nous si souvent énigmatiques. C'est ce qui fait l'originalité de son livre et lui donne une importance toute particulière.

On n'ignore plus beaucoup de choses sur les événements de la guerre du Pacifique. Les Américains, on le sait, ont écrit d'abondance sur le sujet. D'autre part, des commissions d'enquête, fonctionnant après les hostilités, ont recueilli et exploité tous les documents disponibles et procédé à l'interrogatoire des principaux acteurs survivants des différents drames. Mais, s'il n'y a presque plus rien à glaner dans le domaine matériel, presque tout restait encore à expliquer dans le domaine psychologique. Comment pensèrent et agirent ces marins qui dominèrent pendant un certain temps les immenses étendues du Pacifique et de l'océan Indien? Quels furent, en réalité, les grands protagonistes, les amiraux Yamamoto, Toyada, Ozawa, Kurita, dont la figure énigmatique d'Orientaux se dresse à l'arrière-plan de tous les grands événements? Comment vécut-on, dans l'autre camp, les actes émouvants de l'immense drame Pearl Harbour, Midway, la bataille de la mer des Philippines, Leyte, l'agonie finale? De quels sentiments naquirent ces étonnants kami-kazés qui, sans jamais mettre en balance le résultat final, n'en firent pas moins chèrement payer aux Américains les derniers stades de leur victoire?

C'est à ces questions que répond le commandant Andrieu d'Albas. Sans doute reste-t-il encore des points obscurs. L'auteur ne nous apporte rien qui éclaire la décision prise par l'amiral Kurita de se replier, le 25 octobre 1944, alors qu'il n'existait plus d'obstacle entre ses cuirassés et les plages de Leyte, alors que le coup de dés le plus désespéré de la guerre venait de réussir? Mais, probablement, seul l'amiral Kurita serait en mesure de répondre. Il n'est resté aucun document sur ce drame qui se déroula entièrement dans sa conscience.

C'est donc un livre passionnant pour tous ceux qu'intéresse la guerre navale. Il permet de comprendre comment l' « invincible » flotte japonaise, ainsi dénommée parce qu'invaincue jusque-là dans l'Histoire, après avoir remporté les plus grands triomphes, assista impuissante au démantèlement de la forteresse nippone et agonisa lentement, avant d'être entièrement détruite (il ne subsista qu'un seul destroyer indemne sur plusieurs centaines de navires) sous les bombes, les projectiles et les torpilles des Américains.

R. JOUAN.

Roy Olin STRATTON, *S. A. C. O.*, *The Rice Paddy Navy*, C. S. Palmer Publishing Co. Pleasantville (N. Y.), 1950, 408 pages.

S. A. C. O. fut une organisation ultra-secrète de la 2e guerre mondiale dont le nom complet est *Sino-American Cooperative Organisation*. Elle fut créée à Tchongking au début de 1942 par le général Tai Li, chef des services de renseignements de la Chine nationaliste et par le contre-amiral (alors capitaine de vaisseau) Milton Edwards Miles, chef des services stratégiques américains en Extrême-Orient. Elle compta jusqu'à 3.000 Américains et 100.000 guerilleros chinois et exerça son activité en avant et en arrière des lignes japonaises depuis les limites du désert de Gobi jusqu'à l'Indochine, depuis l'Himalaya jusqu'aux rivages de la mer de Chine.

Le livre nous apporte un récit extrêmement coloré et détaillé de ces activités et, ce faisant, nous offre un tableau curieux du grand empire céleste pendant la guerre, de son petit peuple misérable et torturé. Il est rempli d'épisodes plus pittoresques les uns que les autres. C'est le sergent de Marines Tawater qui rampe à travers tout le *no man's land* pour mettre en sécurité un guerillero blessé. C'est l'enseigne Mattmiller qui, avec ses hommes, se met à l'eau avec des charges explosives attachées au cou pour aller faire sauter un navire japonais. Les marins américains établissent un hôpital si près de Shanghaï qu'ils peuvent en apercevoir les lumières par les nuits claires. Ils créent un camp d'entraînement pour la cavalerie au bord du désert de Gobi. Sur les côtes, ils maintiennent une garde vigilante, permettant la destruction de bon nombre de navires ennemis. Sur leurs indications un sous-marin pénètre dans un port en conservant son kiosque hors de l'eau à cause du manque de profondeur de l'eau, coule 11 bateaux et avant de regagner le large signale : « La prochaine fois je ferai monter des roues sous ma quille ! »

R. JOUAN.

RÉSISTANCE. DÉPORTATION

Roberto Battaglia, *Storia della Resistanza italiana*, Torino, Einaudi, 1953, in-8°, 619 pages, illust.

Un large prix pécuniaire vient de récompenser la publication de M. R. Battaglia. De fait, c'est un beau livre et un livre utile. On possédait, en effet, sur la Résistance italienne, un certain nombre d'études, localisées dans le temps et dans l'espace et la vivante, la courageuse revue *Il movimento di liberazione in Italie*, dont M. G. Vaccarino est le secrétaire. Mais de véritable synthèse, il n'y en avait pas. En voici une.

Et d'abord, dans l'ordre logique — les sources, sources d'archives, peu nombreuses, faute d'une centralisation bien organisée et qui ne l'a été véritablement que dans l'Italie du Nord, et la bibliographie qui se développe sur 40 pages, remarquablement classée. Je n'y vois pas figurer le livre du général Kesselring *Soldat bis zum letzem Tag* (1), recensé par Enzo Colletti (2). Les 17 chapitres du livre se répartissent en contenu très riche, où l'exposé des faits touchant la seconde guerre mondiale, la montée de l'antifascisme et de l'esprit résistant, l'évolution de la Résistance, celle aussi de la République de Salò, la contre-offensive de l'hiver 44-45, avec les mesures allemandes de répression en Émilie et en Ligurie, la réorganisation de la Résistance avec son aboutissement, l'insurrection nationale, particulièrement ardente à Gênes, Milan et Turin. Chaque chapitre comporte ses références propres, et des illustrations complétant la documentation proprement historique. De l'apogée de la dictature à l'affreux drame où périrent avec le Duce, sa maîtresse et les hiérarques du régime, de la poussière des drames isolés à l'horrible tragédie des *Fosses Ardéatines*, de l'anarchie des révoltes sans plan aux organisations conçues par Parri ou Togliatti, rien ne semble négligé, et M. Battaglia retient jusqu'aux effets de la guerre d'Ethiopie, ceux de la guerre d'Espagne parmi les facteurs de la mentalité anti-fasciste. L'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne a ouvert pour le fascisme des responsabilités nouvelles et plus graves, et la résistance à la guerre est la première forme de la Résistance tout court. Les malheurs accumulés par cette guerre en Afrique et en Russie avivent les motifs d'une révolte.

Le fascisme est atteint dans ses œuvres vives par l'intrigue compliquée du 21 juillet 1944. A ce moment, il n'y a pas plus de 100.000 Allemands dans la péninsule, et le maréchal Badoglio prend le pouvoir dans des circonstances complexes que domine le débarquement en Sicile des Anglo-Américains. Partout, sur le territoire continental comme dans les îles de la mer Égée ou de la mer Ionienne, la Résistance s'organise, et au passage, M. Battaglia indique tout ce qui facilita ou gêna la mise au point des forces locales des partisans. Il explique de même les conditions de formation et de formulation du programme du *C. L. N.*, arrive à introduire dans l'analyse les phénomènes sociaux qui expliquent la reprise d'un véritable mouvement ouvrier national, tandis que l'anticapitalisme de Salò donne l'impression d'un socialisme strictement mussolinien ; le climat de grèves alors déchaîné n'est pas une des moindres étrangetés de l'ère ouverte, non moins que les divisions surgies

(1) Bonn, 1953, particulièrement les chap. XVII et XXI.

(2) Dans *Occidente*, mai-août 1953, pp. 232 et suiv., et *Ponte*, juin 1953, et dans le n° 17 de la *Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale*, par A. Meyer (janvier 1952).

entre intellectuels. En revanche, comme en France, l'attentisme fait des recrues silencieusement actives, mais le parti communiste, tout entier mobilisé, introduit dans la pratique de la Résistance tous les enseignements fournis par la révolution russe.

Sur la sociologie de la Résistance — par exemple sur les surnoms adoptés par les Résistants — sur la mentalité de ceux-ci, sur le recours à la grève générale, arme par excellence du prolétariat, sur les modes de commandement, sur l'œuvre conciliatrice de Benedetto Croce, aidé par Enrico de Nicola, aboutissant à mettre sur pied à la fin d'avril 1944 le premier gouvernement d'Union Nationale, sur l'action du parti communiste, repris en main par Togliatti qui est revenu à Milan après dix-huit ans d'exil, et celle des socialistes morcelés, on trouve dans ce livre des indications multiples, et j'ai été en particulier très intéressé par tout ce qui concerne le rôle de ce grand libéral qu'a été Croce, jeté dans une aventure révolutionnaire que son intelligence domina et tendit à diriger. De quelque côté qu'on jette les yeux, les morts se multiplient. M. Battaglia ne craint pas de rappeler celle de Gentile dont on peut se demander si elle a été justifiée par des arguments vraiment valables.

La fragmentation de la lutte, ses différences dans les divers secteurs italiens sont bien rendus par M. Battaglia : c'est dans l'été de 44 que la guerre partisane atteignit le maximum de son action, tandis que *Giustizia e Liberta* formulait le plus complètement les idées directrices du mouvement tout entier. Cette revue où revit la tradition rossellienne fait partie de ce petit nombre de publications qui paraissaient, certaines continuant les modes de pensée de la presse clandestine des temps du fascisme, et M. Battaglia saisit l'occasion pour brosser un tableau général de la poésie partisane dont il cite de nombreux fragments.

L'automne 44 sera marqué par les violences accumulées des nazis fascistes : massacres et incendies signalent leur sanglant passage et l'hiver qui suit ne diminue point l'horreur de la lutte, qui s'aligne sur les guerres civiles classiques. Au printemps de 45, la guerre civile prend une allure de guerre sociale, du fait de l'intervention consciente et accrue des ouvriers : la grève milanaise du 28 mars marque l'écroulement du fascisme à Milan, le mouvement partisan se complique de « Services logistiques » ; et la Résistance s'affirme sur son plan politique organique : les objectifs indiqués par les communistes vont être réalisés ; l'insurrection bouleverse Turin, Milan, Gênes, les pentes de l'Apennin, et, de ces opérations, M. Battaglia trace un tableau précis et bien fait. Une bataille générale est engagée, et il est possible à ce point de totaliser les sacrifices sanglants de la Résistance : environ 46.000 morts sont tombés le long de la route de la révolte, 21.000 autres sont diminués, mutilés ou invalides, et encore les chiffres ne sont pas donnés des sacrifices accomplis par les partisans de l'extérieur et ceux des forces armées.

Ces chiffres sont singulièrement éloquents. Mais nous regrettons que le livre se termine sur eux et que M. Battaglia n'ait pas ramassé en quelques pages de conclusion l'œuvre entière de la Résistance. J'estime qu'il ne suffit pas de dire que c'est à la Résistance que se rattachent l'instauration de la République italienne et la promulgation de sa constitution. Moins banale, encore que scientifiquement discutable, nous paraît l'assertion que c'est avec la Résistance que les forces populaires ont planté des racines profondes qui leur avaient fait défaut pendant le *Risorgimento* — ce que notre auteur appelle le premier *Risorgimento*.

Georges BOURGIN.

Brigadier-général DAVIES, *Illyrian Venture*, Londres. 1952, in-8°, 247 pages.

L'aide aux mouvements de résistance et à l'action des partisans en Europe occupée joua, au cours de la dernière guerre, un rôle important dans la stratégie britannique. L'utilisation de guerillas sur les arrières de l'ennemi n'était pas un fait nouveau dans l'histoire militaire ; mais le développement des transports aériens et des communications radiotélégraphiques à longue distance permit de les soutenir beaucoup plus efficacement que dans le passé. Après l'occupation des Balkans par les Allemands, ces régions montagneuses semblaient un terrain idéal pour une telle activité. Avec des moyens militaires réduits, les Alliés ne pourraient-ils en organisant les partisans en Yougoslavie, en Albanie et en Grèce, forcer l'ennemi à évacuer le pays avec toutes les conséquences stratégiques et la perte de prestige que ce recul signifierait pour l'axe, ou tout au moins obliger l'Allemagne à y envoyer des renforts, prélevés sur les autres fronts ? Et pourtant, ce n'est pas sans hésitation que le commandement britannique adopta ce plan car les officiers d'élite parachutés dans les Balkans étaient, selon toute probabilité, définitivement perdus pour la suite des opérations à l'Ouest et, d'autre part, jusqu'en 1944, Londres n'avait qu'un très petit nombre d'équipages et d'avions à consacrer à ce genre d'opérations. C'est dans ces conditions que l'on doit replacer la mission en Albanie du général Davies.

L'histoire de cette mission était jusqu'à présent peu connue, beaucoup moins certainement que les trois autres missions britanniques dans les Balkans occupés : celle du général Myers en Grèce, celle du général Armstrong auprès de Mihaïlovitch et surtout celle de Fitzroy Mac Lean, député aux Communes, plus tard assisté de Randolph Churchill auprès de Tito. Le livre du général Davies est l'œuvre d'un soldat de carrière qui, avant d'accepter la mission spéciale, qui lui fut confiée, venait de mener à bien l'entraînement très poussé de son unité en vue du débarquement que l'on espérait proche en 1943. Ancien combattant de Dunkerque et sa division ayant au dernier moment été remplacée pour le débarquement en Sicile, ce n'est pas sans regret qu'il quitta son unité pour cette aventure illyrienne.

Le général Davies est d'ailleurs un personnage hors série, surnommé déjà « Trotsky » par ses camarades de l'école militaire de Sandhurst pour son énergie et son indépendance parfois intolérante. Très compétent lorsqu'il s'agit d'un problème purement militaire, il a aussi le goût du détail précis. Nous savons, pour chacun de ses voyages quel type d'appareil il a emprunté. Ayant appris à sauter en parachute — à 43 ans — d'un *Hudson* qui s'ouvre sur le côté, il s'étonne à bon droit d'être parachuté sur l'Albanie à partir d'un bombardier *Halifax* s'ouvrant par le plancher, ce qui exige une technique de saut différente. Mais il apparaît moins à l'aise lorsqu'il se trouve aux prises avec les problèmes politiques albanais. Ses instructions sont très générales : soutenir le ou les partis combattant l'ennemi. Or, deux partis s'affrontent : le *L. N. C. (Levitzia Nacional Clirimtare*, c'est-à-dire *Mouvement de libération nationale)* parti de gauche et le *Ball Kombetar (Front national)* ou *Balli*, parti de droite. Avant de combattre les Allemands ces deux partis veulent d'abord et mutuellement s'éliminer, de manière à prendre le pouvoir après la guerre. Entre les deux, le chef de la mission militaire britannique apparaît généralement exaspéré et impuissant. Mais a-t-il vraiment fait l'effort nécessaire pour comprendre les partisans ? Il donne parfois l'impression d'avoir tendance à rejeter systématiquement sur eux les erreurs commises.

La Première Partie du livre, la plus courte, est consacrée à la préparation de la mission. Laissant sa brigade en Angleterre, le général Davies

s'envole pour le Caire, quartier général des opérations spéciales pour les Balkans et le Proche-Orient. Quelques cours lui donnent des notions très générales sur l'histoire, la géographie, l'état politique et économique de l'Albanie. La section de guerre économique le renseigne sur les objectifs les plus intéressants pour d'éventuels sabotages (mines de chrome et de cuivre, puits de pétrole, etc.). Celle du matériel l'équipe soigneusement, allant jusqu'à fournir au général un uniforme élégant — et qui se révèle inutile — pour maintenir son prestige dans les conférences avec les Partisans. Quelques cours de chiffre et de radio puis c'est, en Palestine, le stage parachutiste et les écoles d'explosifs et d'armes étrangères.

Du parachutage dans les montagnes albanaises à sa capture en janvier 1944, la mission du général Davies ne dura guère plus de trois mois. L'étude de cette résistance de tous les instants à la menace d'encerclement par les Allemands au milieu des luttes politiques albanaises et dans des conditions matérielles extrêmement dures, forme la Deuxième Partie de l'ouvrage, la plus passionnante. La cause essentielle de l'échec final est de n'avoir pu — mais était-ce possible — réunir en un front uni contre l'ennemi le *LNC* d'Enver Hoja et les *Ballis*. C'est le 31 octobre que le général Davies a sa première entrevue avec Enver, qui lui fait la meilleure impression. Agé de 35 ans, le chef des Partisans lui apparaît comme un homme de grande valeur et très énergique ; il est d'abord agréable et parle couramment le français, ayant séjourné en France et en Belgique avant la guerre, avant de revenir prendre en 1936 la tête du parti communiste albanais. En revanche, le général est plus méfiant à l'égard d'un autre membre de l'état-major du *LNC*, Maleshova, le « poète rouge », auteur de chants des partisans et de ballades patriotiques et ancien professeur de philosophie à Moscou. C'est, dit-il, un personnage inquiétant (« a sinister figure... ; politics was his cup of tea »). Il se serait mieux entendu avec un 3e membre du parti, Mustafa Giniski, aux opinions plus modérées et qui n'aurait probablement pas fait, s'il avait conduit le mouvement à la place d'Enver, le jeu des Russes. Il devait être tué en août 1944 dans une embuscade, officiellement allemande, mais, pense Davies, organisée par les autres chefs du *LNC*.

Si les rapports de la mission britannique avec le *LNC* furent dans l'ensemble cordiaux, bien que le général Davies se fût un moment demandé s'il n'avait pas, peu avant sa capture, été trahi par Enver, les négociations avec les *Ballis* furent moins poussées. Les Britanniques n'eurent, semble-t-il, qu'une entrevue officielle avec leur Conseil et leur président Midhat Fresheri. Le général Davies obtint, de part et d'autre, une promesse de pure forme — qui ne fut jamais tenue — de cesser de se combattre pour s'unir contre les Allemands. Le *Ball Kombetar* s'appuyait d'ailleurs à l'occasion sur les Allemands et ce fut par une de ses bandes que le général fut fait prisonnier.

Avant d'en venir à sa capture, l'auteur dépeint ses efforts parmi les Partisans, dans un récit alerte et où l'humour ne perd pas ses droits : par exemple le gaspillage de munitions qu'entraîne, suivant la coutume du pays la célébration d'un mariage ou d'un enterrement provoquant chaque fois une alerte au *Q. G.* de la mission. Un autre problème se pose : celui des Italiens, devenus co-belligérants depuis peu. L'armistice de septembre en avait entraîné environ 45.000 dans les montagnes d'Albanie.

Très peu d'entre eux désiraient reprendre les armes ; la grande majorité n'avaient qu'une idée : rentrer en Italie. Les Partisans, tout en leur retirant leurs armes et une partie de leur équipement, les traitèrent assez bien dans l'ensemble. Mais il était à craindre que des agents allemands, camouflés en Italiens, ne s'infiltrent à leur tour au voisinage de l'état-major britannique, qui se déplaçait dans le massif de la Chermenika à 25 km. à vol

d'oiseau de Tirana, mais à près de 100 km. par la route (1). Une partie de ces Italiens peut être finalement rapatriée : en novembre 1943, une base d'évacuation par mer fut organisée au sud du pays, au delà de Valona ; cette base « sea view » (2) fonctionna pendant un an. Après l'occupation par les Alliés du talon de la botte italienne, des communications assez fréquentes purent être établies par des vedettes rapides traversant le canal d'Otrante dans les deux sens dans la même nuit. Ainsi plus d'un millier d'Italiens, une centaine d'Albanais blessés, plus de 50 membres de la mission anglaise et 24 aviateurs furent évacués de cette manière.

Avec les Partisans, il n'était pas toujours facile de se comprendre. Par exemple, l'un des chefs locaux, ancien combattant des brigades internationales en Espagne, évadé de la prison de Tirana par un tunnel creusé sous le mur, demandait avec indignation pourquoi au lieu de socialistes ou de communistes les Alliés avaient envoyé pour les aider des royalistes — malentendu provenant des insignes rappelant les régiments d'origine des officiers de la mission : *Royal Ulster Rifles*, *Royal Artillery*, *Royal Engineers*, etc. Le général Davies disposait d'un bon interprète, mais c'est souvent en français que se faisaient les pourparlers, car après 1918 plusieurs écoles françaises avaient été établies dans la zone d'occupation de l'armée d'Orient et, d'autre part, un certain nombre d'Albanais avaient résidé en France, comme le Dr Dishnica, qui devait être ministre de la Santé après la guerre, et qui avait fait ses études de médecine en France. Quant aux transactions, achats par la mission de mulets ou de ravitaillement, parfois auprès de certains officiers peu scrupuleux de l'intendance allemande, c'est toujours en or qu'ils se firent. Aucune autre monnaie n'aurait été acceptée. En tout, environ 80.000 livres sterling en or furent parachutées ; une partie d'entre elles, hâtivement cachées quand la mission dut abandonner son Q. G., furent retrouvées après la guerre.

Pendant l'automne un certain nombre de sabotages purent être menés à bien par des officiers de la mission. Mais l'hiver ralentit les opérations. Peu à peu, la situation s'aggrava, à un double point de vue, politique et militaire. La lutte entre *Ballis* et *LNC* — auquel par la force des choses, était liée la mission britannique — dégénéra en guerre civile. D'autre part, les contacts établis presque tous les jours par radio avec Le Caire et les observations aériennes permirent à l'ennemi de repérer les villages qui abritaient le général Davies et, de concert avec les Ballis, les Allemands entreprirent de nettoyer le massif de la Chermenika. Une tentative faite pour échapper vers le sud à l'encerclement, avec l'aide des Partisans, échoua devant une rivière en crue. Une deuxième vers l'est n'eut pas plus de succès. En janvier 1944, ce fut le désastre. Peu après avoir quitté Enver Hoja et son état-major (d'où le soupçon, qui se révèla plus tard injustifié, de trahison), le général Davies et sa petite troupe furent attaqués par environ un millier de *Ballis* encadrés par des Allemands. Gravement blessé, le général transmit avant d'être fait prisonnier le commandement à son second, le lieutenant-colonel Nicholls qui devait plus tard mourir d'épuisement et des atteintes du gel.

Le dernier tiers du livre est consacré à la captivité du général : c'est d'abord l'hôpital de Tirana ; deux mois et demi plus tard, il est transporté

(1) L'ouvrage, illustré de plusieurs photographies, est complété par une carte de l'Albanie et une autre, plus détaillée de la zone montagneuse où opère la mission. Il est suivi d'un index et d'un court lexique de termes albanais et allemands et d'abréviations militaires.

(2) Bien décrite par Anthony Quayle, un autre membre de la mission, dans *Eight hours from England.*

à Belgrade ; il a son premier contact, désagréable, avec la Gestapo, est transféré au camp de concentration de Benica, près de la ville, puis au camp d'Ober Lanzendorf près de Vienne. Ce n'est que par miracle qu'il échappe au camp d'extermination de Mauthausen. Il y est, en fait, transporté mais impressionne le commandant du camp par son grade et sa qualité de militaire de carrière avec vingt-quatre ans de service. Le lendemain, il est renvoyé à la prison de Vienne où il apprend, le 6 juin, le débarquement en Normandie. Après un séjour au stalag XVII A, il est finalement conduit, enchaîné à un autre prisonnier, et non sans protester violemment, en Saxe, à l'oflag IV C établi dans la forteresse de Colditz et réservé aux officiers réfractaires ou évadés repris.

La mission britannique en Albanie obtint-elle, en définitive, des résultats militaires importants ? Ce livre ne permet pas de les évaluer avec précision. Mais il ne laisse aucun doute sur le courage et l'endurance remarquables des membres de cette mission dont beaucoup, moins heureux que le général Davies, ne devaient pas sortir vivants de cette « aventure illyrienne ».

H. MONTEAGLE,
Université de Manchester.

Michel BORWICZ, *Écrits des condamnés à mort*, Paris, Presses Universitaires de France, 1955, in-8°, 276 pages.

Cet ouvrage, publié dans la collection *Esprit de la Résistance*, que dirigent M. Henri Michel et Mirkine-Guetzévitch, avait été présenté à la Sorbonne pour une thèse de doctorat. Son auteur a été un des acteurs héroïques du drame de la Déportation et de la Résistance en Pologne. Arrêté, torturé, condamné à mort et même pendu, il fut miraculeusement sauvé, put s'échapper et prendre le commandement d'un maquis. Et pourtant le livre garde un ton de sérénité et montre un effort d'objectivité qu'on ne peut que louer sans réserve. Pour l'historien et pour le sociologue, cette garantie préalable est essentielle.

Quel but se propose M. Borwicz dans cette étude? Dégager de la littérature laissée avant de mourir par les condamnés à mort de l'occupation nazie les éléments d'une psychologie collective concernant des groupes sociaux nés de circonstances exceptionnelles et vivant dans des circonstances exceptionnelles. La vie nouvelle et cruelle, imposée aux millions de captifs rassemblés dans les diverses prisons et les camps de concentration ou les ghettos de l'Europe, a dû susciter des réactions, des attitudes, des sentiments spécifiques, et l'intérêt est précisément de savoir si ces manifestations affectives ou intellectuelles ont un caractère commun aux différents centres tristement célèbres de la déportation ou aux pays opprimés par l'occupant.

Les sources d'information pour une telle entreprise étaient particulièrement nombreuses et variées : écrites en français, en polonais, en yddisch ou en allemand, elles se présentent sous forme de graffitis, relevés sur les murs des prisons, de lettres clandestines aux parents ou aux amis, de chants recueillis par les compagnons de misère, de récits, de fragments romanesques, de poèmes, de procès-verbaux, confiés à des mains sûres ou cachés dans des lieux secrets, d'où ils ont pu être ensuite retirés, puis publiés, ou sont restés manuscrits dans des collections d'archives.

Outres ces sources directes, l'auteur a utilisé les comptes-rendus des procès contre les criminels de guerre, et toute une littérature critique des ouvrages publiés après la guerre sur la résistance et la déportation.

Quant au champ d'extension de l'enquête, il comprend tous les pays d'Europe, sur lesquels a déferlé la vague nazie, soit dans l'ordre chronologique : la

Tchécoslovaquie, la Pologne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la France, la Yougoslavie et la Grèce.

Ces frontières définies, M. Borwicz, dans une première partie, décrit les cadres sociaux, dans lesquels ont pris naissance et se sont multipliés les écrits des condamnés. En fait, cela revenait à rappeler les dramatiques circonstances qui ont provoqué l'évolution et les transformations de certains groupes humains sous la pression de l'invasion allemande. L'étude est d'abord centrée sur les faits, dont l'auteur a été le témoin direct, la victime et le héros, c'est-à-dire sur la Pologne, les ghettos de Varsovie, de Lodz et de Vilno. C'est ici particulièrement qu'on peut apprécier les efforts de sérénité et d'objectivité déployés par l'historien pour raconter la tragédie de l'extermination systématique des Juifs polonais. Ces pages sont à coup sûr les meilleures qui aient été écrites sur ce pathétique sujet.

Elles mettent en lumière, d'une part, les procédés subtils et hypocrites par lesquels les occupants *camouflaient* (c'est la traduction du terme officiel allemand) les mesures les plus violentes et leurs desseins exterminateurs, et d'autre part les bouleversements provoqués dans l'esprit et le cœur des victimes quand les masques tombaient et que la réalité dévoilait son visage. C'est ainsi qu'est née dans ces ghettos toute une littérature clandestine, dont une partie a pu être consultée par l'auteur, mais dont le reste a disparu dans la mise à sac par les Allemands.

Puis, de l'oppression systématique et directe de peuples et de pays entiers, l'auteur passe à celle, plus limitée, des camps de concentration. Sous ce vocable, la littérature spécialisée a rassemblé une variété de camps, plus d'une vingtaine, auxquels les nazis avaient donné des noms différents.

Or, dans tous ces camps, le même « bacille littéraire » se manifeste à l'occasion de causeries, de réunions, de théâtres clandestins. De plus, partout, des efforts analogues sont déployés, au prix de mille ruses souvent dramatiques, pour établir des contacts avec l'extérieur.

L'auteur en révèle des détails précis pour le camp d'Auschwitz. Et ce sont en particulier ces contacts qui ont permis la diffusion et la conservation des textes qui ont servi à l'auteur. A partir de cette fresque historique, nous passons au dépouillement des écrits, dont elle explique la naissance.

Dans un chapitre distinct est d'abord signalée et sommairement étudiée la langue spéciale des condamnés, folklore immense, auquel il faudrait consacrer des études nombreuses, réservées à des techniciens. En gros, on peut dire pourtant que ce langage est fortement influencé par celui des maîtres du camp et, comme lui, bourré d'expressions métaphoriques, forgées pour masquer l'horreur des réalités nouvelles qu'elles expriment, « aller se faire savon », « aller sur les sables », « être retiré de la colonne en marche », autant d'images pour désigner la mort et l'extermination. Les chambres à gaz d'Auschwitz s'appellent « les huttes de paysans », etc...

Puis sont tour à tour analysées les différentes variétés d'écrits et dégagées leurs tendances communes. Il faut, en premier lieu, marquer nettement leur caractère social. Ces textes proviennent de groupes humains liés par la solidarité de la souffrance, soudés par la communauté des tourments et de la persécution. Ces derniers vivent à l'écart des autres groupes humains selon des « règles » et un comportement qui leur sont propres. Leur *nous*, qui comprend ceux des ghettos, ceux des camps, ceux des résistants clandestins, s'oppose à tous les autres, à *Autrui*, à leurs tortionnaires d'abord, et à tous ceux qui ignorent l'horreur étrange de leur condition.

Aussi ont-ils nettement conscience de cette opposition et de cette étrangeté insoupçonnable, et leurs écrits sont-ils plus ou moins directement des messages : messages de ceux qui ont vu et souffert et vont mourir à ceux qui survivront. Ils y tiennent à ce point qu'ils essaieront de les transmettre par tous

les moyens, même les plus héroïques, afin que, coûte que coûte, soient assurées leur diffusion pour le moment et leur conservation pour l'avenir.

Or, ces messages impliquent par eux-mêmes une attente sociale manifeste : elle s'affirme dans le souci constant de faire triompher la vérité, comme antidote aux mensonges qui corrompent l'opinion du dehors ; dans une foi robuste en la Justice de l'histoire, qui punira les menteurs et les tortionnaires, lorsque leurs crimes réels seront connus ; enfin dans l'ardent espoir que grâce à eux les abominables attentats contre l'humanité, dont ils ont été les victimes, ne pourront plus se répéter.

Mais brutalement refoulés hors du présent, renonçant pour eux à toute espérance d'avenir, les condamnés s'accrochent au passé commun. Leurs écrits révèlent une « tendance nette et obstinée à s'appuyer sur le patrimoine culturel ». Ils sont pleins de réminiscences littéraires, d'allusions aux proverbes et chansons populaires ; pour se justifier, ils font un appel constant aux classiques de la philosophie et les croyants continuent à se référer à la Bible et aux livres saints.

Se retournant maintenant du dehors vers le dedans, attentif à scruter les consciences individuelles à travers cette littérature, M. Borwicz décèle chez toutes un besoin commun et spontané de s'épancher, le désir aussi de rentrer en soi pour y voir clair, pour mettre en pleine lumière sentiments confus et attitudes hésitantes. Il note également le souci de compenser l'actuel déclassement par le rappel du passé et des rôles sociaux remplis autrefois. Enfin et surtout, il souligne l'aspiration commune à trouver dans la parole écrite, à l'heure du dénuement le plus complet et du désespoir total, un ultime rempart contre la solitude et la déchéance mortelles.

L'importance de telles conclusions ne saurait échapper et fait souhaiter d'autres travaux entrepris dans le même esprit objectif et avec la même pénétration psychologique. En ce qui concerne l'ouvrage de M. Borwicz, il est possible qu'il eût encore gagné à un développement plus systématique, à une construction plus rigoureuse. De même, mais ce grief dépasse à coup sûr la responsabilité de l'auteur, les textes écrits, dont le plus grand nombre sont inédits et du plus haut intérêt, nous paraissent souvent trop courts pour soutenir le poids des démonstrations et l'on reste sur sa faim. Il n'en reste pas moins que les efforts de M. Borwicz ont atteint le but qu'il se proposait.

L. Séror.

OPÉRATIONS SPÉCIALES

James Gleeson and Tom Waldrom, *Now it can be told.* Foreword by général Sir Colin Gubbins, K. C. M. G., Chief of Special Forces in Europa, London, Elek books, 1952, 14 × 22, 188 pages.

Maintenant on peut le dire : telle est l'opinion du général sir Colin Gubbins qui a préfacé le livre où James Gleeson et Tom Waldrom racontent 7 épisodes de la guerre — dont 6 de la guerre clandestine. Ces épisodes se rapportent à des actions fort diverses engagées sur des fronts très différents, en pays ennemi. Plusieurs de ces groupes eurent des rapports plus ou moins étroits avec les organisations de résistance des régions occupées par les Allemands.

Le premier récit — *The Merville battery* — raconte le parachutage en Normandie d'un bataillon de parachutistes anglais dans la nuit du 5 au 6 juin 1944. Ils avaient pour mission de détruire la batterie allemande *Merville* — située à 14 km. environ au N.-E. de Caen, qui menaçait les plages de débarquement et était fortement défendue par l'ennemi. Malgré de multiples incidents et après un dur combat (178 Allemands furent tués, 5 officiers et 65 soldats anglais furent tués ou blessés) l'objectif fut rempli.

Le second récit, *Les saboteurs de chemins de fer*, nous transporte en Italie où un jeune officier, Tug Wilson, aidé d'un sous-officier, fait sauter tunnels, ponts, voies ferrées, bateaux marchands, est arrêté, s'évade à deux reprises, vit clandestinement à Rome, est repris et finit la guerre dans un camp de prisonniers de guerre en Allemagne.

La *Grève du peuple* nous conduit au Danemark où le peuple entier résiste à la dictature nazie qui, finalement (mais après de multiples arrestations et fusillades), doit céder devant l'énergique attitude des autorités danoises.

Le général en visite, c'est le général Mark Clark qu'un sous-marin anglais *The Seraph* mène de Gibraltar à la côte algérienne où il aborde clandestinement pour s'entendre avec les chefs de la Résistance française en Afrique du Nord qui devaient faciliter — et facilitèrent en fait — le débarquement allié du 9 novembre 1942 ou « *opération Torch* ».

Le *Sergent en mission* est l'histoire d'un sous-officier anglais élevé en Italie et parachuté sur le lac de Côme. Arrêté tout de suite, il fut, de façon bien inattendue, tiré de prison pour servir d'opérateur-radio au général italien qui négociait alors avec les Alliés maîtres du Sud de la Péninsule. Il accomplit plusieurs missions, fut repris par les fascistes, prétend être envoyé près du général Graziani (décembre 1944) et obtint l'autorisation (l'issue de la guerre n'était plus douteuse) d'aller chercher son appareil de radio en Suisse... où les autorités helvétiques le retinrent :

Avec le sixième récit, *Raid en canoë*, nous revenons en France. Les *Royal Marines* avaient organisé un groupe de *commandos* en canoë qui pouvaient se glisser dans les ports ennemis et détruire bateaux et cargaisons. L'exploit dont il est question fut accompli dans l'estuaire de la Gironde. Cinq canoës et 10 hommes furent débarqués par le sous-marin *Tuna* en décembre 1942 au large de l'embouchure de la rivière. En quatre jours, un des canoës (avec le major Hasler et son subordonné Sparks) atteignit Bordeaux, put détruire cargos et pétroliers, puis s'échapper. Sains et saufs, les deux hommes revinrent à Gibraltar. Les 8 autres furent noyés ou pris et exécutés par les Allemands.

Le dernier récit conte un épisode de la grande bataille navale et aérienne du Pacifique en 1942. *Torpédo 8* est une escadrille de bombardement lancée, en juin 1942, du porte-avion *Hornet* au moment de la bataille décisive de Midway, premier grand échec japonais. L'escadrille se sacrifia (seul l'enseigne George W. Gay revint durement blessé) mais contribua à la victoire.

Enrichi de 8 belles photographies et de plusieurs croquis, cet ouvrage est rédigé de façon très vivante. On pourrait reprocher aux auteurs l'abus des dialogues reconstitués d'après les renseignements donnés par les héros de ces luttes dramatiques, mais qui choquent un peu quand ils sont trop visiblement « romancés », et mettent en scène le général Eisenhower ou le général Clark. Les auteurs ont insisté non seulement sur le courage indéniable des exécutants de ces périlleuses missions mais aussi sur le sang-froid, l'entrain, la gaîté, l'insouciance parfois, la bonne camaraderie toujours et l'ardent patriotisme de ces hommes qui, presque tous, appartenaient à l'armée ou à la marine britanniques. C'est justement cet « esprit de détermination et de sacrifice » que loue, dans sa préface, le général Colin Gubbins, chef des *Special Forces* en Europe.

Marie GRANET.

Ingénieur général DORNBERGER, *L'arme secrète de Peenemünde (les fusées V2 et la conquête de l'espace)*, trad. de Henry DAUSSY, Paris, Artaud, coll. « *Les clefs de l'aventure* », 21 × 15,5, 260 pages, 17 héliogravures, une carte.

L'ingénieur général Dornberger a dirigé de 1930 à la fin de la guerre les recherches qui devaient conduire à la fabrication des *V2*. Dans ce livre, construit (peut-être volontairement?) de façon confuse et embrouillée — où il est difficile de se repérer dans les dates, les incidents, les intrigues, les réussites et les échecs, et où on pourrait relever pas mal de contradictions — M. Dornberger essaie de montrer à ses lecteurs le mérite qu'il a eu à poursuivre, contre vents et marées, par « patriotisme » et « amour de la science », des expériences à la fois difficiles et passionnantes et (il tient à nous en persuader) malgré la mauvaise volonté de Hitler qui n'y a pas cru tout d'abord, de Gœring, qui s'intéressait seulement à l'aviation, et surtout de Himmler, qui se méfiait de Dornberger et a fait arrêter, pour des raisons futiles, plusieurs de ses collaborateurs. Comme il trace, par ailleurs, des portraits assez flatteurs des maîtres du III[e] Reich, on n'est pas très fixé sur les sentiments réels de l'inventeur des *V2*.

L'usine où se fabriquait cet engin diabolique était située à Peenemünde, coin désert et boisé, au nord de l'île d'Usedom, dans la Baltique. Elle était d'une magnifique perfection technique. Les cadres, choisis par Dornberger, étaient de premier ordre. Parmi les ouvriers se trouvaient des « volontaires » étrangers, des *S. T. O.* et aussi des déportés. M. Dornberger ne les cite pas formellement, mais la carte détaillée qui est insérée dans l'ouvrage, p. 112, porte la mention « camp des déportés », non loin des « baraquements » occupés par les « volontaires » et les *S. T. O.* Une partie du matériel nécessaire aux *V2* (nous dit M. Dornberger) était fabriquée dans l'usine de Dora (appelée discrètement « l'usine souterraine »), ainsi qu'à Friedrichshaffen et à Wiener-Neustadt (où se trouvait aussi un commando de déportés).

Deux épisodes surtout sont mis en relief : d'abord, le premier essai réussi du lancement de la fusée *V2*, le 3 octobre 1942, qui forme le premier chapitre, et le terrible bombardement exécuté par la *R. A. F.* le 17 août 1943, qui empêcha la sortie massive des *V2*. M. Dornberger croit (ou feint de croire) que les Anglais ont connu l'existence de l'usine de Peenemünde par des photos

aériennes. Cependant, les réseaux de renseignements alliés ont une autre opinion ; c'est, semble-t-il, un réseau franco-britannique qui apprit à l'État-Major allié les expériences sur les *V2*. Ce réseau en avait été informé par un Luxembourgeois, mobilisé par les nazis et envoyé comme dessinateur à Peenemünde (1). Il put, lors d'un congé, rapporter photos et dessins et les donner à un agent de renseignements allié : le travail forcé avait, tout de même, quelques inconvénients dont les Allemands auraient pu se méfier. Le chiffre des morts donné par M. Dornberger est très inférieur à celui qui a été fourni par les Anglais. Par contre, le chiffre des avions de la *R. A. F.* venus bombarder Peenemünde et celui des avions abattus est sensiblement le même (41 ou 47 sur 600). Les dégâts semblent avoir été minimisés par M. Dornberger. En fait, il fallut attendre un an — août 1944 — avant que les *V2* puissent être lancés sur le sol anglais. Ce retard n'est pas dû seulement à la mauvaise volonté de Himmler, mais surtout à la destruction de Peenemünde par la *R. A. F.* Il ne faut pas, non plus, sous-estimer l'importance des « pannes » (selon l'expression de l'auteur) qui retardèrent la fabrication, et qui étaient dues (l'auteur ne le dit pas) aux sabotages effectués par les déportés de Dora, ainsi que les difficultés qu'ont eues les nazis, à la fin de la guerre, pour se procurer l'alcool et l'oxygène liquide nécessaires aux *V2* (surtout après la perte des usines belges). M. Dornberger prétend que 1.500 *V2* tombèrent sur l'Angleterre et 2.100 sur Anvers. Il ne cache pas que l'Allemagne, après la destruction de l'usine norvégienne d'eau lourde, était très en retard sur les Alliés pour ce qui est des armes atomiques. Aussi les recherches pour perfectionner les fusées étaient-elles particulièrement utiles pour le triomphe du III[e] Reich, et le bombardement du 17 août 1943 particulièrement heureux pour la cause des Alliés (2).

Le livre contient de belles photos et des schémas très intéressants pour les techniciens.

Marie Granet.

Wladimir Péniakoff, *Mon armée privée* (Private army). Traduit de l'anglais par Suzanne Desternes et Aline Chalufour. Avant-Propos de Jean Caneri, Paris, Gallimard, 1953, 460 pages, 4 cartes dans le texte. Collection « *L'air du Temps* ».

Wladimir Péniakoff, Russe d'origine, naquit en Belgique à la fin du siècle dernier, mais fut élevé dans l'admiration de la civilisation anglaise et envoyé à l'Université de Cambridge. Il la quitta en 1914 pour s'engager dans l'armée française. Il fut blessé et réformé. Il se fixa ensuite en Égypte et gagna sa vie comme ingénieur dans une sucrerie. Plus qu'à son métier, il s'intéressa aux Arabes, dont il apprit la langue, et au désert qu'il parcourut à titre sportif et qui exerça toujours sur lui un vif attrait. C'est cet amour du désert et l'admiration qu'il conserva toute sa vie pour l'Angleterre qui expliquent sa conduite pendant la deuxième guerre mondiale. Comme l'expose, dans la Préface, son compagnon de lutte au Sahara et en Italie, le Français Jean Caneri, la guerre fut, pour Péniakoff, l'occasion inespérée de rendre service à sa patrie d'élection et de s'agréger vraiment au peuple britannique. Bien que vieux et sans spécialité, il réussit à obtenir son incorporation dans la *Libyan Arab Force*. On le laissa s'y constituer un petit groupe — vingt-trois hommes — à peu près

(1) Cf. J. Bergier, *Agents secrets contre armes secrètes*, dont un compte rendu sera donné prochainement.

(2) Plusieurs récits de ce bombardement ont paru dans divers journaux après la guerre (citons : *Daily Mail* du 14 juin 1945 ; *Tribune de Genève*, 11 juillet 1945 ; *Paris-Presse*, 29 octobre 1945 ; *Sunday Dispatch*, septembre 1945, etc...).

indépendant qu'on appela bientôt le *commando Popski* (Popski étant le surnom de Péniakoff) et qui opéra dans le désert en liaison avec le *L. R. D. G.* (*Long Range Désert Group*). C'est l'histoire de ce kommando qu'il raconte avec beaucoup de détails, de précision et de bonne humeur. On n'a pas l'impression que les services rendus par le *commando Popski* aient été décisifs pour la victoire anglaise, malgré quelques coups de main réussis (comme la destruction d'un important stock d'essence à El Qubba). Mais c'est un beau récit d'aventures — et les aventures dans le désert sont toujours passionnantes : campements de Bédouins auprès des puits, palabres avec les Sénoussis, en buvant le thé à la menthe, traversée en jeep de la Mer de sable, attaque de la colonne par les avions ennemis et difficulté de se dissimuler sous de maigres acacias, etc... Après des opérations dans le Djebel Akhdar, autour de Benghazi, Barce, Derna, Péniakoff traversera le Sahara du Fayoum à Koufra et à la ligne Mareth. Rommel battu, la Tunisie conquise, le commando Popski part en Italie où, comme en Afrique, il agit en arrière des lignes, utilisant la bonne volonté des résistants italiens, d'abord dans la région de Tarente, puis de la rivière Chienti, de Ravenne (où Péniakoff est gravement blessé) et, enfin, de Venise : Popski traverse la lagune sur un radeau et fait, triomphalement, sept fois le tour de la Piazzetta !... De Venise, il se dirige vers les Alpes. Peu avant de rencontrer le premier char russe, il croise une troupe de « fantômes », vêtus de vêtements rayés : ce sont deux cents déportés politiques français, qui, d'une voix réduite à un murmure, chantent la *Marseillaise*...

Péniakoff n'était pas un militaire. Il était sincèrement désireux de rendre service à l'armée britannique, mais son idéal était de rester indépendant, d'avoir son groupe à lui — son *armée privée* — d'en faire à sa tête, et, dans sa conduite, on peut noter un certain enfantillage, de la naïveté, des imprudences. Son commando ne pouvait donc avoir qu'un rôle modeste et, somme toute, épisodique : patrouilles, aventures, qui tiennent plus du sport, du jeu, que de la guerre. On « jouait à la guerre » plus qu'on ne faisait la vraie, l'atroce guerre..., ce qui ne voulait pas dire qu'on ne montrât pas beaucoup de courage : le bonheur de Popski quand il est blessé « pour l'Angleterre » est caractéristique à cet égard. Son livre apporte une contribution non négligeable à l'histoire des opérations — en particulier quant aux guérillas du désert et au rôle des Sénoussis — de la VIII[e] armée britannique contre les troupes italo-allemandes d'Afrique du Nord.

Marie GRANET.

Lieutenant-colonel PINTO, *Chasseurs d'espions*. Traduit de l'anglais par Janine QUET, Paris, Corrêa, 1952, 14 × 19, 215 pages.

ID., *Ennemis ou amis*? Traduit de l'anglais par Françoise VERNAN, Paris, Corrêa, 1954, 19 × 14, 253 pages.

Hollandais d'origine, le colonel Pinto a été, pendant la guerre, l'un des plus brillants agents du contre-espionnage britannique. C'est lui que le gouvernement anglais chargea d'organiser le service de sécurité, en examinant à *Royal Victoria Patriotic school* les réfugiés qui fuyaient l'occupation allemande et parmi lesquels se glissaient bon nombre d'espions. Si les Résistants français ont généralement gardé des interrogatoires minutieux de *Patriotic school* un souvenir assez désagréable, il faut reconnaître que ce filtrage était indispensable. Dans les deux volumes qu'il a publiés, le colonel Pinto raconte quelques-unes des aventures les plus piquantes qui lui sont arrivées. Dans le premier, après avoir fait le portrait du parfait agent — le contre-espionnage est un art difficile qui exige un grand sens psychologique, une mémoire impeccable, une

méthode sûre, une patience inlassable et des nerfs solides — il conte l'exploit le plus sensationnel de sa carrière, l'arrestation du « traître d'Arnheim », de Christian Lindemans, qui apprit aux Allemands la date (17 septembre 1944) et les modalités de l'opération parachutée, projetée par Montgomery et qui, si elle eût été réussie, aurait permis de terminer la guerre avant l'hiver et aurait épargné aux Hollandais les terribles souffrances des derniers mois d'occupation. Mais, lorsque Pinto, grâce à un menu incident, fut mis en présence de Lindemans et eut des soupçons, il était déjà trop tard : avant que l'enquête, pourtant rapide, fût terminée, Lindemans était déjà parti avec l'armée canadienne en « mission spéciale », cette mission qui lui permit de savoir, avant tout le monde, le projet du général Montgomery, et d'avertir les Allemands. Qui aurait soupçonné Lindemans? N'était-il pas, sous le nom de *King Kong*, l'un des chefs de la Résistance hollandaise? Il fallut l'habileté de Pinto pour découvrir la vérité. Géant débauché et dépensier, adoré des femmes, pourvu de plusieurs maîtresses, Lindemans utilisa d'abord, pour ses orgies, l'argent que lui donnaient, sans méfiance, les patriotes hollandais, puis se vendit aux Allemands pour sauver sa maîtresse préférée qui avait été arrêtée. Peu après Arnheim, Pinto apprit, par un autre traître, le rôle de Lindemans dans la catastrophe et put le faire arrêter. Le procès fut retardé, le dossier disparut, Lindemans se suicida dans sa prison. Pinto regrette que cette effroyable trahison (il ne la met pas en doute) n'ait pas eu plus de retentissement (1).

Dans son second ouvrage, Pinto montre combien il est difficile de distinguer les agents doubles des innocents ; la vérité est parfois si invraisemblable qu'on hésite à la croire. Il cite le cas de plusieurs réfugiés qui semblèrent, au premier abord, de dangereux espions parce qu'ils avaient eu simplement la chance d'échapper à la Gestapo. Il raconte en détail les aventures d'une jeune et jolie Hollandaise, arrêtée d'abord pour résistance, condamnée à mort, graciée, puis envoyée en prison. Là, elle feignit de se convertir au nazisme, suivit des « cours » d'espionnage dans une école allemande et fut, enfin, envoyée en Italie. Les Alliés étaient déjà maîtres de la Péninsule. Après la prise de Rome, elle alla trouver les services secrets britanniques et leur affirma qu'elle n'avait jamais rien fait contre les Alliés. Avec franchise, elle avoua qu'elle avait été la maîtresse de son chef, un colonel allemand. On hésita à la croire. Pinto, pourtant, fut vite convaincu de sa sincérité et de son innocence et il parvint à la sauver.

Récits intéressants, non seulement par leur caractère d' « aventures », mais parce que certains touchent à des épisodes dramatiques de la guerre.

Marie Granet.

Jürgen Thorwald, *Der Fall Pastorius*, Stuttgart, Steingrüben-Verlag. 1953, in-8°, 122 pages.

A la fin de mai 1942, deux sous-marins allemands quittent la côte française de l'Atlantique avec à leur bord deux « commandos » de saboteurs chargés d'opérer aux U. S. A. Ces commandos sont composés d'Allemands ayant vécu longtemps aux U. S. A. et spécialement entraînés à l'école de sabotage de l'*Abwehr* (régiment Brandebourg). L'opération porte l'appellation de code *Pastorius*, du nom d'un des pionniers de l'émigration allemande aux U. S. A.

Les saboteurs ont pour mission de s'implanter aux U. S. A. après avoir camouflé leur matériel, puis de s'attaquer aux usines d'aluminium et aux installations ferroviaires.

(1) Cf. *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 17, p. 110.

Le premier commando, composé de quatre hommes, débarque dans la nuit du 13 au 14 juin près d'East Hampton (Long Island) ; la garde côtière américaine est mise en éveil, mais le brouillard l'empêche de s'emparer du groupe.

L'une des premières préoccupations du chef du commando, George John Dasch, est de prendre contact avec le *Bureau fédéral d'Enquête* (F. B. I.), auquel il affirmera par la suite n'avoir accepté sa mission que pour pouvoir mieux combattre l'Allemagne nazie ! Dasch éprouve certaines difficultés à faire prendre en considération ses déclarations par le *F. B. I.* ; celui-ci se décide cependant à les utiliser et, dès le 20 juin, les trois compagnons de Dasch sont sous les verrous. Le second commando, débarqué sur la côte de Floride, se fait « cueillir » trois jours plus tard à Chicago au moment où il vient prendre contact avec l'homme de liaison indiqué par Dasch.

Le procès des huit saboteurs est mené rapidement ; en août, six d'entre eux passent sur la chaise électrique ; Dasch se voit condamner aux travaux forcés.

L'affaire soulève dans l'opinion américaine une vive émotion, exploitée par l'administration Roosevelt. Du côté allemand, la rapidité avec laquelle les commandos ont été neutralisés provoque la consternation : Hitler réprimande sévèrement Canaris, chef de l'*Abwehr*, qui se défend en affirmant que les agents utilisés étaient tous des membres confirmés du parti nazi ; « employez plutôt des criminels de droit commun ou des Juifs », aurait rétorqué Hitler. (Cette réaction de Hitler aurait été prise au mot par Canaris, ce qui a permis par la suite aux biographes du chef de l'*Abwehr* d'avancer que Canaris avait accordé son appui à des Juifs) (1).

A. Fournier.

(1) Voir comptes rendus d'ouvrages sur l'amiral Canaris et l'*Abwehr* (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, nº 5, janvier 1952, p. 86 et suiv.).

NOTES ET NOUVELLES

LES CIRCONSTANCES DE LA CHUTE DE MUSSOLINI (1)

Dino Grandi, ex-ministre des Affaires étrangères, ex-ambassadeur à Rome et l'un des personnages les plus éminents du régime fasciste, a joué, on le sait, un rôle déterminant dans la préparation et dans le dénouement de la fameuse séance du Grand Conseil qui, la nuit du 24 au 25 juillet 1943, mit fin à la dictature de Mussolini. Jusqu'à présent, si l'on met à part une brève interview accordée au magazine américain *Life* et traduite en italien sous le titre *Dino Grandi racconta* (2), Grandi s'était montré fort discret sur ces événements auxquels il avait été si étroitement mêlé. M. Indro Montanelli, dans le *Nuovo Corriere della Sera* (9-10 février 1955), vient, avec l'autorisation de l'ex-hiérarque fasciste, de publier des notes qu'il avait prises directement à Estoril en 1947, au moment où Grandi s'apprêtant à gagner l'Amérique du Sud, avait avec lui des entretiens quotidiens. C'est donc, par personne interposée, un témoignage nouveau versé au dossier du 25 juillet par un des protagonistes du drame.

C'est dans l'après-midi du 25 juillet, peu de temps avant que la nouvelle fût diffusée par la radio, que Grandi apprit l'arrestation de Mussolini ; ce fut pour lui « une surprise désagréable », cette mesure lui paraissant inutile après la séance du Grand Conseil, d'autant qu'une résistance des « *fedelissimi* » n'était pas à craindre. « Le parti fasciste, dans sa très grande majorité, approuvait le Roi et le Grand Conseil. » Pour Grandi, « cette crainte ne pouvait venir que de généraux ne connaissant rien à l'état d'esprit du parti, mais qui, désormais, tenaient à se donner le mérite d'avoir précipité la crise, ce pour quoi, en réalité, ils n'avaient rien fait ». Seuls Scorza, secrétaire général du parti, et Galbiati, commandant de la Milice (3), étaient en mesure de résister « concrètement ». Or, l'un et l'autre s'empressèrent d'assurer Badoglio de leur soumission.

Ce furent, estime Grandi, les militaires, appuyés par le marquis Acquarone, ministre de la Maison royale, qui provoquèrent l'arrestation du Duce. Acquarone, qui, malheureusement pour le roi et pour l'Italie, se montra au-dessous de sa tâche, avait depuis deux mois fait à Grandi des avances que ce dernier n'avait pas écoutées. Quant aux militaires, c'étaient ces mêmes généraux qui, Badoglio en tête, avaient en 1940 imposé au roi (qui menaçait d'abdiquer) de confier au Duce « le commandement suprême des forces armées », c'est-à-dire de renoncer à la principale prérogative royale.

(1) Témoignage de Dino Grandi recueilli par Indro Montanelli, *N. Corriere della Sera*, 9 et 10 février 1955. — Interview du général Ambrosio, par Maner Lualdi, *Ibid.*, 11 mars 1955.

(2) *Dino Grandi racconta*, Venezia, Rialto Case editr., agosto 1945, petit in-16, 60 p.

(3) Sur l'attitude de ce dernier, voir le compte rendu que nous avons fait de ses mémoires *Il 25 luglio e la N. V. S. N.* dans le numéro de juillet 1952, p. 69-73.

L'arrestation de Mussolini fut donc, d'après Grandi, « la superposition du plan des généraux à celui du Grand Conseil », et elle aurait eu lieu « à l'insu et contre la volonté du Monarque ».

Grandi avait eu un dernier entretien avec le roi le 3 juin. Il s'était exprimé sans détour : « Sire, il n'y a pas de choix : ou Novare, c'est-à-dire l'abdication, ou le changement de front dans le style de Victor-Amédée II qui, ayant reconnu l'erreur de son alliance avec la France, sauva au dernier moment le Piémont et la dynastie en passant dans le camp des Impériaux... » Le roi lui avait répondu : « Le moment va bientôt venir. Je sais que je puis compter sur vous. Laissez votre roi choisir l'occasion propice et aidez-le en lui procurant un moyen constitutionnel. » Il entendait par là, soit un vote de la Chambre, soit un vote du Grand Conseil.

Mussolini était au courant de tout. Avant que l'Italie n'entrât en guerre, Grandi l'avait pressé de ne pas définir la non-belligérance avant que l'U. R. S. S. n'eût précisé sa position. Le Duce connaissait parfaitement l'hostilité grandissante de ses plus fidèles partisans aux Allemands. C'est pourquoi il se refusait à réunir la Chambre, le Sénat ou le Grand Conseil. La dernière séance du Grand Conseil avait eu lieu le *9 décembre 1939* et s'était terminée par une motion chargeant Ciano de justifier publiquement la non-belligérance italienne en démontrant que Ribbentrop avait violé les engagements de mai 1939.

Pour quelle raison Mussolini décida-t-il de tenir une session en juillet 1943? Grandi ne se l'explique pas. Il avait rencontré le Duce le jeudi 22, alors que la séance était déjà fixée au samedi 24. Cet entretien dura une heure et demie. Grandi s'exprima rudement : 1° la guerre est perdue ; 2° le seul service que le Fascisme puisse rendre encore à l'Italie, c'est de s'offrir pour cible à la vengeance des Alliés, de dissocier la responsabilité de la nation de celle du régime. Mussolini subit patiemment l'algarade : « Tu aurais raison si la guerre devait être perdue, mais elle sera gagnée, car les Allemands, dans peu de jours, vont sortir une arme qui retournera la situation... Du reste, nous reparlerons de tout cela, calmement, samedi soir, au Grand Conseil. »

Grandi explique ainsi l'attitude de Mussolini lors du Grand Conseil :

En fait, Mussolini n'était nullement sûr de vaincre, mais il était sûr que le vote, même hostile, n'aurait pas de conséquence catastrophique en ce qui le concernait, car le roi lui conserverait sa confiance. D'autre part, il pourrait s'en servir auprès des Allemands eux-mêmes, soit pour obtenir une aide plus efficace, soit pour justifier un décrochage de l'alliance, occasion qu'il cherchait en secret. « J'étais sûr — dit cependant Grandi — quand j'entrai dans la salle du Grand Conseil que je n'arriverais pas à mes fins et que probablement, moi et mes compagnons, nous ne sortirions pas vivants du Palais de Venise. Je m'étais confessé, j'avais laissé une lettre à l'adresse de ma femme et de mes fils, et j'avais en poche une grenade. Je pensais que Mussolini, acculé, mettrait fin brusquement et dramatiquement à la séance, donnant l'ordre aux « *fedelissimi* », qui le réclamaient presque en vociférant, de nous faire arrêter par les Miliciens qui nous avaient à leur merci. » Mais non, Mussolini encaissa les coups presque humblement. Ce fut cette passivité, d'ailleurs, qui coûta la vie aux malheureux Gottardi et Pareschi (1), qui, assistant pour la première fois au Grand Conseil, n'hésitèrent pas à signer l'ordre du jour de Grandi, vu la tranquillité avec laquelle Mussolini l'acceptait. « Je crois aussi, ajoute Grandi, que l'ombre de Matteotti nous sauva ce soir-là. Mussolini était, au fond, un timide. Il avait été bouleversé par ce crime qu'il n'avait pas commis et qui avait failli lui coûter le pouvoir. Supposition, certes, mais je ne me risquerai pas à en formuler une autre qui soit plausible... »

(1) Fusillés à Vérone en même temps que Ciano, De Bono et Marinelli, en janvier 1944.

* * *

Une heure avant la séance, Grandi avait écrit au roi pour lui dire ce qu'il avait l'intention de faire et l'exhortait ainsi : « Nous nous apprêtons à faire notre devoir. Je suis certain que le roi du 24 mai, de l'entrevue de Peschiera et de Vittorio Veneto, sauvera la Patrie. »

Le souverain, dès la séance finie, envoie Acquarone auprès de Grandi, recru de fatigue et d'émotion. Le dimanche 25 juillet, de trois heures et demie du matin à sept heures, les deux hommes ont un long entretien dans une maison amie. Grandi fait le récit de la séance, remet au ministre « l'ordre du jour des 19 ». Il ajoute qu'il faut faire face immédiatement à la réaction allemande avant que les cinq divisions de Kesselring se multiplient. Il faut que les Alliés, remontant du Sud, trouvent devant eux, non une armée italienne vaincue, mais une armée déjà en lutte contre l'ennemi commun ; cela ôterait toute justification à la menace de l'*unconditional surrender*. Mais Acquarone n'a pas l'air de mesurer la tragique gravité de la situation. Il faut, lui explique Grandi, libérer la monarchie et le peuple italien des responsabilités d'une guerre que seul Mussolini a voulue et qu'en fait il considère comme « sa guerre », la « guerre fasciste », etc... Puis il demande à Acquarone quelles sont les intentions du roi ; le ministre lui apprend que le successeur désigné est Badoglio. Grandi ne peut retenir sa colère. Pour lui, Badoglio est, après Mussolini, un des principaux responsables, celui qui a le plus contribué à enlever au roi le commandement suprême, celui qui a approuvé le plan de campagne de Grèce, quitte à abandonner le commandement quand les choses tournèrent mal. « Son tort n'est pas d'être un fasciste, mais un mauvais fasciste. » Il faut donner le commandement au général Caviglia, le héros de Vittorio Veneto, qui s'est toujours opposé au fascisme et à la guerre, et que les Anglais respectent, le flanquer — car il est très âgé — d'hommes compétents, comme Alberto Pirelli aux Affaires étrangères, Marcello Soleri, Paratore, De Gasperi, Delcroix, Paolo Cappa, etc..., bref constituer un ministère de transition composé d'hommes de prestige intact, fascistes et antifascistes, n'ayant occupé aucune fonction gouvernementale. Il faut demander à Orlando de rédiger un manifeste capable de rassembler toutes les forces nationales, faire l' « union sacrée », sans distinction de partis, cependant que le ministère ainsi constitué se présenterait devant le Parlement pour recevoir l'investiture officielle. Après quoi la Chambre des faisceaux et des corporations, ayant voté les pleins pouvoirs ainsi qu'une nouvelle loi électorale, se dissoudrait. « Tout cela, ajoute Grandi, pour enlever tout caractère de *pronunciamento* à la crise... » Mais qui pouvait s'imaginer qu'à cette heure même une proclamation était déjà rédigée, annonçant que « la guerre continuait » et que « le pays restait fidèle à la parole donnée », à l'allié hitlérien? C'était rejeter sur les épaules de ce malheureux pays les responsabilités dont le Grand Conseil l'avait déchargé par son *hara-kiri* du 25 juillet.

Répondant à une offre d'Acquarone, Grandi l'assure que, pour lui, il ne demande qu'une chose, « partir cette nuit même, sous ma propre responsabilité, pour Madrid, m'y mettre en contact avec mon vieil ami Samuel Hoare... et lui expliquer la situation en vue d'une tentative de paix, que vous confierez à qui vous voudrez... Car les Anglais ne sont pas des bull-dogs, comme on le croit communément, ce sont des rhinocéros qu'il faut arriver à convaincre avant qu'ils ne se forment un jugement erroné. Sinon ils foncent à l'aveugle, et personne ne les peut arrêter sur la voie de l'erreur ».

Acquarone interroge ensuite Grandi sur les réactions probables de Mussolini. « Je ne m'étonnerais pas, répond le hiérarque, qu'il considère le vote de cette nuit comme un atout dans la manœuvre de décrochage qu'il se propose

de mener lui-même auprès de Hitler. L'unique chose qui m'étonnerait serait de le voir s'opposer aux décisions du roi. » De fait, lors de son arrestation et le lendemain, le Duce se montrera d'une docilité exemplaire (voir sa lettre à Badoglio). Il va même, le 25 juillet à dix heures du matin, jusqu'à faire convoquer, au Palais de Venise, Grandi pour lui offrir... les Affaires étrangères. Ainsi, constate celui-ci, quelques heures avant de disparaître, Mussolini pensait tout réparer grâce à un replâtrage ministériel et en offrant le poste le plus important à celui qu'il pensait la veille faire arrêter comme traître, lequel, bien entendu, sur le conseil du roi, se dérobe à l'entretien. A aucun moment, assure encore Grandi, il n'avait été question de l'arrestation du dictateur.

Le 28 juillet, le roi reçoit Grandi au Quirinal, le félicite de ce que lui et ses amis ont fait pour l'Italie et de lui avoir fourni un « moyen constitutionnel » de résoudre la crise. Grandi insiste sur la nécessité d'agir vite et avec résolution pour mettre Kesselring en face des faits accomplis avant que ses forces n'augmentent. « Parlez-en à Badoglio », lui dit le roi, et, faisant allusion à Mussolini : « Il a commis de lourdes erreurs, mais personne ne peut mettre en doute son patriotisme » ; mais encore pas un mot sur son arrestation.

Grandi rencontre donc Badoglio au Viminale et lui dit : « La plus grande erreur que l'on pouvait commettre était de dissoudre le parti fasciste. Tu l'as commise. Qu'est-ce que, désormais, je puis offrir aux Anglais. N'as-tu pas compris que nous, les fascistes, nous pouvions servir de butin de guerre, de monnaie d'échange dans les tractations de paix? » Le maréchal le regarda stupéfait et lui dit : « Pourquoi t'agiter ainsi? Toi et Federzoni [qui accompagnait Grandi], vous n'avez rien à craindre, n'êtes-vous pas colliers de l'Annunciade?... » L'entretien prit fin sur ces mots. Quelques jours plus tard, Grandi était à Lisbonne où il apprit que le roi avait proposé aux Alliés de le prendre comme ministre des Affaires étrangères, mais que le département d'État américain tenait en réserve une personnalité plus qualifiée, un certain Ercole Ercoli *alias* Palmiro Togliatti qui déjà, parti d'Alger, voguait vers l'Italie.

Tel est le témoignage de Dino Grandi. Bien entendu, un autre journaliste du *Corriere della Sera* (numéro du 11 mars 1955) s'est empressé d'aller interviewer un des « militaires » ainsi mis en cause par Grandi. Voici la réponse du général Ambrosio, chef d'É.-M. des Forces italiennes de février à novembre 1943 :

Il est faux que, dès sa nomination, il ait mis sur pied un plan d'action, voire de force, contre Mussolini. Le général savait que la situation militaire était désespérée et s'efforçait d'obtenir un *décrochage* (sganciamento) d'avec les Allemands. « Vous n'avez plus un fasciste derrière vous », disait-il à Mussolini qui restait coi (bien qu'on ait affirmé par la suite qu'il s'était fixé la date du 15 septembre pour rompre avec les Allemands). Ambrosio, convaincu de l'inertie du Duce, se rendait chaque semaine auprès du roi et le pressait d'agir. Le souverain ne répondait pas. Acquarone, en revanche, lui disait qu'il cherchait une « arme constitutionnelle » pour jeter le fascisme à la mer. « L'action des militaires, déclare Ambrosio, ne se *superposa* pas à celle de Grandi et du Grand Conseil, elle en fut le *complément.* »

Mais le roi savait-il que Mussolini, une fois licencié, serait arrêté?

« Le roi, répond Ambrosio... à plusieurs reprises sollicité par nous d'agir, nous avait, dès le 19 juillet, communiqué sa décision de liquider Mussolini. Le 25 juillet, à huit heures du matin, Castellano me téléphona. Il m'informait qu'au cours de la journée le roi recevrait Mussolini et le *licencierait.* Castellano me demanda : « Comment faire? » Je répondis : « Arrêtez-le. Je vous laisse toute liberté sur les modalités de l'arrestation... » « Croyez-vous, ajoute Ambrosio, que j'aurais pu donner un ordre de ce genre à l'insu du roi... Jugez-en vous-même. »

Quant aux bruits qui ont couru qu'une liquidation *physique* de Mussolini aurait été envisagée à un moment donné, aucun des généraux réunis le 25 juil-

let autour de Badoglio n'en a jamais eu connaissance. Peut-être, suggère cependant le général Ambrosio, des précisions pourraient-elles venir du général Puntoni, aide de camp du roi, qui resta auprès du souverain pendant les heures qui suivirent l'arrestation.

F. Debyser.

RÉACTIONS ALLEMANDES DEVANT L'HISTORIOGRAPHIE NÉO-NAZIE

Dans les premières années de l'après-guerre, diplomates et chefs militaires allemands succombèrent, sauf très rares exceptions, à la tentation d'écrire leurs « Mémoires ». Ceux-ci constituaient généralement des tentatives plus ou moins réussies de leurs auteurs pour se ranger parmi les antinazis des premiers jours. Jamais la « résistance allemande » ne compta autant de membres éminents qu'à l'époque de la « dénazification » et des *Fragebogen* (1). A partir du moment où l'épuration ne fut plus qu'un mauvais souvenir lié à celui des restrictions alimentaires du temps de l'administration directe par les vainqueurs, les « mémorialistes » inclinèrent de moins en moins à magnifier leur activité antihitlérienne.

Bien au contraire, certains s'avisèrent d'entreprendre, avec un bonheur inégal, la réhabilitation du Troisième Reich : on ne pouvait nier en bloc les crimes du régime, mais on s'employait, à l'aide de statistiques truquées, à en limiter le nombre ; il était impossible de passer sous silence le rôle primordial tenu par Hitler dans la crise d'août-septembre 1939, mais on suggérait que la deuxième guerre mondiale n'était que l'inéluctable conséquence du *Diktat* de Versailles ; c'est à un ancien collaborateur de Ribbentrop et de Rosenberg, Peter Kleist, que revint le triste mérite de formuler, dans un ouvrage paru en 1952 (*Auch du warst dabei ! Ein Buch des Aergernisses und der Hoffnung*), avec le plus de vigueur, les règles de l'historiographie néo-nazie naissante. Aussi avions-nous cru devoir écrire à la fin du compte rendu que nous consacrions (2) au livre de Peter Kleist : « On voudrait espérer qu'il se trouvera en Allemagne des historiens pour stigmatiser un pamphlet dont la nocivité ne doit pas être sous-estimée, car il flatte des passions qui, pour être assoupies, n'en sont pas moins encore vivantes. »

Il nous plaît de constater que non seulement Peter Kleist, mais aussi un de ses imitateurs ont trouvé parmi les collaborateurs de la revue *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* de Stuttgart, publiée par l'*Institut d'Histoire contemporaine* (3) de Munich, des critiques impitoyables.

Hans Buchheim s'est chargé de l'exécution de Peter Kleist (4). Le titre même de son article (*Zur nationalsozialistischen Apologetik*) indique l'intention bien arrêtée de son auteur de traiter sans ménagement l'historiographe néo-

(1) Les comptes rendus publiés par la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* permettraient de dresser un armorial des résistants — vrais ou prétendus — des années 1945-1950.

(2) Ce compte rendu a paru dans le n° 15-16 (juillet-septembre 1954), p. 170-171, de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale.*

(3) L'Institut allemand de l'histoire de l'époque nationale-socialiste, devenu *Institut d'histoire contemporaine*, a été fondé à Munich en mars 1951. On lira sur ses débuts quelques indications dans notre note d'information (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 5, octobre 1952, p. 86-89). Les *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* paraissent depuis janvier 1953. Leur champ d'étude est à peu près celui de la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, encore qu'ils ne s'interdisent pas de toucher à des problèmes de l'après-guerre.

(4) *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, avril 1954, p. 177-192.

nazi. L'indignation qu'il éprouve devant une tentative de démontrer « la culpabilité collective des victimes de Hitler » (1) aurait pu inciter Hans Buchheim à se borner à un procès de tendance. Il a préféré relever les falsifications de P. Kleist ; celles-ci sont si nombreuses que nous devons renoncer à les mentionner toutes ; quelques exemples suffiront. A propos des lois de Nuremberg de 1935, P. Kleist met en avant des mesures relativement anodines, telles que la création d'écoles spéciales pour les Juifs, ce qui lui permet de reléguer dans l'ombre l'essentiel de la législation antisémitique. Or, remarque Hans Buchheim, les lois de Nuremberg sont muettes sur la ségrégation scolaire, laquelle n'a d'ailleurs été édictée qu'en novembre 1938. En ce qui concerne l'extermination des Juifs, Peter Kleist, s'apuyant sur les déclarations du général S. S. Ohlendorf, qui avoua avoir personnellement ordonné l'exécution de 90.000 Juifs en Russie, affirme que c'est à ce chiffre, somme toute modeste, que se limitent les crimes raciaux ! Hans Buchheim ne s'est pas contenté de dresser un catalogue des « erreurs » de Peter Kleist ; il a prouvé qu'elles étaient volontaires. Il a pris la peine, en effet, de démontrer comment, à deux ans de distance, P. Kleist avait modifié dans un sens toujours favorable au national-socialisme l'exposé même des faits. Dans son *Zwischen Hitler und Stalin (1939-1945)*, paru en 1950 (2), P. Kleist s'était efforcé à une certaine objectivité : les falsifications étaient l'exception. En 1952, elles sont devenues la règle. A la prudence succède l'impudence. Sur la voie tracée par Peter Kleist, d'autres s'élancent.

En 1953 paraît *Das Spiel um Deutschland*, œuvre d'un autre collaborateur de Ribbentrop (3). La première partie de ce volumineux ouvrage, qui couvre la période 1935-1945, est consacrée aux rapports germano-britanniques entre 1935 et 1939. On y voit les efforts de Ribbentrop pour améliorer les relations entre son gouvernement et celui de Londres, échouer devant les menées du « parti de la guerre » conduit par Churchill, Eden et Amery. Fritz Hess laisse entendre que les ultimes démarches entreprises à la fin d'août 1939 pour amener Hitler à ne pas rompre les négociations auraient pu aboutir sans les maladresses de l'ambassadeur britannique Neville Henderson. Bien plus, il suggère que l'entourage de Hitler était si convaincu de sa volonté de paix qu'il jugea nécessaire d'enfler considérablement le nombre des Allemands massacrés par les Polonais pour déterminer Hitler à envahir la Pologne (4). Helmut Krausnick, secrétaire général des *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, a entrepris, à l'instar de Hans Buchheim, de clouer au pilori cette nouvelle production de l'historiographie néo-nazie. Dans un article au titre significatif (*Legenden um Hitlers Aussenpolitik*) (5), il démontre que la plupart des assertions de Fritz Hess concernant la période 1935-1939 sont en contradiction avec les témoignages tirés des Documents diplomatiques allemands et anglais publiés après 1945. Il souligne, ainsi que nous avions eu l'occasion de l'observer (6), que les attaques lancées par Fritz Hess contre les historiens alliés qui ont assumé la charge d'éditer les *Archives secrètes de la Wilhelmstrasse* ne constituent qu'un procédé commode pour écarter des documents gênants. Il remarque, lui aussi, que les plus sensationnelles confidences rapportées par Fritz Hess lui ont été faites par des personnages considérables certes, mais, hélas ! disparus. En bref, Helmut Krausnick a prouvé que les efforts de Fritz Hess

(1) *Vierteljahrshelte für Zeitgeschichte*, avril 1954, p. 178.
(2) Cf. le compte rendu d'A. Meyer (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 4, octobre 1951, p. 69-70).
(3) Cf. notre compte rendu (*Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 17, janvier 1955, p. 93-97).
(4) *Ibid.*, p. 95.
(5) *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, juillet 1954, p. 217-239.
(6) Art. cité *supra*, note 7, p. 93.

pour minimiser le rôle de Ribbentrop, voire celui de Hitler, dans le déclenchement de la guerre ne s'appuient sur rien, sinon sur la volonté de créer de nouvelles « Légendes », génératrices de nouvelles illusions.

Il est réconfortant de constater que des ouvrages allemands traitant de questions aussi brûlantes que celles des origines de la guerre soient jugés avec autant, sinon plus de sévérité par les *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* de Stuttgart que par la *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* de Paris.

Jean Sigmann.
Faculté des lettres. Strasbourg.

— Nous signalons une lettre du Sven Hedin publiée par les *Necieste Nachrichten* de Heidelberg (1953). Sven Hedin remercie chaleureusement Peter Kleist de l'envoi de son livre *Auch du Warst Dabei*, dont il est parlé dans l'article de Buchheim.

On sait, et le journal allemand ne manque pas de le rappeler, toutes les sympathies de Sven Hedin pour l'Allemagne, même celle des nazis. Son éloge enthousiaste de l'ouvrage de Peter Kleist indique assez dans quel esprit doit être lue cette œuvre et confirme entièrement la critique de Buchheim.

L. Seror.

RÉFLEXIONS DE HITLER SUR LA GUERRE A L'EST

Le *Times* du 9 novembre 1954 publie une dépêche de son correspondant à Helsinki, reproduisant des fragments d'une conversation entre Hitler et le maréchal Mannerheim, au quartier général de ce dernier, le 4 juin 1942. Cette conversation fut enregistrée « mécaniquement » par des officiers de renseignement finlandais, à l'insu des deux interlocuteurs, et vient d'être publiée par le professeur Vilkuna, ex-chef de la censure au cours de la deuxième guerre mondiale.

Hitler se serait ainsi exprimé au sujet de son alliée, l'Italie :

« L'entrée en guerre des Italiens fut pour nous une grande calamité, vu la situation en Afrique du Nord, en Albanie et en Grèce. Il fallut les aider et disperser à nouveau nos forces aériennes et blindées. Au moment où nos troupes étaient prêtes à l'action, il fallut envoyer au loin deux fortes divisions et continuer à leur expédier des renforts pour combler les lourdes pertes subies dans les sanglants combats du désert. Ces unités nous manquèrent à l'Est ultérieurement, et ce fut un facteur décisif. »

Plus loin, Hitler déclare :

« Je ne cessais de craindre, à la fin de 1940, que la Russie n'attaquât la Roumanie pour s'emparer des gisements de pétrole. A ce moment, nous n'étions pas prêts et, si la Russie s'en était emparée, l'Allemagne était perdue. Soixante divisions russes pouvaient réussir cette opération. Si la Russie avait occupé la Roumanie, nous n'aurions su que faire en 1941. »

F. Debyser.

PLAIDOYER POUR KRUPP

Gert von Klass, *Krupp* (« *Die Drei Ringe* »), Tübingen, éd. Wunderlich, 1953, 487 pages.

Ce plaidoyer pour la famille et l'entreprise Krupp est une biographie assez romancée, agréablement écrite et richement illustrée, mais il ne mérite pas le

qualificatif de travail historique : dans son souci de présenter les cinq générations des Krupp comme des porteurs d'une belle tradition allemande de labeur et d'honnêteté, indifférents à la politique et hostiles au national-socialisme, M. von Klass n'hésite pas à escamoter tout ce qui ne convient pas à sa thèse. C'est ainsi qu'il passe sous silence un fait aussi important et significatif que les fonctions dirigeantes assumées pendant de longues années par Gustav Krupp von Bohlen à la tête de l'association des industriels allemands, réorganisée suivant le *Führerprinzip*.

L'intérêt du livre est ailleurs. Il nous renseigne sur la manière dont de nos jours un auteur qui s'adresse au public bourgeois allemand cherche à lui complaire. De ce point de vue, on apprend avec satisfaction non seulement que l'application et l'ardeur au travail sont des vertus cardinales, et le paternalisme — une belle institution, mais aussi que Hitler est un criminel, et que la guerre est une entreprise odieuse.

L. Poliakov.

POGROMS NAZIS

Hermann Graml, *Der 9 November 1938* (« *Reichskristallnacht* »), Bonn, 1954.

Cette brochure de soixante-quatre pages a été éditée par la *Bundeszentrale für Heimatdienst* (= Ministère de l'Information) de la République fédérale de Bonn. Elle traite d'un épisode de la politique antijuive hitlérienne qui en marqua en même temps le tournant décisif : les pogroms organisés en novembre 1938 à travers l'Allemagne entière, soi-disant en représailles de l'assassinat, à Paris, du diplomate vom Rath. En l'espace de trois jours, plus de 7.000 magasins juifs furent pillés et détruits, près de 200 synagogues furent incendiées, et de nombreux assassinats étaient commis, tandis que plus de 20.000 Juifs étaient arrêtés et incarcérés dans les camps de concentration. Avant cette date, la politique antisémite se poursuivait encore en Allemagne dans le cadre d'une certaine légalité ; par la suite, ayant pris la mesure des réactions populaires allemandes, et s'étant assuré de la mollesse de l'indignation internationale, le *Führer* put estimer que tout, désormais, lui était permis. Il s'agissait donc, en fait, de la répétition générale de l'extermination des Juifs.

M. Graml analyse avec soin et compétence la manière dont étaient organisées les « manifestations spontanées » dans l'Allemagne hitlérienne, il montre l'impuissance des organes traditionnels de la défense de l'ordre public, face à l'emprise tentaculaire des organisations du parti, S. A., S. S. et jeunesses hitlériennes, et il a aussi le courage de constater (p. 18, 40, 43) qu'une grande partie de la population allemande prenait part de gaîté de cœur aux excès et aux pillages. Il place son travail sous l'égide de « l'éthique et l'humanité chrétiennes », et il faut souhaiter une large diffusion à cet écrit éminemment utile, le premier de son espèce à paraître dans l'Allemagne post-hitlérienne. Il faut cependant signaler un passage qui, sous une apparence anodine, en dit long sur la confusion des esprits qui continue encore à régner outre-Rhin, pour tout ce qui a trait à la « question juive ».

Dans un chapitre liminaire, M. Graml décrit la politique antijuive poursuivie en Allemagne tout au début de l'ère hitlérienne, de 1933 à 1935. Et il dit à ce propos :

« ... les mérites nationaux d'un homme pesaient encore plus lourd que ses origines raciales, et on se contentait de faire reculer l'influence juive, à la place d'une extermination biologique. Cette politique était acceptée et considérée comme supportable même par les Allemands qui n'étaient pas antisémites... ».

Ce qui équivaut à dire qu'il existe des « influences juives » d'un genre particulier, que n'est réellement antisémite que celui qui a l'extermination biologique des Juifs en vue, et qui rappelle curieusement cette autre définition de l'antisémitisme, due à un homme d'État hongrois du siècle dernier : « Un antisémite est un homme qui déteste les Juifs plus que de raison. »

L. Poliakov.

FRANCE

Pierre Ordioni, *Quand la diane sonnera*, Éd. La Table Ronde, 396 pages.

Mobilisé comme lieutenant le 1er septembre 1939, Pierre Ordioni est envoyé avec son unité en Lorraine, où il fait la « drôle de guerre », près de la ligne Maginot, pendant l'hiver 1939-1940. Après un stage à l'arrière, il retrouve son régiment (il ne dit pas lequel) en mai 1940, au moment de l'offensive allemande, et, avec lui, recule jusqu'à Toul. C'est tout près de là que, après des combats meurtriers, lui arrive la nouvelle de l'armistice en même temps que l'ordre de reddition (22 juin). Les Allemands accordent les honneurs de la guerre et promettent de ne pas séparer les officiers des hommes. Naturellement, ces promesses ne sont pas tenues : les armes doivent être rendues, les officiers sont emmenés à part. Le 6 septembre, le lieutenant Ordioni s'évade (mais il ne nous raconte pas dans quelles conditions). Il rejoint les *F. F. L.* (nous ne savons pas après quelles aventures), reprend pied sur le sol de France près de Saint-Tropez, le 15 août 1944, avec la Première Armée française, traverse la France du sud au nord et termine la guerre en combattant les Allemands, qui résistent encore dans la poche de Royan.

Ce ne sont pas les récits militaires qui occupent le plus de place dans l'ouvrage de Pierre Ordioni, mais plutôt les réflexions de caractère philosophique que la guerre lui a inspirées. Les premiers chapitres (le livre est divisé en « 33 étapes » allant du 1er septembre 1939 au 4 mai 1945) reflètent l'atmosphère de la « drôle de guerre », cette attente vaine et démoralisante, et les répercussions qu'elle a sur les attitudes des soldats, ouvriers et paysans, auxquels, soucieux de son devoir d'officier, le lieutenant Ordioni s'intéressait. Les événements amènent cet officier de haute culture (il a publié plusieurs ouvrages sur le jansénisme) à réfléchir sur toutes sortes de problèmes philosophiques, religieux ou littéraires : problème du Bien et du Mal, bienfait de l'action, valeur des mythes, rôle de la volonté, rôle du progrès... Il se réfère à tous les penseurs, à tous les poètes, invoque Jésus, saint Paul, les Prophètes, cite Platon, Pascal, Nietzsche et aussi Gœthe, Valéry, Gérard de Nerval et Apollinaire...

Intéressant, par suite, comme étude des idées de l'auteur, son livre l'est aussi au point de vue historique, puisqu'il nous renseigne sur les sentiments qu'éprouvaient officiers et soldats en 1939-1940, face à la ligne Maginot, alors qu'ils devaient assister, impassibles, à la construction par les soldats allemands d'ouvrages bétonnés — qu'ils avaient défense de détruire « pour ne pas animer le secteur... ». On aimera aussi certains écrits, courts et émouvants, comme la scène de la reddition, près d'un ruisseau lorrain, tandis qu'un soldat joue, sur son ocarina, l'air douloureux que Chopin écrivit après avoir appris la prise de Varsovie.

Marie Granet.

Gabriel JEANTON et Charles DARD, *Annales de Tournus pendant les invasions de 1940 et 1944.* Publiées sous les auspices des Amis des arts et des sciences, Tournus, 1945, in-8°, 108 pages.

Ces annales, récit détaillé, précis et critique, des événements survenus à Tournus en 1940 au moment de l'occupation allemande, puis en 1944 lorsque les ennemis, et leurs auxiliaires, luttaient contre le maquis de Saône-et-Loire, constituent véritablement un modèle du genre. On ne saurait trop regretter que de nombreuses sociétés d'histoire ou d'archéologie locale n'aient pas suivi cet exemple et apporté ainsi des contributions particulièrement précieuses à l'histoire de la seconde guerre mondiale vue et subie par les populations civiles de France. Les détails sur l'action des F. F. I. de Saône-et-Loire sont particulièrement intéressants et permettent d'apprécier l'importance de leur effort, qui, comme dans tant d'autres régions, absorba des effectifs ennemis absolument disproportionnés aux leurs, même en faisant distraction des supplétifs vichyssois.

J. VIDALENC.

LA GUERRE SUR MER

Le 6 avril 1940, le *Numéro 36* appareillait de la baie d'Helgoland sous le commandement du capitaine de frégate Kurt Weyher. C'était un ancien cargo des lignes d'Extrême-Orient, de 7.000 tonnes, armé de quatre pièces de 150 mm., de tubes lance-torpilles, et emmenant 200 mines, ainsi qu'un petit hydravion de reconnaissance. Le 22 août 1941, il entrait dans le port de Bordeaux après avoir opéré la plupart du temps dans le Pacifique sud, et battn le fameux record de séjour interrompu à la mer, établi au cours de la première guerre mondiale par le croiseur auxiliaire *Wolf*. Dans l'histoire de la guerre navale, il porte lui-même le nom de croiseur auxiliaire *Orion* (1).

Il força son entrée dans l'Atlantique en franchissant le détroit du Danemark sous le couvert des temps bouchés et des tempêtes habituels en ces parages. Il obtint son premier succès le 24 avril 1940, en coulant le cargo anglais *Haxby*, de 9.000 tonnes, au large des Antilles. Doublant le cap Horn à bonne distance dans le sud, il alla, en juin, mouiller ses mines devant les ports néo-zélandais de Wellington et d'Auckland, puis croisa longuement dans sa zone d'opérations. Son histoire ne fut qu'une suite de tempêtes effroyables sous les *Roaring Fourties*, aux abords de l'Antarctique, ou de journées d'épouvantable chaleur dans les parages de l'Équateur. Ses succès demeurèrent modestes : le *Notou*, cargo appartenant à la société Le Nickel, de Nouméa, et le *Turakina*, un bateau néo-zélandais.

L'*Orion* fut plus heureux en opérant ultérieurement en liaison avec un autre croiseur auxiliaire, le *Komet*, qui avait gagné le Pacifique en suivant le passage du Nord-Est, au nord de la Sibérie, derrière des brise-glaces soviétiques. A eux deux, ils détruisirent cinq bâtiments dans la région de Nauru. L'*Orion* ne devait plus en couler qu'un nouveau, le *Chaucer*, dans l'Atlantique, peu de temps avant d'atteindre Bordeaux.

Le livre est intéressant, le récit assez vivant. Il faut cependant déplorer que le traducteur, ignorant les termes maritimes, l'ait rendu parfois pénible à lire.

R. JOUAN.

(1) EHRLICH et WEYHER, « *Orion* », *navire corsaire.*

BIBLIOGRAPHIE [1]

I. — GÉNÉRALITÉS

ÉTUDES D'ENSEMBLE

*Bemis (Samuel Flagg). — *The United States as a world power : a diplomatic history 1900-1955. Rev. ed.*, New York, Holt, 1955, in-8°, 527 p., cartes, ill., diagr., bibliographie.

*Benns (Frank Lee). — *European History since 1870.* 4th ed., New York, Appleton Century-Crofts, 1955, in-8°, 1.156 p., ill., cartes, diagr., bibliographie.

*Pirenne (Jacques). — *Les Grands courants de l'Histoire universelle.* T. VI : *De 1905 à 1939*, Neuchâtel, La Baconnière, 1955, in-8°, 810 p.

*Wandel (Paul). — *Der deutsche Imperialismus und seine Kriege : Das nationale Unglück Deutschlands. Ein Beitrag zum Verständnis von fünfundvierzig Jahren verhängnisvoller deutscher Geschichte*, Berlin, Dietz, 1955, in-8°, 192 p.

BIBLIOGRAPHIE ET HISTORIOGRAPHIE

Bibliographie deutscher Feld-und Soldatenzeitung des Zweiten Weltkrieges, *Bücherschau d. Weltkriegsb.*, oct.-déc. 1954, pp. 428-435.

De Jong (C. T.). — Die Niederlande und der Zweite Weltkrieg. Versuch einer Bibliographie, *Bücherschau d. Weltkriegsb.*, oct.-déc. 1954, pp. 421-428.

Ritter (Gerhard). — Nemesis der Macht? Zu Wheeler-Bennetts Buch über das deutsche Soldatentum 1918-1945, *Frankf. Allg.*, 20 avril 1955, p. 6.

Critique de la méthode historique de Wheeler-Bennett.

Rohwer (J.). — Die amtliche Kriegsgeschichtsschreibung der Südafrikanischen Union, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, avril 1955, pp. 189-191 ; mai 1955, pp. 238-240.

Toscano (Mario). — Considerazioni sulle origini e sulle vicende diplomatiche della Seconda Guerra Mondiale, *R. di Studi polit. internaz.*, janv.-mars 1955, pp. 52-94.

État de la documentation générale et des études particulières sur ces questions. Considérations qu'un historien en peut actuellement tirer.

Die Vorgeschichte des Zweiten Weltkrieges. Eine Literaturübersicht, nach Typen geordnet, *Welt d. Bücher*, déc. 1954, pp. 77-83.

BIOGRAPHIES, MÉMOIRES ET TÉMOIGNAGES

*Albrecht (Karl I.). — *Sie aber werden die Welt zerstören*, München, H. Neuner (1954), in-8°, 569 p., ill.

Mémoires d'un ex-communiste, entré au service du III[e] Reich, chargé de missions pendant la guerre en France et en Slovaquie, puis des enrôlements dans l'armée Vlassov.

*Barker (Ralph). — *Down in the drink. True stories of the Goldfish Club*, London, Chatto and Windus, 1955, in-8°, 253 p., ill.

Récits d'aviateurs tombés en mer.

(1) *N. B.* — Un astérisque précède les notices d'ouvrages. Cette rubrique bibliographique est régulièrement assurée par les soins de la *Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine* sous le contrôle de F. Debyser.

*Berg (Rudolf). — *Angeklagter oder Ankläger? Das Schlusswort im Klagges-Prozess*, Göttingen, Göttinger Verlagsanst., 1954, in-8°, 87 p.

Dietrich Klagges était premier ministre de Brunswick pendant le national-socialisme.

Blum (Léon). — *Œuvre.* T. II : *Mémoires : La prison et le procès. A l'échelle humaine, 1940-1945*, Paris, Albin-Michel, 1955, in-8°, 576 p.

Extraits dans *Figaro litt.*, 16 et 23 avril 1955, pp. 5-6.

*Bright (Pamela). — *Life in our hands*, London, MacGibbon and Kee, 1955, in-8°, 208 p.

Souvenirs d'une religieuse attachée à une ambulance de campagne en Normandie (1944).

Carry (Charles). — Mussolini tel que je l'ai connu, *Écrits de Paris*, mai 1955, pp. 56-63.

Portrait par un ancien correspondant de presse à Rome.

*Chateaubriant (Alphonse de). — *Cahiers 1906-1951*, Paris, Grasset, 1955, in-8°, 352 p.

*Daguino (Luigi). — *Rommel (Commedia)*, Milano, Gastaldi edit., 1954, in-8°, 44 p.

Pièce en un acte évoquant la participation au 20 juillet et la mort de Rommel.

*Diebold (Hans). — *J'étais médecin à Stalingrad.* Trad. de l'allemand par R. Jouan, Paris, Éditions France-Empire, 1955, in-8°.

*Dietrich (Otto). — *Hitler démasqué*, Paris, Grasset, 1955, in-16, 256 p.

France's 1940 surrender. De Gaulle-Weygand quarrel reopened, *Times*, 14 juin 1955, p. 7.

Sur la controverse concernant l'opportunité de l'armistice.

*Grimm (Hans). — *Warum-Woher-Aber Wohin*, Lippoldsberg, Klosterhaus Verl. (1954), in-8°, 608 p.

Mémoires de l'auteur de *Volk ohne Raum*. Considérations sur le rôle historique de Hitler.

*Hughes (Emrys). — *Winston Churchill, British bulldog. His career in war and peace*, New York, Exposition Press, 1955, in-8°, 360 p., ill.

Édition revue et augmentée de « Winston Churchill in war and peace » publiée en Angleterre en 1950.

Kennedy (A. L.). — The Rise and Fall of Mussolini, *Quart. R.*, avril 1955, pp. 150-164.

*Kesserling (Albert), Feldmarschall. — *Gedanken zum Zweiten Weltkrieg*, Bonn, Athenäum Verl., 1955, in-8°, 208 p.

*Lagardelle (Hubert). — *Mission à Rome. Mussolini*, Paris, Plon, 1955.

Extraits dans *Écrits de Paris*, mai 1955.

Madame Déat nous fait le récit de la vie qu'elle a menée en Italie avec son mari depuis le 3 mai 1945, *Monde*, 3 avril 1955, p. 2.

*Manstein (Erich von), Feldmarschall. — *Verlorene Siege*, Bonn, Athenäum, Verl., 1955, in-8°, 680 p., ill., cartes.

La campagne de Pologne ; la campagne de 1940 ; la lutte contre l'U. R. S. S.

*Monelli (Paolo). — *Mussolini petit bourgeois.* Trad. de l'italien, Paris, N. R. F., 1955, in-8°.

Mowat (C. L.). — Baldwin restored? *J. of Modern Hist.*, juin 1955, pp. 159-168.

Essais de réhabilitation anglais de la politique de Baldwin.

*Nenni (Pietro). — *Taccuino 1942*, Milano, ed. Avanti !, 1955, in-16, 161 p.

Journal tenu en France pendant l'occupation allemande.

*Ollivier (Georges). — *Franklin Roosevelt, l'homme de Yalta*, Paris, la Librairie française, 1955, in-8°.

*Osterkamp (Theo), général. — *Avant tout pilote de chasse.* Trad. de l'allemand, Paris, Éditions France-Empire, 1955, in-8°.

*Pierre II de Yougoslavie. — *La vie d'un roi. Mémoires*, Paris, Denoel, 1955, in-8°.

*Rheinbaden (Werner Frhrr). — *Viermal Deutschland. Aus dem Erleben eines Seemanns, Diplomaten, Politikers 1895-1954*, Berlin, Argon Verl. (1954), in-8°, 454 p., ill. h. t.

L'auteur a été diplomate de 1913 à 1954.

*Soloviev (Mikhail). — *My nine lives*

in the Red Army. Tr. from. the Russian... Introd. by Vice admiral Leslie C. Stevens, New York, Mc Kay, 1955, in-8°, 318 p.

Souvenirs d'un correspondant de guerre.

*Standley (admiral William H.), Ageton (rear-admiral Arthur Ainsley).

— *Admiral ambassador to Russia*, Chicago, Regnery, 1955, in-8°, 539 p.

L'amiral Standley fut ambassadeur des États-Unis à Moscou de février 1942 à octobre 1943.

Treue (Wilhelm). — Hitlers Denkschrift zum Vierjahresplan 1936, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avril 1955, p. 184-211.

*Verney (J.). — *Going to the wars*, London, Collins, 1955.

Souvenirs d'un sous-officier, guerre en Palestine, Afrique du Nord, Italie.

*Wahl (Karl). « ... *es ist das deutsche Herz.* » *Erlebnisse und Erkenntnisse eines ehemaligen Gauleiters*, Augsberg, Selbstverl, 1954, in-8°, 475 p.

Mémoires de l'ancien Gauleiter de Souabe.

II. — LA SITUATION INTERNATIONALE AVANT LA GUERRE

*Aziz (M. A.). — *Japan's colonialism and Indonesia*, The Hague, Mart. Nijhoff, 1955, in-8°, xii-271 p., cartes.

(Publications under the direction of the Netherlands Institute of International Affairs. N° 1.)

Les plans japonais antérieurs à la guerre et la politique de l'occupation en Indonésie.

*Basler (Werner). — *Zur Vorgeschichte der deutsch-sowjetischen Nichtangriffspaktes 1939*, Berlin, Rütten u Loening, 1954, in-8°, pp. 126-162. Dans : Zeitschrift f. Geschichtswissenschaft. Beiheft I.

**I Documenti diplomatici italiani. Settima serie : 1922-1935.* Volume II (*27 aprile 1923-22 febbraio 1924*), Roma, Ist. poligr. dello Stato, 1955, in-8°, 505 p.

(Ministero degli Affari Esteri. Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici.)

**Foreign relations of the United States. 1938*. Vol. IV : *The Far East*, Washington, U. S. Gov. Print. Off., 1955, in-8°, 638 p.

Gasiorowski (Zygmunt J.). — Did Pilsudski attempt to initiate a preventive war in 1933? *J. of Modern History*, juin 1955, pp. 135-153.

Giglio (Carlo). — Gli Inizi della politica mediterranea e africana di Mussolini, *Riv. di studi polit. internaz.*, janv.-mars 1955, pp. 105-109.

D'après le vol. I de la série VII (31 oct. 1922-14 avril 1935) des *Documenti diplomatici italiani*.

Rönnefarth (Helmut K. G.). — Die Sudetenkrise 1938. Entstehung Verlauf-Bereinigung, *Z. f. Ostforschung*, janv.-mars 1955, pp. 1-47.

Importante bibliographie.

Schiefer (Hans). — Deutschland und die Tschechoslowakei von September 1938 bis März 1939, *Z. f. Ostforschung*, janv.-mars 1955, pp. 48-66.

Bibliographie exhaustive.

Willard (Germaine). — Les responsabilités des dirigeants anglais en 1939, d'après les documents officiels anglais, *Pensée*, avril 1955, pp. 13-25.

III. — LA GUERRE

LE COMMANDEMENT ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

*Bragadin (Marc'Antonio). — *Che ha fatto la Marina? (1940-1945)*. Terza edizione, Milano, Garzanti, 1955, in-8°, 461 p., ill., cartes.

Édition entièrement revue à la lumière des documents officiels de la *British Navy* et des mémoires italiens récents.

*Craven (Wesley Frank) and Cate (James Lee) eds. — *The Army Air Forces in World War II ;* vol. 6 : *Men and planes*, Chicago, Univ. of Chic. Press, 1955, in-8°, 859 p., ill., diagr.

L'organisation, le personnel et le matériel des Forces aériennes américaines.

Iachino (A.). — Gli alti comandi navali giapponesi durante l'ultima guerra — *Riv. marittima*, mai 1955, pp. 273-288.

Kurz (H. R.). — Die militärischen Bedrohungen der Schweiz im Zweiten

Weltkrieg. Ein Nachtrag, *Allg. schw. mil. Zt*, mars 1955, pp. 157-178, cartes.

Plan français et allemand de 1940. Inquiétudes de 1943, qui paraissent aujourd'hui sans objet.

Masson (R.), colonel-brig. — Staline et l'invasion de la Suisse, *R. mil. suisse*, mars 1955, pp. 97-104, cartes.

Sur la proposition de Staline aux Alliés en 1944 de passer par la Suisse pour réduire la ligne Siegfried, voir aussi *Feuille d'Avis de Lausanne*, 25 févr. 1955.

Monelli (Paolo). — Le Previsioni segrete di Mussolini sulla guerra, *Epoca*. 27 mars 1955, pp. 19-23.

Texte d'un Mémorandum inédit et secret de Mussolini en date du 31 mars 1940 sur la situation politico-militaire, accompagné de commentaires de P. Monelli.

Natzmer (O. von). — Politische und militärische Probleme der sowjetischen Führung in der letzten Phase des Krieges, *Wehrkunde*, août 1954, pp. 264-267, carte.

Plans d'opération de Staline et de Jukow en mars 1945 après le succès de l'offensive de févr. Traduction dans : *Military R.*, avril 1955, pp. 77-82.

Vor 10 Jahren ! Letzter Wehrmachtsbericht 1945, *Militärpolit. Forum*, mai 1955, pp. 6-8.

Texte du dernier communiqué, 9 mai 1945.

Wien (Otto). — Gedanken über den strategischen Luftkrieg, *Wehrkunde*, oct. 1954, pp. 346-354.

Opérations de la deuxième guerre mondiale.

TECHNIQUE ET ARMEMENT

Barjot (P.). — Les leçons de la guerre en Méditerranée : les sous-marins italiens pendant la guerre (1940-1943), *R. mar.*, juin 1955, pp. 713-717, graph.

Bombes volantes et fusées (V. I et V. 2), *Forces Aér. Fr.*, juin 1955, pp. 1097-1115.

(Extr. de *Royal Air Forces*, vol. III, ch. 7.)

Lebram (Hans Heinrich). — Kritische Analyse der Artillerie des Atlantikwalles, *Marine Rundsch.*, mars-avril 1955, pp. 29-39.

Niessel (général A.). — Les lance-fusées terrestres dans l'armée allemande pendant la deuxième guerre mondiale, *R. Milit. Inf.*, 25 mars 1955, pp. 29-31.

Ogorkiewicz (R. M.). — Panzerdivisions. Organisation and development of German armoured formations, *Army Quart.*, avril 1955, pp. 44-52. Depuis oct. 1935.

Pfister (Eberhardt v.). — Das Eisenbahntransportwesen 1942-43 im Kaukasusgebiet, *Wehrkunde*, août 1954, pp. 267-269.

Teske (Hermann). — Die Bedeutung der Eisenbahn bei Aufmarsch, Verteidigung und Ruckzug einer Heeresgruppe. Dargestellt an der deutschen Operation « Zitadelle » gegen Kursk und ihre Auswirkungen im Sommer 1943, *Allg. schw. mil. Zt.*, févr. 1955, pp. 120-135.

Traonmilin (A.). — Missions et organisation des forces sous-marines, *R. mar.*, juin 1955, pp. 720-736, cartes, organigrammes.

Étude générale avec application à la guerre 1939-1945, 18 cartes sur la répartition des navires coulés par les sous-marins allemands du 3 sept. 1939 à mai 1945.

OPÉRATIONS

*Adami Rook (Tomaso). — *In armi sul mare. Vicende di uomini e di navi durante la guerra*, Livorno, Soc. ed. Tirrena, 1955, in-8°, 333 p.

Souvenirs de combat d'un marin embarqué sur les contre-torpilleurs *Freccia* et *Antares*, puis sur le cuirassé *Italia*.

Balligand (P.). — Les sous-marins sous la banquise, *R. mar.*, 1955, pp. 737-752, ill., cartes.

Pp. 739-743, les opérations des sous-marins allemands dans la mer de Kara et près du Spitzberg de 1942 à 1944.

Behault (Maurice A. de). — Hitler queria arrasar a Amberes. (Hitler voulait détruire Anvers.), *Bohemia*, 20 févr. 1955, pp. 10.

Biljan (F.). — Tromjesečna blokada Korenice (29 decembra 1941-28 marta 1942). (Le blocus de trois mois de Korenica, 29 décembre 1941-28 mars 1942), *Vojnoistoriski glasnik*, 1954, VI, pp. 89-122.

Blumenson (Martin). — The Hammelburg Mission, *Mil. R.*, mai 1955, pp. 26-31, cartes.

Raid de cinquante-quatre blindés et camions effectué fin mars 1945, sur l'ordre de Patton, d'Aschaffenburg à Hammelburg.

**Borbe u Sloveniji 1942 god.* (Les combats de Slovénie, 1942), Beograd, Vojnoistoriski institut Jugoslovenske narodne armije, 1954, in-8°, 720 p.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilaĉkom ratu Jugoslovenskih naroda. VI, 3.)

**Borbe u Vojvodini [1941-1943]*. (Les combats dans la Vojvodine [1941-1943]), Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne armije, 1955, in-8°, 571 p., fac-sim.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilaĉkom ratu Jugoslovenskih naroda. I, 6.)

**Borbe u Hrvatskoj 1942 god.* (Les combats de Croatie en 1942), Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne armije, 1954, 3 vol. in-8°, fac-sim.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilaĉkom ratu Jugoslovenskih naroda. V, knj. 5, 6i 7.)

**Borbe u Bosni i Hercegovini 1943 god.* (Les combats en Bosnie et Herzégovine en 1943), Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne armije, 1954, 2 vol. in-8°, fac-sim.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilaĉkom ratu Jugoslovenskih naroda. IV, knj. 9i 10.)

*Brennecke (H. J.). — *Cruise of the raider HK-33*, New York, Thomas Y. Crowell Co., 1955.

La carrière du croiseur auxiliaire allemand *Pinguin*.

Busoe (General Theodor). — Die letzte Schlacht der 9. Armee, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, avril 1955, pp. 145-169, cart.

Aux portes de Berlin, par le dernier commandant de la IX^e^ Armée (janv.-avril 1945).

La Campagne de 1940. *L'Armée et la Nation*, numéro spécial, 1^er^ mai 1955, pp. 1-41, ill., cartes. Articles de :

Wanwelkenhuyzen (Jean). L'origine du Plan von Manstein. — Niers-trazs (V. E.). Synthèse des opérations de l'armée néerlandaise en mai 1940. — Lutens (R.). Synthèse des opérations de l'armée belge en mai 1940. — Lyet (lieutenant-colonel). La couverture de la prise de position de la I^re^ Armée française sur la position « Dyle » par le corps de cavalerie Prioux. — Ellis (L. F.). Louvain 1940. Les opérations de la 3^e^ division d'infanterie britannique.

**Dokumenata Vrhovnog staba Narodnooslobodilaĉke Vojske Jugoslavihe, 1941-1942.* (Documents de l'État-Major de l'armée yougoslave de libération nationale, 1941-1942), Beograd, Vojnoistoriski Institut Jugoslovenske Narodne armije, 1954, in-8°, 603 p.

(Zbornik dokumenata i podataka o narodnooslobodilackom ratu Jugoslovenskih naroda. II, 2.)

*Fuchida (Mitsuo), Okumiya (Masatake). — *Midway, the battle that doomed Japan. The Japanese navy's story*, Annapolis, U. S. Naval Institute, 1955, in-8°.

La bataille de Midway vue par deux officiers de la Marine impériale japonaise. (Extr. dans *U. S. Naval Institute proceedings*, mai 1955.)

*Gröner (Erich). — *Die Schiffe der deutschen Kriegsmarine und Luftwaffe 1939-45 und ihr Verbleib*, München, J. F. Lehmann, 1955, in-8°, 84 p.

Haenschke (Wilhelm). — Die Luftnachrichtentruppe 1944 im Westen, *Wehrkunde*, mars et avril 1955, pp. 91-98 et 141-148.

H. B. O. — Mit dem Infanterie-Bomber « nach Cholm », *Frontsoldat*, juin 1945, pp. 176-178, ill.

Les combats pour Cholm, région de Demjansk, avril 1942.

Haerdter (Robert). — Front d'armée Sud, 1945, *Documents*, mai 1955, pp. 583-595.

Journal de guerre d'un soldat ; les derniers jours de la guerre en Tchécoslovaquie.

**In Africa settentrionale. La preparazione al conflitto. L'avanzata su Sidi el Barrani (ottobre 1935-settembre 1940).* Roma, Tip. regionale, 1935, in-8°, 260 p., cartes h. t. et jointes en portefeuille.

(Ministero della Difesa. Stato maggiore dell'Esercito, Ufficio storico.)

Malinovskij (maréchal R.). — Bitva za

Budapest. (La lutte pour Budapest), *Pravda*, 13 févr. 1955, p. 3.

Mordal (Jacques). — La bataille de France. Mai-juin sur la Somme et sur l'Aisne, *Miroir de l'Histoire*, mai 1955.

Mordal (Jacques). — Le premier bombardement de Berlin, *R. mar.*, mai 1955, pp. 630-646, carte, ill.

Biographie du commandant Daillière, qui mena le premier bombardement de Berlin, sur l'avion « Jules-Verne », 7-8 juin 1940, ainsi que ceux de Rostock, Porto Maghere et Livourne (10-16 juin 1940).

Orescannin (B.), Sumonja (M.). — O borbama na Karlovackobihackom pravcu u toku Cetvrte neprijateljske ofansive. (Les combats livrés en direction de Karlovac-Bihac au cours de la quatrième offensive ennemie [en janv. 1943]), *Vojnoistoriski glasnik*, 1954, VI, pp. 1-38.

Reinhardt (Hans). — Im Schatten Guderians (Das XXXXI. Pz.-Korps und seine Nöte bei dem Vorgehen gegen und über di Maas vom 10. bis 16. Mai 1940), *Wehrkunde*, août 1954, pp. 333-341, carte.

Schönfelder (Erich). — Breslaus letzte Tage. Sowjetischer Sturm am I. Ostertag-Kapitulation am 5 Mai 1945, *Frontsoldat*, juin 1955, pp. 174-176, ill.

Schultz (Joachim). — Die Schlacht um Berlin, *Allg. Schweiz. mil. Zt.*, avril 1955, p. 277-291, cartes ; mai 1955, pp. 349-363, cartes.

Stambolic (Slobonan). — Osolbodenje Vinkovaca. (La libération de Vinkovci [le 13 avril 1945]), *Vojnoistoriski glasnik*, 1954, VI, pp. 123-128.

Trgo (F.). — Borbe za oslobodenje Splita, Sibenika i Drnisa (oktobar i pocetak novembra 1944 godine). (Les combats pour la libération de Split, Sibenik et Drnis, octobre et début de novembre 1944), *Vojnoistoriski glasnik*, 1954, VI, pp. 64-87.

*Turner (John Frayn). — *Service most silent. The Navy's fight against enemy mines*, London, Harrap, 1955, in-8°, 200 p.

V. R. — Gegenstoss so fort nach dem Feindeinbruch. Wie die Lage bei Miskole gemeissert wurde. Beispielhafte Haltung noch im November 1944, *Frontsoldat*, mai 1955, pp. 151-152, carte.

Combats, dans le secteur de Miskole, Hongrie.

Wechselberger (J.). — Am Feldkreuz vor Vils. Die letzen Kämpfe an der Grenze Tirols, *Frontsoldat*, mai 1955, pp. 147, carte.

Weidt (Fritz). — Mit Panzern, Scheinwerfern und Musik. Ungewöhnlicher Nachtangriff vor Belij Bor, *Frontsoldat*, mai 1955, pp. 150.

Attaque soviétique dans la région de Demjansk, 30 sept. 1942.

HISTORIQUES D'UNITÉS

*Barclay (C. N.). — *The First Commonwealth Division.* With a foreword by Earl Alexander of Tunis, Aldershot, Gale and Polden, 1955, in-8°, xviii-236 p., ill.

*Carver (R. M. P.). — *Second to none. The Royal Scots Greys, 1919-1945.* With a foreword by Viscount Montgomery, The Regiment, 1955, in-8°, xvi-210 p., ill.

Moyen-Orient, Sicile, Italie, Normandie, Pays-Bas.

Gineberg (S.). — La contribution du Yichouv dans la deuxième guerre mondiale, *Agence juive, Revue de la Presse*, 22 avril 1955, pp. 703-706.

Les Juifs de Palestine et la guerre.

*Gschöpf (Rudolf). — *Mein Weg der 45-Infanterie-Division (Oleszyce, Aisne, Bobruisk)*, Linz, Oberösterr. Landesverl., 1955, in-8°, 303 p.

Hepp (Leo). — Die 12. Armee im Balkanfeldzug 1941, *Wehrw. Rundsch.*, mai 1955, pp. 199-217, cart.

**Official history of the Indian Armed Forces in the Second World War, 1939-1945. Campaigns in the Eastern theater : The Arakan operations 1942-1945.* General Editor : Bisheswar Prahad, New Delhi, Ministry of Defence, Combined Inter Services Historical Section, 1955, in-8°, xxx-371 p., ill.

*Salvador (Thomas). — *Division 250*, Barcelona, éd. Domus (1954), in-8°, 408 p., graph.

La division bleue espagnole sur le front russe.

Schellong (Conrad). — Langemarck, *Nation Eur.*, avril 1955, pp. 5-10.

La légion des volontaires flamands.

*Treadwell (Mattie E.). — *The Women's Army Corps (U. S. Army in World War II, special studies)*, Washington, Gov. Print. Off., 1955, in-8°, 867 p.

Hist. des WACs pendant la guerre écrite par un de leurs « staff officers ».

Underhill (Rev. M. L.), Waters (Sydney D.), Ross (Squadron Leader J. M. S.), Winhall (Rev. N. E.). — *New Zeeland Chaplains in the Second World War*, Wellington, War History Branch of Internal Affairs, 1950, in-8°, xvii-188 p.

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Abel (Élie). — Yalta papers : the major decisions and how they were reached, *N. Y. Times (Weekly Review)*, 20 mars 1955, p. 5.

Considérations sur la publication des documents inédits faite par le State Depart.

Dulles (Foster Rea), Ridinger (Gerald E.). — The Anti-colonial policies of Franklin D. Roosevelt, *Polit. sc. quart.*, mars 1955, pp. 1-18.

Haylock (John). — Greek ally, *European*, févr. 1955, pp. 26-32.

L'attitude des Alliés et en particulier de la Grande-Bretagne envers la Grèce à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Herrschaft (H.). — Zur Dokumentation von Jalta, *Militärpolit. Forum*, mai 1955, pp. 21-31.

Hudson (G. F.). — Yalta, *Twentieth Cent.*, mai 1955, pp. 393-404.

Mac Arthur's statement on the Yalta Conference, *N. Y. Times*, 24 mars 1955, p. 3.

Se défend d'avoir été mêlé directement ou indirectement aux décisions de Yalta. Il était, quant à lui, hostile à l'intervention de l'U. R. S. S. contre le Japon qu'il estimait virtuellement vaincu dès le 21 sept. 1944.

Ollivier (G.). — Le drame de Yalta, *Def. Occid.*, avril 1955, pp. 18-22.

Pese (Walter Werner). — Hitler und Italien 1920-1926, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avril 1955, pp. 113-127.

D'après des sources peu connues ou inédites.

Schmidt-Pauli (Edgar v.). — Fünf Minuten vor Zwölf. Die Kapitulation in Italien, *Wiking-Ruf*, juin 1955, pp. 6-12, ill., fac-sim.

Le rôle du général des Waffen-SS. Karl Wolff dans la capitulation des troupes allemandes en Italie.

Schmitt (Bernadotte E.). — Italian diplomacy *1939-41*, *J. of Modern Hist.*, juin 1955, pp. 169-174.

Analyse critique des *Documenti diplomatici*, des études de Mario Toscano et de témoignages divers.

Studnitz (H. G.). — Wie der Frieden verloren wurde, *Aussenpolitik*, avril 1955, pp. 253-262.

D'après les mémoires de W. Churchill.

Un document publié par Berne : Roosevelt n'a jamais demandé à la Suisse le libre passage pour les armées alliées, *Monde*, 9 avril 1955, p. 3.

Texte de la lettre adressée au Président du Conseil fédéral, Édouard von Steiger, le 19 janv. 1945.

Viatte (A.). — Dix ans après Yalta, *Vie intell.*, mai 1955, pp. 104-106.

[Vlekke (B. H. M.).] — De Documenten van Yalta, *Intern. Spectator*, 22 mai 1955, pp. 263-291.

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS

*Brevi (Giovanni). — *Russia 1942-1953. Redazione di Franco Di Bella.* — Milano, Garzanti, 1955, in-8°, 236 p., phot. et cartes.

Le sort des prisonniers italiens en U. R. S. S. par un ancien aumônier de la Division Julia.

*De Martino (Gaetano). — *Dal carcere di San Vittorio ai « Läger » tedeschi. Sotto la sferza nazifascista.* 2e ed., Milano, La Prora, 1955, in-8°, 221 p.

Souvenirs d'un résistant arrêté par la milice fasciste de Salo, puis livré aux Allemands et déporté à Mauthausen.

*Jeffrey (Betty). — *White coolies*, London, Angus and Robertson, 1955, in-8°, 204 p.

Souvenirs d'une religieuse prisonnière des Japonais, 1942.

*Reginato (Enrico). — *Dodici anni di prigionia nell'U. R. S. S.* Milano, Garzanti, 1955, in-8°, 252 p.

Souvenirs d'un officier-médecin italien capturé en 1942 sur le front russe.

*Simmons (Gessie Elizabeth). — *While history passed.* Foreword by Colonel A. M. Sage, L., Heinemann, 1955, in-8°, 131 p.

Souvenir d'une religieuse prisonnière des Japonais, 1942.

*Young (Scotty). — *Descent into danger.* Presented by Gordon Thomas, London, Allan Wingate, 1955, in-8°, 240 p.

Souvenirs d'un aviateur tombé chez les Russes.

LES SERVICES SECRETS ET LA PROPAGANDE

*Bergier (Jacques). — *Agents secrets contre armes secrètes*, Paris, Arthaud, 1955, in-8°.

Peenemünde et la Résistance.

Debes (L.). — Die Spionage im Zweiten Weltkrieg, *Wiking-Ruf*, mars, avril et mai 1955.

*Fuller (Jean Overton). — *No 13 Bob*, New York, Little, Brown and C°, 1935, in-8°, 240 p.

La lutte de l'Intelligence Service contre l'espionnage allemand.

Singer (Kurt). — El papel esencial de Ruth Kuehn en la batalla de Pearl Harbour, *Bohemia* (La Havane), 24 avr. 1955, pp. 8-9 et 131-132.

Histoire de la famille Kuehn établie aux îles Hawaï et qui travaillait en 1941 pour les Services secrets japonais.

CRIMES DE GUERRE ET SANCTIONS

*Benton (Wilbourn E.), Grimm (George) eds. — *Nuremberg : German views on war trials*, Dallas, Southern methodist Univ. Press, 1955, in-8°, 239 p.

Recueils d'articles écrits par des professeurs et des juristes allemands.

Stassek (Paul). — Der Untergang der « Cap Arcona », *Vorwärts*, 6 mai 1955, p. 9.

Le bombardement dans la baie de Lubeck du navire chargé de détenus évacués de divers camps, par un rescapé.

IV. — LA VIE INTÉRIEURE DES ÉTATS

ALLEMAGNE

Buchheim (Hans). — Die S. S. in der Verfassung des Dritten Reiches, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avril 1955, pp. 127-158.

*Delp (Alfred), S. J. — *Kämpfes-Beter-Zeuge. Letzte Briefe und Beiträge von Freunden*, Berlin, Morus-Verl., 1955, in-8°, 118 p.

L'auteur fut impliqué dans la conjuration du 20 juillet.

**Die deutsche Industrie im Kriege 1939-1945*, hrg. vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin-Dahlem. Mit einem Vorw. von Prof. Dr. Ferdinand Friedensburg, Berlin, Duncker u. Humblot, 1954, in-8°, 216 p.

Bibl. pp. 212-214.

Ehrhardt (Arthur). — Das Erbe, *Nation Eur.*, mai 1955, pp. 3-5.

L'héritage de Hitler.

Eick (Jürgen). — Hitler und die Industrie, *Frankf. Allg.*, 21 avril 1955, p. 1.

D'après l'ouvrage de Louis P. Lochner, *Tycoons and Tyrant*, Chicago, 1955.

*Hallgarten (Georges W. F.). — *Hitler, Reichswehr und Industrie. Zur Geschichte der Jahre 1918-1933*, Frankfurt a. M., Europäische Verlagsanst., 1955, in-8°, 139 p.

*Hammer (Walter). — *Theodor Haubach zum Gedächtnis*, Frankfurt a. M., Europaische Verlagsanst., 1955, in-8°.

Theodor Haubach, membre du « cercle de Kreisau », exécuté par les nazis.

Kemmerich (Max) Oberst a. D. — 200 Jahre : Männerstolz vor Königsthronen (Von Seydlitz bis Guderian), *Militärpolit. Forum*, mai 1955, pp. 11-21.

Généraux allemands en opposition avec leur gouvernement du XVIII^e siècle à 1945.

*Matthias (Erich). — *Die deutsche Sozialdemokratie und der Osten (1914-1945). Eine Übersicht*, Tübingen, Arbeitsgemeinschaft f. Osteuropaforschung, 1954, in-8°, 128 p.

*Mayer (Milton), *They thought they*

were free : the Germans 1933-45, Chicago, University of Chicago Press, 1955, in-8°, 357 p.

Comment les Allemands acceptèrent et supportèrent le nazisme, par un journaliste juif d'origine allemande.

**Rangliste des Deutschen Heeres 1944-45. Dienstalterliste T und S der Generale und Statsoffiziere des Heeres vom 1. Mai 1944 mit amtlich belegbaren Nachträgen bis Kriegsende und Stellenbesetzung der höheren Kommandobehörden und Divisionen des Deutschen Heeres am 10 Juni 1944*, hrg. von Wolf Keilig, Bad Nauheim, H. H. Podzun, 1955, in-8°, 408 p.

Composition des forces terrestres allemandes avant et après le débarquement allié.

S. — Die Waffen-SS als Teil der ehemaligen Kriegs-Wehrmacht. Eine Antwort an das Institut für Zeitgeschichte, *Wiking-Ruf*, juin 1955, pp. 13-15 et 18.

Réfutation de l'article de H. Buchheim, « Die SS in der Verfassung des Dritten Reiches », dans *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avril 1955.

Sanden (Heinrich). — Zum zehnten Jahrestag, *Nation Eur.*, mai 1955, pp. 5-9.

Apologie de Hitler à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort.

*Seabury (Paul). — *The Wilhelmstrasse. A study of German diplomats under the nazi Regime*, London, Cambridge University Press, 1955, in-8°, xiv-217 p.

Siemens Nutzniesser des zweiten Weltkrieges, *Berichte d. dt. Wirtschaftsinstitut*, 1er avril 1955, pp. 5-9.

*Steinweg (Günther). — *Die deutsche Handelsflotte im zweiten Weltkrieg. Aufgaben und Schicksal*, Göttingen, O. Schwartz, 1955, in-8°, 178 p.

Treue (Wilhelm). — Gummi in Deutschland zwischen 1933 und 1945, *Wehrwissenschaftl. Rundsch.*, avril 1955, pp. 169-186.

Vor zehn Jahren. Dokumentarchronik. April-Mai 1945, *Dokumentat. d. Zeit.*, 15 avril 1955, col. 6910-6920, cart.

Revue de presse (alliée et allemande) des mois d'avril et mai 1945.

Vor zehn Jahren : Zusammenbruch. Dokumente und berichte aus den letzen Kriegswochen, *Frankf. Allg. Ztg.*, 7 mai 1955. *Wochenausg.*, pp. 3-6.

*Weinkauff (Hermann). — *Die Militäropposition gegen Hitler und das Widerstandsrecht*, Bonn, Bundeszentrale f. Heimatdienst, 1954, in-8°, 27 p.

*Winzer (Otto). — *Zwölf Jahre Kampf gegen Faschismus und Krieg. Ein Beitrag zur Geschichte der kommunistischen Partei Deutschlands 1933 bis 1945*, Berlin, Dietz, 1955, in-8°, 276 p., fac-sim.

*Zeller (Eberhard). — *Geist der Freiheit. Der Zwanzigste Juli (2. Durchgesch. u. verm. Aufl.)*, (München), H. Rinn (1954), in-8°, 455 p.

BELGIQUE

[Numéro spécial sur la Résistance belge.] *L'Armée, la nation*, 1er avril 1950, pp. 1-20, ill.

DANEMARK

*Buschardt (Leo), Fabritius (Albert), Tonnesen (Helge). — *Besaettelsestidens illegale Blade og Boger, 1940-1945*, Copenhague, Kongelige Bibliotek, 1954, in-8°, 201 p.

Bibliographie de journaux et livres clandestins au Danemark.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Apurement des compabilités de guerre et règlement définitif des budgets des exercices de 1939 à 1946, *Stat. Études fin.*, n° 75, suppl. mars 1955, pp. 275-316, tableaux.

Budgets (recettes et dépenses par années de 1939 à 1946).

*Farmer (Paul). — *Vichy political dilemma*, New-York, Columbia Univ. Press, 1955, in-8°, 382 p., bibl.

Les finances publiques de 1938 à 1944, *Stat. Études fin.*, suppl. n° 77, mai 1955, pp. 503-530, tableaux.

Finances de la guerre et de l'occupation, avec un appendice sur les finances de la France libre.

*Huddleston (Sisley). — *France, the tragic years 1939-1947 ; an eye-witness account of war, occupation and libera-*

tion, New York, Devin-Adair, 1955, in-8°, 384 p., ill.

SABATIER (général G.). — Une date charnière dans l'histoire de la péninsule : le 9 mars 1945 en Indochine, *Monde*, 10 mars 1955, p. 4.

*SABILLE (Jacques). — *Les Juifs de Tunisie sous Vichy et l'occupation*. Préface de Daniel MAYER, Paris, Éditions du Centre, 1955, in-8°.

*SERANT (Paul). — *Les « Inciviques »*, Paris, Plon, 1955.

Roman.

*TRUCHET (André). — *L'armistice de 1940 et l'Afrique du Nord*. Préface de Louis MARIN, Paris, P. U. F., 1955, in-8°, 424 p. (Esprit de la Résistance.)

GRÈCE

*SCHRAMM VON THADDEN (Ehrengard). — *Griechenland und die Grossmächte im Zweiten Weltkrieg*, Wiesbaden, Steiner, 1955, in-8°, VI, 244 p.

(Veröffentlichungen d. Inst. f. europ. Geschichte. Mainz. Band. 9.)
Bibl., pp. 235-238.

ITALIE

BACCIAGALUPPI (Giuseppe). — Rapporto finale sull'attivita svolta dal C. L. N. Alta Italia in favore di exprigionieri di guerra alleati, *Mov. di Liberaz. in Italia*, nov. 1954, pp. 3-31.

Rapport du 1er févr. 1946 conservé aux archives de l'Institut national pour l'histoire du Mouvement de libération en Italie.

*BACCINO (Renzo). — *Contributo alla storia della Resistenza di Genova « Ostinato rigore »*, Genova, Stab. Graf. Saga Reale, 1955, in-8°, 184 p.

(Sotto gli auspici del Comune di Genova e a cura dell'Istituto Storico della Resistenza in Liguria.)

*BATTAGLIA (Roberto), GARRITANO (Giuseppe). — *Breve storia della Resistenza Italiana*, Milano, Einaudi, 1955, in-16, 337 p.

Revision de l'édition de 1953 avec des chapitres nouveaux.

*CALAMANDREI (Piero). — *Uomini e citta della Resistenza*, Bari, Laterza, 1955, in-8°, 290 p.

Recueil des écrits de l'auteur sur la résistance depuis la libération de Florence.

CATALANO (Franco). — Resistenza ed alleati nei primi mesi di vita del C. L. N. A. I., *Mov. di Liberazione in Italia*, nov. 1954, pp. 32-50.

*CAVALLI (D. Giuseppe). — *Il Calvario di due ammiragli. Ricordi d'un compagno di carcere*, Parma, off. graf. Fredching, 1954, in-8°, 183 p.

Il s'agit des amiraux Campioni et Mascherpa, respectivement gouverneurs de Rhodes et de Leros, fusillés à Parme en 1944.

**Il Contributo di Mondovi alla lotta di Liberazione*. Collana di Quaderni della Resistenza diretta da Luigi TOZZI. N° I, Aprile 1955, Mondovi, Tip. Martini, 1955, in-8°, 111 p.

**Il Contributo socialista nella Resistenza in Piemonto 1943-1945*. A cura di Domenico ZUCARO, Torino, Stab. tip. Teatrale e commerciale, 1955, in-8°, 158 p.

La Liberazione. *Il Ponte*, avril-mai 1955, pp. 465-707.

Numéro spécial préfacé par Ferruccio PARRI, écrit par divers auteurs : essais littéraires et historiques sur la résistance en Italie avec, en outre, des articles de VERCORS et d'Albert CAMUS.

*LETT (Gordon). — *Rossano. An adventure of the Italian Resistance*. With a foreword by Frya STARTI. — London, Hodder and Stoughton, 1955, in-8°, 223 p.

LONGO (Luigi). — L'attualita degli insegnamenti politici della Resistenza, *Rinascita*, févr. 1955, pp. 80-83.

LUSSU (Emilio). — Diplomazia clandestina (14 giuguo 1940-25 luglio 1943 [suite et fin], *Ponte*, mars 1955, pp. 340-358.

Prise de contact d'un socialiste italien avec les milieux antifascistes en France et en Angleterre pendant la guerre.

*MOSCONI (Mario) [Egisto]. — *Mai piu come allora. Cento giorni alla polizia criminale fascista*, Venezia, Ist. tip. editoriale, 1955, in-8°, 94 p.

Souvenirs de résistance et de prison (Padoue).

NITTI (Francesco). — Chronache dell'occupazione in Lucania. — Le giornate di Rionero in Vulture (Settembre

1943), *Mov. di Lib. in Italia*, nov. 1954, pp. 51-59.

Puccini (Mario). — Al tempo della Resistenza. Una notte da Kok, narrativa, *Rinascita*, févr. 1955, pp. 97-100.

[La Resistenza in Italia.] *Civitas*, avril 1955.

Numéro consacré à la Résistance ; articles de divers auteurs : Il significato della Resistenza, par F. Taviani ; Valori morali della Resistenza, par F. Salvi ; La D. C. come forza politica nella Resistenza, par A. Marazza ; Organizzazione della lotta partigiana, par R. Cadorna ; I volontari della libertà, par A. Ferrando ; La partecipazione dell'esercito italiano alla guerra di Liberazione, par A. Scatini ; Le « quattro giornate » di Napoli, par A. R. Jervolino, etc...

Salvadori (Massimo). — Quando l'Italia era divisa in due. Alleati e partigiani, *Mondo*, 3 mai 1955, pp. 3-4.

Les missions de contact entre les Anglo-Américains et les forces partisanes de l'Italie occupée par les Allemands.

Salvemini (Gaetano). — Nuova luce sull'affare Matteotti. *Ponte*, mars 1955, pp. 305-320.

Commentaires du témoignage du président Mauro Del Giudice paru après sa mort sous le titre « Cronistorio del Processo Matteotti, note e ricordi ».

*Tasca (Angelo). — *Per una storia politica del fuoriscitismo*, Estratto da Itinerari-Genova, 1954, nos 9-10 et 11, 36 p.

25 Aprile 1945, *Rinascita*, avril 1955, numéro spécial, préface par Palmiro Togliatti, pp. 202-328.

Numéro entièrement consacré à la Résistance et à la Libération en Italie, par de nombreux auteurs, articles accompagnés de documents : 1) Conditions internationales de l'insurrection ; 2) La situation militaire en Italie ; 3) La lutte pour l'unité dans le contraste des tendances politiques ; 4) Batailles et victoires qui préparèrent l'insurrection ; 5) La politique économique du C. L. N. dans les zones libérées par les partisans ; 6) Les combats du mois d'avril ; 7) La sauvegarde des installations industrielles ; 8) Ignominie et fuite des fascistes.

JAPON

*Ostwald (Paul). — *Japans Weg von Genf nach San Franzisko (1933-1950)*, Stuttgart, W. Koblhammer, 1955, in-8°, 124 p.

POLOGNE

A propos de la bataille de Varsovie : une déclaration du maréchal Rokossowski, *Monde*, 27 avril 1955, p. 1.

Cf. Réponse du général Bor Komorovski, *Monde*, 28 avril 1955, p. 3.

*Mark (Bernard). — *L'insurrection du ghetto de Varsovie*. Adaptation par Jean Noaro, Paris, Éditions sociales, 1955, in-8°, 243 p.

*Mazor (Michel). — *La Cité engloutie. Souvenirs du ghetto de Varsovie*. Préface de Marius Moutet, Paris, Éditions du Centre, 1955, in-8°.

ROUMANIE

*Prost (Henri). — *Destin de la Roumanie (1918-1954)*. Préface d'Albert Mousset, Paris, Berger-Levrault, 1954, in-8°, 279 p., carte.

SUISSE

Maetzke (Ernst-Otto). — Grundzüge der schweizerischen Presse-Kontrolle im Zweiten Weltkrieg, *Vierteljahrsh. f. Zeitgeschichte*, avril 1955, pp. 177-184.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Brügel (J. W.). — Vor Zehn Jahren in der Slowakei. Ein unbekanntes Kapitel kommunistischen Verrats, *Zukunft*, sept. 1954, pp. 253-259.

La révolte contre l'occupant en Slovaquie (août-oct. 1944).

Gosiorovski (Milos). — Slovenské národné povstanie roku 1944. (L'insurrection nationale slovaque de 1944), *Ceskoslov. casopis historicky*, 1954, IV, pp. 573-598.

TURQUIE

*Jäschke (Gotthard). — *Die Türkei in den Jahren 1942-1951. Geschichtskalender*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1955, in-8°, VIII, 196 p.

U. R. S. S.

*Armstrong (John A.). — *Ukrainian*

nationalism 1939-1945, New York, Columbia Univ. Press, 1955, in-8°, 333 p.

(Russian Institute studies.)

*Borisov (A. D.). — *Odessa-gorod geroj* (Odessa, ville héroïque), Moskva, Voen. izdat., 1954, in-8°, 80 p., ill., cartes dans le texte et hors texte.

*Ingor (M.). — *Sibirjaki-geroi Stalingrad* (Les Sibériens, héros de Stalingrad), Moskva, Voen. izdat., 1954, 100 p.

*Kozevnikov (F. I.). — *Velikaja otecestvennaja vojna Sovetskogo Sojuza i nekotorye voprosy mezdunarodnogo prava* (La grande guerre nationale de l'Union soviétique et quelques problèmes de droit international), Moskva, Moskov. Universitet., 1954, 219 p.

**Sevastopol'. Sbornik literaturno-khudozestvennykh proizvedenij o geroiceskoj oborone i osvobozdenii goroda russkoj slavy* (Sébastopol. Recueil littéraire consacré à la défense héroïque et à la libération de la ville glorieuse), Moskva, Voen. izdat., 1954, in-8°, 544 p., ill. dans le texte et hors texte.

YOUGOSLAVIE

Jovanović (B.). — Srez Kolasinski u 1941 godini (Le district de Koasin en 1942), *Vojnoistoriski glasnik*, 1954, VI, pp. 39-63.

Narodnooslobodilacki rat. (La guerre de libération nationale), *Vojnoistoriski glasnik*, 1954, V, pp. 7-110.

Série d'articles sur la guerre en Yougoslavie.

20 juin 1955.

Le gérant : Henri Michel.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 2979 - 10 - 1955
Édit. n° 23.922 Dépôt légal, 4e trimestre 1955 Impr. n° 647

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1955

ARTICLES.

Nos

BLOCH (Ch.) : *Les relations anglo-allemandes, 30 septembre 1938-28 avril 1939* :
- Ire partie. 18
- IIe partie. 19

BOPP (M.-J.) : *Les Alsaciens dans la Wehrmacht et la S. S.* 20

CALVET (H.) : *Roosevelt et la reddition inconditionnelle*. 20

CATOIRE (M.) : *La direction des services de l'Armistice à Vichy* (IIe partie). 17

CIUREA (E. C.) : *L'effondrement des frontières roumaines en 1940*. . 20

DUROSELLE (J.-B.) : *L'évolution des États-Unis vers la guerre*. . . 18

GRUNEWALD (J.) : *Les travaux sur l'histoire de la seconde guerre mondiale en Angleterre*. 17

JONG (C. T. DE) : *L'attaque allemande sur la Hollande en 1940*. . . 20

LANNES (X.) : *Les conséquences démographiques de la guerre en Europe* 19

MAIGNE (J.) : *La jonction « Overlord-Dragoon »*. 19

MAURY (L.) : *Les nationalités au camp de concentration de Neuengamme* 17

NERE (J.) : *Sur l'économie de guerre des États-Unis*. 17

SCHERER (A.) : *Joseph Gœbbels*. 19

VERMEIL (E.) : *Himmler* 17

VIAL (J.) : *La Défense nationale. Son organisation entre les deux guerres*. 18

COMPTES RENDUS.

Allemagne :

DAVID (Cl.) : *L'Allemagne de Hitler* (J. SIGMANN). 19

GUDERIAN (H.) : *Souvenirs d'un soldat* (G. RENONDEAU). 19

HITLER (A.) : *Libres propos sur la guerre et la paix* (F. L'HUILLIER) 19

KRUCK (A.) : *Geschichte des Alldeutschen Verbandes* (A. MEYER). 19

PRINZ ZU LOWENSTEIN : *Stresemann* (A. MEYER). 19

SCHACHT (H.) : *76 Jahre Meines Lebens* (J. GRUNEWALD). . . . 19

TIPPELSKIRCH (K. VON) : *Geschichte des zweiten Weltkriegs* (F. L'HUILLIER) 19

Nos

Autriche :

BUTTINGER (J.) : *Am Beispiel Oesterreichs. Ein geschichtlicher Beitrag zur Krise der Sozialistichen Bewegung* (J. SIGMANN). 20

GRAYSON (C. T.) : *Austria's International Position 1938-1953* (F. L'HUILLIER) 20

Économie de guerre :

HARRIS (H.) : *The Economics of Mobilization and Inflation* (A. PIATIER). 18

KROSIGK (S. VON) : *Es geschah in Deutschland* (A. PIATIER). . . . 18

LANDER (Dr. M.) : *Die Finanzierung des Kriegs* (A. PIATIER). . . 18

MEDLICOTT (W. L.) : *The Economic blockade* (F. CROUZET). . . . 18

PIETTRE (A.) : *L'économie allemande contemporaine* (A. PIATIER). 18

Études et Documents :

BIRNBAUM (K.) : *La conférence de Casablanca* (A. FUNK). 17

BOUCHER (Général) : *L'armée blindée dans la guerre* (C. DE COSSÉ-BRISSAC). 17

CASTELLAN (G.) : *Le réarmement clandestin du Reich, 1930-1935* (G. RENONDEAU) 17

DUROSELLE (J.-B.) : *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours* (J. SIGMANN) 17

HINSLEY (F. H.) : *Hitler's strategy* (G. LESTIEN). 17

LUKACS (J. A.) : *Les grandes puissances et l'Europe orientale* (A. FUNK) 17

VANINO (M.) : *Le temps de la honte. De Rethondes à l'île d'Yeu* (F. GADRAT). 20

Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers. The Soviet Union, 1933-1939 (J.-B. DUROSELLE). 17

Guide to captured German Documents (F. DEBYSER). 17

Perpetual war for perpetual peace (R. RÉMOND). 20

Weltgeschichte der Gegenwart in dokumenten (A. MEYER). 17

Extrême-Orient :

ANDRIEU D'ALBAS : *Marine impériale* (R. JOUAN). 20

ELSBREE (W. H.) : *Japan's role in Southeast Asian Nationalist Movement 1940 to 1945* (G. RENONDEAU). 20

FEIS (H.) : *The road to Pearl Harbor* (G. RENONDEAU) 20

FORMAN (H.) : *Blunder in Asia* (G. RENONDEAU). 18

GRENFELD (Captain Russel) : *Main Fleet to Singapore* (R. JOUAN) 18

HOFFMANN (Major C. W.) : *The Seizure of Tinian* (R. JOUAN). . . 18

MACKENZIE (C.) : *Eastern Epic* (G. RENONDEAU). 18

PIGGOTT (Major général F. S. G.) : *Broken Thread* (G. RENONDEAU). 18

Nos

ROMANUS (C. F.) : *Riley Sunderland : U. S. A. in World War.* T. I : *China-Burma-India theater. Stilwell's Missions to China* (G. RENONDEAU). 18

SABATTIER (Général) : *Le destin de l'Indochine* (Général LESTIEN). 18

STRATTON (R. O.) : *S. A. C. O. The Rice Paddy Navy* (R. JOUAN). 20

Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers, 1935. Vol. III (G. RENONDEAU). 18

La guerre :

A l'Ouest :

DERRY (T. K.) : *The Campaign in Norway* (R. A. C. PARKER). . . 17

ELLIS (Major) : *The War in France and Flanders, 1939-1941* (H. MONTEAGLE) 17

ETTIGHOFFER (P. C.) : *44 Tage und Nächte. Der Westfeldzug 1940* (C. T. DE JONG). 18

GREINER (H.) : *Die Oberste Wehrmachtfuhrung, 1939-1943* (A. MEYER) 18

NIERSTRASZ (Général) : *De strijd om Rotterdam* (C. T. DE JONG). . 18

PIÉTRI (F.) : *Mes années d'Espagne, 1940-1948* (P. VILAR). . . . 18

POGUE (F. C.) : *U. S. A. in World War II. The European Theater of Operations* (Général LESTIEN). 18

RAMCKE : *Fallschirmjäger-Damals und Danach* (A. MEYER). . . 18

A l'Est :

GIUFFRIDA (P.) : *L'A. R. M. I. R., Il Generale. La Ritirata* (C. VIDAL) 18

LAROCHE (J.) : *La Pologne de Pilsudski. Souvenirs d'une ambassade, 1926-1935* (R. PORTAL) 18

MANNERHEIM (Maréchal) : *Mémoires (1882-1946)* (M. GRANET). . 18

PLIEVIER (Th.) : *Moskau* (P. ROBIN). 18

TAYLOR (J.) : *The Economic development of Poland, 1919-1950* (R. PORTAL) 18

Sur mer et dans les airs :

BEACH (Cr.) (E. L. B.) : *Submarine* (R. JOUAN). 19

BELOT (Contre-amiral DE) : *La marine française pendant la campagne 1939-1940* (R. JOUAN) 19

CARRÉ (P.) : *Les lévriers de la Mer* (R. JOUAN). 19

HÉBRARD (Général) : *L'aviation des origines à nos jours* (Lieutenant-colonel LECLERC). 19

HEILMANN (W.) : *Alerte à l'Ouest* (M. GRANET). 19

RUDEL (H. U.) : *Journal d'un pilote* (M. GRANET). 19

VALIN (Général M.) et SOMMER (F.) : *Les sans-culottes de l'Air. Histoire du Groupe Lorraine* (M. GRANET). 19

YOUNG (E.) : *Un sous-marinier de la Royal Navy* (R. DE BELOT). . 19

Nos

Opérations spéciales :

DORNBERGER (Ingénieur général) : *L'arme secrète de Peenemünde. Les fusées V2 et la conquête de l'espace* (M. GRANET). 20

GLEESON and WALDROM (J. et T.) : *Now it can be told* (M. GRANET). 20

PENIAKOFF (W.) : *Mon armée privée* (M. GRANET). 20

PINTO (Lieutenant-colonel) : *Chasseurs d'espions* / *Ennemis ou amis?* (M. GRANET). 20

THORWALD (J.) : *Der Fall Pastorius* (A. FOURNIER). 20

Hollande :

SIJES (B. A.) : *De Februari-Staking 25-26 Februari 1941* (C. T. DE JONG). 17

WINKEL (Mlle L. E.) : *De ondergrondse pers 1940-1945* (C. T. DE JONG) 17

Italie :

CAVALLERO (C.) : *Il dramma del Maresciallo Cavallero* (C. VIDAL). 19

CAVIGLIA (E.) : *Diario, 1925-1945* (C. VIDAL). 19

GAROSCI (A.) : *Storia dei fuorosciti* (G. BOURGIN). 19

ROBOTTI (P.) et GERMANETTO (G.) : *Trent'anni di lotte dei comunisti italiani, 1921-1951* (G. BOURGIN). 19

SALVATORELLI (L.) et MIRA (G.) : *Storia del fascismo; l'Italia del 1919 al 1945* (G. BOURGIN). 19

SALVEMINI (G.) : *Prélude to world War II* (G. BOURGIN). 19

VACCARINO (G.) : *Il movimento operaio a Torino nei primi mesi della crisi italiana* (C. VIDAL). 19

Mémoires :

CHURCHILL (W.) : *Mémoires sur la seconde guerre mondiale* (H. CALVET) 17

HERRIOT (E.) : *Jadis*, t. II (F. L'HUILLIER). 17

HESSE (F.) : *Das Spiel um Deutschland* (J. SIGMANN). 17

HITLER (A.) : *Libres propos sur la guerre et la paix* (A. SCHERER). 17

KESSELRING : *Soldat bis zum letzten Tag* (A. MEYER). 17

Moyen Orient :

KIRK (G.) : *The Middle East in the War* (G. RENONDEAU). . . . 20

LAFFARGUE (A.) : *Le général Dentz (Paris 1940-Syrie 1941)* (M. GRANET). 20

SMUTS (J. C.) : *Jan Christian Smuts* (G. RENONDEAU). 20

Occupation-Résistance-Déportation :

ANGELI (R.) : *Poi l'Italia è risorta* (M. DE BOUARD). 19

Nos

Battaglia (R.) : *Storia della Resistanza italiana* (G. Bourgin). . 20
Borwicz (M.) : *Écrits des condamnés à mort* (L. Seror). 20
Brugère (R.) : *Veni, Vidi, Vichy... et la suite. Témoignages, 1940-1945* (J. Vidalenc). 17
Churchill (W.) : *Duel of wits* (M. Granet). 19
Davies (Brigadier-général) : *Illyrian Venture* (H. Monteagle). . 20
Detrez (Chanoine L.) : *Quand Lille avait faim* (P. Ducroquet). 19
Fuller (J.) : *Madeleine* (O. Routis). 17
Jong (L. de) : *De Duitse vijfde colonne in de Tweede Wereldoorlog* (C. T. de Jong). 19
Michel (H.) et Mirkine-Guetzévitch (B.) : *Les idées politiques et sociales de la Résistance* (M. Granet). 19
Picard (R.) : *L'ennemi retrouvé* (M. Granet). 17
Russel of Liverpool (Lord) : *The Scourge of the Swastika. A Short history of nazi war crimes* (M. Granet). 19
Szende (S.) : *Den siste Juden Fran Polen* (P. Jeannin). 19
Thayer (Ch. W.) : *Entre le wisky et le caviar* (M. Granet). . . . 17

NOTES ET NOUVELLES.

Allemagne :

Critique historique et apologétique du IIIe Reich. 19
Réactions allemandes devant l'historiographie néo-nazie. . . . 20
Réflexions de Hitler sur la guerre à l'Est. 20
Gert von Klass : Krupp. 20
H. Graml : Der 9 november 1938. 20

Belgique :

Sur la Résistance belge. 19

États-Unis :

Les documents diplomatiques sur la question d'Extrême-Orient. 17
Freymond : La politique étrangère américaine. 17

France :

Sur Jean Moulin. 17
Sur le débarquement en Provence. 17
Sur les maquis 19
Les travaux du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale. 19
Sur la Libération de Paris. 18-19
P. Ordioni : Quand la Diane sonnera 20
J. Cassou : La mémoire courte. 19
Etc...

Grande-Bretagne :

Les relations économiques italo-britanniques en 1939-1940. . . 19
Churchill : L'Espagne et Gibraltar. 18

Nos

Une critique anglaise de « The War in France and Flanders ». . . 19
A propos des mémoires de CHURCHILL. 19

Hollande :

Caractère de la Résistance aux Pays-Bas. 18
A. G. VROMANS : Chronologie des événements au commencement de la guerre du Pacifique. 17
La prétendue trahison d'Arnhem 17

Italie :

Les circonstances de la chute de Mussolini. 20
Une publication et des chiffres officiels sur la guerre des Partisans. 17
Max SMITH : Origini del fascismo, etc... 17
Magistrati Berlino 1937 : campo di maggio. . . . . .
Etc...

BIBLIOGRAPHIE assurée par les soins de M. DEBYSER et de la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine.

D'avril à octobre 1954. 17
D'octobre à février 1955. 18
De février à juin 1955. 19
De juin à septembre 1955. 20

Le gérant : Henri MICHEL.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3013 - 1 - 1956
ÉDIT. n° 24.219 Dépôt légal, 1er trimestre 1956 IMPR. n° 672

N° 17 CINQUIÈME ANNÉE JANVIER 1955

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

SOMMAIRE

	Pages
E. Vermeil : Himmler	3
M. Catoire : La Direction des Services de l'armistice à Vichy (II)	15
J. Nere : Sur l'économie de guerre des Etats-Unis	37
L. Maury : Les nationalités au camp de concentration de Neuengamme	47
J. Grunewald : Les travaux sur l'histoire de la Seconde guerre mondiale en Angleterre	58

COMPTES RENDUS

J. Sigmann, A. Funk, G. Renondeau, Cel de Cossé-Brissac, A. Meyer, F. Debyser, J.-B. Duroselle, R. A. C. Parker, H. Monteagle, F. L'Huillier, H. Calvet, A. Scherer, J. Vidalenc, C. T. de Jong, G. Bourgin, C. Vidal, H. Michel, M. Granet, O. Routis

NOTES ET NOUVELLES — BIBLIOGRAPHIE

TABLE ANALYTIQUE DE L'ANNÉE 1954

(Voir au verso la suite du sommaire)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REVUE D'HISTOIRE
DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Publication trimestrielle

(Comité d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale
Société de l'Histoire de la Guerre, Centre National de la Recherche Scientifique)

COMITÉ DE DIRECTION

Président : Lucien FEBVRE

P. RENOUVIN, E. LABROUSSE, M. BAUMONT
P. VAUCHER, E. VERMEIL, G. BOURGIN, J. CAIN

Rédacteur en chef : Henri MICHEL

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé :
22, rue d'Athènes, PARIS-VIII^e^ (TRInité 40-68)

SOMMAIRE (suite)

COMPTES RENDUS

ÉTUDES ET DOCUMENTS. — J.-B. DUROSELLE : *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours.* — J.-A. LUKACS : *Les Grandes Puissances et l'Europe Orientale.* — K. BIRNBAUM : *La Conférence de Casablanca (14-24 janvier 1943).* — G. CASTELLAN : *Le réarmement clandestin du Reich (1930-1935).* — Général BOUCHER : *L'armée blindée dans la guerre.* — *Weltgeschichte der Gegenwart in Dokumenten*, t. I : *Der Weg zum Kriege.* — *Guide to captured German documents.* — *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers. The Soviet Union 1933-1939.*

LA GUERRE A L'OUEST. — T. K. DERRY : *The Campaign in Norway.* — Major ELLIS : *The War in France and Flanders (1939-1940).*

MÉMOIRES. — É. HERRIOT : *Jadis*, t. II : *1914-1936.* — W. CHURCHILL : *Mémoires sur la seconde guerre mondiale : Triomphe et tragédie.* — A. HITLER : *Libres propos sur la guerre et la paix.* — F. HESSE : *Das Spiel um Deutschland.* — KESSELRING : *Soldat bis zum letzten Tag.*

HOLLANDE. — B. A. SIJES : *De Februari-Staking, 25-26 Februari 1941.* — Mlle L. E. WINKEL : *De ondergrondse pers 1940-1945* (la presse clandestine, 1940-1945).

RÉSISTANCE. — BRUGÈRE : *Veni, Vidi, Vichy.* — Ch.-W. THAYER : *Entre le whisky et le caviar.* — R. PICARD : *L'ennemi retrouvé.* — J. FULLER : *Madeleine.*

NOTES ET NOUVELLES

Chronologie des événements au commencement de la guerre du Pacifique. — La supposée trahison d'Arnhem. — Une publication et des chiffres officiels sur la guerre des Partisans en Italie. — Etc.

Administration : **Presses Universitaires de France**
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e^)

Abonnements : **Presses Universitaires de France**
Département des Périodiques
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e^). Tél. ODÉon 64-10

Abonnement annuel (1955) : France, Union française : **1.000 francs**
Étranger : **1.200 francs.** — Prix du numéro : **300 francs**
Compte Chèques Postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANT. — Les demandes en duplicata des numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans les quinze jours qui suivront la réception du numéro suivant.

Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de trente francs.

COMITÉ DE PATRONAGE

Président : M. Georges BIDAULT

MM. ALLIX, recteur de l'Académie de Lyon. — P. ARNOULT, inspecteur général des Finances. — Raymond ARON. — P. AUBÉ, secrétaire général de la Commission consultative des Dommages et Réparations. — F. BLOCH-LAINÉ, directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations. — J. DE BOURBON-BUSSET, directeur des Relations culturelles. — C. BRAIBANT, directeur des Archives de France. — F. BRAUDEL, professeur au Collège de France. — H. CALVET, professeur agrégé de l'Université. — R. CASSIN, vice-président du Conseil d'État. — F. CHARLES-ROUX, membre de l'Institut. — Général COCHET. — F. CLOSON, directeur général de la Statistique et de la Conjoncture. — Colonel DE COSSÉ-BRISSAC, chef du Service historique de l'Armée. — R. COULONDRE, ambassadeur de France. — M. CROUZET, inspecteur général de l'Instruction publique. — G. DUPOUY, directeur du Centre national de la Recherche scientifique. — R. FAWTIER, membre de l'Institut. — A. FRANÇOIS-PONCET, de l'Académie française. — Gérard JAQUET, député. — L. JOXE, ambassadeur de France. — A. LATREILLE, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon. — G. LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de Paris. — G. LEFEBVRE, professeur honoraire à la Sorbonne. — Général LESTIEN. — Louis MARIN, membre de l'Institut. — G. MONOD, directeur général honoraire de l'Enseignement du 2e degré. — M. E. NÆGELEN, député, ancien ministre. — L. NOËL, membre de l'Institut. — G. PERNOT, sénateur, ancien ministre. — Rémy ROURE. — A. REUSSNER, membre de l'Académie de Marine. — Colonel DE SAINTE-PÉREUSE, chef du Service historique de l'Armée de l'air. — J. SARRAILH, recteur de l'Académie de Paris. — A. SAUVY, directeur de l'Institut national d'Études démographiques. — A. SEGALAT, secrétaire général du Gouvernement. — L. SENGHOR, député. — A. SIEGFRIED, de l'Académie française. — Colonel VILLATE. — E. WEILL-RAYNAL, docteur ès Lettres.

CAHIERS D'HISTOIRE DE LA GUERRE

Publications du COMITÉ D'HISTOIRE DE LA GUERRE

N° 3 (février 1950) : **ASPECTS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE...** **150 fr.**

N° 4 (mai 1950) : **ASPECTS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION** ..... **200 fr.**

EN VENTE A L'IMPRIMERIE NATIONALE :

39, rue de la Convention — 19, rue Scribe — 91, avenue des Champs-Élysées

(Chèques postaux : PARIS 9060-06)

REVUE D'HISTOIRE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

PARUS :

N° 1, novembre 1950 : **Aspects de la Résistance française.** — N° 2, mars 1951 : **Le Japon dans la guerre.** — N° 3, juin 1951 : **Autour de l'Armistice de juin 1940.** — N° 4, octobre 1951 : **Sur l'Allemagne en guerre.** — N° 5, janvier 1952 : **L'Espagne pendant la guerre. Le changement de commandement de mai 1940. Du 7 mars 1936 à l'Ile d'Yeu.** — N° 6, avril 1952 : **L'Italie et le pacte germano-russe. L'économie soviétique pendant la guerre. La Roumanie et la deuxième guerre mondiale.** — N° 7, juillet 1952 : **La responsabilité allemande. La Grande-Bretagne et la crise tchécoslovaque. L'économie de guerre britannique.** — N° 8, octobre 1952 : **Gouvernement et commandement français (mai-juin 1940). Notes sur le système concentrationnaire. La marine américaine au combat.** — N° 9, janvier 1953 : **Gouvernement et commandement français** (suite). **La guerre de Finlande. Le procès Graziani.** — N°s 10-11, juin 1953 : **La campagne de France** (numéro spécial : **600** fr.). — N° 12 : **La mobilisation économique aux Etats-Unis. Origines de Munich : Le rôle du « Times ». L'alerte du 10 janvier 1940.** — N° 13 : **De Munich à Prague. La Suède pendant la guerre. L'historien et les archives du gouvernement des États-Unis.** — N° 14 : **La politique française du réarmement. La direction des services de l'Armistice à Vichy. Anglais et Américains dans la guerre à l'Ouest.** — N°s 15-16 : **Le système concentrationnaire allemand (1940-1945).**

EN PRÉPARATION : **Numéro spécial sur les Prisonniers de guerre.**

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ESPRIT DE LA RÉSISTANCE

La Guerre - L'Occupation - La Déportation - La Libération

Collection dirigée par H. MICHEL et B. MIRKINE-GUETZÉVITCH

Déjà parus :

H. MICHEL et B. MIRKINE-GUETZÉVITCH

LES IDÉES POLITIQUES ET SOCIALES DE LA RÉSISTANCE

In-8° carré ..... 1.200 fr.

Michel BORWICZ

ÉCRITS DES CONDAMNÉS A MORT SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE

In-8° carré ..... 800 fr.

Sous presse :

André TRUCHET

L'ARMISTICE DE JUIN 1940 ET L'AFRIQUE DU NORD

(Pouvait-on continuer la lutte ?)

108, BOULEVARD ST GERMAIN, PARIS

1955. — Imp. des Presses Universitaires de France, Vendôme (France)

B 19 OCT 1956

1979-1

1980-1

1989 1